

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 13/10/2020

N° : 2020/183

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 4
STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENTREPRISES, COMMERCE, RELANCE.	P. 43
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 70
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 92
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 147
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 177
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 209
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 251
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 260

↳ Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 273
STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENTREPRISES, COMMERCE, RELANCE.	P. 378
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 382
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 389
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 415
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 475
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 484
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 507
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 514

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 31 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

31 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 31 juillet 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Frédéric GUINIERI - Nicolas ISNARD - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Didier REAULT - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ représenté par François BERNARDINI - Gérard GAZAY représenté par Roland GIBERTI - Danielle MILON représentée par Roland MOUREN - Georges ROSSO représenté par Martine VASSAL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Bernard DEFLESSELLES - Jean-Pascal GOURNES - Eric LE DISSÈS - Henri PONS.

**Commission "Finances, Budget,
patrimoine et administration
générale"**

FBPA 001-8100/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 8 logements sociaux située 80 Rue Nationale à Marseille (1er arrondissement)
MET 20/15191/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 8 logements locatifs sociaux située 80 Rue Nationale à Marseille (1er arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 687 220 euros est financée par un emprunt de 186 775 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% soit 84 048,75 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55% soit 102 726,25 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106346 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 186 775 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration de 8 logements sociaux à Marseille ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 186 775 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106346.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 8

logements sociaux située 80 Rue Nationale à Marseille (1er arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8101/20/BM

■ Garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem - Opérations Fiacre/Duverger et Figuière à Marseille - Modification du nombre de logements réservés MET 20/15259/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé le 16 mai 2019 deux garanties d'emprunt au profit de la SA HLM Logirem. Par délibération FAG 004-5779/19/BM la Métropole a approuvé une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour un prêt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant de 1 125 558 euros pour l'opération d'acquisition-amélioration de 9 logements dénommée « Fiacres/Duverger » située 5 Rue des Fiacres/2 Rue Duverger, à Marseille, 2^e arrondissement. Et, la délibération FAG 006-5781/19/BM a approuvé une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour un prêt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant de 2 570 543 euros pour l'opération de construction de 18 logements dénommée « Figuière » située 33-45 Boulevard Figuière à Marseille, 4^e arrondissement.

L'octroi de ces garanties d'emprunt permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier de logements réservés. Cependant, une erreur matérielle sur le nombre de logements réservés oblige la Métropole à délibérer de nouveau pour modifier les articles 3 des délibérations citées, et à valider les avenants aux conventions de garantie d'emprunt correspondantes.

Ainsi, afin de respecter les dispositions des articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la construction et de l'habitation, la Métropole ne bénéficiera pas de logements réservés pour l'opération « Fiacres/Duverger », au lieu d'un logement, et pour l'opération « Figuière » la Métropole bénéficiera d'un logement réservé au lieu de deux logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-5779/19/BM du 16 mai 2019 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 9 logements sociaux dénommée « Fiacres-Duverger » située 5 Rue des Fiacres – 2 Rue Duverger à Marseille ;
- La délibération FAG 006-5781/19/BM du 16 mai 2019 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 18 logements sociaux dénommée « Figuière » située Boulevard Figuière à Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem bénéficie de garanties d'emprunts accordées pour l'opération d'acquisition-amélioration de 9 logements sociaux dénommée « Fiacres-Duverger » située 5 Rue des Fiacres – 2 Rue Duverger à Marseille, et pour l'opération de construction de 18 logements sociaux dénommée « Figuière » située Boulevard Figuière à Marseille.
- Que les nombres de logements réservés indiqués aux articles 3 des délibérations FAG 004-5779/19/BM et FAG 006-5781/19/BM du 16 mai 2019 et des conventions correspondantes sont erronés.

- Qu'il convient dès lors de modifier ces délibérations et de conclure un avenant à chaque convention de garantie d'emprunt.

Délibère

Article 1 :

L'article 3 de la délibération FAG 004-5779/19/BM est modifié comme suit :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant l'opération « Fiacres-Duverger » située 5 Rue des Fiacres – 2 Rue Duverger à Marseille, 2^e arrondissement.

Article 2 :

L'article 3 de la délibération FAG 006-5781/19/BM est modifié comme suit :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant l'opération « Figuière » située Boulevard Figuière à Marseille, 4^e arrondissement.

Article 3 :

Sont approuvés les avenants aux conventions de garantie d'emprunt ci-annexés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer les avenants aux conventions de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8102/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 50 Boulevard Dahdah à Marseille (4e arrondissement) MET 20/15213/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social située 50 Boulevard Dahdah à Marseille (4e arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, l'opération d'un montant total de 151 086 euros est financée par un emprunt de 97 797 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention du prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 44 008,65 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 53 788,35 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitat ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt N° 103476 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 97 797 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 97 797 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°103476.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 50 Boulevard Dahdah à Marseille (4e arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8103/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée Les Hauts de Roca Fortis située ZAC Les Drailles à Roquefort-la-Bédoule
MET 20/15206/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée « Les Hauts de Roca Fortis » située ZAC Les Drailles à Roquefort-la-Bédoule.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 607 123 euros est financée par un emprunt de 437 698 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 218 849 euros, et de la commune de Roquefort-la-Bédoule, co-garante, à hauteur de 50 % soit 218 849 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 103090 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 437 698 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Les Hauts de Roca Fortis » située ZAC Les Drailles à Roquefort-la-Bédoule ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 437 698 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 103090.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée « Les Hauts de Roca Fortis » située ZAC Les Drailles à Roquefort-la-Bédoule.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8104/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de l'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate MET 20/15210/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 1 996 615 euros est financée par un emprunt de 1 439 442 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 647 748,90 euros, et de la commune du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, à hauteur de 55 % soit 791 693,10 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 104941 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 1 439 442 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux au Puy-Sainte-Réparate ;
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 439 442 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 104941.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8105/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde PLS située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate
MET 20/15212/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde PLS située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 647 901 euros est financée par un emprunt de 547 072 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 246 182,40 euros, et de la commune du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, à hauteur de 55 % soit 300 889,60 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 105044 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 547 072 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux au Puy-Sainte-Réparate.
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- L'analyse financière de la SA HLM Erilia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 547 072 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 105044.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Duo Verde PLS située Chemin de la Station au Puy-Sainte-Réparate.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8106/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Les Ballons Ilot 3 située Chemin des Bastidons à Meyreuil MET 20/15243/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Les Ballons Ilot 3 située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 2 603 863 euros est financée par un emprunt de 1 575 641 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 866 602,55 euros, et de la commune de Meyreuil, co-garante, à hauteur de 45 % soit 709 038,45 euros.

La SA HLM CDC Habitat Social a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 100083 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 1 575 641 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération

d'acquisition en VEFA de 18 logements collectifs locatifs sociaux à Meyreuil.

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 575 641 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 100083.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Les Ballons Ilot 3 située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM CDC Habitat Social est

inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM CDC Habitat Social opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 008-8107/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne pour le financement de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat à Gardanne MET 20/15125/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

La réalisation de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat a été confiée à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne (SEMAG) en 2008 en application des dispositions des articles L.

300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme et des articles L. 1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. Cette opération a pour objectif de permettre l'implantation d'entreprises en aménageant les 14 hectares de cet ancien site minier en zone d'activités économiques.

Cette opération a fait l'objet de 4 avenants passés entre la SEMAG et la Commune de Gardanne afin d'ajuster le bilan de l'opération en fonction des travaux à réaliser et des recettes de commercialisation escomptées. En effet, les économies sur le montant des travaux et l'augmentation des recettes de commercialisation ont permis d'optimiser le bilan financier. Sa durée initiale de 10 ans a également été prolongée par l'avenant n°1 pour une durée supplémentaire de 2 ans.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit, qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance. La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur l'ensemble de son territoire. Par le biais d'une convention de gestion, la commune de Gardanne est en charge jusqu'à fin 2021, et sous certaines conditions, du pilotage et du suivi de la concession d'aménagement confiée à la SEMAG pour l'achèvement de l'opération du Pôle Yvon Morandat et la création d'une zone d'activité.

Néanmoins, la Métropole s'est substituée de plein droit à la Commune de Gardanne dans la concession depuis le 1er janvier 2018, et devra à l'issue de l'opération, récupérer l'ensemble des ouvrages de sa compétence, voirie et espaces verts, dont elle assurera la gestion.

Dans le cadre de l'avenant n°5 délibéré en Bureau de la Métropole du 28 mai 2020, la commune et la Métropole ont ajusté les missions confiées au concessionnaire afin qu'il puisse conserver la garde, la gestion et l'entretien des ouvrages relevant de sa compétence jusqu'à la clôture de l'opération. Par ailleurs, afin de finaliser la commercialisation des terrains, et de permettre la clôture de l'opération, il a été nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux années supplémentaires, la portant à fin 2022.

Afin de prendre en compte ces changements, consolider sa trésorerie et faire face aux dépenses futures, la SEMAG sollicite un emprunt d'un montant de 2 millions d'euros auprès du Crédit Mutuel. Comme le prévoit l'article 18 du traité de concession approuvé le 20 octobre 2008, la SEMAG sollicite la Métropole

sur une garantie financière pour l'octroi de son prêt à hauteur de 80% du montant total de l'emprunt.

Les caractéristiques financières du prêt proposé par du Crédit Mutuel sont les suivantes :

- Objet : Prêt professionnel Reprise partielle et prorogation du financement réf. 8979 14340407 portant sur la réalisation des travaux du projet d'aménagement du Pôle Morandat dans l'attente perception subventions et cession des lots;
- Montant du financement : 2 000 000 euros;
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 24 mois
 - ✓ Taux fixe nominal : 0,75 %
 - ✓ Taux effectif global : 0,38% par semestre
 - ✓ Périodicité intérêts : Semestrielle
 - ✓ Périodicité capital : échéance infime de 2 000 000 euros le 31/10/2022
 - ✓ Frais de dossier : 500 euros

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % sur toute la durée du prêt.

La SEMAG a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 027-6764/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant la convention de gestion avec la Commune de Gardanne relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » pour la poursuite de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat » ;
- La décision n° 20/402/D du 29 mai 2020 approuvant l'avenant n°5 au traité de concession avec la SEMAG relatif à l'aménagement du Pôle Yvon Morandat sur la commune de Gardanne ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SEMAG est amené à réaliser une opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat à Gardanne ;
- Que pour ce faire, il est nécessaire à la SEMAG de souscrire un emprunt de 2 000 000 euros auprès du Crédit Mutuel;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à la SEMAG ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SEMAG.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 000 000 euros à souscrire par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne auprès du Crédit Mutuel.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat à Gardanne.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par la SEMAG auprès du Crédit Mutuel comme suit :

- Montant du financement : 2 000 000 euros
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 24 mois
 - ✓ Taux fixe nominal : 0,75 %
 - ✓ Taux effectif global : 0,38% par semestre
 - ✓ Périodicité intérêts : Semestrielle
 - ✓ Périodicité capital : échéance infime de 2 000 000 euros le 31/10/2022
 - ✓ Frais de dossier : 500 euros

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SEMAG dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SEMAG serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Mutuel, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SEMAG.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre du Crédit Mutuel et la SEMAG, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8108/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 5 logements sociaux dénommée "Rue Lamanon" située à Mallemort - Abrogation de la délibération n° FAG 025-2025/17/CM du 18 mai 2017 MET 20/15199/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de cinq logements sociaux dénommée « Rue Lamanon » située Rue Lamanon à Mallemort.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 18 mai 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt sur la base d'une offre de prêt émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans le lancement de l'opération ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n°105049 signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations a été signé. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 864 470 euros est financée par un emprunt de 531 309 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% soit 292 219,95 euros, et de la commune de Mallemort, co-garante, à hauteur de 45 % soit 239 089,05 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 025-2025/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 5 logements locatifs sociaux situés Lieu-dit Le Village à Mallemort, Rue Lamanon ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- Le contrat de prêt N° 105049 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 531 309 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération

de construction de 5 logements sociaux à Mallemort ;

- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 025-2025/17/CM du 18 mai 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 531 309 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 105049.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération de construction de 5 logements dénommée « Rue Lamanon » située Rue Lamanon à Mallemort.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8109/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Les Loges de Bacchus PLS située Rue de La Cave à Auriol MET 20/15208/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux dénommée Les Loges de Bacchus PLS située Rue de La Cave à Auriol.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 618 636 euros est financée par un

emprunt de 476 773 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 262 225,15 euros, et de la commune d'Auriol, co-garante, à hauteur de 45 % soit 214 547,85 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 102025 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 476 773 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux à Auriol ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 476 773 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°102025.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements collectifs locatifs sociaux située Rue de La Cave à Auriol.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte

sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 011-8110/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 35 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Les Loges de Bacchus située Rue de La Cave à Auriol
MET 20/15207/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements sociaux dénommée « Les Loges de Bacchus » située Rue de La Cave à Auriol.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 4 323 875 euros est financée par un emprunt de 3 351 300 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 843 215 euros, et de la commune d'Auriol, co-garante, à hauteur de 45 % soit 1 508 085 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 102007 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 3 351 300 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements sociaux à Auriol ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 351 300 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 102007.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements collectifs locatifs sociaux située Rue de La Cave à Auriol.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8111/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour le financement de l'aménagement de la ZAC du Tubé, de la ZAC des Cognets à Istres et de la ZAC de la Péronne à Miramas MET 20/15256/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

C'est pourquoi la Métropole soutient financièrement ses propres structures d'aménagement et de développement économique en leur accordant une garantie d'emprunt lorsque la réalisation des opérations relève d'un intérêt public.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour lui accorder une garantie d'emprunt. Le prêt à garantir, d'un montant de 5 000 000 euros, consenti par Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels est destiné à financer les opérations d'aménagements de la ZAC du Tubé, de la ZAC des Cognets situées à Istres, et de la ZAC de la Péronne située à Miramas.

Les caractéristiques financières du prêt proposé par Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels sont les suivantes :

- Montant du financement : 5 000 000 euros
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 10 ans
 - ✓ Taux fixe : 0,70 %
 - ✓ Périodicité : trimestrielle
 - ✓ Amortissement : linéaire
 - ✓ Base de calcul des intérêts 30/360 jours

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % sur toute la durée du prêt.

L'EPAD a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés 2018. Celle-ci permet d'aboutir aux trois points de vigilance suivants :

- la capacité de l'EPAD à faire face à ses engagements à court terme présente des zones d'incertitudes ;
- les difficultés diagnostiquées sur la base des comptes 2018 et des difficultés de trésorerie ;
- en particulier la commercialisation de l'opération Istropolis (8 000 k€) est remise en cause compte tenu du contentieux en cours et de la décision défavorable de la part de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial en janvier 2020.

Malgré cette situation financière fragile, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'EPAD Ouest Provence est amené à réaliser des opérations d'aménagement conformément aux Conventions publiques d'aménagement des Zones d'Aménagement Concerté du Tubé, des Cognets à Istres et de la Péronne à Miramas ;
- Que pour ce faire, il est nécessaire à l'EPAD Ouest Provence de souscrire un emprunt de 5 000 000 euros auprès d'Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présentent ces opérations pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à l'EPAD Ouest Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'EPAD Ouest Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 000 000 euros à souscrire par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence auprès d'Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation des opérations d'aménagement dans le cadre des Conventions publiques d'aménagement des Zones d'Aménagement Concerté du Tubé, des Cognets à Istres et de la Péronne à Miramas passées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par l'EPAD Ouest Provence auprès d'Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels comme suit :

- Montant du financement : 5 000 000 euros
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 10 ans
 - ✓ Taux fixe : 0,70 %
 - ✓ Périodicité : trimestrielle
 - ✓ Amortissement : linéaire
 - ✓ Base de calcul des intérêts 30/360 jours

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EPAD Ouest Provence dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'EPAD Ouest Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre Arkéa Banque Entreprise et Institutionnels et l'EPAD Ouest Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8112/20/BM

■ Approbation d'une convention avec Orange et la Soleam relative à la location d'infrastructures situées dans la Zone d'Aménagement Concerté Château-Gombert MET 20/15132/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SOLEAM en qualité de concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'installations et infrastructures (ouvrages publics en devenir) comprenant des fourreaux, des chambres de tirage et des raccordements incluant des éléments passifs de communications électroniques et des fibres optiques pour la ZAC de Château Gombert à Marseille.

Afin de préserver son patrimoine et d'optimiser les installations et infrastructures existantes en vue de favoriser le développement des communications électroniques sur son territoire, elle met ces installations et infrastructures à disposition de l'opérateur de communications électroniques

ORANGE souhaitant déployer des réseaux ouverts au public.

Une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité concédante, la SOLEAM, concessionnaire et l'opérateur ORANGE permet également de définir de façon précise des modalités pratiques d'intervention et d'échanges d'informations.

Dans ce cadre, la Métropole ainsi que la SOLEAM souhaitent aujourd'hui conventionner avec la société ORANGE des conditions générales, techniques et financières par lesquelles elle met à la disposition non exclusive de celle-ci, ses installations et infrastructures des ZAC, dans les conditions conformes à la réglementation (notamment l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

En outre, conformément à l'article 8.2 de la convention : « Il est ici précisé que les Installations réalisées par SOLEAM dans le cadre de sa mission d'aménageur de la ZAC de Château-Gombert constituent des « biens de retour », destinés à être rétrocédés, à la Métropole Aix-Marseille-Provence après leur achèvement.

Il est donc proposé au Bureau de Métropole, d'approuver la convention tripartite conclue avec la société ORANGE ci-jointe, s'appliquant aux installations réalisées dans la ZAC Château-Gombert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- De mettre à la disposition de la Société ORANGE des installations comprenant des fourreaux, des chambres de tirage et de raccordement, ainsi que des infrastructures incluant des éléments passifs de communications électroniques et des fibres optiques,
- Acter le principe d'une convention tripartite entre la Métropole, autorité concédante, la SOLEAM, concessionnaire et Orange Opérateur de communications téléphoniques, présent sur ledit domaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée ayant pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la SOLEAM met à la disposition de la société ORANGE les installations situées dans la ZAC Château-Gombert, dont le détail figure en annexe de ladite convention.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8113/20/BM

**■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/14409/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des 15 juin 2020, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 14 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/06/15 : ALIBI du 12/02/2019 au 12/06/2020,
- CVM-2020/06/16 : I FEEL GOOD & YOU du 25/10/2019 au 25/05/2020,
- CVM-2020/06/18 : LE KING du 26/09/2019 au 07/02/2020,
- CVM-2020/06/19 : GINGER ART & FOOD du 12/02/2019 au 12/02/2020,
- CVM-2020/06/20 : AGLAE ET SIDONIE du 12/02/2019 au 12/06/2020,
- CVM-2020/06/21 : LE PETIT FLORE du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/06/22 : CHROM du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/06/23 : L'OSMOSE du 21/10/2019 au 21/05/2020,
- CVM-2020/06/24 : L'INFUSION du 12/02/2019 au 31/12/2019,

- PJJLP-2020/06/14 : CORNER CREATEUR du 12/10/2018 au 12/06/2020,
- AUB-2020/06/03 : MAISON DE FABIANA du 08/07/2019 au 31/03/2020,
- AUB-2020/06/04 : LUNAGI du 08/07/2019 au 29/11/2019,
- LTD-2020/06/10 : LIEUTAUD du 11/03/2019 au 31/12/2019.

A été déclaré non recevable car l'établissement n'est plus en activité et a été radié du registre du commerce et des sociétés le 03 mars 2020 :

- CVM-2020/06/17 : RESTAURANT LE THEATRE du 24/06/2019 au 03/03/2020,

travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/01/09-2	LE TAJ	34 Avenue R. Schuman 13090 Aix-en-Provence	01/01/19 au 30/06/19	17 084,00	10 250,00	600,00	10 850,00
AIX-2019/12/19	BOUCHARA	6 Bis Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	17/01/2018 au 30/06/2019	324 320,00	194 592,00	0,00	150 000, 00 *
TOTAL				341 404,00	204 842,00	600,00	160 850,00

Montant des indemnités déjà accordées

801 136,67 €

Total général BHNS L'AIXPRESS

961 986,67 €

* L'expertise judiciaire a conclu à un préjudice économique pondéré de 194 592,00€. Cette évaluation étant supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 150 000,00€, la CMIA a choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant.

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/03-2	BAR O'CENTRAL	4 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	01/03/19 au 31/05//19	14 973,00	8 984,00	254,00	9 238,00
CIO-2019/03/04-2	SOUS LES LAMPIONS	38 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	04/03/19 au 21/06/19	18 112,00	10 867,00	250,00	11 117,00
CIO-2019/10/27	EDEN DRIVE	46 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/05/19	0,00	0,00	0,00	0,00
CIO-2019/11/28	MAKE	10 Quai Général De Gaulle 13600 La Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	59 796,00	35 878,00	2 901,00	38 779,00
CIO-2020/01/29	LE PERROQUET	6 Quai Ganteaume 13600 La Ciotat	11/10/18 au 21/06/19	67 806,00	40 684,00	1 000,00	41 684,00
TOTAL				160 687,00	96 413,00	4 405,00	100 818,00

Montant des indemnisations déjà accordées

628 529,00 €

Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT

729 347,00 €

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2019/09/01	BAR TABACS O'CENTRAL	7, Rue des Fabres – 13001 Marseille	12/02/19 au 01/10/19	- 8 263,00 €	- 4 958,00 €	0,00 €	- 2 663,00 € *
CVM-2019/09/01	BAR TABACS O'CENTRAL	7, Rue des Fabres – 13001 Marseille	12/02/19 au 01/10/19	8 263,00 €	4 958,00 €	0,00 €	4 958,00 €
CVM-2019/11/07	SPAR	5, Cours Jean Ballard – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/19	16 300,00	9 780,00	0,00	9 780,00
CVM-2019/12/09	STUDIO B CAFE	6, Place Général De Gaulle – 13001 Marseille	01/04/19 au 31/12/19	26 953,00	16 172,00	1 250,00	17 422,00
CVM-2019/02/11	PIERRE LOREN'S COIFFURE	12, Rue Pythéas – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	7 200,00	4 320,00	200,00	4 520,00
CVM-2019/02/12	MARSEILLE IN THE BOX	13, Rue Reine Elisabeth – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/10/19	8 169,00	4 901,00	500,00	5 401,00
TOTAL				58 622,00	35 173,00	1 950,00	39 418,00

Montant des indemnisations déjà accordées

111 234.00 €

Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille

150 652.00 €

* Ecriture de régularisation. La CMIA du 14 janvier 2020 avait donné un avis favorable quant à l'indemnisation du commerce BAR TABACS O'CENTRAL pour un montant de 2 663,00€. L'expertise judiciaire avait conclu à un préjudice économique pondéré de 4 958,00€. Cependant, l'évaluation était supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 2 663,00€. En conséquence, la CMIA avait choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant.

Après de nouveaux dires et éléments apportés par le requérant, justifiant un nouveau passage devant la CMIA, la commission a choisi de les prendre en considération et ainsi de reconsidérer sa position initiale à l'unanimité, en faveur de la gérante du commerce.

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/10/12	MARINA	45 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 30/09/19	1 067,00	640,00	0,00	640,00
PJJLP-2019/12/13	PHARMACIE DU MARCHE	98 rue Saint-Savournin 13001 Marseille	12/10/18 au 31/12/19	36 283,00	21 770,00	0,00	21 770,00
PJJLP-2019/12/14	VIVRE MOBILE	16 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 31/12/19	17 727,00	10 636,00	1 180,00	11 816,00
TOTAL				55 077,00	33 046,00	1 180,00	34 226,00

Montant des indemnisations déjà accordées

186 287,00 €

Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE

220 513,00 €

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2019/12/04	ATELIER MICHELANGELI	94, avenue Jean Jaurès – 13700 Marignane	01/10/18 au 31/12/19	823,00	494,00	0,00	494,00
TOTAL				823,00	494,00	0,00	494,00

Montant des indemnisations déjà accordées

51 931,00 €

Total général chantier MARIGNANE II

52 425,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2019/12/02	GENERATION 2 ROUES	4, Bld Théodore Thurner – 13006 Marseille	11/03/19 au 31/12/19	16 046,00	9 628,00	100,00	9 728,00
LTD-2020/02/05	LE SAINT JAMES	89, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	9 390,00	5 634,00	1 000,00	6 634,00
LTD-2020/02/09	EUROPEAN CENTER	120, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	60 226,00	36 136,00	1 200,00	37 336,00
TOTAL				85 662,00	51 398,00	2 300,00	53 698,00

Montant des indemnisations déjà accordées	4 518.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	58 216.00 €

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/02/02	LA PORCHETTA	7, rue de la République – 13400 Aubagne	01/09/19 au 01/03/20	11 005,00	6 603,00	0,00	6 603,00
TOTAL				11 005,00	6 603,00	0,00	6 603,00

Montant des indemnisations déjà accordées	0.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	6 603.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 14 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 20 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 juin 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales.
- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème}

arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales.

- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 14 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à la régularisation d'une écriture pour un montant de 2 663,00€ suite à nouvelle étude et présentation du dossier et l'indemnisation des 20 dossiers précités pour un montant total de 398 770,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8114/20/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

MET 20/15426/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 16 905.93 euros (Seize mille neuf cent cinq euros et quatre-vingt-treize centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Omar BELARBI – sinistre du 18 février 2017 – montant : 494.40 euros,
- M. Daniel LOPUSZANSKI – sinistre du 15 octobre 2018 – montant : 6 479.40 euros,
- M. Georges DEMIRO – sinistre du 5 février 2019 – montant : 5 063.69 euros,
- M. Christian DELGADO – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 2 513.16 euros,
- Mme Florence CRESCENTE – sinistre du 17 mai 2019 – montant : 689.83 euros,
- ROMAIN ROLLAND COMBUSTIBLE – sinistre du 20 septembre 2019 – montant : 547.48 euros,
- Mme Véronique ARCAMONE CYPRIEN – sinistre du 5 octobre 2019 – montant : 441.60 euros,
- Mme Pascale STAUTH – sinistre du 22 novembre 2019 – montant : 676.37 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences.
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille-Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros.
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 16 905.93 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8115/20/BM**■ Indemnisation d'un préjudice matériel subi par un tiers locataire d'un bien appartenant à la Métropole
MET 20/15490/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté n°18/057/CM du 25 avril 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN à exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public, sis Traverse de la Gaye (face au collège Sylvain Menu) 13009 Marseille.

Suite à une tentative d'effraction du kiosque, Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN a pris en charge des réparations qui incombait à la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de propriétaire.

L'article 1732 du Code civil prévoit que l'occupant « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ».

En revanche, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie la SMACL en matière de dommage aux biens sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages de nature immobilière subis dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, la prise en charge des réparations relève de la collectivité.

Par conséquent, il convient de procéder au remboursement dont le montant global s'établit à 1 511 euros en contrepartie Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN renonce à tout recours contre l'administration. Il s'agit de l'affaire suivante :

- Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN – Sinistre du 20 mai 2019 – montant : 1511 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le montant des réparations des dommages de nature immobilière n'est pas couvert par le contrat d'assurance Dommages aux biens souscrit auprès de la SMACL par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu du montant de la franchise qui est de 1 500€ pour les sinistres de type tentative d'effraction.
- Qu'en l'absence de faute de l'occupant, les dommages immobiliers sur les biens incombent au propriétaire.
- Que la SAS Chez Alex, représentée par Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN est autorisée, par arrêté n°18/057/CM du 25 avril 2018, à exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public, sis Traverse de la Gaye (face au collège Sylvain Menu) 13009 Marseille et qu'il a pris en charge des réparations qui incombait à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation du tiers visé au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 1511 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8116/20/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Admical et paiement de la cotisation 2020
MET 20/15302/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités territoriales, devenues en quelques années des acteurs majeurs du mécénat dans les territoires, pérennisent et structurent aujourd'hui leurs recherches de fonds privés afin de répondre à la baisse des dotations de l'Etat.

On note d'ailleurs que depuis la loi Aillagon sur le mécénat en 2003, le mécénat connaît une croissance exponentielle en France, mais les collectivités qui développent ce type de financements restent encore peu nombreuses.

Dans ce contexte et considérant les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles nos collectivités doivent faire face, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité associer les acteurs privés aux projets de la collectivité à travers l'acte de don.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité lancer sa démarche Mécénat et adopter une charte éthique, matérialisant sa volonté de proximité avec les forces vives économiques du territoire et les administrés dans l'appropriation des projets ou actions conduits par la collectivité.

La stratégie mécénat en cours d'élaboration sera basée sur des projets métropolitains qui pourront notamment relever du développement et de l'attractivité du territoire, ou concerner des événements ou équipements à rayonnement métropolitain voire des projets de restauration de patrimoine, ou protection et valorisation de l'environnement naturel.

Le mécénat de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra s'exprimer dans de nombreux champs de l'intérêt général car il n'existe pas de frontières étanches entre les mécénats de type culturel, patrimonial ou environnemental. C'est d'ailleurs à la croisée de ces domaines que naissent souvent les expériences les plus novatrices.

La présente délibération a ainsi pour objet de poursuivre l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Admical, association reconnue d'utilité publique pour le développement du mécénat industriel et commercial.

En effet, l'adhésion à l'Admical confère à la Métropole Aix-Marseille-Provence de nombreux avantages, tels que l'accompagnement dans notre gestion de politique de mécénat, un support pour nos questions juridiques et fiscales, l'accès à de nombreuses

ressources documentaires et informations actualisées sur le mécénat, au E-Répertoire des mécènes; des opportunités de communications sur les réseaux Admical; l'accès à de nombreux événements et moments de rencontres et networking avec d'autres acteurs de l'écosystème (*Mécènes Forum, Les Labs...*).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 058-4110/18/CM du 28 juin 2018 actant le lancement de la démarche Mécénat au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'approbation d'une charte éthique et l'adhésion à l'Admical ;
- Les statuts de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'utilité d'être accompagné par une association reconnue d'utilité publique pour des questions juridiques et fiscales et d'avoir accès à des ressources documentaires à jour dans le domaine du mécénat.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Admical, association reconnue d'utilité publique ainsi que le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 1950 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif de l'exercice 2020 de la Métropole voté - Sous politique B312 - Fonction 032 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8117/20/BM

■ Réalisation d'une étude avec l'OCDE pour la relance et la résilience de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/15336/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Au printemps 2020, le Monde a été plongé dans une crise sanitaire majeure sans précédent avec la moitié de la population mondiale confinée entraînant de graves conséquences économiques et sociales : chômage, faillites, baisse du pouvoir d'achat, urgences alimentaires, isolement des plus fragiles, violences domestiques, détresse psychologique...

Face à cette crise profonde et probablement durable, s'ajoutant à la crise écologique et énergétique, des solutions nouvelles doivent être trouvées. Il est plus que jamais primordial d'asseoir les stratégies de relance et de résilience sur des données solides, une analyse des politiques publiques tournée vers l'avenir, et des bonnes pratiques internationales qui font leurs preuves dans des métropoles comparables.

Grâce à son expertise internationale, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) peut accompagner ces gouvernances. En effet, au sein du Centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes, la Division des villes, des politiques urbaines et du développement durable a plus de 20 ans d'expérience en matière de soutien aux pouvoirs publics au niveau local, métropolitain et national pour assurer un développement urbain intelligent, durable et inclusif.

Dans ce contexte, l'OCDE souhaite mettre en œuvre un programme de travail « pour la relance et la résilience de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

L'intervention de l'OCDE sur le territoire métropolitain ne sera pas la première puisqu'en 2013, l'OCDE avait conduit une étude approfondie de la Métropole Aix-Marseille (avant sa création), qui accueillait à cette occasion la 3^{ème} Réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques de développement régional. Cette étude avait souligné l'importance de l'échelle métropolitaine pour aborder de façon intégrée les enjeux liés au développement économique, aux transports, à l'environnement et, plus globalement, à la qualité de vie des habitants dans une optique de croissance plus inclusive. La nouvelle métropole a depuis œuvré à promouvoir une croissance plus durable et plus inclusive avec les recommandations émises par l'OCDE en 2013, visant à améliorer le bien-être des habitants, préserver l'environnement et réduire les inégalités.

Sept ans après cette première étude sur le territoire métropolitain, le présent accord propose un dialogue de politiques publiques qui aidera la Métropole Aix-Marseille-Provence à affiner sa stratégie de relance et de résilience à la lumière des éléments suivants :

- Les avancées accomplies par la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la mise en pratique des recommandations issues du rapport OCDE de 2013 avec notamment les questions de gouvernance multi niveaux ;
- Les Principes de l'OCDE sur la politique urbaine qui synthétisent plus de 20 ans de travaux de l'OCDE sur les villes et qui ont été approuvés par les Maires et les Ministres en charge de la politique urbaine dans les pays de l'OCDE en mars 2019 ;
- L'analyse de l'OCDE sur la gestion de la crise sanitaire, économique et sociale liée au COVID-19 dans plus de 50 villes et métropoles de l'OCDE.
- Les bases de données comparatives de l'OCDE sur les métropoles du monde, dont celles relatives aux 17 indicateurs du développement durable des Nations Unies.
- Un travail en synergie avec les métropoles de Rotterdam/La Haye et avec un groupe de métropoles britanniques, qui vont bénéficier du

même type d'accompagnement
« pilote » de l'OCDE.

La Métropole AMP souhaite associer un ensemble de partenaires locaux et nationaux avec lesquels elle envisage conduire sa réflexion et organiser le dialogue (ex : CCI Marseille Provence, l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires, France Urbaine...). Ce partenariat sera défini ultérieurement.

Le dialogue proposé dans le cadre de ce projet aboutira aux livrables suivants :

1) Un atelier international d'échange et d'apprentissage avec les pairs (sous format numérique)

L'OCDE organisera et animera un atelier international qui favorisera le dialogue sur les stratégies de relance et de résilience dans les métropoles et contribuera à forger un consensus entre la Métropole AMP, les autres échelons administratifs (communes, départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, région Provence-Alpes-Côte d'Azur, État), d'autres parties prenantes clés en France, ainsi qu'une sélection de villes et métropoles de l'OCDE.

Au cours de l'atelier, les participants pourront notamment partager leurs points de vue sur les actions à mettre en place pour favoriser une relance plus intelligente, plus verte et plus équitable, par exemple à travers les questions suivantes :

- Quelles mesures et quels mécanismes de coordination peuvent contribuer à tirer le meilleur parti des plans de relance dans les villes et métropoles, et à renforcer la résilience à plus long terme ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils repenser la vie en métropole pour prendre les virages stratégiques nécessaires des politiques publiques et tirer toutes les leçons de crises liées aux impacts du COVID-19, et promouvoir des modes de production, consommation et déplacement plus durables et résilients ?
- Comment tirer parti des outils des villes intelligentes (« smart cities ») pour pallier les fractures numérique, socioéconomique et territoriale mises en exergue par la crise du COVID-19 et stimuler l'innovation ?

2) Une note stratégique (30 pages maximum)

L'OCDE élaborera une note stratégique qui visera à :

- Fournir une évaluation sommaire de l'impact de la crise du COVID-19 sur la Métropole AMP et une analyse globale des mesures prises par la Métropole AMP à la lumière des autres métropoles de l'OCDE, des recommandations du rapport de 2013 « Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille » et des Principes de l'OCDE sur la politique urbaine ;
- Proposer un plan d'action pour repenser la résilience suite à la crise du COVID-19 fondé sur les expériences internationales des villes et métropoles.

Pour conduire ce travail, l'OCDE s'appuiera notamment sur :

- Les documents, données et rapports qui seront fournis par la Métropole AMP, y compris ceux relatifs au projet métropolitain et aux différentes actions menées par la Métropole ;
- Les entretiens (réunions virtuelles) avec une sélection de parties prenantes clés au niveau local, métropolitain, régional et national. Ces parties prenantes pourront être issues des secteurs public et privé, du monde universitaire (en particulier, Aix Marseille Université) et de la société civile ;
- Les résultats de l'atelier international d'échange et d'apprentissage avec les pairs (ci-dessus)
- L'ensemble des données comparatives de l'OCDE et les analyses menées des stratégies métropolitaines dans le monde, ainsi que des réponses de métropoles aux impacts multiformes du COVID-19.

Le programme de travail, incluant l'atelier international d'échange et la note stratégique, est prévu sur une durée de 6 mois à compter de la signature de l'accord.

L'accord prendra fin le 01/07/2021.

Le montant de la contribution de la Métropole dans ce programme de travail est fixé à 80 000 euros TTC pour l'année 2020.

Ce budget comprend les coûts liés au temps du personnel de l'OCDE et les coûts connexes, les autres dépenses de fonctionnement, les coûts d'édition, de formatage et de publication du rapport final en français, et les frais d'administration des subventions de l'OCDE.

Ce budget n'inclut pas les coûts de l'équipe locale de la Métropole AMP, les coûts logistiques /de traduction /d'impression pour l'utilisation de la Métropole AMP et les coûts liés à l'événement optionnel de lancement. Ces coûts pourront être pris en charge par les futurs partenaires de la Métropole AMP dans le cadre d'un partenariat à définir et à construire et qui feront l'objet de délibérations ultérieures.

Aussi, il convient au Bureau d'approuver l'accord entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'OCDE dans le cadre du programme de travail de l'OCDE « pour la relance et la résilience de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'OCDE peut accompagner les gouvernances dans l'analyse des politiques publiques tournée vers l'avenir et des bonnes pratiques internationales qui font leurs preuves dans des métropoles comparables ;
- Que l'OCDE a mené une analyse de la Métropole avant sa création en 2013 ;
- Que la Métropole souhaite contribuer à un programme de travail de l'OCDE pour la relance et la résilience de la Métropole Aix-

Marseille-Provence afin d'asseoir les stratégies de politiques publiques de la Métropole dans un nouveau contexte mondial et permettra de dresser un bilan suite à la première étude effectuée en 2013 ;

- Qu'à cet effet, il convient d'approuver l'accord entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'OCDE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'OCDE dans le cadre du programme de travail « pour la relance et la résilience de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

La contribution de la Métropole dans ce programme de travail s'élève à 80 000 euros TTC sur l'exercice 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet accord et tous les documents y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette prestation sont inscrits au Budget primitif de l'exercice 2020 de la Métropole voté - Sous politique B311 – 032-011-6228 DGA PDM4970.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8118/20/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône relative à la transmission électronique des actes en matière de gestion des ressources humaines
MET 20/15351/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La présentation de la convention à conclure entre la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence a en vue de procéder à la transmission électronique des actes en matière de gestion des ressources humaines soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Le recours aux échanges électroniques pour le contrôle de légalité est prévu par les articles L. 2131-1, L. 3131-1, L. 4141-1, et l'article L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Pour

cela, les collectivités concernées doivent, en application des articles R. 2131-3, R. 3132-1 et R. 4142-1 du CGCT, signer avec le représentant de l'État dans le département ou dans la région (pour les régions) une « convention de télétransmission ». Elle a pour objet :

- de porter à la connaissance des services préfectoraux le dispositif utilisé afin qu'ils soient en mesure de vérifier s'il est homologué dans les conditions prévues à l'article R. 2131-1 du CGCT ;
- d'établir les engagements respectifs des deux parties pour l'organisation et le fonctionnement de la transmission par voie électronique.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités des échanges électroniques intervenant dans le cadre du contrôle de légalité. Elle établit les engagements des parties visant à assurer l'intégrité des informations échangées ainsi que les modalités de ces échanges pour qu'ils soient substitués de plein droit aux modes d'échanges de droit commun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. ;
- Le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
- Le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- L'arrêté du 26 octobre 2005 modifié portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;
- L'arrêté du 23 mai 2017 portant approbation du nouveau cahier des charges des

dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et modifiant la procédure d'homologation ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitant procéder à la transmission électronique des actes en matière de ressources humaines soumis au contrôle de légalité et/ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de transmission électronique des actes entre la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion des ressources humaines soumis au contrôle de légalité et/ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat.

Article 3 :

Cette convention, conclue pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} septembre 2020, est renouvelable d'année en année par tacite reconduction.

Article 4 :

Est approuvé le principe que la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de collectivité émettrice exploite avec l'opérateur identifié le dispositif de transmission homologué.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

l'acte authentique et tous les documents y découlant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020 et suivants au Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 020-8119/20/BM

■ Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage - Additif N°2 MET 20/15354/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage mis en place dans tous les territoires de la Métropole répond à un besoin et une volonté de transmission des savoirs s'inscrivant dans une vision à long terme de remplacement des départs et d'évolution des métiers.

Par ailleurs, la Métropole se veut un acteur engagé et reconnu en termes d'employabilité et d'attractivité de nouveaux talents et de jeunes diplômés.

Ainsi, dans le cadre du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), la Métropole souhaite réserver 5 postes à l'accueil de personnes en situation de handicap pour des diplômés allant du CAP au Master 2 qui seront répartis dans des directions opérationnelles et fonctionnelles. Ainsi, la Métropole s'engage dans une démarche de valorisation de ce dispositif auprès de l'ensemble de ses directions et d'accompagnement de ces maîtres d'apprentissage tout au long de leur engagement.

En effet, sur la base du travail engagé entre le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique et la Métropole Aix-Marseille-Provence, un plan d'action prévisionnel a été établi dans le cadre du dispositif lié à l'apprentissage et intégré au cadrage budgétaire (délibération FAG 030-6865/19/BM du 24 octobre 2019). Le conventionnement avec le FIPHFP décline dans ce cadre, les objectifs de la politique menée par la Métropole en matière de qualification et d'insertion des personnes en situation de handicap.

L'objectif de l'apprentissage est de prendre part à la formation des jeunes en sa qualité d'employeur dans son bassin d'emploi et, de promouvoir l'insertion professionnelle et le développement des compétences des jeunes dans un souci de dynamisation de la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences. Le recours à l'apprentissage permet

d'anticiper les pertes de savoirs résultant des départs à la retraite. Il favorise la valorisation des compétences internes par un partage de savoirs réciproques entre l'apprenti et le maître d'apprentissage, détenteur d'une compétence professionnelle attestée par un diplôme ou de l'expérience professionnelle correspondant à la finalité de celui préparé par l'apprenti.

Le maître d'apprentissage est désigné par la collectivité et bénéficie, pour autant qu'elle ou il soit stagiaire ou titulaire de la fonction publique d'une bonification indiciaire de 20 points.

La collectivité prend en charge le coût de la formation des apprentis dans les C.F.A ou les établissements de formation qui les accueillent. En contrepartie, elle bénéficie de l'exonération des charges patronales de sécurité sociale et d'une aide unique du Conseil Régional.

Pour ce qui concerne l'évolution de la réglementation, il est rappelé que pour tout nouveau contrat conclu depuis le 1er janvier 2019, il est cependant possible d'entrer en apprentissage jusqu'à 30 ans (ou 29 ans révolus) contre 25 ans jusqu'à cette date. Il est cependant possible de déroger à cet âge maximal dans certaines hypothèses. Dans ces cas, la limite d'âge dérogatoire a été portée à 35 ans pour les contrats conclus à compter du 1er avril 2020.

L'âge maximum peut être porté à 35 ans (34 ans révolus) dans les cas suivants :

- L'apprenti veut signer un nouveau contrat pour accéder à un niveau de diplôme supérieur à celui déjà obtenu
- Le précédent contrat de l'apprenti a été rompu pour des raisons indépendantes de sa volonté,
- Le précédent contrat de l'apprenti a été rompu pour inaptitude physique et temporaire

Dans ces cas, il ne doit pas s'écouler plus d'1 an entre les 2 contrats.

Il n'y a pas d'âge limite dans les cas suivants :

- L'apprenti est reconnu travailleur handicapé.
- L'apprenti envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme (exemple : dispositif d'aide individualisée Acre, Nacre ou Cape).
- L'apprenti est une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau.
- L'apprenti n'obtient pas le diplôme ou le titre professionnel visé. Dans ce cas, l'apprentissage peut être prolongé pour 1 an maximum avec un nouveau contrat chez un autre employeur.

L'entrée en apprentissage peut se faire tout au long de l'année. La durée du contrat évolue également de 6 mois à 3 ans contre 1 à 3 ans avant cette date.

Pour ce qui concerne le montant des salaires, il reste fonction de l'âge, du diplôme et de l'année de préparation du diplôme, selon les modalités suivantes :

- Pour les contrats conclus antérieurement à la date du 1^{er} janvier 2019 les dispositions prévues (âge, durée, % de rémunération) restent inchangées selon les conditions

applicables prévues dans la délibération du 19 octobre 2017.

- Pour les contrats conclus depuis le 1^{er} janvier 2019, les conditions sont applicables selon le barème suivant :

Barème de rémunération des apprentis (en % du SMIC)

Age de l'apprenti	Diplôme préparé Niveau V (CAP, BEP)			Diplôme préparé niveau IV (BAC)			Diplôme préparé Niveau III (BTS, DUT, etc.), Niveau II (Licence, Master 1), Niveau I (Master 2, diplôme ingénieur, etc.)		
	1ere année	2eme année	3eme année	1ere année	2eme année	3eme année	1ere année	2eme année	3eme année
Moins de 18 ans	27%	39%	55%	37%	49%	65%	47%	59%	75%
18 à 20 ans	43%	51%	67%	53%	61%	77%	63%	71%	87%
21 à 25 ans	53%	61%	78%	63%	71%	88%	73%	81%	98%
26 ans et plus	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

En application des dispositions du Code du Travail, le barème de rémunération comprend les majorations ci-dessus pour les apprentis.

En effet, les dispositions de l'article D6222-2 donnent la possibilité à l'employeur de faire bénéficier l'apprenti de :

- 10% de majoration lorsque l'apprenti prépare un diplôme de niveau IV.
- 20% de majoration lorsque l'apprenti prépare un diplôme de niveau I à III.

Les apprentis bénéficient des prestations d'actions sociales suivantes, titres-restaurant ou accès au restaurant administratif et une prise en charge des frais de transport aux conditions légales en vigueur.

Enfin, la Métropole souhaite poursuivre la procédure de dérogation à compter du 1^{er} septembre 2020 pour 3 ans permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze

ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » conformément au décret n° 2016-1070 du 3 août 2016 (Dispositif renouvelable).

Pour ce faire, la Métropole a identifié, à ce jour, dans le cadre de ses activités :

- les formations professionnelles concernées,
- les lieux de formation,
- la liste des travaux susceptibles de dérogation
- les machines et équipements utilisés.

Les personnes habilitées à encadrer les jeunes pendant les travaux exercent les fonctions suivantes, en qualité de maître d'apprentissage : chaudronnier hydraulicien, mécanicien, électromécanicien, magasinier, et répondent aux conditions de diplôme ou d'expérience professionnelle requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- Le décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- Le décret n°2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » ;
- Le décret n°2020-372 du 30 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage.
- Le décret n°2020-373 du 30 mars 2020 relatif à la rémunération des apprentis et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du code du travail relatives à l'apprentissage ;
- Le décret n°2020-530 du 5 mai 2020 fixant pour une période limitée les modalités de titularisation dans un corps ou cadre d'emplois de la fonction publique des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés à l'issue d'un contrat d'apprentissage ;
- La circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

- La délibération FAG 068-1348/16/CM du 15 décembre 2016 relative au dispositif d'apprentissage au sein du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 057-2715/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur le dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ;
- La délibération FAG 026-6763/19/CM du 26 septembre 2019 relative au dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage - Additif N°1 ;
- La délibération n°2019-PACA-11-01 du 28 novembre 2019 du comité local DDIPHFP de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur portant décision de financement ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver par délibération le dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage - Additif N°2.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de prioriser 5 postes d'apprentis sur les 75 postes d'apprentis créés pour le recrutement de personnes en situation de handicap.

Article 2 :

Est approuvé le principe de majoration de 10 points pour la préparation des diplômes de niveau IV et de majoration de 20 points pour la préparation des diplômes de niveau I à III.

Article 3 :

Est approuvée à compter du 1^{er} septembre 2020 la dérogation permettant, pour les besoins de leur formation professionnelle, d'affecter les apprentis d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans aux travaux dits « réglementés » (annexe I) dans le cadre de la procédure mise en place par la Métropole et rappelée en annexe II.

Article 4 :

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020 et suivants au Chapitre 012 Nature 6417.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8120/20/BM

■ Approbation d'une convention de remboursement avec la commune de La Ciotat relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal MET 20/15027/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a construit en 2011 un cimetière intercommunal sur la commune de Ceyreste comportant 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, la compétence en matière de création et de gestion des cimetières est soumise à la définition de son intérêt métropolitain qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon métropolitain ou de l'échelon communal.

A ce titre, par délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017, il a été décidé de ne pas déclarer d'intérêt métropolitain le cimetière de La Ciotat et de transférer cet équipement à la commune de La Ciotat à compter de la date de réception des travaux de construction. Celle-ci devrait intervenir dans le courant du 3e trimestre 2020.

La Métropole ayant financé entièrement la construction de cet équipement, il a été convenu entre la Mairie de La Ciotat et la Métropole que cette dernière percevrait, à partir de la date de transfert, les recettes liées à la vente de caveaux. S'agissant des concessions, il a été convenu de reverser la moitié des recettes liées à l'attribution des concessions funéraires.

La convention prendra fin à l'épuisement du stock initial de caveaux et cases de columbarium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Article 1 :

Est approuvée la convention de remboursement ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de La Ciotat relative à la vente des caveaux et à l'attribution de concessions funéraires du cimetière intercommunal.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Au budget principal de la Métropole pour la vente des caveaux - sous politique F230, nature 7018, fonction 025, code gestion 026026.
- Au budget principal de la Métropole pour la vente des concessions – sous politique F210, Nature 70311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Stratégie et
développement économique,
entreprises, commerce, relance"**

ECOR 001-8121/20/BM

■ Déclinaison opérationnelle du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA - Approbation d'une convention
MET 20/15203/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat, avec 35 000 entreprises et 6 5000 emplois directs, représente 80% des activités constituant l'économie de proximité (métiers de bouche, métiers du bâtiment, métiers des services aux particuliers et aux entreprises) sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR) constitue ainsi un acteur essentiel au renforcement du positionnement économique de proximité du territoire métropolitain.

Construire une métropole proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce et de l'artisanat et soutenir l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises font partie des orientations stratégiques de l'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017.

Au regard de leurs compétences respectives en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ont décidé d'unir leurs efforts en signant une convention cadre pluriannuelle de partenariat 2018-2020 sur l'artisanat et l'économie de proximité (délibération du conseil métropolitain du 15 février 2018).

Cette convention cadre pluriannuelle doit être déclinée dans des conventions annuelles d'objectifs établies à l'échelle métropolitaine, ou à l'échelle des territoires de la Métropole.

Une convention d'objectifs a été signée et réalisée en 2019, prévoyant notamment :

- Un volet « appui-conseil aux services de la Métropole » (SDUC, observatoire métropolitain du commerce et de l'artisanat, promotion du commerce sur les salons professionnels...).

- Un volet « appui-conseil aux communes métropolitaines » (plateforme mutualisée sur le commerce, études et mission d'assistance, ateliers d'échanges à destination des techniciens des communes...).

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé au financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain » au sein de la CMAR sous la forme d'un forfait annuel de 45.000 euros pour la mise en œuvre des actions déclinées dans la convention d'objectifs.

Pour les actions définies dans les conventions annuelles d'objectifs relatives aux conseils de territoires du Pays d'Aix et du pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Métropole a soutenu les actions via « les États Spéciaux » en participant au financement des 3 postes de développeurs territoriaux de l'artisanat.

En l'espèce, la convention d'objectifs pour 2020 ci-annexée qui prévoit, à moyens humains et financiers identiques à ceux alloués en 2019, les mêmes grands axes de travail suivants :

- Un volet « appui-conseil aux services de la Métropole » (SDUC, observatoire métropolitain du commerce et de l'artisanat, promotion du commerce sur les salons professionnels...).
- Un volet « appui-conseil aux communes métropolitaines » (plateforme mutualisée sur le commerce, études et mission d'assistance, ateliers d'échanges à destination des techniciens des communes...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA afin d'œuvrer ensemble au développement de l'artisanat sur le territoire.
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA de soutenir l'activité économique de proximité.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une contribution financière d'un montant de 45 000 euros à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole 2020, sous-politique B320, chapitre 65, nature 657381, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 002-8122/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence pour le déploiement en 2020 du dispositif Pacte PME sur le territoire métropolitain

MET 20/15143/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

En vertu de l'article L.710-1 du Code de Commerce, les Chambres de Commerce et d'Industrie ont une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics ou des autorités étrangères. Elles contribuent au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant, toute mission de service public et toute mission d'intérêt général nécessaire à l'accomplissement de ces missions.

A cet effet, les Chambres de Commerce et d'Industrie peuvent assurer notamment des missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des entreprises, notamment pour le développement international, ainsi que des missions de développement de la formation professionnelle.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence (CCI Aix-Marseille-Provence) a notamment initié le «Métropolitain Business Act» qui a pour ambition d'intensifier les achats entre acteurs locaux (publiques et privés) afin de renforcer la création de richesses locales et d'aider les acheteurs et les PME à mieux travailler ensemble.

Pour sa part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017, adopté son Agenda du développement économique. L'une de ses orientations stratégiques, «Construire une Métropole de proximité facilitant la vie des entreprises», entend proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de l'entreprise.

Dans le cadre de cet axe stratégique, la deuxième action retenue est de faciliter la relation entre les grands donneurs d'ordre et les TPE/PME afin de les aider à se développer sur leur marché.

Pour ce faire, deux priorités sont mises en œuvre :

- Instaurer sur le territoire un Pacte PME dont l'objectif est d'associer les grands donneurs d'ordre locaux au service des PME pour les aider à grandir et se développer ;
- Intensifier l'accès des TPE/PME aux marchés publics métropolitains.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP ont signé en début d'année 2017 une convention cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire et comprenant un axe de travail sur le développement du Business des entreprises sur le territoire.

Par délibération n° ECO 007-7242/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une nouvelle convention cadre avec la CCIAMP qui maintient les grandes lignes stratégiques adoptées lors de la première convention cadre de 2017.

Ainsi, en déclinaison et dans une perspective de développement économique du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP ont souhaité mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » en s'appuyant sur la démarche menée par l'association « Pacte PME » au niveau national.

A ce titre, la Métropole et la CCIAMP ont conclu en 2018 une convention de partenariat pour la mise en place de ce dispositif et, en 2019, une convention de partenariat pour son déploiement sur le territoire.

Concrètement, la mission du Pacte PME vise à faciliter la mise en relation entre TPE/PME du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois.

Le dispositif permet de coordonner l'ensemble des actions déjà existantes tout en favorisant le jeu collectif au bénéfice de l'ensemble des entreprises de notre territoire avec une marque territoriale forte « Aix-Marseille-Provence membre de Pacte PME ».

L'ensemble des acteurs économiques sont fédérés autour de cette démarche (UPE13, CPME13, Aix-Marseille-Université, CMAR des Bouches du Rhône, Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, Aix-Marseille-Provence French Tech, CRESS Paca) permettant ainsi d'accélérer la croissance des PME/TPE métropolitaines.

Aussi, le programme du dispositif « PACTE PME » est le suivant :

1. Développer les achats locaux - le « Metropolitain Business Act »

L'objectif est de favoriser l'achat local et responsable par la mise en place d'une démarche co-construite et partagée avec les grands donneurs d'ordres et les TPE/PME en matière d'achats afin de renforcer la création de business entre les entreprises du territoire. Cette démarche, animée par la CCIAMP et soutenue par la Métropole, est le « Metropolitain Business Act »

2. Favoriser l'Innovation pour rendre plus compétitives les entreprises du territoire

L'objectif est d'encourager les grands comptes à s'impliquer dans une démarche d'open innovation pour s'ouvrir aux entreprises locales sur des domaines d'innovation et accélérer ainsi le processus d'innovation des TPE/PME de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'accroître leur performance et d'améliorer leur compétitivité.

Dans le cadre du plan de relance, la Métropole Aix-Marseille-Provence lance une plateforme d'innovation territoriale visant à rapprocher les donneurs d'ordre, la commande publique et les offreurs de solutions. La plateforme permettra de publier des appels à solutions, des AMIs et des challenges pour le compte de la Métropole et de ses partenaires. Cette initiative complémentaire de la plateforme MBA (Metropolitan Business Act) et de la plateforme d'innovation nationale de Pacte PME, offre de réelles perspectives de collaboration et d'innovation au service du territoire.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence mettra à disposition sa plateforme d'innovation pour permettre à la CCIAMP de publier ses propres appels à innovation. En complément, la Métropole s'engage à mettre en place des processus techniques et incitatifs permettant de systématiser, autant que faire se peut, le relai des appels à innovation issus de la plateforme métropolitaine sur la plateforme MBA et la plateforme d'innovation nationale de Pacte PME.

3. Plateforme d'échanges de compétences - Pacte PME

Les TPE/PME ont besoin pour réussir leur développement de l'apport de compétences (stratégiques, organisationnelles, commerciales, juridiques, financières, ...). Les grandes entreprises, dans le cadre d'un mécénat de compétences, peuvent répondre à ces besoins en mettant à disposition, à titre gracieux et sous forme de missions courtes, des collaborateurs (cadres ou technicien) afin de permettre aux TPE/PME de la Métropole de se structurer et de passer un cap de croissance.

A cette fin, l'association Pacte PME met à disposition notamment deux plateformes :

- « Pacte Compétences » (mécénat experts ponctuels) qui est une plateforme de partage de compétences entre grandes entreprises et TPE/PME. Un expert d'une grande entreprise apporte son expertise/expérience à l'entreprise durant une période déterminée (entre 1 et 5 jours) ;
- « Engagement Jeunes » qui permet aux stagiaires des grands comptes de trouver un 1er emploi dans une TPE/PME.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP assureront, auprès des entreprises du territoire, la diffusion des informations liées aux services proposés par l'association Pacte PME dans ce cadre.

Bilan du déploiement de ce dispositif en 2019

- Déploiement de Aix-Marseille-Provence Pacte PME et de sa Communication :

- Animation de la gouvernance :
3 comités de gouvernance, 5 comités techniques et 2 comités de communication
Conférence de presse, organisation et suivi presse
Mise en place d'outils de coordination des actions
Lancement du mini-site et du formulaire de soutien
Plan de promotion et communication
Lancement de la communication
- Mise en œuvre des axes Innovation et RH :
Constitution et animation de comités techniques spécifiques
Focus groupe de PME et acheteurs
Mise en place d'un panorama de l'existant

- Déploiement du Métropolitain Business Act :

- Plateforme de mise en relation
Déployé par la CCI Aix-Marseille-Provence depuis 2017, le Métropolitain Business Act s'inscrit dans le cadre du dispositif PACTE PME Aix-Marseille-Provence, dont il constitue le premier volet opérationnel.
En 2018, un groupe de réflexion a été formé afin de co-construire des solutions répondant à leurs besoins : 148 participants au total sur les groupes.
En 2019, en raison d'un cahier des charges qui a fortement évolué et de la non-adéquation de l'outil initialement identifié (CCI business) aux besoins remontés par les entreprises, analysés puis structurés en 2018, le budget alloué à cet axe a dû être revu fortement à la hausse.

- Plusieurs axes de travail ont été mis en œuvre :

Ateliers Montée en compétences/formation pour des TPE/PME et acheteurs réunissant plus de 100 personnes

Rencontres Donneurs d'ordre/TPE/PME business avec plus de 1200 participants et 30 acheteurs (Pays Salonais Business Place, Aix Business Place, Positive Business Place, Vitrolles Business Place, Plénière de rentrée ...)

Animation du Club Acheteurs regroupant plus de 140 personnes.

Aussi, la Métropole et CCIAMP souhaitent aujourd'hui poursuivre en 2020 le déploiement du dispositif « Pacte PME » sur le territoire.

Programme des actions 2020 pour la poursuite du déploiement du dispositif

Le programme des actions du dispositif Pacte PME est le suivant :

- Portage du dispositif pacte PME :

- Animation de la gouvernance :
Organisation de 3 comités de gouvernance

Organisation de 6 comités techniques

Mobilisation de Grands Comptes pour la globalité de Pacte PME

- Communication/Promotion :

Suivi des mises à jour sur le site commun et sur les sites des partenaires. Création de contenu.

- Déploiement des axes Innovation et compétences PACTE PME :

Déploiement de l'axe Innovation en étroite relation avec la Métropole et son projet de plateforme d'innovation.

Initier l'axe compétences du PACTE PME et suivi des éléments émanant des ateliers

Test avec des grands comptes et PME volontaires

- Déploiement du Métropolitain Business Act :

- Plateforme de mise en relation

Afin d'accompagner le développement du MBA, la CCI Aix-Marseille-Provence a prévu de recruter 3 commerciaux d'ici 2021, de transformer la base entreprises, lancer des actions marketing/digitales, d'impliquer les élus et directions générales dans la démarche commerciale auprès des Grands Comptes et Grands Donneurs d'Ordre.

De façon plus détaillée, le plan d'action porte sur les sujets suivants :

- Sensibilisation à l'achat local /Marketing digital, communication,
- Animation de l'offre : ateliers de co-construction, 2 événements Business, club acheteurs,
- Organisation de rencontres business Donneurs d'ordre/TPE/PME : Réunions d'informations publiques, conventions d'affaires dédiées, RDV ciblés.
- Gestion du cycle de vie de la plateforme MBA. Plateforme V2 : développement & déploiement
- Animation et administration : suivis, mises en relations, indicateurs, ...
- Mise en place de l'étude d'impact. Gestion du projet et commercialisation

Le budget prévisionnel pour le déploiement, en 2020, du dispositif « Pacte PME » s'élève à 540 650 €.

Actions	Porteur de l'action	Budget
Portage du dispositif pacte PME : Animation de la gouvernance : 6 900 € Communication/promotion : 4 600 € Déploiement de l'axe innovation et de l'axe compétences Pacte PME : 10 150 €	CCIAMP/MAMP	21 650 €
Déploiement du MBA Recrutement des entreprises (GDO et TPE/PME) + Evènements de sensibilisation sur achat de proximité, business local et accès aux marchés : 63 800 € Animation de la communauté ainsi que du Club acheteur : 93 200 € Organisation de rencontres Business DO/TPE/PME : 11 450 € Montée en compétences (accès aux marchés, démarche commerciale, ...) : 21 000 € Ajustement/développement de la plateforme : 107 800 € Mise en place de l'étude d'impact : 9 750 € Gestion de projet : 212 000 €	CCIAMP	519 000 €
Budget Total		540 650 €

En raison de la crise inédite du Covid-19 que nous traversons, la CCI Aix-Marseille-Provence a décidé de ne pas faire payer de cotisation aux adhérents cette année. Cette position doit permettre de contribuer à la relance de l'économie locale. L'équilibre entre les recettes privées et les dépenses du MBA devrait être atteint en 2022 plutôt qu'en 2021. Mais la CCI Aix-Marseille-Provence travaille activement à l'équilibre financier de ce projet par des recettes privées. L'objectif étant d'augmenter le nombre d'entreprises adhérentes.

Le montant de la participation financière de la Métropole s'élèvera à la somme de 50 000 € au titre de l'année 2020 soit près de 9 % des dépenses.

Pour mémoire :

- En 2018, la Métropole a versé à la CCIAMP une participation financière de 50 000€ pour la mise en place du dispositif, soit 42 % des dépenses (Budget total de 119 000 € dont 97 000 € pour le Metropolitan Business Act),
- En 2019, la Métropole a versé à la CCIAMP une participation financière de 50 000 € pour le déploiement du dispositif, soit près de 25 % des dépenses (Budget total de 201 000 € dont 186 000 € pour le Metropolitan Business Act).

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence, jointe en annexe, relative au déploiement en 2020 du dispositif Pacte PME sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 007-7242/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relatif à l'approbation du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'industrie Aix-Marseille-Provence et approbation d'une convention cadre.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP ont souhaité unir leurs efforts

pour accélérer le développement économique du territoire.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, référent du développement économique sur son territoire, en définit les orientations stratégiques et les modalités de déploiement afin de favoriser la croissance des entreprises et l'attractivité du territoire.
- Que, dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIAMP ont souhaité mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » dont l'objectif est de faciliter la mise en relation entre TPE/PME du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CCIAMP partagent le souhait de se fixer des priorités communes liées à une convergence d'actions et de moyens.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement, au profit de la CCIAMP, d'une participation financière de 50 000 euros au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille-Provence (CCIAMP) relative au déploiement en 2020 du dispositif « Pacte PME » sur le territoire métropolitain.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 657381 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 003-8123/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association pôle métropolitain de l'entrepreneuriat
MET 20/15531/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.

Si ces mesures ont été indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'ensemble de l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

L'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat, opérateur d'appui à la création et l'accompagnement d'entreprises contribue par l'exercice de ses missions, à limiter le risque de défaillance des jeunes entreprises et par là-même à renforcer l'attractivité du territoire par la création de richesses et d'emplois.

Face aux répercussions économiques de la crise sanitaire, particulièrement pour les jeunes entreprises, l'association entend renforcer sa mission d'accompagnement et réduire la vulnérabilité des entreprises les plus fragiles en exonérant les entreprises occupantes pendant 2 mois de leurs coûts d'hébergement.

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, la Métropole entend faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature d'un montant équivalent à 2 mois d'exonération de loyers, valorisés à hauteur de 15 018,50 euros, et non en numéraire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

- Le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les baux établis entre la Métropole et l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat ;
- La délibération n° DEEN 004-415/17/CT du 19 décembre 2019 portant attribution de subvention à l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat ;
- La demande de soutien complémentaire de l'association du 17 juin et étayée par un budget prévisionnel actualisé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la crise sanitaire et les mesures de confinement strict ont considérablement impacté l'activité économique des territoires métropolitains et les jeunes entreprises ;
- Que l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat contribue au développement économique du territoire métropolitain par l'exercice de ses missions d'appui à la création d'entreprises innovantes présentes sur le territoire métropolitain ;
- Que compte tenu des répercussions économiques pour les jeunes entreprises, l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat entend renforcer sa mission d'accompagnement et de lutte contre la mortalité des entreprises en exonérant les entreprises occupantes pendant deux mois de leurs coûts d'hébergement ;
- Que l'association a ainsi sollicité la Métropole pour obtenir une subvention complémentaire ;
- Que, compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, il est proposé de faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature d'un montant équivalent à deux mois de loyers, hors charges, taxes et impôts, normalement perçus par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en nature à l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat correspondant à une exonération de loyers, hors charges, taxes et impôts pour les mois d'avril et mai 2020 au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs signée avec l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant, venant préciser les modalités de ce soutien financier ci-annexé.

Article 4 :

Cette subvention en nature est inscrite à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous Politique B 330 – Service 900 000 – Nature 752 – Fonction 68.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 004-8124/20/BM

■ Approbation d'une convention d'application "urbanisme commercial, commerce de proximité " avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence pour l'année 2020 MET 20/15321/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A l'appui d'une nouvelle convention cadre approuvée par le Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Aix Marseille Provence ont souhaité renouveler leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire avec un principe de déclinaison opérationnelle de cette convention-cadre en conventions spécifiques propres à chaque action ou groupe d'actions.

L'une des déclinaisons opérationnelles est axée sur la co-construction d'une stratégie métropolitaine d'urbanisme commercial et la redynamisation des centres villes par le soutien aux commerces de proximité.

En effet, le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certains territoires métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en

dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...).

Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat est une des orientations stratégiques de l'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille Provence voté le 30 mars 2017 en conseil métropolitain.

En l'espèce, la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » pour l'année 2020 ci-annexée prévoit, les deux grands axes de travail suivant :

- Un volet « appui-conseil aux services de la Métropole » (SDUC, examen des CDAC, dérogations dominicales, ateliers techniques, promotion des centres villes sur les salons professionnels...).
- Un volet « appui-conseil aux communes métropolitaines » (plateforme mutualisée sur le commerce, études et mission d'assistance, ateliers d'échanges à destination des techniciens des communes...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 007-7242/19/BM portant approbation de la convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix Marseille Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence du 19 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre Métropole et CCI métropolitaine dans les domaines de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité.
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille Provence et de la CCI Aix Marseille Provence de préserver les commerces de proximité et dynamiser les centres villes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la CCI Aix-Marseille-Provence dans les domaines de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros au titre de l'année 2020 à la CCI Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité ».

Article 3 :

Est approuvée la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » 2020 ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole 2020, sous-politique B320, chapitre 65, nature 657381, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 005-8125/20/BM

■ Approbation d'un avenant de prorogation de la convention d'attribution de subvention à la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises 13 (CPME 13)
MET 20/15161/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. C'est donc pour poursuivre cette dynamique entrepreneuriale que dans son Agenda du développement économique la Métropole encourage le soutien de la création et du développement des entreprises.

La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises 13 (CPME 13), quant à elle, est l'organisation patronale des petites et moyennes entreprises, tous secteurs confondus : industrie, services, commerce, artisanat et professions libérales.

Afin d'animer l'écosystème économique, la CPME 13 initie pour 2020 une action intitulée «Entreprendre ma ville». Il s'agit d'un jeu de stimulation à la création d'activité (entreprises, associations) à destination des citoyens. L'objectif étant de les reconnecter à leur territoire, favoriser la créativité et l'intelligence collective, faire émerger des projets et les accompagner en synergie avec les structures locales d'accompagnement et de financement.

Le Bureau de la Métropole, par délibération n° ECO 050-7291/19/BM du 19 décembre 2019, avait approuvé la convention et attribué une subvention de 50 000 euros.

La convention, objet du présent avenant, devait prendre fin initialement entre décembre 2020 et février 2021.

La crise sanitaire du Covid-19 qui a conduit les autorités à confiner une grande partie de la population du 16 mars au 11 mai 2019 a empêché la CPME 13 d'exécuter les actions initialement prévues.

Ainsi, il convient, par voie d'avenant, d'opérer une prorogation de 10 mois, jusqu'en décembre 2021, de la convention d'attribution de subvention de la CPME 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 050-7291/19/BM du 19 décembre 2019 concernant l'attribution d'une subvention et l'approbation d'une convention.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conduire à leur terme les projets engagés avant la période de confinement lié au Covid-19.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé, relatif à la prorogation de 10 mois de la convention conclue avec la CPME 13.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 006-8126/20/BM

■ Approbation d'un avenant de prorogation des conventions d'attribution de subvention issues de l'Appel à projets "Entreprendre dans les territoires fragiles"

MET 20/15172/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et BPIFRANCE FINANCEMENT ont conclu une convention de partenariat dont l'objet est de définir les modalités de leur coopération relativement à l'appel à projet « Entreprendre dans les territoires fragiles » sur la période 2018-2020.

Cette convention a été approuvée lors du Bureau de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Pour rappel, l'objectif de cet appel à projet, doté d'une enveloppe maximale de 440 000 euros, financé à hauteur de 150 000 euros par la Région Sud, 10 000 euros par la Métropole Nice Côte d'Azur, 60 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de 220 000 euros par BPIFRANCE FINANCEMENT, vise à accroître de manière significative la part des entrepreneurs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones de revitalisation rurale.

Le Bureau de la Métropole, par délibération du 28 juin 2018, a sélectionné trois lauréats de son appel à projet, l'ADIE, Le RUCHE Marseille et le CNAM PACA, pour mener des actions en direction des publics ciblés par l'appel à projet.

Les conventions issues de l'appel à projet, objets des présents avenants, devaient prendre fin initialement au 30 juin 2020.

La crise sanitaire du Covid-19 qui a conduit les autorités à confiner une grande partie de la population du 16 mars au 11 mai 2020 a empêché deux des lauréats, La RUCHE Marseille et le CNAM PACA, à exécuter les actions initialement prévues. Seule L'ADIE avait finalisé son plan d'action avant le début de la période de confinement.

Ainsi, il convient d'opérer, par voie d'avenant, une prorogation des conventions d'attribution de subvention de LA RUCHE Marseille et du CNAM PACA au 31 décembre 2020.

Les avenants annexés au présent rapport comportent les modifications suivantes :

- L'avenant à la convention passée avec LA RUCHE Marseille modifie de l'article 6.2.2 comme suit : « la présente convention prendra fin le 31/12/2020 »
- L'avenant à la convention passée avec le CNAM PACA modifie de l'article 6.2.2 comme suit : « la présente convention prendra fin le 31/12/2020 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération ECO 010-3893/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, portant sur la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence France Entrepreneur ;
- La délibération ECO 021-3905/18/BM du 28 juin 2018 portant sur l'approbation d'une convention avec la Ruche Marseille ;
- La délibération ECO 022-3906/18/BM du 28 juin 2018 portant sur l'approbation d'une convention avec le CNAM PACA .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conduire à leur terme les projets engagés avant la période de confinement liée au Covid-19.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les deux avenants ci-annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 007-8127/20/BM

**■ Approbation d'une convention d'abondement au fonds de prêt d'honneur de l'ADIE sous forme d'avance remboursable
MET 20/15529/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures

notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Contexte général

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais. Ces constats sont d'autant plus forts pour des personnes en situation de précarité sociale et financière (demandeurs d'emploi, allocataires des minimas sociaux etc..).

Présentation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE)

L'ADIE agit donc en faveur de ces personnes défavorisées afin de leur faciliter l'accès au crédit pour créer ou maintenir leur entreprise en leur proposant à la fois un financement et un accompagnement adaptés à leurs besoins. La création d'entreprises représente de plus en plus une voie majeure de création d'emplois. Ce sont actuellement 900 entrepreneurs accompagnés et financés sur le territoire des Bouches du Rhône, dont presque la moitié sont des bénéficiaires du RSA avant création (44%), présentant un faible niveau d'étude et, pour moins d'un tiers, résident des Quartiers Politique de la ville. Sur l'année 2019, 344 personnes ont pu bénéficier d'un financement de l'ADIE dont 263 pour un projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié sur le territoire métropolitain.

Les soutiens financiers de l'ADIE

Présente en Région depuis près de 30 ans, l'ADIE bénéficie de subventions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental et Métropole Aix-Marseille-Provence) et de financements privés (BPMED, AG2R LM, OM Fondation) ainsi que des conventionnements avec Pôle emploi, l'URSSAF et la CCI. La Métropole Aix-Marseille-Provence quant à elle, a octroyé pour 2020 une subvention de fonctionnement de 68 000€ à l'ADIE au titre de sa compétence économique, soit 8,1% du budget total prévisionnel pour 2020 de l'association.

Constat : l'impact du COVID 19

Dès le début de la crise sanitaire, l'ADIE a procédé à un suivi des créateurs et collecté les situations de chacun pour les conseiller et étudier des reports de remboursement possible. Dès l'annonce du confinement, il a été constaté que 73% des créateurs ont dû cesser leur activité, 25% l'ont fortement réduite et plus de 50% font part de difficultés de paiement des

charges (loyers, facture). Par ailleurs, un grand nombre d'entrepreneurs n'ont pas bénéficié des mesures mises en place : à titre d'exemple, seulement 50% a bénéficié du Fonds de Solidarité au mois de mars (excluant nombre d'entrepreneurs les plus récents). Seuls 5% ont obtenu un prêt garanti par l'Etat au motif du démarrage récent de leur activité et au manque d'accompagnement dans les démarches en ligne pour un public en situation de rupture, et 44% se sont vus refuser le report de leurs loyers et de factures d'électricité.

Ainsi, l'ADIE estime à 200, le nombre de prêts d'honneur nécessaire, soit environ 25% des 900 entrepreneurs suivis, avec un montant moyen de 4.000€.

La mise en place d'un fonds de prêt d'honneur de relance par l'ADIE dédié aux jeunes entreprises

Face à cette situation, l'ADIE lance une aide spécifique de relance via un prêt d'honneur adapté, afin d'aider tous les entrepreneurs qui n'ont pas accès aux aides existantes à cause de leur date de création trop récente, ou de leur besoin de différés de remboursement plus long.

Ce fonds dispose à ce jour, de 550 000€, abondé par la Région Sud PACA (250 000€) BPI et BPMED, sur un besoin estimé à 1M€ pour les mois à venir. Cette aide spécifique de relance permettra d'aider tous les entrepreneurs à qui les banques ne prêteront pas.

Le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence : un abondement au fonds de prêt d'honneur ADIE sous forme d'avance remboursable

Face à l'urgence sociale et économique causée par le COVID 19 qui impacte fortement depuis la mi-mars 2020 les entrepreneurs du territoire, la Métropole-Aix-Marseille-Provence a souhaité renforcer le fonds de prêts d'honneur de l'ADIE par un abondement sous forme d'avance remboursable d'un montant de 125 000€ afin de lui permettre d'apporter un soutien financier supplémentaire sous forme de prêt sans intérêt, à des créateurs déjà bénéficiaires d'un microcrédit ADIE. En effet, la convention SRDEII signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et par le Conseil Régional Sud PACA permet à la Métropole d'intervenir en complément de la Région sur des outils financiers d'investissements.

Le fonds prêt d'honneur de relance de l'ADIE

L'ADIE met en place, attribue et assure la gestion de prêts d'honneur de relance, à destination des créateurs d'entreprise et avec des critères d'éligibilité adaptés à ces entrepreneurs aux revenus modestes :

- Montant plancher : 1 000€
- Montant plafond : 10 000€
- Différé de remboursement : 24 mois maximum
- Durée de remboursement : 60 mois maximum
- Taux d'intérêt : 0%

Conditions d'obtention : ne pas avoir accès à un prêt bancaire classique et avoir bénéficié d'un accompagnement et/ou d'un financement ADIE

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir l'entrepreneuriat de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'avance remboursable allouée à l'ADIE pour un montant maximum de 125 000 euros sur l'exercice budgétaire 2020.

Article 2 :

Est précisé que le remboursement de l'avance interviendra sans intérêts lors du remboursement intégral de l'avance par l'ADIE, déduction faite des pertes constatées. Soit au plus tard le 31 décembre 2030.

Article 3 :

Est approuvée la convention relative à l'abondement au fonds de prêt d'honneur ADIE sous forme d'avance remboursable, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ADIE.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal Métropole 2020 – Sous-politique B320 – Chapitre 27 – Nature 2745 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 008-8128/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au commerce "DEIA" (SARL AGAPE CK) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention
MET 20/15209/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son Agenda du développement économique, approuvé lors du conseil métropolitain du 30 mars de la même année. L'une de ses orientations stratégiques consistait en effet à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars 2019 par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constaté du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, une action se déploie sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n° ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome.

Dans ce cadre, il a été décidé d'aider les porteurs de projet pour la rénovation du local commercial lié à leur installation. L'aide accordée part le biais de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs présentés ci-dessus du centre-ville de Marseille. Les conditions liées à l'attribution de cette aide sont définies dans la délibération n°ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir le restaurant «DEIA » (SARL AGAPE CK) récemment installé au 5 rue Saint Saens à Marseille en participant à la rénovation de son local commercial, concourant ainsi à la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille (secteur Opéra) à hauteur de 30 000 euros, correspondant à 48 % du budget prévisionnel des travaux de rénovation s'élevant à 63 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité.
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 au commerce « DEIA » (SARL AGAPE CK) situé 5 rue Saint Saens à Marseille pour la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1) 2020 et suivants de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 - Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°201031BP – Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 009-8129/20/BM

■ Attribution d'une subvention au commerce "Le Mangrove" (SASU le Mangrove) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention MET 20/15229/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, approuvé en conseil métropolitain le 30 mars de la même année. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les

territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars 2019 par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, une action se déploie sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n° ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome.

Dans ce cadre, il a été décidé d'aider les porteurs de projet dans la rénovation du local commercial propre à leur installation. L'aide accordée par le biais de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs présentés ci-dessus du centre-ville de Marseille. Les conditions liées à l'attribution de cette aide sont définies dans la délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir le café coworking « Le Mangrove » (SASU Le Mangrove) récemment installé au 154 rue de Rome à Marseille en participant à la rénovation de son local commercial, concourant ainsi à la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille (secteur rue de Rome) à hauteur de 30 000 euros ; correspondant à 49 % du budget prévisionnel des travaux de rénovation s'élevant à 61 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 28 mars 2019 ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 20 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité.
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 au commerce « Le Mangrove » (SASU Le Mangrove) situé 154 rue de Rome à Marseille pour la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1) 2020 et suivants de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 - Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°201031BP – Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 010-8130/20/BM

■ Attribution d'une subvention au commerce "Made in Marseille" (Sarl SLYM) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention

MET 20/15237/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son Agenda du développement économique, approuvé le 30 mars de cette même année par le conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars 2019 par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, une action est déployée sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n° ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance

commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome.

Dans ce cadre, il a été décidé d'aider les porteurs de projet pour la rénovation du local commercial propre à leur installation. L'aide accordée par le biais de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs présentés ci-dessus du centre-ville de Marseille. Les conditions liées à l'attribution de cette aide sont définies dans la délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir la boulangerie « Made In Marseille » (Sarl SLYM) récemment installée au 128 rue de la Canebière à Marseille en participant à la rénovation de son local commercial, concourant ainsi à la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille (secteur Canebière) à hauteur de 30 000 euros ; correspondant à 24 % du budget prévisionnel des travaux de rénovation s'élevant à 127 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 ;

- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité.
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 au commerce « Made in Marseille » (Sarl SLYM) situé 128 la Cannebière à Marseille pour la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1) 2020 et suivants de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 - Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°201031BP– Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 011-8131/20/BM

■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence pour l'organisation du Pays Salonais Business Place - Approbation d'une convention MET 20/15051/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Aix Marseille Provence ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire métropolitain. Pour cela, ont été fixées dans une convention cadre, le « Metropolitan Business Act » les priorités communes ainsi que les domaines nécessitant une convergence des actions et des moyens.

Dans le même objectif d'accélération et de soutien au développement économique, les partenariats locaux, comme celui regroupant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la CCI Aix-Marseille-Provence et la Fédération des entrepreneurs du Pays Salonais, autour du « Pays Salonais Business Place », sont maintenus en 2020.

En effet, cette manifestation initialement dénommée « RDV des entrepreneurs du Pays Salonais » qui conserve pour cœur de cible les TPE/PME, a démontré depuis sa mise en place en 2012 entre l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » et la CCI Aix Marseille Provence, son intérêt et ses retombées pour le développement économique du territoire.

Le mercredi 4 mars 2020 à Salon de Provence, l'ensemble des entreprises implantées sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ont été invitées à participer à cette manifestation destinée à :

- faciliter les courants d'affaire de proximité en mettant en relation acheteurs et vendeurs du territoire
- initier de nouveaux contacts interentreprises et favoriser les opportunités de business
- permettre aux TPE/PME d'élargir leur réseau professionnel.

Environ 50 de ces entreprises ont tenu sur un stand, moyennant une participation, afin de faire connaître leurs produits, prestations et savoir-faire.

Dans le cadre de ce partenariat, chacune des parties a mis en œuvre, via la convention, des moyens de communication, administratifs, techniques et financiers.

A ce titre, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence versera a posteriori une participation financière de 6 000 € (six mille euros) à la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence, afin de cofinancer les coûts de réalisation de l'évènement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6 000 euros au profit de la CCI Aix-Marseille-Provence ainsi que des moyens en communication, administratifs, techniques et financiers tels que présentés.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Aix Marseille Provence et la Fédération des Entrepreneurs du Pays Salonais.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 - Chapitre 65 - Compte 657382 - de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 012-8132/20/BM

**■ Attribution d'une subvention pour un projet d'implantation dans le 6ème arrondissement de Marseille porté par l'entreprise Anotherway - Approbation d'une convention
MET 20/15180/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole a mis en place une série de quatre dispositifs d'aides visant à favoriser la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille :

- Mon premier bureau : prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de moins de trois ans avec loyers progressifs (25% en N, 50% en N+1, 70% en N+2, 75% en N+3)

- Burolib : prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de plus de trois ans en recherche de souplesse contractuelle avec rabais sur loyers (-20% pour les entreprises de – de 50 salariés ; -10% pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés)

- Office+ : subvention d'investissement versée à l'entreprise souhaitant occuper des locaux vacants dans le 1er ou 6ème arrondissement. Il s'agit d'un cofinancement pouvant aller jusqu'à 50% du montant des travaux de rénovation et d'aménagement des locaux tertiaires identifiés par l'entreprise. L'intervention de la Métropole peut être majorée de 5000€ par emploi équivalent temps plein (ETP) créés.

- Bureau Rénov' : subvention d'investissement versée aux propriétaires de locaux tertiaires vacants des 1er et 6ème arrondissements souhaitant engager des travaux de rénovation, d'accessibilité (PMR, ERP) et/ou de mise aux normes énergétiques et environnementales. Cette aide peut aller jusqu'à 50% du montant des travaux.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, dans le périmètre des 1ers et 6ème arrondissements de Marseille, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée.

L'entreprise ANOTHERWAY conçoit, fabrique et distribue des alternatives durables et pratiques à tous les produits jetables du quotidien. Par ses produits, l'entreprise souhaite réduire l'impact environnemental des gestes du quotidien.

La SAS, fondée en juillet 2018 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est détenue à 100% par son président fondateur.

L'entreprise a été accompagnée et hébergée dans un premier temps par le technopole de l'Arbois et ensuite par l'accélérateur M.

Elle connaît une forte croissance de son chiffre d'affaires notamment grâce à son produit phare Bee Wrap. Il s'agit d'un film en coton bio imbibé de cire

d'abeille dont la fonction est de remplacer le film plastique pour conserver les aliments au réfrigérateur. Ce produit a fortement séduit les consommateurs et a très rapidement été référencé par de grandes enseignes telles que Biocoop ou Monoprix. Il est distribué dans plus de 700 points de ventes en France. L'entreprise envisage de diversifier sa gamme de produits dès 2020 avec notamment un savon-vaisselle.

Anotherway conçoit ses produits dans son bureau d'étude/laboratoire du centre-ville de Marseille et confie la réalisation à l'ESAT Le Rouet, implanté dans le 12ème arrondissement de Marseille qui a affecté spécifiquement à cette production 12 personnes en équivalent temps plein (ETP).

Pour accompagner son expansion, ANOTHERWAY a pris un bail, pour une durée de 9 années courant à partir du 19/12/2019 et pour un montant de loyer de 113€ HT/m²/an, un plateau de bureau de 159m² au sein d'un immeuble situé au 55 rue Paradis dans le 6ème arrondissement de Marseille.

Des travaux de rénovation des murs, des installations électriques et d'amélioration du confort thermique consistant en l'installation d'un système de climatisation/chauffage sont prévus. Un laboratoire pour développer de nouveaux produits sera installé.

Le programme de travaux s'élève à 9324€. Le financement de l'opération sera assuré par l'entreprise sur ses fonds propres.

Au moment de la demande de financement, l'entreprise compte deux salariés. Un plan de développement d'emplois ouvrant 16 postes supplémentaires sur 3 ans est associé à ce programme de travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise ANOTHERWAY pour ce projet immobilier par mail dès août 2019 lors de l'élaboration de celui-ci. Cette sollicitation a été confirmée par envoi d'un dossier de demande de financement en date du 11 mars 2020. L'entreprise maintient son plan de développement en dépit de la crise Covid-19.

Considérant ces éléments, il est proposé de soutenir le projet de travaux proposé par l'entreprise ANOTHERWAY à hauteur de 1 865 euros soit 20% de l'assiette éligible du coût de la réalisation de 9324 euros. Il est également proposé de soutenir le projet de recrutement présenté à hauteur de 80 000 euros pour 16 emplois équivalent temps plein créés sur trois ans. La subvention, d'un montant total de 81 865 euros, sera versée à l'entreprise ANOTHERWAY selon les modalités prévues à la délibération n° ECO 001-26/09/19 CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-5977/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° ECO 001-6393/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 relative au dispositif métropolitain de marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille – Approbation de la création et de l'affectation d'une opération ;
- La délibération n° ECO 001-26/09/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative aux conditions d'attribution des

aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 001-26/09/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 ont été approuvés des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises tertiaires s'agissant d'opérations de rénovation et d'aménagement intérieur de locaux tertiaires dans les 1er et 6ème arrondissements de Marseille.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% du montant hors taxes des travaux éligibles concernant les petites entreprises (moins de 50 personnes) en développement.
- Que la Métropole peut majorer de 5000 euros le montant de la subvention d'investissement par emplois équivalent temps plein créés sur une période de trois ans suivant la demande ;
- Que l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.
- Que l'entreprise ANOTHERWAY a sollicité une aide sur le dispositif Office+.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 81 865 euros à l'entreprise ANTHORWAY.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire 2020 et suivants du Conseil de Territoire Marseille Provence - section d'Investissement - opération n° 2019106500 – Sous Politique B320 – Code AP n°191031BP - nature 20422 - fonction 515 – compte 4581191001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 013-8133/20/BM

**■ Attribution d'une subvention pour un projet d'implantation dans le 6ème arrondissement de Marseille porté par l'entreprise Babel Ferreol - Approbation d'une convention
MET 20/15200/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole a mis en place une série de quatre dispositifs d'aides visant à favoriser la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille:

- Mon premier bureau: prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de moins de trois avec loyers progressifs (25% en N, 50% en N+1, 70% en N+2, 75% en N+3)
- Burolib : prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de plus de 3 ans en recherche de souplesse contractuelle avec rabais sur loyers (-20% pour les entreprises de – de 50 salariés; -10% pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés)
- Office+: subvention d'investissement versée à l'entreprise souhaitant occuper des locaux vacants dans les 1er ou 6ème arrondissements. Il s'agit d'un cofinancement pouvant aller jusqu'à 50% du montant des travaux de rénovation et d'aménagement des locaux tertiaires identifiés par l'entreprise. L'intervention de la Métropole peut être majorée de 5000€ par emploi équivalent temps plein (ETP) créés.
- Bureau Rénov': subvention d'investissement versée aux propriétaires de locaux tertiaires vacants des 1er et 6ème arrondissements souhaitant engager des travaux Rénovation, d'accessibilité (PMR, ERP) et/ou de mise aux normes énergétiques et

environnementales. Cette aide peut aller jusqu'à 50% du montant des travaux.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, dans le périmètre des 1er et 6ème arrondissements de Marseille, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée.

L'entreprise BABEL FERREOL, immatriculée au n° SIREN 838714103, exploite la partie activité tertiaire du concept BABEL COMMUNITY. Babel Community est un concept mixant une résidence en coliving, des bureaux en coworking, un espace de restauration, un lieu dédié aux événements professionnels et une salle de sport. Le concept a été développé par l'entreprise marseillaise Axis Immobilier.

Axis Immobilier a développé son premier site à Marseille en restructurant complètement un immeuble haussmannien de 4700m² au 70, rue de la République ouvert aux utilisateurs depuis novembre 2017 et exploité par la société dénommée Babel République. Elle connaît un grand succès avec un taux d'occupation de 95% et se développe dans plusieurs métropoles françaises comme à Montpellier qui accueille le deuxième site en exploitation.

Babel Community est un concept pionnier et leader sur le marché des résidences multiservices internalisés.

Fort de son succès sur la rue de la République, l'entreprise envisage l'ouverture d'un second site dans le centre-ville historique de Marseille au sein d'un immeuble emblématique, les anciennes Galeries Lafayette, situé au 40 rue Saint Ferréol dans le 6ème arrondissement de Marseille. La société BABEL FERREOL entrera en exploitation dès l'ouverture du site.

L'immeuble de 8400m² a été acquis par une SCI dont le capital est détenu par Axis Immobilier à 60% et la Caisse des Dépôts et Consignations à 40%. Le projet comprendra 117 logements, 140 postes de travail, un espace événements, un restaurant et une salle de sport pour un montant total de 21 millions d'euros d'investissement. L'ouverture du site est prévue au premier semestre 2021.

Un bail d'une durée de 10 ans sera signé entre la SCI propriétaire de l'immeuble et la société d'exploitation Babel Ferréol. Le montant du loyer est fixé à 144€ HT/HC annuel.

La partie économique du projet occupera une surface de 2317m² dont 919m² de bureaux, 269m² de salles de réunions, un espace restauration de 671m², une salle de sport de 248m² et 210m² d'espace d'accueil.

Babel Ferréol prévoit de recruter 20 postes équivalents temps plein chargés de commercialiser, gérer, animer et entretenir le site. Par ailleurs, le complexe disposera de 125 postes de travail accueillant ainsi 80 entreprises principalement dans les secteurs des activités créatives (numérique, communication, graphisme...).

D'importants travaux de rénovation des murs, des installations électriques et d'amélioration du confort thermique sont prévus.

Le programme de travaux sur la partie tertiaire s'élève à 105 938 euros.

Un plan de recrutement de 20 personnes sur 3 ans est associé à ce programme de travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise BABEL FERREOL pour ce projet immobilier par mail dès décembre 2019. Cette sollicitation a été confirmée par envoi d'un dossier de demande de financement en date du 11 mars 2020. L'entreprise maintient son plan de développement en dépit de la crise Covid-19.

Considérant ces éléments, il est proposé de soutenir le projet de travaux proposé par l'entreprise BABEL FERREOL à hauteur de 52 969 euros soit 50% de l'assiette éligible du coût de la réalisation de 105 938 euros. Il est également proposé de soutenir le projet de recrutement présenté à hauteur de 100 000 euros pour 20 emplois équivalent temps plein créés sur trois ans. La subvention, d'un montant total de 152 969 euros, sera versée à l'entreprise BABEL FERREOL selon les modalités prévues à la délibération n° ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;

- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-5977/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° ECO 001-6393/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 relative au dispositif métropolitain de marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille – Approbation de la création et de l'affectation d'une opération ;
- La délibération n° ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative aux conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019

ont été approuvés des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.

- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises tertiaires s'agissant d'opérations de rénovation et d'aménagement intérieur de locaux tertiaires dans les 1er et 6ème arrondissements de Marseille.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 50% du montant hors taxes des travaux éligibles.
- Que la Métropole peut majorer de 5000 euros le montant de la subvention d'investissement par emplois équivalent temps plein créés sur une période de trois ans suivant la demande;
- Que l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.
- Que l'entreprise BABEL FERREOL a sollicité une aide sur le dispositif Office+.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 152 969 euros à l'entreprise BABEL FERREOL.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire 2020 et suivants du Conseil de Territoire Marseille Provence - section d'Investissement - opération n° 2019106500 – Sous Politique B320 – Code AP n°191031BP - nature 20422 - fonction 515 – compte 4581191001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 014-8134/20/BM

■ Attribution d'une subvention pour un projet d'implantation dans le 1er arrondissement de Marseille porté par l'entreprise Unistellar - Approbation d'une convention MET 20/15204/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole a mis en place une série de quatre dispositifs d'aides visant à favoriser la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille:

- Mon premier bureau: prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de moins de trois avec loyers progressifs (25% en N, 50% en N+1, 70% en N+2, 75% en N+3)
- Burolib: prise à bail par la Métropole de surfaces de bureaux pour sous location à une entreprise de plus de 3 ans en recherche de souplesse contractuelle avec rabais sur loyers (-20% pour les entreprises de – de 50 salariés ; -10% pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés)
- Office+: subvention d'investissement versée à l'entreprise souhaitant occuper des locaux vacants dans les 1er ou 6ème arrondissements. Il s'agit d'un cofinancement pouvant aller jusqu'à 50% du montant des travaux de rénovation et d'aménagement des locaux tertiaires identifiés par l'entreprise. L'intervention de la Métropole peut être majorée de 5000€ par emploi équivalent temps plein (ETP) créés.
- Bureau Renov': subvention d'investissement versée aux propriétaires de locaux tertiaires vacants des 1er et 6ème arrondissements souhaitant engager des travaux Rénovation, d'accessibilité (PMR, ERP) et/ou de mise aux normes énergétiques et environnementales. Cette aide peut aller jusqu'à 50% du montant des travaux.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, dans le périmètre des 1er et 6ème arrondissements de Marseille, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée.

L'entreprise UNISTELLAR, immatriculée au n° SIREN 812339356, conçoit, fabrique et distribue des télescopes grand public ayant des performances comparables aux équipements utilisés par les observatoires scientifiques. Ce produit révolutionne le secteur de l'astronomie en rendant cette discipline accessible aux amateurs.

Unistellar s'appuie sur une technologie brevetée et développe sans cesse de nouvelles améliorations sur leurs produits.

Son marché est tourné vers l'exportation notamment aux USA où l'entreprise réalise une part significative de son chiffre d'affaires.

La SAS, fondée en 2015 a été accompagnée par l'incubateur Impulse. En 2017, elle a remporté un concours d'innovation organisé par BPI France.

L'entreprise envisage une croissance spectaculaire de son chiffre d'affaire passant de 787 000€ en 2019 à 15 millions d'euros en 2021 passant ainsi de 19 à 60 salariés.

Pour accompagner son expansion, Unistellar a pris un bail d'une durée de 9 années, le 10/12/2019 et pour un montant de loyer de 150€ HT/m²/an, un plateau de bureau de 286m² au sein d'un immeuble situé au 19 rue Vacon dans le 1er arrondissement de Marseille.

Des travaux de rénovation des murs et cloisons, des installations électriques et des sols sont prévus.

Le programme de travaux s'élève à 44 947 €HT.

Un plan de recrutement de 23 postes équivalents temps plein sur 3 ans est associé à ce programme de travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise Unistellar pour ce projet immobilier par mail dès décembre 2019 lors de l'élaboration de celui-ci. Cette sollicitation a été confirmée par envoi d'un dossier de demande de financement en date du 11 mars 2020. L'entreprise maintient son plan de développement en dépit de la crise Covid-19.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet de travaux proposé par l'entreprise Unistellar à hauteur de 8 989 euros soit 20% de l'assiette éligible du coût de la réalisation de 44 947 euros. Il est également proposé de soutenir le projet de recrutement présenté à hauteur de 115 000 euros pour 23 emplois équivalent temps plein créés sur trois ans. La subvention, d'un montant total de 123 989 euros, sera versée à l'entreprise Unistellar selon les modalités prévues à la délibération n° ECO 001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-5977/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° ECO 001-6393/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 relative au dispositif métropolitain de marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille – Approbation de la création et de l'affectation d'une opération ;
- La délibération n°001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative aux conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n°001-6767/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 ont été approuvés des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises tertiaires s'agissant d'opérations de rénovation et d'aménagement intérieur de locaux tertiaires dans les 1er et 6ème arrondissements de Marseille.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% du montant hors taxes des travaux éligibles concernant les petites entreprises (moins de 50 personnes) en développement.
- Que la Métropole peut majorer de 5000 euros le montant de la subvention d'investissement par emplois équivalent temps plein créés sur une période de trois ans suivant la demande.
- Que l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.
- Que l'entreprise Unistellar a sollicité une aide sur le dispositif Office+.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 123 989 euros à l'entreprise Unistellar.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire 2020 et suivants du Conseil de Territoire Marseille-Provence - section d'Investissement - opération n° 2019106500 – Sous Politique B320 – Code AP n°191031BP - nature 20422 - fonction 515 – compte 4581191001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 015-8135/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Gardanne pour la réhabilitation de la Zone industrielle Avon MET 20/15104/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la

continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2017, le Territoire du Pays d'Aix démarrait la réhabilitation de la ZA en réalisant une première phase sur la rue des Chasséens. Aujourd'hui, la Commune de Gardanne souhaite poursuivre la réhabilitation du secteur.

Les aménagements projetés concernent la finalisation de la rue des Chasséens avec la mise en place de coussins « lyonnais ». En effet la première tranche consistait à mettre en sens unique cette voie sur laquelle les croisements des véhicules et particulièrement des Poids lourds étaient compliqués. En première approche, il a été décidé de mettre des coussins berlinois, ces derniers ayant une mise en place et surtout un retrait aisé et non destructif. Aujourd'hui cet aménagement s'avère concluant mais les coussins berlinois ne sont pas pérennes. Il est donc proposé de remplacer ces derniers par des coussins lyonnais en béton afin de garantir la robustesse de cet aménagement.

Le deuxième axe d'aménagement consiste à poursuivre la modernisation du réseau d'éclairage public. En effet les candélabres et le réseau d'éclairage de l'avenue des chasséens ont été rénovés, il reste cependant 4 candélabres raccordés sur l'ancien réseau du chemin de l'oratoire de Bouc. Il est donc proposé de rénover ce petit tronçon de réseau et de le raccorder sur le nouveau réseau de l'avenue des chasséens.

Le programme des travaux de cette deuxième phase est le suivant :

- la mise en place de coussins « lyonnais » en béton sur la rue des chasséens afin de finaliser le réaménagement définitif de cette voie.
- Finalisation de la rénovation de l'éclairage public de la rue des chasséens, avec le raccordement des quatre derniers candélabres.

Le coût des travaux est estimé à 20 000 € TTC.

La commune s'engage à réaliser toutes les études en interne.

Ces aménagements sont donc à engager pour un montant global de 20 000 €TTC.

Pour permettre à la commune de réaliser cette opération pour le compte de la Métropole, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation

du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 décembre 2016 actant l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence validant ainsi l'Autorisation de programme DI324AP pour la ZI Avon de Gardanne pour un montant de 1,5 millions d'euros ;
- La délibération n°FAG 089-7745/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 validant l'avenant N°2 à la convention de gestion N°17/1074 avec la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider le programme des travaux et d'établir une convention de maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de la deuxième phase de la ZI Avon sur la commune de Gardanne pour un montant de 20 000 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la deuxième phase de la ZI Avon sur la commune de Gardanne pour un montant de 20 000 euros TTC ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162324, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI324AP « Gardanne ZI Avon ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 016-8136/20/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Gardanne pour la première phase de réhabilitation de la Zone industrielle la Palun
MET 20/15105/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La Commune de Gardanne souhaite aujourd'hui démarrer un programme de réhabilitation sur la ZI de la Palun qui est une zone vieillissante. Une étude de faisabilité va être lancée sur la totalité de la zone.

Toutefois, dans l'attente des préconisations de cette étude, le secteur au milieu de la zone pose des soucis en termes de sécurité avec les arbres morts menaçants. Il est donc proposé d'intervenir d'ores et déjà sur ce secteur en réalisant une première phase de réhabilitation. (voir plan de localisation en annexe)

Sur ce secteur, les cheminements piétons ne sont pas réglementaires et aucune place n'est donnée aux cycles dont la coactivité avec le trafic poids lourds n'est pas souhaitable.

Dans le cadre de la réhabilitation de ce secteur il est proposé d'intégrer les modes doux conformément à la réglementation en vigueur.

Le programme des travaux de cette première phase est le suivant :

Sur la section de la rue Vitria telle qu'identifiée en annexe :

- Aménagement de l'accotement Est :
 - o Abattage et dessouchage d'arbres
 - o Reprise des anciennes fosses d'arbres en béton pour aménager un trottoir
- Aménagement de l'accotement Ouest :

- o Suppression des entourages d'arbres dénivelés
- o Aménagement d'un trottoir sécurisé entre l'alignement d'arbres et la voie de circulation
- o Aménagement d'une bande cyclable bidirectionnelle entre l'alignement d'arbres et la limite des lots
- Sécurisation des abords de la place centrale avec reprise et élargissement du trottoir Est

Le coût des travaux est estimé à 140 000 € TTC.

La commune s'engage à réaliser toutes les études en interne.

Ces aménagements sont donc à engager pour un montant global de 140 000 € TTC.

Cette opération ZI Palun Gardanne est intégrée dans l'opération d'investissement Toutes zones études et petits travaux sur le territoire du Pays d'Aix DI331AP.

Pour permettre à la commune de réaliser cette opération pour le compte de la Métropole, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 007-7827/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement toutes zones, études et petits travaux sur le Territoire du pays d'Aix à 3 millions d'euros ;
- La délibération n°FAG 089-7745/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 validant l'avenant N°2 à la convention

de gestion N°17/1074 avec la commune de Gardanne ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider le programme des travaux et d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de la première phase de la ZI LA PALUN sur la commune de Gardanne pour un montant de 140 000 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage ci-annexée déléguée relative à la première phase de la ZI LA PALUN sur la commune de Gardanne pour un montant de 140 000 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 017-8137/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 relatif à la convention d'objectifs n°19/0696 concernant la subvention attribuée à l'association La Plateforme_Marseille
MET 20/15216/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises

généralisant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, l'industrie du numérique représente sur le territoire métropolitain à la fois un secteur au poids économique conséquent et une filière d'excellence en forte croissance.

L'un des défis majeurs auquel la filière doit faire face pour absorber cette croissance est celui des ressources humaines. C'est pour répondre à ce défi, auquel sont confrontés aussi bien les grands groupes du Top 20 que les jeunes entreprises de la French Tech, qu'est née sur le territoire en 2019 une nouvelle école labellisée formation Grande Ecole du Numérique : La Plateforme_Marseille.

Créée sous forme associative, la Plateforme_Marseille propose un panel de formations initiales et continues sur les métiers les plus recherchés (développeurs, codeurs...) sur des profils de techniciens à ingénieur confirmé.

L'association a notamment l'ambition de former aux métiers du numérique les demandeurs d'emploi, étudiants, personnes en reconversion professionnelle et toute personne peu qualifiée et éloignées du marché du travail (notamment au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville). Elle a ainsi mis au point un programme pédagogique innovant : La Coding School. Ce programme s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'ouvrir les portes des métiers du numérique, sans préjugés de niveau d'étude ou de ressources : la formation est accessible sans bac, sans limite d'âge, totalement gratuite.

La Métropole a souhaité accompagner la Plateforme_Marseille dans ses missions, par l'attribution d'une subvention complémentaire des soutiens octroyés par l'Etat et la Région. Par délibération du Bureau Métropolitain du 20 juin 2019, la Métropole a attribué, pour l'année de lancement, une subvention de 50 000 euros.

Des erreurs matérielles ont été relevées dans la convention d'attribution de cette subvention 2019, notamment sur le montant du budget prévisionnel de l'action et le budget prévisionnel annexé, sur le taux de participation de la Métropole dans le financement de l'action et sur les justificatifs à fournir pour le versement du solde de la subvention attribuée. En effet, pour ce dernier point précité, l'association devra fournir des justificatifs complémentaires puisqu'il s'agit d'une action engagée en septembre 2019 et qui s'est achevée en juin 2020.

Aussi, il convient de procéder par voie d'avenant aux modifications de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération n°ECO 024-6059/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir la création d'une école du numérique sur Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 ci-annexé à la convention d'objectifs n°19/0696 relative à l'exercice 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8138/20/BM

**■ Demande de subvention pour une action spécifique auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur concernant le financement et la mise en œuvre d'une phase de préfiguration de la Smart Métropole
MET 20/15312/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, publics ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole porte un ensemble d'actions en lien avec la « Smart City », affirmées à travers les documents stratégiques que sont l'Agenda du Développement Economique, l'Agenda du Numérique ainsi que la feuille de route Smart Métropole.

En matière d'attractivité et de qualité de vie, l'efficacité des services proposés par la Métropole aux usagers, citoyens comme entreprises, est très étroitement liée à la définition et mise en œuvre d'une ville intelligente et durable. De manière convenue, la « Smart City » vise en effet à améliorer le cadre de vie et les services proposés aux administrés d'un territoire en tirant le meilleur parti du numérique, de l'internet des objets et de l'innovation.

A travers ses compétences, la Métropole opère des services publics et des infrastructures de réseaux directement perfectibles par le numérique : mobilité, réseaux d'énergie et d'assainissement, aménagement, déchets, qualité de l'air et nuisances sonores et plus généralement l'ensemble des dispositifs et actions de la métropole en matière de développement économique, social et culturel.

Sur le plan technologique, la ville intelligente repose sur des piliers numériques fondamentaux : les infrastructures (fibre, wifi, IOT), les données (Open et Smart Data) et enfin les services numériques finaux rendus aux usagers.

Sur le plan humain, la ville intelligente est étroitement liée aux concepts de participation citoyenne, de ville inclusive, de services centrés usagers ainsi que de

recours aux méthodes Agile, à la co-construction et au design de services.

Sur le plan économique, la ville intelligente doit se faire par la mobilisation des grands groupes et l'accélération de l'écosystème de l'innovation numérique local, en s'affirmant comme un territoire à maturité pour déployer et industrialiser des solutions Smart in-situ, référentes en matière de transition énergétique et écologique.

Dans ce domaine, l'ambition de l'Agenda numérique affiche parmi ses objectifs prioritaires de « porter sur le territoire 20 projets par an en lien avec la Smart city et le développement des usages numériques » tandis que la Métropole se positionne, à l'instar de la plupart des grandes collectivités françaises, comme « territoire intelligent » ou « Smart Métropole » pour en faire un axe stratégique de son développement.

L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Sud Smart Territoires s'inscrit dans le cadre de la stratégie Smart Région du Conseil régional. En effet, de plus en plus de collectivités s'engagent dans des démarches de « smart territoires » et se heurtent à des difficultés techniques, budgétaires ou organisationnelles. L'objectif de l'AMI est d'accélérer l'émergence et la mise en œuvre de projets mobilisant le numérique au service d'enjeux territoriaux.

La Région Sud a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) Sud Smart Territoires, inscrit dans le cadre de la stratégie Smart Région du Conseil régional, visant à accompagner l'essor des territoires intelligents à travers 4 volets :

- Sensibiliser aux enjeux, capitaliser et mutualiser les expériences et les bonnes pratiques : démarche d'animation des acteurs et de partage d'informations.
- Faciliter l'émergence de projets structurants : appui en ingénierie aux équipes locales.
- Accélérer la mise en œuvre de projets exemplaires en matière de transition énergétique et écologique : attribution de financements régionaux
- Mettre en valeur des projets exemplaires : attribution à leurs porteurs d'un label Sud Smart Territoires.

La Métropole souhaite candidater sur les volets I et III. Le volet I concerne une collaboration technique entre pairs, sans engagement financier. Le volet III permet de solliciter auprès de la Région Sud, une subvention en investissement.

Le projet consiste à pré-industrialiser le déploiement d'infrastructures et services numériques intelligents (Smart City) au sein de quatre communes du territoire, en couvrant trois cas d'usages transposables à d'autres collectivités et communes. Cette phase de pré-industrialisation doit ensuite permettre de calibrer un passage à l'échelle métropolitaine. Le principe du

déploiement itératif servira de fil conducteur, en permettant, à l'issue de cette première génération de projets Smart City de capitaliser sur le retour d'expérience (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).

En matière d'emprise territoriale, il est proposé, à la fois pour des raisons de maîtrise de l'enveloppe budgétaire et dans le cadre de l'approche itérative précitée, de travailler avec quatre communes pilotes. Ces communes pilotes seront mobilisées en début de projet, à travers des échanges avec les Elus et les Directions générales des services, avec l'appui des Conseils de territoire concernés. Elles seront retenues au regard de leur expérience et de leur maturité en matière de Smart City, de leur adhésion au projet porté par la Métropole, ainsi que de leur volonté et capacité à porter des cas d'usages complémentaires, dans leurs domaines de compétence propres.

En matière d'infrastructure Smart City, le projet cible l'acquisition et le déploiement d'un réseau de capteurs, d'une infrastructure de connectivité basse fréquence et d'une plateforme IOT aboutissant à l'édition d'une série de données, d'indicateurs et de tableaux de bord pour les décideurs et le grand public.

En matière de services, les cas d'usage seront ciblés vers les principes de résilience territoriale, dans le champ du monitoring urbain et environnemental et au service des compétences de la Métropole et des communes. Ils serviront les objectifs du Plan de Déplacement Urbain, du Plan Bleu de la Métropole ainsi que du plan Climat de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En plus d'un socle de capteurs au service du monitoring urbain et environnemental (température, hygrométrie, bruit, pollution dont NoX, ozone et particules fines...), les cas d'usage pressentis pourraient être :

- la mesure du trafic piéton dans les centres bourgs, en lien avec le redynamisation des centres villes, le commerce de proximité et les problématiques de stationnement,
- la gestion des déchets, des points d'apport volontaires et des déchetteries encourageant la réduction des déchets et les gestes de tri,
- l'agrégation et la gestion (monitoring, fuites) des flux multi fluides des bâtiments communaux (Eau, Gaz, Electricité),
- La mise en place de systèmes et de capteurs valorisant l'offre multimodale (disponibilités des vélos, trottinettes, navettes à la demande, auto-partage...) en lien direct avec les projets métropolitains de MaaS (Mobility As A Service) et du Plan de Déplacement Urbain,
- La mise en place de mobilier urbain connecté en lien avec les compétences de la Métropole, notamment en matière de réseaux d'utilité publique,

- la supervision et la maintenance prédictive des infrastructures pour maximiser la continuité des services publics et augmenter la réactivité face aux incidents d'exploitation.

Les cas d'usages seront choisis dans le cadre d'ateliers participatifs et en concertation avec les Élus et les équipes techniques des communes et territoires concernés.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Disposer d'une première génération de capteur et, d'une infrastructure réseau IOT.
- Préfigurer l'industrialisation d'un programme Smart City et calibrer son passage à l'échelle.
- Produire et diffuser des tableaux de bords pour les décideurs et le grand public.

- Diffuser des données numériques dans la plateforme métropolitaine et DataSud.
- Organiser un réseau d'acteurs publics et privés en les fédérant autour du projet.
- Améliorer les connaissances et capitaliser sur une première phase de programme Smart City.

Le calendrier prévisionnel du projet est envisagé sur 24 mois du quatrième trimestre 2020 au quatrième trimestre 2022.

Le budget total HT en investissement sur deux années est estimé à 160 000 euros HT. Le plan de financement table sur un cofinancement à parts égales de la Région et de la Métropole à hauteur de 80 000 euros HT.

	Montants HT
Dépenses de l'opération	
<u>LOT Maîtrise d'œuvre du projet</u> (60 JRS/H * 600) <i>Réalisation du projet, coordination des lots, comitologie, suivi des indicateurs, expertise technologique, interfacage des plateformes, réalisation des indicateurs et tableaux de bords...</i>	36 000 €
<u>LOT capteurs</u> : acquisition des capteurs pour couvrir les communes et les use cases retenus	40 000 €
<u>LOT connectivité</u> : Acquisition (extension) et/ou location d'un réseau IOT base fréquence sur les communes concernées. Exploitation sur 12 mois	40 000 €
<u>LOT Déploiement</u> : Installation, maintenance et paramétrage des capteurs et du réseau IOT sur site (80 JRS/H*400) + 12 k€ de matériel et frais	44 000 €
Total	160 000 €
Plan de financement de l'opération	Montants HT
Région : Subvention	80 000 €
Autofinancement (EPCI) : crédits en investissement 80k€ 2020-2022	80 000 €
Total	160 000 €

La Métropole mobilisera par ailleurs des ressources humaines en fonctionnement sur la durée du projet :

<u>Maîtrise d'ouvrage Métropole</u> (2 * ¼ d'ETP mobilisés en interne sur 24 mois – 10 k€ par ETP par année) <i>Pilotage du projet en interne et en externe, interfaçage de la plateforme IOT avec les plateformes data de la Métropole et de la Région</i>	40 000 €
--	----------

Afin de réaliser ce projet, une Autorisation de Programme a été approuvée par délibération à la séance du 31 juillet 2020 d'un montant de 500 000€.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de l'AMI Sud Smart Territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence pilote la mise en œuvre Demande de subvention pour une action spécifique auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur concernant le financement et la mise en œuvre d'une phase de préfiguration de la Smart Métropole.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides

financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur au titre de la mise en œuvre d'une phase de préfiguration de la Smart Métropole et à signer tout document y afférent notamment toute convention d'exécution de la subvention pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

L'engagement financier porté par la Métropole s'élève à un total de 160.000 euros HT pour financer cette action.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole : Sous politique B370 - Nature 2188 - Fonction 67 – Opération 2020001500.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique B370 – Nature 1312 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 002-8139/20/BM

**■ Attribution de subventions à trois entreprises du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets R&D Collaboratifs retenus à l'Appel à Projet "PSPC-Régions" n°1 - Approbation de conventions
MET 20/15133/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'appel à projets « PSPC-Régions » est un dispositif de soutien financé par le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) qui a pour vocation de sélectionner des projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité. Mis en place dans le cadre de la phase IV des Pôles de compétitivité, ce dispositif marque une nouvelle étape dans la politique de cofinancement des projets de Recherche & Développement collaboratifs.

Il s'agit plus particulièrement de projets de R&D conduits par un consortium qui rassemble au minimum deux partenaires industriels ou de services, dont une PME ou une ETI, et un partenaire de recherche. Seules les entreprises peuvent être chef de file. Les projets présentent des budgets totaux compris entre 1 et 4 millions d'euros.

Les projets doivent avoir des retombées économiques et technologiques directes et conduire à une mise sur le marché, sous forme de nouveaux produits ou services. Sont visées également des retombées indirectes en termes de structuration durable des filières d'excellence.

Les projets retenus au titre du programme PSPC – Régions peuvent comporter des phases de recherche

industrielle et une phase de développement expérimental. Sont éligibles les dépenses de personnel, les amortissements d'équipements et de matériels de recherche ainsi que les travaux sous-traités à des laboratoires publics ou privés.

La labellisation des projets par un ou plusieurs pôles de compétitivité donne lieu à une bonification du taux d'aide :

	Type de bénéficiaire		
	PME	ETI	GE
Projet non labellisé	35,00%	25,00%	20,00%
Projet labellisé	50,00%	35,00%	25,00%

L'impact économique et l'éco-conditionnalité font partie des critères de sélection.

Dans le cadre du processus de sélection, mené sous l'égide de l'Etat et des Régions, les projets PSPC-Régions sont proposés aux collectivités territoriales et EPCI pour cofinancement. D'ailleurs, seuls les projets bénéficiant d'un cofinancement par les collectivités territoriales, pourront faire l'objet d'un financement de l'Etat.

Le soutien apporté par l'Etat aux bénéficiaires se fait sous forme d'aides d'Etat constituées de subventions et/ou d'avances récupérables. Les collectivités territoriales financent les projets selon des modalités qui leur sont propres.

Le premier appel à projets PSPC-Régions a été lancé en juin 2019 et s'est clôturé le 11 septembre 2019. A la suite d'une série d'auditions, la présélection des projets a eu lieu fin novembre 2019. La Métropole Aix-Marseille-Provence a été associée au processus d'instruction. La sélection définitive des projets a été communiquée en février 2020.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de cofinancer trois projets présentés par des entreprises basées en Pays d'Aix.

- Le projet PASSI-ON porté par la société IBS basée à Peynier :

La baisse du coût des modules PV est une condition majeure pour permettre partout dans le monde les investissements nécessaires pour la transition énergétique. L'augmentation du rendement des modules photovoltaïques génère une augmentation de la production sur une surface donnée, ce qui entraîne une baisse significative du coût de production du Kwh. Dans ce contexte, il est nécessaire de faire évoluer sans cesse les technologies de fabrication des cellules photovoltaïques.

La bifacialité des cellules permet par exemple de mieux étaler la production sur la journée. On constate également une forte croissance de la part de marché des modules dits à cellules coupées. En effet, la réduction de la surface de chaque cellule, avant le montage en panneau, permet de diminuer les pertes énergétiques et d'augmenter la fiabilité des panneaux. La technologie TOPCon consiste à insérer deux couches tampons minces intercalées entre des tranches de silicium et des contacts métalliques, pour

réduire les pertes. Par contre la surface de silicium à nue, exposée à cause de cette découpe juste avant le montage en panneau est source d'un autre type de perte de rendement. L'idée est donc de venir passiver ces bords pour éliminer ces pertes. Toutes ces technologies doivent favoriser la compétitivité des intégrateurs européens face à la concurrence asiatique.

Labellisé par le Pôle de compétitivité Capenergies, le projet PASS-ION (Optimisation de la fabrication de cellules solaires à contacts PASSives par l'implantation IONique immersion plasma) vise à améliorer et à simplifier le procédé de fabrication de cellules TopCon à contacts passivés à haut rendement, moyennant l'implantation ionique par immersion plasma. L'objectif est d'atteindre une cadence de 3000 cellules par heure. La technologie TOPCon consiste à insérer deux couches tampons minces intercalées entre des tranches de silicium et des contacts métalliques. Elle augmente ainsi considérablement l'efficacité des cellules solaires classiques.

L'implantation par immersion plasma proposée par la société IBS est adaptée au domaine du photovoltaïque, grâce à leur équipement PULSION SOLAR, de taille réduite, moins onéreux et à cadence élevée du fait d'un nombre réduit d'étapes de procédés nécessaires à la fabrication des cellules solaires. Cette technique s'est avérée satisfaisante pour la réalisation de certains types de cellules solaires, avec des rendements intéressants.

L'objectif du projet PASSION est de démontrer l'efficacité de l'équipement PULSION SOLAR dans les procédés de fabrication de cellules à contact passivés de type TOPCON, mais aussi pour la passivation des bords, dans le souci d'augmenter les performances des cellules tout en simplifiant les procédés de fabrication.

Le projet est conduit par un consortium de 3 partenaires, une PME (IBS), une grande entreprise (Voltec Solar) et un laboratoire de recherche d'Aix Marseille Université (IM2NP). Porteur et coordinateur, IBS est en charge du développement de l'équipement et des procédés. L'entreprise a signé un contrat de sous-traitance avec le CEA. Voltec Solar, utilisateur final, est responsable des spécifications et de la fourniture des cellules coupées. L'IM2NP a en charge

la caractérisation des matériaux et l'étude des mécanismes de passivation.

Concernant le marché, deux types de clients sont visés. Dans le cas des cellules TOPCON, l'opération de passivation doit se faire pendant l'opération de fabrication ces cellules : les clients seront donc les fabricants principalement localisés en Asie (Chine). Pour ce qui est de l'intervention sur les bords de cellules coupées, l'opération de découpe et de passivation doit se faire chez les intégrateurs de panneaux qui achètent les cellules en Asie, les découpent puis les montent en panneau. Si les fabricants de cellules ont quasiment tous disparus d'Europe, il reste encore des intégrateurs de panneaux en Europe et en France. L'entreprise VOLTEC Solar est un exemple d'intégrateur français.

Le budget global du projet de R&D est d'un peu plus de 1,3 M€, sur 3 ans. Il est proposé de soutenir à hauteur de 60 000 € le porteur du projet, la société IBS qui y consacre un montant de 914.500 €. Créée en 1987 et basée à Peynier, l'entreprise emploie 80 salariés (dont 54 à Peynier) et réalise un chiffre d'affaires de 15 M€. Dans l'immédiat, le projet permet de sauvegarder 2 postes parmi les effectifs de R&D. A terme, la commercialisation de son implanteur ionique pourra générer jusqu'à 40 emplois, 5 ans après la fin du projet. Pour IBS, ce dernier contribue à la diversification de ses marchés, au-delà du secteur de la microélectronique.

- Le projet FASTECO 2 associant la société GREENCHEM basée à Aix-en-Provence :

L'industrie de stérilisation et de fonctionnalisation des dispositifs médicaux implantables (DMI) – souvent constitués de matériaux polymères – doit répondre à des enjeux sanitaires et réglementaires. Certains procédés conventionnels de stérilisation sont incompatibles avec les polymères. Il ne reste que la stérilisation par rayonnement (radioactif) ou l'oxyde d'éthylène, un produit cancérigène dont aucun résidu ne doit rester sur le DMI. De plus, le procédé ne permet pas de stériliser des pièces à l'unité ou en petite quantité, tandis que la tendance va plutôt vers les petites séries et la personnalisation des DMI.

Le projet FASTECO2 porte sur l'utilisation du dioxyde de carbone sous sa forme dite supercritique : un fluide supercritique a des propriétés intermédiaires entre le liquide et le gaz. L'enjeu du projet est de démontrer qu'il est possible d'utiliser à l'échelle industrielle le dioxyde de carbone supercritique dans un procédé de stérilisation des nouveaux DMI qui sont principalement à base de polymères.

Il s'agit de l'utiliser également dans un procédé de fonctionnalisation qui consiste à introduire dans les implants des composés et principes actifs présentant des propriétés antibiotiques, anti-rejets, anti-inflammatoires... L'idée est de créer une technologie intégrable dans la filière des dispositifs médicaux,

permettant la stérilisation et la fonctionnalisation à l'aide du CO2SP.

Le projet est conduit par un consortium de 5 partenaires, 3 PME et 2 laboratoires de recherche.

Il est coordonné par la société LATTICE MEDICAL (59), un fabricant d'implants résorbables et imprimés en 3D pour la chirurgie reconstructive. L'entreprise développe notamment une bioprothèse, premier implant mammaire résorbable et personnalisable permettant la régénération de tissus. COUSIN BIOTECH (59) conçoit et fabrique également des DMI à base de matériaux souples et textiles.

Créée en 2019 à Aix-en-Provence, la société GREENCHEM SCIENTIFIC est un laboratoire de recherche scientifique privé sur la chimie verte qui adresse des secteurs variés tels que l'industrie agroalimentaire, les bioénergies, les cosmétiques, le secteur pharmaceutique et les biotechnologies. La structure est installée à la Pépinière Cleantech, au Technopôle de l'Arbois. Elle bénéficie du transfert de savoir-faire de la société ECOGEOSAFE dont l'ancien Président a fondé GREENCHEM : solutions de bio-dépollution, de surveillance chimique et microbiologique de l'environnement, de lutte contre le vieillissement des matériaux et la corrosion des installations industrielles. Dans le projet FASTECO2, GREENCHEM est en charge de la production du CO2SP, mais aussi du volet valorisation : des licences seront établies, déposées et cédées par GREENCHEM.

L'IM2P2 est une unité de recherche sur la mécanique, la modélisation et les procédés propres, rattachée à l'AMU, le CNRS et Centrale Marseille. La structure est constituée de six équipes de recherche dont l'équipe en responsable des procédés et fluides supercritiques.

L'Université de Lille mobilise une équipe de recherche interdisciplinaire qui travaille sur les biomatériaux.

Le projet FASTECO2 a été labellisé par le Pôle de compétitivité Eurobiomed.

Le coût du projet est de 2,94 M€ sur 42 mois. Il est proposé de soutenir à hauteur de 60.000 € la société GREEN CHEM SCIENTIFIC qui intervient avec une assiette financière de 576.638 €. La subvention de la Métropole représente ainsi 10,40 % de l'assiette éligible.

- Le projet MERLE1 porté par la société NERYS basée à Gardanne :

Le projet MERLE1 vise à développer un système électromagnétique de mesures géophysiques pouvant être embarqué sur un support aérien léger (par exemple un hélicoptère léger ou un drone). L'objectif est d'acquérir rapidement des données sur la nature du sous-sol, quels que soient le relief ou l'occupation du sol. Le dispositif fournira en effet des données par

imagerie haute résolution des propriétés physico-chimiques du sous-sol.

Plusieurs applications sont visées : géologie, hydrogéologie (cartographie et modélisation 3D), géotechnique (nature et altération du sous-sol), évaluation des risques (risque sismique, glissement de terrain...), recherche d'objets non explosés, prospection de matériaux, gestion de sites pollués, exploration minière...

Plusieurs utilisateurs potentiels sont susceptibles d'être intéressés par ce dispositif :

- les organismes publics tels que les Agences de l'Eau, EDF, RTE, le CREMA, l'ONF...,
- l'Armée,
- certains Industriels et leurs BET,
- les aménageurs,
- les carriers et miniers.

Il n'existe à ce jour aucune solution équivalente dans le monde, sur le mode aéroporté léger.

Le projet est conduit par un consortium de 3 partenaires :

- La société NERYS, installée au Pôle Morandat à Gardanne, spécialisée dans les systèmes de mesure embarqués et dédiés aux environnements sévères, réunit des compétences en électronique, mécanique et informatique,
- La société ICARE basée dans les Yvelines et à Aix-en-Provence, qui vient de racheter le BET SKYBIRDSVIEW, partenaire initial du projet et compétent dans le design de solutions aéroportées. A noter que le Directeur Général d'ICARE est Vice-Président du Pôle SAFE.
- le BRGM, établissement public dont le siège est à Orléans, possède une grande expertise en géosciences et apporte les compétences nécessaires en géophysique et en mesure électromagnétique pour l'auscultation du sous-sol.

Le projet a été labellisé par les Pôles de compétitivité SAFE et AEROSPACE VALLEY.

L'exploitation du dispositif sera assurée par une société de service à créer dont le capital serait réparti entre les trois partenaires du projet. Elle devra permettre à chaque partenaire de commercialiser son savoir-faire : la charge utile pour Nerys, le vecteur et les missions pour ICARE et l'analyse des données en ce qui concerne le BRGM.

Deux types de prestations sont prévus :

- l'imagerie électromagnétique aéroportée du proche sous-sol (50 m), à l'échelle de surfaces de 1 à 400 km²,
- l'imagerie électromagnétique du proche sous-sol, sur une petite surface de moins d'un km², méthode qui existe déjà mais que le projet pourra rendre plus performante.

Deux types de livrables ont été identifiés pour le moment :

- le relevé des mesures : il ne s'agit que de réaliser la prestation d'acquisition des données, à remettre sous format numérique au client qui les analyse ;
- relevé + analyse + étude : au-delà de l'acquisition de la donnée, on l'analyse et on fait des propositions ou conseils.

Le budget global du projet de R&D est de 1,41 M€, sur 30 mois.

Créée en 2007, la société NERYS emploie 13 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,2 M€. Il est prévu la création de 2 emplois pendant la durée du projet. Le projet Merle permettra à NERYS de se positionner comme concepteur de capteurs et d'être moins dépendante de ses clients habituels (automobile, aéronautique).

Il est proposé de soutenir à hauteur de 100.000 € le porteur du projet, la société NERYS soit 15,65 % d'une assiette éligible de 639.048 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération

intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;

- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques signé le 2 avril 2019 ;
- Les courriers signés par le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 12 mai 2020 faisant état des intentions de cofinancement des projets PSPC « PASS-ION », « FASTECO2 » et « MERLE1 » ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance stratégique de l'effort d'innovation des entreprises, notamment dans la crise actuelle, la Métropole entend soutenir les projets de R&D collaboratifs développés sur la base de l'Appel à projets PSPC Régions n°1 et cofinancés par la Région.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées trois subventions pour un montant total de 220.000 euros à trois entreprises du Territoire du Pays d'Aix (CT2) au titre de leur participation aux projets collaboratifs développés dans le cadre de l'Appel à projet PSPC Régions n°1 selon la répartition suivante :

- Projet PASS-ION – Société ION BEAMS SERVICES (IBS) – 60.000 euros
- Projet FASTECO2 – Société GREENCHEM SCIENTIFIC – 60.000 euros
- Projet MERLE1 – Société NERYS – 100.000 euros

Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162384, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI384AP8 (prévu CP2020 85.000 euros) et DI384AP9 (prévu CP2020 160.000 euros)..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 003-8140/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'utilisation de la Plateforme d'Innovation MET 20/15220/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La situation exceptionnelle liée à la pandémie du COVID-19 renforce la nécessité de mettre en place des dispositifs métropolitains agiles et adaptés. Il s'agit notamment de servir les besoins immédiats en matière de gestion de crise, maintenir et améliorer les services publics en lien avec les compétences de l'institution et soutenir les entreprises du territoire.

En cohérence à la fois avec les orientations de l'Agenda du Développement Économique en matière d'innovation, les propositions de l'Agenda Numérique dans le champ de la Smart City ainsi qu'une politique d'achat innovante et ambitieuse, la Métropole porte un projet de plateforme d'innovation. Ce projet s'inscrit dans un calendrier contraint, visant la mise en service de l'outil à partir de fin juin 2020.

La plateforme a pour objectif de faciliter et accélérer le rapprochement entre les intentions d'achat, les besoins métiers et les entreprises offreuses de solutions innovantes. L'outil permettra à la Métropole ainsi qu'à un ensemble de partenaires, grands donneurs d'ordre publics et privés, de publier des appels à manifestation d'intérêt, des appels à solutions, appels à projets, challenges et concours, avis d'information ou consultations citoyennes dans le champ de l'innovation. Les appels seront accessibles en ligne par tous, gratuitement, sans restriction d'accès et avec des modalités de soumission simples et agiles. Cela permettra notamment à la Métropole de construire une programmation des achats tenant

pleinement compte de l'offre d'innovation disponible sur le territoire.

Cette démarche portée par la Métropole répond pleinement aux attentes des acteurs de l'écosystème territorial d'innovation. Elle ouvrira en effet aux entreprises innovantes, et en particulier aux startups, l'opportunité de se positionner à la fois sur le champ de la commande publique au travers de processus d'achat nouveaux, mais également de générer de nouveaux leviers d'interactions entre collectivités, groupements et structures porteuses d'innovations, en expérimentant leurs solutions sur le territoire métropolitain dans un cadre juridique sécurisé.

La plateforme d'innovation s'articulera avec les outils existants à l'échelle territoriale et nationale, dont la plateforme Métropolitain Business Act de la CCI Marseille-Provence et la plateforme nationale d'innovation de PactePME. Elle sera également adossée à la plateforme de dématérialisation des appels d'offres, quand les intentions achat relèvent du champ de la commande publique.

Dans ce contexte, la Métropole prévoit l'accès gracieux à cette plateforme d'un ensemble d'acteurs publics et privés. Cet accès devra permettre d'améliorer la qualité et la quantité des appels à innovation diffusés sur la plateforme, dans un objectif commun de stimulation de l'écosystème local et de rapprochement des grands donneurs d'ordre avec les offreurs de solutions.

La présente délibération vise à approuver les conditions d'accès et les obligations des parties, formalisées, dans un modèle de convention type annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement économique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence pilote la mise en œuvre d'une plateforme d'innovation.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite permettre gracieusement l'accès de cet outil d'un ensemble d'acteurs publics et privés.
- Que dans ce cadre il convient de formaliser les conditions d'accès et les obligations des parties en adoptant la convention type annexée au présent rapport.
- Que cette convention doit permettre d'officialiser le rôle et la responsabilité des parties : la Métropole en tant que fournisseur de cette offre de service gratuite et animatrice cheffe de file de la démarche, les partenaires en tant que diffuseurs d'appels à innovation.
- Qu'il sera proposé aux partenaires de signer cette nouvelle convention pour utiliser la plateforme d'innovation métropolitaine.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la convention type d'utilisation de la plateforme d'innovation métropolitaine ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 004-8141/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectif portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association Marseille Innovation
MET 20/15524/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.

Si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles sont traduites par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'ensemble de l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

L'association Marseille Innovation, opérateur d'appui à la création d'entreprises innovantes intervenant notamment dans les pépinières du territoire, contribue par l'exercice de ses missions, à limiter le risque de défaillance des jeunes entreprises et par là-même à renforcer l'attractivité du territoire par la création de richesses et d'emplois.

Face aux répercussions économiques de la crise sanitaire, particulièrement pour les jeunes entreprises, l'association entend renforcer sa mission d'accompagnement et dans le but de réduire la vulnérabilité des entreprises les plus fragiles, en exonérant les entreprises occupantes pendant 2 mois de leurs coûts d'hébergement ;

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, la Métropole entend faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature d'un montant équivalent à deux mois d'exonération de loyers valorisée à hauteur de 31.354 euros, et non en numéraire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération n° HN 002-8074 20 CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- Les baux établis entre la Métropole et l'association Marseille Innovation ;
- La délibération n° VECO 017-879/19/CT du 19 décembre 2019 portant attribution de subvention à l'association Marseille Innovation ;
- La demande de soutien complémentaire de l'association du 4 juin et étayée par un budget prévisionnel actualisé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la crise sanitaire a impacté considérablement l'activité économique des territoires Que la crise sanitaire et les mesures de confinement strict ont impacté considérablement l'activité économique des territoires métropolitains et les jeunes entreprises ;
- Que l'association Marseille Innovation contribue au développement économique par l'exercice de ses missions d'appui à la création d'entreprises innovantes présentes sur le territoire métropolitain ;
- Que compte tenu des répercussions économiques pour les jeunes entreprises, l'association Marseille Innovation entend renforcer sa mission d'accompagnement et de lutte contre la mortalité des entreprises en exonérant les entreprises occupantes pendant deux mois de leurs coûts d'hébergement ;
- Que l'association a ainsi sollicité la Métropole pour obtenir une subvention complémentaire ;
- Que, compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, il est proposé de faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature d'un montant équivalent à deux mois de loyers hors charges, taxes et impôts normalement perçus par la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en nature à l'association Marseille Innovation correspondant à une exonération de loyers, hors charges, taxes et impôts pour les mois d'avril et mai 2020 au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs signée avec l'association Marseille Innovation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant, venant préciser les modalités de ce soutien financier.

Article 4 :

Cette subvention est inscrite à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous Politique B 330 – Service 900 000 – Nature 752 – Fonction 68.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 005-8142/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association NOVACHIM pour l'accompagnement des projets dans le cadre de l'AMI Provence Industry'Nov MET 20/15211/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Novachim accompagne individuellement ou collectivement des entreprises de la filière Chimie & Matériaux présentes sur le territoire métropolitain.

Elle a été créée en 1985 sous forme d'un C.R.I.T.T (Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie) Chimie/Plastiques/Matériaux, à la demande des industriels régionaux de la filière Chimie & Matériaux, avec le soutien du Conseil Régional, du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de la Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie.

L'Association a pour objet :

- de promouvoir, conformément aux objectifs retenus par les fondateurs et les partenaires publics et privés qui adhèrent ou adhéreront aux présents statuts, toute activité économique scientifique ou sociale contribuant à assurer dans la Région le développement des secteurs de la chimie, de la parachimie, des matières plastiques, des huiles essentielles, des matériaux, etc., et à dynamiser le tissu industriel régional dans ces secteurs ;

- de regrouper et de mettre à la disposition des entreprises, tous moyens nécessaires à leur développement, de favoriser les liens entre l'industrie et la recherche dans les secteurs concernés.

Aujourd'hui, Novachim est un acteur de l'innovation et un support au développement économique dont l'action consiste à :

- favoriser les relations et transferts de technologie entre les petites et moyennes entreprises des secteurs concernés, les grands groupes industriels et les centres de recherche publics et privés ;
- réunir tous les éléments permettant d'informer les entreprises sur les moyens de recherche, d'innovation et d'amélioration technique disponibles dans la mesure où ces informations sont susceptibles d'être diffusées ;
- apporter aux entreprises, qui en feront la demande, toute aide et tout conseil adaptés à leurs besoins
- favoriser la valorisation de techniques et procédés de production, ainsi que leur commercialisation ;
- faire aux pouvoirs publics toutes propositions de nature à améliorer la recherche, la formation initiale et continue, ainsi que l'emploi dans la Région, et leur fournir toutes études préalables aux opérations envisagées dans les secteurs concernés ;
- intensifier les échanges et accords entre les membres de l'Association comme entre ceux-ci ou l'Association elle-même et toutes personnes morales ou physiques, publiques ou privées, tant en France qu'à l'étranger.

Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Provence Industry' Nov, action concertée entre acteurs publics et privés, visant à promouvoir l'implantation de nouvelles activités au sein de trois plates-formes industrielles, l'association Novachim contribue à apporter aux autres partenaires de l'AMI l'expertise nécessaire à l'évaluation des candidatures puis accompagne les entreprises retenues, dans la définition de leurs besoins scientifiques, techniques et du plan d'actions qui en découle.

Depuis le lancement de l'AMI Provence Industry'Nov dont la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la coordination, Novachim a participé à 9 Comités (technique et pilotage), 3 groupes de travail, présenté 4 candidatures et réalise 2 accompagnements spécifiques. A cela, il convient d'ajouter la promotion de l'AMI à travers des campagnes d'information et la participation à 2 salons internationaux et à 1 voyage d'affaires en Allemagne.

La demande de subvention de l'association Novachim, pour 2020, concerne l'accompagnement scientifique, technique et financier des projets d'implantation d'entreprises dans le cadre de l'AMI Provence Industry'Nov et plus spécifiquement l'action suivante :

- apporter un avis technique sur le projet, une aide à la définition et la validation de la stratégie d'entreprise au regard du projet ;
- mettre en relation le porteur de projet avec les partenaires techniques et financiers pertinents (avec présence du chargé de valorisation Novachim si besoin lors des rendez-vous) ;
- conseiller à la rédaction de dossiers en fonction de la nature du financement sollicité, relire et donner son avis sur les dossiers proposés ;
- participer aux réunions du Cotech et du Copil de l'AMI Provence Industry'nov (étude et évaluation des projets, présentation des projets retenus).

Un objectif de 6 projets accompagnés est fixé pour l'année 2020.

Le montant de la subvention demandée pour cette action spécifique est de 9 000 euros (1 500 euros par projet accompagné) pour l'année 2020.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80% (dans la limite de 80% de la subvention votée).

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% (minimum 20%) sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution d'une subvention totale de 9 000 euros en 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Adoption du budget primitif 2020 et des Etats Spéciaux de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Novachim contribue au développement économique, au travers de l'innovation, des entreprises de la filière Chimie & Matériaux présentes sur le territoire métropolitain.
- Que son action dans le cadre de l'AMI Provence Industry' Nov, opération coordonnée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, consiste à accompagner les projets d'implantation d'entreprises sur les aspects scientifique, technique et financier,

dans une optique de compétitivité et d'attractivité territoriale.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 9 000 euros à l'association NOVACHIM pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2020 - sous-politique B370 - Chapitre 65 - Nature 65748 - Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 006-8143/20/BM

■ Attribution d'une subvention à la délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation du village des sciences de l'environnement de l'Arbois - Approbation d'une convention

MET 20/15218/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a établi avec le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) un partenariat visant à renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche, en consolidant les secteurs d'excellence du territoire et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Le « Village des Sciences de l'environnement de l'Arbois » est organisé chaque année par le Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement (CEREGE), unité mixte de recherche sous la tutelle du CNRS, Aix-Marseille Université (AMU), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Institut national de la recherche agronomique (INRAE) et le Collège de France. Il constitue une opération « phare » de l'évènement national annuel de la « Fête de la

Science ».

L'édition 2020 du Village des Sciences de l'environnement de l'Arbois aura pour thème la transition environnementale. Elle se déroulera du 8 au 11 octobre sur le Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence et l'action sera déployée sur tous les territoires de la Métropole, notamment avec la participation d'écoles des communes d'Aix en Provence, Bouc-Bel-Air, Marseille, Miramas, Salon, Vitrolles.

« Le Village des Sciences de l'environnement de l'Arbois, labellisé pour la première fois en 2018, est une action unique parmi les Villages des Sciences français. Il se distingue par une triple singularité :

- Ce village des sciences est thématiquement focalisé sur les sciences de l'environnement sur un campus de l'environnement.
- Il mobilise un très grand nombre de scientifiques (plus de 150 en moyenne).
- Son action s'articule avec les entreprises innovantes du technopôle qui participent à l'évènement.

« Le Village des Sciences de l'environnement de l'Arbois », édition 2020, portera sur la transition environnementale, avec notamment la participation des Labex (laboratoires d'excellence) SERENADE (Safer Ecodesign Research and Education applied to NANomaterial Development), et OTMED (Objectif Terre : Bassin Méditerranéen). Son organisation s'appuie également sur les scientifiques des laboratoires de recherche impliqués (CNRS, Aix Marseille Université, INRAE, IRD, Collège de France), les personnels des musées, des institutions et des associations qui participent.

Depuis 2008, la métropole soutient cette action, qui favorise le partage de savoirs et les échanges entre les chercheurs et les citoyens, valorise le travail de la communauté scientifique et facilite l'accès à une information scientifique de qualité. L'objectif est de permettre à chacun de mieux s'approprier les enjeux des évolutions scientifiques et ainsi favoriser une participation active au débat public.

Le Village des Sciences est l'occasion pour le grand public de découvrir le travail des scientifiques et les métiers issus de la recherche, et pour les jeunes de stimuler de l'intérêt pour la science, la curiosité à l'égard des carrières scientifiques et de susciter des vocations.

D'autre part, cet évènement met en valeur non seulement les laboratoires mais également les synergies entre enseignements, recherche, monde économique au travers d'entreprises et notamment des start-ups présentes sur le technopôle.

Dans le contexte actuel de la crise sanitaire liée au Covid 19, la forme de cet évènement a été adaptée pour répondre aux exigences sanitaires. Ainsi une

partie des ateliers se dérouleront en virtuel avec des supports nouveaux mais qui nécessitent une technicité renforcée (déploiement d'outils numériques et de visio conférences).

Le plan de financement de cet événement se présente de la façon suivante :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 - N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement (CEREGE, UMR 7330),	Le Village des Sciences de l'Arbois »	8 au 11 octobre 20	N-1 : 8 000 € N-2 : 7 500 €	9 000 €	22 650 € Co financeurs : Région CSTI : 6000 € Autres Fonds publics : 7650 €	9 000 € Soit 39,74% du budget prévisionnel

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 9 000 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de cet événement et il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence-Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'évènement « Le Village des Sciences de l'Arbois 2020 » porté par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant total de 9 000 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de l'évènement « Le Village des Sciences 2020 ».

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 007-8144/20/BM**■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 20/15219/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, ces actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université, avec une incidence financière totale de 5 500 euros comme suit :

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation de la Table ronde internationale « L'État d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire » du 11 au 12 septembre 2020 à Aix-en-Provence organisée par l'UMR de Droit International, Comparé et Européen / DICE

- 2 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Conflits d'usages en mer et droit de l'Union européenne » du 19 au 20 novembre 2020 sur Aix-en-Provence et Marseille organisé par l'UMR de Droit International, Comparé et Européen / DICE

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation Colloque	/ Date	Subventions N-1	Subvention demandée	Budget prévisionnel Co financeurs	Montant proposé
Droit International, Comparé et Européen / DICE	L'Etat d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire	11 au 12 septembre 2020	N-1 : 11 000 €	3 000 €	18 690 € Fonds propres : 11 690 € Co financeurs : Département : 4 000 €	3 000 € Soit : 16,05 % du budget prévisionnel
Droit International, Comparé et Européen / DICE	Conflits d'usages en mer et droit de l'Union Européenne	19 au 20 novembre 2020	N-1 : 11 000 €	2 500 €	8 738 € Fonds propres : 4 238 € Co-financeurs : Fonds privés : 2 000 €	2 500 € Soit 28,61 % du budget prévisionnel

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 5 500 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions de fonctionnement spécifiques au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 5 500 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 008-8145/20/BM

■ Attribution de subventions au Crous d'Aix-Marseille-Avignon pour l'organisation pour l'organisation d'actions visant à améliorer la vie étudiante - Approbation d'une convention MET 20/15278/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission statutaire d'amélioration de la vie étudiante, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon, met en œuvre chaque année un certain nombre d'actions visant à sauvegarder et à améliorer les conditions d'existence et le quotidien des étudiants de l'académie.

Pour l'année universitaire 2020/2021, le CROUS souhaite poursuivre les actions engagées les années précédentes qui porteront sur les thèmes suivants :

- « **Résidents référents** » en résidences universitaires, avec accueil individualisé des

nouveaux étudiants pour faciliter leur intégration.

Ce dispositif s'inscrit dans la thématique de l'amélioration de l'accueil des étudiants primo-arrivants, dont les étudiants internationaux et de la vie quotidienne de l'ensemble des étudiants au sein de leur résidence, à travers différentes actions d'accueil, d'informations, d'animation et de prévention. Ce dispositif regroupe deux opérations : les « étudiant relais », recrutés à la rentrée pour 2 mois dans les 7 cités universitaires d'Aix-en-Provence et de Marseille et les « résidents référents en hébergement » recrutés pour toute l'année dans les résidences Cuques, Gazelles et Luminy.

- « **Guichet Unique** » pour l'aide à la recherche de logement, démarches administratives ou toute autre information à l'étudiant primo arrivant.

Ce guichet unique a pris différentes formes depuis sa création en fonction des besoins et des partenariats. L'objectif essentiel de ce guichet est de pouvoir donner aux étudiants étrangers, en un seul lieu, un maximum d'informations afin de les aider à effectuer leurs démarches dans de nombreux domaines et ainsi faciliter grandement leur intégration.

- « **Bienvenue chez moi, Bienvenue dans ma cuisine** » :

Ce projet vise à intégrer les étudiants, notamment étrangers, et combattre le sentiment d'isolement dont ils peuvent être victimes. Ce projet veut être un moment de rencontres, de partage, convivialité, ouverture d'esprit, ouverture sur le monde, sur la différence...Chaque mois, les étudiants pourront continuer à découvrir dans leurs cités universitaires la culture d'un continent à travers la cuisine et les arts. Les actions pourront être de type expositions de photos, soirées en cité, projection de films étrangers, cours de cuisine et se dérouleront dans les cuisines collectives et espaces de vie commune des cités universitaires. Le CROUS d'Aix Marseille souhaite promouvoir le dialogue interculturel en Europe, et à ce titre propose un projet basé sur le dialogue entre les cultures pour mieux se rencontrer, se comprendre et s'entendre.

Plan de financement des actions :

		Métropole	Ville de Marseille	Autres fonds publics	Ressources CROUS
	Budget prévisionnel par action	Demandé pour 2020-21	Demandé pour 2020-21	Demandé pour 2020-21	
Résidents Référents	67 000 €	5 000 €	4 000 €		58 000 €
Guichet unique	25 500 €	3 000 €	1 300 €	2 500 €	18 700 €
Bienvenue chez moi /Bienvenue dans ma Cuisine	18 200 €	2 000 €			16 200 €
TOTAL	110 700 €	10 000 €	5 300 €	2 500 €	92 900 €

Organisateur	Manifestation Colloque / Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon	« Partenariat 2020/2021 »	Année universitaire 2020/2021	N-1 : 12 000 € N-2 : 12 000 €	10 000€ Co financeurs : Ville de Marseille : 5 300 € Fonds publics : 2500 € Ressources propres CROUS : 92 900 €	10 000€ Soit 9,03% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 10 000 euros au CROUS pour la mise en place de ces 3 actions visant à améliorer la vie étudiante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des actions menées par le CROUS en faveur de l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon pour l'aide à la mise en place de 3 actions visant à améliorer la vie étudiante pour un montant total de 10 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 67

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 009-8146/20/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et paiement de la cotisation 2020 MET 20/14813/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), a pour objectif de confronter les pratiques et mutualiser les initiatives des politiques publiques de soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante.

L'AVUF, association d'élus et de techniciens (89 collectivités territoriales et intercommunalités), organise régulièrement des colloques et séminaires sur les six thèmes suivants :

- Valorisation de la recherche et développement économique
- Campus et université dans la ville
- Europe et relations internationales
- Universités et cartes territoriales
- Vie de l'étudiant
- Métropolisation

Afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein de grands territoires à l'échelle nationale et internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France pour l'année 2020 comme elle le fait chaque année depuis sa création en 2016, dans la continuité de la Communauté du Pays d'Aix et de Marseille Provence Métropole.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants est de 1 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La pertinence pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de pouvoir confronter sa vision et son expérience sur l'organisation de l'Enseignement Supérieur et la Recherche à celles d'autres grands territoires nationaux et internationaux.
- L'importance de créer du réseau dans ce domaine.
- La nécessité d'effectuer une veille sur les grandes thématiques liées à ce domaine.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) ainsi que le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 1 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal Métropolitain 2020, en section de

fonctionnement : sous politique B360, chapitre 011, nature 6281, fonction 67

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 010-8147/20/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Ecole urbaine de Sciences Po et le réseau PRESAGE - Enjeu de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le projet Quartiers libres MET 20/15528/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, des sociologues-urbanistes se sont attachés à repérer les enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques publiques qui organisent la vie quotidienne des habitants.

L'aménagement de l'espace, des transports, de l'économie, les politiques et plans d'occupation des sols créent les conditions dans lesquels le droit à l'égalité des femmes et des hommes peut plus facilement devenir une réalité.

Une femme sur trois se sent en insécurité dans son propre quartier et 40% des femmes renoncent à le fréquenter le soir. 75% des budgets publics destinés aux loisirs sont à destination des garçons (Terrains de football, de rugby, City stade et skate parc par exemple).

Les motifs de mobilité des femmes sont encore majoritairement pour autrui (accompagnement des enfants, charges domestique, poussettes...) c'est pourquoi elles rencontrent les mêmes obstacles que les personnes à mobilité réduite (personnes âgées, handicapées...) et ne représentent que 38% des cyclistes en ville alors que cette pratique écologique et économique doit être développée pour limiter l'usage de la voiture et répond notamment aux problématiques de santé dans les transports en commun depuis la pandémie du Covid-19.

Les choix urbains, soucieux de l'impératif d'égalité favorisent la mixité de l'espace public et rendent l'espace public plus égalitaire et plus adapté à tous les usages.

C'est pourquoi la Métropole qui détient les compétences de planification urbaine, d'habitat, d'aménagement de l'espace public, de mobilité a décidé de s'engager dans cette approche innovante qui permet d'identifier les problématiques du point de vue de l'égalité F/H en terme de mobilité, d'accès d'usages de l'espace public, d'ergonomie, de logement ou de sécurité publique.

Pour ce faire, la Métropole souhaite s'appuyer sur le projet « Quartiers libres ». Celui-ci de par sa nature, son ampleur, sa population et sa complexité en terme de niveaux d'intervention présente un terrain fertile pour développer une approche de genre intégrée. Il s'appuie déjà sur une concertation inédite menée sous forme d'ateliers réunissant les habitants, associations de quartier (Saint-Charles et Belle de mai) et les acteurs institutionnels et ayant mobilisé architectes, urbanistes, paysagistes et sociologues de nature à avoir fait émerger des problématiques pertinentes du point de vue de l'égalité F/H.

D'autre part, Quartiers libres entend répondre à des enjeux de mobilité, d'espaces publics, d'habitat et d'équipement, notamment pour une meilleure intégration de l'environnement de la gare Saint-Charles dans le tissu urbain et la reconversion des casernes.

Pour conduire ce travail, la Métropole souhaite recourir à l'Ecole urbaine de Sciences Po et le réseau PRESAGE (Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre), dans le cadre d'un projet collectif de l'Ecole urbaine (PCEU). Ces derniers constituent des modules pédagogiques obligatoires pour lesquels les étudiants sont mis en situation de travail sur une problématique réelle posée par une organisation publique notamment. Pour ce faire et conformément aux règles de Sciences Po, une convention de partenariat doit être signée entre l'organisation publique, qui souhaite qu'une problématique soit étudiée, et Sciences PO.

Ce partenariat universitaire, permettra de disposer de l'expertise nécessaire en matière d'intervention pluridisciplinaire associant chercheurs, responsables publics, designers, architectes et usagers. Ce travail sera enrichi des enjeux spécifiques liés au Covid-19 sous l'angle de l'égalité F/H tant dans la méthodologie proposée que dans les préconisations formulées, conformément à l'orientation fixée à la campagne 2020 des projets collectifs de l'Ecole urbaine et à la demande formulée par la Métropole.

Le dispositif comprend la mise à disposition d'une équipe dédiée au projet, composée de 4 à 6 étudiants de l'Ecole urbaine, à raison de 1,5 à 2 jours par semaine, du mois d'octobre 2020 au mois de juin 2021 et placée sous la supervision d'un tuteur, enseignant chercheur, garant de la méthodologie et de la qualité des livrables fixées par convention.

La participation de la Métropole aux frais du dispositif universitaire s'élève à 15 000 euros pour l'ensemble de la période.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat universitaire ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Article 2 :

La participation de la Métropole aux frais du dispositif universitaire s'élève à 15 000 euros pour l'ensemble de la période.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 011-8148/20/BM

**■ Attribution d'une aide financière à l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire le Presage pour le développement des innovations énergétiques et environnementales sur le Technopôle Marseille Provence - Approbation d'une convention
MET 20/15239/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence fait partie, avec le Parc Scientifique et Technologique de Luminy et le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, des trois pôles d'excellence scientifique du territoire métropolitain. Campus et zone d'activité entièrement dédiés à l'innovation et aux sciences de l'ingénieur, le Technopôle Marseille Provence est aujourd'hui au cœur d'une dynamique de requalification urbaine et économique.

Le Technopôle Marseille-Provence regroupe :
170 entreprises dont 50 start-up – 4000 salariés dont 660 chercheurs, 2000 étudiants
Plusieurs leaders hi-tech de l'économie productive métropolitaine : Provepharm, TraXens, Capsum, etc
Deux grandes écoles d'ingénieurs : Ecole Centrale Marseille et Polytech'Marseille (AMU)
8 laboratoires de recherche publique et 20 plateformes technologiques associées
Un écosystème complet de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes : Incubateur Impulse / Pépinière Marseille Innovation / Pôle de compétitivité Optitec
Nouvelles implantations et salariés prévues à horizon 2022 : + 350 salariés minimum

La stratégie de soutien à l'innovation de la Métropole Aix-Marseille Provence se décline sur le Technopôle via plusieurs leviers :

- Le soutien financier des acteurs de l'Enseignement Supérieur Recherche tels que les programmes de recherche des laboratoires et la création de plateformes technologiques, mais aussi le soutien financier de la rénovation de l'Ecole Centrale Marseille
- Le soutien financier des acteurs à la création d'entreprises innovantes telles que la pépinière Marseille Innovation ou l'incubateur Impulse.
- La commercialisation d'une offre foncière et immobilière dédiée aux entreprises innovantes
- Des projets d'aménagement en lien avec la stratégie de développement définie pour le site

Une étude de positionnement et d'attractivité, menée de 2015 à 2017 en concertation avec l'ensemble des acteurs du Technopôle, a permis de définir les recommandations suivantes :

- Réaffirmer un positionnement en lien avec l'innovation et l'excellence des compétences scientifiques et entrepreneuriales présentes sur place

(thermique/énergétique, matériaux et mécanique des fluides, etc.)

- Renforcer l'attractivité du Technopole au quotidien pour les usagers existants et pour les investisseurs futurs en lien avec ce positionnement hi-tech, mais aussi en lien avec les caractéristiques environnementales privilégiées de son territoire d'implantation à Château-Gombert, au pied du massif de l'Etoile dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Modernisant le concept originel du site à sa création en 1986 - « Un Technopole à la campagne » - la stratégie de développement du Technopole Marseille Provence se conçoit aujourd'hui comme une illustration des principes de développement de la ville de demain alliant performances énergétiques et environnementales (Nature & Technologie).

La société LE PRESAGE, entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire au capital de 52 673 euros, créée en 2017, propose de développer le projet global « *Restaurant solaire Le Présage* » au cœur du Technopole Marseille Provence, qui se décline au sein des deux composantes suivantes :

- La construction d'un bâtiment énergétiquement exemplaire, 1er restaurant de France fonctionnant à l'énergie solaire directe (pas photovoltaïque). La conception de bâtiment « passif » permet d'économiser sur le principal poste de consommation électrique (la cuisine) en utilisant un fourneau professionnel fonctionnant à l'énergie solaire, conçu et développé par la société LE PRESAGE. Le bâtiment a obtenu en phase conception la distinction « OR » du label Bâtiment Durable Méditerranéen en décembre 2019.

- La création d'un parc écosystémique (jardin méditerranéen, prairie, maraîchage, bassin), autour du restaurant entretenu selon des principes d'optimisation des ressources en eau et respect de la biodiversité

Le compromis de vente d'une parcelle de 2700 m² a été signé le 19 juin 2018 avec la SOLEAM, aménageur de la ZAC du Technopole Marseille Provence. Le permis a été obtenu le 13 février 2020.

Le bâtiment assurera une fonction de démonstrateur grandeur nature au sein du Technopole et fait déjà l'objet de partenariats de recherche et de formation avec les laboratoires voisins afin d'étudier ses performances en usage réel et les comparer aux modèles théoriques. La thèse « CROCS – Concept de restaurant optimisé pour la cuisine solaire » en cours avec l'Institut des Systèmes Thermiques Industriels et Polytech'Marseille, est labellisée par le pôle de compétitivité CAP ENERGIES.

Le soutien du projet LE PRESAGE permettra :

- La réalisation d'un bâtiment démonstrateur aux ambitions énergétiques inégalées dans ce secteur d'activité (restauration et la création d'un nouveau référentiel énergétique pour les bâtiments non

tertiaires

- Le renforcement de l'attractivité du Technopole par la création d'un lieu de vie emblématique de son positionnement (Nature & Technologie)

- D'apporter au Technopole un modèle d'innovation urbaine, en maintenant en plein cœur d'une zone d'activités, une parcelle de jardin permettant de lutter contre les effets de l'îlot de chaleur urbain

- D'illustrer à petite échelle trois défis majeurs de la ville du futur : la performance énergétique, le rapport à l'alimentation, la sociabilité.

Le budget total rattaché est évalué par LE PRESAGE à 1 101 954 euros. L'assiette financière éligible liée aux exigences environnementales et énergétiques s'élève à 624.228 euros.

La Région Sud Provence Alpes Cote d'Azur, par délibération n°20-119 du 6 mars 2020 a décidé l'attribution d'une subvention dans le respect des dispositions du régime cadre exempté n°SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014. Cette aide, en cohérence avec les objectifs du SRDEII et l'Agenda du développement économique de la Métropole, s'élève à 200 000 euros, soit 32% de l'assiette éligible.

Par courrier du 12 mars 2020, la société porteuse du projet a adressé à la Métropole Aix-Marseille-Provence une demande de subvention.

Compte tenu du caractère innovant du projet LE PRESAGE (innovation urbaine, énergétique, économique et écologique), il est proposé d'accorder à la société LE PRESAGE une aide financière de 50 000 € pour la mise en œuvre de son projet de restaurant solaire et parc éco systémique au cœur du Technopole Marseille Provence, ce qui représente 8% de l'assiette financière éligible.

L'intervention publique globale, à hauteur de 40%, s'avère donc conforme aux seuils fixés par le Régime cadre précité, notamment en ce qui concerne les aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la convention cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et des Etablissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) et du SRDEII
- La convention cadre du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et des Etablissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT)
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du conseil métropolitain du 30 mars 2017 approuvant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)
- La délibération n°20-119 du vendredi 6 mars 2020 de la Région Alpes Côte d'Azur ayant octroyé une aide au projet démonstrateur exemplaire de la société LE PRESAGE (opération n°2019/11306) ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité.
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des PME pour la période 2014-2020 ;
- Le régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La sollicitation de la Métropole pour le versement d'une subvention à la société LE PRESAGE pour son projet « Restaurant solaire LE PRESAGE » ;
- Les innovations énergétiques et environnementales du projet « *Restaurant solaire LE PRESAGE* » ;
- La fonction de démonstrateur grandeur nature de ce projet et le potentiel de partenariats de recherche avec les laboratoires scientifiques du Technopole Marseille Provence ;
- La vocation emblématique et l'impact du projet en termes d'attractivité pour le territoire technopolitain et métropolitain (territoires d'innovation urbaine et technologique) ;
- La cohérence du projet avec le SRDEII, les orientations stratégiques de l'Agenda de Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille Provence et les projets urbains programmés par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le Technopole Marseille Provence ;
- La cohérence du projet avec les objectifs de la convention cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et de la Métropole AMP dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que la Région, par délibération n°20-119 du vendredi 6 mars 2020, a octroyé une aide de 200 000 euros dans le respect des dispositions du régime cadre exempté SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement ;
- Qu'il est proposé à la Métropole de verser une subvention d'un montant de 50 000 euros, soit 8% de l'assiette financière éligible, et ce dans le respect des dispositions du régime cadre exempté précité, et plus précisément aux dispositions applicables aux aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière à la société LE PRESAGE d'un montant de 50 000 euros pour la réalisation du projet « *Restaurant solaire LE PRESAGE* », rattachée à l'opération n°2008114800.

Article 2 :

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA 40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le

règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole et la société LE PRESAGE, relative au versement de la subvention.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout document afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence - Opération n°2008114800 – Code AP 141031BP – Sous-Politique B320 – Nature 20422 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Mobilité durable"

MOB 001-8149/20/BM

■ **Approbation d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Transports de Marseille pour la réalisation des études et des travaux de modernisation de la station Castellane MET 20/14708/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Régie des Transports Métropolitains, un contrat d'obligation de service public (COSP) pour l'exploitation de ses services de transport public urbain, d'une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2011.

Ce contrat a notamment rationalisé la relation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains dans le domaine de la gestion des biens et des investissements.

Ainsi, les biens dédiés au réseau par l'Autorité Organisatrice et/ou la Régie ont été classées en deux catégories : les biens de catégorie (A) et les biens de catégorie (B).

L'article 3.4.4 du contrat dispose que le renouvellement des biens de catégorie (A) incombe à l'Autorité Organisatrice qui en assume le financement.

Dans ce cadre, il appartient respectivement à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'assurer la mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille d'une part, et à la RTM de procéder à l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques de la ligne M2 de la station Castellane et de leur asservissement à l'exploitation du réseau d'autre part.

Par ailleurs, dans le cadre de la relation in house qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence à sa régie de transports et conformément à l'avenant n° 9 au contrat d'obligation de service public, la Régie des Transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu qu'une part significative des investissements prévus en matière de transport et mis à charge de l'Autorité Organisatrice par le Contrat dans sa rédaction initiale, seraient donc désormais confiés à la Régie.

Il s'agit d'investissements relevant du champ de compétence de la RTM, que cette dernière est en capacité technique et financière de mener à bien. Ce programme est composé d'éléments indispensables, en lien pour l'essentiel avec l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques entre le niveau mezzanine et le niveau quai de la ligne M2 de la station Castellane.

Dans le cadre de ce programme d'investissements, l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques de la ligne M2 de la station Castellane du métro de Marseille relève de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Régie des transports Métropolitains.

Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures de la station Castellane du métro relevant simultanément de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole et de la maîtrise d'ouvrage de la RTM, les parties souhaitent recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage telles que stipulées à l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

Cet article prévoit que « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Dans ce contexte, en raison de l'unicité du projet exposé qui concerne les aménagements et l'exploitation d'une même infrastructure, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération. Ainsi, il est proposé d'adopter les termes de la convention ci annexée qui désigne la Métropole Aix Marseille Provence comme maître d'ouvrage unique et

détermine les conditions d'organisation de cette maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération du Conseil d'administration de la RTM ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,.

Considérant

- Que dans le cadre de l'opération de mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille, le contrat d'obligation de service public désigne la Régie des Transports Métropolitains, maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement et d'équipement des infrastructures des stations du réseau de métro de Marseille.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille.
- Que, dans ce contexte, et en raison de l'unicité du projet quant à l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques entre le niveau mezzanine et le niveau quai de la ligne M2 de la station Castellane, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération.
- Que la définition du programme et des conditions d'exercice de la délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire de la Régie des Transports de Métropolitains à la Métropole Aix Marseille Provence ainsi que son évaluation sont.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de co-maîtrise d'ouvrage conclue avec la Régie des Transports de Métropolitains, fixant les conditions d'exercice de la délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire de la Régie des Transports de Métropolitains à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que l'étendue du programme correspondant et son évaluation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 002-8150/20/BM

**■ Approbation d'une convention avec Orange - Travaux relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage
MET 20/14713/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour

répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication d'ORANGE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 002-2475/17/BM du Bureau de la Métropole en date du 19 octobre 2017, la convention n°17/0861 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec ORANGE le 23 novembre 2017.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec ORANGE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;

- La délibération n° TRA 002-2475/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17-0861 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication d'Orange ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société Orange est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux.
- Qu'une convention n°17-0861 a été conclue avec Orange relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés.
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux dévoiement des réseaux de télécommunication d'Orange.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec Orange relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 3 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 003-8151/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec Enedis relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage
MET 20/14715/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la

révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schœssing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. La protection des réseaux intègre les mesures de protection cathodiques destinées à protéger les réseaux des courants vagabonds induits par le tramway.

Par délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017, la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité a été conclue avec ENEDIS le 23 avril 2017.

Par délibération n° TRA 001-7318/19/BM du 19 décembre 2019, la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec ENEDIS le 19 décembre 2019 portant exclusivement sur les travaux d'anticipation.

Il y a lieu d'établir un avenant n°1 à ladite convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux proprement dits de dévoiement des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 001-7318/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet.
- Que la société ENEDIS est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux.
- Qu'une convention n°20-0011 a été conclue avec ENEDIS relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés.
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux proprement dits de dévoiement des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°20-0011 avec ENEDIS relative à travaux de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de

programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 3 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8152/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la RTE relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de transport d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage
MET 20/14716/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un

bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité de RTE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 003-5588/19/BM en date du 28 mars 2019, la convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019. Ladite convention fixait les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux.

Par délibération n° TRA 004-7321/19/BM en date du 19 décembre 2019, un avenant n°1 à la convention n° 19/0270 a été conclu avec RTE le 28 janvier 2020. Cet avenant n°1 permettait d'entériner les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers ».

Il y a lieu d'établir un avenant n°2 à ladite convention n°19/0270 afin de définir les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs aux déviations sur l'avenue Cantini et à la dépose des réseaux abandonnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 003-5588/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La délibération n° TRA 004-7321/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant 1 à la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet.
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux.
- Qu'une convention n°19-0270 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec RTE.
- Qu'un avenant 1 à la convention n°19-0270 relatif aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclu avec RTE.
- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à ladite convention en vue d'entériner les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs aux déviations sur l'avenue Cantini et à la dépose des réseaux abandonnés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 la convention n°19-0270 avec RTE relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8153/20/BM

**■ Approbation d'une convention avec GRDF-Travaux relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de distribution de gaz pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (2 ème phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage
MET 20/14717/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général

Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution de gaz de GRDF, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. La protection des réseaux intègre les mesures de protection cathodiques destinées à protéger les réseaux des courants vagabonds induits par le tramway.

Par délibération n° TRA 004-2477/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, la convention n°17/0862 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de distribution de gaz a été conclue avec GRDF le 29 novembre 2017.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement et de protection des réseaux de distribution de gaz de GRDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 004-2477/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17-0862 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution de gaz de GRDF ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de distribution de gaz impactant le périmètre du projet.

- Que la société GRDF est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux.
- Qu'une convention n°17-0862 a été conclue avec GRDF relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés.
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de distribution de gaz de GRDF.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec GRDF relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux de distribution de gaz, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 3 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 006-8154/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage MET 20/14720/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway et d'un parking relais sur le site Dromel / Montfuron, ainsi qu'un parking relais sur le site de La Gaye sont également prévus pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération n°TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le bureau de la Métropole a approuvé le lancement de l'enquête publique et a autorisé, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de cette opération.

Par délibération n° TRA 003-7320/19/BM du 19 décembre 2019, le bureau de la Métropole a approuvé la convention n°D127087 portant sur la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye conclue avec l'INRAP.

La convention conclue avec l'INRAP définissait les modalités de réalisation de la première tranche des diagnostics archéologiques.

Il y a lieu d'établir un avenant n°1 à ladite convention afin de définir les modalités techniques d'intervention de la seconde tranche relative à la réalisation des sondages et de surveillances archéologiques pour le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 003-7320/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n° D127087 portant sur la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté n°209 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 10 janvier 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une convention n° D127087 a été conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye. Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention idoine avec l'INRAP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de

réalisation des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille, première phase.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 007-8155/20/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de Financement des infrastructures de Transport de France (AFITF) relative à l'attribution d'une subvention pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage
MET 20/14722/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette première phase poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la place Castellane (6ème arrondissement) et le futur Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de la Gaye (9ème arrondissement) sur un linéaire d'environ 4,4km. Le réseau de tramway sera alors en interconnexion avec cet axe routier structurant. Est également prévu la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel Montfuron ainsi qu'un parking relais au terminus de la Gaye.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloesing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal de Gèze (15ème arrondissement) sur un linéaire d'environ 1,8km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. L'opération d'extension du tramway accompagne ainsi l'opération d'aménagement urbain d'Euroméditerranée.

Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées, et ce, de façade à façade.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté par :

- délibération DTM 009-583/14/CC du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet d'extension du réseau de tramway d'agglomération du Nord au Sud.
- délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud pour un montant de 14 100 000 Euros Hors Taxes.
- délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron.
- délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable pour la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron.
- délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 Octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation.

Ce projet figure parmi les objectifs du programme d'investissements en Transports en Commun en site propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé

par le Conseil de la Métropole en Décembre 2016. Il figure également dans le nouveau PDU arrêté en décembre 2019.

En octobre 2017, le groupement de maîtrise d'œuvre en charge des études et du suivi de réalisation du projet a été désigné. Le dossier de déclaration d'utilité publique et d'autorisation environnementale est en cours d'instruction par la préfecture en vue d'une enquête publique au second semestre 2020 permettant le lancement des travaux fin 2020.

Le coût prévisionnel des travaux de l'extension Nord et Sud phase 1 du réseau de tramway de Marseille s'élève à 240 millions d'euros Hors Taxes. La mise en service est prévue en 2025.

Par délibération DTUP 018-373/13/CC du 28 juin 2013 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le dépôt d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs et mobilité durable » pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille du Lycée Saint-Exupéry jusqu'au Boulevard Urbain Sud. Suite à cette candidature, l'Etat a désigné l'opération d'extension du tramway de Marseille Nord et Sud comme lauréate et éligible à une subvention de 29 870 000 euros.

Considérant le démarrage des travaux dans l'année 2020, il est proposé de conclure une convention de financement avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) fixant les conditions, notamment financières, dans lesquelles la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à la réalisation du projet de prolongement du réseau de tramway Nord et Sud Phase 1, ainsi que les modalités selon lesquelles l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France apporte son concours financier à la réalisation de ce projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 009-583/14/CC du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet d'extension

- du réseau de tramway d'agglomération du Nord au Sud ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud pour un montant de 14 100 000 €HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté urbaine a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron ;
- La délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le lancement de la concertation préalable pour la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron ;
- La délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation ;
- La délibération DTUP 018-373/13/CC du 28 juin 2013, la Communauté Urbaine a approuvé le principe de réponse à l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs et mobilité durable » pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis au Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Qu'il convient de conventionner avec l'Agence de Financement des Infrastructures

de Transport de France (AFITF), pour le financement du projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un site de maintenance et de remisage et de deux parcs relais.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France en vue de fixer les modalités et les conditions de financement de la réalisation de l'extension du réseau de tramway nord et sud phase 1 pour un montant de 29 870 000 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Opération : 2015110600 - Nature : 1311 - Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 008-8156/20/BM

■ Approbation des conventions avec ENEDIS relatives au raccordement électrique des sous stations pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage MET 20/14725/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue afin de répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord-Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Communauté a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

La réalisation du projet nécessite la création de quatre sous stations électriques pour les besoins d'alimentation de la ligne et du centre de remisage. Ces sous stations doivent être raccordées au réseau de distribution électrique de moyenne tension

d'ENEDIS. Aussi, il est prévu quatre points de raccordement comme suit :

- Raccordement de la sous station Gèze, située entre la rue de Lyon et la rue Zoccola ;
- Raccordement de la sous station Arenc, située sur le boulevard de Paris au droit du terminus actuel du tramway T3 ;
- Raccordement de la sous station Dromel permettant l'alimentation du dépôt, située sur le boulevard Schloësing ;
- Raccordement de la sous station La Gaye, située sur l'avenue Viton.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention de raccordement pour chacun des points de raccordement afin de définir les modalités de raccordement ainsi que les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique des quatre sous stations au réseau ENEDIS.

Les présentes conventions actent ainsi les caractéristiques techniques des raccordements, les principes d'étude et de réalisation des travaux de raccordement ainsi que le principe de la prise en charge financière du raccordement électrique à ENEDIS des quatre sous-stations par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du

réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway.
- Que la réalisation de ce projet entraîne des études et travaux de raccordement au réseau d'électricité ENEDIS pour chacune des quatre sous stations du projet d'extension du réseau de tramway.
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec ENEDIS pour chaque point de raccordement fixant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique des quatre sous stations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS définissant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique de la sous station Gèze pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS définissant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique de la sous station Arenc pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS définissant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique de la sous station Dromel pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Article 4 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec ENEDIS définissant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique de la sous station La Gaye pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

MOB 009-8157/20/BM

■ Demande de subvention relative au financement de l'opération "Etude de faisabilité concernant l'extension du tramway de Marseille vers le boulevard National - Arenc - Belle de Mai"
MET 20/15313/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, ainsi que le projet de Plan de Déplacement Urbain approuvé le 19 décembre 2019, placent l'innovation et la complémentarité entre les modes de déplacements au cœur de leurs actions.

Avec pour objectif d'augmenter de 50 % la fréquentation des transports collectifs à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ici 2030, celle-ci doit se doter de transports performants et attractifs, et pour ce faire, étudier des solutions alternatives pour favoriser l'usage des transports collectifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence engage les études préalables pour l'extension du réseau de tramway sur Marseille. Ce projet a vocation à compléter le réseau de tramway et métro dans un secteur actuellement déficitaire et sur lequel des projets majeurs sont attendus dans les prochaines années. En effet, ce projet concerne les secteurs National / Arenc / Belle de Mai et Plombières, en cohérence avec les études engagées sur le secteur « Quartier Libre », le projet de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) avec la « gare souterraine de Saint-Charles » attendue pour 2035. Il intégrera également le traitement des modes actifs sur un itinéraire commun ou alternatif au tramway, afin de couvrir les destinations identiques au tramway et l'accessibilité à celui-ci.

Dans l'optique de recherche de co-financements pour la réalisation des études préalables à ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales au travers notamment de la Banque des Territoires.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- de l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- de l'objet de cette étude, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- de la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

Le démarrage prévisionnel de cette étude est prévu pour le troisième trimestre 2020. Elle se déroulera sur 24 mois.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 250 000 euros Hors Taxe.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Caisse des dépôts et consignations/Banque des Territoires	12,00 %	30 000,00 euros
Etat/Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville	54,17 %	135 416,67 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	33,83 %	84 583,33 euros
TOTAL	100,00 %	250 000,00 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Caisse des dépôts et consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude de faisabilité concernant l'extension du tramway de Marseille vers le boulevard National / Arenc / Belle de Mai ».
- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier la Caisse des Dépôts et Consignations et d'approuver la convention de financement correspondante.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2018103700 – Nature 2031 – Sous Politique A 420.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Natures 1311-1318 – Sous politique C360.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 010-8158/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'étude préalable de programmation économique concernant l'aménagement du secteur du terminus Val Tram sur la commune de La Bouilladisse MET 20/15262/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certaines de ces opérations traduisent

des politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part des partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre d'études d'opportunité et de faisabilité d'opérations de restructuration d'offre de transport. Dans l'optique de recherche de co-financements pour la bonne réalisation de ces études, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduite par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, et au travers la Banque des Territoires, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- de l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- du projet de cette étude citée en objet cofinancée, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- de la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

L'étude préalable de programmation économique du secteur du terminus du Val Tram à La Bouilladisse s'inscrit dans le cadre des études menées lors de l'élaboration du PLUI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la suite du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Elle doit permettre de préciser la rédaction de l'Orient

d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévue par le projet de PLUI dans ce secteur ; d'alimenter les opérations d'aménagement en cours ou à venir et de les inscrire dans la démarche de transition écologique du territoire métropolitain.

La desserte à venir par le Val Tram de ce territoire l'inscrit, de fait, dans une cohérence urbanisme-transports propre à un aménagement durable. Pas loin de 30 ha ont ainsi été ciblés dans le PADD pour le développement du secteur « Etoile-Merlançon » qui viendra équilibrer le nord du territoire du Pays

d'Aubagne et de l'Etoile à la fois en terme résidentiels, d'équipements mais aussi d'activités économiques, sujet de l'étude programmée.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette étude préalable est estimé à 15 000 € HT :

Caisse des Dépôts / Banque des Territoires	50%	7 500 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	7 500 €
Total	100%	15 000 €

Article 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'étude préalable de programmation économique concernant l'aménagement du secteur du terminus du Val Tram.

Délibère

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, la Banque des Territoires, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 4581194005 – Fonction 515 / opération 2019400500 – Sous politique C120.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 13 – Fonction 515- Sous politique C120 – code gestionnaire URBA4.

MOB 011-8159/20/BM

■ Approbation de conventions avec les administrations d'origine des forces de l'ordre et de sécurité bénéficiaires du Pass sureté Métropole MET 20/14853/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°TRA 013-7851/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création du Pass sureté Métropole.

Ce produit permet la libre circulation sur l'ensemble des réseaux de transport métropolitains des

personnels en activité et en capacité d'intervention de la Préfecture de Police, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale, des Polices Municipales, de l'administration pénitentiaire, du corps des marins-pompiers, du service départemental d'incendie et de secours et de la Défense Nationale (personnels militaires).

Cette mesure a vocation à renforcer, leur présence dans les transports afin de lutter plus efficacement contre toutes formes d'incivilités et contribue à la fois à la sécurisation du réseau et au sentiment de sécurité des voyageurs.

Cet abonnement permet aux personnels bénéficiaires d'utiliser gratuitement les transports en communs organisés par la Métropole sur l'ensemble de son territoire pour effectuer des trajets domicile travail et pendant le temps de travail moyennant 20 € de frais de dossier chaque année.

Afin de déployer ce Pass sureté métropole, il convient par la présente délibération d'approuver avec chaque administration disposant dans ses rangs d'agents remplissant les conditions d'obtention de ce pass, une convention permettant de définir les procédures de distribution de cet abonnement.

Concernant les agents de police municipale, il est proposé d'approuver une convention type à conclure avec les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence dotées d'une police municipale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 013-7851/19/CM du 19 décembre 2019 relative à la modification de la gamme tarifaire - Conditions de circulation des forces de l'ordre et de sécurité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Métropolitain a approuvé le 19 décembre 2019 une délibération ayant pour objet la création du Pass sureté Métropole.
- Que ce produit permet la libre circulation sur l'ensemble des réseaux de transport métropolitains des personnels en activité et en capacité d'intervention de la Préfecture de Police, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale, des Police Municipale, de l'administration pénitentiaire, du corps des marins-pompiers, du service départemental d'incendie et de secours et de la Défense Nationale (personnels militaires).
- Que cette mesure a vocation à renforcer, leur présence dans les transports afin de lutter plus efficacement contre toutes formes d'incivilités et contribue à la fois à la sécurisation du réseau et au sentiment de sécurité des voyageurs.
- Qu'il convient d'approuver avec chaque administration concernée disposant dans ses rangs d'agents remplissant les conditions d'obtention de ce pass, une convention permettant de définir les procédures de distribution de cet abonnement.
- Que concernant les agents de police municipale, il est proposé d'approuver une convention type à conclure avec les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence dotées d'une police municipale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, pour le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Autorité militaire

ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 4 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13) ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 5 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 6 :

Est approuvée la convention type ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de son territoire dotées d'une police municipale ayant pour objet la définition de la procédure de distribution du Pass sureté Métropole.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 8 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement chapitre 70 nature 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 012-8160/20/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec les sociétés SPIE Batignolles Valerian - SPIE Batignolles Malet - Mediae relatif aux travaux de réfection sur le pôle d'échange de Plan d'Aillane MET 20/15317/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, la Métropole a mis en service le pôle d'échange de Plan d'Aillane situé aux Milles à Aix en Provence. Ce site est composé d'une gare routière et d'un parking d'une capacité de 300 places.

Les entreprises SPIE BATIGNOLLES VALERIAN / SPIE BATIGNOLLES MALET et MEDIAE étaient en charge de l'aménagement du pôle d'échange et notamment du lot 1 terrassement voirie.

Au cours du 1^{er} semestre 2014, des fissures sont apparues sur les enrobés colorés, plus particulièrement au niveau des cheminements piétons. Par la suite sont également apparues des fissurations sur les emplacements de parking voirie le long des bordures espaces verts.

Une expertise a été diligentée et au terme des négociations le montant global du sinistre est arrêté à la somme de 506 372,54 €.

Afin d'engager les travaux nécessaires à la remise en état des lieux il a été convenu d'un commun accord entre les parties d'établir un protocole transactionnel.

Ainsi, les parties s'entendent pour mettre un terme au différend qui les oppose.

- La Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des compagnies d'assurance des entreprises la somme de 315 776,99 € au titre des indemnités correspondantes aux propositions d'honoraires et devis objets des travaux de reprise annexé au protocole.
- La Métropole s'engage ensuite à passer commande auprès du maître d'œuvre MEDIAE et des deux entreprises VALERIAN et MALET afin d'effectuer les travaux pour le même montant de 315 776,99 €
- Le restant du prix en charge par les entreprises et les assurances s'élève à 190 595,55 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole d'accord transactionnel permet de régler à l'amiable le litige qui oppose les sociétés SPIE BATIGNOLLES VALERIAN / SPIE BATIGOLLES MALET / MEDIAE à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les sociétés SPIE BATIGNOLLES VALERIAN / SPIE BATIGOLLES MALET / MEDIAE entérinant le montant global du sinistre à 506 372,54 euros.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des compagnies d'assurance des entreprises la somme de 315 776,99 euros au titre des indemnités correspondantes aux propositions d'honoraires et devis objets des travaux de reprise annexé au protocole.

La Métropole s'engage ensuite à passer commande auprès du maître d'œuvre MEDIAE et des deux entreprises VALERIAN et MALET afin effectuer les travaux pour le même montant de 315 776,99 euros. Le restant du prix en charge par les entreprises et les assurances s'élève à 190 595,55 euros.

Article 3 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 5 :

Les crédits nécessaires aux dépenses seront inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissement - opération n° 2017269400 Aménagements divers sur pôles d'échanges - Sous politique C240 – Natures 2128 et 2318.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Annexe des Transports 2020 de la Métropole Aix Marseille Provence – Section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Nature 775.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 013-8161/20/BM

■ Approbation d'une convention de cession à titre onéreux d'équipements billettiques conclue entre la Région Occitanie - Pyrénées-Méditerranée et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/15260/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence procède au remplacement de son système billettique composé d'équipements VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport.

A cette occasion, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a souhaité acquérir une partie des équipements déposés par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour équiper à moindre coût et dans les meilleurs délais ses véhicules de transport en commun.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder audit syndicat 40 pupitres TP5700 au tarif unitaire de 394 € HT. La recette totale est estimée à 492 € HT sur laquelle une décote de 20 % a été appliquée car les appareils sont vendus en l'état (non testés).

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée prendra à sa charge les frais de transport vers ses locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé d'équipement VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre onéreux une partie de ses équipements.

Délibère

Article 1

Est approuvée la convention de cession à titre onéreux d'équipements billettiques ci-annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section de Fonctionnement – Nature 775 – Sous politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 014-8162/20/BM

**■ Approbation d'une convention de cession à titre onéreux d'équipements billettiques conclue entre le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées et la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/15258/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence procède au remplacement de son système billettique composé d'équipements VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport.

A cette occasion, le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées a souhaité acquérir une partie des équipements déposés par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour équiper à moindre coût et dans les meilleurs délais ses véhicules de transport en commun.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder audit syndicat 20 pupitres DC6000 au tarif unitaire de 271€ HT et de lui céder les 15 autres gracieusement.

Le prix unitaire est estimée à 338 € HT sur laquelle une décote de 20% a été appliquée car les appareils sont vendus en l'état (non testés).

La recette totale pour la Métropole Aix-Marseille-Provence est égale à 5 420 € HT.

Le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées prendra à sa charge les frais de transport vers ses locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de remplacer son système billettique composé d'équipement VIX EBRIO+ afin d'harmoniser les systèmes au sein de ses réseaux de transport.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de céder à titre onéreux une partie de ses équipements.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de cession à titre onéreux d'équipements billettiques ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes en découlant seront inscrites au Budget annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement - Nature 775 – sous politique 210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 015-8163/20/BM

■ Approbation d'une convention passée avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Miramas et Marseille MET 20/15257/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un objectif de qualité du service aux usagers, d'efficacité de la dépense publique et de son rôle en matière de coordination des différents modes de transports consécutif à la loi NOTRe, la Région souhaite s'appuyer sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour offrir une solution de substitution par cars durant la fermeture de ligne ferroviaire.

La ligne de la Côte Bleue (Marseille - Miramas via Martigues), accueille chaque jour environ 1 000 voyageurs avec une desserte TER toutes les demi-heures en heures de pointes.

Cette ligne comporte de nombreux ouvrages d'art et d'ouvrages en terre. L'infrastructure, vieille d'un siècle est en très mauvaise état, ce qui impose des ralentissements de circulation.

Des travaux sont programmés à partir de mai 2020. Ils seront réalisés avec une fermeture totale de la ligne à compter du 31 août 2020 jusqu'au 24 avril 2021 inclus. Ils permettront une levée partielle des ralentissements existants et de pérenniser le service ferroviaire à long terme sur cet axe métropolitain. Le chantier consistera à renouveler 22 km de voie entre Carry-le-Rouet et l'Estaque et à poser 6 km de rail de sécurité. Ces renouvellements de voies seront complétés par d'importants travaux de sécurisation sur des ouvrages d'art en terre : le tunnel de Rio Tinto (Marseille), le remblai des Eaux Salées (Carry-le-

Rouet), et les versants du tunnel de Méjan, d'Erevine, de Baume de Lume, de Pierres Tombées et Aragnols.

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières relatives à la mise en œuvre d'une offre de substitution par car afin d'assurer la continuité de service suivante :

- permettre aux abonnés TER empruntant régulièrement la ligne Marseille-Miramas et aux usagers occasionnels d'accéder aux autocars de la Métropole assurant habituellement la desserte des territoires impactés par les travaux de la ligne ferroviaire ;
- mettre si besoin en place des autocars supplémentaires sur ces lignes routières ;

La ligne métropolitaine concernée par ces dispositions est la C8 entre le Sausset Les Pins et Marseille, avec l'organisation de point de correspondance avec les lignes C4 (Gare de Carry-Gare de Sausset), C6 (Ensues la Redonne) et C7 (Niolon - la Vesse - l'Estaque).

L'offre de cars supplémentaires pourra être adaptée, en particulier à l'occasion du changement de service horaire pour apporter un service amélioré aux usagers, ainsi qu'en fonction de l'évolution des mesures de distanciation applicable dans les services de transports en commun et de leur impact sur la capacité des véhicules.

Les services routiers de substitution seront mis en place pendant toute la durée d'interruption de la ligne ferroviaire

Dans un souci de garantie de la continuité du service public de transport offert, il est proposé d'approuver cette convention par laquelle la Région s'engage au remboursement des services effectués pour un montant maximal de 100 000 € HT à la Métropole Aix-Marseille-Provence, calculé sur la base des coûts réels supplémentaires mis à la charge de cette dernière, figurant en annexe 1 de la présente convention, et sur présentation des justificatifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Miramas et Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Miramas et Marseille ci-annexée.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses annexes.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Section de fonctionnement – Chapitre 74 – Nature 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 016-8164/20/BM

■ Demande de subvention relative au financement de l'opération " Etudes d'opportunité et de faisabilité concernant la création d'une plateforme mixte ferroviaire multi-usages pour les transports en commun entre Aix-en-Provence (gare ferroviaire), le pôle d'activités d'Aix-en-Provence et la Duranne "

MET 20/15319/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, ainsi que le projet de Plan de Déplacement Urbain approuvé le 19 décembre 2019, placent l'innovation et la complémentarité entre les modes de déplacements au cœur de ses actions.

Avec pour objectif d'augmenter de 50 % la fréquentation des transports collectifs à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ici 2030, celle-ci doit se doter de transports performants et attractifs, et pour se faire, étudier des solutions alternatives pour favoriser la circulation des transports collectifs.

Dans l'optique de recherche de co-financements pour la bonne réalisation de ses études, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduite par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, et au travers la Banque des Territoires, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- de l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- du projet de cette étude citée en objet cofinancée, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- de la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

Avec pour objectif d'augmenter de 50 % la fréquentation des transports collectifs à l'échelle de son territoire d'ici 2030, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se doter de transports performants et

attractifs et pour se faire, étudier des solutions alternatives pour favoriser la circulation des transports en commun.

L'étude envisagée a bien comme objectif d'explorer de nouvelles solutions et en particulier sur les infrastructures existantes sous utilisées. En effet, la ligne ferroviaire Aix-en-Provence / Rognac, pour laquelle des études sont en cours par SNCF réseau en vue de sa réouverture au trafic de voyageurs, est actuellement utilisée pour un trafic ponctuel de fret ferroviaire. En attendant une réouverture au trafic voyageurs attendue à long terme, et sans obérer cette hypothèse, l'étude doit déterminer les conditions d'une cohabitation entre le transport de voyageurs en bus ou cars et le fret ferroviaire.

La saturation du réseau viaire, notamment la Route Départementale 9 et les points d'accès au Pôle d'Activité d'Aix-en-Provence (PAAP) est observée principalement en heure de pointe le matin, dans le sens entrée du pôle d'activité, et le soir, dans le sens de la sortie.

C'est dans ce contexte qu'apparaît l'intérêt de mutualiser la plateforme ferroviaire de la ligne Aix-en-Provence / Rognac (parallèle à la Route Départementale 9), pour envisager une circulation de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur la section Aix-en-Provence / Plan d'Aillane / Duranne.

Ainsi, cette infrastructure participerait pour partie au site propre de deux Transports en Commun à Haut Niveau de Service entre la Gare Routière d'Aix-en-Provence et le Pôle d'Echanges Multimodal des 3 Pigeons, et le quartier de la Duranne et de l'Arbois.

Le démarrage de cette opération est programmé pour juin 2020 et se déroulera sur 8 mois.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 108 300 euros Hors Taxe.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Caisse des dépôts et consignations/Banque des Territoires	24 %	26 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	76 %	82 300 euros
TOTAL	100 %	108 300 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Caisse des dépôts et consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des dépôts et consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention par la Caisse des dépôts et consignations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etudes d'opportunité et de faisabilité concernant la création d'une plateforme mixte ferroviaire multi-usages pour les transports en commun entre Aix-en-Provence (gare ferroviaire), le pôle d'activités d'Aix-en-Provence et la Duranne » ;

- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier la Caisse des dépôts et Consignations et d'approuver la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des dépôts et consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Caisse des dépôts et consignations ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment la convention de cofinancement, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2018103700 – Nature 2031 – Sous Politique A240.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 1311 - 1318 — Sous politique A240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 017-8165/20/BM

■ Approbation d'une convention avec le Département des Bouches-du-Rhône et la société Effia Stationnement Cassis, délégataire de service public, relative à l'occupation temporaire du parking du Bestouan à Cassis MET 20/15261/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence portuaire, le Département des Bouches-du-Rhône doit effectuer une opération de dragage du port de Cassis sur la période du 15 octobre 2020 au 31 mars 2021.

Afin de limiter l'impact du chantier à l'égard des riverains d'une part, et au regard du procédé de dragage retenu, il a été décidé d'utiliser le parking en enclos du Bestouan pendant la durée des travaux.

Toutefois, cette décision entraîne la neutralisation de la totalité des places de stationnement dudit parking, exploité par la société EFFIA Stationnement Cassis dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public n°14/026.

Cette occupation temporaire génère un manque à gagner pour l'exploitant qui a été arrêté à 28 800 € HT soit 34 560 € TTC dont le Département des Bouches-du-Rhône devra s'acquitter auprès du délégataire.

Il convient dès lors d'approuver une convention entre le Département des Bouches-du-Rhône la Métropole Aix-Marseille-Provence et le délégataire Effia stationnement afin de fixer les modalités techniques, pratiques et financières de cette occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de délégation de service public n° 14/026 concernant l'exploitation des parkings de Cassis dont le parking du Bestouan.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Département des Bouches-du-Rhône doit effectuer le dragage du port de Cassis.
- Que la réalisation de ces travaux nécessite l'occupation temporaire du parking du Bestouan et par conséquent la neutralisation de la totalité des places de stationnement.
- Qu'il convient par conséquent de définir les modalités de cette occupation dans le cadre de la présente convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à l'occupation temporaire du parc en enclos du Bestouan à Cassis par le Département des Bouches-du-Rhône afin de réaliser le dragage du port de Cassis du 15 octobre 2020 au 31 mars 2021.

L'impact financier de cette occupation temporaire à l'égard du délégataire, arrêté à 28 800 euros HT soit 34 560 euros TTC, sera intégralement supporté par le Département des Bouches-du Rhône.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 018-8166/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15030/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Rayettes à Martigues, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 882,42€ HT soit 2 258,90 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues ayant pris effet en 1993 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Rayettes à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Rayettes à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 1 882,42 euros HT soit 2 258,90 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 019-8167/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15032/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Degut à Martigues, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 416,58€ HT soit 499,90 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues ayant pris effet le 1er janvier 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Degut à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Degut à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 416,58 euros HT soit 499,90 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 020-8168/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15033/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc République à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 5 699,58€ HT soit 6 839,50 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°07/143 pour l'exploitation du parc de stationnement République notifié le 31 mars 2008 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le Parc République à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/143 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc République à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 5 699,58 euros HT soit 6 839,50 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 021-8169/20/BM

■ **Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rotonde à Aix-en-Provence, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019**
MET 20/15034/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Rotonde à Aix-en-Provence, avec deux heures de stationnement gratuit les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMEPA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 58 403,92€ HT soit 70 084,70€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Rotonde à Aix-en-Provence, ayant pris effet le 24 octobre 2003 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre deux heures gratuites de stationnement dans le parc Rotonde à Aix-en-Provence pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMEPA, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMEPA consécutivement à la mise en œuvre de deux heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Rotonde à Aix-en-Provence.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 58 403,92 euros HT soit 70 084,70 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT2 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 022-8170/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15035/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Ce dispositif a été mis en œuvre dans le parc De Gaulle à Marseille (parc Jaurès non concerné par le dispositif), les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 16 290,66€ HT soit 19 548,80€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°91/343 pour l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès ayant pris effet le 16 février 1992 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc De Gaulle à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc De Gaulle à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 16 290,66 euros HT soit 19 548,80 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

MOB 023-8171/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15058/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Castellane et Préfecture à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 15 097,67 € HT soit 18 117,20 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°91/342 pour l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture notifié le 19 novembre 1991 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Castellane et Préfecture à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Castellane et Préfecture à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 15 097,67 euros HT soit 18 117,20 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 024-8172/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15060/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière

constatée, qui s'élève à 3 055,56€ HT soit 3 666,67€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°15/1623 pour l'exploitation des parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard, ayant pris effet le 26 octobre 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 conclu avec l'exploitant EFFIA, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.

- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire EFFIA consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beaugeard à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 3 055,56 euros HT soit 3 666,67 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 025-8173/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Verdun à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15063/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Verdun à La Ciotat, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SAGS afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 427,92€ HT soit 1 713,50€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°2015/160 pour l'exploitation du parc de stationnement Verdun à La Ciotat ayant pris effet le 15 mai 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Verdun à La Ciotat pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 conclu avec l'exploitant SAGS, causant un préjudice financier à ce dernier.

- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SAGS consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Verdun à La Ciotat.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 1 427,92 euros HT soit 1 713,50 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

MOB 026-8174/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

MET 20/15065/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port – Hôtel de Ville à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 10 533,08€ HT soit 12 639,70€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°14/005 pour l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville notifié le 15 janvier 2014 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Vieux-Port – Hôtel de Ville à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/005 conclu avec

l'exploitant Q-PARK, causant un préjudice financier à ce dernier.

- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire Q-PARK consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Vieux-Port – Hôtel de Ville à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 10 533,08 euros HT soit 12 639,70 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 027-8175/20/BM

■ **Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019**

MET 20/15070/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 36 879,83€ HT soit 44 255,80€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°91/354 pour l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie notifié en décembre 1991 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Baret, Montheyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 conclu avec l'exploitant Q-PARK, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire Q-PARK consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Baret, Montheyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 36 879,83 euros HT soit 44 255,80 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 028-8176/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks (Arvieux) et Espercieux à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15082/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Espercieux et Les Docks (Arvieux) à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 6 974,42€ HT soit 8 369,30€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°07/136 pour l'exploitation des parcs de stationnement Espercieux et Arvieux notifié le 16 novembre 2007 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Espercieux et Les Docks (Arvieux) à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/136 conclu avec l'exploitant Q-PARK, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire Q-PARK consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Espercieux et Arvieux à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 6 974,42 euros HT soit 8 369,30 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 029-8177/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Emperi et Portail Coucou à Salon de Provence, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15086/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs EMPERI et PORTAIL COUCOU à Salon de Provence, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 13 242,58€ HT soit 15 891,10€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement EMPERI et PORTAIL COUCOU notifié le 3 juillet 1991 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs EMPERI et PORTAIL COUCOU à Salon de Provence pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°09-149 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs EMPERI et PORTAIL COUCOU à Salon de Provence.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 13 242,58 euros HT soit 15 891,10 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT3 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 030-8178/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence, portant sur la mise en œuvre

**d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15088/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence, avec deux heures de stationnement gratuit les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMEPA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 82 897,42€ HT soit 99 476,90€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde ayant pris effet le 29 décembre 1986 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre deux heures gratuites de stationnement dans les parcs Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMEPA, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMEPA consécutivement à la mise en œuvre de deux heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 82 897,42 euros HT soit 99 476,90 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT2 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 031-8179/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15092/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences «Stationnement» et «Développement économique», a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 8 508€ HT soit 10 209,61€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP n°14/026 pour l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie notifié le 24 mars 2014 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019

portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 conclu avec l'exploitant EFFIA, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire EFFIA consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 8 508 euros HT soit 10 209,61 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 032-8180/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15093/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Estienne d'Orves à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 21 677,58€ HT soit 26 013,10€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le contrat de DSP n°19/04 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves notifié le 1er juillet 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Estienne d'Orves à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°19/04 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Estienne d'Orves à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 21 677,58 euros HT soit 26 013,10 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 033-8181/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15097/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port - MUCEM à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 17 964€ HT soit 21 556,80€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le contrat de DSP n°09-149 pour l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM notifié le 5 novembre 2009 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Vieux-Port - MUCEM à Marseille pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°09-149 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Vieux-Port - MUCEM à Marseille.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 17 964 euros HT soit 21 556,80 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 034-8182/20/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019
MET 20/15099/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Centre et Vieux-Port à La Ciotat, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 4 262,75€ HT soit 5 115.30€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération xxx du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de DSP n°06/123 pour l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat notifié le 1er mai 2007 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Centre et Vieux-Port à La Ciotat pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°06/123 conclu avec l'exploitant INDIGO, causant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire INDIGO consécutivement à la mise en œuvre d'heures

gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Centre et Vieux-Port à La Ciotat.
Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 4 262,75 euros HT soit 5 115.30 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT1 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 035-8183/20/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec/Gagneraud Construction relatif aux travaux du lot n°2 de voirie et réseaux divers du BUS à Haut niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle de Château Gombert à Marseille
MET 20/15122/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B3 entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et le technopôle de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, la Communauté Urbaine de Marseille a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement INGEROP Conseil Ingénierie (Mandataire) / Gauthier + Conquet / HORIZON CONSEIL.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme a ensuite fait l'objet de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marché de travaux VRD :
 - LOT 1 : section Pèbre d'Ail - Wrésinsky
 - LOT2 : section Wrésinsky – Monge composé d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle

- LOT 3 : section Monge – Technopole Château Gombert et Einstein / Bara
- Marché de travaux d'équipements et d'aménagement paysager :
 - LOT 1 : Équipements (éclairage public, Signalisation lumineuse tricolore, systèmes)
 - LOT 2 : Aménagements paysagers

Le lot 2 « Section Wrésinski – Monge » du marché de travaux de voirie et réseaux divers a été attribué au Groupement solidaire composé des Sociétés RAZEL-BEC (mandataire) et GAGNERAUD CONSTRUCTION.

Le marché a été notifié le 22 mai 2013 sous le n°13/095 pour un montant global de 14 433 616,20 € HT, décomposé de la manière suivante :

- 4 447 248,90 € HT pour la tranche ferme ;
- 9 986 367,30 € HT pour la tranche conditionnelle.

La tranche ferme concernait les travaux situés entre d'une part, le rond point Wrésinski et le boulevard Laveran, d'autre part, entre le rond point Boulevard du Métro/avenue François Mignet et le Boulevard Gaspar Monge. Elle intégrait la réalisation de toutes les études d'exécution concernant le tronçon rond-point Wrésinski/boulevard Gaspar Monge.

La tranche conditionnelle concernait les travaux situés entre le boulevard Laveran et le rond-point Boulevard du Métro / avenue François Mignet.

L'ordre de service n°1, en date du 28 mai 2013, a ordonné le démarrage des travaux.

Le 27 juillet 2015, un avenant n°1 a été conclu avec le Groupement afin de régulariser définitivement les ordres de services ayant eu des incidences techniques et financières, de prendre en compte le déplacement de la limite géographique tranche ferme/tranche conditionnelle, d'entériner la prolongation du délai contractuel de la tranche ferme, de prendre en compte des prestations complémentaires et de rendre définitifs les prix provisoires.

Cet avenant est venu acter une augmentation du montant de la tranche ferme compte tenu de sa modification, passant de 4 447 248,90 euros H.T. à 6 200 778,96 euros H.T.

Par courrier recommandé du 26 avril 2017, le Maître d'ouvrage a informé le Groupement que la tranche conditionnelle ne serait définitivement pas réalisée et qu'aucun ordre de service de démarrage ne serait émis et indiquait la mise en œuvre de la procédure de décompte général.

Par courrier du 14 juin 2017, le Groupement a sollicité le paiement d'une indemnité de résiliation de la tranche conditionnelle à hauteur de 416 769,61 euros.

Par ordre de service n°23 du 13 juillet 2017, le Maître d'ouvrage a notifié le décompte général, que le Groupement a contesté faute d'avoir remis en amont son projet de décompte final conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux.

Le Groupement a ensuite transmis, le 10 août 2017, son projet de décompte final intégrant une demande de rémunération complémentaire de 3 817 667 euros H.T. ainsi qu'une demande d'indemnité de résiliation de 416 769,61 euros H.T.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par le Groupement a conduit ce dernier à saisir, d'une part, le CCRA de Marseille en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux, d'une demande d'avis sur sa réclamation enregistrée le 20 mars 2018 sous le n°2018-10, d'autre part, le Tribunal Administratif de Marseille d'une requête indemnitaire enregistrée le 29 novembre 2018 sous le n°1809827-3.

Par courrier en date du 3 juillet 2018 reçu le 5 juillet 2018, le secrétariat du CCRA a transmis à la Métropole le mémoire du titulaire en demandant la transmission du mémoire en défense.

Le maître d'ouvrage a produit le 19 juillet 2019 ses observations en défense dans un mémoire en réponse.

Conformément aux dispositions prévues par le Code des Marchés Publics (applicable à la date de conclusion du marché litigieux) et du décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa réunion de conciliation du 26 septembre 2019 et la séance publique du 29 novembre 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement RAZEL BEC/ GAGNERAUD CONSTRUCTION et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 1 293 000,00 euros HT dont la décomposition forfaitaire figure en Annexe du protocole transactionnel.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du présent protocole transactionnel, permettant de ramener la réclamation de 4 234 436,61 euros HT à 1 293 000,00 euros HT soit 1 551 600,00 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 50 000,00 euros.

Pour respecter les principes comptables de prudence, les services de la Métropole ont provisionné les crédits nécessaires au mandatement de ladite indemnité sur le budget concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13/095 relatif au lot n°2 des travaux de VRD du bus à haut niveau de service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle Château Gombert ;
- La réclamation présentée par le groupement RAZEL BEC/GAGNERAUD CONSTRUCTION le 20 mars 2018, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCRA du 29 novembre 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°13-095 passé avec la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-095, et entraîne que le groupement titulaire des travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Razel Bec/Gagneraud Construction, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°13-095.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 1 293 000,00 euros HT soit 1 551 600,00 euros TTC augmenté des intérêts moratoires de 50 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Pour l'indemnité principale : Budget Annexe transport – Section Investissement - Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100301 - Sous politique : C 311.
- Pour les intérêts moratoires : Budget annexe transport – Section Fonctionnement - Nature : 6711 – Sous politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 036-8184/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille
MET 20/13329/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a approuvé le principe de la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement liée à la requalification de la Rocade du Jarret.

La Rocade du Jarret constituée des boulevard Maréchal Juin, François Duparc, Sakakini et Jean Moulin est issue de la couverture du ruisseau du Jarret réalisée entre 1955 et 1968. Cet axe constituait alors l'unique itinéraire de contournement du centre-ville de Marseille avec des caractéristiques très routières.

La mise en service de la Rocade L2 a permis de limiter le trafic de transit supporté par cet axe, notamment le trafic de poids-lourds. Grâce à cet allègement de trafic opéré, la requalification du Jarret est entreprise suivant un parti d'aménagement plus urbain.

La Rocade du Jarret est requalifiée en un Boulevard Urbain Multimodal, dont l'objectif est de garantir une circulation des véhicules fluide, une circulation efficace des transports en commun, des aménagements cyclables continus et des espaces publics de qualité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a été mis en place. Ainsi, par délibération VOI 003-4036/18/BM du 28 juin 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé la demande de subvention d'investissement relative à l'opération de la requalification de la Rocade du Jarret.

Le plan de financement retenu était une subvention de 68.33% du Département soit 41 000 000 euros HT (49 200 000 euros TTC) et un autofinancement de 31.67% de 19 000 000 euros HT (22 800 000 euros TTC)

Depuis lors, par délibération VOI 001-5693/19/BM du 28 mars 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret (secteurs Boulevard Chave - rue Sainte Cécile et Boulevard de la Blancarde - Boulevard Chave" (phase1).

En effet, une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et aménagement de 3 squares publics fermés, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 4 545 262,64 euros TTC.

Par délibération VOI 001-6709/19/BM du 26 septembre 2019, le Bureau de la Métropole a également approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique concernant la seconde phase des travaux (secteurs Boulevard de la Blancarde – rue Roche, rue Roche-Saint-Just et rue Sainte-Cécile – Place de Pologne) avec une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 559 656 euros TTC.

C'est pourquoi, il convient désormais de signer un avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône numéro AC-010278 et de procéder à la modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la requalification de la Rocade du Jarret afin de préciser le nouveau plan de financement :

FINANCEMENT	COÛT HT	COÛT TTC
Département Subvention sollicitée : 68,33%	38 093 032,44	45 711 638,93
Métropole AMP Participation : 31,67%	17 652 868,69	21 183 442,43
Sous-Total Financement	55 745 901,13	66 895 081,36
Ville de Marseille Remboursement 100%	4 254 098,87	5 104 918,64
TOTAL FINANCEMENT	60 000 000	72 000 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 003-4036/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 001-5693/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 001-6709/19/BM du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la signature d'un avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches-du-Rhône et à la modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement numéro AC-010278 avec le département des Bouches du Rhône et la modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et ultérieurs du Territoire de Marseille-Provence – Programme 53 - AP 151530BP - opération 2015108500.

Les recettes seront inscrites au budget 2019 et ultérieur de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération n°PI 15500 CG – Fonction : 851 – Sous politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 037-8185/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gignac-La-Nerthe pour la rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan MET 20/15004/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gignac-la-Nerthe avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence. Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Gignac la Nerthe a été approuvée par le Conseil

de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser la rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan, tout en validant les modalités financières de remboursement qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité de l'opération de rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan sur la commune de Gignac la Nerthe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Gignac-la-Nerthe pour la réalisation de l'opération de rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 038-8186/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Pertuis pour la réhabilitation de l'avenue Maréchal Leclerc MET 20/15069/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5217-2 IV du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, la Métropole exerce la compétence « Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que de leurs dépendances et accessoires » en lieu et place des départements, une convention entre les départements et la Métropole devant fixer les conditions de ce transfert. Ainsi, par délibération n° FAG 012-1015/16/CM du 17 octobre 2016 la Métropole et le département de Vaucluse convenaient ensemble des voiries faisant l'objet de ce transfert. Parmi elles se trouve l'avenue Maréchal LECLERC (ex RD956).

La Métropole n'étant pas compétente en matière de voirie communale à la date de la création de la

Métropole, une convention de gestion a été passée avec le département de Vaucluse afin que celui-ci continue à gérer les ex routes départementales transférées.

En 2019, la commune de Pertuis a fait part de son souhait d'assurer la gestion de ces ex RD de Vaucluse transférées à la Métropole en lieu et place du département de Vaucluse. Ainsi, par délibération n°FAG 152-7808/19/CM du 19 décembre 2019 la Métropole confiait à la commune de Pertuis la gestion de ces voiries.

La convention de gestion N°Z2000989COV a été notifiée le 6 février 2020.

Par dérogation, la Métropole a souhaité habiliter la commune de Pertuis à assurer, à titre transitoire, la maîtrise d'ouvrage sur les ex voiries départementales de Vaucluse afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Au vu de la vétusté de l'avenue Maréchal Leclerc (ex RD956), le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé en 2018 dans une étude de faisabilité pour définir un programme complet de réhabilitation. L'objectif étant de reprendre la structure de chaussée vieillissante, de sécuriser les cheminements piétons et d'intégrer les vélos.

Ainsi, il est aujourd'hui proposé de retenir le programme suivant :

La réhabilitation concerne la section de l'avenue située entre l'avenue de la Liberté et le boulevard Ledru-Rollin et comprend deux sections :

- Section Sud (entre l'avenue de la liberté et l'impasse des Buis) :
 - Réfection de la voirie avec deux voies de circulation
 - Aménagement de trottoirs conformes à la réglementation PMR de part et d'autre de la voie
 - Réduction de la vitesse avec intégration de plateaux traversant
 - Reprise de l'éclairage public et de l'assainissement pluvial
- Section Nord (entre l'impasse des Buis et le boulevard Ledru-Rollin) :
 - Réfection de la voirie avec deux voies de circulation
 - Aménagement de trottoirs conformes à la réglementation PMR de part et d'autre de la voie

- Réduction de la vitesse avec intégration de plateaux traversant
- Intégration d'une piste cyclable dans le sens montant
- Reprise de l'éclairage public et de l'assainissement pluvial

Le coût des travaux est estimé à 1 080 000 € TTC.

Les études complémentaires sont estimées à 100 000 €TTC

Ces aménagements sont donc à engager pour un montant global de 1 180 000 €TTC.

Pour permettre à la commune de réaliser cette opération pour le compte de la Métropole, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 actant la liste des voies départementales transférées à la Métropole au 1er janvier 2017 ;
- La délibération n°VOI 006-8047/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant le montant de l'Autorisation de Programme « Etudes et Travaux Voiries » à 5,5 millions d'euros ;
- La délibération n°FAG 152-7808/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 validant la convention de gestion N°Z2000989COV avec la commune de Pertuis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de l'avenue Maréchal Leclerc sur la commune de Pertuis pour un montant global de 1 180 000 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réhabilitation de l'avenue Maréchal Leclerc sur la commune de Pertuis pour un montant de 1 180 000 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162553, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI553AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 039-8187/20/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence - Avenue De Lattre de Tassigny - Phase II MET 20/15381/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative aux « Entrées de ville », le Territoire du Pays d'Aix, s'est engagé dans la requalification de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Avenue de Lattre de Tassigny – Phase II, depuis l'extrémité de la phase I (réalisée en 2005) jusqu'au carrefour avec le Chemin de Brunet.

Les études préalables ont permis de déterminer le programme global de l'opération validé par le Conseil de Territoire du 23 juillet 2020 pour un montant estimatif de 833.334€ HT (soit 1.000.000€ TTC), dont 375.000€ HT (soit 450.000€ TTC) au titre de la compétence Entrée de Ville du Territoire du Pays d'Aix.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, de sécuriser l'ensemble des

modes de déplacements actifs (piétons et cycles) et de réaliser la requalification paysagère du secteur en cours de mutation (logements, commerces ou parcs de stationnements).

Il comprend :

- le réaménagement du carrefour à feux Avenue de Lattre de Tassigny / Chemin de Brunet ;
- la réalisation de trottoirs aux normes ;
- la création d'une voie bus descendante ;
- la requalification de la voirie avec la création d'une voie dédiée pour le tourne à droite ;
- l'intégration d'itinéraires cyclables (piste cyclable montante et voie bus descendante) ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- le réaménagement des arrêts de bus ;
- la végétalisation des espaces résiduels ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

La mission de maîtrise d'œuvre complète est assurée par la ville d'Aix-en-Provence. La réalisation des travaux est envisagée en fin d'année 2020.

La commune d'Aix-en-Provence a informé le Territoire du Pays d'Aix de sa volonté de profiter de l'opportunité foncière dégagée par la clinique Axiom et de l'opération d'entrée de ville pour réaliser des travaux de voiries / réseaux connexes et aménager un parc public en partie dans le parc de la maison noble située dans le périmètre de l'entrée de ville (angle Tassigny/Brunet). Il apparaît donc opportun de mutualiser les travaux et de proposer un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole à la ville d'Aix-en-Provence.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie :

D'une part, par les articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique qui prévoient notamment que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

D'autre part, par l'article L5217-7-I du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que les dispositions de l'article L5215-27 sont applicables aux métropoles. Celui-ci prévoit que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à

leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Il est donc aujourd'hui proposé d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence dont les caractéristiques sont les suivantes :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transfère de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la commune d'Aix-en-Provence pour la réalisation de l'aménagement de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Avenue de Lattre de Tassigny – Phase II.

En conséquence, la commune d'Aix-en-Provence assurera seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des études et travaux y afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix assurera le financement de la totalité des frais engagés pour les études et les travaux relevant de la compétence Entrée de Ville, soit 375.000€ HT (soit 450.000€ TTC).

A la notification de la convention, une avance d'un montant de 250.000€ TTC sera versée à la commune d'Aix-en-Provence.

La commune d'Aix-en-Provence procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 23 juillet 2020 approuvant le programme de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Avenue de Lattre de Tassigny - Phase II.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d'Aix-en-Provence - Avenue de Lattre de Tassigny - Phase II.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d'Aix-en-Provence - Avenue de Lattre de Tassigny - Phase II ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 518, autorisation de programme DI50AP12.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 040-8188/20/BM

**■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel avec la société Eurosept et la SMACL, relatif à un sinistre "dommages aux biens" intervenu au Pôle d'Echange Multimodal à Salon de Provence
MET 20/15124/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué le marché « d'aménagement du pôle d'échange multimodal » à la Société CCG. Ce marché prévoit la construction d'un parking sis boulevard Danton, 13300 Salon de Provence.

Par un contrat de sous-traitance, en date du 24 août 2015, la Société CCG a choisi de sous-traiter la réalisation des prestations d'étanchéité à la Société EUROSEPT.

Les travaux ont été réceptionnés en juillet 2016 et, le 11 décembre 2017, des infiltrations d'eau ont été constatées dans la cage d'ascenseur du parking.

La SMACL, assureur de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a mandaté Monsieur Cyrus Alleaume en qualité d'expert. Le 6 février 2018, lors de la réunion

d'expertise, l'expert a validé le devis proposé par la Société KONE, d'un montant de 4035,09 €, correspondant aux coûts des travaux d'étanchéité de la cage d'ascenseur du parking.

Le 23 janvier 2019, la SMACL a dédommagé la Métropole Aix-Marseille-Provence, en lui versant la somme de 2535,09 €. La SMACL se trouve dès lors subrogée dans les droits de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le détail du règlement est le suivant :

Montant total des dommages garantis	4 035,09 €
Montant de la franchise	1 500 €
Montant total de l'indemnité réceptionnée par la Métropole Aix-Marseille-Provence	2 535,09 €

C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et proposent de régler le différend par les engagements et concessions réciproques suivants :

- La Société EUROSEPT s'engage à verser à la SMACL, qui l'accepte la somme globale de 4035,09 €.
- De plus, la Société EUROSEPT se déclare remplie de ses droits vis-à-vis de la SMACL et renonce expressément à l'encontre de la SMACL à toute réclamation, action ou instance de quelque nature qu'elle puisse être résultant des relations de fait ou de droit ayant donné lieu au litige réglé par le présent protocole.
- La SMACL s'engage à accepter de la Société EUROSEPT à titre d'indemnité globale la somme totale convenue et renoncer à toute instance ou action ainsi qu'à tous recours dans le cadre du sinistre.

Il est proposé d'approuver le protocole d'accord transactionnel suivant mettant un terme au différend de manière amiable entre les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'établissement d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société EUROSEPT, sous-traitant de la Société CCG, titulaire du marché « d'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal » de la commune de Salon de Provence.
- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel ci-annexé, entre la SMACL et la Société EUROSEPT, en présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le montant de 1 500 euros TTC, dû à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au budget Transports – chapitre 75, nature compte 7588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 041-8189/20/BM

■ **Déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille - 15ème arrondissement - Rectification de la délibération VOI 016-7027/19/BM du 24 octobre 2019
MET 20/14952/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'Etat.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2ème, 3ème et 15ème arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Pucés de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la seconde partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aygalades.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs réalisés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Pour ce faire, le 24 octobre 2019 par la délibération MET 19/13033/BM la Métropole a procédé au déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises dénommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5, désaffectées du trottoir (côté nord) de la rue André Allar qui ne sont plus accessibles au cheminement piéton.

L'objectif de ce déclassement était de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les emprises concernées et réintégrées dans le projet urbain.

Toutefois, il est constaté que par suite d'erreurs matérielles de report des surfaces, les plans et la délibération sont erronés

Aussi pour pouvoir procéder à la cession des emprises correctement définies, il convient de faire passer une délibération rectificative afin de corriger ces erreurs matérielles dans la délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille – 15ème arrondissement en date du 24 octobre 2019 , savoir :

- En page 2, au sein de l'exposé préalable :

Au lieu de lire : la superficie totale à déclasser est de 773 m² environ portée sur les deux plans de déclassements joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3 DP4, et DP5 avec pour superficies respectives : 175 m², 224m², 330m², 25m² et 19 m².

Il convient de lire : la superficie totale à déclasser est de 798 m² environ portée sur les deux plans de déclassements joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3 DP4, et DP5 avec pour superficies respectives : 145 m², 224m², 385m², 25m² et 19 m².

- En page 3, aux termes de l'article 2 :

Au lieu de lire : est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de 773m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Il convient de lire : est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de

798m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération VOI 004-4670/18/CM du 18 octobre 2018 déclassant une première emprise désaffectée de la rue André Allar ;
- La délibération VOI 006-5938/19/BM du 16 mai 2019 déclassant une seconde emprise désaffectée de la rue André Allar ;
- La délibération VOI 016-7027/19/BM du 24 octobre 2019 déclassant 5 emprises désaffectées de la rue André Allar ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de 5 emprises issues du trottoir de la rue André Allar.
- Les deux erreurs matérielles identifiées.

Délibère

Article 1 :

Le 7ème paragraphe de la page 2 (exposé des motifs) est remplacé par : la superficie totale à déclasser est de 798 m² environ portée sur les deux plans de déclassements joints. Elle se répartit comme suit en

cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3 DP4, et DP5 avec pour superficies respectives : 145 m², 224m², 385m², 25m² et 19 m².

Article 2 :

L'article 2 de la délibération initiale est remplacé par : est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de 798m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Article 3 :

Le reste de la délibération n° du 24/10/2019 est inchangé.

Article 4 :

Le plan joint en annexe est substitué au plan de la délibération initiale.

Article 5 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole pour satisfaire aux formalités de publicité foncière et aux corrections qui en découlent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 042-8190/20/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine (H136p2) - Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélemy-Picon-Busserine à Marseille - 14ème arrondissement MET 20/15189/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifié par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Le Projet de Rénovation Urbaine et le projet L2 ont permis la création d'une nouvelle rue à l'intérieur du quartier qui a été réalisée par la Métropole sur du foncier Logirem. L'ancienne rue de la Busserine est ainsi remplacée par un axe plus central. L'échange foncier entre la Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur la parcelle H136 p2 qui est une ancienne portion de la rue de la Busserine. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier de la H136 p2 pour une superficie d'environ 529 m² avant échange.

Une première délibération portant sur le déclassement de cette emprise a été adoptée en octobre 2019. Malheureusement, elle n'a pu être suivie d'effet, le constat de désaffectation n'ayant pas pu se faire.

Il convient donc d'annuler la délibération précédente (VOI 011-7022/19/BM) et de délibérer à nouveau pour ce déclassement

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain la portion désaffectée de la rue de la Busserine qui n'est plus accessible à la circulation générale.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie de la parcelle H136 p2 à déclasser est de 529 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Projet de Rénovation Urbaine.
- La réalisation d'une nouvelle trame viaire.
- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille-Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.
- La nullité de la délibération VOI 011-7022/19/BM par défaut de désaffectation.

Délibère

Article 1 :

La délibération VOI 011-7022/19/BM est abrogée.

Article 2 :

Est constatée la désaffectation, en pied d'immeuble, d'une emprise issue d'une portion de l'ancienne rue de la Busserine à Marseille, 14^{ème} arrondissement, conformément au plan joint.

Article 3 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une superficie de 529 m² dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 4 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cohérence
territoriale, planification,
politique foncière, urbanisme et
aménagement"***

URBA 001-8191/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°4 du Contrat de Concession avec OGIC pour la Zone d'Aménagement Concerté Garoutier à La Ciotat

MET 20/15227/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n° 21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a exposé le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n° 23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n° 20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS la Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100 % de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix Marseille-Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence Métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2015 et l'avenant N° 3 à la concession d'aménagement, signé le 28 juin 2017.

Par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2016.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2017.

La ZAC du Garoutier, qui s'étend sur 22 ha, a pour objectif d'accueillir 579 logements dont 20% minimum de logements locatifs sociaux, une part de logements à coûts maîtrisés et une centaine de lots individuels.

La réalisation de la première tranche de la ZAC du Garoutier qui comprend 360 logements, dont 109 logements sociaux et 51 logements intermédiaires. L'aménageur a réalisé en première tranche 22, 5 % de logements sociaux. La livraison a eu lieu en 2018 et 2019.

L'avenant n°3 actait en 2017, la réalisation d'une tranche conditionnelle de la ZAC, suite à une demande de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) de procéder à une étude patrimoniale pour les 136 logements prévus dans le secteur D, le macro lot D01 et le macro lot B03. En effet, la « Bastide Marin » sur les parcelles voisines de la ZAC a fait l'objet d'une inscription au titre des Monuments historiques.

A la suite d'une étude patrimoniale et paysagère, les permis de construire pour les secteurs D, D01 et B03

ont été accordés en 2019 et 2020, et la tranche conditionnelle de la ZAC du Garoutier peut ainsi être mise en œuvre. En termes d'équipements publics, cette tranche conditionnelle prévoit l'achèvement de la future voie métropolitaine Est-Ouest et du giratoire du chemin des Séveriers.

Dans son article 4, la concession initiale prévoyait une durée de 8 années à partir de la réception par l'aménageur du traité de concession, soit le 6 août 2012. Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement, par un avenant.

Le reprise du projet suite à la demande de l'ABF a occasionné un allongement de la durée de l'opération estimé à 2 ans. Cependant, afin de se réserver une marge de sécurité et laisser le temps de l'achèvement et de la réception par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'ensemble des ouvrages publics, le délai de prorogation proposé est de 4 ans., à compter de la notification de l'avenant à l'aménageur.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'avenant N°4 de prorogation de la concession d'une durée de 4 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 21 décembre 2015 n° FCT 030.1585/15/CC approuvant le transfert de l'opération ;
- Les délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/cc et FCT 008-1420/15/CC du conseil de la communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole définissant l'intérêt communautaire ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'amélioration patrimoniale du projet de construction a occasionné un délai supplémentaire pour achever la tranche conditionnelle de la ZAC du Garoutier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la concession de la Zone d'Aménagement Concertée du Garoutier conclue avec la société La Ciotat Garoutier Aménagement, filiale d'OGIC, prorogeant la concession pour une durée de 4 ans.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8192/20/BM

■ Acquisition d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Barbaroux auprès de la SAS Fergom à Châteauneuf-les-Martigues MET 20/15043/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi de contribuer au développement de l'emploi et à l'attractivité de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié le terrain dit P2, propriété du groupe Total, pour la réalisation d'un village d'entreprises.

Ce village permettra la création d'une centaine d'emplois, et sera implanté sur environ 9000 m2 de surface de plancher avec un accès sur la partie Sud du site avec entrée/ sortie par la rue Barbaroux.

Aussi, afin de garantir un accès sécurisé au site, il convient de réaliser un élargissement de la rue Barbaroux conformément à l'étude circulation effectuée en 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc acquérir une bande de terrain d'environ 50 m² (superficie à préciser après établissement d'un document parcellaire) située sur une emprise foncière et limitrophe à la rue Barbaroux, issue de la parcelle cadastrée section 026, n° CH100, propriété de la SAS FERGOM.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole, les parties se sont entendues sur un prix de 60 euros / m² conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat. Le prix global et définitif de la transaction auquel sera appliquée la TVA, sera donc fixé lorsque la superficie sera certaine et établie par document de géomètre.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la transaction,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une emprise de terrain d'environ 50 m² à détacher de la parcelle cadastrée section 026, n° CH100, propriété de la SAS FERGOM afin de réaliser l'élargissement de la rue Barbaroux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une emprise de terrain d'environ 50 m² à détacher de la parcelle cadastrée section 026, n° CH100 à la SAS FERGOM au prix de 60 euros HT le m² de foncier conformément à l'avis rendu par la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Le prix global et définitif de la transaction auquel sera appliquée la TVA, sera fixé lorsque la superficie sera certaine et établie par document de géomètre.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Jean-Luc MAITRE, Olivier CAPRA, Xavier COLONNA, Pascal BONETTO, Olivier BERARD, notaires à Marignane, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la transaction,
- Sont exclus les frais liés au détachement parcellaire pris en charge par le vendeur.
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au budget de la Métropole, Opération n°2018105400 - AP n°181031BP - Sous politique B320 - Chapitre 4581191001 - Fonction 515.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le

protocole foncier ci-annexé et tous les documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8193/20/BM

■ Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) - Demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au PPA

MET 20/15119/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants. Il a pris effet le 15 juillet 2019, et est enregistré sous le numéro 19/0528. Il unit les efforts collectifs de l'Etat, la Ville de Marseille, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Caisse des Dépôts et Consignations (Direction Banque des Territoires), l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côtes d'Azur, et l'Agence Régionale des organismes HLM.

Par arrêté numéro 13-2019-11-26-005, l'Etat, représenté par la Direction Départementale du Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône, a accepté de participer au financement d'une première liste de douze études pré-opérationnelles, engagées ou à engager sur l'année 2019, pour un montant total de 1 million d'euros, pour une assiette subventionnable arrêtée à 2 408 600 euros TTC.

Dans le droit fil des premiers accords pris et des premières discussions engagées entre tous les partenaires institutionnels, il était convenu qu'à l'issue d'une première année de suivi et d'engagement des études et opérations visant à dessiner un nouveau cadre urbain pour le centre-ville marseillais, l'Etat accepterait de poursuivre son soutien par la conclusion d'une nouvelle convention de financement des nouvelles études nécessaires et révélées par ce premier audit.

Dans ce cadre, et au titre de l'année 2020, l'Etat s'engage à subventionner les 11 études présentées à l'article 2 énumérées ci-dessous à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable.

Le montant prévisionnel des études s'élève à 2 293 700 euros HT.

Le montant total que l'Etat versera à Aix-Marseille-Provence Métropole, maître d'ouvrage des études sera égal au plus à 900 000 euros répartis entre ces différentes études et dans la limite de 50 % du taux subventionnable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté de l'Etat numéro 13-2019-11-26-005 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'urbanisme et d'habitat.

- Que dans le cadre du contrat de projet de plan partenarial d'aménagement exécutoire depuis le 15 juillet 2019, la métropole Aix-Marseille-Provence sollicite l'aide financière de l'Etat, par l'intermédiaire de son représentant, la Direction Départementale du Territoire et de la Mer.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière de l'Etat, représenté par la Direction Départementale du Territoire et de la Mer pour la réalisation de cette opération et à signer tout document y afférent notamment la convention d'exécution de subvention.

Article 2 :

La recette sera inscrite au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section investissement - Opération n°2020000700 - Nature 1311 - Sous politique C141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8194/20/BM

**■ Prise en considération du projet d'aménagement sur l'îlot prioritaire "Clovis Hugues Belle de Mai" identifié dans le Projet Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille
MET 20/15115/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis décembre 2014, la collectivité conduit la mise en œuvre d'un projet urbain structurant sur un territoire de 140 hectares autour des casernes de la Belle de Mai et de la gare Saint-Charles : « Quartiers Libres – Saint-Charles – Belle de Mai ». L'objectif est de valoriser le projet de doublement de la gare Saint Charles en souterrain, et la mutation des casernes, pour engager un développement permettant la transformation et la régénération urbaine d'un territoire central pour Marseille et sa métropole.

Une équipe pluridisciplinaire de maîtrise d'œuvre (architecte, urbaniste, spécialiste de la mobilité, sociologue, programmiste, BET, paysagiste), menée par les architectes-urbanistes Güller&Güller / TVK, accompagne, depuis 2016, la Métropole Aix Marseille Provence pour 10 ans sur le périmètre des 140 ha de Quartiers Libres. Elle préside à la conception d'un projet urbain dans toutes ses composantes : les équipements publics, les espaces publics, la mobilité, l'énergie, le développement économique et

l'amélioration de l'offre résidentielle, dans une méthode associant les acteurs du territoire. Un certain nombre d'études et de démarches sont réalisées ou en cours de réalisation sur ces différentes thématiques.

Par ailleurs, un contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) pour la requalification et le développement du centre-ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 20 juin 2019 et signé le 15 juillet 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etat, et 8 autres partenaires institutionnels. Son objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine sur un périmètre de 1000 hectares dont fait partie Quartiers Libres.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, prévoit la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU), appuyant ainsi la stratégie de développement du centre-ville en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée. Dans une démarche de projet urbain global, la GOU a comme enjeu d'apporter des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité. Le périmètre du projet urbain « Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai » représente une grande partie du périmètre retenu pour la mise en œuvre de la GOU.

Un certain nombre d'îlots dégradés ont été repérés dans le PPA comme nécessitant l'intervention prioritaire de la puissance publique, compte tenu de leur état de vétusté, de leur potentiel ou de leur situation stratégique à l'interface d'autres projets structurants : l'îlot « Clovis Hugues-Belle de Mai » compris dans le périmètre de projet Quartiers Libres en est un.

D'une superficie de 2,4 hectares, cet 'îlot prioritaire' recouvre physiquement 4 « sous-îlots » compris entre les rues Despièds, Louis Mouronval, Belle de Mai, la voie ferrée St-Charles/Arenc, et les rues Levat et Bernard (cf plan en annexe). Il comprend 103 immeubles représentant 561 logements.

Les enjeux de requalification de cet îlot ne se limitent pas seulement à la thématique de l'habitat indigne et dégradé. Ainsi sont pris également les enjeux de l'offre et la qualité des équipements publics, l'animation et l'attractivité économique, notamment commerciale et artisanale de ce quartier le long de la rue de la Belle de Mai, le confort urbain et la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain, et le maintien des populations résidentes du secteur tout en leur permettant d'améliorer leurs conditions résidentielles.

Cet îlot concentre en effet d'importantes difficultés, caractéristiques du quartier de la Belle de Mai : forte densité du bâti, importante densité d'habitat dégradé, faible qualité résidentielle des logements, absence de

mise en valeur des cœurs d'îlots, commerces en perte d'attractivité voire vacants, vacance des logements, déficit d'espaces verts et forte minéralité des espaces libres, étroitesse des rues de ce tissu villageois.

Entre 2016 et 2017, une étude pré-opérationnelle pour la définition d'un dispositif d'intervention pour l'amélioration de l'habitat du quartier de la Belle de Mai, réalisée par la Ville de Marseille, a permis d'identifier les différentes problématiques immobilière par immeuble. Elles sont le résultat flagrant d'un manque d'entretien des logements et des bâtiments, et concernent à la fois le gros œuvre, la couverture, le second œuvre et les réseaux. La Métropole poursuit cette démarche en lançant une étude de faisabilité pour l'amélioration de l'habitat, qui va permettre d'étudier à la fois les pathologies des structures des bâtiments, les potentialités de régénération urbaine et le plan d'action opérationnel précisant les mesures incitatives et coercitives à mettre en place. Cette étude sera lancée au dernier trimestre de l'année 2020.

Compte tenu de ces enjeux, le projet d'aménagement envisagé sur l'îlot prioritaire « Clovis Hugues Belle de Mai » intègre :

- la réhabilitation et/ou la restructuration durable des immeubles dégradés ;
- une recomposition urbaine des îlots pour ménager des aérations et déminéraliser les espaces libres (végétalisation, curetage des cœurs d'îlots, etc.) ;
- Le traitement des sols, des réseaux et des structures, pour engager des opérations d'aménagement et de construction résilientes et durables ;
- la préservation de locaux d'activités voire un accompagnement économique à la revitalisation de ces locaux ;
- la requalification des commerces, en particulier sur les rues Belle de Mai et Clovis Hugues, au sein d'un itinéraire commercial propice aux modes doux et mettant en valeur notamment la centralité de la Place Cadenat en lien avec la rue de la Belle de Mai ;
- la création d'équipements de proximité répondant aux besoins locaux (crèche notamment)
- la recherche de partenaires bailleurs et opérateurs ;
- la végétalisation des espaces libres, pour améliorer le confort urbain et créer de nouveaux espaces de convivialité ;
- la requalification des rues du périmètre, et la création de cheminements pour les modes doux le long de la voie ferrée, avec un accès direct au quartier ;
- la valorisation des carrefours et des angles de rues comme lieux d'aménité urbaine :
 - création et la valorisation d'une place de centralité et de proximité à l'angle de la rue Levat/rue Clovis Hugues, comme espace de convivialité mettant en valeur l'accès au jardin Levat, équipement structurant du quartier,
 - création d'une place de centralité à l'angle entre la rue de la Belle de Mai et la rue Clovis Hugues valorisant les commerces de proximité et leur attractivité.

- la pacification de la rue Louis Mouronval : conforter les usages et densifier l'armature viaire piétonne
- l'installation d'une zone 30 sur le noyau villageois pour favoriser les modes doux (notamment pistes cyclables) et prioriser les transports en commun.

Les démarches participatives avec les acteurs seront poursuivies pour confirmer et préciser les mises en œuvre de ces actions. Il est prévu de mettre en place un dispositif d'information et d'accompagnement des habitants et usagers du secteur, afin de présenter régulièrement l'état d'avancement du projet mais également de rassurer et accompagner les personnes résidant dans ces logements ou ayant une activité dans ces lieux. Le Pavillon Belle de Mai, maison du projet Quartiers Libres, est en cours d'ouverture dans un ancien pavillon militaire rue Bugeaud (13003). Il sera un des lieux de référence pour permettre d'avoir une information au fil de l'eau de l'action publique mais également d'avoir un lieu d'expression pour la population.

Dans le cadre du travail en cours sur ces îlots, une nouvelle méthode de travail est engagée en vue d'investiguer, en amont, des thématiques techniques qui n'étaient jusqu'alors abordées qu'en phase de mise en œuvre des projets. Les expertises nécessaires à la connaissance du sol, des réseaux, de l'hydrogéologie, de la géotechnique, et des structures sont d'ores et déjà engagées.

Une étude de composition urbaine de l'îlot doit être engagée au dernier trimestre 2020 sur la base de l'ensemble de ces éléments. Elle a pour objectif de décliner opérationnellement un projet dans ses composantes urbaines, architecturales et techniques. Cette étude précisera :

- l'état du foncier et sa mutabilité
- les formes urbaines réalisables,
- les capacités de constructibilité,
- le pré-programme des surfaces dévolues aux commerces, aux services et aux logements,
- les actions d'accompagnement à prévoir en termes d'équipements publics et d'aménagement des espaces publics,
- les esquisses financières de bilan pré-opérationnel.

Le plan précis du périmètre de projet est joint en annexe à la présente délibération.

En vertu de l'article L. 424-1 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération, par laquelle le Conseil de la Métropole prend en considération le projet d'aménagement sur l'îlot prioritaire "Clovis Hugues Belle de Mai" et délimite les terrains affectés par ce projet, permettra d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 013-234/18/CT du 26 juin 2018 actant le transfert de l'opération « Quartiers Libres » à Marseille à la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement Quartiers Libres, d'intérêt métropolitain, a été transférée par délibération du conseil municipal du 25 juin 2018 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article unique :

Est pris en considération le projet d'aménagement sur l'îlot prioritaire "Clovis Hugues Belle de Mai", identifié dans le Projet Partenarial d'Aménagement du Centre Ville de Marseille, sur le périmètre joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 005-8195/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la ville de Marseille pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU)
MET 20/15442/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6^{ème} action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité.

La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé. Dans le cadre de sa mise en œuvre, des études complémentaires devront être engagées sur le périmètre retenu en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en logement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'Urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du

PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires.

La loi prévoit en particulier que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette compétence transitoire, pour la durée de la GOU, a vocation à s'exercer sur un périmètre dans lequel elle est actuellement exercée par la Ville de Marseille, laquelle conserve par ailleurs cette même compétence sur le reste de son territoire.

Dans une perspective d'optimisation des moyens publics, il est donc apparu opportun que les agents de la Ville en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme puissent intervenir au bénéfice de la Métropole en vue de l'exercice par celle-ci, des compétences qui lui sont transitoirement transférées.

En effet, l'article R.423-15 du Code de l'Urbanisme permet, expressément à l'autorité compétente de charger les services d'une commune de l'instruction des permis et déclarations.

Dans la mesure où la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission. Compte tenu du caractère à la fois transitoire et circonscrit au périmètre de la GOU, de la compétence de la Métropole, celle-ci a sollicité la Ville afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui y sont déposés soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme.

La Ville a répondu favorablement à cette demande par délibération de son Conseil municipal en date du 25 novembre 2019 et la Métropole par délibération n° URB 002-7375/19/BM du 19 décembre 2019.

Une convention de mise à disposition du Directeur adjoint de l'urbanisme pour 10% de son temps de travail a, par ailleurs, été conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole contre remboursement.

La mise en œuvre de la convention de prestation de services, à l'issue de ces 6 derniers mois, a permis de mettre en exergue quelques écueils dans le process que l'avenant n°1, soumis au vote de ce jour, permet de corriger.

A l'article 3 de la convention « Missions », les différentes phases du process seront modifiées et complétées comme suit :

- **En phase de dépôt de la demande :**

1) Est ajouté le point suivant « *l'affichage des avis de dépôts des ADS sera effectué par la Direction de l'Urbanisme de la Ville, à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20, et information transmise aux mairies de secteur concernées* » ;

2) Est supprimé le point : « Transmettre à l'autorité compétente l'avis de dépôt du permis ou de la déclaration préalable afin que celle-ci procède à l'affichage au siège et ce, pendant toute la durée de l'instruction » ;

- **En phase d'instruction :**

1) Après le point « instruire le dossier », il est inséré le point suivant :

« *Participation de la Direction référente aux commissions techniques d'urbanisme, avec ou sans l'ABF selon les cas. Elle sera invitée à participer aux commissions d'urbanisme par la Ville pour examiner les dossiers à déposer ou déposés dans le périmètre de la GOU* ».

2) Le point « Transmettre tout arrêté ou toute décision tacite pour affichage au siège de l'autorité compétente » est supprimé. Il est remplacé par « *Une information régulière sur les arrêtés et les décisions sera transmise à la Direction Référente de la Métropole* »

3) Après le point précédent, est ajouté : « *La Direction de l'Urbanisme de la ville procédera à l'affichage des arrêtés et décisions d'urbanisme à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier Marseille 13233 Marseille Cedex 20* ».

- **En phase post-instruction : les deux points suivants sont modifiés :**

1) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la conformité des travaux au dépôt d'une DAACT ;

2) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la rédaction des procès-verbaux d'infraction et d'arrêtés interruptifs de travaux ».

A l'article 4 « Conditions financières » il est ajouté un dernier paragraphe comme suit : « *Un avenant à cette convention de mise à disposition sera conclu. Il s'agit de pallier à l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme. En conséquence de quoi, l'avenant à conclure prévoira la mise à disposition de trois agents Ville pour une quotité de temps de travail identique (10%), les seconds et troisièmes agents n'intervenant qu'en l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme* ».

Le contenu de l'article 5 « Classement et archivages » est supprimé. Il est désormais rédigé comme suit « *Au terme de la procédure d'instruction,*

la Direction de l'urbanisme de la ville clôture le dossier et procède à son archivage actif pour donner libre accès aux administrés. La consultation des ADS sera assurée via la messagerie spécifique dédiée permettant aux administrés de faire leur demande de consultation et de transmission des pièces du dossier ».

Le contenu de l'article 7 « Modalités de recours/contentieux » est modifié uniquement dans ses deux premiers paragraphes comme suit :

« Le traitement des recours gracieux engagés le cas échéant contre une décision ayant été instruite par les agents Ville, dans le cadre de la présente convention, incombe à la Métropole. La DGA Commande Publique et Affaires Juridiques gèrera la ou les réponses à apporter, en lien avec la Direction Référente. Il en est de même des recours contentieux (requête en annulation, requête en référé suspension, etc.), lesquels sont réceptionnés par la DGA précitée et gérés en lien avec la Direction Référente.

La Direction Référente pourra solliciter l'aide technique et juridique des agents de la ville ayant instruit le dossier pour l'analyse des recours et des réponses à apporter ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R 423-14 et R. 423-15 ;
- La Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4246/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;

- La délibération n° DEVT 001-7952/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille en date du 25 novembre 2019 ;
- La délibération n° URB 002-7375/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant la convention avec la Ville de Marseille pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la GOU ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme,
- Qu'elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission,
- Que la compétence de la Métropole, en matière d'autorisation d'urbanisme, est à fois transitoire et circonscrite au périmètre de la GOU,
- Que la Ville a répondu favorablement à la sollicitation de la Métropole afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui sont déposés dans le périmètre de la GOU soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme,
- Qu'après 6 mois de mise en œuvre de la convention, des écueils dans le process ont été mis en exergue ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) comme suit :

A l'article 3 de la convention « Missions », les différentes phases du process seront modifiées et complétées comme suit :

- **En phase de dépôt de la demande :**

1) Est ajouté le point suivant « *l'affichage des avis de dépôts des ADS sera effectué par la Direction de l'Urbanisme de la Ville, à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20, et information transmise aux mairies de secteur concernées* » ;

2) Est supprimé le point : « Transmettre à l'autorité compétente l'avis de dépôt du permis ou de la déclaration préalable afin que celle-ci procède à l'affichage au siège et ce, pendant toute la durée de l'instruction » ;

- **En phase d'instruction :**

1) Après le point « instruire le dossier », il est inséré le point suivant :

« *Participation de la Direction référente aux commissions techniques d'urbanisme, avec ou sans l'ABF selon les cas. Elle sera invitée à participer aux commissions d'urbanisme par la Ville pour examiner les dossiers à déposer ou déposés dans le périmètre de la GOU* ».

2) Le point « Transmettre tout arrêté ou toute décision tacite pour affichage au siège de l'autorité compétente » est supprimé. Il est remplacé par « *Une information régulière sur les arrêtés et les décisions sera transmise à la Direction Référente de la Métropole* »

3) Après le point précédent, est ajouté : « *La Direction de l'Urbanisme de la ville procédera à l'affichage des arrêtés et décisions d'urbanisme à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier Marseille 13233 Marseille Cedex 20* ».

- **En phase post-instruction : les deux points suivants sont modifiés :**

1) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la conformité des travaux au dépôt d'une DAACT ;

2) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la rédaction des procès-verbaux d'infraction et d'arrêtés interruptifs de travaux ».

A l'article 4 « Conditions financières » il est ajouté un dernier paragraphe comme suit : « *Un avenant à cette convention de mise à disposition sera conclu. Il s'agit de pallier à l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme. En conséquence de quoi, l'avenant à conclure prévoira la mise à disposition de trois agents Ville pour une quotité de temps de travail identique (10%), les seconds et troisièmes agents n'intervenant qu'en l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme* ».

Le contenu de l'article 5 « Classement et archivages » est supprimé. Il est désormais rédigé

comme suit « *Au terme de la procédure d'instruction, la Direction de l'urbanisme de la ville clôture le dossier et procède à son archivage actif pour donner libre accès aux administrés. La consultation des ADS sera assurée via la messagerie spécifique dédiée permettant aux administrés de faire leur demande de consultation et de transmission des pièces du dossier* ».

Le contenu de l'article 7 « Modalités de recours/contentieux » est modifié uniquement dans ses deux premiers paragraphes comme suit :

« *Le traitement des recours gracieux engagés le cas échéant contre une décision ayant été instruite par les agents Ville, dans le cadre de la présente convention, incombe à la Métropole. La DGA Commande Publique et Affaires Juridiques gèrera la ou les réponses à apporter, en lien avec la Direction Référente. Il en est de même des recours contentieux (requête en annulation, requête en référé suspension, etc.), lesquels sont réceptionnés par la DGA précitée et gérés en lien avec la Direction Référente.*

La Direction Référente pourra solliciter l'aide technique et juridique des agents de la ville ayant instruit le dossier pour l'analyse des recours et des réponses à apporter ».

L'avenant ne donnera lieu à aucun remboursement ni rémunération.

Article 2 :

Afin de faciliter la lecture de la convention modifiée par voie d'avenant n°1, une version consolidée de celle-ci figure en annexe de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8196/20/BM

■ **Approbation de l'avenant 1 au protocole d'accord transactionnel n° Z190891PRO pour les locaux situés 27 boulevard Joseph Vernet à Marseille (13008) MET 20/15564/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte en date du 1er avril 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a signé un bail commercial n°10/1072 d'une durée de 9 ans pour les locaux situés 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13008) pour les besoins de la Direction Eau Assainissement Déchets de la Métropole.

Il a été signé le 26 septembre 2019 un protocole d'accord transactionnel suite à la volonté du bailleur de donner congé à la Métropole. La crise sanitaire liée au COVID-19 ayant retardé les travaux des locaux des Docks 10.8 devant accueillir les nouveaux

bureaux de la Direction Eau Assainissement Déchets de la Métropole, son déménagement a été décalé.

Pour régulariser la situation il convient d'avenanter la durée du protocole transactionnel mentionnant le maintien dans les lieux sis 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13002) afin d'en prolonger la durée jusqu'au 30 septembre 2020, nouvelle date de déménagement de la Direction Eau Assainissement Déchets de la Métropole.

Il est donc proposé de modifier uniquement l'article 1 du protocole transactionnel numéro Z190891PRO.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le protocole transactionnel numéro Z190891PRO en date du 04/10/2019 signé avec la Société EDISSIMMO représentée par AMUNDI IMMOBILIER ;
- Le bail commercial n° 10/1072 du 10 mars 2010 signé avec la Société EDISSIMMO représentée par AMUNDI IMMOBILIER ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 061644519 BM/26/09/2019 approuvant le protocole transactionnel numéro Z190891PRO.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a signé un bail commercial n°10/1072 le 10/03/2010 avec une prise d'effet au 1er avril 2010 pour une durée de 9 ans pour les locaux situés 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13008) pour les besoins de la Direction Eau Assainissement Déchets de la Métropole ;

- Qu'un protocole d'accord transactionnel a été signé le 26 septembre 2019 suite à la volonté du bailleur de donner congé à la Métropole ;
- Que le protocole transactionnel mentionnant le maintien dans les lieux sis 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13002) est arrivé à échéance;
- Que suite à la crise sanitaire liée au COVID-19 ayant retardé les travaux des locaux des Docks 10.8, le déménagement de la Direction Eau Assainissement Déchets de la Métropole doit être décalé ;
- Qu'afin de répondre à la nécessité de prolongement de la durée du maintien dans les lieux des services de la Métropole jusqu'au 30 septembre 2020, il est proposé de modifier par avenant l'article 1 du protocole transactionnel numéro Z190891PRO ;
- Que le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a compétence pour conclure en qualité de preneur toute convention d'occupation et les avenants correspondants dont la durée est supérieure à 12 ans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 au protocole numéro Z190891PRO ayant pour effet de permettre aux services métropolitains d'occuper les locaux situés au 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13002) jusqu'au 30 septembre 2020 ci-annexé.

Article 2 :

Les autres clauses du protocole transactionnel n°Z190891PRO demeurent inchangées. Les locaux seront occupés par la Métropole pour la période du 30 juin au 30 septembre selon les termes et conditions, notamment financières, prévues par le bail initial.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole financier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de fonctionnement de l'eau F170 lignes 6137 et 614.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8197/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Pertuis - Secteur ZAC du Jas de Beaumont MET 20/15071/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur dit « Jas de Beaumont » à Pertuis, situé au Nord-Ouest de la commune, représente un espace de développement stratégique de l'habitat pour la collectivité. En effet, ce secteur constitue une vaste « dent creuse » entre deux espaces pavillonnaires, en accroche directe avec la partie ouest du centre-ville de Pertuis et doit permettre l'émergence d'un projet d'aménagement mixte à vocation principale d'habitat.

Dans ce cadre, depuis 2007, la commune de Pertuis, l'EPCI et l'opérateur foncier ont engagé un travail partenarial afin d'assurer une stratégie de veille et d'acquisition foncière sur le secteur. Également, afin d'accompagner la commune dans la définition d'un projet d'aménagement global et du montage opérationnel adapté, le Territoire du Pays d'Aix, par délibération du 14 octobre 2014, a déclaré le secteur d'intérêt communautaire.

Sur le plan opérationnel, une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée le 17 octobre 2016, sur une emprise d'environ 14 ha, correspondant à la première phase d'aménagement du quartier de Jas de Beaumont. L'EPCI et la commune de Pertuis ont validé une programmation et un parti d'aménagement s'intégrant dans les orientations générales définies par le Plan Local d'Urbanisme de Pertuis, comprenant notamment :

- la création d'environ 400 logements dont 40% de logements locatifs sociaux,
- une place ouverte intégrant du stationnement et qui sera accompagnée de commerces et services de proximité,
- deux parcs urbains représentant une superficie globale d'environ deux hectares ainsi qu'une trame verte paysagère.

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre les acquisitions foncières nécessaires dans le cadre de la ZAC, les partenaires ont conclu en février 2018 une convention d'intervention foncière en phase réalisation sur le périmètre de la ZAC.

A ce jour, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur assure la maîtrise de 95% des emprises foncières nécessaires au projet d'aménagement du site de la ZAC Jas de Beaumont. Cependant, l'enveloppe financière initiale de la convention d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consommée pour un montant d'environ 4,3 millions

d'euros. Afin de finaliser les dernières acquisitions et notamment une acquisition stratégique, il a été décidé d'augmenter le montant financier d'un million d'euros.

Ainsi, et compte tenu de toutes les démarches initiées et afin de permettre à l'Etablissement Public Foncier de finaliser les dernières acquisitions, il est nécessaire d'augmenter le montant de la convention par l'approbation du présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 037-2952/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'intervention foncière sur le secteur de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur poursuive sa mission foncière sur le secteur de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte

d'Azur et la commune de Pertuis sur le secteur de la ZAC du Jas de Beaumont ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8198/20/BM

■ Approbation d'un protocole foncier constituant une servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée 861 D 166 en vue de la réalisation de la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges à Marseille 11^{ème} arrondissement MET 20/15112/BM

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le chemin des Fenêtres Rouges est classé en zone d'assainissement collectif mais n'est pas pourvu d'un réseau d'eaux usées par raccorder une trentaine de parcelles.

Afin de rejoindre le réseau public existant il est nécessaire d'implanter une canalisation dans un chemin d'accès privé situé au 2/32 chemin des Fenêtres Rouges 13011 Marseille, quartier les Accates Section D parcelle 166, propriété de Monsieur et Madame BUCCIERO.

Monsieur et Madame BUCCIERO consentent à la constitution sur leur parcelle d'une servitude de passage en tréfonds portant sur une bande de terrain de 105 m2 environ, ainsi que l'autorisation d'occuper provisoirement une superficie de 475 m2 environ pendant la durée des travaux estimée à deux mois.

Cette servitude de passage en tréfonds ainsi que l'occupation temporaire, sont consenties par les propriétaires moyennant la mise en place de deux branchements particuliers et la réfection du chemin dans des matériaux conformes à l'existant.

Il convient donc d'autoriser la signature d'un protocole foncier autorisant la constitution d'une servitude de tréfonds ainsi qu'une occupation temporaire de la propriété de Monsieur et Madame BUCCIERO. Ce protocole fera l'objet d'un acte notarié qui sera enregistré au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude en tréfonds de la parcelle cadastrée 861 D 166 et l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Monsieur et Madame BUCCIERO Grégory et Laure permettront la réalisation de la desserte sanitaire des Fenêtres Rouges à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Bucciero consentent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence la constitution d'une servitude de passage en tréfonds ainsi que l'autorisation d'occupation provisoire, moyennant la mise en place de deux branchements particuliers et la réfection du chemin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les frais d'enregistrement seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : opération 2019105800 – sous politique F110 – Nature 231520.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8199/20/BM

■ Approbation d'un avenant n°1 au mandat d'aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides, situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe MET 20/14602/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située principalement sur la commune de Marignane a été créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006. Cette ZAC à vocation économique, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie de 87 hectares dont 60 sont cessibles.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération au Conseil de Communauté n° DEV 008-910/08/CC du 9 janvier 2009. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis la réception des ouvrages en 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont eu lieu sur la tranche 2 de la ZAC, telles que les vols de câblages du réseau d'éclairage public, les dispositifs de fonte de voirie, la dégradation du mobilier urbain, de postes électriques, d'espaces verts.

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles sur cette ZAC, un mandat d'Aménagement avec la SOLEAM a été approuvé au conseil de la Métropole

de décembre 2019 n°URB 035-7406/19/BM, afin de mettre en œuvre une troisième tranche de travaux, à savoir :

- l'aménagement d'un giratoire sur la route départementale n°368, afin de créer une deuxième entrée/sortie dans la ZAC.
- la réalisation de la voie de liaison entre les tranches 1 et 2 avec maillage du réseau des eaux usées.
- la démolition de bâtiments présents sur quelques lots à aménager.
- la reprise partielle des réseaux et de la voie située sur la tranche 2 suite aux dégradations.
- l'évacuation totale de merlons de terres sur quelques macros lots pour favoriser leurs commercialisations.

Il a été constaté par l'ensemble des parties que les dégradations observées dans le périmètre de la ZAC (décharges sauvages, équipements publics dégradés et/ou volés...) sont un problème récurrent. Il convient de réajuster les missions de la SOLEAM dans le cadre de son mandat, afin de garantir la bonne tenue des espaces publics pour sécuriser le site, respecter les impératifs environnementaux et faciliter les démarches de commercialisation.

Le présent rapport a pour objet d'intégrer aux missions de la SOLEAM, la mise en œuvre et le pilotage de l'entretien courant de la ZAC comprenant :

- La collecte, le tri et l'évacuation de déchets et autres matériaux divers présents sur les espaces publics de la ZAC.
- Eventuellement, la collecte, le tri et la mise en stock provisoire sur site de matériaux susceptibles d'être réutilisés sur le territoire de la ZAC à des fins d'aménagement (déblais réutilisables en remblais), sous réserve de la validation de cette réutilisation de matériaux par une étude réglementaire.
- Le nettoyage mensuel des espaces publics de la ZAC.
- Les travaux de sécurisation des espaces publics et des parcelles devant être commercialisées (clôtures, GBA, merlons de terre, etc.).

Le présent avenant ne porte aucune incidence financière supplémentaire sur le budget prévisionnel global des dépenses, seule la rubrique n°5 des dépenses prévisionnelles (annexe 2) au bilan de l'opération a été révisée avec une nouvelle répartition des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération URB 4/259/CC du 30 Mars 2006 approuvant la création de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane ;
- La délibération DEV 008-910/08/CC du 9 janvier 2009 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Florides ;
- La délibération URB 035-7406/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant le mandat d'aménagement confié à la SOLEAM sur le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique.
- Que la ZAC des Florides fait partie des principaux espaces aménageables du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au mandat d'aménagement avec la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe qui intègre la mission de gestion et d'entretien courant de la ZAC. Les autres articles de l'avenant restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant n°1 au mandat d'aménagement et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique C140 - Nature : 6045 - Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8200/20/BM

**■ Engagement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique et demande d'ouvertures d'enquêtes conjointes préalables et parcellaires nécessaire au projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne
MET 20/15098/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire. L'objectif fixé est la production de 1450 hectares de foncier dédié à l'accueil d'activité économique productive d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de communal approuvé en novembre 2016 sont inscrites plusieurs « zones à urbaniser à vocation économique », dont celle dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone « à urbaniser » a été ouverte à l'urbanisation et a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) avec la modification n° 3 du PLU approuvée par le Conseil de Métropole le 24 octobre 2019. Cette procédure a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 19 juin au 19 juillet 2019.

Elle est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservie par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A), elle réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales, tertiaires, productives et village d'entreprises étant relativement isolé des espaces résidentiels,

Ce site Camp de Sarlier compte une vingtaine hectares parmi lesquels environ 10 hectares mutables dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600 m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables constituant le futur « Parc d'activité de Camp de Sarlier » représentent un potentiel de 40 à 50 000 m² de surface de plancher dédiée à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé de façon à optimiser son effet vitrine.

La présence du « Fauge/Maire », affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu de préservation des continuités écologiques et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu est de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activités durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mise en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier visé au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne a été adapté en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune.

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH)

entendent réaliser le programme de construction suivant pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau « le Fauge Maire ».

Pour financer le programme des équipements publics, la Métropole a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial pour une durée de 15 ans.

Des conventions ont été signées avec des opérateurs et délibérées lors du Conseil de Métropole du 13 décembre 2019.

En parallèle, au titre du L103-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable a été organisée à partir du 9 juillet jusqu'au 13 septembre 2019.

Une réunion publique a été organisée ainsi qu'une mise à disposition du dossier de présentation du projet d'aménagement accompagné d'un registre permettant de consigner les observations du public. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 13 décembre 2019.

Aujourd'hui afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier dans un calendrier compatible avec la mise en œuvre du PUP, la Métropole doit s'assurer de la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation du programme des équipements de l'opération.

Ces équipements relatifs à la voirie et à l'aménagement des cours d'eaux impliquent l'acquisition d'environ 2 hectares de terrain nu. L'ensemble du foncier sur le secteur est constitué de terrains privés.

Une partie de ce foncier doit être maîtrisée dans le cadre d'apports fonciers conclus au travers des PUP.

Néanmoins, une partie conséquente de l'emprise impactée concerne aujourd'hui environ quarante parcelles pour 15 000 m² environ sur lesquelles les

discussions amorcées n'ont pas encore abouti à ce jour.

Aussi, tout en privilégiant les procédures amiables, il est préférable de sécuriser ces acquisitions par la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ayant pour objectif de pouvoir réaliser des expropriations si les négociations à l'amiable avec les propriétaires venaient à échouer.

Il est nécessaire par conséquent, d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique de ce projet.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y aura lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant du périmètre du Projet Urbain Partenarial "Parc d'activités Camp de Sarlier" sur la commune d'Aubagne ;
- Les délibérations du Bureau de Métropole du 19 décembre n° URB 023-7394/19/BM, n° URB 024-7395/19/BM, n° URB 025-7396/19/BM ; n° URB 022-7393/19/BM et n° URB 021-7392/19/BM approuvant les

conventions de PUP avec les différents opérateurs ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique du programme des équipements publics du projet de Parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne en lien avec la voirie et l'aménagement de cours d'eaux et ainsi contribuer au développement économique de la Métropole ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le programme des équipements.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux destinés à l'aménagement du Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des

procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8201/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération du secteur des Bords de l'Étang-Quartier du Lion à Vitrolles - Modification du plan de financement MET 20/14559/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La société « SNC COGEDIM PROVENCE » assure le portage et la réalisation d'une opération immobilière privée sur le secteur des Bords de l'Étang - Quartier du Lion, à Vitrolles. Ce terrain de 74.500 m² était anciennement occupé par des hangars constituant les anciens entrepôts de l'aéroport. Dans le respect des principes programmatiques de l'OAP du PLU de la commune, cette opération d'aménagement prévoit la épanti de la manière suivante :

réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, une résidence pour séniors, des commerces et des bureaux.

Pour accompagner ce programme de construction privé, un programme des équipements publics a été défini. Il prévoit notamment :

- Des travaux liés à l'aménagement de voirie
 - Aménagement du carrefour d'accès sur la RD 20
 - Création d'une voie de desserte primaire de 492ml
 - Création d'une promenade belvédère de 745ml
 - Création d'espaces verts sur la promenade
 - Création d'une placette
 - Extension voie primaire pour raccordement sur chemin des oiseaux 110ml
- Des travaux liés à la desserte en réseau : eau potable, eaux usées, assainissement, ERDF, gaz.

L'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain en octobre 2017 ce qui confère à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à l'intérieur du périmètre.

Le montant prévisionnel de ces dépenses est estimé à 4 997 000 euros HT, soit 5 996 400 € TTC, et est r

	Dépenses HT
1 - Travaux VRD et aménagement des espaces publics + Aléas	4 380 500 €
2 – Études et honoraires techniques (MOE, CSPS, BC...)	310 000 €
3 – Frais divers (Maîtrise d'ouvrage déléguée, Frais financiers, ...)	306 500 €
TOTAL GÉNÉRAL	4 997 000 €

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux a été déléguée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Par ailleurs, pour financer les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du projet, un Projet Urbain Partenarial (PUP) a été mis en place sur le périmètre concerné et une convention de PUP a été signée avec le promoteur. Ainsi, compte tenu des recettes prévisionnelles liées à cette opération, le reste à charge prévisionnel pour la Métropole s'élève à 2 105 893 € HT.

Un dossier de demande de subvention a été constitué et réceptionné le 6 mai 2019 par le Département des Bouches-du-Rhône. Suite à l'instruction de la demande de subvention par le Département et conformément aux instructions reçues en février 2020, il est nécessaire de modifier le plan de financement qui avait été établi par délibération en date du 20 juin 2019 afin de porter la part de l'autofinancement de cette opération par la Métropole à 30 %, contre 20 % initialement.

Dès lors, le Plan de financement prévisionnel de cette opération est modifié de la façon suivante :

Organismes sollicités	Taux sollicités	Montants sollicités HT
Conseil Départemental 13 (plan partenarial métropolitain)	12 %	606 793 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	1 499 100 €
Recettes PUP	58 %	2 891 107 €
Montant total HT :	100 %	4 997 000 €

L'opération qui est présentée au titre des financements du Département des Bouches-du-Rhône prévus dans le cadre du Partenariat Métropolitain, peut bénéficier à ce titre d'une subvention de 606 793 € (soit environ 12 % des dépenses).

La présente délibération vise à modifier la demande de subvention qui a été effectuée auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 028-4187/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Étang-Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 qui a ouvert l'AP relative à l'opération « Vitrolles / PUP les Bords de l'Étang » ;
- La délibération n° URB 039-6144/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 relative à la demande de subvention d'investissement pour l'opération « Vitrolles / PUP les Bords de l'Étang » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la modification du plan de financement de l'opération du secteur des Bords de l'Étang/Quartier Lion à Vitrolles, afin de solliciter les subventions nécessaires auprès notamment du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est modifié le plan de financement prévisionnel de l'opération sur le secteur des Bords de l'Étang - Quartier du Lion à Vitrolles dans le cadre de la demande de subvention d'investissement effectuée auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de porter la part d'autofinancement de la Métropole à hauteur de 30 %.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain (01), en section d'Investissement : opération budgétaire 312, nature 238, fonction 61, autorisation de programme DI312AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain (01), en section d'Investissement : nature 1313, fonction 61, autorisation de programme RI312AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 012-8202/20/BM

**■ Echange sans soulte de parcelles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Nael et Madame Le Pape au titre de la régularisation de voirie 21, Chemin du Jas Vieux à Carry-le-Rouet
MET 20/15044/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en

matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à une régularisation foncière au niveau du numéro 21 chemin du Jas Vieux.

En effet, une emprise de 20 m² est aménagée en espace de voirie et appartient à Monsieur Nael et Madame Le Pape, tandis qu'une emprise de 16 m² non aménagée en voirie appartient au domaine public de la Métropole.

Aussi, afin de régulariser la situation juridique desdits terrains il convient que :

- La Métropole acquiert une emprise de terrain de 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 51 propriété de Monsieur NAEL et de Madame LE PAPE.

- La Métropole cède en échange une bande de terrain de 16 m² issue du domaine public non aménagé. Il convient au préalable de procéder au déclassement de cette emprise.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la collectivité, les parties se sont entendues sur un échange sans soulte.

Compte tenu de la faible superficie et valeur foncière des emprises échangées, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la transaction ; en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13021000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une emprise de terrain de 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 51 propriété de Monsieur NAEL et de Madame LE PAPE et qu'elle cède en échange une bande de terrain de 16 m² issue du domaine public en vue d'une régularisation de voirie au niveau du 21 du chemin du Jas Vieux.
- Qu'il convient préalablement de procéder au déclassement de la bande de terrain issue du domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le déclassement du domaine public d'une emprise de 16 m² constituée par du terrain nu non affecté.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder une emprise de 16 m² issue du domaine public non affecté à Monsieur Nael et Madame Le Pape. En contrepartie ces derniers s'engagent à céder à la Métropole une emprise de terrain de 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 51. L'échange est réalisé sans soulte.

Article 3 :

S'agissant d'un échange de parcelles il n'y aura pas de remboursement des parties entre elles des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

L'étude de Maîtres Jean-Luc Maître, Olivier Capra, Xavier Colonna, Pascal Bonetto, Olivier Berard, notaires à Marignane, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole, Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 013-8203/20/BM

■ **Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale et abrogation de la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019 MET 20/14931/BM**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL).

La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000 m² de Surface de Plancher.

Pour ce faire, EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner ensemble des candidats.

Par courrier du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier/Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Eco Quartier méditerranéen, sur le périmètre reproductible dans la Métropole marseillaise,
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants,
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants,
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux,
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000 m² de surface plancher.

Le foncier objet de la présente cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² SDP. Cette cession a déjà fait l'objet d'une délibération URB 053-7424/19/BM en date du 19 décembre 2019, mais cette dernière comportait une erreur matérielle relative à la superficie des emprises à céder. Il s'avère ainsi nécessaire d'annuler et de remplacer cette délibération.

Il s'agit des emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 145 m², 224 m², 385 m², 25 m² et 19 m² (voir plan ci-joint) déclassées du Domaine Public par délibération rectificative concomitante du 31 juillet 2020.

Aussi, il convient d'approuver à nouveau la cession à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 - 2020) lequel a été approuvé par délibération du 11 février 2011 par Marseille-Provence Métropole substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente

- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant la Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC LITTORALE ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession desdites parcelles par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'établissement Public Euroméditerranée d'engager la phase opérationnelle de l'îlot 4C1 et îlots 5C1, 5C2 et 5C3.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2 :

Sont approuvées les cessions des parcelles non bâties nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en

cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 145 m², 224 m², 385 m², 25 m² et 19 m², sises rue Allar à Marseille 15^{ème} à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel (phase 2011-2020) signé en 2011, ainsi que le projet d'acte annexé à la présente délibération.

Article 3 :

L'étude de Maîtres STREIT et GENET-SPITZER, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 014-8204/20/BM

**■ Cession à titre onéreux des parcelles cadastrées section DE n° 289 et 303 sises chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres au bénéfice de Monsieur Rougon
MET 20/15045/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Bernard Rougon est propriétaire des parcelles DE n° 238, n° 241, n° 244 et n° 248, constituant le lot n° 104, sises chemin de la plage, ZAC du Ranquet à Istres. Il souhaite acquérir les parcelles cadastrées section DE n° 289 et n° 303, sises chemin de la plage, ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance d'environ 42 m² appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une régularisation foncière.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale des parcelles métropolitaines cadastrées section DE n° 289 et n° 303 à 2940 €.

Monsieur Bernard Rougon a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent tous les frais, droits et honoraires, en ce inclus les frais liés au bornage et le remboursement de la taxe foncière.

Toutefois, la signature de l'acte authentique afférent à cette cession devra intervenir dans un délai de deux ans à compter de l'acquisition du caractère exécutoire de la présente délibération. En l'absence de signature de l'acte authentique dans ce délai, la présente délibération sera caduque.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047068.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Rougon de ces parcelles lui permettra de remembrer sa propriété.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles non bâties cadastrées section DE n° 289 et n° 303, d'une contenance de 42 m², sises chemin de la plage, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Monsieur Bernard ROUGON, pour un montant de 2 940 euros HT, auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de Monsieur Bernard Rougon.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole, chapitre 024 nature 024.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 015-8205/20/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section DH n° 323 sise chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres au bénéfice de Monsieur et Madame Tartamella MET 20/15046/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Tartamella sont propriétaires de la parcelle DH n° 72, constituant le lot n° 382, sise chemin des arcades, ZAC du Ranquet à Istres. Ils souhaitent acquérir la parcelle cadastrée section DH n° 323, sise chemin des arcades, ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance d'environ 125 m² appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un agrandissement de leur propriété.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de la parcelle

métropolitaine cadastrée section DH n° 323 à 19 125 €.

Monsieur et Madame Tartamella ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent tous les frais, droits et honoraires, en ce inclus les frais liés au bornage, et le remboursement de la taxe foncière.

Toutefois, la signature de l'acte authentique afférent à cette cession devra intervenir dans un délai de deux ans à compter de l'acquisition du caractère exécutoire de la présente délibération. En l'absence de signature de l'acte authentique dans ce délai, la présente délibération sera caduque.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047068.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix Marseille Provence à Monsieur et Madame Tartamella leur permettra de remembrer leur propriété.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 323, d'une contenance de 125 m², sise chemin des arcades, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Monsieur et Madame Tartamella, pour un montant de 19 125 euros hors taxes, auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de Monsieur et Madame Tartamella.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 016-8206/20/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée DH 149p, sise chemin du bord de l'eau - ZAC du Ranquet à Istres au profit de Monsieur Courbot MET 20/15085/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Claude Courbot est propriétaire de la parcelle DH n° 149, constituant le lot n° 333, sise chemin du bord de l'eau, ZAC du Ranquet à Istres. Il souhaite acquérir une partie de la parcelle cadastrée section DH n° 149p, sise chemin du bord de l'eau, ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance d'environ 46 m² appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une régularisation foncière.

Régulièrement saisie la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de la parcelle métropolitaine cadastrée section DH n° 149p à 7 636 €.

Monsieur Claude Courbot a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent tous les frais, droits et honoraires, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage et le remboursement de la taxe foncière.

Toutefois, la signature de l'acte authentique afférent à cette cession devra intervenir dans un délai de deux ans à compter de l'acquisition du caractère exécutoire de la présente délibération. En l'absence de signature de l'acte authentique dans ce délai, la présente délibération sera caduque.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047068.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Courbot lui permettra de remembrer sa propriété.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 149p, d'une contenance de 46 m², sise chemin du bord de l'eau, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Monsieur Claude Courbot, pour un montant de 7 636 euros HT, auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente cession est à la charge de Monsieur Claude Courbot.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

URBA 017-8207/20/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée DI n°15, sise allée des Glycines - Zone d'Aménagement Concertée du Ranquet à Istres au profit de Monsieur et Madame Dieu MET 20/15090/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Dieu sont propriétaires de la parcelle DI n° 16, constituant le lot n° 513, sise allée des Glycines, ZAC du Ranquet à Istres. Ils souhaitent acquérir une partie de la parcelle cadastrée section DI n° 15, sise allée des Glycines, ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance d'environ 141 m² appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'un agrandissement de leur jardin.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de la parcelle métropolitaine cadastrée section DI n° 15 à 21 150 €.

Monsieur et Madame Dieu ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent tous les frais, droits et honoraires, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage et le remboursement de la taxe foncière.

Toutefois la signature de l'acte authentique afférent à cette cession devra intervenir dans un délai de deux ans à compter de l'acquisition du caractère exécutoire de la présente délibération. En l'absence de signature de l'acte authentique dans ce délai, la présente délibération sera caduque.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047068.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur et Madame

Dieu leur permettra de remembrer leur propriété.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DI n° 15, d'une contenance d'environ 141 m², sise allée des Glycines, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Monsieur et Madame Dieu, pour un montant de 21 150 euros HT, auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de Monsieur et Madame Dieu.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 018-8208/20/BM

**■ Création d'une servitude de passage et d'aménagement sur la piste DFCI SU 101 - RD 16 Barabant à Istres
MET 20/15222/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 17/4661/CM du Conseil Métropolitain en date du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a généralisé l'exercice de la compétence « milieux forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain. Cette compétence est définie comme la mise en œuvre de l'ensemble des schémas, actions et opérations utiles et nécessaires à la préservation, à la mise en valeur et à l'ouverture des espaces et massifs métropolitains, forestiers et agricoles.

La constitution de comités de gestion pour chaque massif, présidés par un ou plusieurs Vice-Présidents délégués issus des Territoires concernés a aussi été approuvée dans le cadre de cette délibération. Les comités de gestion ont pour mission, dans un cadre métropolitain cohérent, d'exprimer les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux ainsi que la définition des niveaux de financement nécessaires à leur réalisation. Ils assurent également le suivi des actions.

Le 30 avril 2019, dans le cadre du comité de gestion du massif de Sulauze, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône s'est positionné en faveur d'un tracé Nord-Sud reliant la RD 16 et le carrefour entre les pistes SU 101 et SU 201 (lutte dans l'axe Nord Sud) situées à Istres. L'intérêt de cet accès stratégique serait double : lutter contre les feux venant de la frange Bâtie au Nord, ceux venant de la RD16 et offrir un accès rapide, fermé à la circulation générale sauf exceptions (propriétaires des parcelles et chargés d'une mission de service public), aux moyens de secours pour monter sur le plateau sans être obligé de réaliser un grand détour par Istres.

Pour cela, la constitution d'une servitude de passage et d'aménagement est nécessaire. En effet, l'instauration de la servitude permettrait d'assurer à la fois l'entretien de la piste et le débroussaillage latéral y afférent.

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-5-1 du Code Forestier, cette servitude peut être établie par l'Etat au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ne peut avoir pour objet que d'assurer exclusivement la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennité des itinéraires constitués, ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts. Il convient donc de solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin qu'il crée par arrêté préfectoral une servitude de passage et d'aménagement sur la piste DFCI SU 101 répondant aux objectifs réglementaires suscités.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-14-1 du Code Forestier, l'avis du conseil municipal de la commune d'Istres et de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité seront sollicités par l'Etat avant publication de l'arrêté préfectoral. Compte tenu des dispositions de dimensions de la servitude envisagée, une procédure

simplifiée sans enquête publique préalablement à la publication de l'arrêté devrait être retenue par l'Etat.

A l'issue de la procédure conduite par Monsieur le Préfet-des-Bouches-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera aux formalités de publication de la servitude de passage et d'aménagement sur la piste DFCI SU 101.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Forestier, notamment ses articles L. 321-6, L. 321-5-1 et R.321-14-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 17/4661/CM du Conseil Métropolitain en date du 19 octobre 2017 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le guide méthodologique pour la prise de servitudes de passage et d'aménagement des infrastructures DFCI ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la compétence milieux forestiers a été généralisée sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- Qu'il y a lieu, conformément aux préconisations du comité de gestion du massif de Sulauze, d'assurer l'entretien, le débroussaillage et la continuité des pistes existantes et d'offrir un accès rapide et direct au plateau pour lutter contre les feux.
- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-

Provence est compétent pour solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône la constitution d'une servitude de passage et d'aménagement des infrastructures de défenses de la forêt contre l'incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande, auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, de création par arrêté préfectoral d'une servitude de passage et d'aménagement, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit sur la piste SU 101 du massif de Sulauze et la création d'une liaison RD16 Barabant aux fins de défense de la forêt contre les incendies.

Article 2 :

Les propriétaires des parcelles concernées par la création de cette servitude de passage et d'aménagement sont :

- Monsieur et Madame MESSINA – propriétaires des parcelles E 445 et 444
- Consorts LENOIR propriétaires de la parcelle E 530
- SCI Domaine CONCLUE propriétaire de la parcelle E 540
- Monsieur et Madame RAZ propriétaires de la parcelle E 539
- La Métropole Aix-Marseille-Provence propriétaire de la parcelle E 550
- Monsieur et Madame GUELAI – Monsieur et Madame CHERAITIA propriétaires de la parcelle E 549

Article 3 :

Les frais inhérents aux mesures de publicité auprès des hypothèques seront imputés au Budget Métropolitain, chapitre 011, nature 6231.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le dossier de demande de constitution de la servitude auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 019-8209/20/BM

■ Création d'une servitude de passage et d'aménagement, à titre gratuit, sur la piste DFCI SU 201 - Massif de Sulauze, à Istres MET 20/15224/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 17/4661/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a généralisé l'exercice de la compétence « milieux forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain. Cette compétence est définie comme la mise en œuvre de l'ensemble des schémas, actions et opérations utiles et nécessaires à la préservation, à la mise en valeur et à l'ouverture des espaces et massifs métropolitains, forestiers et agricoles.

La constitution de comités de gestion pour chaque massif, présidés par un ou plusieurs Vice-Présidents délégués issus des Territoires concernés a aussi été approuvée dans le cadre de cette délibération. Les comités de gestion ont pour mission, dans un cadre métropolitain cohérent, d'exprimer les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux ainsi que la définition des niveaux de financement nécessaires à leur réalisation. Ils assurent également le suivi des actions.

La piste DFCI SU 201, est une piste stratégique dans le dispositif de prévention des incendies et a été classée en priorité 1 lors du travail de hiérarchisation des pistes DFCI au niveau Départemental. Elle constitue l'accès à la vigie de Saint-Etienne sur la commune d'Istres, d'une longueur de 524 mètres linéaires, elle traverse plusieurs parcelles dont quatre sont actuellement des parcelles privées, l'instauration de la servitude permettrait d'assurer à la fois l'entretien de la piste et le débroussaillage latéral y afférent.

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-5-1 du Code Forestier, cette servitude peut être établie par l'Etat au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ne peut avoir pour objet que d'assurer exclusivement la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennité des itinéraires constitués, ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts. Il convient donc de solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin qu'il crée par arrêté préfectoral une servitude de passage et d'aménagement sur la piste

DFCI SU 201 répondant aux objectifs réglementaires suscités.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-14-1 du Code Forestier, l'avis du conseil municipal de la commune d'Istres et de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité seront sollicités par l'Etat avant publication de l'arrêté préfectoral. Compte tenu des dispositions de dimensions de la servitude envisagée, une procédure simplifiée sans enquête publique préalablement à la publication de l'arrêté devrait être retenue par l'Etat.

A l'issue de la procédure conduite par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera aux formalités de publication de la servitude de passage et d'aménagement sur la piste DFCI SU 201.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Forestier, notamment ses articles L. 321-6, L. 321-5-1 et R.321-14-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 17/4661/CM du Conseil Métropolitain en date du 19 octobre 2017 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le guide méthodologique pour la prise de servitudes de passage et d'aménagement des infrastructures DFCI ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la compétence milieux forestiers a été généralisée sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- Qu'il y a lieu, d'assurer l'entretien, le débroussaillage et la continuité des pistes existantes et d'offrir un accès rapide et direct au plateau pour lutter contre les feux.
- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétent pour solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône la constitution d'une servitude de passage et d'aménagement des infrastructures de défenses de la forêt contre l'incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande, auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, de création par arrêté préfectoral d'une servitude de passage et d'aménagement, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à titre gratuit sur la piste SU 201 du Massif de Sulauze.

Article 2 :

Les propriétaires des parcelles concernées par la création de cette servitude de passage et d'aménagement sont :

- Monsieur et Madame GUELA – Monsieur et Madame CHERAITIA propriétaires de la parcelle E 555
- Monsieur et Madame PONCET propriétaires des parcelles E 560 – 561
- La Métropole Aix-Marseille-Provence propriétaire de la parcelle E 563
- Monsieur Armand TRONC propriétaire de la parcelle E 564

Article 3 :

Les frais inhérents aux mesures de publicité auprès des hypothèques seront imputés au Budget Métropolitain, chapitre 011, nature 6231.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le dossier de demande de constitution de la servitude auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 020-8210/20/BM

■ Constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise à Auriol, au profit d'une parcelle à céder à la Société ESCOTA MET 20/15238/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 005-6589/19/BM du 26 septembre 2019, le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession de plusieurs parcelles à la société ESCOTA.

Toutefois, dans l'attente de la cession de ces parcelles, une convention d'occupation temporaire a été signée permettant la réalisation de travaux préparatoires en amont des travaux d'élargissement de la l'autoroute A52. Dans ce cadre, il convient de constituer une servitude de passage à titre gratuit, sur la parcelle HL n°94.

Cette servitude doit permettre la réalisation d'une conduite siphon en tréfonds sur la parcelle HL n°94 à Auriol. La canalisation sert à transiter les eaux de l'autoroute dans un bassin qui se trouve de l'autre côté de la RD560 dans les emprises autoroutières.

La société ESCOTA s'est engagée à réaliser les travaux d'aménagement de cette servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 005-6589/19/BM du bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 portant cession à titre onéreux de parcelles à la société ESCOTA sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en vue de la réalisation de l'élargissement de l'A52 sur la section Pas-de-trets-Pont de l'Etoile ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit servir à faire transiter les eaux de l'autoroute dans le cadre des travaux préparatoires à l'élargissement de l'autoroute A52 que la société ESCOTA doit acquérir auprès de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle cadastrée HL n°94 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence et devant être cédée à la société ESCOTA.

Article 2 :

Les travaux d'aménagement de la servitude sont à la charge de la société ESCOTA, ainsi que tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cohésion sociale,
habitat, logement"**

CHL 001-8211/20/BM

■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet publiés d'octobre à décembre 2019
MET 20/15188/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Des appels à projet ont ainsi été publiés en janvier 2018 et en février et mars 2019.

24 opérations ont ainsi été retenues dans le cadre de ces appels à projet (délibérations EMP 001-4311/18/BM et EMP 001-6561/19/BM) pour un coût total éligible de 27 536 768.51 euros dont un montant FSE de 13 613 514.30 euros.

De nouveaux appels à projet FSE, lancés en octobre 2019 pour une durée de trois mois, ont conduit au dépôt de 21 dossiers. Le processus d'instruction a permis à ce jour de sélectionner 6 nouvelles opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle.

Ces actions portées par les acteurs de l'emploi et de l'insertion se déclinent comme suit :

Uniformation : Recruter différemment pour insérer durablement

L'opération vise à répondre aux besoins des associations d'Aide à Domicile en Milieu Rural, qui ont de forts besoins de recrutement sur les métiers d'Assistant De Vie aux Familles (ADVF), Accompagnateur Educatif et Social (AES) et Aide-Soignant (AS) sur la période du 01/06/2020 au 30/11/2021.

L'action intégrera le repérage, la mobilisation et la sensibilisation des publics aux métiers de l'aide à domicile ; la formation au métier d'assistant de vie aux familles (ADVF), premier niveau de qualification du secteur de l'Aide à domicile ; le coaching à mi-parcours et en fin de session afin de lever les freins à la poursuite du parcours et préparer à l'entrée dans le monde professionnel ; le recrutement en Contrat Alternant CDI.

Le financement du FSE interviendra sur la partie recherche de candidats et préformation, même si le parcours diplômant se poursuivra suite à l'embauche. L'opération vise l'intégration de 45 personnes éloignées de l'emploi et le recrutement de 36 personnes en contrat alternant CDI.

Maison de l'emploi de Marseille : Centrale de mobilité et dispositif RH TPE

La maison de l'emploi de Marseille propose la mise en œuvre de la centrale de mobilité dédiée à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi du 01/01/2020 au 31/01/2021 sur les territoires de

Marseille, Allauch, Plan de Cuques et Septèmes les Vallons.

L'opération cible l'accompagnement des publics en insertion et les salariés précaires vers l'emploi et/ou la formation par la levée du frein mobilité. Un nombre prévisionnel de 600 orientations vers la plateforme est envisagé. 250 pourront ainsi bénéficier d'aide à la conduite et 100 d'aides aux transports en commun.

Par ailleurs, la maison de l'emploi de Marseille propose un dispositif RH TPE visant l'accompagnement des très petites entreprises de moins de 10 salariés sur le centre-ville de Marseille (1/2/3/4/5/6/èmes arrondissements) sur tout le panel de missions de la gestion des ressources humaines (appui au recrutement, aide au plan de formation, sécurisation des parcours, rémunération et social, hygiène et sécurité...).

Cette opération se déroule du 01/01/2020 au 28/02/2021.

Le déploiement de ce dispositif est réalisé en lien avec DEFIS Emploi Pays de Brest qui a déjà accompagné à ce jour, l'essaimage du dispositif « RH TPE » sur le territoire national de 12 structures.

GEIQ Bâtiment : Bungalows chantier

Le GEIQ BTP 13 propose la mise en œuvre d'une opération du 06/01/2020 au 31/12/2020 sur le territoire métropolitain visant le « recrutement inclusif » au bénéfice des entreprises du BTP confrontées à des difficultés de recrutement sur des métiers en tension et le positionnement de demandeurs d'emploi sur des offres d'emploi dans une logique de construction de parcours d'insertion.

L'objectif est de pouvoir positionner des bureaux mobiles-bungalows GEIQ au sein des chantiers du bâtiment afin de favoriser le recrutement de profils adaptés et proposer aux personnes issues de l'insertion des offres d'emploi adaptées à leurs projets professionnels.

L'opération vise la mobilisation de 70 entreprises partenaires et le positionnement sur des offres d'emploi pour au moins 300 demandeurs d'emploi.

INTERMADE : La Fabrique by Inter-Made et La Friche

L'opération vise à déployer une plateforme Web Collaborative pour permettre le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par la réponse aux besoins de grandes PME (250 à 500 salariés). Elle pourra être également mobilisée par des collectivités ou des membres de la société civile.

De plus, l'action consistera à la mobilisation de la plateforme pour la réalisation d'études action Fabrique à initiatives répondant à une problématique d'intérêt général non ou mal couverte : santé, mobilité, emploi, environnement, éducation. L'objectif étant de faire

émerger de nouvelles activités sociales et/ou environnemental sur le territoire Métropolitain.

Quantitativement, la plateforme doit permettre de faire aboutir à terme 5 études par an, chaque étude devant ouvrir une perspective de création de 3 emplois en moyenne.

L'opération est mise en œuvre du 01/07/2019 au 31/12/2020 sur le territoire métropolitain.

France ACTIVE PACA : Dispositif Local d'Accompagnement

Le Dispositif Local d'Accompagnement permet d'accompagner les structures de l'économie sociale et solidaire éligibles à la pérennisation de leurs emplois et leurs activités. Un accompagnement au renforcement du modèle économique et au développement de l'emploi des structures employeuses est proposé au travers d'une phase de diagnostic et d'une phase d'ingénierie dans laquelle des accompagnements individuels ou collectifs sont mis en œuvre.

L'intervention du Fonds Social Européen doit permettre de renforcer le nombre d'accompagnements.

L'opération est mise en œuvre du 01/01/2020 au 31/03/2021 sur le territoire métropolitain.

Le coût total éligible de ces opérations s'élève à 796 493,34 euros pour un montant de subvention FSE de 419 643,58 euros.

Ces montants figureront dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les structures porteuses des opérations sélectionnées.

Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance aux structures porteuses calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants attribués sont les suivants :

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût total éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
Objectif spécifique 1 : Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion				
Recruter différemment pour insérer durablement	Uniformation	206 661,64 €	77 061,64 €	15 412,32€
Centrale de mobilité dédiée à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi	MDE Marseille	120 833,86 €	60 000,10 €	12 000,02 €
Objectif spécifique 2 : Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion				
Dispositif RH TPE	MDE Marseille	89 331.03 €	39 816.03 €	7 963,20 €
Bungalows chantier	GEIQ Bâtiment	120 992.20 €	60 860,20 €	12 172,04 €
Objectif spécifique 3 : Développement de projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire				
La Fabrique by Inter-Made et La Friche	INTERMADE	158 674,61 €	81 905,61 €	16 381,12€
Dispositif Local d'Accompagnement	France ACTIVE PACA	100 000 €	100 000 €	30 000 €
Total		796 493,34 €	419 643,58 €	93 928,70 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes

et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 et EMP 001-6561/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant les opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet de janvier 2018 et février/mars 2019 ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 du 01/10/2019 ;
- Le guide des procédures de septembre 2019 : gestion du programme Opérationnel FSE « Emploi et inclusion en métropole ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020.
- L'éligibilité au FSE des opérations présentées et instruites suite aux appels à projet, publiés le 1^{er} octobre 2019, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets du 1^{er} octobre 2019 au titre de la gestion de subvention globale 2018-2020 pour un coût total éligible de 796 493,34 euros dont 419 643,58 euros de part FSE.

Article 2 :

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et avenants attributifs de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole 2019 et suivants, en section de fonctionnement : sous politique B340, nature 65748 – fonction 051 :

- En 2020 : 93 928,70 euros
- En 2021 : 162 857,44 euros
- En 2022 : 162 857,44 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 002-8212/20/BM

■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen : PON FSE 2014-2020 - Approbation d'un avenant à la convention FSE "Visa vers l'emploi : un projet, des perspectives, des solutions" n° 201901834

MET 20/15228/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 € pour un coût total éligible de 28 834 840,12 € dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Dans le cadre de l'objectif spécifique 1 de l'axe 3 dudit Programme, le Bureau de la Métropole a approuvé par la délibération n° EMP 001-6561/19/BM du 26 septembre 2019 l'opération « Visa vers l'emploi : un projet, des perspectives, des solutions » menée par l'association « Mission Locale de Marseille » pour la période 2018-2020. La période d'instruction a permis d'arrêter le coût total éligible de l'opération à un total de 182 669,17 euros ainsi que le montant de subvention FSE correspondant à 91 334,17 euros TTC. La durée de l'opération est de 17 mois, entre le 1 septembre 2019 et le 28 février 2021.

C'est sur ce fondement que la convention n° 201901834 « Visa vers l'emploi : un projet, des perspectives, des solutions » a été signé le 25 novembre 2019 entre la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Mission Locale de Marseille.

Dans le cadre d'une réévaluation des caractéristiques du public cible du projet, les modifications suivantes ont dû être apportées de manière rétroactive à la convention :

- Modification de l'âge d'entrée dans le dispositif : l'âge minimal du public cible est abaissé à 20 ans, à la place de 22 ans auparavant.
- Modification des pièces d'éligibilité du public concernant l'attestation d'hébergement : mise en place d'une attestation officielle signée par la direction, attestant du lieu d'habitation des jeunes à son entrée dans le dispositif "Visa vers l'emploi" avec capture d'écran (IMILO) de l'inscription du jeune à la Mission Locale de Marseille.

- Ce document devra rester exceptionnel et sera utilisé lorsque l'attestation de l'hébergeant ne pourra être fournie.
- Pour les deux promotions d'avril et juin 2020 seulement seront réalisés des entretiens individuels, compte tenu du fait que les ateliers collectifs ont été annulés à la suite de la crise sanitaire.

Le plan de financement de l'opération reste inchangé.

Une modification des aspects qualitatifs du projet est nécessaire afin d'adapter ladite opération retenue pour la période de programmation 2018-2020 à la réalité de la mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la Métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-2887/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 et EMP 001-6561/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant les opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet de janvier 2018 et février/mars 2019 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention FSE n°201901834 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Mission Locale Marseille relative à l'octroi d'une subvention du Fonds Social Européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'inscription de l'inclusion active est une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020 et répond aux enjeux du territoire.
- Qu'il convient de conclure un avenant à la convention FSE n° 201901834 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Mission Locale Marseille.

Délibère

CHL 003-8213/20/BM

**■ Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH - Approbation des conventions de financement et d'utilisation des aides
MET 20/15056/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux Plans De Sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000 à 2005 et 2007 à 2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13, pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande de monsieur le Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté en date du 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment la résidence du « Parc Bellevue » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est une des 5 copropriétés de Marseille bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, 14 sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés. Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Par délibération n° DEVT 004-6652/19/CM du 26 septembre 2019, la Métropole a approuvé les subventions pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence suivant les montants maximaux des aides en complément des subventions de l'ANAH ci-dessous :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Les travaux d'urgence en prévision pour le bâtiment E sont les suivants :

- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Isolation thermique des planchers hauts des caves ;
- Mise en sécurité des tableaux électriques et des raccordements électriques dans les caves ;
- Réfection de l'éclairage des 3 cages d'escaliers y compris mise en place de l'éclairage de secours ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs, raccordement des réseaux EU, EV sur voiries ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes et repositionnement en parties communes pour faciliter la maintenance ;
- Remplacement des appareils sanitaires extrêmement vieillissants et ne pouvant supporter une adaptation neuf/vieux dans le cadre du remplacement des colonnes ;
- Les travaux impliquent également des percements et la destruction des éléments d'encoffrement de type gaine carrelées et/ou murs faïencés ainsi que la reprise d'encoffrements, de faïences murales et de carrelages de sols nécessaires ;
- Mise en place des skydoms de désenfumage dans les cages des escaliers conformes à la réglementation en vigueur.

Les travaux d'urgence en prévision sur les bâtiments F, G et H sont les suivants :

- Réfections des étanchéités en toiture et évacuation de l'ancienne étanchéité y compris des anciens rouleaux et déchets restés sur place lors des précédentes interventions ;
- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Mise en sécurité des tableaux électriques et des raccordements électriques dans les caves ;
- Réfection de l'éclairage des 4 cages d'escaliers y compris mise en place de l'éclairage de secours ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs, raccordement des réseaux EU, EV sur voiries ;
- Remplacement des colonnes d'alimentation d'eau potable ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes et repositionnement en parties communes pour faciliter la maintenance ;
- Remplacement des appareils sanitaires extrêmement vieillissants et ne pouvant supporter une adaptation neuf/vieux dans le cadre du remplacement des colonnes ;
- Les travaux impliquent également des percements et la destruction des éléments d'encoffrement de type gaine carrelées et/ou murs faïencés ainsi que la reprise d'encoffrements, de faïences murales et de carrelages de sols nécessaires ;
- Mise en place des skydoms de désenfumage dans les cages des escaliers conformes à la réglementation en vigueur ;
- Mise en sécurité des fixations et reprise des gardes corps en péril.

Le 24 novembre 2015, par ordonnance de remplacement d'expert du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Nicolas RASTIT a été désigné administrateur provisoire sur les copropriétés des bâtiments E et F, G, et H. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire avaient été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus au a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Pour ces copropriétés sous administration, l'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux d'urgence, son enveloppe financière et son mode de financement.

Le montant maximal des aides aux travaux d'urgence apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	410 031 €	1 575 467 €	1 985 498 €	81%

MAMP	96 426 €	359 696 €	456 122 €	19%
Total en €	506 457 € TTC	1 935 163 € TTC	2 441 620 € TTC	100%

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour les bâtiments E, F, G, et H du Parc Bellevue sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux, des honoraires techniques, de l'assurance dommage ouvrage et des honoraires de gestion de l'administrateur liés aux travaux d'urgence (plafonnés à 1% des montants de travaux hors taxes) toutes taxes comprises.

Il convient donc de conclure deux conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Bellevue » pour le bâtiment E d'une part, et pour les bâtiments F, G, et H d'autre part. Ces conventions ont pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments et définit les modalités de versement des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relative à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;

- Le relevé de décisions de la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, du 12 mars 2019, validant le programme de travaux d'urgence sur le « Parc Bellevue », les études et diagnostics avant travaux d'urgence et leur mode de financement ;
- Le procès-verbal de décision de l'administrateur provisoire du 3 juillet 2019 ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;
- La délibération n° DEVT 004-6652/19/CM du 26 septembre 2019, approuvant les subventions pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence des bâtiments E et Bâtiments FGH ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre.
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial approuvé par délibération n°DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées.
- Que la résidence du « Parc Bellevue » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention.
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux d'urgence sur le parc Bellevue, les études et diagnostics avant travaux d'urgence, leur estimation financière et leur mode de financement en date du 12 mars 2019.
- Que l'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux d'urgence, son

enveloppe financière et son mode de financement sur les bâtiments E et FGH sur la base des études et diagnostics avant travaux d'urgence.

- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des travaux d'urgence sur les bâtiments E et FGH du Parc Bellevue.
- Qu'il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation des travaux d'urgence.
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement des travaux d'urgence à intervenir entre la Métropole d'une part, et le Syndicat des copropriétaires du bâtiment E d'autre part.
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement des travaux d'urgence à intervenir entre la Métropole d'une part, et le Syndicat des copropriétaires des bâtiments FGH d'autre part.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 96 426 euros au syndicat des copropriétaires de la résidence du Parc Bellevue – bâtiment E (Marseille 3^{ème} arrondissement, 143 rue Félix Pyat) pour la réalisation des travaux d'urgence.

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 359 696 euros au syndicat des copropriétaires de la résidence du Parc Bellevue – bâtiments F, G et H (Marseille 3^{ème} arrondissement, 143 rue Félix Pyat) pour la réalisation des travaux d'urgence.

Article 3 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement de l'aide aux travaux d'urgence accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice du syndicat des copropriétaires chargé de la gestion du bâtiment E de la Résidence « Parc Bellevue » 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille

Article 4 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement de l'aide aux travaux d'urgence accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice du syndicat des copropriétaires chargé de la gestion des bâtiments FGH de la Résidence « Parc Bellevue » 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 – Opération 2016103805 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 004-8214/20/BM

■ **Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH**
MET 20/15059/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat, 13003 Marseille est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux plans de sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000-2005 et 2007-2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13 pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté le 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Bellevue comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. La résidence du « Parc Bellevue » est une des 5 copropriétés de Marseille bénéficiant d'un suivi

national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, 14 sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent essentiellement à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H

ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés.

Par délibération concomitante, sont approuvées les conventions de financement concernant d'une part les travaux d'urgence du bâtiment E, et d'autre part, les travaux d'urgence concernant les bâtiments F, G et H avec le représentant des syndicats de copropriété ayant pour objet de définir le montant et les modalités de versement de ces aides pour réaliser ces travaux d'urgence.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'ANAH sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	410 031 €	1 575 467 €	1 985 498 €	81%
MAMP	96 426 €	359 696 €	456 122 €	19%
Total en €	506 457 € TTC	1 935 163 € TTC	2 441 620 € TTC	100%

Ces financements couvrent 100% du montant TTC des travaux d'urgence, y compris les honoraires techniques, l'assurance dommage ouvrage et les honoraires de gestion de l'administrateur liés aux travaux d'urgence (plafonnés à 1% des montants de travaux hors taxes) toutes taxes comprises.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans chaque convention de financement citée supra.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux d'urgence et à leur poursuite, il est proposé que la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété de Provence (SACICAP de Provence), en sa qualité de mandataire des SACICAP partenaires, assure le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence sur la copropriété du Parc Bellevue du bâtiment E et des bâtiments F, G et H.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'Habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et

s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires au bénéfice des syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'urgence justifiant le versement de la subvention de la Métropole, celle-ci versera les fonds directement à la SACICAP de Provence, conformément aux dispositions de la convention de financement conclue concomitamment.

Il convient donc d'approuver les conventions de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et chaque Syndicat des copropriétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relatif à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;
- Relevé de décisions de la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, du 12 mars 2019, validant le programme de travaux d'urgence sur le « Parc Bellevue », les études et diagnostics avant travaux d'urgence et leur mode de financement ;
- La délibération n° DEVT 004-6652/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 attribuant une subvention à chaque syndicat de copropriétaires pour la réalisation d'études et de diagnostics avant travaux d'urgence sur le bâtiment E, F, G et H de la Résidence du Parc Bellevue à Marseille, et approuvant les conventions de financement ;
- La délibération XXXXXXXXXXXX du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 attribuant une subvention à chaque syndicat de copropriétaires pour la réalisation des travaux d'urgence sur le bâtiment E, F, G et H de la Résidence du Parc Bellevue à Marseille, et approuvant les conventions de financement ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de décision de l'administrateur provisoire du 3 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial, approuvé par délibération n°DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Bellevue » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux d'urgence sur le parc Bellevue, les études et diagnostics avant travaux d'urgence, leur estimation financière et leur mode de financement le 12 mars 2019 ;
- Que l'administrateur provisoire a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux, son enveloppe financière et son mode de financement sur les bâtiments E et FGH ;
- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des études avant travaux d'urgence sur les bâtiments E et FGH du Parc Bellevue ;
- Que par délibération n° DEVT 004-6652/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention à chaque syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces études et diagnostics sur le bâtiment E et sur les bâtiments F, G, H et des conventions de financement avec chaque syndicat des copropriétaires ;
- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des travaux d'urgence sur les bâtiments E et FGH du Parc Bellevue ;
- Que par délibération CHL 003-8213/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention à chaque syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux d'urgence sur le bâtiment E et sur les bâtiments F, G, H et des conventions de financement avec chaque syndicat des copropriétaires ;
- Qu'afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP de Provence et la SACICAP Midi-Méditerranée assurent conjointement, sur le fondement des dispositions du code de la construction et de l'habitation, le préfinancement de la totalité des aides

publiques attribuées pour la réalisation de ces travaux d'urgence ;

- Que ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des travaux d'urgence à réaliser sur le bâtiment E de la Résidence Parc Bellevue – 143 rue Félix Pyat – 13003 MARSEILLE, entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat de copropriétaires.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement travaux d'urgence à réaliser sur les bâtiments F, G et H de la Résidence Parc Bellevue – 143 rue Félix Pyat – 13003 MARSEILLE, entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat de copropriétaires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 005-8215/20/BM

**■ Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégadé - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet copropriétés dégradées Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux
MET 20/15087/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) a approuvé la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille. Cette opération à volet « copropriétés dégradées » vise tout particulièrement à permettre aux copropriétés en difficultés du tissu ancien de la ville à faire face à une obligation de travaux importants. L'objectif est le traitement en 3 ans de 100 immeubles présentant de graves désordres constructifs et prioritairement ceux frappés de péril et évacués.

La mobilisation du régime exceptionnel du « plan initiative copropriétés » permet à l'Anah d'accorder au syndicat de copropriété, sans condition de loyer ni de ressources pour les copropriétaires, jusqu'à 100% du montant hors taxe des travaux pérennes de sortie de péril ou d'insalubrité.

La Métropole accompagne sur fonds propres ces aides exceptionnelles par une participation allant jusqu'à 20% du montant des travaux pour couvrir 100% des travaux urgents TTC réalisés sur les copropriétés dégradées et participer ainsi à leur redressement pérenne.

Entrée en vigueur en mai 2019, ce dispositif est animé par une équipe opérationnelle constituée du groupement Urbanis et Eliaris, bureau d'études apportant une expertise dans l'appréhension des situations et l'examen des programmes de travaux proposés pour remédier de manière durable et complète aux désordres bâtimentaires afin d'obtenir la mainlevée des procédures de péril.

Ce sont 170 copropriétés en difficultés qui sont aujourd'hui recensées comme pouvant bénéficier du dispositif, dont nombre sont sous administrateur provisoire et la plupart connaissent, outre l'obligation d'assumer un programme de travaux lourds et urgent, des difficultés dans leur fonctionnement ou leur trésorerie.

La Métropole souhaite faciliter et améliorer la mise en œuvre des programmes de travaux de ces copropriétés bénéficiant des subventions définies dans le cadre de l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'habitat indigne – Marseille centre ». En effet, si le montant des travaux de sortie de péril ou d'insalubrité parvient à être entièrement subventionné, les copropriétés doivent faire l'avance d'une partie des fonds ce que leur trésorerie ne permet pas souvent.

C'est dans ce but que les Sociétés Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP Provence et SACICAP Midi Méditerranée) sont sollicitées pour accompagner financièrement par un régime de préfinancement des subventions cette OPAH RU transitoire.

Cette mobilisation financière des SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État. L'effort de chaque SACICAP a pour limite ses propres moyens et éventuellement les moyens qu'elle aura pu mobiliser auprès d'autre SACICAP dans le cadre de l'exécution de la convention cadre « Missions sociales 2018-2022 » signée le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État.

Il est ainsi proposé de signer une convention-cadre visant à répondre aux enjeux et aux objectifs fixés par l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'habitat indigne - Marseille centre » en partenariat avec la SACICAP en définissant les modalités du préfinancement des subventions de la Métropole pour les copropriétés fragiles et en difficulté inscrites dans le périmètre d'application de l'OPAH.

Ce préfinancement des subventions de la Métropole par la SACICAP apportera des solutions aux copropriétés fragiles et en difficulté qui pourront ainsi réaliser leur projet plus sereinement.

Cette convention fixe les objectifs poursuivis, la qualité et les conditions d'éligibilité des bénéficiaires, les engagements respectifs des SACICAP et de la Métropole, les modalités pratiques de versement du préfinancement et de son remboursement, et enfin les conditions de suivi. Elle est proposée pour une durée coïncidant avec la durée de l'OPAH dont le terme est actuellement prévu le 8 avril 2022.

La liste des copropriétés recensées comme éligibles y est annexée ; elle sera actualisée en tant que de besoin sur la base des copropriétés dégradées validées et inscrites dans le logiciel Op@I de l'Anah. La convention pourra être révisée par avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat « lutte contre l'habitat indigne » sur Marseille ;
- La convention n°19/0310 d'OPAH Renouvellement Urbain à volet copropriétés dégradées « Lutte contre l'Habitat indigne - Marseille centre » notifiée le 4 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé prévoit des mesures incitatives pour accompagner les propriétaires privés et les syndicats dans la mise en œuvre de travaux de réhabilitation pérenne ;
- Que l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille centre » mise en place dans ce cadre comprend un volet « copropriété dégradées » et vise au traitement d'une centaine d'immeubles ;
- Qu'il convient de faciliter la trésorerie des copropriétés en difficultés qui s'engagent dans un programme de travaux important pour remédier durablement à des désordres afin de mener à terme ces projets ;
- Que la mobilisation financière des SACICAP s'inscrit le cadre l'exécution de la convention « Missions sociales 2018-2022 » signée le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-cadre ci-annexée entre les SACICAP Provence et Midi Méditerranée et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les modalités de préfinancement des subventions octroyées par la Métropole aux copropriétés en difficulté dans le cadre de l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'habitat indigne - Marseille centre » pour atteindre les objectifs visés par cette opération durant toute sa durée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son

représentant, est autorisé à signer cette convention-cadre ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence – Opération 2018107013 – Sous-Politique E110 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 006-8216/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°5 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fond de Solidarité Logement (FSL) MET 20/15061/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Par délibération DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une convention n° 18/116 a été passée avec la CAF des Bouches-du Rhône, prolongée par délibération DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018, pour permettre la gestion administrative, financière et comptable des aides financières versées au titre du FSL. La convention définissait également les dossiers traités par les agents de la CAF affectés au FSL et ceux traités en dérogatoire par les agents métropolitains en charge du dispositif FSL.

Il a été constaté par la Métropole, que le nombre de dossiers présentant des impayés locatifs est en baisse, alors que les expulsions locatives sont en nombre constant. Afin de permettre une analyse globale des dossiers présentés au titre du FSL métropolitain, il est nécessaire que ceux-ci soient traités en totalité par la Métropole. Cette mesure permettra d'organiser dans un second temps, un groupe de travail avec le Département et les bailleurs sociaux, afin d'étudier les raisons de ces expulsions locatives et si possible, trouver des solutions adaptées pour permettre de les éviter.

Pour un certain nombre de ménages, ont été mis en place, certaines actions qui permettent de prendre en charge partiellement les impayés locatifs, en lien avec les CCAPEX (Commissions de Coordination des Actions de Préventions des Expulsions locatives) locales et les services chargés de l'accompagnement social pour assurer un suivi de la famille.

Aussi, cet avenant vient d'une part modifier la répartition de traitement des dossiers par les agents de la CAF et ceux relevant des agents métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;
- La convention de partenariat n° 18/0116, notifiée le 05 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération DEVT 019-7477/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n° 3 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La décision 20/426/D du 28 mai 2020 approuvant l'avenant n° 4 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter des modifications sur la répartition des dossiers traités par la CAF et ceux traités par les agents métropolitains en charge du FSL.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé, à la convention de partenariat entre la CAF des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 007-8217/20/BM

■ Approbation d'un avenant portant prorogation de la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) du Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays Salonais

MET 20/15053/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte le Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, au côté des communes de Salon-de-Provence et Berre-l'Etang. Ce contrat repose sur trois piliers dont celui du Cadre de Vie et le Renouvellement Urbain. C'est dans ce dernier, au côté du dispositif de gestion urbaine de proximité, que s'inscrit la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB du Pays Salonais.

Conformément à l'article 26 de la loi du 21 février 2014 et à la loi de finances de 2015, le rattachement de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties au Contrat de Ville est confirmé, et il convient de faire bénéficier aux bailleurs sociaux possédant du logement social en quartier Politique de la Ville (QPV), un abattement de 30% de la TFPB (quartiers Politique de la Ville du Territoire du Pays Salonais : Canourgues et Monaque pour Salon-de-Provence, Béalet-Bessons-Mariélie et Centre-Ville pour Berre-l'Etang).

La loi de finances 2019 n°2018-1317 du 28 décembre 2018 a prolongé les Contrats de Ville jusqu'en 2022. Cette prorogation entraîne celle de la géographie prioritaire et des dispositifs et mesures fiscales associés, dont l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des bailleurs sociaux ayant des résidences en quartiers Politique de la Ville. De ce fait, la convention cadre d'utilisation de l'abattement de TFPB est prorogée jusqu'en 2022.

Par ailleurs, et conformément à l'article 156 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 « Egalité et Citoyenneté », les bailleurs sociaux doivent transmettre annuellement aux signataires du Contrat de Ville et aux Conseils Citoyens, les bilans des actions annuelles entreprises dans le cadre du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'intervention pour la Politique de la Ville ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté ;
- La loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 et notamment son article 181 ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence approuvée par délibération du Conseil Communautaire d'Agglopolo Provence le 2 juillet 2015 sous le n°140\15.
- Le cadre national d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé entre l'Etat, l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) et les associations d'Elus (Villes et Banlieues, Association des Maires de France...) le 29 avril 2015 ;
- La délibération de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance n° 140/15 du 2 juillet 2015 portant signature du contrat de ville de la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence 2015-2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant portant prorogation de la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers « Politique de la Ville » du Pays Salonais, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant, et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 008-8218/20/BM

**■ Approbation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politique de la Ville du territoire métropolitain
MET 20/15057/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la loi du 21 février 2014, les six Conseils de Territoire du territoire métropolitain disposant de Quartiers Politique de la Ville ont chacun signé un contrat de ville.

L'article 1388 bis du Code Général des Impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.

Celui-ci permet aux bailleurs sociaux signataires des contrats de ville de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour leurs patrimoines situés en quartier politique de la ville et de financer, en contrepartie, des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.

Il s'inscrit, conformément au comité interministériel des villes du 19 février 2013 sur :

- Un programme d'actions territoriales articulé avec des démarches de gestion urbaine et sociale de proximité
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif des actions réalisées par les bailleurs sociaux précis des actions réalisées
- L'implication des locataires et conseils citoyens dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction.

L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.

Il convient donc d'acter ces enjeux dans le cadre d'un avenant à chaque convention TFPB du territoire métropolitain :

- - Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 30 mars 2017
- - Soit pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 18 décembre 2015
- - Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant à la convention initiale TFPB signée le 29 décembre 2015
- - Soit pour le Pays Ouest Provence, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 2 février 2016
- - Soit pour le Pays de Martigues, un avenant à la convention initiale TFPB signée 23 décembre 2015.

L'objet de ces avenants aux conventions cadre relative à l'utilisation de la TFPB dans les QPV de la Métropole doit permettre :

- De proroger sur la durée des Contrats de Ville la mise en œuvre de l'abattement TFPB ;
- De préciser les modalités de mise en œuvre propres à chaque avenant en tenant compte des bilans réalisés depuis 2016 ;
- D'indiquer les clauses additionnelles et les points sur lesquels la convention initiale reste inchangée ;

Concernant le Territoire de Marseille Provence :

L'avenant à la convention d'abattement TFPB précise un certain nombre de priorités sur les programmes d'actions proposés par les bailleurs sociaux :

- Conforter le lien avec la Métropole et sa Direction de Propreté urbaine et du cadre de Vie notamment afin de valoriser et d'adapter les outils de communication sur la propreté urbaine au public des résidences en QPV,
- Prendre des initiatives, en partenariat avec des structures dont l'action valorise le tri et la réduction des déchets » (ressourceries, régies de quartier)
- Soutenir l'accompagnement social lié au logement : accueil des nouveaux entrants, précarité numérique, relogement lié aux projets de renouvellement urbain, accompagnement renforcé.
- Développer des chantiers d'insertion ou des chantiers éducatifs pour favoriser l'amélioration de la gestion des parties communes
- Mettre en place des actions de médiation numérique en lien avec les démarches de logement et d'accès aux droits

Les modalités d'association des conseils citoyens sont spécifiées conformément à l'article 156 de la loi 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (article 1388bis du Code Général des Impôts : les bailleurs sociaux doivent transmettre annuellement aux signataires du contrat de ville et aux Conseils Citoyens, les bilans annuels des actions entreprises en contrepartie de l'abattement sur la TFPB

Les représentants d'habitants et notamment des Conseils Citoyens sont invités à participer au comité de pilotage TFPB, aux comités de suivi territoriaux.

Concernant le Territoire du Pays d'Aix :

L'avenant à la convention cadre relatif à l'utilisation de l'abattement TFPB du Territoire du Pays d'Aix a pour objet de présenter les nouvelles priorités des futurs programmes d'actions des bailleurs sociaux durant les trois prochaines années de l'avenant. Un travail sur deux axes principaux va être accentué, celui de la concertation et de la sensibilisation des locataires ainsi que celui de l'animation, du lien social et du vivre ensemble en continuant à croiser les programmes d'actions TFPB avec la programmation annuelle du Contrat de Ville.

Concernant le Territoire du Pays Salonais :

L'avenant à la convention cadre relatif à l'utilisation de l'abattement TFPB du Territoire du Pays Salonais a pour objet de :

- Modifier la date de fin de l'avenant, prorogé au 31/12/2022 ;

- Réaliser une démarche métropolitaine pour uniformiser les outils de suivi et de gestion de convention CUA TFPB, en lien avec les bailleurs sociaux et partenaires du dispositif ;
- Réaffirmer la participation des conseils citoyens de Berre et de Salon de Provence à la démarche en étant partie prenante dans les organisations du contrat de ville (COTECT et COPIL) ;
- Réaffirmer que les bilans produits par les bailleurs et la métropole seront adressés aux associations de locataires et conseils citoyens.

Concernant le Territoire du Pays Ouest Provence :

Il s'agit ici du 2ème avenant à la convention TFPB. Il a pour objet de proroger sur la durée du contrat de ville, soit jusqu'à fin 2022, la mise en œuvre de l'abattement de 30% sur la TFPB.

Les modalités fixées dans la convention initiale restent inchangées. Les priorités d'action s'intègrent au cadre national et portent sur le renforcement de la présence du personnel de proximité, et sa formation, le sur entretien, la gestion des déchets/encombrants/épaves, la tranquillité résidentielle, la concertation/sensibilisation des locataires, et l'animation /lien social/vivre ensemble.

Concernant le Territoire du Pays de Martigues :

L'avenant à la convention d'abattement TFPB du Pays de Martigues ci-annexé propose de :

- Proroger sur la durée du Contrat de Ville la mise en œuvre de l'abattement de 30% de la TFPB sur les QPV du territoire ;
- Préciser les modalités de mise en œuvre propres au Territoire du Pays de Martigues en tenant compte des bilans annuels TFPB réalisés depuis 2016 ;
- Préciser l'articulation avec les dispositifs de Gestion Urbaine de Proximité sur le Territoire du Pays de Martigues ;
- Les clauses additionnelles et les points sur lesquels la convention initiale reste inchangée, sont mentionnés dans le corps dudit « Avenant à la convention cadre relative à l'utilisation de l'abattement TFPB dans les quartiers prioritaires du Pays de Martigues » ;
- Les modalités d'articulation entre l'utilisation de l'abattement de la TFPB et les démarches de gestion urbaine de proximité existantes sur le territoire sont maintenues selon les dispositifs précisés dans l'article I de la Convention cadre du 23 décembre 2015 du Pays de Martigues ;
- L'avenant propose d'intégrer les Conseils citoyens dans les formes attendues par les textes et constitués par arrêté du Préfet ;
- De plus les bailleurs feront état, à partir d'indicateurs de gestion des moyens de droit

commun qu'ils investissent dans chacun des quartiers selon le modèle national.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015 ;
- L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire de Marseille Provence signée le 30 mars 2017 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays d'Aix signée le 18 décembre 2015 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays Salonais signée le 29 décembre 2015 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire Ouest Provence signée le 2 février 2016 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays de Martigues signée le 23 décembre 2015 ;
- La délibération N° 016-6664/19 du Bureau métropolitain du 26 septembre 2019 sur l'approbation des avenants portants protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis pour information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020 ;
- L'avis pour information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 ;
- L'avis pour information du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020 ;

- L'avis pour information du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020 ;
- L'avis pour information du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prolongée jusqu'en 2022.
- Que l'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.
- Que l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.
- Que pour ce faire, il convient de conclure un avenant à la convention d'abattement TFPB pour chaque Conseil de Territoire métropolitain concerné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de la convention TFPB du territoire Marseille-Provence ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays d'Aix ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays Salonais ci-annexé.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n° 2 de la convention TFPB du territoire du Pays Istres Ouest Provence ci-annexé.

Article 5:

Est approuvé l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays de Martigues ci-annexé.

Article 6:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces 5 avenants à la convention d'abatement TFPB et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 009-8219/20/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) MET 20/15048/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône est une association d'information sur le logement créée en 2002. Elle est affiliée à un réseau national (ANIL) et bénéficie d'un agrément délivré par le Ministre chargé du Logement.

Conformément à l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial.

Pour accomplir sa mission, l'ADIL 13 conduit trois types d'actions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL 13 sis 15, avenue Robert Schuman, 13002 Marseille et via un réseau de 36 permanences sur le territoire métropolitain;
- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages (observatoire de l'habitat, des loyers du parc privé, de l'accession à la propriété, des fragilités liées au logement...);
- Former les acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés afin de sécuriser leur intervention dans le domaine de l'habitat en prenant en compte l'évolution des législations et des dispositifs locaux et nationaux de l'habitat.

L'ADIL 13 est composée de membres de droit que sont notamment le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et l'Association des Maires de France, et de membres adhérents qui sont des personnes morales intervenant dans le domaine du logement ou de l'habitat dans le département des Bouches-du-Rhône.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur des partenaires pour l'accompagner dans la mise en œuvre d'actions en faveur des habitants.

Ainsi, et compte tenu des missions de l'ADIL 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°DEVT 008-5891/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, décidé d'adhérer à cette association, structure reconnue en la matière et qui intervient déjà depuis de nombreuses années sur le territoire métropolitain.

Aussi, eu égard à l'objet et aux objectifs poursuivis par l'ADIL 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Il est précisé que l'adhésion de la Métropole à cette association sera sans incidence financière, les collectivités territoriales et EPCI adhérents n'étant pas soumis au paiement d'une cotisation, conformément aux statuts de l'ADIL 13 (art. 18).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEVT 008-5891/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ADIL 13 est une association agréée d'information sur le logement.
- Qu'afin de pouvoir mener ses missions en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré en 2019 à l'ADIL 13 qui constitue un acteur incontournable dans ce domaine et développe différentes actions tant à destination des habitants que des acteurs de l'habitat.
- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ADIL 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 202.
- Que l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association n'est pas soumise au paiement d'une cotisation.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) pour l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 010-8220/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association ADIL des Bouches du Rhône au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs MET 20/15049/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'adoption en 2005 de textes communautaires relatifs aux aides d'Etat, les règles encadrant les relations financières entre les pouvoirs publics et les associations ont évolué. La réglementation actuelle en vigueur a été adoptée par décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011, dit « paquet Almunia », par le Règlement (UE) de la Commission du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis et le Règlement (UE) de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Ainsi, au sens du droit communautaire, certaines activités exercées par les associations sont considérées comme étant de nature économique et

relèvent du régime juridique des aides d'Etat imposant par conséquent un nouveau mode de conventionnement entre les collectivités et les associations.

Les textes européens indiquent qu'une association recevant plus de 200 000 € de soutiens publics sur une période de 3 ans ou 500 000 € sur une période de trois ans dès lors qu'elle exerce un service d'intérêt économique général (qui correspond à une compensation d'obligations de service public), ne relève pas du régime juridique des aides d'Etat conformément à la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit un partenariat avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL13) dans le prolongement des relations avec les six intercommunalités fusionnées.

Conformément à l'article L.366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône a en effet pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial.

Pour accomplir sa mission, l'ADIL 13 conduit trois types d'actions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL sise 15, avenue Robert Schuman, 13002 Marseille et via un réseau de 36 permanences situées sur le territoire métropolitain ;
- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages ;
- Informer et apporter une expertise aux acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'ADIL 13.

Aussi, et afin d'aller plus loin sur le plan opérationnel, il convient désormais d'approuver une convention

annuelle d'objectifs incluant un programme d'actions qui sera mis en œuvre par l'ADIL 13 sur la Métropole.

Il appartient en conséquence au Bureau de la Métropole d'approuver la convention annuelle d'objectifs, ainsi que le montant du soutien à octroyer à l'ADIL 13 pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L366-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n°2003-710 du 1er août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La délibération n°DEVT 008-6154/19/BM approuvant la convention annuelle d'objectifs ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir mener ses missions en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-

Provence souhaite s'appuyer sur l'expertise de l'ADIL 13 qui constitue un acteur incontournable dans ce domaine et qui a développé différentes actions tant à destination des habitants que des acteurs de l'habitat.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association ADIL des Bouches-du-Rhône d'un montant de 510 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, entre l'association ADIL 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique D111 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 011-8221/20/BM

■ Attribution d'une subvention complémentaire à l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques pour l'année 2020 - Approbation d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs MET 20/15064/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), est une association créée en 1991 et régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est basé au 120 rue de Rome, 13006 Marseille.

Cette association a pour objet de :

- Permettre l'accès au droit et à la médiation des publics en difficultés,
- Développer l'articulation entre accès au droit et médiation,
- Organiser et promouvoir le recours à la médiation à la demande des personnes et

- des institutions en particulier de la justice civile et pénale,
- Contribuer au développement de la médiation dans le cadre d'une politique locale de prévention et règlement des conflits,
- Contribuer au développement des modes alternatifs de résolution des conflits,
- Proposer et réaliser des actions de sensibilisation et de formation liées à l'accès au droit et à la médiation

Elle a été soutenue dès l'origine par la Direction Politique de la Ville du Territoire Marseille-Provence, dans l'objectif de favoriser l'accès aux Droits des personnes fragilisées et des habitants des quartiers prioritaires.

L'action de l'ASMAJ entre pleinement dans l'offre de services que la Métropole a souhaité développer au sein de l'Espace Accompagnement Habitat à destination des usagers.

Par délibération DEVT 003-6149/19/BM du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs avec l'ASMAJ qui lui permet d'assurer depuis le 1er juillet 2019 un accompagnement des ménages au sein de l'Espace Accompagnement Habitat. Elle y tient :

- des permanences Premier Accueil Médiation en vue d'accompagner tous les usagers se présentant à l'Espace Accompagnement Habitat pour connaître leurs droits. Ces permanences se tiennent une fois par semaine et sont assurées par une personne, relais d'accès au droit et un médiateur ;
- des permanences d'accompagnement des locataires dans le cadre de procédures juridiques et judiciaires à l'encontre de leur propriétaire. Elles sont assurées par une équipe de 6 personnes, relais d'accès au droit à une fréquence hebdomadaire.

La réalisation de ces actions est conforme à son objet social d'animation et de médiation permettant d'une part d'améliorer la résolution des conflits et d'autre part d'accompagner juridiquement les locataires.

Au vu des résultats obtenus en 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité maintenir ce service pour l'année 2020.

Une subvention de 40 000 euros a été allouée à l'ASMAJ par le Bureau Métropolitain du 19 décembre 2019 et la Métropole s'est engagée pour un coût évalué à 64 000 euros à soutenir financièrement la réalisation de ces actions pour l'année 2020

Afin de répondre à la demande croissante formulée à l'EAH dans ce domaine, l'ASMAJ a proposé de renforcer son action afin d'assurer :

- 104 permanences hebdomadaires d'accompagnement vers la médiation ou la procédure judiciaire en 2020. Le recours à une démarche contentieuse ou amiable résulte d'un choix éclairé du public.
- 20 séances de médiation pour organiser des rencontres entre propriétaires et locataires afin de trouver des solutions concertées pour l'amélioration des logements. Ces médiations se tiendront au siège de l'ASMAJ.

De janvier 2020 à juin 2020, 102 ménages ont été reçus physiquement ou par téléphone : 91 accompagnement juridico-administratif et 11 médiations.

Afin de renforcer cette action pour l'année 2020 et pour anticiper l'augmentation des demandes à l'issue de la période de confinement, il est proposé un avenant à la convention 2020 pour une subvention complémentaire d'un montant de 24 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 003-6149/19/BM du 20 juin 2019 approuvant la convention entre l'ASMAJ et la Métropole pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019 ;
- La délibération DEVT 012-7470/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant la convention entre l'ASMAJ et la Métropole pour l'année 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité renforcer l'accompagnement des propriétaires et locataires dans la résolution de conflits ;
- La dynamique enclenchée sur le territoire en direction de l'habitat privé ancien et des copropriétés privées ;
- La capacité de l'ASMAJ à gérer les conflits, mener la médiation, accompagner les procédures juridiques et judiciaires.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire de 24 000 euros à l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ) portant la subvention de la Métropole à 64 000 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention annuelle d'objectifs, ci-annexé, avec l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), pour l'année 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2020 - Sous-politique D111 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 012-8222/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association l'Université du Citoyen pour l'accompagnement du Conseil citoyen sur la commune de Pertuis MET 20/15081/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville, par délibération DEVT 008-6465-19-CM en date du 20 juin 2019.

Cette action s'inscrit pleinement dans les initiatives conduites par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial et de cohésion sociale.

Les résultats probants sur cette expérimentation ont permis d'introduire pleinement les démarches participatives dans les politiques métropolitaines de cohésion sociale et la Politique de la Ville. Sur la base de l'identification des besoins et des préoccupations des habitants, ces nouvelles méthodes placent les citoyens en tant qu'acteurs de l'évolution des dispositifs publics.

En ce sens, les Conseil citoyens créées par la loi de programmation du 21 février 2014, complété par la circulaire du 2 février 2017, ont pleine autorité pour proposer et conduire des actions de participation citoyenne pour insuffler de nouveaux modèles de démocratie locale dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Le Conseil citoyens du Quartier Prioritaire du Centre Ancien de la Commune de Pertuis, a été créé par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2018.

Sur la base d'un travail technique renouvelé sur le plan des méthodes et des outils, la démarche participative renforcée a consisté à définir avec le Conseil citoyens, lui-même en lien avec les habitants, les priorités thématiques qui sont les leurs et de déterminer les lignes directrices des actions qui pourraient y répondre.

Le travail de l'Université du citoyen consiste donc à accompagner le conseil citoyen de Pertuis à la mise en œuvre de ce processus participatif de A à Z, adapté aux réalités de son territoire prioritaire et des habitants, en définissant les priorités et en trouvant les meilleures réponses collectivement. Il s'organise en 4 étapes opérationnelles :

- Le diagnostic partagé et les pistes d'action
- La priorisation et l'analyse des résultats du questionnaire auprès des autres habitants
- Le temps de présentation et la mobilisation d'opérateurs de la Politique de la Ville
- L'accompagnement et la facilitation du lien avec les opérateurs de la Politique de la ville

Le budget global alloué à cette action est de 5 000 euros sur l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La circulaire n° CABINET/C102/2017/41 du 2 février 2017 relative aux conseils citoyens ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les Conseils Citoyens mis en place par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 sont légitimes pour faire remonter les besoins des habitants et contribuer à définir les actions qui y répondent.
- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port de Bouc.
- Que les outils et méthodes développés dans le cadre de l'expérimentation du budget participatif de fonctionnement ont prouvé leur pertinence en plaçant les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs à part entière de l'évolution des dispositifs publics et de la prise de décision qui concernent directement leur territoire.
- Que le Quartier Prioritaire du Centre Ancien de la Commune de Pertuis, placé sous la compétence du Conseil Citoyen, est légitime pour mener ce type de démarche.
- Que dans le cadre de la Politique de la Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite conforter les liens entre le Conseil citoyens et les porteurs de projets sur le QPV Centre Ancien de la Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 5 000 euros à l'association Université du Citoyen, au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Université du Citoyen.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à au budget de la Métropole sous-politique E111, nature 65748, fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 013-8223/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix pour l'organisation de l'action "Accompagnement participatif à la transition écologique" sur la commune de Pertuis
MET 20/15077/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville, par délibération DEVT 008-6465-19-CM du 20 juin 2019.

Cette action s'inscrit pleinement dans les initiatives conduites par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial et de cohésion sociale.

Les résultats probants sur cette expérimentation ont permis d'introduire pleinement les démarches participatives dans les politiques métropolitaines de cohésion sociale et la Politique de la Ville Sur la base

de l'identification des besoins et des préoccupations des habitants avec eux, ces nouvelles méthodes placent les citoyens en tant qu'acteurs de l'évolution des dispositifs publics.

En ce sens, les Conseil citoyens créées par la loi de programmation du 21 février 2014, complété par la circulaire du 2 février 2017, ont pleine autorité pour proposer et conduire des actions de participation citoyenne pour insuffler de nouveaux modèles de démocratie locale dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Le Conseil citoyens du Quartier Prioritaire du Centre Ancien de la Commune de Pertuis, a été créé par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2018.

Sur la base d'un travail technique renouvelé sur le plan des méthodes et des outils, la démarche participative a consisté à définir avec le Conseil citoyens, lui-même en lien avec les habitants, les priorités thématiques qui sont les leurs et de déterminer les lignes directrices des actions qui pourraient y répondre.

Après une phase de questionnaire, et au regard de la crise sanitaire récente, une thématique s'impose comme un sujet central : « mieux vivre ensemble dans l'espace public ». Il recouvre 3 objectifs :

- améliorer le cadre de vie,
- sensibiliser à sa préservation,
- et atténuer le sentiment d'insécurité

Les habitants ont posé 4 critères dans la façon de faire et mener l'action :

1. travailler avec l'existant (les associations sur place, et les acteurs locaux),
2. s'adapter aux différents secteurs du centre ancien
3. Aller vers les habitants
4. Faire avec et non pas pour les habitants (participation active de ces derniers)

Pour répondre à l'ensemble de ces préoccupations, le CPIE souhaite développer l'action intitulée « Accompagnement participatif à la transition écologique » définie dans la convention ci-jointe.

En veillant à mixer les publics (jeunes et seniors habitants dans et hors QPV), le projet propose à des habitants de travailler sur le cadre de vie par des actions collectives du type « chantier participatif » (éducation à l'environnement, gestion des déchets, valorisation et la protection du patrimoine...) et des animations régulières. Il permet le rapprochement des générations.

Le budget global alloué à cette action est de 30 000 euros sur l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ; La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La circulaire n° CABINET/C102/2017/41 du 2 février 2017 relative aux conseils citoyens ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les Conseils Citoyens mis en place par la Loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 sont légitimes pour faire remonter les besoins des habitants et contribuer à définir les actions qui y répondent.
- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port de Bouc par délibération n° DEVT 008 6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.
- Que les outils et méthodes développés dans le cadre de l'expérimentation du budget participatif de fonctionnement ont prouvé leur pertinence en plaçant les habitants au cœur

de l'action publique, faisant d'eux des acteurs à part entière de l'évolution des dispositifs publics et de la prise de décision qui concernent directement leur territoire ;

- Que le Quartier Prioritaire du Centre Ancien de la Commune de Pertuis, placé sous la compétence du Conseil Citoyen, est légitime pour mener ce type de démarche.
- Que dans le cadre de la Politique de la Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite conforter les liens entre le Conseil citoyens et les porteurs de projets sur le QPV Centre Ancien de la Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros à l'association CPIE, au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association CPIE.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à au budget de la Métropole sous-politique E111, nature 65748, fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 014-8224/20/BM

■ Approbation du financement de projets pour le dispositif exceptionnel de continuité éducative dans les quartiers prioritaires et quartiers de veille active

MET 20/15536/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés

regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans le cadre de la crise du COVID 19, le gouvernement lance un plan de 15 millions d'euros immédiatement mobilisables pour renforcer la continuité éducative dans les quartiers prioritaires en appui des actions menées par les collectivités et les associations autour de 3 axes : la réduction de la fracture numérique, l'accompagnement scolaire, le soutien aux associations de proximité.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est essentiel de soutenir l'éducation et la jeunesse au regard de l'extrême vulnérabilité des enfants des QPV. La période estivale apparaît cruciale dans la mesure où elle n'offrira pas cette année les mêmes possibilités de loisirs aux enfants et aux jeunes (contraintes en matière d'activités de groupe, suppression de dispositifs de séjours...). Il peut exister un risque pour une partie de ces enfants et jeunes déjà fragilisés par leurs conditions de vie en confinement, de faire face à un déficit d'activités, source potentielle de mal-être, voire de mise en danger et susceptible de conduire à d'éventuelles tensions impactant la tranquillité publique.

Un dispositif métropolitain exceptionnel de continuité éducative en complément est proposé afin de renforcer des actions visant à accompagner les élèves des QPV durant les premiers mois de sortie du confinement.

Ce dispositif se décline autour de l'axe :

L'accompagnement éducatif : soutien scolaire renforcé et loisirs éducatifs pendant la période estivale et le 1er trimestre après la rentrée de septembre 2020.

Aussi, il est proposé d'inscrire une enveloppe de 600 000 euros au budget de fonctionnement afin de mettre en œuvre des actions en faveur de ce dispositif sur les Quartiers Prioritaires Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement pour les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les-Vallons, Marignane, Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis, Vitrolles, Salon-de-Provence, Berre l'Etang, Aubagne, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis du Rhône, Martigues et Port de Bouc.

Pour être éligibles à ce financement, les projets proposés doivent :

S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et les projets de territoire,

Concerner les habitants des quartiers prioritaires retenus pour déployer le dispositif de continuité éducative figurant dans la nouvelle géographie de la Politique de la Ville,

Venir en complément des dispositifs de droit commun proposés par les partenaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville en lien avec les partenaires des six contrats de ville pour retenir les projets les plus pertinents.

La participation de la Métropole à ce dispositif correspond au financement de 66 actions pour un total de 600 000 euros :

- 3 actions concernent la commune de la Ciotat,
- 4 actions concernent la commune de Marignane,
- 34 actions concernent la commune de Marseille,
- 4 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons
- 2 actions concernent la commune d'Aix en Provence,
- 1 action concerne la commune de Pertuis,
- 2 actions concernent la commune de Vitrolles,
- 1 action concerne la commune de Salon en Provence
- 1 action concerne la commune de Berre l'Etang
- 1 action concerne la commune d'Aubagne
- 2 actions concernent la commune d'Istres
- 3 actions concernent la commune de Miramas
- 2 actions concernent la commune de Port Saint Louis
- 2 actions concernent la commune de Martigues
- 2 actions concernent la commune de Port de Bouc
- 1 action multi-site concernent les communes de Salon de Provence et de Berre l'Etang
- 1 action multi-site concerne les communes de Pertuis, Gardanne et de Salon de Provence

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer une participation financière à ces actions selon les tableaux ci-annexés, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée soit 600 000 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification.

Conformément notamment au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, la Métropole pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention dans l'hypothèse où une non-exécution, un retard significatif ou une modification substantielle des conditions d'exécution de la convention est réalisée par le bénéficiaire sans accord écrit de la Métropole, où le bénéficiaire ne respecte pas les délais administratifs pour les pièces demandées, où l'action n'a pas démarré dans l'année suit le vote.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle :

- Constitution du dossier réglementaire.

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier.

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 .

- Production des documents administratifs.

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Le bénéficiaire devra adopter un cadre budgétaire et comptable au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de projets pour le dispositif exceptionnel de continuité éducative pour les secteurs prioritaires et quartiers de veille active de Marseille, La Ciotat, Septèmes les Vallons, Marignane, Aix en Provence, Pertuis, Gardanne, Vitrolles, Salon en Provence, Berre l'Etang, Aubagne, Istres, Miramas, Port Saint Louis du Rhône , Martigues et Port de Bouc ;
- Que cette participation financière aux différentes actions permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants, en particulier suite à la crise sanitaire du COVID 19.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation du dispositif exceptionnel de continuité éducative sur le tableau ci-joint en annexe 1 et dont les montants

figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation du dispositif exceptionnel de continuité éducative sur le tableau ci-joint en annexe 2 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence – Territoire de Marseille-Provence ».

Article 3 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets en annexe pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 4 :

Sont approuvées les conventions annuelles ci-annexées, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 5 :

Pour l'annexe 1 :

Les crédits nécessaires pour les actions émergeant sur le dispositif exceptionnel de continuité éducative, sont inscrits au budget de la Métropole Aix Marseille-Provence Sous-politique (E110 - Nature 65748 - Fonction 52), pour la somme de 400 000 euros.

Pour l'annexe 2 :

Les crédits nécessaires pour les actions émergeant sur le dispositif exceptionnel de continuité éducative, sont inscrits au budget modifié de l'Etat spécial du territoire Marseille-Provence Sous-politique CT1 (E110 - Nature 65748 - Fonction 52), pour la somme de 200 000 euros.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ou tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 015-8225/20/BM

**■ Versement d'un apport avec droit de reprise à l'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur destiné à l'abondement du fonds "ESS'OR - prêt relève solidaire" - Approbation d'une convention
MET 20/15511/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le contexte de la crise sanitaire et des suites à envisager, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit plus que jamais l'ambition d'un développement économique, destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale des populations les plus fragiles et à soutenir les initiatives et les acteurs qui favorisent cet objectif d'équilibre territorial. La stratégie d'un développement économique soutenu et équilibré, au service de l'emploi de ses habitants, doit être maintenue et renforcée, marquant ainsi le rôle important que la Métropole entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent.

C'est pourquoi la Métropole est mobilisée autour des acteurs inscrits dans le champ de l'économie sociale et solidaire, et notamment autour des enjeux relevant de la finance solidaire représentée sur le territoire par France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur, créée en 2002 par l'État, la Région SUD, la Caisse des Dépôts et Consignations et France Active, a pour mission, d'une part, d'expertiser, de financer et d'accompagner les projets des créateurs de petites entreprises et des entrepreneurs de l'Économie Sociale et Solidaire ou engagés dans des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises et, d'autre part, d'accompagner par une offre de services adaptée, la mutation économique des employeurs associatifs.

En effet, des enjeux existent en matière d'économie sociale et solidaire qui confèrent au redéploiement de nouveaux modèles économiques représentant, avec l'ensemble des acteurs de l'économie de proximité, de nombreux emplois et entreprises tous secteurs confondus. La promotion des emplois et des entreprises de ce secteur doit être accompagnée, notamment en facilitant l'accès aux offres de services du système bancaire classique, et les soutenir dans leurs activités répondant à des besoins peu ou pas satisfaits dans le système de l'économie traditionnelle.

France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit pleinement dans le développement économique du territoire métropolitain, en mettant la finance citoyenne au service des créateurs d'activités, des demandeurs d'emploi, des structures d'insertion, des associations et coopératives ou encore de tous les entrepreneurs de l'économie collaborative.

Pour répondre aux enjeux de crise économique et financière qui vont toucher les entreprises « engagées » du territoire, cet opérateur a rapidement

mis en place un programme de relève solidaire ; dès le début de la crise, un rééchelonnement systématique des prêts et garanties a été proposé afin de pallier au mieux à une crise inédite par l'ampleur des entreprises touchées, par l'urgence financière exprimée et par la mobilisation sans précédent de tous les acteurs institutionnels et privés autour des entreprises.

Pour ce faire, le prêt Relève Solidaire, renommé « Fonds ESS'OR-prêt relève solidaire » en région PACA, a été spécifiquement créé par France Active au niveau national pour répondre aux besoins des entreprises à très fort impact, nécessitant de réduire les tensions de trésorerie pour travailler sereinement leur plan de relance. Le prêt de Relève Solidaire s'inscrit dans le programme de relève solidaire et permet d'associer à cette intervention financière, un accompagnement étroit destiné à restructurer la dette, mettre en place des tours de table financiers et construire le plan de relance, en mobilisant, notamment, les autres outils de financement (notamment les garanties) et d'accompagnement (Dispositif Local d'Accompagnement).

Ce prêt s'adresse aux structures relevant du secteur de l'économie sociale et solidaire, aux entreprises commerciales bénéficiant de l'agrément ESUS ou répondant aux critères d'utilité sociale et rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à l'impact du coronavirus, telles qu'une chute importante des produits d'exploitation de l'ordre de 30 % et/ou des besoins de trésorerie avec impact sur la viabilité de l'entreprise liés à la crise sanitaire et aux mesures de fermeture administrative et/ou de confinement.

Ce prêt sous forme d'avance remboursable est à taux 0, de 12 à 18 mois, d'un montant maximum de 100.000 € et destiné à des structures dont le siège social doit se trouver sur le territoire régional et employer a minima un effectif de 5 équivalents temps plein. Cette structure doit avoir au moins 1 an d'activité (ou un premier bilan), être à jour de ses cotisations fiscales et sociales au 31/12/19, ne pas être en situation d'interdiction bancaire et ne pas faire l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire, de plan de sauvegarde ou de redressement.

France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour devenir ainsi partie prenante des efforts collectifs engagés aux côtés de la Région, de la Banque des territoires, mais également de la CEPAC, permettant d'appuyer la relance des structures qui sont essentielles à l'avenir du territoire du fait de leur impact sur l'insertion des publics en difficulté et par leur forte valeur sociale ajoutée.

La Métropole est membre de l'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur en qualité de contributeur financier public. À ce titre, et de façon à permettre à France Active Provence-Alpes-Côte

d'Azur de consolider le fonds « ESS'OR-prêt Relève Solidaire », notamment en faveur des structures de l'Economie Sociale et Solidaire du territoire métropolitain, il est proposé de verser à l'association un apport avec droit de reprise d'un montant de 100 000 euros.

Les modalités et conditions du versement de cet apport avec droit de reprise sont définies par convention ci-annexée, laquelle prendra fin par la restitution totale de l'apport par le bénéficiaire à la Métropole. Il convient de préciser ici que l'apport est établi pour une durée de cinq ans à compter de la notification de la convention au bénéficiaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les conséquences financières de la crise sanitaire sur les structures de l'économie sociale et solidaire du territoire métropolitain ;
- L'expertise de France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les enjeux de la finance solidaire ;
- L'intérêt que revêt le Fonds ESS'OR - prêt Relève Solidaire pour soutenir les structures de l'économie sociale et solidaire du territoire métropolitain qui rencontrent des difficultés

conjoncturelles liées à l'impact du coronavirus ;

- Que la Métropole est membre de l'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur en qualité de contributeur financier public ;
- Qu'à ce titre, la Métropole peut verser à l'association un apport avec droit de reprise pour venir abonder le Fonds ESS'OR - prêt Relève Solidaire ;
- Qu'il convient d'approuver le versement à l'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un apport avec droit de reprise de 100 000 euros ;
- Qu'il convient d'approuver la convention définissant les modalités et conditions du versement de l'apport avec droit de reprise.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'un apport avec droit de reprise pour un montant de 100.000euros visant à abonder le fonds ESS'OR - prêt Relève Solidaire - à l'association France Active Provence-Alpes-Côte-D'azur qui a la charge de son déploiement.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole et l'association France Active PACA, qui vient définir les modalités et conditions du versement de l'apport avec droit de reprise.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal investissement 2020 de la Métropole, Sous-politique B320 – Chapitre 27 – Nature 2745 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 016-8226/20/BM

■ Module d'hébergement métropolitain pour l'armement d'un Centre d'Accueil des Impliqués - Approbation d'une convention de prêt à usage MET 20/14379/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui compte 92 communes et dont la superficie s'étend sur 3149 km², est exposé, selon le dernier dossier départemental sur les risques majeurs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (23 octobre 2015), à tous les risques naturels (hormis le risque volcanique et avalanche), ainsi qu'aux risques technologiques, sanitaires et terroristes.

Le risque majeur se caractérise par sa faible fréquence, son extrême gravité, son impact également sur un grand nombre de personnes et par le fait qu'il occasionne des dommages importants et dépasse souvent les capacités de réaction de la société en temps normal.

Le territoire métropolitain n'étant pas à l'abri d'un événement exceptionnel susceptible d'impacter sa population, de générer des destructions, une désorganisation, voire l'arrêt complet de l'activité économique et sociale, la Métropole Aix-Marseille-Provence joue un rôle essentiel en matière de prévention et de gestion des risques et organise, en amont, sa réponse opérationnelle auprès des Maires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Établissement Public de Coopération Intercommunale, ne peut agir que dans un cadre très contraint. Son président n'a pas de pouvoir de police lui permettant de gérer directement un événement exceptionnel.

Toutefois, si un événement se produit et impacte son territoire et son fonctionnement propre, celle-ci a de facto une obligation de moyens.

Pour faire face à ces risques majeurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté, le 18 mai 2017, par la délibération ENV 001-2085/17/CM, une politique en matière de prévention et de gestion des risques majeurs dont le deuxième axe vise à répondre aux sollicitations des Communes et des services de l'Etat en cas de crise majeure par la mise à disposition de moyens de sauvegarde, dont des modules d'hébergement contenant chacun 50 lits picots, des couvertures et des kits hygiène.

Ces modules sont destinés à être déployés dans les Centres d'Accueil des Impliqués (CAI) qui seraient armés par les communes ou au besoin par les services de l'Etat, dès lors que surviendrait un événement nécessitant l'activation de tels centres.

Il est à rappeler que cette mise à disposition de matériel de sauvegarde s'inscrit dans le cadre de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, qui préconise dans ses orientations, la mobilisation de tous les moyens, en encourageant les solidarités et l'organisation de la réponse à l'évènement.

Au vu des expériences successives vécues ces dernières années qui ont conduit plusieurs communes

de notre territoire à devoir héberger, dans l'urgence, plusieurs centaines de sinistrés, il a été décidé, dans le cadre de l'aide aux communes en matière de sauvegarde des populations, l'achat de modules d'hébergement.

Actuellement, le matériel métropolitain est réparti géographiquement sur 14 communes afin de permettre la nécessaire réactivité d'intervention au plus près des sollicitations. Un plan d'équipement est prévu pour permettre d'étendre cette répartition sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention type de prêt à usage afin de renforcer la réponse opérationnelle, d'être au plus près des communes et d'améliorer la résilience de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- La délibération ENV 001-2085/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 adoptant une politique en matière de prévention et de gestion des risques majeurs ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de conventionner avec les communes membres sur les conditions d'hébergement de ces modules.

- Qu'il convient de procéder au déploiement sur le territoire métropolitain d'équipement de module d'hébergement de sauvegarde.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type de prêt à usage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions qui en découleront.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral"

TCM 001-8227/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de restructuration des réseaux humides Bourgade et le Cours
MET 20/14403/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune du Puy-Sainte-Réparate portant sur l'opération de restructuration des réseaux humides Bourgade et Le Cours. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 997.916,67 € HT, soit 1.197.500,00 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

En effet, la convention initiale n'indiquait pas de répartition entre les différentes compétences métropolitaines : Eau potable, Assainissement, Pluvial et Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) ; cet avenant permet d'affecter les montants aux compétences et aux budgets sur lesquels ils doivent être imputés.

De plus, au cours du déroulement du chantier, les travaux ont dû être adaptés aux contraintes rencontrées : réseau gaz mal référencé sur les DICT, réseau pluvial existant mal connu, impliquant que les hypothèses de dimensionnement et de calepinage ont dû être adaptées en cours de chantier, réseau d'assainissement existant en amiante-ciment nécessitant une adaptation de tracé pour la sécurité des travailleurs. Ces derniers éléments ont engendré une augmentation importante du coût des travaux réalisés par rapport à l'estimation initiale ayant servi d'assiette à la convention de TTMO.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 997.916,67 € HT à 1.498.950 € HT, soit une augmentation de 50,2 %, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 633.763 € HT,

- pour la compétence Assainissement, 395.635 € HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 442.507 € HT,
- pour la compétence DECI, 27.045 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1414 pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de restructuration des réseaux humides Bourgade et Le Cours.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1414 pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de

restructuration des réseaux humides Bourgade et Le Cours.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme 908.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 002-8228/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de restructuration des réseaux humides chemin du Moulin
MET 20/14404/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune du Puy-Sainte-Réparate portant sur l'opération de restructuration des réseaux humides du chemin du Moulin. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 254.166,67 € HT, soit 305.000,00 € TTC.

Par délibération n°FAG 025-5324/19/BM du 28 février 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un premier avenant à cette convention afin de corriger une erreur matérielle de répartition entre les compétences Eau potable, Assainissement et Eaux Pluviales. L'enveloppe des travaux est alors répartie comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 125.000 € HT,
- pour la compétence Assainissement, 83.333 € HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 45.833 € HT.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

En effet, le déroulement des études liées à cette opération a mis en évidence une inadéquation entre la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage existante et les travaux à réaliser. Les parties conviennent de clôturer la convention à l'issue de la réalisation de la première phase de travaux consistant en la réalisation des extensions eau potable et assainissement dans le secteur amont de l'opération.

L'enveloppe globale de l'opération est ainsi réduite de 254.166,67 € HT à 133.031 € HT, soit une diminution globale de 48 %, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 129.189 € HT,
- pour la compétence Assainissement, 3.842 € HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 0 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 025-5324/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 17/1415 relative à l'opération de restructuration des réseaux humides - Chemin du Moulin par la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1415 pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de restructuration des réseaux humides du chemin du Moulin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1415 pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération de restructuration des réseaux humides du chemin du Moulin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 003-8229/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de l'opération d'aménagement des réseaux de l'avenue du Luberon
MET 20/14405/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1er janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune du Puy-Sainte-Réparate portant sur l'opération d'aménagement des réseaux de l'avenue du Luberon. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.159.000,00 € HT, soit 1.390.800,00 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

En effet, la répartition des dépenses entre les budgets métropolitains et le budget communal a évolué entre les estimations d'avant-projet, ayant servi de base à l'établissement de la convention, et le marché de travaux exécuté. Il convient donc d'adapter les montants affectés à chaque compétence.

De plus, la convention initiale n'indiquait pas de répartition entre les différentes compétences métropolitaines : Eau potable, Assainissement, Pluvial et Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) ; cet avenant permet d'affecter les montants aux compétences et aux budgets sur lesquels ils doivent être imputés.

L'enveloppe globale des travaux mis à la charge de la Métropole est ainsi portée de 1.159.000,00 € HT à 942.695 € HT, soit une diminution de 19%, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 329.750 € HT,
- pour la compétence Assainissement, 188.407 € HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 420.235 € HT,
- pour la compétence DECI, 4.303 € HT.

Par ailleurs, la commune a perçu, pour cette opération, une subvention qu'il convient de répartir sur l'ensemble des travaux. Le montant total de la quote-

part de subvention correspondant aux travaux objet de la présente convention s'élève à : 376.135,31 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1412 pour la réalisation par la commune du Puy-Sainte-Réparate d'aménagements sur les réseaux de l'avenue du Luberon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1412 pour la réalisation par la commune du Puy-Sainte-Réparate d'aménagements sur les réseaux de l'avenue du Luberon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme 908.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8230/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune du Puy-Sainte-Réparate pour l'ajustement de l'enveloppe des travaux situés à Saint Canadet
MET 20/14407/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise

d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune du Puy-Sainte-Réparate portant sur l'opération de restructuration des réseaux humides à Saint-Canadet. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 413.333,33 € HT, soit 496.000,00 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la commune du Puy-Sainte-Réparate.

En effet, le déroulement des études liées à cette opération a mis en évidence une inadéquation entre la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage existante et les travaux à réaliser : les travaux initialement envisagés sur les réseaux d'eau et d'assainissement nécessitent de porter une réflexion plus approfondie par le service opérationnel, alors que les intempéries de décembre 2019 ont mis en exergue la nécessité d'aménager le réseau pluvial. Les parties ont donc convenu d'adapter la convention aux travaux nécessaires.

L'enveloppe globale de l'opération est ainsi réduite de 413.333,33 € HT à 234.881 € HT, soit une diminution globale de 43 %, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 20.921 € HT,
- pour la compétence Assainissement, 0 € HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 213.966 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1416 relative à l'opération de restructuration des réseaux humides à Saint-Canadet par la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1416 relative à l'opération de restructuration des réseaux humides à Saint-Canadet par la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8231/20/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement par la commune de Rousset des réseaux humides de la rue du Farageon - Abrogation de la délibération n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019
MET 20/14991/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune de Rousset souhaite engager l'aménagement de la rue du Farageon. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux

d'aménagement sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides de la rue du Farageon porteront sur :

- Le renouvellement du réseau public de distribution d'eau potable,
- La création d'ouvrages de raccordement sur des branchements d'eaux usées existants et de regards,
- La création d'un réseau de collecte des eaux pluviales sur une partie de la rue.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 76.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 22.300€HT
- pour la compétence eaux pluviales : 36.400€HT

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements, sur les réseaux humides de la rue du Farageon située sur la commune de Rousset et d'abroger la délibération n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 car des modifications substantielles ont été apportées à la convention de décembre 2019 avec notamment l'intégration de la compétence Pluvial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.
- Qu'il convient d'abroger la délibération n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'ouvrage.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur : le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531, le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532, le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8232/20/BM

■ Approbation d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence assainissement des eaux pluviales par la commune de Pélissanne MET 20/15151/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eau pluviale » conclue avec la commune de Pélissanne au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une

convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement pluvial, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme de convention de Maîtrise d'ouvrage Déléguée (MOD) fondée sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est retenue afin d'habiliter la commune à poursuivre seule des opérations qui relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2020.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Pélissanne du Territoire du Pays Salonais pour la réalisation d'équipements relevant de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme

au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant 1 commune du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Reprise d'une section du réseau pluvial sur un vieux cadre en pierres de pluvial situé sur la route d'Aurons, Barreau de la Draisine sur la commune de Pélissanne.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 40 464,00 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais -- Autorisation de Programme 183190BP Opération n° 2018301500 - Chapitre 4581183015 - Nature 21538 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 007-8233/20/BM

**■ Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Eaux pluviales pour la commune de Saint-Mitre-les-Remparts
MET 20/15251/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Eaux pluviales, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eaux pluviales » conclue avec la commune de Saint-Mitre-les-Remparts au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service pluvial, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondée sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public pluvial, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée

par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, soit une opération au titre de la compétence Eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts d'équipements relatifs à la compétence « Eaux pluviales ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts en matière de pluvial, portant sur l'opération aménagement de l'allée André Ampère.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 13 204,95 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération n°2018610200 - Programme 19 Pluvial -Code AP : 186190BP - Montant estimé de la compétence eaux pluviales : 13 204,95 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 008-8234/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage pour l'opération d'aménagement de réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement d'eaux usées - Avenue Jean Moulin - Chemin de la Croix à Fos-sur-merMET 20/15674/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la

compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Pour ce faire, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a été approuvée par délibération n° FAG 029-5328/19/BM du Bureau de la Métropole lors de sa séance du 28 février 2019 afin que la commune de Fos-sur-Mer engage des travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et du chemin de la Croix comprenant de la voirie prise en charge par la ville et des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées de compétence métropolitaine, sur la base des montants prévisionnels de :

- 85 771.10 € HT soit 102 925.68 € TTC pour le réseau d'eaux pluviales
- 66 123.21 € HT soit 79 327.85 € TTC pour le réseau d'eaux usées

Suite à l'appel d'offre lancé par la commune il s'avère que le montant du marché travaux est supérieur au chiffrage estimé par la maîtrise d'œuvre.

Afin d'ajuster les nouveaux montants de l'opération pour lesquels les crédits sont prévus au budget à savoir :

- 116 877.10 € HT soit 140 252.52 € TTC pour le réseau d'eaux pluviales
- 87 638.81 € HT soit 105 166.57 € TTC pour le réseau d'eaux usées

La mise en œuvre d'un avenant est nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 029-5328/19/BM du 28 février 2019 relative à l'approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage pour l'opération d'aménagement de réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement d'eaux usées – Avenue Jean Moulin – Chemin de la Croix à Fos-sur-Mer ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage avec la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement de réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement d'eaux usées – Avenue Jean Moulin – Chemin de la Croix à Fos-sur-Mer, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest-Provence chapitre 20175030000 nature 21532 code opération 2017503300 et à l'Etat spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence 2020 chapitre 2018500300 nature 4581185003 opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 009-8235/20/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux pour l'année 2020 sur la commune de Gardanne MET 20/14994/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations d'études et de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et de DECI.

Toutefois, compte tenu des incidences de ces travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité

confier à la Commune de Gardanne le suivi de la réalisation de cette opération.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, en 2020, la Commune de Gardanne va engager des travaux de réfection, de création et d'aménagement du réseau ou d'équipements pluviaux localisés dans différentes rues de la commune dans le cadre de la lutte contre les inondations ou de mise en sécurité du réseau pluvial.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 95.833,33€HT soit 115.000,00€TTC, selon le tableau de financement prévisionnel suivant :

Compétence Pluvial :

Financiers	Dispositif	EP
CD 13	Subvention sollicitée	76.666,66
Métropole	Autofinancement	19.166,67
TOTAL		95.833,33

Dans l'hypothèse où l'aide du département serait nulle, la Métropole aura à financer la totalité de l'opération soit 115 000 € TTC.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole, la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune de Gardanne au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la

réalisation par la commune de Gardanne de travaux pluviaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation, par la commune de Gardanne, de travaux pluviaux.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 010-8236/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Lançon-Provence, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 20/15116/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Lançon-Provence au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Par délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, il a été approuvé la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux de renouvellement d'une bouche incendie sur le chemin des écoliers à Lançon-Provence pour un montant prévisionnel de travaux de 3 277,67 € TTC. Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée notifiée à la commune sous le n° Z191050COV.

La prise en compte d'un devis complémentaire pour de la mise en œuvre de béton supplémentaire, ainsi que la fourniture de pièces spéciales et d'une plaque de repérage normalisée, a entraîné une augmentation globale du coût des travaux. Cette modification a engendré une plus-value financière d'un montant de 422,11 € TTC, soit un montant total de travaux de 3 699,78 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée avec la commune de Lançon-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 006-6687/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant la convention n°Z191050COV de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune de Lançon-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'un avenant concernant une commune du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° Z191050COV, ci-annexé, à conclure avec la commune de Lançon-Provence, portant sur l'opération suivante : Renouvellement de la Bouche Incendie n°51 – Chemin des écoliers, Val de Sibourg à Lançon-Provence.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte une plus-value financière de 422,11 euros TTC, soit un montant total de travaux de 3 699,78 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais -

Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 011-8237/20/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes de Rognac et Salon-de-Provence, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 20/15142/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes de Rognac et Salon de Provence au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtent la forme :

- Soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les

dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

- Soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à la Défense Extérieure Contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 2 conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant les communes de Rognac et Salon de Provence du Territoire du Pays Salonais, soit 11 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018

portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de deux nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, concernant 2 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ci-annexée avec la commune de Rognac, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement du poteau incendie N°15, situé « Boulevard Jean Giono »
- Remplacement du poteau incendie N°41 situé, « Chemin de Bastiane »
- Remplacement du poteau incendie N°134 situé, « Rue Edmond Rostand »
- Remplacement du poteau incendie N°213 situé « Avenue des Cèdres »

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 11 596,80 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ci-annexée avec la commune de Salon-de-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- Création d'un hydrant, situé « Impasse du Mistral »
- Création d'un hydrant, situé « Avenue Jacques Chaban Delmas »
- Création d'un hydrant, situé « Pinède Saint Léon »
- Renouvellement de l'hydrant N°379 situé « Rue Charloun Rieu »
- Renouvellement de l'hydrant N°144 situé « Rue Garbiero »
- Renouvellement de l'hydrant N°164 situé « Boulevard Lamartine »

- Fournitures de « 3 Poteaux Incendie prévisionnels » sur la commune de Salon de Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 64 904,00 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 – chapitre 4581183016 - Nature 21568 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 012-8238/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)

MET 20/14977/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite «GEMAPI».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- La défense contre les inondations et contre la mer
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc compétente en matière de GEMAPI sur la partie de son territoire inclus dans le bassin versant de la Durance.

La Métropole a confié en 2019 au SMAVD par délégation l'exercice de certaines de ses compétences.

La Métropole souhaite aujourd'hui passer un avenant à cette convention. Celui-ci porte sur deux points :

- L'intégration de la digue des carriers de Mallemort dans le périmètre de la délégation : cette digue permet d'assurer la protection contre les inondations de la plaine par la Durance et d'éviter les risques de capture du plan d'eau qui se trouve juste à l'arrière de la digue,
- La réalisation d'études et travaux suite aux importantes évolutions morphologiques générées par les crues de fin 2019 dans les secteurs de Charleval et Mallemort : un recul de berge trop important pourrait mettre en danger le système de protection existant,

Le financement serait assuré de la manière suivante :

- Pour la digue des carriers :
 - o Frais d'étude intégralement assurés par le SMAVD
 - o Frais de travaux : le coût des travaux est estimé à ce jour à 2 500 000 €HT. Les recherches de financement seront réalisées par le SMAVD et le reste à charge des travaux pour la Métropole fera l'objet d'un complément d'information et d'un nouvel avenant à la convention.
- Pour la lutte contre le recul de berge dans les secteurs de Charleval et Mallemort
 - o Frais d'étude portés en grande partie par des prestations internes SMAVD. Les frais externalisés financés par la Métropole sont estimés à 50 000 € HT.
 - o Frais de travaux : le coût des travaux sera précisé à la suite de l'étude et le reste à charge des travaux pour la Métropole fera l'objet d'un complément d'information et d'un nouvel avenant à la convention. Les recherches de financement seraient réalisées par le SMAVD.

L'exercice des services rendus par le Syndicat est formalisé dans un avenant à la convention annexée à la présente délibération, précisant les coûts des missions pour l'accompagnement de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° XXXX ;
- La délibération n° DEA 003-5764/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, portant sur la délégation de compétence d'une convention pour l'exercice de certaines des compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur le territoire du bassin versant de la Vallée de la Durance (SMAVD) ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions prévisionnel 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Vallée de la Durance.
- Considérant que le présent avenant à la convention précise les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMAVD pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de la Vallée de la Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de délégation de la compétence ci-annexé, entre le Syndicat du bassin versant de la Vallée de la Durance et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention pour la lutte contre le recul de berge dans les secteurs de Charleval et Mallemort : Frais d'étude portés en grande partie par des prestations internes SMAVD. Les frais externalisés financés par la Métropole sont estimés à 50 000 euros HT à 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant à la convention de délégation de compétence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe GEMAPI 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2019004900 – Sous-Politique A468 – Nature 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 013-8239/20/BM

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention en quasi régie n°1 de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc (SABA)**
MET 20/14983/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La défense contre les inondations et contre la mer.

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc, dont la gestion est assurée par le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc, SABA.

Au vu des caractéristiques du SABA (chevauchement de 2 EPCI à FP sur le périmètre du bassin versant), le syndicat est maintenu pour une période transitoire et a été transformé, conformément aux dispositions de la Loi NOTRe, à compter du 1^{er} janvier 2020, en un Syndicat labellisé « EPAGE » par le Préfet coordonnateur de bassin Rhône Méditerranée et Corse. Par délibération en date du 24 octobre 2019, la Métropole a approuvé la transformation du SABA en EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement de Gestion de l'Eau).

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral le 29 avril 2019, le SABA a pour objet de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Arc.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 445 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

En sus des missions confiées par la Métropole au Syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole a confié au syndicat, pour le territoire qui le concerne, sous le mode de quasi régie une mission visant à :

- Participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI
- L'animation et au portage de l'AMO accompagnant la mise en œuvre de la cellule veille hydro météo à l'échelle de la Métropole.

L'exercice des services rendus par le Syndicat est formalisé dans une convention en quasi régie de prestations, conclue pour une durée de deux ans et précisant le coût des missions pour l'accompagnement de la Métropole.

Afin de permettre au Syndicat de gérer au mieux les conditions financières des missions de ladite convention, il y a lieu de mettre à jour le tableau de l'article 3 - modalités financières de la convention, en indiquant les coûts par année et par mission, et en supprimant la répartition des paiements entre les sections investissement et fonctionnement du Syndicat. En effet, s'agissant de prestations en quasi régie, toutes les dépenses relèvent du budget fonctionnement du syndicat. Cette mise à jour est sans incidence sur les modalités financières globales de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L.211-7 et L-213-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération DEA 011-4230/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération DEA 5767/16/CM du 28 mars 2019 portant sur l'approbation d'une convention en quasi régie n°1 de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc (SABA) ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme prévisionnel d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc.
- Considérant que la convention en quasi régie de prestations fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SABA pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.

- Considérant la modification à apporter à l'article 3 de la convention indiquant les coûts financiers liés à l'exercice de ces missions.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°1 en quasi régie de prestations ci-annexé, entre le Syndicat du bassin versant de l'Arc, SABA, et la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 014-8240/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération relative à l'aménagement par la commune de Rousset des réseaux humides de la rue du Farageon - Abrogation de la délibération DEA 037-7579/19/BM du 19 décembre 2019 MET 20/14992/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les travaux consistent à réaliser des travaux d'aménagement de réseaux humides de la rue du Farageon qui porteront sur :

- Le renouvellement du réseau public de distribution d'eau potable,
- La création d'ouvrages de raccordement sur branchements eaux usées existants et de regards,
- La création d'un réseau de collecte des eaux pluviales sur une partie de la rue.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 134.700€ HT.

- pour la compétence eau potable : 76.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 22.300€HT

- pour la compétence eaux pluviales : 36.400€HT

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	107.760,00 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	26.940,00 €
TOTAL HT	100 %	134.700,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'opération suivante : « Réseaux humides, rue du Farageon, commune de Rousset ».

Délibère

Article 1 :

La délibération n° DEA 037-7579/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 est abrogée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur :

- le budget Annexe Service Public Eau Potable – Territoire du Pays et Aubagne en section d'investissement : opération RI 10, nature 1313 pour le Département.
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération RI 10, nature 1313 pour le Département.
- le budget Principal Métropole pour la compétence Pluviale fonction 734 chapitre 13.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 015-8241/20/BM**■ Demande de subvention d'investissement pour les opérations de travaux pluviaux pour l'année 2020 sur la commune de Gardanne
MET 20/14993/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

En 2020, seront engagés des travaux de réfection, de création et d'aménagement du réseau ou d'équipements pluviaux localisés dans différentes rues de la commune de Gardanne : chemin de la Bonde, Avenue Charles De Gaulle, Avenue des Pivoines, Avenue des Seringas, Rue des Violettes, dans le cadre de la lutte contre les inondations ou de mise en sécurité du réseau pluvial.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 95.833,33€ HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	76 666,66 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	19 166,67 €
TOTAL HT	100 %	95 833,33 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, relative l'opération « travaux pluviaux pour l'année 2020 ».

Délibère**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909. Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, nature 1313, fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 016-8242/20/BM**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'élaboration d'un Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) pour l'alimentation en eau potable de Salon-de-Provence par le forage de la Crau
MET 20/15054/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Un Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire permet d'évaluer les risques sur l'ensemble d'un système d'alimentation d'eau potable, en l'occurrence dans le cas présent le forage de la Crau, pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau potable distribuée. En effet chaque ouvrage, ou équipement, de la zone de captage à la distribution à l'usager peut être vulnérable à un événement dangereux.

L'élaboration d'un PGSSE, doit permettre à la Personne Responsable de la Distribution d'Eau (PRDE) d'être en possession de l'ensemble des informations concernant le patrimoine, les dangers, les risques et les mesures à mettre en œuvre pour les maîtriser. L'intérêt de la démarche réside dans l'appropriation des informations recueillies par le personnel en charge de la gestion de l'eau potable.

La mise en place d'un Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) est initiée et soutenue par de nombreux textes à l'échelle mondiale,

européenne et nationale. Dans ce contexte La Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais souhaite s'engager, suite à l'appel à projet lancé par l'Agence Régional de Santé PACA dans la réalisation d'un PGSSE du forage de la Crau à Salon-de-Provence à titre de site pilote.

Le forage de la Crau alimente à ce jour une partie Sud-Ouest de la commune de Salon-de-Provence, 1,5 millions de m3 d'eau prélevée par an.

Le secteur de Bel-Air est alimenté à partir de la bache de pompage située dans le périmètre de protection Immédiate du forage. La zone Est est une adduction de secours en eau filtrée au réseau du centre-ville via le stabilisateur de Philibert.

Le reste de la commune est alimenté par la station de filtration des Aubes (eau brute issue du canal EDF), l'adduction se fait à partir des réservoirs des Magatis et Pastorale.

Un maillage est en cours afin de pouvoir sécuriser, à terme, l'ensemble de la commune par le forage de la Crau (via les réservoirs de Pastorale et Magatis). En prévision de la réalisation de ce maillage, l'ensemble de distribution de Salon-de-Provence sera concernée par ce PGSSE.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

L'estimation du coût prévisionnel pour l'ensemble de cette étude s'élève à : 40 000 € HT

Afin de permettre la réalisation de cette étude, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite les aides financières auprès des partenaires financiers.

Le plan de financement prévisionnel de cette étude est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "11ème programme sauvons l'eau"	25 %	10 000,00 euros
Agence Régionale de Santé PACA Projet labellisé PRSE 3	25 %	10 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais	50 %	20 000,00 euros
TOTAL	100 %	40 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2017301202 (sécurisation de l'alimentation en eau potable) ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau et de l'Agence Régionale de Santé PACA, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette étude.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code opération : 2017 3 012 02 – Sécurisation de l'alimentation en eau potable.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 – 13118 - Code gestionnaire 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 017-8243/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "renouvellement réseau eau potable quartier Saint-Julien sur le Territoire du Pays de Martigues"
MET 20/15244/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le secteur de distribution de Saint-Julien les Martigues est alimenté par le compteur des Giraudets (achat d'eau traitée à la SEM). C'est un réseau desservant une zone rurale, avec une densité linéaire d'abonnés d'environ 20 abonnés/km.

Le réseau de ce secteur, posé en 1957, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (38 fuites réparées depuis 2015), additionnées aux difficultés de réparations (amiante ciment). Il a été identifié comme secteur prioritaire dans le plan pluriannuel de renouvellement des conduites dans le cadre du dernier schéma directeur (2019).

Le secteur est constitué de 8 km de réseau principal. Le projet prévoit le renouvellement de 4651 ml de conduites principales vétustes et fuyardes, ainsi que des vannes de coupure et branchements. Les pertes en eau identifiées sont réparties de manière égale entre le réseau principal et le secondaire. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 584 210 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette

opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 ^{ème} programme »	44.85 %	710 518 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	35.15 %	556 850 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	316 842 euros
TOTAL	100 %	1 584 210 euros

Article 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'ouverture de l'opération 2017600900 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : renouvellement réseau eau potable quartier Saint-Julien sur le Territoire du Pays de Martigues.

Délibère

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017600900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. – Natures 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 018-8244/20/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de recalibrage des réseaux Ouest en amont du poste de relevage Sud sur le Territoire du Pays de Martigues**
MET 20/15245/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à l'action 102 du contrat de baie de Marseille, concernant la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement sur le territoire du Pays de Martigues, un programme pluriannuel de travaux a été établi, dont une des opérations concerne le recalibrage des réseaux amont à l'ouest du poste Sud.

Le réseau achemine toutes les eaux usées du Littoral, du secteur de Lavéra et une partie du secteur Nord de Jonquières.

La présente action concerne une étude d'Assistance à Maitrise d'ouvrage et une phase travaux afin de permettre le recalibrage des réseaux pour optimiser les temps de transit et éviter les débordements par pluie semestrielle et annuelle.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 900.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	270.000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "11 ^{ème} programme-Contrat de Baie"	50 %	450.000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	180.000 euros
TOTAL	100 %	900.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'ouverture de l'opération 2019600900 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Recalibrage des réseaux Ouest en amont du poste de relevage Sud

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2019600900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 019-8245/20/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de création d'un bassin d'orage en tête de la station d'épuration de Martigues - Pays de Martigues (actions inscrites dans le contrat de baie)
MET 20/15247/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements

traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à l'action 102 du Contrat de Baie de Marseille, concernant la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement sur le territoire du Pays de Martigues, un programme pluriannuel de travaux a été établi, dont une des opérations concerne la réalisation d'un bassin d'orage en entrée de la station d'épuration.

La station d'épuration de Martigues a été classée non conforme en 2016 à la suite d'un nombre trop important d'événements de surverse (> 20 épisodes) par temps de pluie.

La présente action concerne une étude d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage et une phase travaux afin de permettre le lissage des arrivées sur la station, tout en permettant de minimiser le rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel.

L'opération sur la station d'épuration de Martigues, consiste en la création d'un bassin d'orage en tête des arrivées. Celui-ci permettra une tolérance plus importante aux eaux parasites et donc limitera les événements de surverse et les rejets d'eaux usées non traitées en mer.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1.200.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	360.000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "11 ^{ème} programme-Contrat de Baie"	50 %	600.000 euros
Autofinancement		
CT6 Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	240.000 euros
TOTAL	100 %	1.200.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2019600900 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Création d'un bassin d'orage en tête de la station d'épuration de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de

l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2019600900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 020-8246/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Renouvellement réseau eau potable quartier La Lèque sur le Territoire du Pays de Martigues"

MET 20/15248/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le secteur de distribution de la Grand'Colle est alimenté par le réservoir Grand'Colle. Il dessert une zone urbaine.

Le réseau de ce secteur, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (rendement 52%). Il a été identifié comme secteur prioritaire dans le plan pluriannuel de renouvellement des conduites dans le cadre du dernier schéma directeur (2019).

Le secteur est constitué de 41 000 ml de réseau principal en fonte grise en amiant ciment.

Le projet prévoit le renouvellement de 3 655 ml de conduites principales vétustes et fuyardes, des vannes de coupure et du réseau secondaire également fuyard. Les pertes en eau identifiées sont réparties de manière égale entre le réseau principal et le secondaire. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 335 350 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 ^{ème} programme »	35,5%	474 050 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	44,5%	594 230 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	267 070 euros
TOTAL	100 %	1 335 350 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'ouverture de l'opération 2017600900 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : renouvellement réseau eau potable quartier la Lègue sur le Territoire du Pays de Martigues ;

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre

organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017600900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. – Natures 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 021-8247/20/BM

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2019/2020 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions MET 20/14664/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que le service de l'eau du Territoire Marseille Provence verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement» dit Loi Oudin -Santini.

Dans un même temps, les contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement en charge du périmètre de Vitrolles sur le Territoire du Pays d'Aix prévoient une participation forfaitaire annuelle au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Grâce à ce fonds, la Métropole souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n°DEA 003-7145/19/CM, la Métropole a lancé le 24 octobre 2019 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliquée dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage aux côtés de la Métropole AMP.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

Vingt-trois dossiers ont été déposés avant la date limite des offres fixée au 17 février 2020. Le montant total des projets s'élève à 5 317 458,21 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 537 637,45 €.

Le jury, composé de dix membres (trois représentants des élus, quatre représentants de l'administration, deux représentants de la SEMM et un représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 15 juin 2020. 11 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 502 807,65 €, soit 39 % du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets et les conventions de partenariat afférentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération 10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération n°DEA 003-7145/19/CM du 24 octobre 2019 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de Délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La décision du jury du 15 juin 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.
- Que les projets retenus répondent aux objectifs fixés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux associations retenues conformément au tableau ci-joint pour une enveloppe globale de 502 807,65 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les conventions qui seront conclues avec les associations retenues.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 748 – 3DEAE.

Les recettes seront constatées sur le budget annexe Eau du Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 748– 3DEAET.

TCM 023-8248/20/BM

**■ Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Covage
MET 20/15007/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et

de gaz. C'est donc la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, intervenant dorénavant en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, devient signataire des conventions relatives à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par les opérateurs de communications électroniques et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par ces opérateurs.

Enedis a donc sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser l'opérateur COVAGE à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, et la FNCCR. Cette convention adaptée à la concession de distribution publique d'électricité de Marseille, sécurise l'intervention de COVAGE et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;
- COVAGE verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé par support ou le cas échéant, par traverse, au prix de 28,38 € HT pour la redevance d'utilisation en 2019. Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant sera actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation des équipements du réseau de communications électroniques de l'opérateur COVAGE et l'exploitation dudit réseau compte tenu des enjeux de déploiement de la fibre optique (FTTH) dans l'aménagement du territoire de la commune de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité conclue avec Enedis et COVAGE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'usage des supports réseaux publics de distribution d'électricité à conclure avec Enedis et COVAGE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget général de Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous- Politique C310 - Fonction 844 - Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 024-8249/20/BM

**■ Approbation du contrat d'achat du bio méthane produit sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un fournisseur d'énergie
MET 20/14415/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois (ISDnD) constitue l'exutoire privilégié des déchets ménagers résiduels collectés en porte à porte sur le Territoire du Pays d'Aix. Ainsi, annuellement c'est plus de 150.000 tonnes de déchets qui y sont éliminés dans le respect de l'environnement et de la réglementation tout en préservant les ressources financières de la collectivité.

La dégradation de la matière organique contenue dans les déchets entraîne la production d'un gaz riche en méthane. Ce sous-produit, présentant un potentiel énergétique intéressant, est valorisé à ce jour en électricité ; la production électrique couvre l'équivalent des besoins d'une population de 12.000 foyers (plus ou moins 20 GW/an). La convention de valorisation des biogaz s'achevant en 2025, des réflexions ont été engagées afin d'assurer la continuité de cette action au-delà du terme du contrat.

Dans le cadre de ces réflexions, il est nécessaire de prendre en compte que ces conditions tarifaires de rachat d'énergie, produite à partir des biogaz, fixées par le gouvernement, ont largement évoluées depuis la signature initiale du contrat de revente d'électricité en 2010. En effet les politiques actuelles favorisent davantage la réinjection de gaz dans le réseau GRDF au détriment des autres modes de valorisation.

La production de biométhane (biogaz injecté dans le réseau GRDF après épuration) contribuera à augmenter la part des énergies renouvelables dans le panel énergétique de la Métropole en cas de décision de changer de mode de valorisation. Les conditions de rachat de biogaz doivent faire l'objet de contrats avec GRDF et un fournisseur d'énergie.

Les tarifs de rachat du biométhane, définis au sein des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2011 «*fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel* », dans sa version actualisée, devraient baisser en 2020.

Afin de créer un environnement propice à la mutation de l'unité de valorisation de l'ISDnD, et permettre le maintien d'une activité de valorisation la plus efficiente possible d'un point de vue environnemental et financier pour la Métropole, il est proposé de contractualiser dès à présent avec le fournisseur d'énergie retenu par la métropole sur la base de ces tarifs soutenus par l'état. Au terme d'une procédure mise en concurrence adaptée au besoin, le fournisseur d'énergie retenu par la Métropole pour racheter son biométhane est la société PROVIRIDIS. Cette entreprise, agréée par le Ministère, rachètera le gaz injecté dans le réseau au tarif réglementaire et valorise même les Garanties d'Origines (attestation de gaz vert) optimisant de fait le rendement financier de l'opération pour la Métropole.

Il est à noter que ce contrat permet de bloquer les tarifs de rachat mais n'engage pas la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser les opérations de réinjection de biométhane dans le réseau GRDF.

Ce contrat – dont les principales conditions figurent en annexe - sera d'une durée de quinze ans à compter de la date de mise en service de l'installation de production.

Le présent rapport a pour objectif de créer un écosystème favorable à la valorisation des biogaz à l'issue du contrat actuel. En conséquence et à ce jour, son incidence financière est nulle pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 23 novembre 2011 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans le réseau de gaz naturel modifié ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le contrat d'achat de biométhane avec un fournisseur d'énergie dont les conditions sont précisées en annexe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat d'achat de biométhane avec un fournisseur d'énergie, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat, ci-annexé, ou tout autre document nécessaire à son exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 025-8250/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat type de reprise option filières papier-carton avec le repreneur REVIPAC relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour la période de 2018 à 2022

MET 20/15147/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un Contrat Pour l'Action et la Performance dit « CAP 2022 » avec l'Eco Organisme CITEO pour les emballages ménagers et les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022, sur la base du barème de soutiens financiers dénommé barème F.

En s'engageant avec l'éco-organisme CITEO, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également pour la reprise des matériaux triés en option filière assurant ainsi la garantie d'enlèvement et de recyclage, ainsi qu'un prix de reprise nul ou positif départ centre de tri pour tous les matériaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc conclu avec REVIPAC un contrat type pour la reprise des déchets d'emballages ménagers en papier-carton de la Collectivité. REVIPAC s'est engagé alors à assurer le paiement d'un prix minimum de reprise fixé à 60 €/tonne pour les déchets assimilés 5.02A, et à 75 €/tonne pour les déchets assimilés 1.05A composant le flux du standard Papier Carton Non Complexé (PCNC).

Mais le contexte d'effondrement du marché mondial du papier-carton à recycler, a divisé par plus de quatre, en deux ans, les prix du 5.02A. Compte-tenu des difficultés financières inhérentes pour les repreneurs, REVIPAC a été contraint de faire jouer la clause de sauvegarde prévue dans la Convention Particulière Filière papier-carton entre REVIPAC et CITEO. En conséquence, la Convention Particulière

conclue entre REVIPAC et Citeo, ainsi que son annexe portant Contrat type de reprise de la filière papier-carton, ont été modifiées pour supprimer la garantie du prix minimum de reprise initialement prévue pour les flux du standard PCNC.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications du contrat type pour la reprise des déchets d'emballages ménagers en papier-carton.

Afin de garantir une reprise sans coût (zéro euros par tonne, départ centre de tri), il convient d'approuver l'avenant n°1 qui entrera en vigueur dès sa notification. Si la collectivité refuse de signer le présent avenant, la continuité des enlèvements ne pourra être garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L.541-10 et R.543 à R.543-65 ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'arrêté du 2 novembre 2016 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les papiers graphiques ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure un avenant au contrat type de reprise option filières papier-carton

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat type de reprise option filières papier-carton conclu avec le repreneur REVIPAC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 026-8251/20/BM

**■ Approbation de la convention type entre l'éco-organisme de la filière des Textiles, Linge et Chaussures (T.L.C) et la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/15369/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

EcoTLC est un éco-organisme dédié aux Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures (T.L.C) destiné aux ménages suite à la création d'une filière R.E.P (Responsabilité Elargie du Producteur) sur ces produits.

L'éco-organisme apporte à chacune des structures concernées des soutiens financiers liées à la détention de point d'apport volontaire et à la communication réalisée.

EcoTLC a été agréé par les pouvoirs publics une première fois par arrêté interministériel du 3 avril 2014, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019. Un renouvellement d'agrément de l'éco-organisme est intervenu le 20 décembre 2019 par arrêté ministériel qui porte celui-ci jusqu'au 31 décembre 2022.

L'agrément s'accompagne d'une convention type permettant grâce à une meilleure information des citoyens et une meilleure coordination de la collecte, le détournement des TLC usagés du flux des ordures ménagères, en contrepartie d'un soutien financier de ce dernier.

Il convient donc d'approuver la conclusion d'une convention type entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et EcoTLC jusqu'à la fin de l'agrément détenu par l'éco-organisme soit le 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention type collectivité n°5000001328 du 16 mai 2014 entre EcoTLC et Marseille Provence Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure une convention avec EcoTLC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'organisme agréé EcoTLC, relatif aux Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et ses annexes.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets annexes des déchets des Territoires - Sous politique G110, fonction 7213, nature 74788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 027-8252/20/BM

■ Approbation d'une convention avec l'URSSAF Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la mise à disposition des données de l'URSSAF PACA au profit du Conseil de Territoire Marseille-Provence MET 20/15201/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les producteurs de déchets non ménagers tels que les commerçants, artisans et professionnels divers sont responsables de l'élimination de leurs déchets. Ces déchets peuvent cependant être pris en charge de façon facultative par la Métropole, sous réserve d'absence de sujétion technique particulière et avec un financement spécifique : la redevance spéciale.

Pour améliorer la gestion des déchets assimilables des activités présentes sur le territoire de Marseille Provence et s'adapter au contexte réglementaire et environnemental qui a connu de nombreuses évolutions ces dernières années, un nouveau dispositif de redevance spéciale a été nécessaire.

C'est dans ce cadre, que le 26 juin 2018 le Conseil métropolitain, après avis du Conseil de Territoire, a voté un nouveau règlement de collecte et une nouvelle réglementation de la Redevance Spéciale et de sa tarification, applicables pour les deux sur le Conseil de Territoire Marseille Provence courant 2020.

Le calcul de cette nouvelle Redevance Spéciale est défini selon le code activité des professionnels (CODE NAF ou APE) et leur nombre de salariés présents sur les sites d'exploitation. Le site d'activité est celui auquel est rattaché le numéro de SIRET de l'entreprise.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit donc disposer du nombre de salariés par entreprise issu du fichier de l'URSSAF afin de vérifier la véracité des informations demandées aux entreprises.

Une convention est donc nécessaire pour définir les modalités de coopération et de mise à disposition des données de l'Urssaf PACA, *fournisseur*, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, *utilisateur* et les conditions d'utilisation des données transmises.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver la convention de partenariat afférente et notamment d'en préciser les modalités et conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 001-4220/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à la mise en application du schéma Métropolitain des déchets - Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre l'Urssaf PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ayant pour objet de définir les modalités de coopération et de mise à disposition des données de l'Urssaf PACA, fournisseur, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, utilisateur et les conditions d'utilisation des données transmises.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue entre l'Urssaf PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ayant pour objet de définir les modalités de coopération et de mise à disposition des données de l'Urssaf PACA, fournisseur, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, utilisateur et les conditions d'utilisation des données transmises.

La présente convention est conclue à titre gratuit, sans contrepartie financière.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 028-8253/20/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Onyx Méditerranée
MET 20/15144/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société ONYX MEDITERRANEE de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 janvier au 6 février 2020. Elles représentent 50 heures de collecte.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ONYX MEDITERRANEE s'élevant à un montant de 9 350 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le cout horaire de la prestation de collecte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Onyx Méditerranée.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société Onyx Méditerranée fixée pour solde de tout compte à 9 350 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2020 du Territoire de Marseille-Provence - Sous politique G130 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 029-8254/20/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Derichebourg Polyceo MET 20/15153/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille-Provence et en particulier sur le secteur régié de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème}, et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société DERICHEBOURG POLYCEO de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 24 janvier au 6 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société DERICHEBOURG POLYCEO s'élevant à un montant de 15 924 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Derichebourg Polyceo pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 6 février 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Derichebourg Polyceo .

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Derichebourg Polyceo est fixée pour solde de tout compte à 15 924 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2020 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G130 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 030-8255/20/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée
MET 20/15156/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille-Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er ,4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ;9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais. A cet effet, il a été demandé à la société SUEZ RV Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 3 au 7 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société SUEZ RV Méditerranée s'élevant à un montant de 17 600 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 10,94 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;

- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 3 au 7 février 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société SUEZ RV Méditerranée.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société SUEZ RV Méditerranée est fixée pour solde de tout compte à 17 600 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2020 du Territoire de Marseille-Provence - Sous politique G130 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 031-8256/20/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Noe Concept
MET 20/15158/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème}, et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société NOE CONCEPT de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 6 au 8 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société NOE CONCEPT s'élevant à un montant de 36 300 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Noe Concept pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 6 au 8 février 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Noe Concept.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société Noe Concept est fixée pour solde de tout compte à 36 300 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2020 du Territoire de Marseille-Provence - Sous politique G130 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 032-8257/20/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Urbaser Environnement SAS
MET 20/15159/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille-Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 27 janvier au 7 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT s'élevant à un montant de 96 950.27 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Urbaser Environnement SAS pour les prestations exceptionnelles de collecte de

déchets ménagers réalisées du 27 janvier au 7 février 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Urbaser Environnement SAS.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société Urbaser Environnement SAS est fixée pour solde de tout compte à 96 950.27 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2020 du Territoire de Marseille-Provence - Sous politique G130 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 033-8258/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour les travaux de sécurisation des quais gravats sur les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix MET 20/15022/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le projet porte sur la mise en œuvre d'un programme de travaux visant à améliorer la sécurité du vidage des gravats sur les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix pour les particuliers et les professionnels.

La totalité des déchèteries est aujourd'hui équipée de banques de déchargement devant les quais afin de prévenir la chute d'usagers dans les bennes (bois, cartons, ferrailles, tout venant, végétaux....).

Ce dispositif permet d'assurer la sécurité des usagers tout en limitant la gêne au moment du vidage. D'une hauteur de 70 cm et d'une largeur de 60 cm, elles sont en plastique recyclé, matériau résistant aux chocs et non conducteur de la chaleur.

Pour les gravats, la solution qui avait été retenue est la rehausse de la benne. Cet aménagement permet de limiter la hauteur de chute et a l'avantage de maintenir la possibilité pour les usagers de benner leurs déchets.

Ces aménagements ont été réalisés à partir de 2012 sur l'ensemble des déchèteries du territoire.

Le programme de travaux :

Ce dispositif pour les gravats n'étant pas complètement sécuritaire il a été décidé de le compléter par la mise en œuvre d'équipements complémentaires.

Ainsi, afin de sécuriser totalement les quais gravats, il est décidé d'installer sur les quais où la hauteur de chute dépasse 1 mètre, des dispositifs de type trémies et/ou portail coulissant qui permettent le bennage en toute sécurité de petits ou gros volumes de gravats. Ces équipements permettent de concilier sécurité et facilité de vidage pour les particuliers comme les professionnels venant en déchetteries.

Sur les 18 sites du Territoire du Pays d'Aix, 9 déchetteries seront ainsi équipées de ces dispositifs : Bouc-Bel-Air, Eguilles, La Roque-d'Antheron, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Saint-Cannat et Saint Paul-lez-Durance.

Le titulaire du marché de pose et fourniture des équipements de sécurité est la société Technégoce. Le montant de l'opération s'élève à 200 000 €HT.

Les équipements devraient être installés à partir du mois de juin 2020 sur une durée de 3 mois, en essayant de limiter au maximum le délai de mobilisation des quais par les entreprises de travaux pour ne pas trop entraver le flux de vidage des apporteurs.

La présente délibération vise à approuver le programme de travaux et la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200 000 €HT, correspondant à l'achat et à la mise en place d'équipements (trémie, barrière, etc) au droit des quais gravats qui ont la configuration requise.

Le plan de financement global prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenarial Métropolitain »	80 %	160 000 euros
Ademe	0 %	0
Région PACA	0 %	0
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	0 %	0
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	40 000 euros
TOTAL HT	100 %	200 000 euros

Pays d'Aix sur la base du programme de travaux présenté ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 122/4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération AP 184 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de sécurisation des quais gravats sur les déchèteries du Territoire du

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme (AP) 184 – Fonction 7213 – Nature : 2128.

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7213 - Nature : 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 034-8259/20/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Amorce et paiement de la cotisation 2020
MET 20/15008/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales

de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Élargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets, mais aussi la généralisation des plans climat-énergie, l'éligibilité aux certificats d'énergie, le développement des réseaux de chaleur et de froid, le renforcement de la coordination des réseaux de distribution d'énergie.

Dans ces domaines, l'association a pour buts d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association Amorce par délibération n°DEA 001-884/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, et de renouveler son adhésion -

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020 et régler la cotisation pour 2020 fixée à 13 500 euros.

Il est donc proposé de renouveler cette adhésion et d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle 2020 d'un montant total de 13 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Énergie ;
- La délibération DEA 001-884/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets et de l'énergie.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020 et régler la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Amorce et le règlement de la cotisation 2020, pour un montant total de 13 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Territoire Marseille-Provence – Sous-Politique G 110 – Nature 6281, pour un montant de 10.530 euros et au budget général métropolitain 2020 – Sous Politique G911 – Nature 6281 – Fonction 758, pour un montant de 2 970 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité"

AGRI 001-8260/20/BM

■ **Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Gestion d'un site du Conservatoire du Littoral : programmation de gestion du Pourra 2020**
MET 20/14699/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1975, le Conservatoire du Littoral intervient pour préserver les espaces littoraux. A l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 6 500 hectares sont propriétés de l'établissement public.

En particulier, le Conservatoire du Littoral est propriétaire de 287 hectares sur les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc, cette propriété comprenant l'étang du Pourra. Cet étang constitue un espace naturel d'une qualité écologique et paysagère remarquable. Il est inclus dans une zone de Protection Spéciale du réseau Natura 2000 et fait l'objet d'un projet de réserve naturelle régionale.

Depuis 2011, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, puis le Territoire du Pays de Martigues par délégation de la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion de l'étang du Pourra.

Les orientations de gestion du site fixées dans le plan de gestion s'articulent autour de :

- La protection de la biodiversité et du paysage remarquables du site,
- La valorisation du site dans le respect de l'équilibre écologique des habitats et des espèces,

- L'intégration des activités humaines afin de réduire leur impact sur le milieu naturel et l'exemplarité sur le plan environnemental,
- Le système de management du site.

Pour répondre aux objectifs de gestion déclinés, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Pays de Martigues en sa qualité de gestionnaire et le Conservatoire du Littoral en tant que propriétaire définissent conjointement un programme annuel de gestion qui est proposé au Comité Départemental de Gestion composé du Conservatoire du Littoral, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte D'azur.

Le programme 2020 de gestion du site répond à différentes catégories d'opérations :

- Gestion, surveillance, entretien du site
- Travaux et aménagement (limitation des ligneux, fauche, chantier de nettoyage, travaux du réseau d'alimentation en eau du Pourra)
- Etudes et suivis (suivi de l'avifaune)
- Accueil du public (Visites guidées pour le grand public et les scolaires)

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 25 000 euros TTC.

Le montant sollicité auprès de chacun des partenaires financiers pour l'opération de gestion, surveillance et entretien du site est évalué à 5 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte D'azur Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral	20 %	5 000 euros
Conseil Départemental 13 Convention tripartite gestion sites du Conservatoire du Littoral	20 %	5 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence – Pays de Martigues	60 %	15 000 euros

Vu

La présente délibération vise à autoriser une demande de subvention la plus élevée possible auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur au titre de la convention tripartite liant le Conservatoire du Littoral, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention tripartite 2018-2022 du 17 avril 2018 pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces opérations sont éligibles à un subventionnement au titre de la convention tripartite entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et le Conservatoire du Littoral,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé, à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et du Département des Bouches-du-Rhône, pour apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues, Fonction : 76 - Nature : 61521 617 6228.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement - Fonction 76. Nature 7472 7473.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 002-8261/20/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : étude d'actualisation du plan de protection de la forêt contre l'incendie sur le territoire du massif des Roques - Modification de la délibération ENV 004-6668/19/BM MET 20/15254/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des opérations de défense de la forêt contre les incendies, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par la délibération ENV 004-6668/19/BM du 26 septembre 2019, le plan de financement prévisionnel de l'opération « étude d'actualisation du plan de protection de la forêt contre l'incendie du massif des Roques » et sollicité des financements auprès de l'Etat et du Département des Bouches-du-Rhône.

Cependant, ce type de projet peut être également subventionné dans le cadre du dispositif « Forêt Plan intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) » de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur.

La présente délibération vise à approuver la modification du Plan de financement prévisionnel de cette opération et de solliciter des financements auprès de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur.

Le coût prévisionnel de cette étude demeure estimé à 24 825,00 euros HT, soit 29 790,00 euros TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ETAT « programme Forêt »	26,66 %	6 620,00 euros
REGION SUD Provence Alpes-Côte d'Azur « Dispositif Forêt DFCI »	26,66 %	6 620,00 euros
Conseil Départemental des Bouches du Rhône « Aides aux Communes »	26,66 %	6 620,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4 965,00 euros
TOTAL HT	100 %	24 825,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La délibération ENV 004-6668/19/BM du 26 septembre 2019 relative à la demande de subvention d'investissement relative à l'opération « étude d'actualisation du Plan de protection de la forêt contre l'incendie sur le Territoire du massif des Roques » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la modification de la délibération ENV 004-6668/19/BM du 26 septembre 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération ENV 004-6668/19/BM du 26 septembre 2019 relative à la demande de subvention d'investissement relative à l'opération « étude d'actualisation du plan de

protection de la forêt contre l'incendie du massif des Roques ».

Article 2 :

Est approuvée la modification du Plan de financement prévisionnel.

Article 3 :

Pour la réalisation de cette opération, Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017300800 – Comptes 2031 et 2312 - Fonction : 76.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Comptes 1321, 1322 et 1323 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 003-8262/20/BM

■ Approbation d'une convention d'échange et/ou de mise à disposition de données naturalistes entre la Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/15246/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur a développé une base de données naturaliste dénommée Faune-Provence-Alpes-Côte d'azur, dans laquelle les observateurs enregistrent, de manière volontaire, leurs données en vue d'en restituer les principaux éléments aux participants inscrits mais aussi à un plus large public. La base de données est régie par un code de déontologie respecté par tout utilisateur de Faune-Provence-Alpes-Côte d'Azur Le projet Faune- Provence-Alpes-Côte d'Azur est accessible sur un site internet dédié.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la mise en œuvre d'actions de valorisation du patrimoine naturel. A ce titre, elle déploie des projets, études et programmes relatifs à la gestion et la

valorisation de la biodiversité et des espaces naturels. Elle intervient notamment dans l'animation des sites Natura 2000 suivant :

- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9312015 (ZPS Etangs entre Istres et Fos) par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9312017 (ZPS Falaises de Niolon) par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9301601 (ZSC Côte Bleue – Chaîne de l'Estaque ») par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9301603 (ZSC Chaîne de l'Etoile-massif du Garlaban) par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9310069 (ZPS Garrigues de Lançon et Chaînes alentour) par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9301605 (ZPS Montagne Sainte Victoire) par convention d'une durée de 3 ans.
- Animation et la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR9312009 (ZPS Plateau de l'Arbois) par convention d'une durée de 3 ans.

La convention d'échange et/ou de mise à disposition de données naturalistes Faune- Provence-Alpes-Côte d'Azur, vise l'alimentation, pour une durée de 6 ans, de la base de données naturalistes développée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des programmes cités ci-dessus.

Cette convention organise l'échange ou la mise à disposition, à titre gratuit, de données naturalistes contenue dans Faune-PACA, entre la Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à fournir un extrait des données recensées à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une fréquence définie dans ladite convention.
- Qu'inversement, la Métropole Aix-Marseille-Provence fournira les données qu'elle aurait pu produire ou collecter. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à respecter le code de déontologie de Faune- Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Qu'il est proposé aujourd'hui de conventionner avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur pour alimenter une base de données naturaliste sur le territoire de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'échange et/ou la mise à disposition de données naturalistes Faune- Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 004-8263/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association Forêt Méditerranéenne pour l'organisation d'une journée technique sur le terrain dans le cadre du cycle "Agro-sylvo-pastoral en forêt méditerranéenne" - Approbation d'une convention MET 20/14988/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 175 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. En raison de la spécificité de ses peuplements (pin d'Alep et chêne vert essentiellement), de son potentiel, du réchauffement

climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge en 2017 l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique de valorisation de ces espaces.

Parmi ses préoccupations, la régression des activités agricoles conduisant à l'abandon de terrains dédiés à l'agriculture en cœur de massif et en interface forêt/habitat ainsi que le recul de l'utilisation des espaces forestiers par le pastoralisme, situation qui engendre une tendance globale à la « fermeture des milieux », avec des effets négatifs sur la biodiversité, la qualité des paysages et le risque lié aux feux de forêt.

Le besoin de mise en valeur et de protection des espaces forestiers méditerranéens grâce à des utilisations combinées, associant les ressources agricoles, forestières et /ou pastorales, s'avère indispensable pour une valorisation globale et multifonctionnelle de la forêt. La combinaison de toutes ces activités permettra de valoriser non seulement l'identité du territoire métropolitain, favorisera le développement d'une économie locale en circuit court génératrice d'emplois, mais aura également un impact positif en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie.

C'est pourquoi dans le cadre de ces missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône un contrat de coopération en faveur de la reconquête des friches agricoles d'intérêt DFCI et du développement du pastoralisme en forêt. Les actions conduites au travers de ce contrat sont les suivantes : repérer les potentialités agricoles et pastorales et engager des animations afin de sensibiliser les propriétaires de ces friches à une remise en culture permettant ainsi de créer des coupures de combustible, mettre en place, grâce au pâturage, un débroussaillage non mécanisé de la masse combustible et installer des agriculteurs et des éleveurs en recherche de foncier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente de l'association Forêt Méditerranéenne dont l'objectif est de favoriser la diffusion des connaissances et les échanges d'informations sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens, afin de mieux faire connaître les spécificités de ces espaces pour une meilleure prise en compte dans les politiques publiques. Elle s'attèle également à animer un réseau pluridisciplinaire méditerranéen pour mieux partager les connaissances et co construire une réflexion partagée.

Pour y parvenir, cette association dispose de plusieurs moyens d'actions :

- La publication d'une revue « Forêt Méditerranéenne », de bulletins

complémentaires et de divers autres ouvrages,

- L'organisation de rencontres : séminaires, colloques, journées d'étude, visites...,
- La promotion de toute autre action nécessaire à atteindre son objectif.

Cette association organisera fin 2020 une journée technique sur le terrain dans le cadre du cycle "Agro-sylvo-pastoral en forêt méditerranéenne", cycle global qui comprend plusieurs étapes :

- 1 - Organisation d'une table ronde : définition et typologie "De quoi parle-t-on ?"
- 2 - Edition d'un numéro spécial de la revue Forêt Méditerranéenne : l'état des savoirs
- 3 - Organisation de journées techniques de terrain dont une sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence (objet de cette demande)
- 4 - Organisation de journées d'échanges et de synthèse (2021)
- 5 - Capitalisation (2021)

Cette journée de terrain (étape 3), qui s'insère dans un cycle de réflexion plus large, a pour objectif de montrer par l'exemple, de discuter de la faisabilité, d'essaimer les actions réalisées par ailleurs, et ainsi encourager les passages à l'acte d'une façon construite, pertinente et performante pour les territoires métropolitains.

La journée sera organisée sur le territoire de la Métropole AMP, le lieu exact sera déterminé en accord avec le service Valorisations Forestières (Direction des Forêts) et l'Association Forêt Méditerranéenne. Les retombées d'une telle journée concerne l'ensemble du territoire méditerranéen.

Les résultats de ce cycle de réflexion mené par l'Association Forêt Méditerranéenne viendront compléter les travaux menés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre du Contrat de Coopération précédemment cité.

Le coût de cette journée est évalué à 17 500 euros (financement des salaires –poste le plus important, réunions préparatoires, enquêtes, travaux préalables de définitions, table ronde, préparation, organisation et animation de la journée sur le terrain, rédaction des communiqués et des synthèses, gestion de la logistique, déplacements et prestations - déjeuners des participants notamment). La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 8000 euros (soit 45,71%).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la journée de terrain organisée par l'Association Forêt Méditerranéenne dans le cadre du cycle "Agro-sylvo-pastoral en forêt méditerranéenne" représente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt.
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée.
- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour la réalisation de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, sous politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 005-8264/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) pour un programme d'actions en faveur de la gestion durable des massifs forestiers
MET 20/15323/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « Milieux Forestiers ». La gestion de cette compétence lui permet de développer des actions permettant de préserver ses forêts et de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces. Cette décision résulte d'une part de l'existence d'espaces forestiers important puisqu'ils occupent une superficie de 175 000 hectares (dont près de 250 ha appartenant au patrimoine métropolitain) répartis sur 19 massifs forestiers, soit plus de 50 % de la superficie métropolitaine, et d'autre part, de sa volonté de décliner localement, à l'échelle de la Métropole, et de manière efficace, les volontés nationales et internationales relatives à la protection de l'environnement, à la transition énergétique, à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'augmentation de la mobilisation des bois.

Dès lors, s'engager en faveur de la préservation et de la valorisation de ses espaces forestiers est apparu comme une nécessité en raison d'une part du rôle environnemental de la forêt, des pressions croissantes subies par la forêt dues à son caractère périurbain, du changement climatique et du risque incendie. Une forêt gérée est une forêt qui contribue à la préservation de l'environnement par les nombreux services écosystémiques qu'elle rend (séquestration du carbone, production d'oxygène, filtration de l'eau de pluie, stabilisation des sols, lutte contre l'érosion, préservation de la biodiversité, diminution de la biomasse et donc du risque incendie, réduction du stress hydrique, limitation de l'impact du changement climatique).

D'autre part, sur un plan plus économique, le développement de la filière bois sur le territoire métropolitain passe inévitablement par la gestion durable de ses massifs forestiers, qu'il s'agisse de fournir du bois énergie (centrales thermiques de Gardanne et de Brignoles, réseaux de chaleur de petite à moyenne puissance), du bois industrie (Papèterie Fibre Excellence à Tarascon) ou encore du bois construction en plein essor sur le territoire métropolitain depuis que le Pin d'Alep, essence qui couvre majoritairement les forêts de la Métropole, a obtenu une norme lui permettant désormais d'être utilisé en bois de construction. Enfin, le projet d'installation d'un pôle bois sur le territoire métropolitain (étude en cours sur le site de la centrale thermique de Gardanne/Meyreuil) augmente l'offre de débouchés et pourrait permettre une augmentation de la gestion-exploitation durable des forêts de la Métropole. Pour ce faire, au regard de la gestion actuelle, il conviendrait que les espaces forestiers de la Métropole puissent bénéficier d'une gestion durable à court, moyen et long terme.

Forte de ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une politique forestière volontariste en participant notamment aux travaux menés dans le cadre du Plan Régional Forêt Bois. Afin d'engager les actions et soutenir les initiatives portées par ses partenaires forestiers, elle a lancé en 2019 une étude afin de déterminer le potentiel de bois exploitable sur son territoire et d'identifier les pistes de développement de la filière forêt-bois. En complément, elle a participé activement à la réalisation du Schéma Régional de Dessertes Forestières piloté par le CRIGE PACA.

Si les propriétaires des forêts publiques susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution sont soumis à l'obligation légale d'assurer la mise en œuvre du régime forestier, avec notamment le concours des services de l'Office National des Forêts, il en est autrement pour les forêts privées. En effet, les propriétaires détenant des superficies supérieures à 25 ha avec un gisement de bois conséquent demandent à bénéficier d'une animation favorisant la gestion et la production de bois.

Il convient de noter que la mobilisation des propriétaires privés (75 % de la superficie des forêts métropolitaines) pourrait favoriser l'exploitation mais aussi la diminution de la biomasse et donc la sécurité des forêts vis-à-vis des incendies et la création d'emplois sur l'ensemble de la filière de valorisation-transformation du bois.

Le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), établissement public créé en 1963 pour promouvoir la gestion durable des forêts privées, propose de mettre en œuvre une animation auprès des propriétaires privés afin de développer la gestion et la production de bois. Administré par des propriétaires élus, le CRPF agréé les documents de gestion durable des

forêts privées et réalise des actions de valorisation de ces espaces en partenariat avec les territoires.

C'est l'organisme public au service de la mise en valeur des forêts privées. Ses principales missions sont les suivantes :

- Accompagner les propriétaires forestiers dans leurs objectifs de gestions (sensibilisation à la gestion durable, conseils, agrément des documents de gestion durable, aide au regroupement des propriétés, orientation vers une valorisation variée) ;
- Aide aux territoires dans leur développement forestier (amélioration des connaissances, contribution à la mobilisation du bois, favoriser la multi fonctionnalité des espaces, renforcer la place de la forêt privée, préserver l'environnement) ;
- Préparer l'avenir des forêts de la région (faire reconnaître les services environnementaux rendus par la forêt privée, adapter les pratiques face aux changements climatiques, expérimenter des techniques sylvicoles).

Le CRPF souhaite réaliser un programme d'actions sur un an, qui démarrera à l'automne 2020, et consistant à mettre en œuvre :

- Des chantiers pilotes au service du développement durable et du territoire de projet

Ces chantiers feront la démonstration de leur impact positif sur le développement durable, permettront au grand public de connaître les bénéfices des actions réalisées et répondront aux problématiques suivantes :

- ◆ Mobilisation de produits forestiers pour alimenter la filière bois,
- ◆ Préservation et amélioration de la biodiversité,
- ◆ Impacts paysagers,
- ◆ Intégration du changement climatique (adaptation et lutte),
- ◆ Intégration du risque incendie.

Le massif identifié pour réaliser ces chantiers pilotes est celui de la Chaîne des Côtes-Trévaresse. Les chantiers se dérouleront sur une période d'un an et permettront à minima de mobiliser un volume de 2000 m3 de bois (postulat de prélèvement = 40 m3/ha) sur 50 ha. Envisager ces chantiers pilotes sur ce massif est cohérent avec la politique DFCI menée par la Métropole à travers de nombreux travaux de préservation de la ressource vis-à-vis des incendies et la politique forestière actuelle de la Métropole. Ces chantiers viendront compléter les travaux menés par la Chambre d'Agriculture dans le cadre du Contrat de Coopération et qui visent notamment à développer une remise en culture des friches agricoles d'intérêt DFCI et l'installation de bergers dans le cadre d'actions sylvopastorales. Les acteurs économiques en charge de la gestion forestière pourront aussi être sollicités en amont

pour accélérer la mise en place de ces chantiers. Le CRPF s'engage à identifier le potentiel forestier et à cartographier les parcelles cadastrales qui pourront être exploitées. Si ce projet s'avérait infructueux sur ce massif, le CRPF s'orientera vers le piémont nord du Massif et en dernier recours le Massif de la Marcouline.

Un plan de développement du massif de la Marcouline qui permettra de prendre en compte à la fois l'aspect stratégique et opérationnel de la gestion forestière. Ce Plan de Développement de Massif est un outil adapté aux échelles de massif et nécessite la réalisation des actions suivantes :

- ◆ Définition d'une stratégie basée sur un diagnostic de territoire (concaténer les informations existantes et mettre en relation les acteurs du développement), une meilleure connaissance de la forêt et de la desserte forestière, et la proposition d'itinéraires sylvicoles, dans le but de proposer des actions pertinentes aux regards des enjeux locaux ;
- ◆ Mobilisation des propriétaires privés sur une superficie de 4000 ha, phase importante en raison du morcellement des propriétés forestières privées (travail SIG, réunions d'informations avec les propriétaires, visites individuelles, association des propriétaires forestiers publics) ;
- ◆ Structuration de la gestion, formelle (ASL, ASA) ou informelle (gestion individuelle mais concertée du point de vue des opérations sylvicoles à entreprendre).

La mise en œuvre de la gestion issue de ces trois actions ne pourra s'envisager de manière importante que postérieurement. En effet, ces actions doivent aboutir à la réalisation de documents de gestion (PSG, CBPS, RTG) et à la planification de coupes et travaux entre 10 et 20 ans à réaliser par les propriétaires. Le CRPF les accompagnera vers des gestionnaires forestiers professionnels pour planifier les travaux. Cette mise en œuvre pourra toutefois s'initier et donner des résultats dans le cadre de ce projet. A défaut du territoire de la Marcouline identifié pour la réalisation de ces actions, c'est celui du piémont nord de l'Etoile qui sera concerné.

Le coût de ce programme d'action est évalué à 58 856 euros. La participation de la Métropole est sollicitée à hauteur de 23 542,40 euros, soit 40 % du coût de ce programme d'actions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions proposé par le Centre National de la Propriété Forestière s'inscrit totalement dans le cadre de la politique forestière menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 23 503,20 euros au Centre National de la Propriété Forestière pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, sous politique G810, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements"

ATCS 001-8265/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association La Fabulogie pour l'organisation du projet "Fabrique numérique/Maison Micro-folie/Lab numérique itinérant" - Approbation d'une convention
MET 20/14582/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé avec une attention particulière aux projets numériques.

Plus généralement, la Métropole peut animer, coordonner et structurer, accompagner et soutenir, des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain et/ou aux expérimentations artistiques comme de l'action culturelle.

L'association La Fabulogie implantée au cœur de Noailles à Marseille porte le projet de « Fabrique numérique/Micro-folie » labellisé par le Ministère de la culture avec une action qui rencontre plus précisément les objectifs de la politique culturelle

métropolitaine, à savoir un « Lab numérique itinérant » particulièrement en zone rurale.

Ce projet s'inscrit dans la politique d'Aix-Marseille-Provence Métropole de lutter contre les fractures numériques, mission que les médiathèques et bibliothèques réalisent au quotidien mais avec des moyens inégaux : la Fabulogie viendra appuyer et alimenter des initiatives de proximité portées par les équipes et des équipements de lecture publique notamment dans les petites communes de la métropole.

Par ailleurs, le « Lab numérique itinérant » intègre les critères définis et retenus par la politique culturelle d'Aix-Marseille-Provence Métropole ; ce projet permet également des allers-retours entre la ville centre et les communes les plus reculées de la métropole, participant ainsi à la construction culturelle et numérique du territoire d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Maison Micro-folie inaugure également un réseau qui à terme pourrait prendre une dimension métropolitaine sachant que d'autres communes de la métropole vont ouvrir des espaces numériques sollicitant ce même label.

Le budget prévisionnel de cette action est de 447 889 €.

Pour réaliser le projet « Fabrique numérique/Maison Micro-folie/Lab numérique itinérant » (GU 2020_01081), l'association sollicite la Métropole à hauteur de 30 000 € en 2020, la Métropole propose un financement à hauteur de 12 000 € de subvention pour ce projet innovant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association La Fabulogie à hauteur de 12 000 euros pour la mise en place de la « Fabrique numérique/Maison Micro-folie/Lab numérique itinérant ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tous documents afférents à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ATCS 002-8266/20/BM

■ Attribution d'une subvention exceptionnelle au Ballet Preljocaj - Approbation d'un avenant MET 20/15315/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Ballet Preljocaj, Centre chorégraphique national, installé au Pavillon noir à Aix-en-Provence depuis 2006 est composé de 24 danseurs permanents, assurant 100 représentations par an en France et à l'étranger, le ballet s'associe par ailleurs régulièrement à d'autres artistes dans une logique interdisciplinaire, et assure, par ses résidences, à l'émergence de nombreux jeunes talents : Preljocaj Junior a été mis en place en 2017 dans cet esprit.

Par son activité foisonnante à l'international, il participe incontestablement au rayonnement du territoire métropolitain tout en s'impliquant dans de

nombreuses actions culturelles de proximité qui soutiennent son ancrage territorial.

Ainsi, afin d'aller à la rencontre de tous les publics, le Ballet Preljocaj propose une action à travers son Groupe urbain d'intervention dansée (G.U.I.D.), formé de six danseurs, qui présentent dans des lieux variés, sans dispositif scénique, des extraits de spectacles créés de 1985 à nos jours.

A la rentrée scolaire 2020, le ballet prolongera le travail entamé avant le confinement dans les établissements scolaires de différentes communes de la métropole, à savoir des mises en espaces et des ateliers de danse contemporaine afin de renforcer l'Education Artistique et Culturelle dans cette discipline.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2020 est de 7 082 560 €, le budget prévisionnel de l'action s'élève à 30 486 €.

Pour le renouvellement et l'extension de cette action à des établissements scolaires supplémentaires, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 € pour la deuxième partie de l'action 2020 (n°GU 2020_01356), la Métropole propose un financement à hauteur de 65,60 % de l'action pour cette 2ème étape pour la réalisation de ce projet qui correspond à la relance de l'action culturelle et artistique post-Covid 19 sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération N° HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de 20 000 euros au Ballet Preljocaj afin de promouvoir la danse contemporaine dans les établissements scolaires métropolitains.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tous documents afférents à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 003-8267/20/BM

**■ Attribution d'une subvention d'équipement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 200 000 euros au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention
MET 20/15311/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les

termes de l'article L.2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1er juillet 2005, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du CGCT.

Afin de permettre à la régie d'assurer ses missions, dans les meilleures conditions, pour ses usagers, cette dernière sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'une subvention d'équipement, en vue d'acquies divers matériels nécessaires à son activité (concessions, brevets, matériel technique, matériel de bureau et informatique, mobilier et autres immobilisations corporelles ainsi que le remplacement de véhicules).

Dans ce cadre, par délibération CSGE 033-4254/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « participation d'équipement régie culturelle » à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence dont l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement a été arrêté comme suit :

Mandaté antérieur : 175 000 € TTC

CP 2018 : 200 000 € TTC

CP 2019 : 175 000 € TTC

CP 2020 : 175 000 € TTC

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une subvention d'équipement de 200.000 euros (deux cent mille euros) pour l'exercice 2020.

Cette dépense sera imputée à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020, chapitre 4581175008, nature 4581175008 code opération 2017500801.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° CSGE 033-4254/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Participation d'équipement Régie culturelle » à l'Etat spécial de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'équipement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 200 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'équipement d'un montant de 200 000 euros au titre de l'exercice 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020, chapitre 4581175008, nature 4581175008, code opération 2017500801.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 004-8268/20/BM

**■ Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres pour la poursuite de l'opération de réalisation du Centre d'Art Contemporain au sein du Forum des Carmes
MET 20/15732/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre d'Art Contemporain (CAC) du Territoire d'Istres-Ouest Provence est actuellement installé dans un ancien bâtiment du centre-ville d'Istres.

Bien que le CAC occupe 4 niveaux de ce bâtiment (RDC, R+1, R+2 et R+3), les espaces intérieurs de cette enceinte sont très exigus, ce qui ne permet pas de développer l'ensemble des activités souhaitées et limite les projets qui pourraient être présentés au public.

Par ailleurs, ce bâtiment ne répond pas aux normes en matière de réglementation accessibilité. Sa mise en conformité nécessiterait la mise en place d'un ascenseur, ce qui aurait pour conséquence de réduire d'avantage les surfaces, ce qui en limiterait l'utilisation.

Pour que le CAC puisse continuer à offrir aux administrés des activités adaptées, il a été décidé qu'il déménage au Forum des Carmes.

Le Forum des Carmes est un bâtiment (R+1) qui est en cours de construction. Ce nouveau bâtiment de type ERP s'insère dans un programme global de rénovation urbaine qui comprend des logements et des activités tertiaires. Afin d'installer le CAC dans ce nouveau bâtiment, la métropole a acquis un volume brut d'une surface de plancher d'environ 2037m² sur deux niveaux du programme de construction du Forum des Carmes à Istres.

La CAC doit être installé au rez-de-chaussée de ce bâtiment. Pour ce faire les travaux de mise hors d'air

et d'aménagements intérieurs du lot livré brut doivent être réalisés. Ces travaux nécessitent des interventions sur la dalle haute du parc de stationnement sous-sol de l'espace et une mise au point technique complexe des travaux d'étanchéité et de réalisation du parvis piéton contigu à l'opération. Ces ouvrages sont sous conduite d'opération communale. A cet effet, afin d'optimiser l'ensemble des interfaces, il avait été décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la commune d'Istres pour réaliser, au nom et pour le compte de la métropole Aix-Marseille-Provence, dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, l'opération d'aménagement du Centre d'Art Contemporain en accompagnement des travaux connexes qui étaient nécessaires.

Ainsi, conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, un contrat a été conclu avec la commune d'Istres lui confiant la mission de réaliser, au nom et pour le compte de la métropole, la réalisation de l'aménagement du CAC avec interventions sur la dalle haute du parc de stationnement sous-sol de l'espace et une mise au point technique des travaux d'étanchéité et de réalisation du parvis piéton contigu.

L'opération concernée par la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée porte sur l'aménagement du Centre d'Art Contemporain sur une partie du rez-de-chaussée du lot 314 acquis par la Métropole au sein de l'opération d'aménagement du Forum des Carmes. Les travaux portent sur la mise hors d'air du lot, sur les aménagements intérieurs (second œuvre et lots techniques) relatifs à la création des espaces d'expositions et activités annexes nécessaires à l'activité du centre d'Art Contemporain sur une surface de 710m² conformément au programme de l'opération, les travaux d'étanchéité.

Le coût estimé de l'opération est de 1.400.000 € HT valeur février 2018.

Compte tenu de l'imbrication des travaux d'aménagement du CAC avec les travaux à réaliser sur la dalle haute du parc de stationnement en sous-sol de l'espace et des travaux d'étanchéité et portant sur le parvis piétons contigu à l'opération, il est nécessaire d'unifier la conduite de l'opération sous la même maîtrise d'ouvrage, il est proposé de substituer au contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée conclu avec la commune d'Istres un contrat fondé sur les articles L. 5217-7 et L. 5215-27 du CGCT.

En effet, en application des articles L. 5217-7 et L. 5215-27 du CGCT, la métropole peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

En conséquence, il y a bien lieu, en parallèle de résilier le contrat de maîtrise d'ouvrage délégué conclu avec la commune d'Istres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'unifier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements du Forum des Carmes.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres pour la poursuite de la réalisation du Centre d'Art Contemporain au sein du Forum des Carmes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 005-8269/20/BM

■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "Mise en place d'un système RFID dans les médiathèques" du Territoire Istres-Ouest Provence MET 20/15234/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La technologie électromagnétique utilisée pour les opérations de prêts sur l'ensemble des médiathèques du territoire Istres-Ouest Provence étant devenue obsolète, la Métropole Aix-Marseille-Provence va déployer la technologie RFID (Radio Frequency Identification) sur le Territoire Istres-Ouest Provence.

Le projet consiste à la mise en place de puces d'identification et d'antivols sur les documents composant les collections des différents sites ainsi que l'installation d'automates de prêts et de retour de documents 24 heures sur 24. L'organisation des transactions ainsi que les processus et modalités d'accueil et de médiation seront modifiés sur l'ensemble des structures.

Dans le contexte du projet d'ouverture programmée fin 2023 de la nouvelle médiathèque d'Istres, il est impératif d'opérer ce changement en amont afin de mettre à niveau les collections et services du réseau Istres-Ouest Provence, tant sur le plan technologique qu'organisationnel.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 619 884,61 euros hors taxe et fera l'objet de deux dépôts distincts auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles :

- Travaux
- Mobiliers/ Matériels

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Travaux :

Financement externe		
Direction Régionale des affaires Culturelles	30,00 %	64 556,49 euros
Conseil Départemental 13 « Aide aux développements de la Provence numérique »	50,00%	107 594,15 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	43 037,66 euros
TOTAL HT	100 %	215 188,30 euros

Matériels / Mobiliers :

Financement externe		
Direction Régionale des affaires Culturelles	65,00 %	263 052,60 euros
Conseil Départemental 13 « Aide aux développements de la Provence numérique »	15,00 %	60 704,45 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	80 939,26 euros
TOTAL HT	100 %	404 696,31 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal ;
- La délibération n° FAG 127-4944/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503500 à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 053-7709/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503500 à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mise en place système RFID Médiathèques » sur l'ensemble du territoire Istres-Ouest Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020 et suivants Chapitre 4581175035 – Nature 4581175035 code opération 2017503500.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence section d'investissement – Natures 1321 et 1323 code opération 2017503500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 006-8270/20/BM

**■ Approbation d'une convention de mandat d'encaissement des recettes de billetterie pour l'Espace de la Confluence à Auriol
MET 20/15202/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence culturelle, le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile assure la construction et l'exploitation d'un équipement culturel polyvalent : l'Espace de la Confluence, salle de spectacles et des festivités d'Auriol, située quartier des Artauds. Le Territoire propose une programmation culturelle pluridisciplinaire qui préfigure la vocation culturelle de l'établissement et son rayonnement à l'échelle territoriale mais aussi métropolitaine. L'ensemble des événements qui se dérouleront sur ce site jusqu'au 31 décembre 2021 sera regroupé dans le Festival des Confluences.

Pour permettre d'organiser ce festival des Confluences et d'encaisser les recettes billetterie qui en découlent, le territoire a lancé une consultation. Le titulaire du marché encaissera l'intégralité des recettes perçues dans le cadre exclusif du marché et restituera l'intégralité des recettes commerciales encaissées à l'acheteur public.

Après la notification de ce marché, il convient de prendre une convention emportant mandat donné au titulaire d'encaisser les recettes de billetterie pour l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La consultation du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'organisation du festival des Confluences à Auriol ;
- L'avis conforme du comptable public ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de confier à un organisme public ou privé l'encaissement des recettes de billetterie pour l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol par le biais d'une convention de mandat ;
- Que l'offre de la SEM Agora a été retenue pour l'organisation du festival des Confluences à Auriol.

Délibère

Article 1 :

D'approuver la convention de mandat d'encaissement des recettes de billetterie de l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Agora.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention de mandat et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits en recettes sur le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial du Territoire du CT4 au compte 75888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 007-8271/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 20/15335/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

Son action est une mission d'intérêt général : coordonner le développement du marché de la croisière sur le territoire avec 4 axes d'actions :

- Inciter et favoriser la mise en œuvre de la transition éco-énergétique pour la croisière en relation avec les acteurs nationaux et locaux publics et privés
- Promouvoir Marseille Provence comme port de croisière et destination auprès des armateurs et des marchés sources internationaux et renforcer la tête de ligne
- Améliorer l'accueil, l'information locale et maîtriser la gestion des flux
- Consolider l'observation économique et la connaissance des clientèles

Suite au choc provoqué par la crise COVID19, le soutien au Club qui participera à la reprise de l'activité croisières du port de Marseille, recouvre une importance toute particulière.

Pour l'année 2020, le Club de la Croisière Marseille Provence axe particulièrement ses actions sur :

- Le développement de la tête de ligne en engageant de nouvelles actions en lien avec l'aéroport pour développer l'embarquement à Marseille, à court terme et moyen terme. Sont ciblés : Canada, USA, Chine, Royaume Uni, Allemagne. Selon les pays, mise en œuvre d'actions auprès des compagnies de croisière (maritimes et fluviales) et/ou auprès des distributeurs.
- La poursuite d'actions visant à améliorer l'image de la croisière et à contribuer à diminuer l'empreinte environnementale de la croisière :
 - ✓ Côté mer : suivi des pistes initiées dans le cadre du Blue Maritime Summit

- ✓ Côté terre : développement d'excursions « eco-friendly/responsables »
- Sensibilisation des collectivités pour aboutir à un système de meilleurs maitrise des flux sur le territoire de Marseille pour prévenir toute congestion complémentaire et réduire ainsi le budget en temps homme consacré au poste « coordination de l'accueil »
- Poursuite du suivi de l'observatoire économique

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 55 000 euros au budget 2020 de ce plan d'actions auprès d'autres partenaires comme le GPMM, la Ville de Marseille, le Conseil Régional et le Conseil Départemental 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 55 000 euros à l'association le Club de la Croisière Marseille

Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association club de la Croisière Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 008-8272/20/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association "Club de la Croisière Marseille-Provence" et paiement de la cotisation 2020
MET 20/15337/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », crée en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A ce titre, il réunit aujourd'hui plus d'une trentaine de membres, comme par exemple : l'Office du Tourisme et des Congrès de Marseille, l'Office du Tourisme de Cassis, l'Office Municipal du Tourisme d'Aix-en-Provence, l'Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos, les Galeries Lafayette de Marseille, Le Petit Train – TTM 13 (le petit train touristique de Marseille), l'entreprise COFRAPEX (spécialisée notamment dans l'affrètement des navires en denrées alimentaires) etc.

Son action est une mission d'intérêt général : coordonner le développement du marché de la croisière sur le territoire avec 4 axes d'actions :

- Inciter et favoriser la mise en œuvre de la transition éco-énergétique pour la croisière en relation avec les acteurs nationaux et locaux publics et privés
- Promouvoir Marseille Provence comme port de croisière et destination auprès des armateurs et des marchés sources internationaux et renforcer la tête de ligne
- Améliorer l'accueil, l'information locale et maitriser la gestion des flux

- Consolider l'observation économique et la connaissance des clientèles

Acteur reconnu par l'Etat, le Grand Port Maritime de Marseille et les professionnels, le Club de la Croisière mène ainsi une politique active pour accompagner et dynamiser le développement de la filière à Marseille.

C'est grâce à cette action collective conduite sous son égide que les activités de croisière se sont développées de façon spectaculaire à Marseille ces dernières années : de 18 500 passagers en 1995, ce sont près d'1,85 millions de passagers accueillis en 2019.

Dans ce cadre, et eu égard à sa compétence en matière de développement économique et de promotion du tourisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer au Club de la Croisière Marseille Provence par délibération n° TVP 001-708/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et a, depuis, renouvelé chaque année son adhésion à cette association.

Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions et politiques menées par cette association pour le développement de la filière croisière sur le territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2020.

En renouvelant son adhésion, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera membre partenaire Prestige et fera partie du Conseil d'Administration du Club de la Croisière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TVP 001-708/16/CM du 30 juin 2016 portant adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le « Club de la Croisière Marseille Provence » a notamment pour objectif de poursuivre le développement de la filière de la croisière ;
- Que compte tenu de l'importance attachée au développement de ce secteur sur le territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille a adhéré à cette association en 2016 et renouvelé son adhésion au titre des années 2017, 2018 et 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion au « Club de la Croisière Marseille Provence » pour l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Club de la Croisière Marseille-Provence » et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 15 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 31 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

31 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 31 juillet 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Jean-Marc BLOCQUEL - Maryline BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Patrick BORÉ - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Jean-Louis CANAL - Joël CANICAVE - Christine CAPDEVILLE - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Daniel GAGNON - David GALTIER - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - André GOMEZ - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-

NOAH - Jean HETSCH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Eric MERY - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAIN - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Didier PARAKIAN - Benoit PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Lionel ROYER-PERREAU - Michèle RUBIROLA - Michel RUIZ - Valérie SANNA - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ représenté par François BERNARDINI - Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Sébastien BARLES représenté par Etienne TABBAGH - Mireille BENEDETTI représentée par Jean-Pierre SERRUS - Sabine BERNASCONI représentée par Solange BIAGGI - Julien BERTEI représenté par Laurence SEMERDJIAN - André BERTERO représenté par Olivier GUIROU - Kayané BIANCO représentée par Sophie JOISSAINS - Sarah BOUALEM représentée par Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Michel BOULAN

représenté par Francis TAULAN - Romain BRUMENT représenté par Doudja BOUKRINE - Emilie CANNONE représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Laure-Agnès CARADEC représentée par Didier REAULT - René-Francis CARPENTIER représenté par Didier KHELFA - Martin CARVALHO représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Eric CASADO représenté par Nicole JOULIA - Roland CAZZOLA représenté par Sébastien JIBRAYEL - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Sylvaine DI CARO représentée par Sophie JOISSAINS - Arnaud DROUOT représenté par Benoit PAYAN - Cédric DUDIEUZERE représenté par Stéphane RAVIER - Loïc GACHON représenté par Daniel AMAR - Eric GARCIN représenté par Olivier FREGEAC - Audrey GARINO représentée par Jean-Marc COPPOLA - Gérard GAZAY représenté par Alain ROUSSET - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Magali GIOVANNANGELI représentée par Gérard FRAU - Jean-Pascal GOURNES représenté par Vincent LANGUILLE - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par Catherine PILA - Eric LE DISSÈS représenté par Jean-Marc BLOCQUEL - Pierre LEMERY représenté par Eric MERY - Richard MALLIÉ représenté par Philippe ARDHUIN - Yves MESNARD représenté par Christine CAPDEVILLE - Marie MICHAUD représentée par Eric MERY - Michel MILLE représenté par Philippe GINOUX - Danielle MILON représentée par Roland MOUREN - Férouz MOKHTARI représentée par Gilbert SPINELLI - André MOLINO représenté par Michel ILLAC - Lourdes MOUNIEN représenté par Cédric JOUVE - Christian NERVI représenté par Philippe GINOUX - Patrick PAPPALARDO représenté par Didier PARAKIAN - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Claude PICCIRILLO représenté par Georges CRISTIANI - Patrick PIN représenté par Christine CAPDEVILLE - Véronique PRADEL représentée par Jocelyne POMMIER - Bernard RAMOND représenté par Guy BARRET - Anne REYBAUD représentée par Nicolas ISNARD - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Georges ROSSO représenté par Martine VASSAL - Laure ROVERA représentée par Christian PELLICANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Gérard BRAMOULLÉ - Laurent SIMON représenté par Patrick GHIGONETTO - Anne

VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Jean-Louis VINCENT représenté par Gérard BRAMOULLÉ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Nassera BENMARNIA - Pascal CHAUVIN - Claude FILIPPI - Vincent GOYET - Michel LAN - Maxime MARCHAND - Anne MEILHAC - Lisette NARDUCCI - Catherine VESTIEU - David YTIER.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Samia GHALI représentée à 11h05 par Christine JUSTE - Nadia BOULAINSEUR représentée à 11h05 par Lyece CHOULAK - Yannick OHANESSIAN représenté à 11h08 par Pauline ROSSELL - Lionel DE CALA représenté à 11h30 par Stéphanie GRECO DE CONINGH - Gérard AZIBI représenté à 12h00 par Patrick AMICO - Pierre HUGUET représenté à 12h00 par Prune HELFTER-NOAH - Michel RUBIROLA représentée à 12h11 par Benoît PAYAN - Olivia FORTIN représentée à 12h35 par Eric SEMERDJIAN.

Etaient représentés et arrivés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Audrey GARINO arrivée à 10h50 - Arnaud DROUOT arrivé à 11h20.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Laurent BELSOLA à 10h57 - Bruno GILLES à 11h50 - Jean-Pierre CESARO à 12h00 - Amapola VENTRON à 12h00 - Pierre HUGUET à 12h00 - Philippe GINOUX à 12h00 - Lyece CHOULAK à 12h05 - Serge PEROTTINO à 12h30 - Véronique MIQUELLY à 12h30 - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA à 12h30 - Richard DONA à 12h39 - Didier PARAKIAN à 12h39 - Bernard DESTROST à 12h40 - Julien RAVIER à 12h44 - Emmanuelle CHARAFE à 12h45.

**Commission "Finances, Budget,
patrimoine et administration
générale"**

FBPA 001-8273/20/CM

■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux des Territoires-Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2019 MET 20/15279/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'exercice 2019 du Budget Principal et des Etats Spéciaux de Territoire.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer, Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des Etats Spéciaux de Territoire sont les suivants :

Etat Spécial du Territoire Marseille Provence :

En recettes 351 356 419,84 euros
En dépenses 351 356 419,84 euros
Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix :

En recettes 180 079 619,90 euros
En dépenses 180 078 720,18 euros
Résultat -899,72 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais :

En recettes 5 078 328,51 euros
En dépenses 5 078 328,51 euros
Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 30 195 180,47 euros
En dépenses 30 195 180,47 euros
Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire d'Istres-Ouest Provence :

En recettes 47 960 251,44 euros
En dépenses 47 960 251,44 euros
Résultat 0,00 euros

Etat Spécial du Territoire de Martigues :

En recettes 14 483 608,55 euros
En dépenses 14 483 608,55 euros
Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Est constaté, pour le Compte de Gestion du Budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 3 048 698 324,46 euros
Reprise des résultats antérieurs -60 777 836,47 euros
En dépenses de 3 017 393 858,27 euros
Solde avant reste à réaliser -29 473 370,28 euros

Reste à réaliser en section d'investissement
37 697 511,73 euros

Résultat 8 224 141,45 euros

Article 3 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2019, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8274/20/CM

■ **Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire Marseille Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019**

MET 20/15282/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, au plus tard le 30 juin 2020, reporté exceptionnellement au 31 juillet 2020, du Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence :

- ASSAINISSEMENT,
- EAU,
- DECHETS
- PORT DE PLAISANCE,
- CREMATORIUM
- et OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi

que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire Marseille Provence,

- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement - 4 706 932,80 euros
Section de fonctionnement 24 412 431,90 euros
Solde 19 705 499,10 euros

BUDGET ANNEXE EAU

Section d'investissement 20 239 466,63 euros
Section de fonctionnement 2 961 146,99 euros
Solde 23 200 613,62 euros

BUDGET ANNEXE DECHETS

Section d'investissement - 18 747 987,32 euros
Section de fonctionnement 1 633 409,82 euros
Solde - 17 114 577,50 euros

BUDGET ANNEXE PORT DE PLAISANCE

Section d'investissement - 1 032 086,24 euros
Section de fonctionnement 1 583 982,67 euros
Solde 551 896,43 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement 1 573 319,39 euros
Section de fonctionnement 3 022 049,90 euros
Solde 4 595 369,29 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement - 2 373 052,87 euros
Section de fonctionnement 1 908 900,78 euros

Solde - 464 152,09 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Assainissement, de l'Eau, des Déchets, du Port de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'Aménagement du Territoire Marseille Provence dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8275/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays d'Aix - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019 MET 20/15283/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix est constitué par un vote du Conseil de la Métropole du Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Aménagement,
- Assainissement Non collectif,
- Elimination des Déchets,
- Assainissement en Régie,
- Assainissement en Délégation,
- Eau en Régie,

- Eau en Délégation.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,

- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

Section d'investissement 1 257 101,07 euros
Section de fonctionnement 273 012,84 euros
Solde 1 530 113,91 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Section de fonctionnement 81 607,59 euros
Solde 81 607,59 euros

BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS

Section d'investissement 2 351 463,51 euros
Section de fonctionnement 17 498 428,06 euros
Solde 19 849 891,57 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE

Section d'investissement 2 505 906,32 euros
Section de fonctionnement 1 058 702,97 euros
Solde 3 564 609,29 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION

Section d'investissement -6 598 763,44 euros
Section de fonctionnement 7 935 084,49 euros
Solde 1 336 321,05 euros

BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE

Section d'investissement 407 157,34 euros
Section de fonctionnement 1 474 703,13 euros
Solde 1 881 860,47 euros

BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION

Section d'investissement -2 339 717,48 euros
Section de fonctionnement 4 853 837,52 euros
Solde 2 514 120,04 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Aménagement », « Assainissement Non Collectif », « Elimination des déchets », « Assainissement en Régie », « Eau en Délégation », « Eau en Régie » et « Assainissement en Délégation » du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8276/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays Salonais - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019

MET 20/15284/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, du Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais suivants :

- ASSAINISSEMENT,

- EAU POTABLE,

- DECHETS

- et OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du XXX juin 2020

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019,

- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais sont les suivants :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	4 377 261,26 euros
Section de fonctionnement	1 564 264,29 euros
Solde	5 941 525,55 euros

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Section d'investissement	3 402 996,77 euros
Section de fonctionnement	3 599 913,88 euros
Solde	7 002 910,65 euros

BUDGET ANNEXE DECHETS

Section d'investissement	-347 803,92 euros
Section de fonctionnement	771 318,13 euros
Solde	423 514,21 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	1 111 645,85 euros
Section de fonctionnement	0,18 euros
Solde	1 111 646,03 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Assainissement, de l'Eau Potable, des Déchets et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés les comptes de gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8277/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019

MET 20/15285/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est constitué par un vote du Conseil de la Métropole sur le Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L.5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe « Assainissement » ;
- Budget annexe « Régie de traitement des déchets ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Délibère

Article 1 :

Approuve les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » :

Section d'investissement	2 573 273,03 euros
Section de fonctionnement	3 955 691,29 euros
Solde	6 528 964,32 euros

BUDGET ANNEXE « RÉGIE DE TRAITEMENT DES DECHETS » :

Section d'investissement	-224 191,97 euros
Section de fonctionnement	686 344,16 euros
Solde	462 152,19 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de « Assainissement » et « Régie de traitement des déchets » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conforme par

l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8278/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire d'Istres Ouest Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019

MET 20/15287/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Territoire Istres Ouest Provence est constitué par un vote du Conseil de la Métropole du Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres Ouest Provence suivants :

- Eau Potable,
- Assainissement,
- Entreprises,
- Régie Action Sociale,
- Traitements des déchets.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance 2020-330 du 25 mars 2020
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire Istres Ouest Provence,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres Ouest Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Section d'investissement 3 186 334,42 euros
Section de fonctionnement - 5 325 964,31 euros
Solde - 2 139 629,89 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 11 686 702,08 euros
Section de fonctionnement - 9 247 508,86 euros
Solde 2 439 193,22 euros

BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

Section d'investissement 2 102 545,95 euros
Section de fonctionnement - 106 221,04 euros
Solde 1 996 324,91 euros

BUDGET ANNEXE REGIE D'ACTION SOCIALE

Section d'investissement 17 879,61 euros
Section de fonctionnement 0,00 euros
Solde 17 879,61 euros

BUDGET ANNEXE TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement 1 021 688,64 euros
Section de fonctionnement 0,00 euros
Solde 1 021 688,64 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Assainissement », « Eau Potable », « Traitement des Déchets », « Régie d'action sociale » et « Entreprises » du Territoire Istres Ouest Provence dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8279/20/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays de Martigues - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019

MET 20/15288/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues est constitué par un vote du Conseil de la Métropole sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau »,
- et Budget annexe « Assainissement ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

BUDGET ANNEXE EAU

Section d'investissement	2 157 464,79 euros
Section de fonctionnement	4 650 376,14 euros
Solde	6 807 840,93 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	1 258 793,92 euros
Section de fonctionnement	1 758 863,60 euros
Solde	3 017 657,52 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 008-8280/20/CM

■ Budget Annexe des Transports Métropolitains - Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2019 MET 20/15280/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 du budget annexe des Transports métropolitains est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, exceptionnellement avant le 31 juillet 2020, sur le Compte Administratif de chacun des budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion du budget annexe des transports métropolitains.

Les identités de valeur entre ce Compte de Gestion et le Compte Administratif de ce budget annexe ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer du budget annexe des transports métropolitains ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 du Compte de Gestion du budget annexe des transports métropolitains sont les suivants :

Section d'investissement -9 624 062,07 euros
Section de fonctionnement 18 157 338,10 euros
Solde 8 533 276,03 euros

Article 2 :

Déclare que le Compte de Gestion du budget annexe des transports métropolitains dressé par le Receveur pour l'exercice 2019, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Est approuvé ce Compte de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8281/20/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019 des budgets annexes Crématorium, Ports Ouest, Parking, MIN, GEMAPI, Réseau de Chaleur MET 20/15281/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes d'exercice métropolitain est constitué par un vote du Conseil de la Métropole sur le Compte Administratif de chacun des budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes d'exercice métropolitain suivants :

- MARCHE D'INTERET NATIONAL ;
- PORTS OUEST TERRITOIRE ;
- PARKINGS METROPOLE ;
- CREMATORIUM METROPOLE ;
- RESEAU DE CHALEUR ;
- GEMAPI.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes d'exercice métropolitain ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes d'exercice métropolitain sont les suivants :

Budget annexe MARCHE D'INTERET NATIONAL :
Section d'investissement 123 167,33 euros
Section de fonctionnement-1 697 882,20 euros
Solde -1 574 714,87 euros

Budget annexe PORTS OUEST TERRITOIRE :
Section d'investissement -29 563,47 euros
Section de fonctionnement 0,00 euros
Solde -29 563,47 euros

Budget annexe PARKINGS METROPOLE :
Section d'investissement -87 547,39 euros
Section de fonctionnement 0,00 euros
Solde -87 547,39 euros

Budget annexe CREMATORIUM METROPOLE :
Section d'investissement 91 228,06 euros
Section de fonctionnement 389 042,69 euros
Solde 480 270,75 euros

Budget annexe RESEAU DE CHALEUR :
Section d'investissement 67 542,61 euros
Section de fonctionnement 22 769,50 euros
Solde 90 312,11 euros

Budget annexe GEMAPI :
Section d'investissement -154 417,19 euros
Section de fonctionnement 866 787,32 euros
Solde 712 370,13 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Parkings Métropole », « Crématorium Métropole », « Ports Ouest Territoire », « MIN », « Réseau de Chaleur » et « GEMAPI » dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8282/20/CM

■ **Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de Territoire - Approbation du Compte Administratif de l'exercice 2019**
MET 20/15289/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-8-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque Conseil de Territoire s'est prononcé pour avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire au titre de l'exercice 2019.

Les résultats de l'exercice 2019 du budget Principal de la Métropole, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif.

De plus, il convient d'approuver l'annexe au Compte Administratif relative à l'utilisation de la taxe

d'enlèvement des ordures ménagères intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés » prévue dans l'instruction budgétaire M57 qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits exécutés au titre de cette compétence. En effet, pour des raisons techniques liées à la structuration particulière du budget métropolitain, cette annexe ne peut être correctement établie dans le cadre de l'édition de la maquette budgétaire du Compte Administratif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 09 juillet 2020 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les Etats Spéciaux de territoire sont arrêtés aux montants exécutés suivants :

Etat Spécial du Territoire Marseille Provence :

En recettes 351 356 419,84 euros
En dépenses 351 356 419,84 euros
Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix :

En recettes 180 079 619,90 euros
En dépenses 180 078 720,18 euros

Résultat

Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais :

En recettes 5 078 328,51 euros

En dépenses 5 078 328,51 euros

Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 30 195 180,47 euros

En dépenses 30 195 180,47 euros

Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du Territoire d'Istres-Ouest Provence :

En recettes 47 960 251,44 euros

En dépenses 47 960 251,44 euros

Résultat 0,00 euro

Etat Spécial du Territoire de Martigues :

En recettes 14 483 608,55 euros

En dépenses 14 483 608,55 euros

Résultat 0,00 euro

Article 2 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 3 048 698 324,46 euros

Reprise des résultats antérieurs - 60 777 836,47 euros

En dépenses de 3 017 393 858,27 euros

Solde avant reste à réaliser - 29 473 370,28 euros

Reste à réaliser en section d'investissement
37 697 511,73 euros

Résultat 8 224 141,45 euros

Article 3 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs du budget Principal et des Etats Spéciaux de Territoire

Article 4 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser en recettes d'investissement d'un montant de 37 697 511,73 euros.

Article 5 : -899,72 euros

Est approuvé l'état annexe au Compte administratif relatif à la compétence gestion des déchets et assimilés joint en annexe.

Article 6 :

Est adopté le présent rapport et déclare tenues pour lues les annexes au compte administratif du budget susvisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 011-8283/20/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire Marseille Provence - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 MET 20/15292/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes d'exercice métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence suivants :

- ASSAINISSEMENT,
- EAU,
- DECHETS,
- PORT DE PLAISANCE,
- CREMATORIUM,
- et OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de les approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence listés ci-avant, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 19 705 499,10 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	- 6 167 545,52		1 460 612,72	-4 706 932,80
EXPLOITATION	11 618 842,07	6 167 545,52	12 793 589,83	24 412 431,90
TOTAL	5 451 296,55	6 167 545,52	14 254 202,55	19 705 499,10

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU

SOLDE CREDITEUR : 23 200 613,62 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	17 54 172,26		2 285 294,37	20 239 466,63
EXPLOITATION	3 763 817,86		- 802 670,87	2 961 146,99
TOTAL	21 717 990,12		1 482 623,50	23 200 613,62

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DECHETS

SOLDE DEBITEUR : - 17 114 577,50 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSE MENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-3 724 331,51		-15 023 655,81	-18 747 987,32
EXPLOITATION	535 324,03		1 098 085,79	1 633 409,82
TOTAL	-3 189 007,48		-13 925 570,02	-17 114 577,50

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 551 896,43 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSE MENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	585 923,35		-1 618 009,59	-1 032 086,24
EXPLOITATION	66 430,55		1 517 552,12	1 583 982,67
TOTAL	652 353,90		-100 457,47	551 896,43

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 4 595 369,29 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSE MENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 299 649,84		273 669,55	1 573 319,39
EXPLOITATION	2 646 569,22		375 480,68	3 022 049,9
TOTAL	3 946 219,06		649 150,23	4 595 369,29

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 464 152,09 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 038 765,71		- 3 411 818,58	- 2 373 052,87
EXPLOITATION	- 262 604,25		2 171 505,03	1 908 900,78
TOTAL	776 161,46		- 1 240 313,55	- 464 152,09

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement - 4 706 932,80 euros
Section de fonctionnement 24 412 431,90 euros
Solde 19 705 499,10 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement 20 239 466,63 euros
Section de fonctionnement 2 961 146,99 euros
Solde 23 200 613,62 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Déchets » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement - 18 747 987,32 euros
Section de fonctionnement 1 633 409,82 euros
Solde - 17 114 577,50 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Ports de Plaisance » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement - 1 032 086,24 euros
Section de fonctionnement 1 583 982,67 euros
Solde 551 896,43 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Crématorium » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement 1 573 319,39 euros
Section de fonctionnement 3 022 049,90 euros
Solde 4 595 369,29 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Opérations d'aménagement » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement - 2 373 052,87 euros
Section de fonctionnement 1 908 900,78 euros
Solde - 464 152,09 euros

Article 9 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 10 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8284/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays d'Aix - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 MET 20/15293/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient d'approuver les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Aménagement;
- Assainissement Non collectif ;
- Elimination des Déchets ;
- Assainissement en Régie ;
- Eau en Délégation ;
- Eau en Régie ;
- Assainissement en Délégation.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

SOLDE CREDITEUR : 1 530 113.91 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	513 057.12		744 043,95	1 257 101,07
FONCTIONNEMENT	394 592.95	394 592.95	273 012.84	273 012.84
TOTAL	907 650.07	394 592.95	1 017 056.79	1 530 113.91

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SOLDE CREDITEUR : 81 607.59 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	0			
FONCTIONNEMENT	13 107.00	-	68 500.59	81 607.59
TOTAL	13 107.00	-	68 500.59	81 607.59

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 19 849 891.57 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 154 534.77		1 196 928.74	2 351 463.51
FONCTIONNEMENT	11 364 567,43	183 168,23	6 317 028,86	17 498 428.06
TOTAL	12 519 102,20	183 168,23	7 513 957.6	19 849 891.57

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE

SOLDE CREDITEUR : + 3 564 609.29 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	2 807 989.05		-302 082.73	2 505 906.32
FONCTIONNEMENT	1 310 905.47	-	-252 202.50	1 058 702.97
TOTAL	4 118 894.52	-	-554 285.23	3 564 609.29

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION

SOLDE CREDITEUR : + 2 514 120.04 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-1 793 423.45		- 546 294.03	- 2 339 717.48
FONCTIONNEMENT	2 477 466.82		2 376 370.7	4 853 837.52
TOTAL	684 043.37		1 830 076.67	2 514 120.04

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE

SOLDE CREDITEUR : 1 881 860.47euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	0		407 157.34	407 157.34
FONCTIONNEMENT	1 414 954.47	-	59 748.66	1 474 703.13
TOTAL	1 414 954.47	-	466 906	1 881 860.47

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION

SOLDE CREDITEUR : + 1 336 321.05 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-1 654 358.86		- 4 944 404.58	-6 598 763.44
FONCTIONNEMENT	3 952 276.15		3 982 808.34	7 935 084.49
TOTAL	2 297 917,29		-961 596.24	1 336 321.05

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Aménagement un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 2 564 785.19 euros
Reprise des résultats antérieurs 513 057,12 euros
En dépenses de 1 547 728.40 euros
Solde 1 530 113.91 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement Non Collectif un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 490 746.37 euros
Reprise des résultats antérieurs 13 107.00 euros
En dépenses de 422 245.78 euros
Solde 81 607.59 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Elimination des Déchets un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 73 840 032.61 euros
Reprise des résultats antérieur 12 335 933,97 euros
En dépenses de 66 326 075.01 euros
Solde 19 849 891.57 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Régie un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 4 255 666.81 euros
Reprise des résultats antérieurs 4 118 894.52 euros
En dépenses de 4 809 952.04 euros
Solde 3 564 609.29 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Délégation un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 11 845 838.42 euros
Reprise des résultats antérieurs 684 043.37 euros
En dépenses de 10 015 761.75 euros

Solde 2 514 120.04 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Régie un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 4 106 525.97 euros
Reprise des résultats antérieurs 1 414 954.47 euros
En dépenses de 3 639 619.97 euros
Solde 1 881 860.47 euros

Article 9 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Délégation un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 9 024 602.12 euros
Reprise des résultats antérieurs 2 297 917,29 euros
En dépenses de 9 986 198.36 euros
Solde 1 336 321.05 euros

Article 10 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 11 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8285/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays Salonais - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 MET 20/15294/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais suivants :

- Budget annexe de l'Assainissement ;
- Budget annexe de l'Eau Potable ;
- Budget annexe des Déchets ;

- Budget annexe des Opérations d'Aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT					
SOLDE CREDITEUR : 5 941 525,55 euros					
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019	
INVESTISSEMENT	1 215 619,80		3 161 641,46	4 377 261,26	
EXPLOITATION	5 622 798,74	5 500 000	1 441 465,55	1 564 264,29	
TOTAL	6 838 418,54	5 500 000	4 603 107,01	5 941 525,55	
TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE					
SOLDE CREDITEUR : 7 002 910,65 euros					
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019	
INVESTISSEMENT	-1 227 265,81		4 630 262,58	3 402 996,77	
EXPLOITATION	7 584 856,67	7 506 856,67	3 521 913,88	3 599 913,88	
TOTAL	6 357 590,86	7 506 856,67	8 152 176,46	7 002 910,65	

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DECHETS				
Ce budget annexe a été créé au 1^{er} janvier 2019				
SOLDE CREDITEUR : 423 514,21 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	Sans objet		• 347 803,92	• 347 803,92
EXPLOITATION	Sans Objet	Sans Objet	771 318,13	771 318,13
TOTAL	Sans Objet	Sans Objet	423 514,21	423 514,21

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT				
SOLDE CREDITEUR : 1 111 646,03 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-2 651 495.20		3 763 141,05	1 111 648,85
FONCTIONNEMENT	0	0	0,18	0,18
TOTAL	-2 651 495.20	0	3 763 141,23	1 111 646,03

Solde 5 941 525.55 euros

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 12 982 925,63 euros
Reprise des résultats antérieurs 1 338 418,54 euros
En dépenses de 8 379 818,62 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Eau Potable, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 15 694 085,82 euros
Reprise des résultats antérieurs -1 149 265,81 euros
En dépenses de 7 541 909,36 euros
Solde 7 002 910,65 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe des Déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 19 777 267,12 euros
Reprise des résultats antérieurs sans objet
(création du budget au 1^{er} janvier 2019)
En dépenses de 19 353 752,91 euros
Solde 423 514,21 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe des Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 9 269 033,13 euros
Reprise des résultats antérieurs -2 651 495,20 euros
En dépenses de 5 505 891,90 euros
Solde 1 111 646,03 euros

Article 7 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 8 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8286/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 20/15295/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe « Assainissement » ;

- Budget annexe « Régie de Traitement des déchets » ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le

Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

SOLDE CREDITEUR : + 6 528 964,32 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	+ 3 136 350,27 €	0,00 €	- 563 077,24€	+ 2 573 273,03 €
FONCTIONNEMENT	+ 3 716 781,07 €	0,00 €	+ 238 910,22 €	+ 3 955 691,29 €
TOTAL	+ 6 853 131,34 €	0,00 €	- 324 167,02 €	+ 6 528 964,32 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « RÉGIE TRAITEMENT DES DECHETS »

SOLDE CREDITEUR : + 462 152,19 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	- 217 149,91 €		- 7 042,06 €	- 224 191,97 €
FONCTIONNEMENT	+ 968 051,88 €	- 217 149,91 €	- 64 557,81 €	+ 686 344,16 €
TOTAL	+ 750 901,97 €	- 217 149,91 €	- 71 599,87 €	+ 462 152,19 €

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 4 018 585,88 euros
 Reprise des résultats antérieurs 6 853 131,34 euros
 En dépenses de 4 342 752,90 euros
Solde 6 528 964,32 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Régie de traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 460 333,10 euros
 Reprise des résultats antérieurs 309 560,09 euros

En dépenses de 307 741,00 euros
Solde 462 152,19 euros

Article 5 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 6 :

Est décidé de la clôture au 31 décembre 2019 du Budget Annexe « Régie de Traitement des déchets » et de son intégration au 1er janvier 2020 au Budget Annexe « Collecte et Traitement des déchets CT1 » (SIRET : 20005480700108).

Article 7 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8287/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire d'Istres Ouest Provence – Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 MET 20/15296/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence suivants :

- Eau Potable,
- Assainissement,
- Entreprises,
- Régie Action Sociale,
- Traitements des déchets

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Istres Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

SOLDE CREDITEUR 860 370,11 Euros avec RAR
:

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
FONCTIONNEMENT	1 978 996,43	1 519 415,05	2 726 753,04	3 186 334,42
INVESTISSEMENT	-1 925 115,05		-3 400 849,26	- 5 325 964,31
TOTAL	53 881,38	1 519 415,05	-674 096,22	- 2 139 629,89
<i>Reste à Réaliser</i>				<i>3 000 000,00</i>
Solde				860 370,11

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR 2 439 193,22 euros
:

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
FONCTIONNEMENT	5 653 035,40	1 504 674,07	7 538 340,75	11 686 702,08
INVESTISSEMENT	- 1 723 131,07		- 7 524 377,79	- 9 247 508,86
TOTAL	3 929 904,33	1 504 674,07	13 962,96	2 439 193,22

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

SOLDE CREDITEUR 1 996 324,91 euros
:

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
FONCTIONNEMENT	2 170 903,16	542 218,18	473 860,97	2 102 545,95
INVESTISSEMENT	- 542 218,18		435 997,14	- 106 221,04
TOTAL	1 628 684,98	542 218,18	909 858,11	1 996 324,91

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE REGIE ACTION SOCIALE

SOLDE CREDITEUR 17 879,61 euros
:

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019 avec RAR	RESULTATS DE CLOTURE 2019
FONCTIONNEMENT				-
INVESTISSEMENT	11 676,21	-	6 203,40	17 879,61
TOTAL	11 676,21	-	6 203,40	17 879,61

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR 1 021 688,64 euros
:

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019 avec RAR	RESULTATS DE CLOTURE 2019
FONCTIONNEMENT	-	-	-	-
INVESTISSEMENT	712 301,85		309 386,79	1 021 688,64
TOTAL	712 301,85	-	309 386,79	1 021 688,64

Article 5 :

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau potable », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 7 490 903,89 euros
Reprise des résultats antérieurs - 1465 533,67 euros
En dépenses de 8 165 000,11 euros

Solde -2 139 629,89 euros

Après intégration des restes à réaliser de recettes d'investissement

Solde ramené à 860 370,11 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 13 536 077,67 euros
Reprise des résultats antérieurs 2 425 230,26 euros
En dépenses de 13 522 114,71 euros

Solde 2 439 193,22 euros

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Entreprises », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 2 082 730,02 euros
Reprise des résultats antérieurs 1 086 466,80 euros
En dépenses de 1 172 871,91 euros
Solde 1 996 324,91 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Régie Action Sociale », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 1 462 692,10 euros
Reprise des résultats antérieurs 11 676,21 euros
En dépenses de 1 456 488,70 euros
Solde 17 879,61 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Traitement des déchets », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 20 221 143,31 euros
Reprise des résultats antérieurs 712 301,85 euros
En dépenses de 19 911 756,52 euros
Solde 1 021 688,64 euros

Article 8 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des

opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 9 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8288/20/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays de Martigues - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019
MET 20/15297/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il convient d'approuver les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau » ;
- Budget annexe « Assainissement ».

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à

l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de les approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « EAU »

SOLDE CREDITEUR : + 6 807 840,93 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 904 767,95		252 696,84	2 157 464,79
FONCTIONNEMENT	3 670 567,86	2 323 021,24	979 808,28	4 650 376,14
TOTAL	5 575 335,81	2 323 021,24	1 232 505,12	6 807 840,93

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

SOLDE CREDITEUR : + 3 017 657,52 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 932 470,45		- 673 676,53	1 258 793,92
FONCTIONNEMENT	254 959,42	0,00	1 503 904,18	1 758 863,60
TOTAL	2 187 429,87	0,00	830 227,65	3 017 657,52

Article 4 :

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 12 259 853,49 euros
Reprise des résultats antérieurs + 5 575 335,81 euros
En dépenses de 11 027 348,37 euros
Solde 6 807 840,93 euros

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 8 633 840,39 euros
Reprise des résultats antérieurs + 2 187 429,87 euros
En dépenses de 7 803 612,74 euros
Solde 3 017 657,52 euros

Article 5 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 6 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8289/20/CM

■ Budget Annexe des Transports Métropolitains - Approbation du Compte Administratif de l'exercice 2019 MET 20/15290/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2019 pour ce budget annexe.

Un rapport de présentation du Compte Administratif 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de les approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS

SOLDE CREDITEUR : 8 533 276,03 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018 (Budget transports et Régie Ulysse)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-9 624 062,07	0,00	0	-9 624 062,07
FONCTIONNEMENT	14 452 639,28	0,00	3 704 698,82	18 157 338,10
TOTAL	4 828 577,21	0,00	3 704 698,82	8 533 276,03

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ce budget annexe ;
- Le Compte de Gestion 2019 produit par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est arrêté, pour le budget annexe des transports métropolitains, le résultat de clôture de l'exercice inscrit dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Article 2 :

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2019 du budget annexe des transports métropolitains.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe des transports métropolitains un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 796 752 069,94 euros
Reprise des résultats antérieurs 4 828 577,21 euros
En dépenses de 807 902 297,78 euros
Solde 8 533 276,03 euros

Article 4 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur Principal des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 5 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes du Compte Administratif du budget annexe susvisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8290/20/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes Crématorium, Ports Ouest, Parking, MIN, GEMAPI, Réseau de Chaleur
MET 20/15291/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes d'exercice métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence suivants :

- MARCHE D'INTERET NATIONAL ;
- PORTS OUEST TERRITOIRE ;
- PARKINGS METROPOLE ;
- CREMATORIUM METROPOLE ;
- RESEAU DE CHALEUR ;
- GEMAPI.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels

qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de les approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence listés ci-avant, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE MIN

SOLDE DEBITEUR : -1 574 714,87 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	78 219,15	0,00	44 948,18	123 167,33
FONCTIONNEMENT	-1 122 151,78	0,00	-575 730,42	-1 697 882,20
TOTAL	-1 043 932,63	0,00	-530 782,24	-1 574 714,87

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE PORTS OUEST

SOLDE DEBITEUR : - 29 563,47 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	287 553,92	0,00	-317 117,39	-29 563,47
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	287 553,92	0,00	-317 117,39	-29 563,47

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE PARKINGS

SOLDE DEBITEUR : - 87 547,39 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	416 361,73	0,00	-503 909,12	-87 547,39
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0 ,00	0,00
TOTAL	416 361,73	0,00	-503 909,12	-87 547,39

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 480 270,75 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	73 011,12	0,00	18 216,94	91 228,06
FONCTIONNEMENT	-60,30	0,00	389 102,99	389 042,69
TOTAL	72 950,82	0,00	407 319,93	480 270,75

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR

SOLDE CREDITEUR : 90 312,11 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	54 082,00	0,00	13 460,61	67 542,61
FONCTIONNEMENT	-13 010,73	0,00	35 780,23	22 769,50
TOTAL	41 071,27	0,00	49 240,84	90 312,11

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE GEMAPI

SOLDE CREDITEUR : 712 370,13 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	0,00	0,00	-154 417,19	-154 417,19
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	866 787,32	866 787,32
TOTAL	0,00	0,00	712 370,13	712 370,13

Article 2 :

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe M.I.N, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 1 720 494,54 euros
Reprise des résultats antérieurs -1 043 932,63 euros

En dépenses de 2 251 276,78 euros
Solde -1 574 714,87 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe PORTS OUEST, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 1 179 851,88 euros
Reprise des résultats antérieurs 287 553,92 euros
En dépenses de 1 496 969,27 euros
Solde -29 563,47 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe PARKINGS, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 2 670 075,78 euros
Reprise des résultats antérieurs 416 361,73 euros
En dépenses de 3 173 984,90 euros
Solde -87 547,39 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe CREMATORIUM, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 882 321,87 euros
Reprise des résultats antérieurs 72 950,82 euros
En dépenses de 475 001,94 euros
Solde 480 270,75 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe RESEAU DE CHALEUR, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 560 934,24 euros
Reprise des résultats antérieurs 41 071,27 euros
En dépenses de 511 693,40 euros
Solde 90 312,11 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe GEMAPI, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 5 741 054,79 euros
Reprise des résultats antérieurs 0,00 euros
En dépenses de 5 028 684,66 euros
Solde 712 370,13 euros

Article 9 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des

opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 10 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8291/20/CM

**■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de Territoire - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020
MET 20/15299/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57. Pour le Budget Principal de la Métropole, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du budget primitif le 19 décembre 2019.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les états spéciaux du territoire de Marseille-Provence, du territoire du Pays d'Aix, du territoire du Pays Salonais, du territoire du Pays d'Aubagne et du Pays de Martigues font l'objet d'une décision modificative n°1 adoptée en équilibre réel par les Conseils de territoire concernés. Ces décisions modificatives sont soumises au vote du Conseil de Métropole en même temps que le projet décision modificative n°1 du budget de la Métropole. L'état spécial du territoire d'Istres-Ouest Provence ne fait pas l'objet d'une décision modificative n°1 pour 2020.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées à l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de métropole arrête les états spéciaux de territoire.

La maquette budgétaire du budget principal ainsi que son rapport de présentation sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 09 juillet 2020 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 du budget Primitif ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	653 800,00	15 235 331,05	15 889 131,05
Pays d'Aix	51 166,00	0,00	51 166,00
Pays Salonais	-	-	-
Pays d'Aubagne	-	-	-
Istres Ouest Provence	-	-	-
Pays de Martigues	-	-	-

Article 3 :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée

Délibère

Article 1 :

Les états spéciaux de territoires, préalablement adoptés par les territoires concernés, sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement653 800,00 euros
Section d'Investissement15 235 331,05 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement51 166,00 euros
Section d'Investissement0,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement0,00 euros
Section d'Investissement0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne :

Section de Fonctionnement0,00 euros
Section d'Investissement0,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

Section de Fonctionnement0,00 euros
Section d'Investissement0,00 euros

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion 2020 comme suit :

aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros

Section d'Investissement 104 364 213,06 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 020-8292/20/CM

■ Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence du Territoire Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 MET 20/15304/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Est présentée ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2020 de ce budget annexe.

Il est précisé que les budgets annexes Eau, Assainissement, Ports de plaisance, Crématorium et Opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020.

Cette décision modificative permet l'ajustement de crédits entre chapitres, à somme nulle.

En section de fonctionnement il s'agit principalement de diminuer le chapitre 011 – Charges à caractère général (- 390 000 €) au profit des chapitres 65 – Autres charges de gestions courantes (+ 80 000 €) et du chapitre 67 – Charges spécifiques (annulation de titres sur exercices antérieurs) (+ 310 000 €).

En section d'investissement les virements entre chapitres permettent d'ajuster les crédits entre opérations pour un volume de seulement 35 000 € ;

Les volumes de crédits votés respectivement en sections de fonctionnement et d'investissement au stade du budget primitif ne sont donc pas modifiés.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FCT 001-382/18/CT du 11 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes délégués.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe Collecte et Traitement des déchets du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tel que présentée ci-dessus et détaillée en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8293/20/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays d'Aix - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 MET 20/15305/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

0,00 euros

Dans le cadre des dispositions des instructions comptables M 49 (budgets Eau et Assainissement) et M57 (budgets Aménagement et Service Public d'Elimination des Déchets) la Décision Modificative a pour objet principal d'ajuster les prévisions de dépenses et les recettes arrêtées lors de l'établissement du Budget qui ont subies des modifications au cours de l'exercice.

Aménagement

:

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	1 473 454,26 €	1 473 454,26 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	1 473 454,26 €	1 473 454,26 €

La décision modificative n°1 détaillée, figure en annexe, et présente des inscriptions sur les deux sections, en fonctionnement et en investissement.

Service Public d'Elimination des Déchets :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	0 €	0 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	- 240 000 €	- 240 000 €

La décision modificative n°1 détaillée, figure en annexe, et présente des inscriptions sur les deux sections, en fonctionnement et en investissement.

Assainissement en délégation :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	0 €	0 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	375 906 €	375 906 €

Eau en délégation :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	0 €	0 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	341 549 €	341 549 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 005-7660/19/CM approuvant le Budget Primitif 2020 du Conseil métropolitain du 19/12/2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont adoptées les Décisions Modificatives 2020 n°1 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix, telles que présentées et annexées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 022-8294/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays Salonais - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020
MET 20/15306/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 49, la Décision Modificative a pour objet principal d'ajuster les prévisions de dépenses et les recettes arrêtées lors de l'établissement du Budget Primitif qui ont subies des modifications au cours de l'exercice.

• Budget annexe de l'Eau:

La décision modificative n°1 détaillée est jointe en annexe. Elle présente des inscriptions sur les deux sections, en fonctionnement et en investissement. Elle s'équilibre comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	936 000,00 €	936 000,00 €

• Budget annexe de l'Assainissement:

La décision modificative n°1 détaillée est jointe en annexe. Elle présente des inscriptions sur les deux

sections, en fonctionnement et en investissement. Elle s'équilibre comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	3 000,00 €	3 000,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	0,00 €	0,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	- 1 119 700,00 €	- 1 119 700,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 020-7676/19/CM approuvant le Budget Primitif 2020 du Conseil métropolitain du 19 décembre 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont adoptées les Décisions Modificatives n°1 pour 2020 des Budgets Annexes « Assainissement » et « Eau » du Territoire du Pays Salonais, telles que présentées et annexées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 025-8295/20/CM

**■ Budget Annexe des Transports Métropolitains - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020
MET 20/15300/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M43 ;

Sont présentés ci-après les équilibres de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 de ce budget annexe.

En section de fonctionnement il s'agit uniquement de diminuer de 260 000 € le chapitre 011 – Charges à caractère général au profit du chapitre 67 – Charges exceptionnelles (intérêts moratoires et pénalités sur marchés) ;

En section d'investissement, il s'agit d'ajuster les crédits de paiement de différentes opérations, pour une diminution totale de 33 073 712 €, essentiellement due à des décalages de phase d'études et de lancement de marchés en conséquence du confinement et de la cyberattaque. Ces ajustements s'équilibrent par une réduction du volume d'emprunt du même montant. Les mouvements établissent ainsi les dépenses d'équipements à 114 038 413,73 € (au lieu de 147 112 125,73 €) et l'emprunt à 55 887 748,98 € (au lieu de 88 961 460,98 €).

Les volumes de crédits votés au budget primitif ne sont pas modifiés en section de fonctionnement et diminuent de 33 073 712 € en section d'investissement.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « Transports » :
Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euro

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 016-7672/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 du budget annexe des Transports.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe des Transports, par nature avec présentation fonctionnelle, telle que présentée ci-dessus et détaillée en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 026-8296/20/CM

**■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 des budgets annexes Crématorium, Ports Ouest, Parking, MIN, GEMAPI, Réseau de Chaleur
MET 20/15303/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes Marché d'Intérêt National (MIN) et Ports Ouest Territoire et, M57 pour le budget annexe Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

Section d'Investissement (dépenses et recettes) - 33 073 712,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2020 des budgets annexes métropolitains suivants :

- MIN ;
- PORTS OUEST TERRITOIRE ;
- GEMAPI.

Il est précisé que les budgets annexes métropolitains Parkings, Crématorium et Réseau de Chaleur ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020.

- Budget annexe MIN :

En section de fonctionnement, il s'agit uniquement d'augmenter de 60 000 € le chapitre 77 – Produits spécifiques (annulation de mandats sur exercices antérieurs) et de créditer du même montant le chapitre 67 – Charges exceptionnelles (autres charges exceptionnelles) ;

La section d'investissement ne fait l'objet d'aucun ajustement ;

Les volumes de crédits votés en section de fonctionnement sont augmentés de 60 000 € par rapport au budget primitif et, ne sont pas modifiés en section d'investissement.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « MIN » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

60 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euro

- Budget annexe PORTS OUEST :

En section de fonctionnement il s'agit uniquement de diminuer de 4 000 € le chapitre 011 – Charges à caractère général au profit du chapitre 67 – Charges exceptionnelles (titres annulés sur exercices antérieurs) ;

La section d'investissement ne fait l'objet d'aucun ajustement ;

Les volumes de crédits votés respectivement en sections de fonctionnement et d'investissement au stade du budget primitif ne sont donc pas modifiés.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « Ports Ouest » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

0,00 euro

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euro

- Budget annexe GEMAPI :

En section de fonctionnement, il s'agit uniquement de diminuer de 70 000 € le chapitre 011 – Charges à caractère général au profit du chapitre 65 – Autres charges de gestion courante (Participations à des organismes de regroupement) ;

En section d'investissement, il s'agit d'augmenter les crédits de paiement pour un total de 1 698 988,64 €. Cette hausse est principalement due aux travaux d'urgence nécessaires suite aux événements météo de fin 2019. Ces dépenses supplémentaires s'équilibrent par une augmentation du volume d'emprunt du même montant.

Les volumes de crédits votés au budget primitif ne sont pas modifiés en section de fonctionnement et augmentent de 1 698 988,64 € en section d'investissement.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « GEMAPI » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euro

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
1 698 988,64 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 015-7671/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 des budgets annexes métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les Décisions Modificatives n°1 de l'exercice 2020 des budgets annexes métropolitains MIN, PORTS OUEST et GEMAPI telles que présentées ci-dessus et détaillées en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 027-8297/20/CM

**■ Modification de l'attribution de compensation provisoire de la commune de Gignac-la-Nerthe pour l'année 2020
MET 20/15272/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les 92 communes membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires et définitifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole. A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence, les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, certains accessoires de voirie sont demeurés de compétence communale notamment les espaces verts d'accompagnement de voirie et l'éclairage public de voirie. Or, concernant ce dernier accessoire, et dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Cette situation conduit au transfert de charges nouvelles à la Métropole alors même que l'évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) des charges correspondantes n'est pas aboutie.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure de traiter la gestion de ces accessoires de voirie, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des Villes concernées en leur confiant par conventions, conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion de ces

derniers sur leur territoire, ainsi que la maîtrise d'ouvrage, par délégation, lors d'opérations d'aménagement portant sur l'éclairage public.

Aussi, dans le cadre de ces conventions de gestion ou de maîtrise d'ouvrage déléguée présentées en Conseil métropolitain, les charges de fonctionnement et d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence ont été identifiées.

La commune de Gignac-la-Nerthe a sollicité la Métropole pour l'établissement d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée pour la réalisation de travaux d'éclairage public.

Dans l'attente de la finalisation des travaux de la CLECT il apparaît nécessaire de modifier l'attribution de compensation prévisionnelle de cette commune afin de fournir à la Métropole les moyens nécessaires à l'exercice de la gestion des accessoires de voirie concernés en se fondant sur le montant prévu dans la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

L'attribution de compensation provisoire de la commune est alors la suivante :

Commune	Attribution de compensation "socle" de 2019	Convention de gestion initiale	Modification de convention de gestion	Attribution de compensation provisoire de 2020
GIGNAC LA NERTHE	749 839 €	- 110 780 €	-12 540 €	626 519 €

Le montant de l'attribution de compensation provisoire 2020 de la commune de Gignac-la-Nerthe s'établit à 626 519 €.

de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2020 suite aux transferts de compétences.

Il est précisé que la Métropole devra rembourser, à la commune les dépenses acquittées dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée selon les modalités prévues par ces dernières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°15-4932/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant les attributions de compensation de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 001-6738/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant les attributions de compensation « socle » des communes membres pour l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 025-7063/19/CM du 19 octobre 2019 approuvant les attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2019 ;
- La délibération FAG 025-7681/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant les attributions

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le montant de l'attribution de compensation provisoire 2020 de la commune de Gignac-la-Nerthe est de 626 519 euros.

Article 2 :

L'attribution de compensation est inscrite au budget principal 2020 de la Métropole sur la nature 739211, sous politique A440, fonction 01, chapitre 014.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 028-8298/20/CM

■ Approbation de la répartition 2020 du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales MET 20/9947/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été créé par l'article 125 de la loi de finances pour 2011, pour une première mise en œuvre en 2012.

Ce fonds consiste en un mécanisme de péréquation horizontale au sein des ensembles intercommunaux, lesquels sont constitués des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). En 2020, comme l'année précédente, le montant national du FPIC représente 1 milliard d'euros.

Le FPIC vise à réduire les inégalités entre les ensembles intercommunaux. Ainsi, un prélèvement est effectué sur les ensembles intercommunaux les plus favorisés, sélectionnés d'après leur potentiel financier et le revenu moyen de leurs habitants. Les

fonds recueillis sont ensuite reversés aux ensembles intercommunaux appartenant à une liste constituée de 60 % des ensembles intercommunaux, classés sur la base d'un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier, revenus des habitants, effort fiscal), de façon décroissante.

De 2016 à 2019, l'ensemble intercommunal constitué de la Métropole et de ses communes membres a été bénéficiaire au titre du FPIC. Le tableau suivant détaille depuis 2015 la situation de l'ensemble intercommunal d'Aix Marseille Provence (communes et Métropole) au regard du FPIC :

Années	2015	2016	2017	2018	2019
Solde net du FPIC Communes + EPCI	- 1 855 943 €	49 639 333 €	43 355 104 €	43 312 430 €	41 482 758 €

Pour l'année 2020, l'ensemble intercommunal est à la fois prélevé à hauteur de -7 067 304 € et bénéficiaire de 48 976 501 €, soit un solde net de 41 909 097 €.

La répartition du prélèvement

L'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible du prélèvement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction du potentiel financier par habitant de ces communes et de leur population.

En outre, il est prévu que l'EPCI assume à la place des communes le prélèvement lorsque celles-ci se situent parmi :

- les 250 (communes de plus de 10.000 habitants) ou 30 (communes de moins de 10.000 habitants) premières communes dans le classement relatif à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ;
- ou les 2.500 premières communes du classement relatif à la dotation de solidarité rurale.

Compte tenu de ces règles de classement pour le FPIC de l'année 2020, aucune commune de la Métropole ne peut bénéficier de cette mesure.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et du potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre

complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;

- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

La répartition du versement

L'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible de ce versement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction de l'insuffisance de leur potentiel financier par habitant respectif.

Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de l'ensemble intercommunal sont exclues de l'attribution du FPIC.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

En 2019, le coefficient d'intégration fiscale s'est élevé à 34,23%. Afin de stabiliser l'évolution du FPIC, le Conseil de la Métropole, par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers, a adopté une répartition du FPIC avec un coefficient de 42%.

Pour l'année 2020, le coefficient d'intégration fiscale s'élève à 36,74%.

L'évaluation des impacts relatifs à la crise sanitaire et économique actuelle fait apparaître des pertes de recettes significatives non compensées par l'Etat à la Métropole :

- 51 millions d'euros de recettes tarifaires
- et 50 millions d'euros de recettes fiscales.

Dans ce contexte de fortes tensions sur les équilibres financiers de la Métropole et afin de préserver la stabilité globale du reversement pour les communes membres, il est proposé l'application d'un coefficient de 44% pour la répartition du FPIC entre la Métropole et les communes membres.

Par ailleurs, il est proposé comme l'année précédente que la répartition entre les communes membres soit effectuée en fonction de leur population et prenant en compte le revenu par habitant pour 10 % et l'insuffisance de potentiel financier par habitant 90%.

Il est par conséquent proposé au Conseil de la Métropole de décider par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers:

- de préserver la stabilité globale du reversement du FPIC aux communes par l'application d'un coefficient de 44% pour la répartition entre la Métropole et les communes membres ;
- de maintenir l'exclusion du reversement du FPIC pour les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de la Métropole ;
- d'opérer la répartition entre les communes membres en fonction de leur population et prenant en compte le revenu par habitant pour 10% et l'insuffisance de potentiel financier par habitant 90%.

Ainsi le reversement du FPIC serait perçu à hauteur de 27,43 M€ par les communes (27,27 M€ en 2019) et de 21,55M€ pour la Métropole (19,75M€ en 2018).

Le tableau ci-annexé précise par commune les montants des versements au titre du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La répartition du prélèvement au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, et entre les communes membres, selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 :

Une répartition dérogatoire de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est décidée selon les dispositions du 1° du II de l'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La répartition de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, de manière dérogatoire avec l'application d'un coefficient fixé à 44%.

Les versements sont opérés en faveur de l'ensemble des communes, à l'exception de celles dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de la Métropole

La répartition de l'attribution entre les communes membres s'effectue de manière dérogatoire en fonction de leur population et prenant en compte l'écart entre le revenu par habitant des communes et le revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour

10% et de l'insuffisance de potentiel financier par habitant des communes au regard du potentiel financier communal moyen par habitant sur le territoire de la Métropole pour 90%.

Le tableau ci-annexé précise par commune les montants du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 029-8299/20/CM

■ Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain MET 20/15286/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de la Métropole doit, avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, adopter son règlement budgétaire et financier (RBF).

Le RBF est valable pour la durée de la mandature. Il peut être révisé. Il fixe obligatoirement :

- Les modalités de gestion interne des Autorisations de Programme (AP), des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) y afférent dans le respect du cadre prévu par la réglementation.
- Les modalités d'information du Conseil de la Métropole sur la gestion des engagements pluriannuels.

En complément, le présent RBF fixe également :

- Les règles relatives à l'exécution budgétaire et comptable ;
- Les règles applicables en matière de gestion patrimoniale ;
- Les règles relatives à la gestion financière des dettes, propre et garantie, et de la trésorerie ;
- Les modalités de gestion des fonds européens ;
- Le régime des subventions versées ;
- Les règles relatives aux fonds de concours alloués
- Le cadre d'intervention de la commission d'indemnisation des préjudices commerciaux.

L'adoption de ce RBF répond ainsi à plusieurs objectifs :

- Anticiper l'impact des actions de la Métropole sur les futurs exercices notamment au travers des règles de gestion des crédits pluriannuels ;
- Garantir une information claire et transparente des élus et des administrés sur la gestion des crédits métropolitains ;

▪ Converger vers une unification des règles de gestion applicables aux crédits métropolitains en définissant des règles de fonctionnement et une terminologie au sein d'un référentiel unique.

Parmi les principales règles de gestion qui vous sont proposées figurent :

1- L'adoption de règles de caducité concernant les AP et les AE.

Ces règles dites « de caducité d'affectation » et de « caducité d'engagement » concourent à la bonne gestion budgétaire et financière de la Métropole en s'assurant que les stocks d'AP et d'AE restant à financer sont adossés à de réels engagements juridiques et ne contribuent pas à une mobilisation inutile ou anticipée de sources de financement.

Dans ce cadre, il vous est proposé de fixer les règles de caducité suivantes :

- caducité d'affectation : l'affectation ne peut être effectuée au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle cette AP/AE a été votée.
- caducité d'engagement :
 - Une AE globale (AE millésimée regroupant divers contrats de faible envergure financière à notifier au cours du même exercice) doit avoir été entièrement engagée avant le 31/12/N+1 (N étant l'année de l'affectation)
 - Une AE correspondant à un ou plusieurs marchés dont la durée ferme sera supérieure à une année pourra être engagée pendant toute la durée ferme du marché ;
 - Une AP de gestion doit avoir été entièrement engagée avant le 31/12/N (N étant l'année de l'affectation)
 - Une AP de projet doit avoir été entièrement engagée avant le 31/12/N+3 (N étant l'année de l'affectation)
 - Une AP de contrat doit avoir été entièrement engagée avant le 31/12/N+3 (N étant l'année de vote du contrat).

Ces règles de caducité correspondent à la reconduction des règles prévues par le précédent RBF à l'exception de celles concernant les AE qui n'avaient pas été définies.

2- Point sur les subventions et les fonds de concours
Dans l'attente de la réflexion qui sera très prochainement engagée afin d'adapter les modalités d'attribution des subventions et des fonds de concours aux ambitions de la nouvelle gouvernance, il est proposé de reconduire les dispositions prévues par le précédent RBF.

Le RBF sera complété par un guide des procédures à usage interne des services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5217-10-8 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'Instruction Budgétaire et Comptable M57.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 030-8300/20/CM

**■ Rapport annuel sur la dette métropolitaine au 31 décembre 2019
MET 20/15240/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un objectif de transparence et de bonne gestion, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre connaissance d'un rapport annuel présentant le niveau d'endettement de la métropole et la structuration de sa dette. Ce rapport reprend la dette consolidée pour le budget principal et l'ensemble des budgets annexes, rétrospectivement à la date du 31 décembre 2019, et affine l'analyse de la dette sur ces budgets. Il dresse un état de la structure de la dette consolidée, par type d'emprunt et par banque et précise l'exposition aux risques selon la typologie de la charte Gissler.

Ce document a été rédigé par le cabinet Finance Active.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation du rapport sur la dette métropolitaine de l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 031-2301/20/CM

**■ Approbation du rapport de l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2019
MET 20/11094/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le précise le Pacte de gouvernance financier et fiscal, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un Observatoire fiscal métropolitain. Afin d'apporter une meilleure connaissance fiscale du territoire, un rapport annuel a été produit pour l'année 2019 et a pour objectif :

- de dresser un panorama des ressources fiscales et dotations de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- de préciser les impacts fiscaux des mesures gouvernementales appliquées ou adoptées en 2019 ;
- d'informer sur les actions menées par le Service Fiscalité et Dotations de la Métropole dans le cadre de l'Observatoire fiscal métropolitain.

Plus particulièrement, le panorama des ressources fiscales et dotations détaille d'une part les recettes fiscales perçues par la Métropole ainsi que la politique fiscale conduite en matière de taux et d'abattement. D'autre part, il présente l'évolution des dotations et de la péréquation. Ce rapport a pour vocation de donner des éléments de comparaison entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autres métropoles de taille comparable en matière financière et fiscale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel de l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 033-8303/20/CM

**■ Plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/15334/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'épidémie de COVID a généré une crise sanitaire sans précédent conduisant au confinement de la moitié de la population mondiale avec de lourds impacts sur les modes de vie, la consommation et l'économie à l'échelle planétaire.

Aix-Marseille-Provence, ses Territoires, ses 92 communes et ses 1,8 million d'habitants n'ont pas été épargnés et la population, comme les entreprises, qui continuent de vivre en s'adaptant aux gestes barrières restent marqués par cette période et en attente de perspective d'avenir.

Pendant le confinement, des efforts considérables ont été engagés par Aix-Marseille-Provence, ses Territoires et ses communes ainsi que l'ensemble des acteurs publics (Etat, Région, Département, chambres consulaires, etc) pour informer et protéger au mieux les habitants et le tissu économique.

Un plan d'urgence métropolitain a été mis en place avec des actions en faveur de la continuité du service public (communication, transports, déchets, etc), de la santé des habitants et de la solidarité envers les plus fragiles (matériels de protection, désinfection des rues, paniers alimentaires, aides aux jeunes notamment étudiants, etc) et des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois (aides à la trésorerie, report/annulation de loyers et redevances d'occupation du domaine public, etc).

Pour autant, cette crise profonde, vient s'ajouter à d'autres crises, climatique notamment, dont tous les effets ne se sont pas encore produits. Les mesures déjà prises devront donc être prolongées voire amplifiées dans les prochains mois. Elles auront, au-delà, à s'intégrer dans une vision plus large de la transformation métropolitaine que les élus ont collectivement affirmée pour cette nouvelle mandature.

Recentrée sur des compétences stratégiques au bénéfice de ses habitants, ses communes et ses Territoires, la « Métropole de Projets » devra engager le virage du renouveau, à la hauteur de la gravité de la situation et des opportunités à saisir pour bâtir l'avenir. Ici, il ne s'agit pas d'une réponse conjoncturelle ou de mesures sectorielles isolées mais bien de porter un nouveau regard sur les atouts et les vulnérabilités d'Aix-Marseille-Provence et sur leurs impacts.

La présente délibération vise donc à approuver « AMP 2R : la relance et le renouveau d'Aix-Marseille-Provence », conçu comme un nouveau modèle de développement qu'il faudra collectivement réussir pour faire face aux impacts en cascade de la pandémie et du confinement.

Dans la période qui s'ouvre, le renouveau d'Aix-Marseille-Provence impose de prioriser nos efforts et nos moyens pour répondre simultanément à trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale, le virage écologique.

Cette stratégie passe par la mise en œuvre de huit chantiers aux effets démultipliés pour prioriser l'investissement.

Elle implique aussi un profond changement de méthode pour réussir ce renouveau et ce afin de fédérer l'ensemble des acteurs et d'encourager la participation de tous.

« AMP 2R » amorce donc un processus qui se déclinera en plan d'actions lors des prochains Conseils de la Métropole. Pour autant, dès le Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, plusieurs rapports visant à répondre aux besoins immédiats liés à la crise sanitaire COVID-19 seront soumis au vote du Conseil de la Métropole. Ils portent sur des actions ou projets prêts et finançables pour régulariser ou pallier aux situations les plus urgentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°201561085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Les délibérations HN 004-17/07/20, HN 005-17/07/20, HN 006-17/07/20, HN 007-17/07/20, HN 008-17/07/20, HN 009-17/07/20 relatives aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère exceptionnel de la crise liée à l'épidémie de COVID-19 et le besoin de mesures spécifiques pour atténuer ses effets délétères sur les habitants et les entreprises à court mais aussi moyen terme ;
- La nécessité d'une meilleure anticipation face aux menaces, chocs ou risques présents sur le territoire ;
- L'intérêt d'engager un modèle d'aménagement et de développement davantage tourné vers la proximité et l'autonomie notamment alimentaire, énergétique ou industrielle ;
- La relance et le renouveau ne peuvent passer que par une mobilisation large de l'ensemble des acteurs ;
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, ses 3150km², ses 6 Territoires et 92 communes partagent les compétences pour cette stratégie transversale visant à combiner soutien à l'emploi, inclusion sociale et virage écologique ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le document « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 034-8304/20/CM

**■ Frais de représentation de la Présidente de la Métropole
MET 20/14255/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que « le Conseil Municipal peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au Maire pour frais de représentation. »

Cette disposition est également applicable par le Conseil de la Métropole.

Ces indemnités sont destinées à couvrir les dépenses engagées par la Présidente et elle seule, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et dans l'intérêt des affaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elles peuvent, selon la jurisprudence, prendre la forme d'une indemnité annuelle qui ne doit, toutefois, pas excéder les frais auxquels elles correspondent.

Le Conseil de la Métropole en fixe le montant dans le cadre du budget ; elles seront versées sous forme de remboursement des dépenses effectivement engagées par la Présidente, et elle seule, sur présentation des pièces justificatives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de prévoir les frais de représentation de la Présidente.

Délibère

Article 1 :

Est fixé chaque année dans le cadre du budget de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence le montant maximum des indemnités pour frais de représentation de Madame la Présidente. Ce montant ne peut excéder la somme de 30 000 euros.

Article 2 :

Ces indemnités seront versées sous forme de paiement ou de remboursement des dépenses engagées, sur présentation des pièces justificatives telles que répertoriées dans le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole- Nature 65316.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 035-8305/20/CM

■ Missions et réceptions- Paiement de dépenses à caractère protocolaire MET 20/15737/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En début de mandat, il convient que la Métropole autorise la prise en charge des dépenses à caractère protocolaire et confirme à Madame la Présidente, l'autorisation d'engager ces dépenses, sous réserve d'en justifier l'intérêt métropolitain par certificat administratif.

Dans la limite des crédits inscrits chaque année au Budget de fonctionnement de la Métropole, les dépenses suivantes pourront être mandatées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions définies ci-après :

1/ Accueil de personnalités étrangères à la Métropole
Les dépenses engagées à ce titre par la Métropole pourront concerner les frais réels de voyage et de séjour des personnalités invitées. Le certificat administratif de Madame la Présidente précisera l'objet de la rencontre, la désignation et la qualité des

personnalités invitées, la nature des dépenses couvertes.

2/Réception et frais divers à caractère protocolaire, gratification ou prestations offertes à l'occasion d'événements ou manifestations diverses, dépenses directement liées aux conditions de travail imposées par l'urgence ou de circonstances particulières. Pour toutes ces dépenses, l'intérêt métropolitain sera attesté par un certificat administratif précisant l'objet de la manifestation, la nature des dépenses, les bénéficiaires et le montant.

Dans tous les cas énumérés ci-dessus seront en outre produites les pièces justificatives afférentes à ces diverses catégories de dépenses dans le respect de la réglementation en vigueur, et notamment du décret n°2007-450 du 25 mars 2007 dont l'annexe constitue la nomenclature des pièces à joindre au mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir les missions et réceptions justifiant le paiement de dépenses à caractère protocolaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans la limite des crédits inscrits au budget, la prise en charge par le budget de la Métropole, sur la base des dépenses réelles, des frais afférents à l'accueil des personnalités étrangères à la Métropole, conformément aux décisions prises par Madame la Présidente et dans les conditions rappelées dans l'exposé des motifs.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à engager, dans la limite de ces mêmes crédits, toutes dépenses à caractère protocolaire ou directement liées à des conditions particulières de travail, sous réserve d'en attester, dans sa décision, l'intérêt métropolitain

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 036-8306/20/CM

■ Constitution d'un groupe de travail pour élaborer le pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/14240/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que dans le délai de six mois à compter de sa création, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, après avis de chaque Conseil de Territoire, adopte à la majorité des deux tiers, un pacte de gouvernance, financier et fiscal.

Ce pacte a été approuvé par la délibération FAG 001-541/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole.

Compte tenu du renouvellement général et de l'installation du Conseil de la Métropole et des Conseils Territoires, il convient d'adopter à nouveau un pacte de gouvernance, financier et fiscal dont l'objectif est de définir la stratégie en matière d'exercice des compétences et les relations financières entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses conseils de territoire. Ce pacte sera adopté dans les conditions prévues à l'article L.5218-8 du CGCT.

Il appartient à ce pacte de préciser les modalités de répartition des dotations de gestion des territoires en application de critères que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit déterminer en tenant compte des caractéristiques propres de chaque territoire, notamment de la population et des charges que représentent les compétences qui sont déléguées aux Conseils de Territoire en application de l'article L. 5218-7.

Ce pacte doit garantir la couverture financière des charges correspondant aux compétences déléguées, lesquelles peuvent concerner tout ou partie des compétences qui ont été transférées au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par ses communes membres, à l'exception des compétences qui ne peuvent pas être déléguées conformément au II dudit article L. 5218-7.

Il doit préciser les modalités de consultation et d'association des Conseils de Territoire en matière de gestion des personnels.

Une fois approuvée, ce pacte de gouvernance, financier et fiscal pourra être révisé dans les mêmes conditions de majorité des deux tiers, afin de tenir compte de l'évolution des besoins de financement des conseils de territoire liés à l'exercice des compétences déléguées.

Afin de pouvoir, dans le délai imparti, recueillir l'avis de chaque Conseil de Territoire sur un projet de pacte, puis de le soumettre pour approbation au Conseil de la Métropole, il est proposé de créer un groupe de travail avec les membres suivants :

- la Présidente de la Métropole, ou son représentant, qui en assurera la Présidence
- les Présidents de Conseils de Territoire ou leurs représentants ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la stratégie budgétaire, contrôle de gestion, contractualisation avec l'Etat et les collectivités ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la Conférence des Maires ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la Réforme métropolitaine ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la concertation territoriale et proximité ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué aux Finances et Budget ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué au Projet métropolitain ;
- 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus ;
- Un représentant désigné par chaque Président de Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la création d'un groupe de travail pour élaborer le projet de pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence composé des membres suivants :

- la Présidente de la Métropole, ou son représentant, qui en assurera la Présidence
- les Présidents de Conseils de Territoire ou leurs représentants ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la stratégie budgétaire, contrôle de gestion, contractualisation avec l'Etat et les collectivités ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la Conférence des Maires ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la Réforme métropolitaine ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué à la concertation territoriale et proximité ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué aux Finances et Budget ;
- le Vice-Président de la Métropole délégué au Projet métropolitain ;
- Un représentant désigné par chaque Président de Conseil de Territoire ;
- 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus :

- François BERNARDINI
- Jean-Louis CANAL
- Joël CANICAVE
- Arnaud DROUOT
- Pierre HUGUET
- Stéphane LE RUDULIER
- Danielle MENET
- Roger PELLENC
- Serge PEROTTINO
- Didier REAULT
- Michel RUIZ
- Frédéric VIGOUROUX

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 037-8307/20/CM

■ Constitution d'un groupe de travail pour élaborer le règlement intérieur de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/14239/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la

Métropole doit établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Ce règlement fixe les règles relatives au fonctionnement de l'organe délibérant notamment tout ce qui concerne : la présidence de l'assemblée, les règles de convocation, l'élaboration de l'ordre du jour, le déroulement des séances, les groupes d'élus, les commissions, les relations avec les Conseils de Territoire et les modalités d'expression des groupes d'opposition.

Si le CGCT apporte des règles précises sur la majorité de ces thèmes, un nombre de points relève directement du libre choix du Conseil de la Métropole.

Afin de dégager un large consensus sur ces questions, il est proposé de créer un groupe de travail composé de 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus et présidé par la Présidente de la Métropole, ou son représentant ; le groupe de travail sera en charge d'élaborer le règlement intérieur avant de le soumettre à l'approbation de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est créé un groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement intérieur du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Sont désignés les membres de ce groupe de travail :

- La Présidente de la Métropole, ou son représentant, qui en assurera la Présidence,
- 12 membres, désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus :

- Michel AMIEL
- Lionel DE CALA
- Arnaud DROUOT
- Loïc GACHON
- Patrick GHIGONETTO
- Olivier GUIROU
- Pierre HUGUET
- Maryse JOISSAINS-MASINI
- Pierre LAGET
- Christian PELLICANI
- Henri PONS
- Jean-Baptiste RIVOALAN

Cette proposition mixte aux voix est adoptée.

FBPA 038-8308/20/CM

■ Création et composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées - CLECT MET 20/14238/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, dispose qu'il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale [...] et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée des membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant .

Afin d'assurer une représentation équitable des 92 communes au sein de cette instance, il est proposé que chacune d'elle dispose d'un représentant titulaire. De plus, en vue d'assurer le bon fonctionnement de la commission, il est également proposé que chaque commune désigne un suppléant. La commission sera donc composée de 92 membres titulaires, assistés de 92 suppléants.

Selon ce principe de composition, chaque commune sera appelée à désigner, par délibération de son Conseil Municipal, et parmi les membres de celui-ci, son représentant titulaire et le suppléant de ce dernier.

Il appartiendra à la commission, une fois complète et installée, d'élire son Président et son Vice-Président. Il

reviendra également à la commission d'adopter un règlement intérieur fixant notamment les principes régissant son fonctionnement et l'avancement de ses travaux.

La commission sera ainsi composée jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de créer une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées,
- Qu'il convient d'en définir les modalités de constitution,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création, sous la dénomination de « Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées » (CLECT), d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges telle que prévue à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

Article 2 :

Est approuvé le principe selon lequel ladite commission se compose de 184 représentants des

Communes à raison de un titulaire et un suppléant pour chaque Commune membre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 039-8309/20/CM

■ Création et composition de la Commission consultative des services publics locaux MET 20/14257/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales rend obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants, la mise en place d'une commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers, par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission examine chaque année :

- les rapports annuels établis par les délégataires de services publics,
- les rapports annuels établis par les titulaires de marchés de partenariat,
- les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, d'assainissement, de collecte et de traitement des ordures ménagères,
- le bilan d'activité des services exploités en régie et dotés de l'autonomie financière.

Elle doit également être consultée, pour avis, sur tout projet de délégation de service public, de partenariat, de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, de projet de partenariat ou de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce.

Le président de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) présente à son assemblée délibérante avant le 1er juillet de chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'il fixe, le Conseil de la Métropole peut charger le Président par délégation, de saisir pour avis la commission des projets précités.

Modalités de représentation

En application de l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette commission, présidée par le Président du Conseil de la Métropole, ou son représentant, comprend des membres du Conseil de la Métropole désignés dans le respect du

principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales nommés par le Conseil.

Par conséquent, il est proposé que la commission soit composée comme suit :

- 7 titulaires et 7 suppléants, membres du Conseil de la Métropole,
- 7 associations locales.

La sélection des associations qui siégeront au sein de la commission et qui est soumise à l'approbation du Conseil, est établie sur la base de 3 critères principaux :

- le rattachement à des problématiques concernant au moins plusieurs communes de la Métropole,
- la promotion des intérêts des usagers et de la qualité des services publics concernés par la commission,
- la diversité des types d'associations représentées (associations de consommateurs, de contribuables, associations d'usagers, associations familiales, associations thématiques, associations professionnelles, etc.).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

La création et la composition, telle que susmentionnée, de la Commission consultative des services publics locaux est approuvée.

Article 2 :

Sont désignés comme membres de la Commission consultative des services publics locaux les membres du Conseil de la Métropole suivants :

Membres titulaires :

- David YTIER
- Guy BARRET
- Daniel GAGNON
- Georges CRISTIANI
- Danielle MENET
- Laurent SIMON
- Catherine PILA

Membres suppléants :

- Philippe GINOUX
- Claude FERCHAT
- Roland MOUREN
- Pierre LAGET
- Yves VIDAL
- José MORALES
- Jacky GERARD

Article 3 :

Les associations locales membres de la Commission consultative des services publics locaux sont les suivantes :

- Association CLCV - Consommation, Logement et Cadre de Vie
- Association UDAF - Union Départementale des Associations Familiales
- Association UPE13 - Union des Entreprises des Bouches-du-Rhône
- Association FNE13 - France Nature Environnement
- Association UFC - Association de Consommateurs de France
- Association FNAUT - Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports
- Association Confédération des CIQ

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 040-8310/20/CM

■ Composition des commissions de travail et d'étude

MET 20/15704/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole a la possibilité de constituer des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil. Leur rôle consiste à émettre des

avis et à formuler des propositions, sans disposer de pouvoirs propres qui relèvent du Conseil de la Métropole ou du bureau.

Par délibération n° HN 012-8084/20/CM du 9 juillet 2020, dix commissions de travail et d'études ont été créées, comptant chacune 24 membres avec voix délibérative ; le présent rapport a pour objet la désignation de ces membres dans le respect de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Conformément à l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour l'élection des membres des commissions

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis à l'approbation de l'organe délibérant.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la composition des commissions de travail et d'étude telle que décrite dans l'annexe ci-jointe.

FBPA 041-8311/20/CM
■ Election d'un Vice-Président
MET 20/15702/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la séance du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020, s'est tenue l'élection des vingt Vice-Présidents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à l'élection de Monsieur Roland Giberti à la Présidence du Conseil de Territoire Marseille Provence, celui-ci a démissionné de son poste de Vice-Président de la Métropole. Il convient donc de procéder à une nouvelle élection pour le 8^{ème} Vice-Président de la Métropole.

La Présidente a rappelé les dispositions de l'article L.212-4 du CGCT suivant lesquelles :

- les Vice-présidents sont élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés parmi les membres du Conseil de la Métropole.
- si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
- en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

La Présidente a précisé que le scrutin aura lieu par vote électronique.

La Présidente a invité les candidats à se faire connaître.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Monsieur Didier PARAKIAN ayant obtenu 132 voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé huitième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Votants : 204
Exprimés : 132
Abstentions : 36
Blancs : 72

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 042-8312/20/CM
■ Election - Conseillers membres du Bureau
MET 20/15703/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la séance du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020, s'est tenue l'élection des dix Conseillers siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à la démission de 3 conseillers membres du Bureau, il convient dès lors de procéder à de nouvelles élections pour les remplacer.

La Présidente a rappelé les dispositions du Code Général des Collectivités territoriales suivant lesquelles :

- les membres du Bureau sont élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés parmi les membres du Conseil de la Métropole.
- si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
- en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

La Présidente a précisé que le scrutin aura lieu par vote électronique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Suite à la démission de Monsieur DEFLESSELLES, il convient de procéder à l'élection du 3^{ème} conseiller siégeant au Bureau.

Seul Monsieur Yves VIDAL a fait acte de candidature et ayant obtenu 138 voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Votants : 215
Exprimés : 138
Majorité absolue : 70
Abstentions : 25
Blanc : 77

Article 2 :

Suite à la démission de Monsieur PEROTTINO, il convient de procéder à l'élection du 5^{ème} conseiller siégeant au Bureau.

Seul Monsieur Philippe ARDHUIN a fait acte de candidature et ayant obtenu 127 voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Votants : 208
Exprimés : 127
Majorité absolue : 64
Abstentions : 32
Blanc : 86

Article 3 :

Suite à la démission de Monsieur PARAKIAN, il convient de procéder à l'élection du 10^{ème} conseiller siégeant au Bureau.

Seule Madame Catherine PILA a fait acte de candidature et ayant obtenu 131 voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé Conseiller siégeant au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Votants : 206
Exprimés : 131
Majorité absolue : 66
Abstentions : 34
Blanc : 75

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 043-8313/20/CM

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes
MET 20/15725/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, suite au renouvellement général, il appartient au Conseil de la Métropole nouvellement installé de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de sa séance précédente.

En effet, par délibération n°HN 019-8089/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé à la désignation de ses treize représentants au sein du conseil d'administration de l'Office Public d'Habitat (OPH) Pays d'Aix Habitat Métropole, parmi lesquels figurent six élus métropolitains et sept personnalités qualifiées, dont deux ont la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI du ressort de compétence de l'OPH. Cependant, il convient de pourvoir au remplacement de Monsieur Jean-Marie GORSE désigné en tant que personnalité qualifiée, et de Mesdames Odile BONTHOUX et Brigitte BILLOT, toutes deux désignées en qualité de personnalités qualifiées, élues d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI du ressort de compétence de l'OPH. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de sa séance précédente ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président du conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de directeur général de SPL et SEML.

Article 3 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de percevoir une rémunération au titre de leur fonction d'administrateur, et de se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels peuvent

être allouées des rémunérations exceptionnelles conformément aux dispositions légales.

Article 4 :

Est modifiée la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de l'Office Public d'Habitat (OPH) Pays d'Aix Habitat Métropole, telle qu'approuvée par l'article 2 de la délibération n°HN 019-8089/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 044-8314/20/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Bouches-du-Rhône MET 20/15434/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le code de commerce dispose qu'en matière d'aménagement commercial, les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Pour répondre à ces objectifs, une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées (article L. 751-1 dudit code).

Conformément à l'article L. 751-2 du code de commerce, les CDAC sont composées :

1. Des 7 élus suivants :
 - Le Maire de la commune d'implantation ou son représentant,
 - Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation ou son représentant,
 - Le Président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation ou son représentant ou, à

défaut, le Maire de la Commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil Départemental,

- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
- Le Président du Conseil Régional ou son représentant,
- Un membre représentant les Maires au niveau Départemental,
- Un membre représentant les intercommunalités au niveau Départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés ci-dessus, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger.

En outre, en vertu de l'article R. 751-2 du code de commerce, aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune.

2. De 4 personnalités qualifiées :
 - 2 en matière de consommation et de protection des consommateurs,
 - 2 en matière de développement durable et d'aménagement du territoire.
3. De 3 personnalités qualifiées représentant le tissu économique :
 - 1 désignée par la chambre de commerce et d'industrie,
 - 1 désignée par la chambre de métiers et de l'artisanat,
 - 1 désignée par la chambre d'agriculture.

Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du Département, le représentant de l'Etat dans le Département complète la composition en désignant au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département concerné.

Pour les projets situés sur le territoire de Marseille, la Présidente de la Métropole, qui est élue de la commune de Marseille, ne pourra donc siéger au sein de la CDAC des Bouches-du-Rhône en application de l'article R. 751-2 du code de commerce précité. Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour les 2 catégories de membres suivantes :

- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation,
- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le

périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Pour les projets situés hors du territoire de Marseille, la Présidente de la Métropole sera appelée à siéger à la CDAC des Bouches-du-Rhône au titre de son mandat départemental. Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour les 2 catégories de membres suivantes :

- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation,
- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI à fiscalité propre au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Caroline MAURIN
- Danielle MILON

- Franck SANTOS
- Laurent SIMON
- Michel ROUX
- Martial ALVAREZ
- Marc DEL GRAZIA
- Henri PONS

Article 2 :

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Caroline MAURIN
- Danielle MILON
- Franck SANTOS
- Laurent SIMON
- Michel ROUX
- Martial ALVAREZ
- Marc DEL GRAZIA
- Henri PONS

Article 3 :

Dans le cadre des projets situés hors du territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI à fiscalité propre au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Martial ALVAREZ
- Solange BIAGGI
- Nathalie LEFEBVRE
- Marion BAREILLE
- Eric CASADO
- Frédéric GUINIERI
- Patrick GHIGONETTO
- Didier PARAKIAN
- Henri PONS
- Michel ROUX
- Franck OHANESSIAN

Article 4 :

Dans le cadre des projets situés hors du territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Martial ALVAREZ
- Solange BIAGGI
- Nathalie LEFEBVRE
- Marion BAREILLE
- Eric CASADO
- Frédéric GUINIERI
- Patrick GHIGONETTO
- Didier PARAKIAN
- Henri PONS
- Michel ROUX

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 045-8315/20/CM

**■ Désignation du (des) représentant(s) de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Var
MET 20/15435/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le code de commerce dispose qu'en matière d'aménagement commercial, les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Pour répondre à ces objectifs, une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées (article L. 751-1 dudit code).

Conformément à l'article L. 751-2 du code de commerce, les CDAC sont composées :

4. Des 7 élus suivants :

- Le Maire de la commune d'implantation ou son représentant,
- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation ou son représentant,
- Le Président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, le Maire de la Commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil Départemental,
- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
- Le Président du Conseil Régional ou son représentant,
- Un membre représentant les Maires au niveau Départemental,
- Un membre représentant les intercommunalités au niveau Départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés ci-dessus, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger.

En outre, en vertu de l'article R. 751-2 du code de commerce, aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune.

5. De 4 personnalités qualifiées :

- 2 en matière de consommation et de protection des consommateurs,
- 2 en matière de développement durable et d'aménagement du territoire.

6. De 3 personnalités qualifiées représentant le tissu économique :

- 1 désignée par la chambre de commerce et d'industrie,
- 1 désignée par la chambre de métiers et de l'artisanat,
- 1 désignée par la chambre d'agriculture.

Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du Département, le représentant de l'Etat dans le Département complète la composition en désignant au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département concerné.

Pour les projets situés sur le territoire de Saint-Zacharie, la Présidente de la Métropole sera appelée à siéger à la CDAC du Var en sa qualité de Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner son représentant au sein de la CDAC du Var pour siéger au titre de la catégorie de membre suivante :

- Président de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Saint-Zacharie, est désigné en tant que titulaire pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Var :

- Alain ROUSSET

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 046-8316/20/CM

**■ Désignation du (des) représentant(s) de la
Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la
Commission Départementale d'Aménagement
Commercial de Vaucluse
MET 20/15437/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le code de commerce dispose qu'en matière d'aménagement commercial, les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Pour répondre à ces objectifs, une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées (article L.751-1 dudit code).

Conformément à l'article L. 751-2 du code de commerce, les CDAC sont composées :

7. Des 7 élus suivants :
 - Le Maire de la commune d'implantation ou son représentant,
 - Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation ou son représentant,
 - Le Président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, le Maire de la Commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil Départemental,
 - Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
 - Le Président du Conseil Régional ou son représentant,
 - Un membre représentant les Maires au niveau Départemental,
 - Un membre représentant les intercommunalités au niveau Départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés ci-dessus, il ne siège qu'au titre de l'un de

ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger.

En outre, en vertu de l'article R. 751-2 du code de commerce, aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune.

8. De 4 personnalités qualifiées :
 - 2 en matière de consommation et de protection des consommateurs,
 - 2 en matière de développement durable et d'aménagement du territoire.
9. De 3 personnalités qualifiées représentant le tissu économique :
 - 1 désignée par la chambre de commerce et d'industrie,
 - 1 désignée par la chambre de métiers et de l'artisanat,
 - 1 désignée par la chambre d'agriculture.

Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du Département, le représentant de l'Etat dans le Département complète la composition en désignant au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département concerné.

Pour les projets situés sur le territoire de Pertuis, la Présidente de la Métropole sera appelée à siéger à la CDAC de Vaucluse en sa qualité de Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner son représentant au sein de la CDAC de Vaucluse pour siéger au titre de la catégorie de membre suivante :

- Président de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L.143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de commerce ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Pertuis, est désigné en tant que titulaire pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) de Vaucluse :

- Jean David CIOT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 047-8317/20/CM

**■ Approbation des avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences "services extérieurs défense contre incendies" et "eau pluviale" de la commune d'Aubagne
MET 20/15572/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aubagne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche.

Ces conventions ont été conclues pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération n° FAG 246-5063/18/CM du 13 décembre 2018, elles ont fait l'objet d'un premier avenant de prolongation pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2019.

Par délibération n° FAG 134-7790/19/CM du 19 décembre 2019, il a été décidé de prolonger d'une durée de 6 mois les conventions de gestion portant sur les compétences « Services extérieurs défense contre l'incendie » et « Eau pluviale » afin de faciliter les opérations de leur transfert effectif à la métropole.

Ainsi, ces conventions de gestion devaient prendre fin au 30 juin 2020. Cependant, en raison de la crise liée au COVID-19 et à la déclaration d'état d'urgence sanitaire intervenue par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, avec prorogation jusqu'au 10 juillet 2020, avec la prescription des mesures générales pour faire face à l'épidémie et le report du second tour des élections municipales, les opérations de transfert effectif de l'ensemble des moyens humains et matériels n'ont pas pu intervenir. Dès lors, il y a lieu de prolonger les conventions de gestions relatives aux compétences « eau pluviale » et « services extérieurs défense contre l'incendie » jusqu'au 31 décembre 2020.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger pour une durée de six mois supplémentaires la durée des conventions de gestion portant sur les compétences « Services extérieurs contre l'incendie » et « Eau pluviale », soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, par délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a approuvé le transfert des personnels dans le cadre du transfert des compétences Pluvial, DECI et Eau des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er juillet 2020 pour la commune d'Aubagne.

En raison du contexte sanitaire lié à l'épidémie du COVID-19, il convient de reporter à la date du 1er janvier 2021, le transfert de personnel de la commune d'Aubagne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accomplissement de l'ensemble formalités administratives nécessaires à ce transfert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;

- La délibération n° FAG 246-5063/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;
- La délibération n° FAG 134-7790/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 30 juin 2020 les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne pour les compétences « Services extérieurs contre l'incendie » et « Eau pluviale ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion avec la commune d'Aubagne pour une prolongation jusqu'au 31 décembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne ci-annexés, portant sur les compétences « services extérieurs défense contre l'incendie » et « eau pluviale » pour une prolongation jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Est approuvé le report du transfert de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences Pluvial, DECI et Eau de la commune d'Aubagne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la date du 1er janvier 2021.

Article 3 :

La date d'effet du transfert prévu au 1er juillet 2020, indiquée au sein de l'annexe n°2 « Prévision des effectifs transférés pour la compétence PLUVIAL » de la délibération FAG 062-7275/19/BM du 19 décembre 2019 susvisée, pour les 5 agents transférés de la commune d'Aubagne à la Métropole Aix-Marseille-Provence est modifiée pour prendre acte du report du transfert de plein droit de ces personnels à la date du 1er janvier 2021.

Article 4 :

Les autres dispositions de la délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences Pluvial, DECI et Eau des communes relavant du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence restent inchangées.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants aux conventions de gestion, ainsi que tous les actes relatifs aux transferts des personnels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 048-8318/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peynier MET 20/15108/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole était donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » ne pouvaient intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de cette compétence et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a donc été nécessaire de disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi une convention de gestion a été notifiée entre la métropole et la commune de Peynier le 29 décembre 2017. Cette convention contient en annexe le périmètre des zones d'activités qui font l'objet de la convention.

Cette convention était d'une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Un avenant n°1 a été notifié le 28/12/2018 afin de prolonger la convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019. Puis un avenant n°2 a été notifié afin de prolonger la convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2020.

Entre temps, la commune de Peynier a alerté les services de la métropole afin de signaler une erreur sur le périmètre de la Zone Industrielle. En effet, le secteur dit du FORUM avait été déclaré par les services instructeurs de l'époque, à savoir la DDE, comme ne faisant pas partie de la zone Industrielle. Il est donc aujourd'hui nécessaire de modifier le périmètre de la zone afin d'exclure ce secteur.

Aussi il est aujourd'hui nécessaire d'actualiser ce changement de périmètre par l'intermédiaire d'un avenant n°3 à la convention de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°FAG 140-3159/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention de gestion n°17/1123 relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des

zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Peynier transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 098-4554/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°1 ;
- La délibération n°FAG 101-7757/19/CM du Conseil de la Métropole du 12 décembre 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention de gestion n°17/1123 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°3 à la convention de gestion n°17/1123 approuvée par délibération n° FAG 140-3159/17/CM entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 049-8319/20/CM

■ Rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés MET 20/15269/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'article L. 323-2 du Code du Travail, il convient de présenter un rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La mise en œuvre de ces dispositions concerne notamment le recrutement, la carrière, le temps de

travail, la formation et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, et entraîne l'obligation, pour les collectivités et établissements publics occupant au moins 20 agents, de justifier de l'emploi, à temps plein ou à temps partiel, de travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Le législateur a entendu renforcer l'obligation d'emploi dans la Fonction Publique en instaurant, à l'instar du secteur privé, une contribution en cas de non-respect du seuil de 6% de l'effectif. Cette contribution est versée auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), institué par l'article 36 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Et pour accompagner de façon transparente cette obligation, l'article 35 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les articles L. 323-1 et L. 323-2 du Code du Travail ont institué depuis 2006 l'obligation pour les employeurs publics de présenter chaque année à l'assemblée délibérante, après information du Comité Technique, un rapport concernant l'emploi de travailleurs handicapés, établi au 1^{er} janvier de l'année précédente.

Au 1^{er} janvier 2019, l'effectif total de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déclarer (hors personnel saisonnier, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7 658. La collectivité a donc obligation d'employer 459 personnes en situation de handicap (7658 x 6 %).

Après recensement au sein des services, il est constaté que la collectivité a permis l'emploi ou le réemploi de 373 agents (soit 4,87% de taux d'emploi direct) qui relèvent de la situation précitée, selon la répartition suivante :

- 156 agents recrutés comme travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, ex COTOREP
- Dont 10 agents recrutés par voie des emplois réservés (hors CDAPH)
- 111 fonctionnaires titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)
- 97 agents reclassés ou assimilés,
- 9 handicapés CDAPH non compris dans les catégories ci-dessus

Sur 373 agents, on compte 269 hommes et 104 femmes, et la tranche d'âge principalement concernée est celle des 41-55 ans. Enfin, plus de 87 % des agents pris en compte relèvent des métiers de la catégorie C.

Au-delà des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi, il convient de signaler les actions complémentaires mises en œuvre en faveur des travailleurs handicapés par la Collectivité, à savoir :

Des dépenses effectuées auprès d'ateliers protégés, pour un montant de 185 163,70 €

L'acquisition d'équipements individuels, ayant pu recevoir un soutien financier du F.I.P.H.F.P. conformément à l'article 3 du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 et des dépenses d'aménagement des postes de travail pour maintenir dans leur emploi les agents reconnus inaptes dans les conditions réglementaires pour un montant de 14 029,42 €

Par conséquent, pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a atteint un taux d'emploi de 5,02 % et sera amenée, après évaluation sur le site du F.I.P.H.F.P., à verser une contribution de 448 558,63 euros pour les 74,54 unités manquantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'appliquer les dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une contribution au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique pour un montant de 448 558,63 euros au titre de l'année 2019.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 648.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 050-8320/20/CM

**■ Créations, définitions, ajustements, modifications d'emplois dans le cadre des besoins des services
MET 20/15325/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des emplois avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et Pour assurer l'adéquation des emplois avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer, de modifier, d'ajuster et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après

Cependant, Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6 ;
- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels (pris pour l'application de l'article 32 I de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983) ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;
- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- L'avis de la commission des Finances et Administration Générale ;
- Les avis des Comités Techniques et celui du 3 décembre 2019, relatif à l'organisation des services.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Création d'emplois permanents à temps complet

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations d'emplois budgétaires, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

• **Pôle Infrastructures**

Un emploi de conducteur de travaux ou surveillant de travaux, (poste N°25738) à la direction des ouvrages d'art et d'aménagement, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Entretenir les ouvrages d'art (notamment ponts, passerelles, murs de soutènement). Assurer la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux. Profil Bac+ 2 diplôme technique /travaux publics.

• **Pôle Voirie Espace Public Circulation**

Un emploi de responsable de division, (poste N°25659) à la direction gestion équipements de trafic, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Conduire et contrôler l'activité de la Division et s'assurer de la bonne exécution des opérations. Profil : Niveau Bac + 2 minimum à dominante électronique et/ou automatisme.

Deux emplois d'agent de maintenance, (postes N°25660 et 25662) à la direction gestion équipements de trafic, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Assurer l'exploitation et la maintenance des installations de contrôle d'accès équipés de bornes automatiques sur tout le territoire du CT1, et des équipements du réseau de communication. Profil : Niveau Bac électronique et/ou automatisme, habilitation électrique.

• **Pôle Eau et Assainissement**

Un emploi de responsable de division, (poste N°26246) à la direction de l'eau, de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Division en charge : des missions de correspondant DECI pour le CT1 dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée avec les communes dans un premier temps et la gestion directe par la suite, du suivi et du contrôle de l'exécution des travaux de tiers (aménageurs, ZAC, PUP, autres directions) dans le cadre de demandes de raccordement au réseau pluvial ou de rétrocession de voies, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et suivi des contrôles techniques et/ou périodique et conformité avec la réglementation des ouvrages pluviaux.

- **Pôle Propreté, Cadre de Vie, Valorisation des Déchets**

Deux emplois d'agent technique qualifié, (postes N°25656 et 25657), inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

Quatre emplois de conducteurs de travaux, (postes N° 26759, 26760, 26760, 26761), inscrits à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite et la maîtrise d'œuvre des opérations liées à la valorisation du patrimoine arboré et aux opérations liées aux obligations légales de débroussaillage (OLD). Effectuer le suivi administratif, technique et financier des prestations d'arboriculture et de débroussaillage. Assurer le suivi et le contrôle des entreprises prestataires.

Quatre emplois de surveillant de travaux, (postes N° 26764, 26766, 26767, 26768), inscrits à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Contrôler les travaux et prestations réalisés par les entreprises ou les délégataires sur tout le territoire Aix Marseille Provence afin d'assurer la gestion des arbres et des espaces verts d'accompagnement de voirie ainsi que celle des opérations liées aux Obligations Légales de Débroussaillage.

**Pour la Direction Générale Adjointe
Communication Relations Extérieures et grands
événements**

Un emploi de chef de projets, (poste N°26187) à la direction de la communication institutionnelle et des grands événements, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Au sein de la Direction générale adjointe communication, relations extérieures et grands événements de la métropole Aix-Marseille-Provence, le service communication institutionnelle et des grands événements propose des plans d'action de communication destinés au grand public et aux

agents métropolitains. Placé sous l'autorité du chef de service communication institutionnelle, le chef de projet aura pour mission de faire connaître les actions de la Métropole, en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de communication internes et externes. Profil : Bac+3.

**Pour la Direction Générale Adjointe
Développement Urbain et Stratégie Territoriale**

Un emploi de chef de projets, (poste N°26271) à la direction habitat politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Chef de service Cohésion sociale : - Animer et coordonner le Plan d'actions métropolitain de lutte et de prévention contre les discriminations sous ses différentes formes. Mettre en œuvre et animer une plateforme ressources métropolitaine. Coordonner animer soutenir et dynamiser le réseau des PLCD sur le territoire métropolitain. Développer un partenariat étroit avec les services et les partenaires institutionnels liés à la lutte contre les discriminations et à l'égalité femme homme. Contribuer à coordonner les relations internes (entre le niveau communal, conseil de territoire et métropolitain). Assurer une veille stratégique sur les nouvelles dynamiques. Accompagner la mobilisation du droit commun sur ce champ. Travailler en transversalité avec les différentes thématiques du contrat de ville et de la Prévention. Elaborer des outils de diagnostic, de suivis, de lisibilité et de visibilité des PLCD. Elaborer et suivre les commandes et les conventions liées à cette thématique. Profil : Bac+5.

Un emploi de responsable de division, (poste N°30381) à la direction foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Connaître le patrimoine métropolitain. Rechercher et mettre en œuvre les économies possibles s'agissant de la fiscalité attachée au patrimoine métropolitain. Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique patrimoniale de la métropole. Profil : Bac+5.

Un emploi de d'agent de gestion, (poste N° 26313) à la direction MOIB, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service pour le suivi administratif, financier et budgétaire des missions techniques. Profil : Bac.

Pour le Territoire du Pays de Martigues

- **Pôle Technique**

Un emploi de directeur de pôle, (poste N°27403) au pôle technique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux. Piloter, manager et assurer le suivi et l'évaluation des actions du pôle technique notamment sur les

directions déchets, eau assainissement, direction technique opérationnelle, pluvial... Contribuer à la définition des politiques publiques et de la ligne stratégique du territoire en matière de proximité et de qualité de service à l'utilisateur (Collecte et valorisation des déchets, eau et assainissement, pluvial). Participer au collectif de direction générale du territoire et piloter les missions de son pôle au sein de la métropole en lien avec les DGA métropolitains. Coordonner les directions et services de son pôle, mettre en œuvre, réguler, contrôler, évaluer les plans d'actions et l'activité des services. Profil : niveau Diplôme d'ingénieur Bac+5.

Un emploi de chef de service, (poste N°25665) à la direction de la régie des eaux, assainissement et pluvial – direction adjointe des régies techniques – service exploitation eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du directeur adjoint en charge du département technique le chef de Service exploitation organise et met en œuvre la politique 'exploitation d'eau potable et d'assainissement. Gère et exploite les infrastructures de collecte, transport, distribution et traitement de l'eau. Profil : niveau diplôme d'ingénieur.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25672) à la direction gestion des déchets ménagers – service traitement et transports _ division transfert et déchèteries, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Piloter et Manager les équipes de l'unité déchèteries et l'unité de transfert et de transports des déchets de la Division. Participer à l'élaboration, mettre en œuvre et contrôler les projets et les opérations de traitement des déchets. Etre garant de l'évacuation et de la valorisation des déchets recyclables, en conformité avec les réglementations. Profil : BAC+ 2 minimum.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- **Pôle Projets et Réalisations**

Un emploi d'assistant manager, (poste N°26016), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs ou rédacteurs territoriaux. Description du poste : Au sein du Pôle Projets et Réalisations du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, l'assistant manager est : Un appui organisationnel du Directeur de Pôle, l'Interlocuteur de l'ensemble des missions et services du Pôle Aménagement ; Environnement-Risque ; Planification urbaine ; Développement Economique et Insertion ; Habitat ; Politique de la Ville ; Tourisme et culture ; Université du Temps Libre ; Filière Argile ; Agriculture et Forêt ; • Au besoin une ressource pour ces services en matière administrative : Ressources humaines ; budget ; commande publique ; gestion des assemblées ; liens avec les associations • Au contact des partenaires internes de la Métropole et des Directions de la Métropole • Un contact pour les partenaires externes à la Métropole : communes ; Etat

; Département ; Région et prestataires de la collectivité. Profil : Bac.

- **Pôle Proximité et Service à l'Usager**

Un emploi de chef de service, (poste N°26019), à la direction de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer un service de qualité de la collecte des OM. Optimiser les tournées de la collecte par une approche technique, économique et humaine, suivre l'activité. Suivi budgétaire des coûts d'investissement et de fonctionnement liés au service (achat de matériel, réparation de véhicule, gasoil, ...). Suivi des travaux liés au service de la collecte. Suivi de la mise en place du programme des conteneurs enterrés. Bac+3.

Un emploi conducteur spécialisé, (poste N°26017), à la direction des espaces publics, de l'eau et de l'assainissement – service pluvial et DECI, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Assurer la maintenance des réseaux et des ouvrages pluviaux du territoire. Collecte des déchets et encombrants dans les ouvrages et les réseaux pluviaux (y/c ZAE) Opérations d'entretien curatives et préventives. Recalibrage des fossés et bassins.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique Emploi Attractivité

Un emploi de chargé de mission ou de chargé de gestion administrative, (poste N°26203), à la direction développement des entreprises et de l'offre territoriale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rattachés et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Participer à la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs métropolitains d'aides aux entreprises et notamment des plans de rebond économique et de relance métropolitains ainsi que la redynamisation tertiaire / commerce des centres villes métropolitains. Assurer la coordination et la cohérence administrative de la Direction. Accompagner le public (entreprises et propriétaires) sur les dispositifs d'aides, montage de dossier et suivi des projets (bureaux, commerces). Instruire les dossiers d'agrément et assurer leur suivi. Piloter la structuration des outils de gestion et de suivi des aides aux entreprises. Assurer la gestion administrative des dossiers (rédiger les arrêtés attributifs des subventions d'investissement, les conventions d'encadrement des loyers, les conventions emploi...). Gérer le volet financier et juridique des dispositifs. Participer à la coordination et suivre les principaux projets internes à la Direction. Rédiger des notes synthétiques, analytiques et d'information, des comptes-rendus. Participer à l'élaboration et à la bonne exécution des actions et des objectifs liés aux missions. Profil : Bac+2/Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26200), à la direction développement des entreprises et de

l'offre territoriale, inscrit à la nomenclature e référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du Directeur du Développement des entreprises, et en lien et/ou complément des missions relevant du Directeur adjoint, le Chargé de Mission Développement Projets aura un rôle pivot sur certains projets économiques en cours, qu'ils soient stratégiques, techniques ou transversaux, et notamment : La supervision et l'accompagnement de schémas, projets et actions en cours tels que le DOFIE et le schéma tertiaire. L'accompagnement des services entreprises et commerce de proximité. La concrétisation et la mise en œuvre de l'accord cadre DGADEEA. Il sera également partie prenante. Des projets de la direction qu'il s'agit de lancer et de développer conformément aux priorités énoncées dans le cadre de la stratégie de développement économique de la Métropole et particulièrement, concourir aux objectifs du services filières structurantes pour le montage et études sur des projets complexes ou encore la « métropolisation » de dispositifs et services. Des projets inter-directions et dans un avenir proche, le plan de relance économique de la Métropole où il s'agira de coordonner les actions de la DDEOT. Profil : Bac+3 minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26194), à la direction attractivité économique et promotion internationale, inscrit à la nomenclature e référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner la direction de la Promotion du territoire Marseille Provence dans l'élaboration de stratégies de développement économique autour des filières d'excellence dont elle a la charge, le positionnement et la valorisation marketing de l'offre territoriale métropolitaine en direction des entreprises. Interlocuteur privilégié des autres directions de la DGA et des partenaires institutionnels et privés du développement économique local. Profil : Diplôme enseignement supérieur ou Ecole de Commerce.

Un emploi d'assistant manager, (poste N°26192), à la direction générale adjointe déléguée projets transversaux emploi, insertion économie sociale et solidaire, inscrit à la nomenclature e référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Apporter un appui au secrétariat aux 2 DGA déléguées dans l'organisation administrative et le fonctionnement de certains services et équipes de leur périmètre respectif. Apporter aux services et équipes concernées une assistance en terme, de coordination, de gestion, de communication, d'information, de classement et suivi des dossiers. Assurer l'accueil et le secrétariat des dites équipes. Profil : Bac.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysage, Espaces Naturels et Intérêt Métropolitain

Un emploi de chargé d'opérations ou chargé de gestion technique, (poste N°26018), à la direction forêts, inscrit à la nomenclature e référence aux

cadres d'emplois des techniciens ou ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la programmation et la conduite d'opérations de prévention des incendies sur les massifs du pourtour de l'Etang de Berre : Côte Bleue, Les Etangs (en collaboration avec le CT6), Sulauze et Pont-de-Rhaud. Suivre les thématiques relatives à l'environnement et mettre en œuvre la politique forestière sur l'ensemble des massifs de la Métropole. Profil : Diplôme d'ingénieur.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°), à la direction patrimoine naturel et paysage, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : le chargé de mission aura pour mission : de formaliser une relation permanente de la Métropole avec l'Université et les laboratoires de manière à tout à la fois faire profiter le territoire des dernières acquisitions de connaissances et études conduites par le monde de la recherche et faire de ces mêmes organismes des lieux de prospective au service des ambitions métropolitaines en matière d'environnement ; d'accompagner des projets de la métropole au regard des enjeux de l'environnement et de la biodiversité : en déclinaison du "manifeste" débattu le 31 juillet, procéder à une lecture de ces projets et les passer au filtre des enjeux biodiversité de manière à réaliser une inclusion écologique de l'aménagement des territoires, dans une logique relationnelle et partenariale au service d'action partagées ; de mettre en place une mission d'ambassadeur auprès des communes au service de la constitution d'atlas de la biodiversité déclinés de l'atlas métropolitain. Profil : Minimum Bac+3 ou expérience souhaitée dans le domaine.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25927), à la direction programmation et performance achats, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Placé sous l'autorité du chef de mission coopération avec les communes, le chargé de mission relations avec les centrales d'achats assurera la planification, l'organisation, la coordination le suivi administratif des relations de la Métropole avec les centrales d'achat dont elle est adhérente [Union des groupements d'achat public (UGAP), Centrale d'achat du transport public (CATP) , Réseau des acheteurs hospitaliers (RESAH)], en lien avec les directions opérationnelles, les Conseils de territoires, les communes adhérentes, et de façon générale avec l'ensemble des partenaires.

Pour le Territoire du Pays Salonais

• **Pôle Développement Urbain**

Un emploi de directeur adjoint, (poste N°8470) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés

territoriaux. Description du poste : Etre garant de la mise en œuvre des directives fixées par le directeur. Assurer la mise en œuvre technique et la coordination dans l'élaboration des projets relevant de la politique de la ville. Etre pilote dans l'élaboration et le suivi du contrat de ville. Piloter l'activité des chargés de mission dans les domaines du contrat de ville ainsi que ceux relevant de la santé, la culture, la prévention de la délinquance et le cadre de vie. Profil : Bac +3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26044) à la direction aménagement du territoire, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste - Exploiter et produire les données du système d'information géographique (SIG) du Territoire - Recenser l'ensemble des données impactées par les révisions des PLU et les intégrer dans le SIG du Territoire - Déposer les différentes vues sur le portail SIG métropolitain (ARCOPOLE) - Verser sur le Géoportail les cartes et zonages PLU précédemment élaborés - Réaliser des cartes sur demande en lien avec le chargé de planification et le responsable du secteur concerné. Profil : Diplôme universitaire en géographie-SIG Diplôme d'ingénieur.

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie

Un emploi de chargé de mission (poste N°26317) à la direction proximité, réseau interurbain, transports scolaires, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Construire les services et suivre l'exploitation opérationnelle et quotidienne du réseau interurbain et scolaire Analyser et proposer les adaptations de lignes (rationalisation économique et technique) en lien avec les entreprises de transports Opérer les adaptations en situation perturbée et gérer l'information des exploitants et des communes Manager les interventions d'appui technique dans la rédaction des CCTP, en particulier dans le domaine de l'approvisionnement énergétique durable. Profil : Bac+5.

Un emploi de chef de projets (poste N°26318) à la direction sud gestion des régies et suivi exploitations, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Définir les besoins fonctionnels répondant aux exigences et stratégies de la DGA Mobilité ; piloter le développement de la plateforme de services répondant aux attentes et aux besoins des médias et donc des utilisateurs. Accompagner l'intégration et le déploiement de la solution et en assurer le maintien en conditions opérationnelles Veiller à la bonne prise en main de la solution par les utilisateurs ; assurer le bon fonctionnement et de l'entretien de la plateforme des services, assurer les mises à jour et les évolutions techniques. Piloter les différentes instances réunissant les partenaires du programme ICAR afin de fédérer les services proposés et de nouveaux. Profil : Bac+5.

Un emploi de chef de projets (poste N°26319) à la direction sud gestion des régies et suivi exploitations, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Elaborer, piloter, et assurer le maintien en condition opérationnelle des infrastructures des serveurs et des réseaux supports des systèmes d'information mobilité réalisés par la DAISIT (Direction Adjointe Informatique Systèmes d'Information Transport) Assurer la supervision, l'administration technique, optimisation des serveurs et des réseaux d'infrastructures Assurer l'assistance aux experts fonctionnels, la sécurité et la veille technologique de l'architecture des Systèmes. Profil : Bac+5.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26650), à la direction recrutement carrière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer l'accueil physique et téléphonique du guichet RH métropolitain. Apporter des éléments de réponse RH de 1er niveau relevant de la carrière, de la paie, du temps et portant parfois sur des grands campagnes RH. Réalisation de missions administratives. Profil : CAP/Bac métier de l'accueil.

Pour le Territoire du Pays d'Aix

• Pôle Culture et Sports

Un emploi de gestion technique, (poste N°26280), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité de la responsable de l'action culturelle, le régisseur conçoit et supervise la mise en œuvre des dispositifs techniques nécessaires à la conduite d'un spectacle ou d'un évènement. Apporte un soutien administratif et logistique à la responsable de l'action culturelle. Profil : Bac minimum.

• Pôle Déplacement et Espace Publics

Un emploi chargé d'opérations, (poste N°25994), à la direction de la voirie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Conduite d'opérations sur le territoire de la collectivité en qualité de maître d'ouvrage pour assurer les études et les travaux portés par le service Etudes et Travaux, et notamment les opérations d'entrées de ville. Profil : Formation technique d'ingénieur.

• Pôle Développement économique emploi et innovation

Un emploi de gestionnaire technique, (poste N°26091), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi techniciens territoriaux. Description du poste : Appui, maintenance et formation à la gestion

de l'activité globale du CFA : pédagogique, commercial et financier. Appui technique à la gestion du bâtiment : patrimoine, logistique et sécurité. Appui aux utilisateurs internes et externes. Relais technique et référent DGA INSI. Profil : Bac+ Minimum.

Un emploi de chargé de mission ou chargé de gestion administrative, (poste N°25954), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Mission prévue sur le nouveau site, gestion du nouveau centre de documentation et d'information du CFA. Assistance des professeurs et élèves pour la constitution des dossiers professionnels, recherches de documents, créations de bases de données, gestions des ouvrages professionnels et généraux, animation de projets transversaux culturels, professionnels ou artistiques au CFA, veille techniques, projets de concours, etc. Bac+2 minimum.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26281), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs et techniques territoriaux. Description du poste : Sécurité du public, des agents et du bâtiment : gestion du logiciel de GTB en relation avec le service bâtiments, coordination des interventions de 1er niveau. Accès, badges, portes, organigramme de clés. Paramétrages des outils d'accès. Différenciation des accès publics et non publics (gymnase et restaurant). Vidéosurveillance et respect de la réglementation ; surveillance des systèmes incendie et alerte attentats. Organisation des exercices de sécurité : incendie, PPMS.

- **Pôle Environnement**

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26089), à la direction grand site sainte victoire, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du directeur et de la responsable administrative et financière, l'agent d'accueil du public a pour missions : l'intendance et la logistique du parc de véhicules. l'accueil physique, téléphonique et numérique du public.

- **Pôle Service à la Population**

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°26088), à la direction fonction support et développement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Double rôle de comptable/coordonnateur budgétaire et financier au Pôle Service à la Population des Déchets et chargé du suivi de gestion financière. L'assistant de gestion spécialisé est référent métier en assurant l'expertise financières pour le traitement comptable des dépenses et recettes courantes. Il assure la relation et les échanges de pièces avec la direction financière du Territoire. (Factures et pièces d'accompagnement,

documents budgétaires...). Il est également en charge, la mise à jour des tableaux de bord nécessaires au suivi financier de l'exécution budgétaire du budget annexe du Pôle Déchets. Profil : Bac+2.

- **Pôle Urbanisme et Aménagement**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26087) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux et des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Le chargé de développement territorial, placé sous l'autorité du directeur, assurer le développement territorial du quartier prioritaire des "Aires Notre-Dame" de Gardanne. Participer à la mise en œuvre du programme d'action du contrat de ville et sa déclinaison territoriale. Apporter un appui technique auprès du directeur et du chef de service sur les thématiques en lien avec les partenaires associatifs institutionnels et les conseils citoyens. Profil Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26285) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Le chargé de mission rénovation urbaine, placé sous l'autorité du Directeur, est en charge des projets de rénovation urbaine des quartiers prioritaires d'Aix-en-Provence. Profil Bac+

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26286) à la direction de l'urbanisme, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Au sein de la direction adjointe PLUi / proximité, l'agent aura en charge le suivi technique des procédures d'évolutions des PLU communaux sous la responsabilité du chef de service suivi des procédures. Participera à la réalisation du PLUi. Profil : Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget

Un emploi de chef de projets, (poste N°25952) à la direction générale adjointe déléguée, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : L'administrateur fonctionnel / Chef de Projet Maitrise d'Ouvrage (CP MOA) assure la qualité et la pertinence des données des briques de l'écosystème financier informatique (EFI) dont il a la charge. Il participe aux différentes phases de la vie de l'EFI (intégration, déploiement, évolutions, recette fonctionnelle des nouvelles versions). Il porte les expertises fonctionnelles des applications informatiques du domaine « Finance », pilote l'assistance aux utilisateurs et a en charge la bonne utilisation des applications par les services. Il est responsable de la définition et de la coordination des

sessions de formation. L'administrateur fonctionnel maîtrise les processus métiers du périmètre « Finances » au sens large et les rôles des différents acteurs intervenant dans ces processus. Profil Bac+5.

Deux emplois de gestionnaire spécialisé, (postes N°25919 et 25922) à la direction générale adjointe déléguée, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : L'assistant fonctionnel assure le suivi des outils applicatifs (évolutions et correctifs) du périmètre « Finance » et assiste les utilisateurs dans leur appropriation et dans la résolution des incidents intervenant dans l'utilisation de ceux-ci. Profil Bac+2.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25977) à la direction recette ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : L'enquêteur fiscal assure la gestion et l'optimisation de la fiscalité des activités et des transports en appui des cadres fiscalistes. Profil : Bac+2.

Un emploi de chef de service, (poste N°18936) à la direction budget programmation prospective, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Missions centrées sur le suivi et l'intégration des compétences transférées issues des travaux de la CLECT dans le cadre de la mise en place de la Métropole et eu égard à l'évolution des compétences de celle-ci. Assurer le pilotage de l'activité « Prospective ». En fonction des éléments déterminés par les orientations budgétaires et par les inflexions ou les développements de la programmation, produire les éléments de réflexion liés à la Prospective. Participer à la mission CLECT pour les évaluations nouvelles et l'évolution des évaluations. Profil Bac+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information

Un emploi de chef projets, (poste N°25975) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification sur les Datacenter, les serveurs, les annuaires, les réseaux et télécommunications, les postes de travail, les applications transverses (messagerie, GED, sites internet) et les applications d'infrastructures avec la supervision, le traitement et la résolution des incidents, la gestion de la relation avec les utilisateurs internes ou externes à la DGA INSI, le pilotage des interventions des prestataires de service. Apporter une expertise technique auprès des clients internes et assurer un soutien nécessaire à l'équipe. Participer à la montée en compétences et au support des techniciens du service. Assurer le déploiement et/ou provisionnement des équipements dans le cadre de

projets internes ou externes. Profil : Diplôme ingénieur ou Bac + 5 en systèmes réseaux / serveurs/ingénieur serveur.

Article 2 :

Modification et ajustements d'emplois à temps complet et temps non complet

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, sont approuvées les modifications, les réajustements et les définitions les postes à temps complet suivants, ne donnant pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

• Pôle Voirie Espace Public Circulation

Un emploi de gestionnaire technique, (poste N°20600) à la direction gestion de l'espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Organiser les contrôles des tranchées réalisées par les exploitants de réseaux sur l'ensemble du conseil de territoire n°1 Marseille Provence, en faisant respecter le règlement de voirie. S'assurer que les exploitants de réseaux respectent la procédure sur SITEV et sont bien en possession des DAET et des arrêtés de circulation pour toutes les interventions programmables et que les travaux d'urgence sont régularisés dans SITEV sous 48 heures. Assurer la coordination et la supervision de l'équipe de contrôleurs de tranchées. Apporter un support technique et administratif au contrôle des tranchées à l'équipe en charge du contrôle des tranchées et assurer le reporting auprès de sa hiérarchie et la Direction. Assurer les contrôles de tranchées pour des cas d'urgence ou complexes.

Un emploi de dessinateur-projeteur, (poste N°25646) à la direction adjointe études générales, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Analyser et répondre aux sollicitations en matière d'organisation et de sécurisation des déplacements des usagers de la voie publique. Concevoir des projets. Profil : niveau Bac.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25647) à la direction gestion espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des

techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la mise en œuvre opérationnelle des objectifs, des procédures et du plan d'action décidés par le chef de service.

Un emploi de responsable technique ou responsable de cellule, (poste N°25705) à la direction gestion de l'espace public, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et des agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion administrative et technique du territoire du 11 et du 12^{ème} arrondissement de Marseille. Profil : Bac+2 ou équivalent.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°25648) à la direction gestion équipements de trafic, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Gérer et coordonner les travaux (neufs et modernisations) sur de la signalisation lumineuse et de régulation de trafic sur tout le territoire métropolitain.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°25649) à la direction gestion équipements de trafic, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer l'exploitation et la maintenance des contrôles d'accès équipés de bornes automatiques sur tout le territoire Marseille Provence.

Un emploi de dessinateur, (poste N°25706) à la direction aménagement de l'espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois et techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer les alignements ou vérifier les autorisations de construire lors de la conception d'un projet d'étude à partir d'un cahier des charges et/ou de spécifications techniques. Profil : niveau Bac.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25664) à la direction gestion espace public, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Animer, piloter, contrôler et assurer la mise en œuvre opérationnelle des objectifs, des procédures et du plan d'action décidés par le Chef de Service. Assurer la gestion de l'espace public.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25666) à la direction ressources et méthodes, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Piloter l'organisation du travail de la division via des tableaux de bord. Uniformiser et rationaliser les modes de fonctionnement de la Direction de Pôle. Assurer le suivi et la sécurisation des courriers sortant de la Direction de Pôle. Assurer la gestion des AOT de la DPVEP. Gérer le parc des véhicules et engins de la DPVEP. Gérer l'approvisionnement en mobilier, consommables de la Direction de Pôle. Assurer la gestion administrative du service.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°25658) à la direction aménagement espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Conduire les opérations de travaux neufs ou de requalification d'aménagement d'espaces publics sur la commune de Marseille et certaines communes du Conseil de Territoire de Marseille (pour les projets ANRU et PNRQAD) de la conception à la réalisation.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25883) à la direction gestion des équipements et trafic, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Conduire et contrôler l'activité de la Division et s'assurer de la bonne exécution des opérations. Assurer le bon fonctionnement, tant dans le domaine de la maintenance préventive que curative, des automates, des équipements informatiques, électroniques, électriques, vidéos, ventilation et réseaux (VRD) nécessaires à l'exploitation des ouvrages. Développer les moyens informatiques, électroniques, électriques, vidéos et réseaux (VRD) en fonction des améliorations ou innovations technologiques afin d'améliorer la fiabilité, la performance et l'efficacité des équipements concourant à la sécurité dans les tunnels. Participer à l'élaboration des marchés d'acquisition et de maintenance de ces équipements.

Un emploi de chef de service, (poste N°25884) à la direction gestion de l'espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Répondre aux objectifs fixés par la DGEP et assurer leur mise en œuvre. Mener à bien la programmation de travaux décidée et validée par le président. Organiser les actions favorisant la gestion et l'entretien de l'espace public. Pilotage des équipes opérationnelles du service. Assure le suivi financier et administratif de l'activité du service. Profil : Bac+5

Un emploi de dessinateur-projeteur, (poste N°17787) à la direction aménagement de l'espace public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer les alignements ou vérifier les autorisations de construire lors de la conception d'un projet d'étude à partir d'un cahier des charges et/ou de spécifications techniques.

• Pôle Infrastructures

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°17904) à la direction des ouvrages d'art et d'aménagement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi des visites et des travaux nécessaires à l'entretien des ouvrages d'art. Suivre la programmation et les travaux de petites réparations des ouvrages. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux. En cas de nécessité, donner un avis sur la nécessité de fermer

ou d'ouvrir un ouvrage à la circulation. Être capable d'évaluer le niveau d'urgence des interventions. Être capable de faire appel à un bureau d'étude en cas de nécessité, et faire remonter l'information à sa hiérarchie.

Un emploi de chef de projets, (poste N°17878) à la direction Projets Métro Tramway, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Directeur Métro Tramway, le Chef de Projets assure toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou sociétés intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de Métro et/ou de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opérations (tenue des plannings ; suivi budgétaire ; suivi des marchés etc...). Assurer la Maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de projets d'extension du réseau de TCSP retenus par la Métropole Aix Marseille Provence. Assurer la vérification du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets. Profil : Diplôme d'Ingénieur / d'études supérieures.

- **Pôle Propreté Cadre de Vie Valorisation des Déchets**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25330) au pôle propreté cadre de vie valorisation des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Piloter les recrutements internes et externes, ainsi que la prospective RH de la Direction de Pôle Propreté, Cadre de vie et Valorisation des déchets. Profil : Niveau Bac + 5.

- **Pôle Eau Assainissement Pluvial**

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26245) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux. Assurer le suivi et le contrôle des délégataires. Profil : Diplôme technique de niveau Bac + 2, Habilitation électrique H0/B0.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°26236) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite d'opérations de travaux neufs ou de réhabilitation dans les domaines de l'eau de l'Assainissement et du Pluvial. Assurer la maîtrise d'œuvre d'exécution pour les opérations structurantes. Apporter une expertise technique. Profil : Diplôme d'études supérieures.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26252) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du

poste : Recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement de la direction. Réaliser les travaux de bureautique. Suivre et gérer les dossiers administratifs. Collaborer au sein de l'équipe. Assister les chefs de service dans l'organisation du travail.

Un emploi de responsable de division, (poste N°26248) à la direction gestion des équipements publics, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer l'exploitation du site de Saumaty. Garantir le bon fonctionnement du site. Profil : Bac+3.

Un emploi d'assistant de direction, (poste N°26231) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Apporter une aide permanente au directeur en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivi de dossiers.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26239) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre sur les usages d'eaux usées et d'eau potable. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux. Assurer le suivi et le contrôle des missions des délégataires Eau et Assainissement. Profil : Diplôme technique/TP de niveau Bac + 2, Habilitation électrique H0/B0.

Un emploi d'agent de crémation, (poste N°26224) à la direction des équipements publics, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Organiser les cérémonies et veiller à leur bon déroulement. Mettre en œuvre, contrôler et assurer la gestion des opérations de crémation. Accueillir les usagers et les opérateurs funéraires. Profil : Diplôme national de maître de cérémonie.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26230) à la direction ressources et domaine public, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement comptable des dépenses courantes en relation avec la DGCB et la Recette des Finances. Assurer la relation avec les fournisseurs ou les services utilisateurs. Assister et conseiller les services des différentes directions de la DGA. Emission des pré-titres de recette de la DGA (surtaxes, branchement, PAC, RODP...) Assurer le traitement des DC4.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°26234) à la direction gestion environnementale et contrats de l'eau, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du

poste : Gérer le patrimoine délégué et participer au suivi et au contrôle des outils de gestion patrimoniale. Gérer le foncier délégué en coordonnant le travail du chargé d'études. Organiser le suivi des régularisations foncières liées aux compétences Eau et Assainissement. Participer à la mise en place des outils de suivi, permettant d'évaluer la performance des Délégués des Services Publics Eau et Assainissement. Profil Diplôme d'ingénieur.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26228) à la direction gestion des équipements publics, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Gérer un « portefeuille » d'associations et de thématiques afin d'assurer une fréquentation optimale et la tenue de manifestations. Participer à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sportive et d'animation définie par la Métropole concernant le centre sportif de Fontainieu. Favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets organisés sur le site de Fontainieu. Coordonner le réseau des acteurs locaux utilisateurs des équipements de Fontainieu tant au niveau de l'animation que du suivi administratif.

Pour la Direction Générale Adjointe Communication Relations Extérieures et grands événements

Un emploi de chef de projets, (poste N°25637) à la direction de la communication institutionnelle et des grands événements, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Au sein de la Direction générale adjointe communication relations extérieures et des grands événements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la direction grands événements, assurer la mise en œuvre de la politique de communication événementielle interne et externe de la Métropole. Assurer l'organisation et l'évaluation de manifestations B to B et B to C de la Métropole, participe à l'organisation des manifestations organisées par des tiers, sur le territoire métropolitain, sur le territoire national et à l'étranger. La Direction coordonne l'ensemble des prestataires impliqués dans l'organisation des manifestations. Profil : Bac+3.

Un emploi de chef de service, (poste N°25636) à la direction de la communication institutionnelle et des grands événements, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Au sein de la Direction générale adjointe Communication, relations extérieures et grands événements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le chef de service communication institutionnelle propose et coordonne des plans de communication publique au service de l'ensemble des services, directions et instances de la Métropole. Profil : Bac+3.

Deux emplois de chefs de projets, (postes N°19105 et N°19090) à la direction des projets et de la communication territoriale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Piloter des projets de communication : conseiller, prendre en charge,

suivre et contrôler les demandes de prestations de communication. Profil : Bac+3.

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain

Un emploi de responsable de cellule, (poste N°26273) à la direction Environnement et ports de plaisance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre les orientations définies sur les thématiques de la mer, du littoral et des ports de la Métropole AMP. Conseiller et apporter son aide à la décision en matière d'exploitation, d'aménagement et de développement des infrastructures portuaires. Gérer l'activité de la capitainerie : planning, suivi RH et élaboration budgétaire. Faire respecter la réglementation applicable sur l'espace portuaire. Préparer les conseils portuaires et représenter la Direction aux conseils portuaires et toute autre réunion. S'assurer du bon déroulement des manifestations. Profil : expérience sur un poste de responsable de port ou un poste d'agent portuaire.

Un emploi de chargé de gestion administrative, (poste N°19525) à la direction politique de ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Gérer la régie de recettes du Port de Sausset les Pins. Profil : Bac minimum.

Trois emplois de chargé de mission, (postes N°19451, N°19963 et N° 19423) à la direction politique de ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Participer à la définition et à la mise œuvre d'actions dans un champ d'intervention défini. Profil : Bac+3.

Trois emplois de chargé de mission, (postes N°19479) à la direction politique de ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre les programmes d'actions du futur contrat de ville portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques. Animer et coordonner le partenariat à l'échelle des bassins de vie afin d'identifier et d'apporter des réponses opérationnelles aux problématiques rencontrées en s'appuyant sur les politiques de croit commun et les financements de la politique de la ville. Profil : Bac+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Eau Assainissement Déchets

Un emploi de chef de service, (poste N°26219) à la direction stratégie déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Proposer et coordonner la mise en œuvre des outils, procédures et modalités d'exploitation en cohérence avec les orientations du schéma métropolitain de gestion des déchets. Assurer le fonctionnement du Bureau d'Etude et encadrement du service ingénierie technique. Suivre et accompagner le programme européen « Life Waste PACA » piloté par la Région

SUD PACA. Recenser les pratiques des territoires en matière de gestion des déchets. Profil : Bac+3.

**Pour la Direction Générale Adjointe
Développement Urbain et Stratégie Territoriale**

Un emploi de chef de projets, (poste N°26251) à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemblier pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner l'intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets dont il a la charge. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Ingénieur, architecte, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°25709) à la direction aménagement durable, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Piloter, animer, suivre et assurer la mise en œuvre d'un plan d'action d'aménagement et de développement du territoire. Définir et favoriser l'émergence de projets durables : accompagner et conduire leurs développements. Définir et favoriser l'émergence de projets durables : accompagner et conduire leurs développements. Profil : Bac+5 aménagement du territoire ou équivalent.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26258) à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la responsabilité de la programmation, la coordination, l'exécution et la réception de toutes les prestations techniques relatives aux travaux d'aménagement et de gros travaux d'entretien et de rénovation du patrimoine bâti et non bâti. Contrôler, conformément aux marchés mis en œuvre, la qualité et les quantités des prestations dans le respect des enveloppes budgétaires allouées. Profil : Bac+2.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25728) à la direction habitat et politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du chef de service Renouvellement urbain, le/la chargé(e) de mission coordination métropolitaine aura pour mission de : Evaluer l'efficacité des politiques déployées lors du PRU pour améliorer l'efficacité du NPRU. Relayer et porter auprès des directions et services métropolitains de droit commun les enjeux inhérents au NPNRU, et s'assurer en retour de la pleine mobilisation de ces

services pour mettre en œuvre et accompagner ces projets. Etre un facilitateur auprès des équipes opérationnelles territoriales et communales lors de la phase d'études et de conventionnement des 21 projets du NPNRU, puis leur mise en œuvre. Profil : Bac+5 aménagement du territoire ou équivalent.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26261) à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer les opérations de construction, la gestion du patrimoine et la sécurité dans les bâtiments. Profil : Bac+2.

Un emploi de chargé de mission gestion locative et patrimoine est modifié à un emploi de responsable de division (poste N°25712) à la direction du foncier et patrimoine – service patrimoine – division action patrimoniale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Effectuer la gestion locative et administrative du patrimoine métropolitain. Veiller à la cohérence et à la qualité des services rendus aux locataires et aux relations avec les bailleurs. Donner un premier niveau d'information aux différents interlocuteurs (locataires, bailleurs, services métiers occupants...) et coordonner la réponse aux diverses sollicitations portant sur le patrimoine (administratives, entretien, nettoyage, hygiène, sécurité technique, ...). Procéder à la location ou à la mise à disposition de biens. Contribuer à la mise en œuvre de la politique patrimoniale de la métropole. Profil : Bac+3.

Un emploi d'instructeur, (poste N°26263) à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Instruire les demandes de permis de louer. Profil : niveau Bac+2 ou équivalent.

Un emploi de conseiller technique (poste N°26267) à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Coordonner et animer la mise en œuvre par les services de la Direction Opérationnelle de l'Habitat et de la rénovation urbaine des dispositifs opérationnels de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne et dégradé sur la commune de Marseille et comportant plusieurs axes prioritaires : Participer en appui au Directeur à la mise en œuvre opérationnelle du Projet Partenarial d'Aménagement de Marseille sur la thématique Habitat et renouvellement urbain. Piloter l'équipe de la Mission Rénovation Urbaine en appui de la Directrice DOH pour la bonne mise en œuvre des Projets de Renouvellement Urbain (fin du premier programme et programmes du NPNRU) sur la commune de Marseille. Assurer auprès du Directeur le pilotage opérationnel de la SPLAIN dédiée. En lien avec toutes les équipes (MRU et DOH), animer des sujets transversaux sur la thématique habitat et

renouvellement urbain. Profil : Diplôme universitaire, niveau master sur les domaines de l'urbanisme, aménagement du territoire ou développement local.

Un emploi de chef de projets (poste N°26268) à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Remplir une fonction d'expertise au sein de la DGA en terme de SI. Réaliser des études et analyses fonctionnelles, organisationnelles et techniques permettant à la DGA la prise de décisions relatives au SI. -Participer à la mise en œuvre des réponses techniques et informatiques adaptées aux besoins liées à l'activité et à l'environnement des directions de la DGA. Développer et maintenir en régie, en accord avec la DGAINS, des applications métiers spécifiques de la DGA. Assurer les missions de correspondant « Systèmes d'Informations » au sein de la DGA. Profil : Bac+5.

Un emploi de chef de projets (poste N°26269) à la direction Foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Assurer la gestion locative et patrimoniale de biens immobiliers métropolitains sur son secteur ou projet - Coordonner les réponses aux divers besoins patrimoniaux en mode projet - Etre le référent d'un secteur ou d'un projet spécifique. Profil : Bac+5.

Un emploi d'agent de gestion (poste N°26270) à la direction Foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement administratif de la Division (bassin 1) Suivre et gérer les dossiers administratifs. Assister la Division dans l'organisation de son travail. Utiliser différents logiciels nécessaires aux traitements et suivi des dossiers fonciers. Assurer le suivi administratif de l'instruction et de la gestion de dossiers fonciers (acquisitions, cessions, servitudes).

Un emploi de chef de mission, (poste N°25715) à la direction du foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en place et piloter l'Observatoire foncier. Mettre en place et piloter la veille foncière via l'analyse et l'instruction des DIA. Mettre en place et piloter un dispositif de réponse aux besoins de prospective foncière. Etre en appui pour l'ensemble du service en matière de données, d'ingénierie, de référentiels et de cartographies foncières. Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie foncière de la métropole. Représenter la Division. Profil : Bac+3.

Un emploi d'agent de gestion (poste N°26272) à la direction Habitat politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs et des rédacteurs territoriaux. Mise en œuvre du Fonds d'aide aux jeunes, relatif aux

aides financières accordées pour les jeunes de 18 à 25 ans. Profil : Bac.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26274) à la direction maîtrise d'ouvrage et ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Prend en charge les travaux des bâtiments, leurs améliorations et leurs adaptations aux évolutions d'organisation ou de technologies des bâtiments. Il intervient sur un ou plusieurs territoires. Il/elle est responsable du budget investissement permettant de réaliser les travaux de GER et d'adaptation fonctionnelles Il/elle s'assure de respecter et faire respecter l'ensemble des réglementations notamment matière de sécurité. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi de surveillant de travaux, (poste N°26275) à la direction maîtrise d'ouvrage et ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du Chef de service, assure : la gestion des entrées des demandes arrivant sur SOS BAT. Suit l'exécution de la maintenance des systèmes de désenfumage, des extincteurs, porte, portails, toits mobiles, groupes électrogènes et ascenseurs.

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°26277) à la direction maîtrise d'ouvrage et ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la responsabilité de la programmation, la coordination, l'exécution et la réception de toutes les prestations techniques relatives aux travaux d'aménagement et de gros travaux d'entretien et de rénovation du patrimoine bâti et non bâti. Contrôler, conformément aux marchés mis en œuvre, la qualité et les quantités des prestations dans le respect des enveloppes budgétaires allouées. Profil : Bac+2.

Un emploi de directeur, (poste N°26314) à la direction maîtrise d'ouvrage et ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine bâti et notamment avec des process innovants et des montages complexes. Montage, planification, coordination d'opérations de construction, réhabilitation des bâtiments, supervision de projets et représentation du maître d'ouvrage. Supervision du management des services. Profil : Bac+5.

Un emploi de chargé d'études ou chargé de gestion administrative ou technique, (poste N°30384) à la direction foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés, ingénieurs, techniciens et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Recueillir les méthodes de calculs déjà utilisées sur les territoires,

étudier les différentes méthodes classiques existantes sur le marché privé et pouvant répondre aux besoins de la collectivité, les définir et les traduire dans une perspective d'une charte de l'Évaluateur. Profil : Bac+3.

Un emploi de gestionnaire administratif, (poste N°30387) à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Aider à la préparation et au suivi des sessions des conseils du Territoire Marseille Provence et de la Métropole pour les rapports présentés par la DGA Métropole et le Pôle, en étroite collaboration avec le juriste et le chef de service RH/ administration générale et Logistique de la Direction Ressources. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°20947) à la direction mer, littoral, milieux aquatiques, ports et énergie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Gérer et coordonner les travaux. Profil : Bac+5.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°25605) à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations de renouvellement urbain et d'amélioration du parc de logements définies par les politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne dans les tissus d'habitat ancien ou dans des copropriétés semi-récentes. Profil : Diplôme Universitaire aménagement-habitat / ingénieur/architecte.

Un emploi d'instructeur, (poste N°25581) à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Instruire les demandes de permis de louer. Profil : niveau Bac+2 ou équivalent.

Un emploi de gestionnaire technique, (poste N°25596) à la direction aménagement et habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assurer l'accueil physique, téléphonique. Renseigner sur les dispositifs d'aide en vigueur et leurs modalités d'application. Venir en appui des propriétaires occupants ou bailleurs pour le montage des dossiers de demandes de subventions dans le diffus en E-service ou autres. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25575), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assumer une fonction de pilotage ensemblier pour les Projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Être est l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique, organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Être l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer

étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Formation initiale bac+5 en Architecte/Urbanisme, Sciences Humaines, diplôme d'ingénieur avec master de spécialisation.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25573) à la direction aménagement et habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Intervenir en appui aux chefs de projets, dans une logique de développement de projet, sur 4 champs thématiques : Ingénierie sociale - dialogue et travail avec les acteurs locaux sur les territoires en PRU ; Information / concertation / participation des habitants ; Développement de projets / diversification immobilière / Développement économique ; GUP / gestion des sites. Profil : Formation en développement local, urbanisme, aménagement, politiques publiques, politique de la Ville, politique de l'habitat, diplômes de l'animation, niveau Bac +3 à Bac + 5.

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie

Un emploi de chargé de mission (poste N°26315) à la direction est qualité, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité directe du Directeur de la DPAO, chargé dans le secteur des transports en commun, concevoir le développement et le suivi de l'ensemble des réseaux de transport de la Direction de Proximité, et définir et piloter les contrats des entreprises de transport en charge du service. Profil : Bac+3 à Bac+5.

Un emploi de chef de projets (poste N°26316) à la direction étude et stratégie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Pilotage du projet REM (Réseau Express Métropolitain) comprenant l'organisation et la coordination de la mise en œuvre opérationnelle des lignes du Réseau Express Métropolitain, en lien avec les DPAO et en particulier la DPAO grandes lignes, la Direction Marketing et d'une manière générale toutes autres directions de la Métropole ainsi que toutes les institutions parties prenantes du projet : la DREAL, la DIRMED, ESCOTA, SNCF CEREMA. Cette mission d'OPC (Organisation Pilotage et Coordination) se déclinera dans toutes les dimensions du projet REM : l'offre, les infrastructures (stations, arrêts, PEM (Pôles d'Echanges). Profil : Bac+5 ingénieur.

Un emploi de chargé de mission (poste N° 28605) à la direction de proximité sud, offre, régies, systèmes d'information, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Piloter et coordonner de manière transversale à tous les services le contrat d'obligation de service public de la RTM et de la RDT. Analyser les capacités d'optimisation et de développement de l'offre de transport de la RTM. Analyser et piloter l'impact contractuel et financier des besoins de

développement des régies en termes notamment d'offre, d'énergie et de matériel roulant. Analyser les équilibres économiques et rechercher les sources d'optimisation en matière de recettes/dépenses. Aider à la décision et à la définition de la politique tarifaire des transports métropolitains. Mettre en place l'intégration tarifaire avec les autres autorités organisatrices des transports (Région notamment). Profil : Bac+5, ou diplôme d'ingénieur.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°21229) à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement comptable des dépenses et des recettes courantes. Participer à la préparation et au suivi de l'exécution budgétaire. Elaborer les pièces des marchés publics de la DGA Mobilité, participer à la validation juridique des montages contractuels choisis, et des rapports de la DGA Mobilité. Profil : niveau Bac.

Un emploi de chargé d'études (poste N°25530) à la direction études et stratégies, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des études et projets d'infrastructures, d'offres Transport et de Mobilité, définis dans la programmation de l'agenda de la Mobilité, et nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle de l'Agenda et des différents schémas Directeurs. Profil : diplôme d'ingénieur.

Un emploi de chargé de gestion technique (poste N°25531) à la direction infrastructure, stationnement et équipements de mobilité, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Dans le cadre du service Gares Routières et Parcs relais mobilité, le Chargé de gestion technique est le référent de la collectivité sur son secteur géographique. Il assure la gestion technique et opérationnelle des Pôles d'Échanges. Dans ce cadre et sous l'autorité de son chef de service, il assure la coordination de l'exploitation de l'ensemble des équipements placés sous sa responsabilité et sur son secteur. Il anime le reporting des statistiques et ratios de l'activité des Gares Routières, des P+R, des Pôles d'échanges multimodaux (PEM), des Relais Vélos sur la division territoriale qui lui a été confiée. Il travaille en coordination avec les autres divisions et services de la Direction et veille à l'efficacité des actions conduites au sein de son secteur. Profil : Formation supérieure technique de 2 ans post-bac ou diplôme en ingénierie technique.

Pour le Territoire du Pays de Martigues

□ Pôle Technique

Un emploi de directeur, (poste N°25667) à la direction de la régie des eaux, assainissement et pluvial, inscrit

à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre une stratégie globale, technique et financière, en matière d'eaux potable, pluviales, et d'assainissement avec l'aide de l'ensemble des services administratifs et techniques. Elaborer la programmation des travaux d'investissement, des missions d'entretien et de contrôle des réseaux, de leurs équipements et des systèmes de traitement. Participer à l'élaboration des propositions et des scénarios d'action en matière. Profil : niveau Diplôme d'ingénieur Bac+5.

□ Direction Générale des Services

Un emploi de conseiller technique, (poste N°27389) à la direction générale des services, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Traitement des dossiers transversaux communs et spécifiques aux différentes directions du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en appui au DGS. Profil : Bac+4.

□ Pôle Projet de Territoire

Un emploi de directeur de pôle, (poste N°27404), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Engager et piloter les grands enjeux de développement du Projet Métropolitain du Conseil de Territoire sur les axes suivant en fonction des orientations politiques du Conseil de Territoire : L'aménagement du territoire : Les projets environnementaux (parc naturels...) La politique de l'Habitat La Politique de la ville dont l'ANRU, la Formation, l'Insertion sociale et professionnelle le développement économique. Etre l'interlocuteur privilégié des Directions Adjointes Générales des compétences énoncées. Profil : Bac+4 minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25674) à la direction gestion des déchets ménagers – service traitement et transports - division centre de traitement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Pilote et Manage les équipes de l'unité de compostage et du secteur stockage de la Division. Participe à l'élaboration, met en œuvre et contrôle les projets et les opérations de traitement des déchets, est garant de l'évaluation et de la valorisation des déchets recyclables, en conformité avec les réglementations. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi de chargé de gestion technique, (poste N°25661) à la direction technique opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Gérer le patrimoine bâti, les magasins et les parcs et ateliers véhicules des entités du CT6 Territoire Pays de Martigues. Veiller au maintien des conditions optimales d'utilisation des biens de la collectivité et assurer le support à tous les métiers de la collectivité. Organiser et coordonner aux plans technique, administratif et financier, l'exécution

des travaux et prestations dans les meilleures conditions de délais et de coûts. Proposer et mettre en œuvre les programmes pour tous les secteurs. Garantir la sécurité des occupants et usagers vis-à-vis de l'ensemble des risques. Coordonner les équipes. Profil : niveau Bac ou Bac+2.

Un emploi de chef de service, (poste N°25676) à la direction gestion des déchets ménagers – service collecte et logistique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Piloter et Manager les équipes du Service Collecte. Participer à l'élaboration, mettre en œuvre et contrôler les opérations de gestion des déchets en régie. Est garant de l'évacuation et de la valorisation des déchets recyclables, en conformité avec les réglementations. Profil : Bac+2.

Un emploi de responsable de cellule, (poste N°25668) à la direction de la régie des eaux, assainissement et pluvial – direction adjointe des régies techniques – division maintenance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Encadrement des équipes techniques responsables des travaux (TP, échange de vannes, canalisations) et de l'entretien du réseau d'assainissement (poste de relevage, canalisation enterrée, vidange fosse septique, intervention au particulier) (40 agents C+ et C). Responsable de la bonne application SST dans le cadre des interventions, du suivi qualité dans le cadre d'interventions correctrices ou de travaux neufs internalisés, et propose et met en œuvre les évolutions nécessaires au vu de la réglementation. Profil : niveau Bac+2, connaissance en travaux publics, CATEC, balisage.

Un emploi de chargé de gestion administrative, (poste N°25438) à la direction de l'emploi, formation, insertion économie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Le chargé d'opération met en œuvre des actions de développement économiques, développe et active le réseau de partenaires sur le territoire métropolitain dans le cadre du pôle entrepreneurial. Profil : Formation supérieure en économie ou développement local.

Direction Générale Adjointe Projet Métropolitain et Conseil de Développement

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27379), à la direction contractualisation partenariats, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Coordonner et suivre les contractualisations avec les partenaires (Etat, Région, Banque des Territoires et les partenariats financiers métropolitains confiés à la Direction Générale Adjointe sur le volet métropolitain du Contrat de Plan Etat Région, la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, le Pacte Etat-Métropole, la convention avec la Caisse des Dépôts et Consignations etc. Profil : Bac+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27374), à la direction appui au projet métropolitain, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner le dispositif d'élaboration, de suivi et d'évaluation du projet métropolitain et des démarches connexes. Capitaliser les données et études transmises par l'équipe-projet et les DGA partenaires, lancer et suivre les travaux complémentaires (dont prospective) et travailler à la rédaction des supports et publications utiles au projet métropolitain. Contribuer également à la mise en œuvre de l'ensemble des supports de concertation numériques utiles à la DGA Projet Métropolitain et Conseil de développement. Profil : Bac+5.

Direction Générale Adjointe Projet Métropolitain et Conseil de Développement

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27379), à la direction contractualisation partenariats, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Coordonner et suivre les contractualisations avec les partenaires (Etat, Région, Banque des Territoires et les partenariats financiers métropolitains confiés à la Direction Générale Adjointe sur le volet métropolitain du Contrat de Plan Etat Région, la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, le Pacte Etat-Métropole, la convention avec la Caisse des Dépôts et Consignations etc. Profil : Bac+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27374), à la direction appui au projet métropolitain, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner le dispositif d'élaboration, de suivi et d'évaluation du projet métropolitain et des démarches connexes. Capitaliser les données et études transmises par l'équipe-projet et les DGA partenaires, lancer et suivre les travaux complémentaires (dont prospective) et travailler à la rédaction des supports et publications utiles au projet métropolitain. Contribuer également à la mise en œuvre de l'ensemble des supports de concertation numériques utiles à la DGA Projet Métropolitain et Conseil de développement. Profil : Bac+5.

Pour le Territoire du Pays D'Aix

- **Direction Général des Service Délégué**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25918) à la direction coordination de projets et foncier, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Coordination territoriale entre les communes, les services métropolitains et les différents partenaires pour les projets en phase pré-opérationnelle. Profil Bac+3 minimum en aménagement du territoire.

- **Pôle Urbanisme et Aménagement**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26084) à la direction de l'urbanisme, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Participer à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme en assurant la gestion administrative, juridique et contentieuse des procédures d'évolution des documents d'urbanisme de la ville d'Aix en Provence. Suivre et traiter les recours gracieux et contentieux des 36 communes et assurer la veille juridique. Profil : Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26284) à la direction appui aux communes et ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Au sein de la direction appui aux communes et ressources du pôle aménagement urbanisme, dans le service gestion et administration, assure le suivi comptable et budgétaire dans le respect des règles de la comptabilité publique, du code des marchés et des procédures internes. Il intervient comme interlocuteur de la direction des finances. Centralise les données comptables et budgétaires de l'ensemble des services.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26081) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Le chargé de mission, sous l'autorité du directeur, est en charge des projets de rénovation urbaine du quartier prioritaire le secteur centre de Vitrolles. Profil : Bac+3 minimum.

Un emploi de chef de service, (poste N°21663) à la direction de l'urbanisme, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer l'animation et l'encadrement des chargé d'études pour réaliser et conduire des études en matière de planification urbaine et d'aménagement sur la commune d'Aix-en-Provence. Profil : Master 2 urbanisme ou équivalent.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25677) à la direction de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste Au sein de la Direction Habitat, le chargé d'opérations assure la gestion et le suivi des aides au logement social, notamment des aides à la production, la réhabilitation et à l'acquisition amélioration des LLS et à l'accession à la propriété. Profil : Bac+2 minimum.

- **Pôle Culture et Sports**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26118), rattaché au directeur de pôle culture sports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Contrôle financier et coordination financière et administratives

des quatre directions (Culture, médiathèque de Pertuis, Sports, Equipements aquatiques) du pôle en matière budgétaire et comptable. Gestion en interface dans le cadre du BPMF du budget métropolitain. Profil : Bac+2 minimum.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°26113), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : Assiste la responsable du département Médiamix sur les collections Musique ainsi que sur les animations liées à ce domaine à destination de tous les publics.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°26110), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : Assiste la responsable du Département Apprendre sur les collections sports, jeux, cuisine, jardinage, santé, loisirs créatifs et des sciences de la vie ainsi que sur les animations à destination de tous les publics.

Un emploi de chargé de gestion administrative, (poste N°26279), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Membre de l'équipe de Direction, la Bibliothécaire chargée de l'Action culturelle définit et met en œuvre la politique culturelle de la Médiathèque Les Carmes, en lien avec la Directrice et le Chef de service.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°26278), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Définir et mettre en œuvre la politique de réduction de la fracture numérique et sociale de l'établissement, en lien avec le Responsable de la division Innovation.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25999), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Contribuer à définir et mettre en œuvre la présence numérique et dématérialisée de l'établissement, en lien avec le Responsable de la division Innovation et la Directrice. Il est également référent des collections liées aux domaines de l'informatique et du numérique.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°26116), à la direction médiathèque des carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : L'agent assure le service public à la

Médiathèque. Il assure l'ensemble des activités de traitement intellectuel et physique des collections.

Un emploi de maître-nageur sauveteur, (poste N°25972), à la direction équipements aquatiques, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. Description du poste : Dans le cadre de la mise en place de la politique sportive du territoire du Pays d'Aix, vous serez chargé de l'enseignement de la natation au sein de la structure, et de la sécurité de baigneurs. Profil : BEESAN – BP JEPS AAN.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26276), à la direction équipements aquatiques, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de la gestion des équipements sportifs du territoire du Pays d'Aix, vous serez chargé d'accompagner le directeur des équipements aquatiques dans ses missions et aurez plus particulièrement la charge du suivi des dossiers transversaux ou métropolitains. Profil : Bac+3.

Deux emplois de maître-nageur sauveteur, (postes N°25807 et N°25634), à la direction équipements aquatiques, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physique et sportives. Description du poste Assurer l'enseignement de la natation au sein de la structure, et de la sécurité de baigneurs. Profil : Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) ou Brevet d'Éducateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN).

- **Pôle Déplacement Espaces Publics**

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°25994), à la direction de la voirie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Conduite d'opérations sur le territoire de la collectivité en qualité de maître d'ouvrage pour assurer les études et les travaux portés par le service Etudes et Travaux, et notamment les opérations d'entrées de ville. Profil : Bac+5 ou diplôme d'ingénieur.

- **Pôle Développement économique emploi et innovation**

Un emploi de chargé de gestion administrative ou chargé de mission, (poste N°26096), à la direction développement économique et agriculture, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et attachés territoriaux. Description du poste : Participer à l'animation et la promotion des projets de développement de l'offre touristique et contribue à assurer une meilleure transversalité avec les différents OTSI du territoire et les institutions administratives conformément aux objectifs définis. Profil Ba+2 minimum.

Un emploi de chargé de coordination de dossiers, (poste N°26092), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Situé sur de l'encadrement de « terrain » (management des surveillants et encadrement des apprentis), le poste se positionne à la fois sur l'interne avec les élèves et l'équipe pédagogique mais aussi sur l'externe de par les relations avec les parents et les employeurs. Le poste est placé sous l'autorité du Directeur Pôle Entreprises-Apprentis. Le poste doit contribuer à la bonne application du règlement intérieur par les apprentis, à la gestion qualitative de l'équipe de surveillance, au bon déroulement des formations par un contrôle de la sécurité et à la coordination de l'information au public. Bac+ minimum.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°26282), à la direction insertion emploi, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du chef de mission « coordination des Accompagnateurs à l'emploi », l'agent apporte un soutien permanent dans l'exécution des tâches de gestion et d'administration, plus particulièrement dans le suivi des dossiers des participants du PLIE, en tant que gestionnaire de parcours et des suivis administratifs des actions partenariales du PLIE.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°25957), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs et techniques territoriaux. Description du poste : La mission générale du surveillant est axée sur la surveillance des apprentis et de l'établissement dans le cadre des contraintes pédagogiques et organisationnelles du CFA. Le poste doit contribuer à assurer une gestion de proximité des apprentis dans le respect du règlement intérieur de l'établissement et des consignes de la Direction, à minimiser les occasions de conflit entre les jeunes, et à établir un relationnel respectueux et confiant entre apprentis et avec l'équipe pédagogique. Des activités informatiques sont utilisées dans la gestion des éléments techniques de sécurité de l'établissement (vidéo, portail).

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25953), au centre de formation des apprentis, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Analyse, mise en œuvre et rédaction des procédures qualité dans le cadre de la labellisation nationale obligatoire des organismes de formation QUALIOP ; Mise en place des démarches développement durable du CFA du Pays d'Aix en coopération avec les services de la métropole et les opérateurs partenaires (ADEME, ...). Promotion du CFA auprès des établissements scolaires. Suivi et alimentation du site Internet et élaboration et rédaction de la newsletter interne du CFA. Bac+2 minimum.

Un emploi d'enseignant, (poste N°25948), au centre de formation des apprentis. Description du poste : Dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne la technologie, l'organisation et la pratique de la coiffure aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle. Profil : Brevet de Maîtrise en Coiffure, ou BTS Coiffure, assorti d'une expérience professionnelle avérée. Il est précisé que lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, le recrutement se fera en application de l'article 3-3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Un emploi d'enseignant, (poste N°25437), au centre de formation des apprentis. Description du poste : Dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne l'esthétique, la cosmétique et la parfumerie aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle. Profil : Brevet de Maîtrise ou BTS esthétique, assorti d'une expérience professionnelle avérée. Il est précisé que lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, le recrutement se fera en application de l'article 3-3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Un emploi d'enseignant, (poste N°25940), au centre de formation des apprentis. Description du poste : Dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne la technologie, l'organisation et la pratique de la mécanique aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle. Profil : Brevet de Maîtrise ou BTS mécanique, assorti d'une expérience professionnelle avérée. Il est précisé que lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, le recrutement se fera en application de l'article 3-3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Un emploi d'enseignant, (poste N°25946), au centre de formation des apprentis. Description du poste : Dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne la technologie, l'organisation et la production de cuisine traditionnelle aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle. Profil : Brevet de Maîtrise ou BTS cuisine, assorti d'une expérience professionnelle avérée. Il est précisé que lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, le recrutement se fera en application de l'article 3-3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Un emploi d'enseignant, (poste N°25888), au centre de formation des apprentis. Description du poste : Dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne l'économie, l'économie appliquée, la gestion, la vente et le commerce aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle. Profil : Bac+2 économie et gestion, assorti d'une expérience professionnelle avérée. Il est précisé que lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, le recrutement se fera en application de l'article 3-3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Un emploi de chef de service, (poste N°27412), à la direction technopôle de l'arbois, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Le chef du service accompagnement et animations assure l'encadrement de ses équipes en faveur de l'accompagnement des entreprises innovantes, des laboratoires de recherche, centres de formations et structures d'aide à l'innovation implantés sur le Technopôle. Il construit les animations du Technopôle et les réalise grâce au soutien de ses équipes. Il dirige les programmes d'accompagnement des entreprises et définit en ce sens le programme de travail de ses équipes. Il anime et noue les partenariats nécessaires au développement du Technopôle, et des Technopolitains. Il représente le Technopôle au sein de différentes associations comme les pôles de compétitivités, RETIS, et autres organisations. Il est l'interlocuteur privilégié des laboratoires de recherche et des centres de formation dans leur développement et leurs animations. Il participe aux salons professionnels (immobilier, entrepreneuriaux, innovation, environnementaux) pour accompagner les entreprises, prospecter et représenter le Technopôle. Il supplée le directeur du Technopôle dans la représentation de la structure. Bac+5.

Un emploi de chargé de gestion administrative ou chargé de mission, (poste N°26101), à la direction insertion emploi, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et attachés territoriaux. Description du poste : Dans le cadre du service PLIE, le chargé de mission PLIE « Coordonnateur Accompagnement à l'emploi » assure la gestion, l'animation et le suivi de la prestation « Inclusion sociale et mise à l'emploi des publics défavorisés sur le territoire du pays d'Aix » et veille à la mobilisation des étapes de parcours PLIE. Bac+2 minimum.

Un emploi de chef de service (poste N°25960), rattaché au directeur de pôle développement économique emploi et innovation, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs et attachés territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du chef de pôle DEEI, le chef

de service supervise et centralise la gestion financière et administrative du pôle.

Un emploi de chef de service (poste N°26104), à la direction insertion emploi, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Anime et gère le dispositif PLIE : Supervise les chargés de mission du PLIE. Coordonne les différentes politiques d'emploi, de formation et d'insertion des membres fondateurs du PLIE (Etat, Région, Département 13 et 84, Pays d'Aix,...).Ingénierie de projet. Gestion du FSE. Profil : Bac+3 minimum.

- **Pôle Service à la Population**

Un emploi de gestionnaire technique, (poste N°26283), à la direction de l'eau de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Au sein du service suivi de l'exploitation et des contrats, le technicien met en œuvre et suit l'exécution de contrats de concession de service public d'eau et d'assainissement sur le territoire du Pays d'Aix. Il assure par ailleurs la conformité au règlement d'assainissement des déversements d'eaux usées dans les réseaux publics et plus particulièrement concernant les effluents non domestiques. Profil : Bac minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Culture, Sports et Stratégie Environnementale

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27383), à la direction stratégie environnementale, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du chef de service, engager la transition numérique de la direction, mettre en œuvre les actions liées aux innovations environnementales, notamment liées au développement du numérique et de la multiplication des données en matière de surveillance de la qualité de l'air et notamment le suivi du projet européen DIAMS: management du projet, coordination des partenaires, déploiement du réseau de capteurs, de la mobilisation citoyenne, de l'utilisation de la plate-forme de données, de l'intégration de ses données dans les processus de décision, de la communication et relations presse. Profil : Bac+3 : Bac+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25864), à la direction stratégie environnementale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Au sein du service prévention des risques de la métropole sous l'autorité du chef de service, le chargé de mission participe à l'exécution des tâches opérationnelles et administratives liées au fonctionnement du service. Bac+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°27384), à la direction stratégie environnementale, inscrit à la

nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés, ingénieurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Contribuer à l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain, organiser la mise œuvre, le suivi et l'évaluation. Fixer et partager les recommandations sur le plan de l'énergie, du changement climatique et la qualité de l'air à intégrer dans les autres plans, schémas, et agendas de la métropole. Organiser le dialogue avec les schémas « supra » pour une coordination sur les objectifs et les plans d'actions. Inciter, accompagner le développement de projets et d'actions au niveau des territoires de la Métropole dans le domaine de l'énergie et du climat conformément à leurs attributions. Coordonner, mutualiser, promouvoir et reconnaître les actions des collectivités et organismes partenaires au sein du Plan Climat. Rechercher des financements, partenariats et montage permettant de démultiplier l'action à l'échelle du territoire métropolitain. Valoriser et communiquer l'action climatique métropolitaine. Profil : Niveau BAC + 2 minimum ou expérience équivalente.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget

Un emploi de responsable exécution conseil de territoire du Pays d'Aix (fonction RIM autres fonctions A ou B), (poste N°25963) à la direction générale adjointe déléguée, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de la direction des Finances, le responsable est garant de l'exécution comptable sur le conseil de territoire du Pays d'Aix. Animer et suivre la procédure comptable. Réaliser les tableaux de bord. Suivre les rejets comptables et le respect des délais de mandatement. Gérer la clôture des comptes et les rattachements, les opérations d'ordre (amortissements, provisions, intégrations), l'inventaire comptable et le suivi du patrimoine (actif). Rédiger les notes de procédures comptables. Préparer le CA (annexes, compte de gestion, affectation de résultat). Profil : Bac+3.

Un emploi de chef de mission, (poste N°29806) à la direction contrôle de gestion et pilotage de la performance, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste Assister et seconder le Directeur dans ses missions et dans la conduite des projets. Profil : Bac+5.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°26015) à la direction gestion et exécution financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Enregistrement des marchés dans l'outil financier e. marchés et assurer l'exécution de ses derniers en lien avec les Directions opérationnelles. Gestion des DAUM.

Un emploi de chef de service, (poste N°18923) à la direction générale adjointe déléguée, inscrit à la

nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Le chef de service SIF garantit la qualité et la pertinence des données des briques de l'écosystème financier informatique. Dans ce cadre, il conduit, met en œuvre, développe et diffuse tous les outils de l'écosystème financier informatique de la DGA et, sauf cas particulier, en assure l'administration fonctionnelle. Il est associé à tout projet de la DGA ou d'une autre DGA / Territoire en lien avec le volet informatique de l'écosystème financier. Il est plus particulièrement chargé du projet de mise en place d'un logiciel de gestion financière unique et des applications satellites à l'échelle de la Métropole composé de deux phases : Phase 1 : La bascule sur l'une des bases SIF existantes de l'ensemble des autres SIF à iso-périmètre de procédures. Phase 2 : la bascule de cette base unique vers une nouvelle base vierge paramétrée aux fins d'harmonisation des procédures budgétaires et comptables et de modernisation des règles de gestion. Il a pour missions de définir les objectifs, d'estimer les risques, de bâtir le planning prévisionnel, d'apprécier les moyens humains et matériels nécessaires à l'atteinte de l'objectif, de définir, de piloter et d'animer les groupes de travail. Il est le garant de la bonne exécution des projets qu'il contrôle et évalue. Il pilote et coordonne l'activité des agents placés sous sa responsabilité directe. Au titre de l'administration fonctionnelle, il garantit le bon fonctionnement des applicatifs constitutifs de l'écosystème financier informatique, l'assistance aux utilisateurs et assure la gestion des droits et des habilitations. Profil : BAC+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°18974) à la direction gestion et exécution financière, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Participer à la définition et à la mise œuvre d'actions dans un champ d'intervention défini notamment celui de la Direction Gestion Exécution via la mise en réseau des fonctions financière des Territoires et la mise en œuvre de projets financiers (transferts de compétences, intégration des Territoires dans un outil financier unique, organisation de la Direction...). Profil : Bac+3.

Un emploi de directeur, (poste N°18932) à la direction mission certification des comptes, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Améliorer la transparence financière dans la gestion de la Métropole et des conseils de territoire. Permettre de constituer, à travers une comptabilité générale certifiée, une base solide d'informations pour la mise en œuvre d'une comptabilité analytique de gestion. Contribuer à l'amélioration de la qualité de la gestion, et participer, à travers une amélioration de la qualité de la communication financière des collectivités dont les comptes sont certifiés, à conforter une relation de confiance entre ces collectivités et leurs citoyens et

avec leurs partenaires fournisseurs ou banquiers. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N° 25689) à la direction recettes et ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Fonction de chargé de mission du projet SIF 2021 : Le chargé de mission du projet SIF 2021 contribue activement, sous l'autorité de la responsable du service SIF, au déploiement d'un système d'information financière métropolitain unique à l'échéance du 1er janvier 2021. Dans ce cadre, il sera associé et participera aux différentes opérations de reprise et de recettage des données et des procédures sur le nouvel outil. Il sera particulièrement chargé de l'élaboration du plan de formation des acteurs de la filière financière (identification des besoins en formation et des populations à former) et du planning de formation. Il apportera son assistance à l'organisation matérielle des formations. Il conceptualisera les supports de formation et dispensera les formations en collaboration avec l'éditeur du logiciel. Il sera l'un des principaux acteurs de la conduite du changement inhérente au projet. Fonction de chargée de mission : coordination des équipes de la DGAFB positionnée sur le territoire du Pays Salonnais. Il est le représentant sur le Territoire des directions « métier » de la DGAFB et garantit à ce titre la bonne mise en œuvre des procédures définies par ces dernières et assure un contrôle amont de la qualité des productions et transmissions du Territoire. A ce titre, il remplit une fonction d'encadrant de proximité des équipes de la DGAFB localisées sur le Territoire et dédiées à l'exécution budgétaire. Dans le cadre de la préparation budgétaire, il jouera le rôle de relai entre la DGAFB, le Président et le directeur général des services du Territoire. Profil : Bac+3.

Un emploi de gestionnaire spécialisé ou d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°25690) à la direction recettes et ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs et adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Participe à la réalisation des missions dévolues au service gestion des emprunts. Il conçoit et met à jour des tableaux de bord financiers. Il contrôle la cohérence de l'exécution comptable et des inscriptions budgétaires. Il veille également à la bonne mise en œuvre des procédures interne du service. Profil : Bac minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25929) à la direction budget programmation prospective, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Le chargé de mission intervient en particulier sur les questions budgétaires relatives à la compétence des transports et de la mobilité. Sur un plan général, au sein du Service Budget Programmation, collaborer à la préparation, à l'élaboration et au suivi des Budgets et procédures associées (Budget Annexe des Transports, Budget Annexe des parkings et

stationnement, crédits de la DGA mobilité affectés au Budget Principal). Participer à la préparation et au contrôle des documents budgétaires et leurs annexes, rapports financiers, délibérations et divers documents de synthèse. Etablir une analyse permanente de l'exécution et être force de proposition des mesures correctives. Mettre en place et gérer les tableaux de bord. Analyser les comptes et retraitements nécessaires. Participer à l'analyse prospective. Sur un plan spécifique, garantir la production des documents budgétaires et la programmation pluriannuelle (investissement, fonctionnement) de ces budgets. Être le référent et l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale Adjointe de la Mobilité et de ses différentes Directions déconcentrées sur les territoires. Animer des groupes de travail et participer activement à des réunions (notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda de la mobilité). Conseiller et accompagner ces directions dans leur préparation et leur gestion budgétaire. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25928), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Fonction de chargé de mission du projet SIF 2021 : Le chargé de mission du projet SIF 2021 contribue activement, sous l'autorité de la responsable du service SIF, au déploiement d'un système d'information financière métropolitain unique à l'échéance du 1er janvier 2021. Dans ce cadre, il sera associé et participera aux différentes opérations de reprise et de recettage des données et des procédures sur le nouvel outil. Il sera particulièrement chargé de l'élaboration du plan de formation des acteurs de la filière financière (identification des besoins en formation et des populations à former) et du planning de formation. Il apportera son assistance à l'organisation matérielle des formations. Il conceptualisera les supports de formation et dispensera les formations en collaboration avec l'éditeur du logiciel. Il sera l'un des principaux acteurs de la conduite du changement inhérente au projet. Fonction de chargée de mission : coordination des équipes de la DGAFB positionnée sur le territoire du Pays Salonais. Il est le représentant sur le Territoire des directions « métier » de la DGAFB et garantit à ce titre la bonne mise en œuvre des procédures définies par ces dernières et assure un contrôle amont de la qualité des productions et transmissions du Territoire. A ce titre, il remplit une fonction d'encadrant de proximité des équipes de la DGAFB localisées sur le Territoire et dédiées à l'exécution budgétaire. Dans le cadre de la préparation budgétaire, il jouera le rôle de relai entre la DGAFB, le Président et le directeur général des services du Territoire. Profil : Bac+3.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°26007) à la direction gestion et exécution financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement des prévisions de dépenses et recettes dans le cadre des

procédures d'élaboration et de suivi budgétaire. Travailler en binôme et seconder le cadre référent sur les domaines de la programmation et production budgétaire. Être le référent et l'interlocuteur privilégié des Directions Générales Adjointes dont il a la charge. Être l'interlocuteur des autres DGA par polyvalence et en fonction des besoins. Porter assistance auprès des directions dans l'accomplissement de leurs missions.

Un emploi d'assistant manager, (poste N°26071) à la direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Sous la coordination du Directeur Ressources, apporter une aide permanente au DGA Finances et Budget et à son équipe rapprochée en termes d'organisation, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de préparation, classement et des dossiers et préparation des forts de la DGA. Recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement administratif de la DGA. Suivre et gérer les dossiers administratifs.

Deux emplois d'assistant de gestion spécialisé, (postes N°19009 et 25695) à la direction exécution financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le contrôle de la liquidation des dépenses sur marchés, conventions, contrat, hors marchés en lien avec les Directions. Prof Bac minimum.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°25696) à la direction recette ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi de la dette garantie de la Métropole en collaboration avec le Chargé de gestion. Instruire les demandes de garanties d'emprunts. Préparer les rapports de garanties d'emprunts. Mettre à jour les tableaux de bord de suivi et la base de données sur le logiciel de gestion des garanties d'emprunt. Profil Bac minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°18944) à la direction budget programmation prospective, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Sur un plan général, au sein du Service Budget Programmation, collaborer à la préparation, à l'élaboration et au suivi des Budgets et procédures associées. Participer à la préparation des documents budgétaires et leurs annexes, rapports financiers, délibérations et divers documents de synthèse. Profil Bac+3 minimum.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Cabinet du Président du territoire

Un emploi de chef de mission, (poste N°18191), à la mission communication, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Le responsable territorial communication, en lien avec son chargé de communication, déploie la stratégie de communication sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, élaborer les plans de communication territoriaux et suivre leurs réalisations, en lien avec la DGA CREGE. Assurer l'encadrement et le pilotage du plan de communication. Assurer des missions de conseil, animation et conception. Analyser les besoins du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et proposer des conseils dans tous les secteurs de la communication en liaison avec la DGA CREGE. Mettre en œuvre et superviser la coordination et l'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées. Veiller également à la cohérence des messages sur les supports de communication à l'égard des différents publics. Bac+3 minimum en communication.

Un emploi de chargé de communication, (poste N°30861), à la mission communication, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Au sein de la mission communication du conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, au sein du cabinet du Président, le chargé de communication : Assurer la mise en œuvre de la politique de communication interne et externe du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et veille à la cohérence entre les actions de communication des territoires et celle conduites à l'échelle métropolitaine. Assurer la diffusion d'information auprès des publics cibles et coordonne les actions dans le territoire. Elaborer et suivre la réalisation des supports de communication et d'information destinés aux territoires et assurer l'organisation des manifestations territoriales en lien avec la DGA CREGE. Bac+3 minimum en communication.

- **Pôle Proximité et Service à l'Usager**

Un emploi de chargé de gestion administrative ou chargé de mission, (poste N°25645) à la direction de la collecte du traitement et valorisation des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Suivi administratif et financier de tous les marchés du service Déchets - Référent pour le service Déchets et le service financier des commandes - Elaboration en collaboration avec la Directrice et le Directeur Adjoint de la matrice des coûts liée à la gestion des déchets et du rapport annuel - Suivi des délibérations du service Déchets - Suivi des réponses à l'usager pour le compte du service - Suivi des dossiers assurance (véhicules lourds). Profil : niveau Bac+2 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique Emploi Attractivité

Un emploi de chargé de mission, (poste N° 26211) à la direction innovation enseignement supérieur de recherche, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés

territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de la Métropole en matière d'enseignement supérieur et de recherche en cohérence avec les orientations de l'agenda du développement économique de la Métropole et de ses stratégies notamment innovation. Proposer et co-produire en mode projet un plan d'action/feuilles de route en déclinaison de cette stratégie dans un cadre de co-construction avec les acteurs et partenaires de l'ESR. Définir les conditions et modalités de mise en œuvre et d'évaluation du plan d'actions. Piloter avec le chef de service les travaux de l'observatoire du logement étudiant. Identifier les opportunités de mobilisation de la recherche locale au service des compétences métropolitaines et accompagner le montage des projets. Animer de manière transversale et partenariale les relations avec les services métropolitains, les partenaires et acteurs de l'ESR et de l'innovation. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (N°26214) à la direction ressource, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer au sein de la Direction Ressources la sécurité juridique des procédures de marchés publics de la DGA par le conseil, le contrôle et l'accompagnement des directions dans l'élaboration de leurs dossiers de consultations marchés publics, (marchés à procédures adaptées ou appels d'offre) et dans le déroulement de leur procédure de passation. Assurer un conseil et un premier niveau d'expertise sur le montage juridique de certains dossiers plus spécifiques. S'impliquer dans le processus délibératif. Mettre en place des outils opérationnels tels que des tableaux de bord et indicateurs sur les dossiers privilégiés. Etre un interlocuteur privilégié pour la DGA commande publique et Affaires juridiques. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé de mission, (N°25876) à la direction du développement des entreprises et de l'offre territoriale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner les entreprises sur les zones d'activités et les quartiers prioritaires du territoire Marseille Provence. Profil : Bac+3.

Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence

- **Pôle Culture et Sport**

Un emploi de responsable de cellule, (poste N°25699) à la Médiathèque Intercommunale de Miramas, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public. Concevoir et mettre en œuvre des projets d'action culturelle du département à l'échelle du réseau et du site. Encadrer l'équipe de son pôle. Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi de responsable de cellule, (poste N°25698) à la Médiathèque Intercommunale de Miramas, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public. Concevoir et mettre en œuvre des projets d'action culturelle du département à l'échelle du réseau et du site. Encadrer l'équipe de son pôle. Encadrer l'équipe de son pôle. Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi de responsable de cellule, (poste N°25700) à la Médiathèque Intercommunale de Entressen, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public, être le relais des responsables documentaires réseau sur le site. Concevoir, mettre en œuvre et animer des projets d'action culturelle du département à l'échelle du pôle, du site et du réseau. Encadrer l'équipe de son pôle. Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°25707) à la Médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public. Participer à la mise en œuvre des projets d'action culturelle du département à l'échelle du réseau et du site.

Un emploi de gestionnaire administratif, (poste N°25887) à la Médiathèque Intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux ou des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Assurer la gestion administrative des projets d'action culturelle. Gérer le planning des actions culturelles du réseau des médiathèques. Participer à l'élaboration du budget de l'action culturelle et en assurer le suivi. Elaborer des tableaux statistiques et analytiques et en dégager des axes de développement pour sa direction. Coordonner les projets d'action culturelle et accompagner les actions partenariales. Assister les porteurs de projet dans la conception des projets. Participer à la définition des grands axes de l'action culturelle à développer dans la saison. Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25889) à la Médiathèque Intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Piloter le service de gestion des commandes et du catalogage

des documents (environ 16000 livres, CD, DVD et partitions). Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25891) à la Médiathèque Intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public. Concevoir et mettre en œuvre des projets d'action. Profil : Bac + 2 minimum.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°25694) à la Médiathèque intercommunale de Fos, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : Accueillir, orienter et former les usagers, Participer aux opérations de classement, de transaction et de promotion des documents, assurer la responsabilité d'un domaine documentaire. Proposer et élaborer des projets d'actions culturelles.

Un emploi d'agent de bibliothèque, (poste N°25707) à la Médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine. Description du poste : Assurer la responsabilité documentaire d'un ou plusieurs domaines à l'échelle du réseau, ainsi que la médiation documentaire auprès du public. Participer à la mise en œuvre des projets d'action culturelle du département à l'échelle du réseau et du site.

Un emploi d'agent de bibliothèque (poste N°25895) à la médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine et des bibliothèques. Description du poste : Accueillir, orienter et former les usagers, Participer aux opérations de classement, de transaction et de promotion des documents, assurer la responsabilité d'un domaine documentaire. Proposer et élaborer des projets d'actions culturelles.

Un emploi d'agent technique polyvalent, (poste N°25896) à la Médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques. Description du poste : Maintenir en état de fonctionnement et exécution de travaux d'entretien de 1er niveau des bâtiments et des espaces verts, Transport de documents et divers matériels.

Un emploi de directeur, (poste N°28611), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Poste de directeur administratif : prendre toutes mesures nécessaires au maintien de l'ordre et à la bonne marche de l'établissement élaborer tout texte nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement (règlement intérieur, règlement pédagogique, projet d'établissement et en assurer l'application et les mises à jour), prévoir les échéances administratives en collaboration avec les responsables des services

(budget, marchés publics, délibérations etc.), assurer le soutien logistique et opérationnel à la direction pédagogique et artistique, assurer les opérations de recrutement et de remplacement des personnels. Profil : titulaire d'un diplôme de niveau bac + 3 ou 4.

Un emploi de chef de service, (poste N°25511), à la direction de la médiathèque, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux. Description du poste : Encadre les actions contre l'illettrisme menées hors les murs par le service Ville Lecture, au sein de la direction de la politique de l'action culturelle. Profil : titulaire d'un diplôme de niveau bac + 3 ou 4.

- **Pôle Technique**

Un emploi de chef d'équipe, (poste N°25701) au R.I.C.V.D service collecte, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques. Description du poste : Organiser, contrôler et suivre des prestations en régie à Port-Saint-Louis-du-Rhône. Encadrement de 13 personnes Contrôle des prestations de collecte de Miramas, Grans et Cornillon Contrôle des prestations de DECLIC/ECOCAP.

Un emploi de conducteur spécialisé, (poste N°25612) au R.I.C.V.D service collecte, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques. Description du poste : conduire un poids lourd de 26 tonnes équipé d'un engin de compactage à rouleau type PACKMAT ou type polybenne avec grue de levage Profil : Permis Poids Lourd obligatoire.

- **Pôle Dynamiques Urbaine et Développement Durable**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25693), à la direction de l'Aménagement, service planification urbaine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : assurer l'élaboration, la gestion et le suivi des marchés publics et avenants liés aux procédures d'urbanisme. Assurer une veille juridique dans le domaine de l'urbanisme. Contribuer au lancement, au suivi et à l'approbation des politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme du Conseil de Territoire et des communes membres pour un développement durable du territoire en mode projet. Mettre en œuvre les décisions prises et garantir l'application des réglementations en vigueur. Profil : MASTER 2 en urbanisme aménagement du territoire et du développement durable et/ou une formation supérieure en droit public et / ou une solide expérience des collectivités territoriales sur un poste de responsabilité.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25891), à la direction de l'Emploi et de la cohésion sociale, service politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Piloter et évaluer pendant la durée du contrat de ville les dispositifs et les chantiers relatifs au pilier cadre de vie et renouvellement urbain.

Animer une dynamique partenariale composée d'opérateurs locaux et de partenaires institutionnels signataires du contrat de ville. Assurer le suivi administratif, financier et qualitatif ainsi que l'évaluation. Profil : Bac +5.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines

Un emploi de conseiller en prévention, (poste N°25697), à la direction Accompagnement et qualité de vie au travail, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Participer à la mise en œuvre de la politique en matière de prévention des risques professionnels et des projets contribuant à la Qualité de Vie au Travail. Être force de proposition en réalisant des enquêtes et études des postes de travail dans son secteur géographique ainsi que des bilans statistiques. Contribuer au lien professionnel avec les membres du CHSCT et l'ensemble des équipes pluridisciplinaires de la direction sur les thématiques relatives au maintien dans l'emploi et le handicap. Profil : Formation supérieure dans le domaine des ressources humaines spécialité prévention des risques professionnels ou expérience équivalente.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°30860), à la direction carrière et recrutement – direction adjointe à la coordination – service coordination paie, inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Sécuriser la paie des agents (ou des élus), être en appui des gestionnaires spécialistes RH polyvalents en élaborant des outils de contrôle et d'autocontrôle, en rédigeant des procédures, en assurant une veille réglementaire et une publicité RH paie. Être expert du domaine, réaliser des travaux techniques pour solutionner des dossiers compliqués ou spécifiques (fiches financières, préparation des campagnes...) en substitution ou en appui des gestionnaires spécialisés RH polyvalents. Profil : expérience en paie confirmée.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques

Un emploi de gestionnaire administratif, (poste N°), au service ressources, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois adjoints administratifs et rédacteurs territoriaux. Description du poste : réaliser, sous l'autorité du chef de service, l'élaboration, la gestion et le suivi administratif des dossiers relatifs aux fonctions support relevant du champ d'actions du service ressources de la DGA commande publique et affaires juridiques, dans le respect des techniques, des règles et des procédures applicables aux domaines d'interventions, notamment en matière de ressources humaines. Profil : Niveau Bac minimum.

Un emploi de chef de service, (poste N°25916), à la direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des

attachés territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du Directeur et du Directeur adjoint, le chef du service. Encadrer, animer et organiser le service de contrôle juridique interne. Assurer la sécurité juridique des procédures de marchés. Formuler des recommandations aux opérationnels (acheteurs, conseillers juridiques, prescripteurs) afin de sécuriser les pratiques. Organiser et réaliser des formations internes en matière de commande publique. Développer et faire évoluer les outils et procédures à disposition pour réaliser le contrôle. Profil : Niveau Master II Droit des contrats publics et / ou Droit des collectivités territoriales et/ ou Droit public ou 10 ans d'expérience dans les marchés publics.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°17605), à la direction programmation et performance achats, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la définition et l'animation de la stratégie d'achats (atteinte des objectifs définis) de la filière, le pilotage de la démarche achats en mode projet pour la mise en place des marchés sur le périmètre des segments dont il/elle a la charge et le suivi des achats et des besoins issus des recensements de besoins des remontées d'information des directions. Profil : Diplôme de commerce ou niveau Master II droit des contrats publics ou des affaires ou école d'ingénieur.

Un emploi de chef de service, (poste N°25917), à la direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du Directeur et du Directeur adjoint, le chef du service pilote l'activité du service commissions et gestion des marchés publics. Piloter les activités des gestionnaires marchés et gérer les Commissions (CAO, CDSP CC etc.). Profil : Niveau Master II Droit des contrats publics et / ou Droit des collectivités territoriales et/ ou Droit public ou 10 ans d'expérience dans les marchés publics.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25923), à la direction programmation et performance achats, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux. Description du poste : assurer la définition et l'animation de la stratégie d'achats (atteinte des objectifs définis) de la filière, le pilotage de la démarche achats en mode projet pour la mise en place des marchés sur le périmètre des segments dont il/elle a la charge et le suivi des achats et des besoins issus des recensements de besoin des remontées d'informations des directions .Profil : Diplôme supérieur de commerce/niveau Master II Droit des contrats publics ou des affaires/Ecole d'ingénieur.

Un emploi de directeur adjoint, (poste N°25921), à la direction Juridique schémas grands projets et contentieux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description

du poste : participer au management et à l'encadrement des services qui sont rattachés à la direction ; piloter, coordonner et superviser l'ensemble de leurs missions et de leurs activités, ainsi que le traitement et le suivi des dossiers sensibles et complexes de l'établissement qui relèvent du champ d'intervention de la direction afin d'aider à la définition des orientations stratégiques et à la prise de décision. Le directeur adjoint intervient plus particulièrement pour assurer l'assistance et le conseil juridique pour l'organisation des transferts des compétences en matière d'eau et d'assainissement ; ainsi que pour l'activité des services publics en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets, ainsi que le pilotage, le contrôle, l'assistance et le conseil en matière de gestion des contentieux de l'établissement. Fonctions de Responsable Territorial pour le traitement des questions juridiques et des contentieux du Territoire Marseille Provence. Profil : diplôme supérieur en droit et contentieux.

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°25920), à la direction institutionnelle et juridique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion et le suivi des subventions versées de droit commun et apporter un conseil juridique sur le droit des associations.

Pour le Territoire du Pays Salonais

• Pôle Développement Urbain

Un emploi de directeur, (poste N°25651) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité directe du directeur de pôle développement urbain, assure la conduite des projets relevant de la politique de la ville et anime le développement d'actions à vocation sociale au sein du territoire en lien avec les partenaires institutionnels et les services centraux métropolitains. Profil : Bac +3.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25652) à la direction aménagement du territoire, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité directe de la directrice aménagement du territoire, assurer le rôle de guichet unique et facilitateur des projets structurants du territoire : Piloter les projets d'aménagement et de développement d'équipements structurants pour le territoire. Animer les partenariats institutionnels : mise en place des accords, suivi stratégique, analyse de la performance. Analyser des différents montages juridiques et financiers en lien avec le référent juridique du pôle. Rôle de coordination et de facilitateur de projets avec les services des droits des sols et de la planification. Suivi administratif, technique et financier des opérations. Suivi de l'évolution des financements de l'aménagement. Suivi du respect des engagements et du bon déroulement

des travaux. Rédaction, contrôle, gestion et suivi des marchés publics en collaboration avec la cellule ressources. Préparation et participation aux réunions : ordre du jour, rapport de séance, documents annexes, diffusion des documents. Profil : Bac +5.

- **Pôle Eau et Assainissement**

Un emploi de responsable de division, (poste N°25671) à la direction eau et assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Piloter les contrats de DSP Eau potable et Assainissement collectif (Suivi technique, financier, évolution contractuelle). Profil niveau Bac minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25986) à la direction eau et assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Responsable de la division avec encadrement de Techniciens Territoriaux. Conduire les opérations d'infrastructures et de superstructures sur le territoire du Pays Salonais, participer au suivi des contrats de DSP AEP et EU. Elaborer les dossiers de consultation pour les entreprises : MAPA, conventions, Appels d'Offres, Conception-Réalisation. Monter les dossiers de programmes pour consultation de Maître d'œuvre, de Contrôle Technique et de CSPS. Assurer la programmation des opérations de travaux de réseaux. Assurer la coordination avec les chantiers Voirie (communes, CD13). Elaboration des budgets investissements réseaux et patrimoine d'eau potable et d'assainissement et participation à la vérification des situations (suivi financier). Rédiger les courriers techniques : réponses aux administrés, aux responsables de communes. (DST et DGS), aux administrations. Apport technique sur les dossiers de demandes de subventions. Participation au montage des groupements de commandes. Desserte réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'instruction des PC. Assurer l'intérim de la direction en cas de besoin en lien avec les autres responsables de division. Participer à l'élaboration des différentes étapes budgétaires de la Direction. Participer aux groupes de travail Métropolitain. Profil Bac+5.

- **Pôle Développement Economique et Equipements**

Un emploi de gestionnaire administratif, (poste N°25987) à la direction de l'économie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Gestion administratives des acquisitions ou ventes de terrains. Gestion des subventions. Gestion budgétaire du Service. Bac+ minimum.

Un emploi de chargé de gestion administrative, (poste N°25435) au pôle développement économique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion dans le cadre du dispositif

Lab'emploi au sein du Conseil de Territoire du Pays Salonais. Profil ; Bac minimum.

- **Pôle Sports**

Un emploi d'agent d'entretien, (poste N°26043) à la direction économie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Entretien de l'établissement sur le plan hygiène et propreté.

Deux emplois de maître-nageur sauveteur, (postes N°18912 et N°18898) à la direction des piscines, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. Description du poste : Surveillance des bassins et sécurité des usagers. Profil : : Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS natation) ou Brevet d'Éducateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN), recyclage annuel PSE1.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux

Un emploi de chargé de gestion administrative, (poste N°25399) à la direction ressources, service finances et marchés, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service Finances Marchés dans l'élaboration du cadre de gestion de la DGA et dans l'exercice de ses compétences, notamment dans les domaines juridique, financier et budgétaire.

Un emploi d'agent logistique, (poste N°25990) à la direction ressources, service affaires générales, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le transport de documents en interne et externe.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25397) à la direction des moyens généraux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service Moyens Généraux et Logistique dans le domaine de la gestion des aménagements nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des Directions (mobilier, déménagement ...).

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information

Un emploi de chef de service, (poste N°25979) à la direction des services supports, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Piloter le centre de services métropolitain intégrant les processus métiers dans la gestion des services IT. Le centre de services comprend un Help Desk (CATI) étendu à toutes les demandes concernant la gestion des services IT. Il délivre également une offre de service d'outils pédagogiques numériques. Il traite la communication en direction

des utilisateurs clients de la DGAINSI. Piloter la relation entre le centre de services et les directions de la DGA INSI. Manager les équipes du service et proposer les axes de développement des compétences du service. Organiser et mettre en œuvre les orientations et axes validés par la direction. Formaliser les processus métiers du service, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité du service. Profil : Bac+5 informatique.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°25984) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint et du Directeur Général Adjoint Délégué, le/la chargé(e) de mission apporte un appui à la ligne managériale dans la déclinaison des actions et de leurs impacts dans le périmètre et la mission de la DGA : - contribue à la mise en œuvre dans les directions des objectifs stratégiques et opérationnels définis pour la DGA, - contribue à l'identification et à la mise en place des leviers d'amélioration ou d'optimisation de la performance, de l'organisation et de la délivrance des prestations de services de la DGA, - apporte un appui à la ligne managériale dans l'accompagnement des managers et des équipes pour faciliter le déploiement et l'intégration des évolutions stratégiques, opérationnelles et organisationnelles. Profil : Bac+5 informatique.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25989) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Manager une équipe de collaborateurs sur un territoire géographique défini. Gérer les projets liés aux missions du service. Assurer la gestion du Service en termes de lancement et exécution des appels d'offre, de commandes, de suivi de la facturation. Définir l'architecture de télécommunications. Gérer les infrastructures de télécommunication de la collectivité. Garantir le bon fonctionnement et la fiabilité du réseau téléphonique de la collectivité. Participer au bon fonctionnement du système d'information en garantissant le maintien des différents outils, des logiciels systèmes et infrastructures de communications. Profil : Bac+2 informatique.

Un emploi de chef de mission, (poste N°25988) à la direction des études et du développement des SI, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la cohérence du système d'information dans le domaine des Ressources Humaines et des Elus/Assemblées. Organiser et garantir la planification des projets relevant de sa mission au regard des ressources et des plans de charges arbitrés. Contribuer à la modernisation des moyens

techniques et veiller à la nécessaire conduite du changement que les évolutions des politiques fonctionnelles et technologiques induisent. Garantir la qualité et la continuité de fonctionnement des systèmes d'information de sa mission dans un environnement complexe et évolutif, tant en termes de besoins fonctionnels, que de sécurité et d'évolution technologique. Manager les ressources humaines avec le souci de garantir la cohérence d'action et la compétence optimale des personnels au regard des missions qui leur sont confiées. Profil : Bac+5 informatique.

Un emploi de conseiller technique, (poste N°25978), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef territoriaux. Description du poste : Sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint, le/la Conseiller Technique apporte un appui à la ligne managériale dans la déclinaison des actions et de leurs impacts dans le périmètre et la mission de la DGA : contribuer à la mise en œuvre des objectifs stratégiques et opérationnels définis pour la DGA, contribuer à la définition du projet de direction, à sa déclinaison et son suivi, contribuer à l'identification et à la mise en place des leviers d'amélioration ou d'optimisation de la performance, de l'organisation et de la délivrance des prestations de services de la DGA, apporter un appui à la ligne managériale dans l'accompagnement des managers et des équipes pour faciliter le déploiement et l'intégration des évolutions stratégiques, opérationnelles et organisationnelles, gérer et entretenir la relation avec l'ensemble des maîtrises d'ouvrage (DGS, DGS-T, DGA), réaliser la veille de l'Etat de l'art, les synthèses, réaliser et formaliser les résultats d'évaluation et de diagnostic. Profil : Bac + 5+ Spécialité informatique.

Un emploi de directeur, (poste N°25982) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Manager, piloter et encadrer les équipes de la direction. Coordonner l'activité des services placés sous l'autorité de la direction. Proposer les axes stratégiques de développement des compétences de la direction et les soumettre à la validation du comité de direction générale. Organiser et mettre en œuvre les orientations et axes validés par le comité de direction générale. Formaliser les processus métiers de la direction, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité de la direction. Profil : BAC+3 à +5.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25966) à la direction des études et du développement des SI, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service : assister la maîtrise d'ouvrage opérationnelle,

conduire des projets d'informatisation, organiser le maintien en condition opérationnelles des applications, produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation. Profil : Bac+5.

Un emploi de chef de projets, (poste N°25991) à la direction développement numérique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Recherche et collecte les données publiques dans les services. Identifier et qualifier la donnée collectée puis prépare la fiche de validation pour publication. Administrer les habilitations de dépôt, d'accès à la plateforme. Profil : Bac +3 à + 5 dans le secteur IT / architecture réseau, serveur base de données.

Un emploi de chargé de gestion technique, (poste N°26935) à la direction développement numérique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer, en lien avec les opérateurs pour la programmation et le suivi des déploiements Très Haut Débit. Réceptionner, enregistrer, instruire et suivre les demandes opérateurs (dossiers d'études préalables). Profil : Bac +2 minimum.

Article 3 : Recrutement dans le cadre d'accroissements temporaires d'activité

En raison de l'accroissement de l'activité de certains services, sont approuvées les créations des emplois non permanents ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 I 1° de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont créés à temps complet.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emplois précisé pour chaque poste.

Pour le territoire du Pays d'Aix

- **Pôle Environnement**

Un emploi d'agent de gestion, à la direction stratégie environnementale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Pour le Territoire du Pays d'Aix : 60 % du poste : Exécution des tâches administratives liées au fonctionnement de la Direction des Risques. Exécution des tâches administratives liées au fonctionnement du Pôle Environnement. Pour la métropole : 40 % du poste : Exécution des tâches administratives liées au fonctionnement du Service Prévention des Risques. Exécution des tâches administratives liées au fonctionnement de la Direction Stratégie Environnementale.

Pour le Territoire du Pays Salonais

Cinq emplois d'adjoints techniques territoriaux

Article 4 : Création d'activité accessoire

- **Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence**

Dans le cadre d'une mission ponctuelle d'expertise et de conseil, est approuvée la création d'une activité accessoire de conseiller technique chargé des relations institutionnelles auprès de la Direction Générale des Services du territoire. Le montant des indemnités horaires sera plafonné par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent. Le temps d'intervention sera à hauteur de neuf heures hebdomadaires

- **Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysage, Espaces Naturels et Intérêt Métropolitain**

Dans le cadre de missions ponctuelles et de renfort en matière de conseil, d'expertise et d'accompagnement de projets, il est proposé la création d'une activité accessoire. Le montant des indemnités horaires sera plafonné par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent. Le temps d'intervention sera d'environ dix-sept heures trente minutes hebdomadaires

Article 5 :

Est approuvé le principe d'accueil d'un doctorant en Conventions Industrielles de Formation par la Recherche, pour le Territoire d'Istres Ouest Provence - Pôle Culture et Sport

En application des dispositions des articles D1242-3 et des D1242-6, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'un doctorant dont le projet de thèse vise à Participer à la construction d'une nouvelle réflexion pour construire la médiation de demain pour le Centre d'art contemporain.

A l'écriture d'un nouveau projet d'établissement culturel et scientifique pour le Centre d'art contemporain, outre les fonctions classiques d'un Centre d'art comme lieu d'exposition, la volonté exprimée et validée est d'en faire un lieu largement ouvert à tous.

Aujourd'hui, la société change, évolue ainsi que les pratiques et les intérêts du public.

Le Centre d'art contemporain a besoin pour prendre ce virage d'avoir un regard neuf et réflexif, ouvert sur le monde qui l'entoure.

Du fait de sa durée de 3 années, le stagiaire CIFRE permettra d'élaborer et de mettre en place un projet conséquent sur le long terme.

Etudier l'effectivité des deux formes de médiation culturelle :

- la première étant soucieuse d'une transmission des connaissances diverses vis-à-vis de l'art comme des démarches artistiques singulières comme de l'histoire, parlons d'une contemplation et d'un médiateur passeur de cultures.
- la seconde est motivée par un développement des représentations culturelles du sujet parlons d'un bouleversement d'ordre esthétique, d'expérience concrète et d'une économie du corps. Parce que nous sommes tous différents penser médiation culturelle de l'art contemporain c'est d'abord considérer la multiplicité des manières de se saisir du paradigme de l'art contemporain.

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à ce doctorant une mission visant à participer à la construction d'une nouvelle réflexion pour construire la médiation de demain au sein de l'établissement et à former les médiateurs culturels vers cette évolution, via un contrat de 3 ans, sur la base de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984, dont la rémunération sera établie par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 6 :

Création d'un emploi permanent à temps non complet

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, est approuvé la création d'un emploi budgétaire, à temps complet à 50% d'un temps complet.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysage, Espaces Naturels et Intérêt Métropolitain

Un emploi de chargé de mission, (poste N°), à la direction patrimoine naturel et paysage, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : le chargé de mission aura pour mission : de formaliser une relation permanente de la Métropole avec l'Université et les laboratoires de manière à tout

à la fois faire profiter le territoire des dernières acquisitions de connaissances et études conduites par le monde de la recherche et faire de ces mêmes organismes des lieux de prospective au service des ambitions métropolitaines en matière d'environnement ; d'accompagner des projets de la métropole au regard des enjeux de l'environnement et de la biodiversité : en déclinaison du "manifeste" débattu le 31 juillet, procéder à une lecture de ces projets et les passer au filtre des enjeux biodiversité de manière à réaliser une inclusion écologique de l'aménagement des territoires, dans une logique relationnelle et partenariale au service d'action partagées ; de mettre en place une mission d'ambassadeur auprès des communes au service de la constitution d'atlas de la biodiversité déclinés de l'atlas métropolitain. Profil : Minimum Bac+3 ou expérience souhaitée dans le domaine.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 051-8321/20/CM

**■ Versement d'une prime exceptionnelle pour les agents métropolitains mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire prévu par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
MET 20/15324/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19, permet aux employeurs de l'Etat et des collectivités territoriales de verser une prime exceptionnelle aux personnels ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité des services publics.

En effet, en application de l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, les collectivités territoriales peuvent verser une prime exceptionnelle à ceux de leurs agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire.

Sont considérés comme particulièrement mobilisés au sens de l'article 1 du décret n°2020-570 du 14 mai 2020 précité, les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions

exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit, à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.
Le montant de cette prime est déterminé par l'employeur dans la limite d'un plafond fixé à 1000 euros.

Cette prime exceptionnelle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes.

La prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 susvisée.

La prime exceptionnelle n'est pas reconductible.

Pour les agents relevant de la fonction publique territoriale, les modalités d'attribution de la prime exceptionnelles sont définies par délibération de l'organe délibérant dans la limite du plafond de 1000 euros.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont déterminés par l'autorité territoriale, dans le cadre fixé par la présente délibération.

En conséquence, compte tenu de l'engagement exceptionnel des agents de la Métropole, il est proposé d'acter le principe du versement d'une prime exceptionnelle aux agents ayant dû faire face à un surcroît significatif d'activité, en présentiel ou en télétravail, pour faire face aux obligations de continuité de service public incombant à la Métropole, durant la période d'état d'urgence sanitaire

Dans ce cadre, sont éligibles à cette prime les agents fonctionnaires et contractuels de droit public. Cette prime exceptionnelle sera versée selon les modalités suivantes :

- pour les agents ayant exercé leurs fonctions en présentiel, cette prime s'élèvera à 35 euros par jour travaillé jusqu'au 19^{ème} jour et sera forfaitisée à 1000 euros à partir du 20ème jour,
- pour les agents en télétravail un forfait de 1000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations du fonctionnaire ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- La loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, et son article 11 ;
- La loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;
- Le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- L'avis du comité technique du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une prime exceptionnelle aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public mobilisés pendant la période d'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie COVID -19, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduisant à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail.

Article 2 :

Cette prime exceptionnelle sera versée selon les modalités suivantes :

- pour les agents ayant exercé leurs fonctions en présentiel, cette prime s'élèvera à 35 euros par jour travaillé jusqu'au 19^{ème} jour et

- sera forfaitisée 1000 euros à partir du 20ème jour,
- pour les agents en télétravail un forfait de 1000 euros.

Article 3 :

Cette prime exceptionnelle, non reconductible, exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales, fera l'objet d'un versement unique.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à fixer par arrêté le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes approuvés au sein de la présente délibération

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020, chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 052-8322/20/CM

■ Régime indemnitaire des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modificatif n°3 MET 20/15342/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le régime indemnitaire RIFSEEP applicable à l'ensemble des agents de la Métropole, modifiée ensuite par les délibérations FAG 014-28/03/19 CM du 28 mars 2019 et FAG 073-6380/19/CM du 20 juin 2019.

Considérant que le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale permet d'appliquer le RIFSEEP à certains cadres d'emplois (ingénieurs, directeurs des établissements d'enseignement artistiques, psychologues, conseillers des APS, techniciens, adjoints techniques des établissements d'enseignement) qui n'en bénéficiaient pas. Il convient donc de modifier en conséquence l'annexe 1 relative aux montants des plafonds par cadre d'emplois afin d'y intégrer ces cadres d'emplois désormais éligibles au RIFSEEP. L'intégration de ces cadres d'emplois est l'occasion de corriger certaines erreurs matérielles sans incidence sur la rémunération des agents appartenant aux cadres d'emplois concernés.

Considérant que l'annexe 2 qui liste les fonctions métropolitaines doit être corrigée afin de la mettre en

conformité avec les fonctions présentées au comité technique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,88, 111 et 136 ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;
- Le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale
- La délibération n° FAG 088-3107/17/CM du 14 décembre 2017 relative au régime indemnitaire transitoire applicable aux agents métropolitains accueillis dans le cadre des transferts de compétences ou tout agent affectés sur un poste défini à l'organe métropolitain, recruté en externe ou par voie de mobilité interne ;
- La délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP ;
- La délibération FAG 014-28/03/19 CM du 28 mars 2019, relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP – additif
- La délibération FAG 073-680/19/ CM du 20 juin 2019, relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP – additif 2
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier des articles de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 modifiée relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP ;
- Qu'il convient de compléter l'annexe 1 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP, pour intégrer les cadres d'emplois désormais éligibles au RIFSEEP ;
- Qu'il convient de modifier l'annexe 2 qui établit le tableau de hiérarchisation des groupes de fonction afin de procéder à une actualisation de ce dernier.

Délibère

Article 1 :

L'article 1 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP est modifié comme suit :

« Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué aux agents stagiaires et titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail).

Il est également appliqué aux agents contractuels de droit public de la collectivité à l'exception des saisonniers. »

Article 2 :

L'article 3 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP est modifié comme suit :

« Il est instauré une indemnité de fonctions et de sujétions et d'expertise (IFSE) ayant vocation à reconnaître l'ensemble du parcours professionnel de l'agent.

Cette IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau de technicité ou les sujétions auxquelles les agents sont soumis dans l'exercice de leurs missions.

Une classification des postes métropolitains a été effectuée afin de valoriser les fonctions de management et reconnaître les expertises nécessaires à chaque poste.

Des groupes de fonction ont ainsi été déterminés en s'appuyant sur les trois critères professionnels définis par le décret susvisé :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicités, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ainsi, chaque poste est rattaché à une fonction, elle-même rattachée à un groupe de fonction.

Chaque fonction permet ainsi de déterminer le montant socle minimum attribué à l'agent.

L'attribution individuelle d'IFSE est de la responsabilité de l'Autorité territoriale. Il en est de même de la modulation des montants, rendue nécessaire par la prise en considération de la situation de chaque agent.

Cette modulation se fait dans le respect des montants plafonds prévus pour chaque cadres d'emplois de référence retenu par l'Assemblée délibérante, en application des textes visés en préambule à la présente délibération et tel qu'établi en annexe 1 de la présente délibération. Les agents disposant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés.

L'attribution individuelle d'IFSE pourra donc être modulée en fonction des critères suivants :

1. Expériences professionnelles antérieures dans le privé et le public.
2. Nombre d'années d'expérience sur le poste et démonstration de l'expérience acquise.
3. Nombre d'années d'expérience dans le domaine d'activités.
4. Capacité de transmission des savoirs et des compétences.
5. Parcours de formation suivi, diplômes.
6. Approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation.
7. Approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures telles que la connaissance des risques, la maîtrise des circuits de décision.
8. Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis, par exemple la participation à un projet sensible et/ou stratégique induisant une exposition renforcée et prolongée pouvant être complétée à des sujétions particulières.
9. Sujétions particulières liées à l'exercice des missions dans des zones spécifiques

10. Contraintes professionnelles particulières »

Article 3 :

L'article 4 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP est modifié comme suit :

« Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE sera défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par le présent rapport. Ce versement est mensuel et fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement d'emploi ou de fonctions ;
- Tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emplois, suite à une promotion ou à la réussite à un concours ;

Le principe de réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique. »

Article 4 :

L'article 5 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP modifiée par la délibération du 20 juin 2019 est consolidé comme suit :

« En cas de congé maladie ordinaire, l'IFSE suivra la situation du traitement brut indiciaire.

Les agents en situation de Congé Longue Maladie, de Congé Longue Durée et de Congé Grave Maladie, ne percevront plus d'IFSE.

Dans les autres cas, l'IFSE est maintenue intégralement (pour maladie professionnelle, accident du trajet, congé pour invalidité temporaire imputable au service, congés annuels, congés de maternité ou pour adoption, congé paternité et d'accueil de l'enfant). »

Article 5 :

L'article 6 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP est modifié comme suit :

« Le régime indemnitaire ainsi mis en place est, par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Le RIFSEEP pourra, en revanche, être cumulé avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple des frais de déplacement)
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes et permanences...)
- L'indemnité pour travail dominical, de nuit et de jour férié
- La prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emplois fonctionnel,
- L'indemnité mensuelle dégressive de CSG ;
- L'indemnité compensatrice de CSG.

Cette liste est susceptible d'être modifiée et/ou complétée par l'autorité territoriale, du fait notamment des évolutions législatives et réglementaires. »

Article 6 :

L'article 7 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP est modifié comme suit :

« Sans création d'une prime nouvelle et en respect des plafonds délibérés pour chaque cadre d'emplois, il est instauré une thésaurisation annuelle de l'IFSE appelée « modulation annuelle du régime indemnitaire ».

Cette modulation du régime indemnitaire sera versée en novembre pour un montant global de 1860€ pour un temps complet exercée à temps plein. Il est proratisé selon le temps de travail de l'agent. Le montant est calculé selon une période de référence de 12 mois précédant le mois de versement.

La pondération du régime indemnitaire sera pleinement appliquée conformément à l'article 5 au 1/360°. »

Article 7 :

Sont approuvées les modifications de l'annexe 1 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP modifiée telle que suit :

Annexe 1 : Montants plafonds annuels par cadres d'emplois

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux						
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
APG1	Emplois de Direction générale	57 120€	42 840€	10 080€	67 200€	52 920€
APG2	Emplois de Direction Management supérieur	49 980€	37 490€	8 820€	58 800€	46 310€
APG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	46 920€	35 190€	8 280€	55 200€	43 470€

Cadre d'emplois des médecins territoriaux				
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
APG1	Emplois de direction générale	43180	7 620	50 800€
APG2	Emplois de direction Management supérieur	38250	6 750	45 000€
APG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	29495	5 205	34 700€

Cadre d'emplois des administrateurs				
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
APG1	Emplois de direction générale	49 980€	8 820€	58 800€
APG2	Emplois de direction Management supérieur	46 920€	8 280€	55 200€
APG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	42 330€	7 470€	49 800€

Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine						
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
APG1	Emplois de Direction générale	46 920€	25 810€	8 280€	55 200€	34 090€
APG2	Emplois de Direction Management supérieur	40 290€	22 160€	7 110€	47 400€	29 270€
APG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	34 450€	18 950€	6 080€	40 530€	25 030€

Cadre d'emplois des conservateurs des bibliothèques

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
APG1	Emplois de Direction générale	34 000€	6 000€	40 000€
APG2	Emplois de Direction Management supérieur	31 450€	5 550€	37 000€
APG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	29 750€	5 250€	35 000€

Cadre d'emplois des attachés, des ingénieurs, et des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
AG1	Emplois de Direction générale	36 210€	22 310€	6 390€	42 600€	28 700€
AG2	Emplois de Direction Management supérieur	32 130€	17 205€	5 670€	37 800€	22 875€
AG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	25 500€	14 320€	4 500€	30 000€	18 820€
AG4	Emplois à forte technicité Management intermédiaire	22 950€	13 660€	4 000€	26 950€	17 660€
AG5	Emplois à technicité ou de management de proximité	20 400€	11 160€	3 600€	24 000€	14 760€

Cadre d'emplois des conseillers sociaux-éducatifs, des psychologues et des conseillers des APS

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels réglementaires		Plafonds annuels réglementaires	Plafonds annuels réglementaires	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
AG1	Emplois de Direction générale	19 480€	19 480€	3 440€	22 920€	22 920€
AG2	Emplois de Direction Management supérieur	19 480€	19 480€	3 440€	22 920€	22 920€
AG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	19 480€	19 480€	3 440€	22 920€	22 920€
AG4	Emplois à forte technicité Management intermédiaire	17 390€	17 390€	3 000€	20 390€	20 390€
AG5	Emplois à technicité ou de management de proximité	15 300€	15 300€	2 700€	18 000€	18 000€

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
		Agents non logés		Agents non logés
AG1	Emplois de Direction générale	19 480€	3 440€	22 920€
AG2	Emplois de Direction Management supérieur	15 300€	2 700€	18 000€
AG3	Emplois à forte technicité et de management intermédiaire	15 300€	2 700€	18 000€
AG4	Emplois à forte à technicité	15 300€	2 700€	18 000€
AG5	Emplois à technicité ou management de proximité	15 300€	2 700€	18 000€

Cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et du cadre d'emplois des bibliothécaires

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
AG1	Emplois de Direction générale	29 750€	5 250€	35 000€
AG2	Emplois de Direction Management supérieur	27 200€	4 800€	32 000€
AG3	Emplois induisant une expertise rare sur le marché du travail. Management intermédiaire supérieur	25 500€	4 500€	30 000€
AG4	Emplois à forte technicité Management intermédiaire	22 950€	4 000€	26 950€
AG5	Emplois à technicité ou de management de proximité	20 400€	3 600€	24 000€

Cadre d'emplois des rédacteurs, des techniciens, des éducateurs des APS, des animateurs

Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
BG1	Emplois induisant la responsabilité d'un service ou expertise rare sur le marché du travail	17 480€	8 030€	2 380€	19 860€	10 410€
BG2	Emplois induisant une forte technicité et/ou management intermédiaire	16 015€	7 220€	2 185€	18 200€	9 405€
BG3	Emplois avec technicité	14 650€	6 670€	1 995€	16 645€	8 665€

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques				
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE	Montant du CIA	Montant global RIFSEEP
		Plafonds annuels	Plafonds annuels	Plafonds annuels
BG1	Emplois induisant la responsabilité d'un service ou expertise rare sur le marché du travail	16 720€	2 280€	19 000€
BG2	Emplois induisant une forte technicité et/ou management intermédiaire	14 960€	2 040€	17 000€
BG3	Emplois avec technicité	14 650€	1 995€	17 000€

Cadre d'emplois des agents de maîtrise						
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
CPG1	Emplois induisant une responsabilité d'encadrement et/ou de coordination Fonctions avec expertise	11 340€	7 090€	1 260€	12 600€	8 350€
CPG2	Emplois avec technicité Management de proximité	10 800€	6 750€	1 200€	12 000€	7 950€

Cadre d'emplois des adjoints administratifs, des adjoints techniques, des adjoints du patrimoine, des adjoints d'animation et des opérateurs des APS, adjoints techniques des établissements d'enseignement						
Groupes de fonction	Nomenclature	Montant de l'IFSE		Montant du CIA	Montant global RIFSEEP	
		Plafonds annuels		Plafonds annuels	Plafonds annuels	
		Agents non logés	Agents logés		Agents non logés	Agents logés
CG1	Emplois induisant une responsabilité d'encadrement et/ou de coordination Fonctions avec expertise	11 340€	7 090€	1 260€	12 600€	8 350€
CG2	Emplois avec technicité Management de proximité	10 800€	6 750€	1 200€	12 000€	7 950€

Article 8 :

Sont approuvées les modifications de l'annexe 2 à la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP modifiée telle que suit :

Annexe 2 : Fonctions métropolitaines selon le cadre d'emplois de l'agent en respect des groupes-fonctions définis en annexe 1

Pour les Catégories A+ correspondant aux Administrateurs, Ingénieurs en chef et conservateurs

Groupe fonction	Libellé de la fonction
APG1	Directeur général des services métropolitain
APG1	Directeur général adjoint métropolitain
APG1	DGS de conseil de territoire Directeur général des services délégué
APG2	Directeur général adjoint délégué
APG2	Directeur de pôle
APG2	Directeur
APG2	Conseiller technique
APG2	Directeur adjoint
APG3	Chef de service
APG3	Chef de mission
APG3	Chargé d'opérations
APG3	Chargé d'études
APG3	Chargé de mission
APG3	Chef de projets
APG3	Médecin
APG3	Autres fonctions A+

Pour les Catégories A correspondant notamment aux Attachés (toutes filières), ingénieurs

Groupe fonction	Libellé de la fonction
AG1	Directeur général adjoint métropolitain
AG1	DGS de conseil de territoire Directeur général des services délégué
AG2	Directeur général adjoint délégué
AG2	Directeur de pôle
AG2	Directeur
AG2	Conseiller technique
AG2	Directeur adjoint
AG3	Chef de service
AG3	Chef de mission
AG3	Responsable de division
AG3	Chargé d'opérations
AG3	Enseignants
AG3	Chargé d'études
AG3	Chargé de mission
AG3	Chef de projets
AG3	Responsable assistant social
AG4	Juriste
AG4	Assistant social
AG5	Psychologue
AG5	Autres fonctions A

Pour les catégories B correspondant notamment aux Rédacteurs, Techniciens

Groupe fonction	Libellé de la fonction
BG1	Chef de service (*)
BG1	Chargé d'opérations (*)
BG1	Responsable de division
BG1	Responsable de cellule
BG2	Chargé de gestion administrative
BG2	Chargé de gestion technique
BG2	Chargée de coordination de dossiers
BG3	Conducteur de travaux
BG3	Instructeur
BG3	Technicien réseaux eaux, assainissement
BG3	Gestionnaire spécialisé
BG3	Assistant manager
BG3	Maître-nageur-sauveteur
BG3	Infographiste
BG3	Dessinateur
BG3	Conseiller prévention
BG3	Photographe, vidéaste
BG3	Gestionnaire administratif
BG3	Gestionnaire technique
BG3	Gestionnaire culturel
BG3	Formateur
BG3	Autres fonctions B+

(*) Fonctions en voie d'extinction mais Pour les catégories C, Agents de maîtrise
sauvegardées pour agents actuellement en
fonction

Groupe fonction	Libellé de la fonction
CPG1	Chef de secteur
CPG1	Adjoint au chef de secteur
CPG1	Responsable technique
CPG2	Chef d'équipe
CPG2	Surveillant de travaux
CPG2	Autres fonctions C+

Pour les catégories C correspondant notamment aux adjoints administratifs, adjoints techniques

Groupe fonction	Libellé de la fonction
CG1	Responsable technique
CG1	Responsable administratif
CG1	Chef d'équipe
CG1	Assistant manager
CG1	Assistant de gestion spécialisé
CG2	Conducteur spécialisé

CG2	Mécanicien/électromécanicien
CG2	Agent technique qualifié
CG2	Assistant de direction
CG2	Agent portuaire
CG2	Animateur
CG2	Agent d'exploitation voirie réseaux divers
CG2	Agent de crémation
CG2	Agent de contrôle vidéosurveillance
CG2	Agent de magasin
CG2	ASVP éco-animateur
CG2	Ripeur conducteur d'engins
CG2	Ripeur / Agent de propreté
CG2	Agent de déchetterie
CG2	Agent d'intervention
CG2	Agent de maintenance
CG2	Agent d'accueil de caisse
CG2	Agent technique polyvalent
CG2	Agent de gestion
CG2	Chauffeur de direction
CG2	Accompagnateur
CG2	Agent de bibliothèque
CG2	Agent de logistique
CG2	Gardien
CG2	Agent d'entretien
CG2	Agent d'accueil
CG2	Autres fonctions C

Article 9 :

Les présentes dispositions prendront effet à la date du 1^{er} août 2020. Elles abrogent l'ensemble des primes de même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la collectivité, à l'exception de celles visées par le présent rapport comme étant cumulables avec le RIFSEEP.

Article 10 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole - Chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Stratégie et développement économique, entreprises, commerce, relance"

ECOR 001-8323/20/CM

■ Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix -
Approbation de la révision et de l'affectation des
opérations d'investissements - Pérennisation
patrimoine bâti du Technopôle de l'Arbois
MET 20/14575/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle gère actuellement la voirie de la ZAC du Petit Arbois et 14 bâtiments occupés par des entreprises et des laboratoires, soit environ 22 200 m² de locaux au sein d'une ZAC de 75 ha. Ce patrimoine comprend notamment 2 bâtiments classés en ERP : le FORUM (espace de conférence), le RESTAURANT INTER-ENTREPRISES. Sept autres bâtiments sont

mis à disposition de l'Université Aix-Marseille et du Département. Le programme pluriannuel de pérennisation de ce patrimoine doit être maintenu afin de conserver toute son attractivité et ainsi maintenir le niveau de service attendu aux entreprises hébergées.

En 2017, une enveloppe annuelle de 200 000 € avait été votée sur 3 ans, il convient donc de poursuivre aussi bien la rénovation lourde des bâtiments les plus anciens, l'amélioration du confort pour les usagers, l'optimisation énergétique, tout en anticipant à la reconfiguration des locaux qui pourraient être libérés par leurs occupants et le développement des espaces extérieurs à proximité des bâtiments, accès, cheminements piétons, espaces verts, d'agrement.

Il s'agit ici de mener une réflexion en continu afin de pérenniser et d'anticiper les désordres dus au vieillissement des installations (thermique, étanchéité, façades, menuiseries extérieures, reprise de sols et de peintures, etc.), la remise à niveau de certaines installations de chauffage/climatisation et d'accroissement des performances thermiques de certains bâtiments.

Mais aussi, la création de parkings motos et vélos, la réhabilitation des accès de certains bâtiments, la reprise de l'éclairage extérieur (installation de têtes d'éclairage à led.....).

- DI9045TT : Montant initial : 810 000€ révision : 270 000 € Coût après révision : 1 080 000€
- DI9045HT : Montant initial : 270 000 € révision : 480 000 € Coût après révision : 750 000€

Cette révision porte le montant de l'opération Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois autorisation de programme :
DI9045TT de 810 000 € T.T.C avant révision à 1 080 000 € T.T.C. et DI9045HT de 270 000 € H.T. avant révision à 750 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant Ouverture, modifications et affectations d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain, Territoire du Pays d'Aix pour l'opération DI9045HT ;
- La délibération n°FAG 056-4512/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant Approbation des révisions des opérations d'équipements Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'opération DI9045TT ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation des opérations d'investissements Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement :

- DI9045TT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C d'un montant de 270 000 euros T.T.C. portant le montant total de l'opération à 1.080.000 euros T.T.C.

- DI9045HT Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T. d'un montant de 480 000 euros H.T. portant le montant total de l'opération à 750.000 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9045TT - Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois T.T.C

Déjà financé : 356 122,72 € T.T.C

CP 2019 (DM2 compris) : 212 000 € T.T.C.

CP 2020 : 331 000 € T.T.C CP 2021 : 90 000 € T.T.C CP 2022 : 90 877,28 € T.T.C

DI9045HT- Pérennisation Patrimoine Bâti Arbois H.T.

Déjà financé : 149 961,76 € H.T.

CP 2019 (DM2 compris) : 60 000 € H.T.
CP 2020 : 220 000 € H.T. CP 2021 : 160 000 € H.T.
CP 2022 : 160 038,24 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 002-8324/20/CM

■ Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat MET 20/15138/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il s'agit d'une opération d'aménagement d'une ZAE sur l'ancien Puits de Mine Morandat à Gardanne. Ce projet a pour objectif d'aménager les 14 ha de l'ancien site minier et d'offrir plus de 50 lots de terrains à bâtir pour des entreprises innovantes. Cette opération a été concédée en 2008 par la Commune de Gardanne à la SEMAG. Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole se substitue à la Commune.

Suite au transfert de l'opération, il a été décidé d'augmenter la durée de la concession de 2 années supplémentaires, et d'ajuster les missions confiées au concessionnaire. Ainsi, dans le cadre de l'avenant n°5, délibéré au Bureau du 28 mai 2020, la durée de la concession est prolongée jusqu'en 2022 et la Métropole confie à l'aménageur la garde, la gestion et l'entretien des ouvrages relevant de sa compétence jusqu'à la clôture de l'opération. Cette mission complémentaire nécessite une augmentation du montant de la participation d'équilibre d'un montant de 96 000 €TTC jusqu'en 2022.

Pour ces raisons il convient d'augmenter le montant de l'opération d'investissement Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat de + 96 000 euros T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération de 1 612 991 euros TTC à 1 708 991 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° URB001-7104/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation de la création de l'opération d'investissement Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat et de son affectation ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI326 Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI326 Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat d'un montant de 96 000 euros T.T.C. portant le montant total de l'opération à 1 708 991 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI326 Opération d'aménagement Pôle Yvon Morandat
Déjà financé : 489 791 euros T.T.C
CP 2020 : 1 123 200 euros T.T.C. CP 2021 : 48 000 euros T.T.C
CP 2022 : 48 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 003-8325/20/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'Autorisation de Programme de l'opération de rénovation du centre de congrès Agora d'Aubagne MET 20/15181/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de lancer l'opération de rénovation du système de chauffage/climatisation/désenfumage du centre de Congrès Agora à Aubagne. Cette opération permet, d'une part, de mettre en conformité le système de désenfumage avec les normes de sécurité actuelles et, d'autre part, de moderniser le système de chauffage/climatisation obsolète, en privilégiant une production d'énergie économique. L'opération permettra ainsi d'assurer la sécurité et le confort des usagers et de tendre vers une diminution des coûts de fonctionnement du bâtiment par la mise en place de technologies économes en énergie. Une Autorisation de Programme (AP) a été ouverte à cette fin d'un montant de 755 000 €.

Le projet s'est déroulé en deux phases afin d'étaler les interventions, permettant le maintien en activité de la structure, par la réalisation des travaux principalement sur les périodes de fermeture du centre des congrès. La deuxième phase des travaux s'est déroulée sur l'exercice 2019/2020 et permet la finalisation de l'opération.

Lors de cette dernière phase, des tourelles d'extraction ont été mises en place en toiture pour assurer le désenfumage de la grande salle d'exposition. Lors de leur mise en service, deux d'entre elles ont été endommagées suite à une surtension due à une anomalie sur l'alimentation électrique centrale, anomalie indépendante du chantier. Il a alors été nécessaire de les remplacer, engendrant une dépense financière supplémentaire.

Cette difficulté induit une augmentation du montant des travaux et donc de l'enveloppe financière du projet.

L'incidence financière se décompose comme suit :

Montant initial de l'Autorisation de Programme : 755 000 euros TTC
Augmentation de la part affectée aux travaux : + 30 000 euros TTC
Nouveau montant de l'Autorisation de Programme : 785 000 euros TTC

L'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement de la rénovation du système de chauffage/climatisation/désenfumage du centre de Congrès Agora à Aubagne pour un montant de 30 000

euros porte ainsi le nouveau montant de l'opération à 785 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 035-2693/17/CM de création affectation de l'opération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et l'affectation de l'opération afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement de la rénovation du système de Chauffage/Climatisation/Désenfumage d'un montant de 30 000 euros TTC portant ainsi le montant total de l'opération à 785 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020 en dépenses d'investissement - Opération 2017403500 – chapitre 45 Nature 4581174035

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8326/20/CM

■ Participation de la Métropole aux appels à projets du programme européen de recherche et d'innovation " Horizon 2020 "

MET 20/15154/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Horizon 2020 est le programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne. C'est le successeur du 7ème programme-cadre de recherche et développement technologique (P.C.R.D.T.). Avec ce programme, l'Union européenne finance des projets résolument interdisciplinaires, susceptibles de répondre aux grands défis économiques et sociaux.

Horizon 2020 est doté de 79 milliards d'euros pour la période de 2014-2020, afin de soutenir les travaux des acteurs de la recherche et de l'innovation (collectivités territoriales, organismes, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, entreprises...). Horizon 2020 concentre ses financements sur la réalisation de trois priorités : l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux.

La priorité « Défis sociétaux » traite des principaux problèmes de société qui préoccupent la population en Europe et dans le monde. Elle consiste à mettre en œuvre une approche axée sur les défis à relever en mobilisant des ressources et des connaissances qui intègrent plusieurs domaines, technologies et disciplines scientifiques. Elle englobe toute la chaîne de l'innovation jusqu'aux dernières étapes avant la mise sur le marché - mais excluant celle-ci. Seront donc incluses les activités liées à l'innovation, telles que les projets pilotes, la démonstration, les bancs d'essai, le soutien aux procédures de passation de marché public et l'accompagnement vers la commercialisation des innovations.

Cette priorité est divisée en sept grands enjeux comme suit :

- La santé, l'évolution démographique et le bien-être ;
Les questions relatives à la vie saine et au vieillissement actif touchent pratiquement tous les secteurs de notre vie et de notre société. Le défi "la santé, l'évolution démographique et le bien-être" a

pour objectif de répondre aux attentes des citoyens de recevoir les meilleurs soins et la meilleure protection possible. Son objectif : améliorer la qualité de vie des citoyens européens de tous âges et préserver la viabilité économique des systèmes de santé et de protection sociale. Le défi santé s'oriente vers la prévention, la surveillance et le dépistage. La réussite des efforts pour un vieillissement actif passera par une détection rapide, une gestion, un traitement et une guérison des maladies, des handicaps ou des fragilités, qui s'appuie sur une compréhension des causes et un processus de mise en œuvre adapté. Enfin, il faut établir des liens étroits entre les recherches fondamentale, clinique, épidémiologique et socio-économique.

- Les défis européens en matière de bioéconomie ;
L'objectif est ici d'assurer un approvisionnement suffisant en produit alimentaires et autres produits d'origine biologique qui soient sûrs, sains et de haute qualité. Pour cela on développe des systèmes de production durables et économes en ressources primaires, les services écosystémiques connexes, la restauration de la diversité biologique, les chaînes de transformation et de commercialisation compétitives et économes en carbone. Cela permet d'accélérer la transition vers une bioéconomie européenne durable en réduisant le fossé qui sépare les nouvelles technologies de leur mise en œuvre. Les défis européens en matière de bioéconomie sont organisés en cinq grands domaines :

- Agriculture et foresterie durables :

- production et protection des ressources naturelles telles que l'eau, le sol ou la biodiversité dans une perspective européenne et mondiale ;
- augmentation des services écosystémiques dont la mitigation du changement climatique ;
- augmentation de la qualité et de la valeur des produits ;
- résilience de l'agriculture ;
- développement de l'économie rurale ;
- promotion de la consommation durable et verdissement urbain.

- Secteur agro-alimentaire durable et compétitif pour une alimentation sûre et saine :

- transformation, distribution et consommation durable des produits pour une alimentation sûre, saine et abordable ;
- prise en compte de la dimension culturelle de la qualité des aliments ;
- innovations pour la santé, la compétitivité, la réduction des additifs, des déchets et des émissions de gaz à effet de serre.

- Potentiel des ressources vivantes aquatiques à valoriser :

- gestion et exploitation durablement des mers, des océans et des eaux continentales en Europe, pour maximiser le bénéfice social et économique, la préservation de la biodiversité, le développement d'une aquaculture éco-responsable et les biotechnologies bleues innovantes.
- Bio-industries durables et compétitives :
 - bio-raffineries de seconde génération et au delà ;
 - optimisation de la conversion de la biomasse et des déchets ;
 - standardisation et les systèmes de certification ;
 - impacts et la société civile.
- Recherche marine et maritime interdisciplinaire et intersectorielle
 - développement du potentiel des mers, océans et eaux continentales au travers de toutes les gammes des industries marines ;
 - approche stratégique coordonnée, transversale à l'ensemble du programme Horizon 2020, y compris pour la mise en place des politiques européennes.

- Les énergies sûres, propres et efficaces ;

Le défi "énergies sûres, propres et efficaces" soutient de la recherche, du développement et de la démonstration dans le domaine de l'énergie (hors énergies fossiles et nucléaire). Le défi "énergies sûres, propres et efficaces" comporte sept volets clés :

- Réduire la consommation d'énergie et l'empreinte carbone en utilisant l'énergie de manière intelligente et durable ;
- S'approvisionner en électricité à faible coût et à faibles émissions de carbone ;
- Utiliser des combustibles de substitution et sources d'énergie mobiles ;
- Développer un réseau électrique européen unique et intelligent ;
- Posséder des connaissances et technologies nouvelles ;
- Solidité du processus décisionnel et implication du public ;
- Commercialiser les innovations énergétiques et impliquer davantage les marchés et les consommateurs.

- Les transports intelligents, verts et intégrés ;

Ce défi a pour objectif principal de répondre aux enjeux environnementaux et sociétaux auxquels l'Union européenne doit faire face en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'utilisation croissante des technologies de l'information, de l'amélioration de la sécurité des systèmes de transports et des véhicules et de la compétitivité des industries européennes du secteur, dans une optique d'accroissement des transports

intermodaux d'une part et de la compétition industrielle des pays émergents d'autre part. Des appels à projets sont lancés tous les ans. Pour le programme de travail 2018-2020, ils sont structurés d'une manière simplifiée, avec une complémentarité, un impact plus important et un nombre de sujets réduits :

- « *Mobility for Growth* » (MG) : Transport durable à faibles émissions de carbone ; Systèmes de transport sûrs, intégrés et résistants ; Leadership mondial et compétitivité ; Prise en compte des personnes ; Croissance bleue ;
- « *Automated Road Transport* » (ART) : numérisation et transformation de l'industrie et des services ;
- « *Green Vehicles* » (GV) financé par un partenariat pu-blic-privé très ciblé : avenir avec faibles émissions de carbone et résistant aux phénomènes climatiques.

- La lutte contre le changement climatique, l'utilisation efficace des ressources et les matières premières ;
Le temps des ressources abondantes et bon marché est révolu. Les matières premières et les ressources naturelles (eau, air, biodiversité, écosystèmes terrestres, aquatiques et marins) sont soumises à de fortes pressions. Le défi "climat, environnement, économie de ressources et matières premières" vise à concilier la croissance démographique mondiale et les limites de la planète en termes de ressources naturelles et d'équilibre des écosystèmes. L'économie verte, circulaire, à mettre en place doit permettre de découpler la croissance économique et l'usage des ressources (dont l'eau) qui se raréfient et se renchérissent. Les innovations, en particulier dans le domaine public, ont un rôle central à jouer.

Le programme de travail du défi "climat, environnement, économie de ressources et matières premières" soutient la production de connaissances nouvelles, le développement d'outils, de méthodes et de politiques, ainsi que le développement d'éco-innovations. L'eau et les déchets sont prioritaires en raison de leurs impacts environnementaux et leur contribution possible à la croissance verte. Le développement d'une économie pauvre en carbone, économe en ressources et en matière première constitue le troisième volet-clé de ce défi. En plus de ces appels à propositions, des activités liées aux thématiques « » climats, environnement, économie de ressources et matières premières » sont présentes dans les appels à propositions "Croissance Bleue : libérer le potentiel des océans" (défi Bioéconomie), "Efficacité énergétique" (défi énergie) et "Résilience aux catastrophes : protéger et sécuriser la société, y compris dans son adaptation aux changements climatiques" (défi sécurité).

- L'Europe dans un monde en évolution : des sociétés ouvertes à tous, innovantes et réflexives ;

Le défi "L'Europe dans un monde en évolution : sociétés inclusives, innovantes et réflexives" est structuré en trois grandes lignes :

- des sociétés inclusives ;
- des sociétés innovantes ;
- des sociétés réflexives - patrimoine culturel et identité européenne.

Le défi financera à la fois des projets de recherche, en particulier en sciences humaines et sociales, et des mesures transversales à Horizon 2020, notamment des activités visant à promouvoir une coopération cohérente et efficace avec les pays tiers.

- Des sociétés sûres pour protéger la liberté et la sécurité de l'Europe et de ses citoyens.

Le programme européen de recherche en matière de sécurité doit répondre à des besoins précis des utilisateurs finaux (police, gendarmerie, protection civile, opérateurs public et privés de réseaux et infrastructures critiques). Il soutient la recherche et le développement sur de nouveaux produits et systèmes susceptibles d'apporter des solutions aux différentes menaces auxquelles sont confrontées l'Union européenne et ses citoyens. Objectifs :

- lutter contre la criminalité, le trafic illicite et le terrorisme, y compris la compréhension et la lutte contre les idées et les croyances terroristes ;
- protéger et améliorer la résilience des infrastructures critiques, des chaînes d'approvisionnement et des modes de transport ;
- renforcer la sécurité par la gestion des frontières ;
- améliorer la cyber sécurité ;
- accroître la résilience de l'Europe aux crises et aux catastrophes ;
- assurer le respect de la vie privée et les libertés individuelles, y compris sur l'internet et l'amélioration de la compréhension juridique et éthique sociétale de tous les domaines de la sécurité, de la gestion des risques et du management ;
- améliorer la normalisation et l'interopérabilité des systèmes, y compris pour les situations d'urgence.

Ces menaces incluent les questions de cyber sécurité des réseaux et des infrastructures critiques dans des secteurs essentiels comme l'énergie, le transport, la santé, la finance et les télécommunications. Les questions de sécurité étant intimement liées aux questions d'éthique, de respect des droits et libertés individuelles, les projets technologiques font alors appels à des compétences juridiques, sociologiques et d'ergonomie. Environ 15% des activités menées dans ce programme sont réservées aux questions de sciences humaines et sociales.

Ce programme est mis en œuvre au travers de différents types de projets et d'actions de soutien :

- les projets capacitaires : projet de petite taille, visant au développement d'une technologie spécifique ;
- les projets d'intégration : projet de plus grande taille, visant à l'intégration de

différentes technologies existantes ou nouvelles ;

- les projets de démonstration : projet de taille variable, dans lequel une part importante de l'effort est porté sur le test in-situ des solutions développées selon des scénarios pré-établis ;
- les projets de validation pré-opérationnelle : projets portés par la demande publique dans lesquels des utilisateurs finaux publics définissent conjointement un ensemble de spécifications auxquelles devront répondre les acteurs de l'offre ;
- des actions de soutien et de coordination.

Dans la période actuelle de fin de programmation 2014-2020, et en lien avec l'installation de la nouvelle Commission européenne présidée par Madame Ursula Von Der Leyen, une dernière série de vingt appels à projets sera publiée en septembre 2020 pour un montant global de co-financement européen d'un milliard d'euros, dans la cadre du lancement de la nouvelle politique globale européenne du Pacte Vert (« Green Deal »).

Les appels à projets « Green Deal » porteront sur les thèmes suivants :

- Lutte contre le réchauffement climatique ;
- Neutralité carbone/Innovations sociales urbaines ;
- Innovation pour la résilience climatique ;
- Innovation pour le déploiement des énergies renouvelables/applications hydrogène ;
- Applications industrielles pour le développement des énergies renouvelables ;
- Lutte contre le changement climatique et baisse de la facture carbone ;
- Démonstrateurs de solutions systémiques pour le développement de l'économie circulaire ;
- Construction et rénovation de bâtiments économes en ressources et énergétiques ;
- Ports et aéroports propres contribuant à une mobilité intelligente ;
- Démonstrateurs de systèmes innovants pour une alimentation durable de la ferme à la fourchette ;
- Restauration de la biodiversité et des écosystèmes (eau, biomasse, nourriture, santé épidémie, climat) ;
- Innovation pour la lutte contre les pollutions, pour la protection de la santé, pour la préservation de l'environnement et des ressources naturelles (lutte contre les pollutions chimiques) ;
- Encadrement réglementaire des produits chimiques et des combinaisons pharmaceutiques/transparence ;
- Infrastructures de recherche pour relever le challenge du Pacte vert ;
- Développement de produits et services finaux pour les partenaires et les citoyens impliqués dans la régulation climatique ;

- Simulation numérique pour la sauvegarde des océans ;
- Développement des compétences et participation des citoyens au Pacte vert ;
- Changement/adaptation des comportements culturels et sociaux pour le Pacte vert ;
- Engagement, éducation et initiatives citoyennes, pour une contribution au Pacte vert ;
- Démonstrateurs de solutions pour l'énergie propre en Afrique et en Méditerranée.

Forte de son expérience sur trois candidatures présentées dans le passé, ainsi que du réseau de partenaires européens développé par le Service Europe et les Directions opérationnelles, la Métropole pourrait présenter une ou plusieurs candidatures pour des projets répondant aux priorités du Green Deal à déposer jusqu'en janvier 2021.

Le Green Deal étant l'initiative politique phare de la nouvelle Commission européenne, les appels de septembre 2020 vise à sélectionner des projets d'ampleur (15-20M€) produisant des résultats tangibles et visibles par tous à court terme (4 à 6 ans).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO O11-1785/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du programme européen d'innovation urbaine UIA ;
- Le règlement (UE) n°1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 (2014-2020) définit la structure, les grandes lignes et le budget d'Horizon 2020 ;
- La décision (UE) n°2013/743 du Conseil du 3 décembre 2013 établissant le programme

spécifique d'exécution du programme-cadre Horizon 2020 ;

- Le règlement (UE) n°1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre Horizon 2020 pour la recherche et l'innovation et les règles de diffusion des résultats et abrogeant le règlement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les défis sociétaux du programme européen de recherche et d'innovation « HORIZON 2020 » représentent un enjeu essentiel pour la Métropole ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de recherche et d'innovation est un outil de prospective territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets européens de recherche et d'innovation permet d'expérimenter des innovations issues de la recherche académique, et de capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet HORIZON 2020 représente une opportunité de financement supplémentaire pour les directions et services opérationnels métropolitains dont les activités ont un rapport avec l'un des défis sociétaux du programme mentionnés ci-dessus ;
- Que l'opportunité d'un projet HORIZON 2020 est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires...).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen de recherche et innovation « HORIZON 2020 », en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les déclarations de partenariat afin de répondre aux appels à projet du programme européen de recherche et d'innovation « HORIZON 2020 » et tout document y afférant pendant la période de programmation 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 002-8327/20/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Programme Smart Métropole"

MET 20/15561/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

La crise sanitaire et économique sans précédent que nous traversons a révélé l'impérieuse nécessité de miser sur l'innovation pour transformer nos modes de vie et répondre aux nouveaux défis sociétaux auxquels nous faisons face. Il s'agit de rendre nos territoires intelligents et résilients au travers de démarches vertueuses dites « Smart ». Celles-ci s'appuient sur toutes les formes d'innovation et notamment sur les technologies du digital. Outre l'impact sociétal et environnemental recherché, la démarche de Smart territoire dans laquelle la Métropole souhaite s'engager mobilisera les entreprises du territoire qui développent ces technologies innovantes et contribuera donc très directement au rebond économique de notre territoire.

Le « programme Smart Métropole » exposé dans le présent rapport a pour objectif d'initier une première phase de déploiement d'une démarche « smart » à l'échelle métropolitaine.

En matière d'attractivité et de qualité de vie, l'efficacité des services proposés par la Métropole aux usagers, citoyens comme entreprises, est en effet très étroitement liée à la définition et mise en œuvre d'une ville intelligente. De manière convenue, la « Smart City » vise en effet à améliorer le cadre de vie et les services proposés aux administrés d'un territoire

en tirant le meilleur parti du numérique, de l'internet des objets et de l'innovation.

A travers ses compétences, la Métropole opère des services publics et des infrastructures de réseaux directement perfectibles par les préceptes de la Smart City (réseaux de capteurs et internet des objets connectés) : mobilité, réseaux d'énergie et d'assainissement, aménagement, déchets, qualité de l'air et nuisances sonores et plus généralement l'ensemble des dispositifs et actions en matière de développement économique, social et culturel.

Sur le plan technologique, la ville intelligente repose sur des piliers numériques fondamentaux : les infrastructures (fibre, wifi, IOT), les données (Open et Smart Data) et enfin les services numériques finaux rendus aux usagers.

Sur le plan humain, la ville intelligente est étroitement liée aux concepts de participation citoyenne, de ville inclusive, de services centrés usagers ainsi que de recours aux méthodes Agile, à la co-construction et au design de services.

Sur le plan économique, la ville intelligente doit se faire par la mobilisation des grands groupes et l'accélération de l'écosystème de l'innovation numérique local, en s'affirmant comme un territoire d'expérimentation pour tester et déployer des solutions in-situ. Dans ce domaine, l'un des 10 objectifs prioritaires de l'agenda numérique ambitionne de « porter sur le territoire 20 projets par an en lien avec la Smart city et le développement des usages numériques ».

Sur le plan méthodologique, la ville intelligente devrait se construire par un recours accru à l'innovation ouverte, la commande publique de l'innovation, aux expérimentations et aux challenges permettant de renforcer le lien entre la collectivité, les entreprises et les citoyens.

Un projet contemporain de ville intelligente ne paraît également pertinent et acceptable que lorsqu'il s'opère au service du développement durable et de la transition énergétique.

Le recours au numérique doit ainsi être envisagé au regard de critères d'efficacité, de frugalité (optimisation budgétaire), de durabilité (empreinte écologique du numérique) et d'inclusion (fracture numérique). Les piliers du développement durable sont d'ailleurs régulièrement cités dans les différentes définitions de la Smart City.

Dans ce cadre, à l'instar de la plupart des grandes métropoles françaises, la Métropole souhaite évidemment se positionner sur le concept de « territoire intelligent » ou « Smart Métropole » pour en faire un axe stratégique de son développement.

Sur le plan stratégique, le programme objet du présent rapport répond directement à une partie des objectifs ciblés à la fois par l'Agenda du Développement Economique, l'Agenda Numérique et la politique achat de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Partant de ce constat il ne paraît toutefois ni opportun ni envisageable de programmer un projet permettant d'adresser les enjeux de la Smart City à l'échelle de l'ensemble du territoire et ses 92 communes, pas plus que de déployer des infrastructures numériques, des capteurs et des nouveaux services dans tous les domaines de compétences de la Métropole.

Le programme Smart Métropole 2020 – 2023 cible donc une première phase expérimentale de déploiement d'infrastructures numériques, de réseaux de capteurs et de services numériques dans le champ de la Smart City. Il est ainsi proposé de focaliser les actions et les dépenses budgétaires sur une partie du territoire, au sein de quelques communes pilotes et à travers la pré-industrialisation de premiers cas d'usages Smart City.

Cette première période de programmation, organisée autour d'un budget mesuré et réaliste devra permettre de dimensionner d'un point de vue technique et budgétaire une seconde génération de programme Smart Métropole assurant le passage à l'échelle métropolitaine dans tous ses domaines de compétences et sur l'ensemble du territoire. Cette seconde génération de programme ne pourra se faire qu'au regard des résultats obtenus et d'un bilan qualitatif et quantitatif tiré de l'expérimentation.

En matière d'emprise territoriale, il est proposé, à la fois pour des raisons de maîtrise de l'enveloppe budgétaire et conformément à l'approche itérative précitée, de travailler avec quatre communes pilotes. Ces communes pilotes seront identifiées en phase 1 du projet, au travers d'échanges avec les élus municipaux et les Directions générales des services, avec l'appui des Conseils de territoire concernés. Elles seront retenues au regard de leur expérience et de leur maturité en matière de Smart City, de leur adhésion au projet porté par la Métropole, ainsi que de leur volonté et capacité à porter des cas d'usages complémentaires et cohérents, dans leurs domaines de compétence propres.

En plus d'un socle de capteurs au service du monitoring urbain et environnemental (température, hygrométrie, bruit, pollution dont NoX, ozone et

particules fines...), les cas d'usage seront choisis dans le cadre d'ateliers participatifs, en concertation avec les Élus et les équipes techniques des communes et territoires concernés. Chaque cas exprimera les attendus des services métiers.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Disposer d'une première génération de capteurs, d'une infrastructure réseau IOT et d'une plateforme de données à l'échelle métropolitaine.
- Préfigurer l'industrialisation d'un programme Smart City et calibrer son passage à l'échelle métropolitaine.
- Améliorer les connaissances et capitaliser sur cette première phase de programme Smart City
- Produire et diffuser de l'information et des indicateurs à destination des décideurs de la Métropole, des communes et des citoyens.
- Diffuser des données numériques dans la plateforme métropolitaine.
- Organiser un réseau d'acteurs publics et privés en les fédérant autour du projet (Agents Smart City de la Métropole et des communes et clusters numériques).
- Mettre en œuvre une plateforme d'innovation visant à rapprocher l'offre et la demande et à diffuser des AMIs, appels à projets et challenges en lien avec la Smart City.
- Financer et organiser des Challenges Smart City dont les lauréats recevront une dotation pour expérimenter leurs solutions en lien avec les services métiers.

En matière d'actions et de services Smart City, les projets suivants seront mis en œuvre :

A/ Projet de préfiguration de la Smart Métropole	ACTION 1	Acquisition, déploiement et maintenance d'un réseau de capteurs Smart City.
	ACTION 2	Acquisition, déploiement et maintenance d'une infrastructure de connectivité IOT (Lora, 3-4-5G, multitechnologie...)
	ACTION 3	Acquisition ou location d'une plateforme IOT.
	ACTION 4	Création et agrégation des données, création d'indicateurs et de tableaux de bord pour les décideurs et le grand public valoriser sur les outils web et numériques de la Métropole.
B/ Projet plateforme d'innovation métropolitaine	ACTION 5	Location** d'une plateforme d'innovation visant à rapprocher l'offre et la demande en amont et en complément de la commande publique.
C/ Projet Challenges Smart Métropole	ACTION 6	Organisation et lancement de challenges Smart Métropole dans le cadre de la feuille de route afférente. Financement des premières expérimentations sous la forme de dotation aux lauréats.

- Durée globale: 2020 – 2023
- Démarrage prévisionnel juillet 2020.
- Coût global : 416 666 € HT / 500 000 € TTC en investissement.

Le budget ne concerne que le financement du projet A. Les projets B et C sont donnés à titre indicatif et mobiliseront la section de fonctionnement.

PROJET A/ Marché en investissement lancé fin 2020 et attribué début 2021.

PROJET B/ Marché en fonctionnement lancé et attribué en mai 2020.

PROJET C/ Challenges prenant la forme de subventions ou dotations en fonctionnement votées en 2020, 2021, 2022 et 2023 et adossés à un règlement de concours/challenges.

Projet	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	Total HT	Total TTC
A/ Projet de préfiguration de la Smart Métropole INVESTISSEMENT	0 €	150 000 € HT	150 000 € HT	116 666 € HT	416 666 € HT	500 000 € TTC
B/ Projet plateforme d'innovation métropolitaine FONCTIONNEMENT	25 000 € HT	15 000 € HT	0 €		40 000 € HT	48 000 € TTC
C/ Projets Challenges Smart Métropole FONCTIONNEMENT	25 000 € HT	100 000 € HT	100 000 € HT		225 000 € HT	270 000 € TTC

portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain.

En conséquence, l'opération d'investissement n° 2020001500 – Programme Smart Métropole doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Pour information, la Région sera amenée à se prononcer également sur l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant de 80 000 € sur l'action A/ Projet de préfiguration de la Smart Métropole. Des cofinancements complémentaires seront recherchés pour abonder au financement du programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mise en œuvre d'une première génération de programme Smart City est d'un intérêt majeur et répond à la volonté affirmée de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020001500 Programme Smart Métropole » d'un montant de 500 000 € TTC ;
- Qu'il sera proposé de mobiliser un budget de fonctionnement dédié au « programme Smart Métropole » à hauteur de 318 000 € TTC sur la période 2020-2023 ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020001500

« Programme Smart Métropole » d'un montant de 500 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération d'investissement n°2020001500 sont inscrits au budget principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - AP n°2020001500 - Natures 2188 et 2318 - Fonction 67- Sous-politique B370.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2021 : 150 000 euros HT / 180 000 euros TTC

Année 2022 : 150 000 euros HT / 180 000 euros TTC

Année 2023 : 116 666 euros HT / 140 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Mobilité durable"

MOB 001-8328/20/CM

■ Délibération cadre sur l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du covoiturage MET 20/15270/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est marqué depuis plusieurs années par une pollution atmosphérique importante notamment en matière de dioxyde d'azote.

Il fait partie des territoires cités, dans le jugement de la Cour de Justice de l'Union Européenne, le 24 octobre 2019, dans laquelle la France a été considérée comme manquant depuis le 1er janvier 2010 aux obligations lui incombant, au titre de l'article 13 de la directive de 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Une part importante de cette pollution provient du secteur du transport routier et plus particulièrement de l'usage individuel de la voiture, dit « autosolisme ».

Le développement de l'« autosolisme » est dû principalement au contexte territorial. Ce dernier est complexe : multipolaire, urbain, rural, avec des zones industrielles, commerciales, de loisirs, des campus universitaires....

Il amène à plusieurs constats sur le territoire.

- D'abord, l'engorgement des centres urbains mais également des principaux axes routiers et autoroutiers interurbains et le faible taux d'occupation des

véhicules réalisant des trajets pendulaires « domicile-travail ». En effet, on constate que 70% des déplacements domicile-travail sont réalisés en voiture.

- Ensuite, l'existence sur le territoire de zones peu denses et ne bénéficiant que d'une faible offre de transport en commun, créant ainsi un déséquilibre dans l'accès à la mobilité et un usage très majoritaire de la voiture dans ces zones.

- Enfin, bien que la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se soit améliorée depuis 2015, elle dépasse toujours les valeurs limites en matière de dioxydes d'azote. Ce dépassement est dû principalement au transport routier.

En ce sens, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe depuis plusieurs années une politique de mobilité plus vertueuse visant à réduire l'impact des mobilités sur la qualité de l'air.

L'agenda de la mobilité, voté en 2016, fixe notamment l'objectif de développer le covoiturage courte distance sur son territoire, objectif réaffirmé par le projet de PDU Métropolitain approuvé en décembre 2019. Ce dernier vise l'objectif de 20% de covoiturage à destination des zones d'activités soit environ 40 000 « covoitureurs » supplémentaires.

Avec la crise sanitaire, l'activité du transport public a été réduite. Les réticences face à l'usage des transports publics, et le maintien de l'objectif de distanciation sociale, font peser le risque d'un retour massif du véhicule individuel en ville (comme cela a pu être observé en Chine à la fin du confinement).

La Loi d'Orientation des Mobilités votée le 24 décembre 2019 porte création de l'article L.1231-1-1 du Code des Transports. Cet article énonce que désormais les autorités organisatrices de la mobilité, au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, sont compétentes pour « Organiser des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur ou contribuer au développement de ces usages ».

Les usages partagés des véhicules terrestres à moteur incluent notamment l'autopartage et le covoiturage.

Le covoiturage est défini à l'article L.3132-1 du Code des Transports comme étant « l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectués à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux ».

Bien que l'article L.1231-1-1 du Code des Transports donne compétence aux autorités organisatrices de la mobilité en matière de covoiturage, le champ d'action de leurs interventions est encadré par l'article L.1231-15 du même Code.

Ainsi, il existe trois domaines d'interventions des AOM dans ce domaine :

- Elles doivent établir un schéma des aires de covoiturage.
- Elles ont la possibilité de verser des allocations au conducteur ou aux passagers réalisant des trajets en covoiturage.
- Enfin, les AOM « En cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, [...] peuvent mettre à disposition du public des solutions de covoiturage pour faciliter la mise en relation de conducteurs et de passagers ».

Même si le domaine d'intervention des AOM est limité, la notion de « solutions de covoiturage » facilitant la mise en relation de conducteurs et de passagers permet de mettre en œuvre des actions variées. Les autorités organisatrices de la mobilité sont ainsi libres de choisir les solutions adaptées à leur territoire lorsque l'offre privée n'y répond pas, ou pas suffisamment.

Ainsi, malgré la présence de nombreuses plateformes d'initiative privée permettant la mise en relation des conducteurs avec des passagers sur le territoire de la métropole, force est de constater que le covoiturage courte distance, notamment dans le cadre des trajets domicile-travail, peine à se développer. En attestent notamment l'évolution constante du nombre de véhicule en circulation et le taux de motorisation des ménages, resté sensiblement le même entre 2006 et 2015 (78% des ménages possèdent au moins une voiture) et le taux de remplissage des véhicules (1.2 personnes par voiture).

Enfin, au regard des enjeux de la Métropole et de l'écoute des usagers (au travers de focus group), le développement du covoiturage ressort comme une attente importante.

A l'analyse des différents éléments présentés ci-dessus, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager une politique encourageant le covoiturage de courte distance, privilégiant les trajets domicile-travail et les trajets domicile études

Elle a ainsi articulé ses propositions en faveur du covoiturage autour de deux priorités : la massification des offres de covoiturage et la proposition d'actions systémiques.

Pour ce faire, trois grands axes sont priorisés :

Le covoiturage dynamique : La Métropole va développer sur le territoire une offre de covoiturage dynamique courte-distance Cette dernière est un mode de transport alternatif qui consiste à mettre en relation un conducteur non professionnel, qui propose une offre de covoiturage, avec des passagers potentiels afin d'effectuer un trajet ensemble, y compris sur une base occasionnelle.

Elle aura pour objectif de :

- Massifier l'offre de covoiturage A ce jour, les offres de covoiturage sont proposées par une pluralité peu lisibles d'acteurs nationaux ou locaux

- Développer une solution qui soit un complément à l'offre de transport en commun (rabattement vers des lignes de TC), respectant les mesures sanitaires requises et limitant « l'autosolisme » ;
- Inciter au covoiturage sur des trajets ciblés pour lesquels la collectivité ne peut pas proposer d'offre efficace en transport en commun en raison du coût trop élevé rapporté au nombre d'utilisateurs (zones peu dense) ;
- Piloter la politique de communication et d'incitation aux usagers tout en se basant notamment sur le relais des principaux employeurs publics ou privés présents sur le territoire dans le cadre des plans de mobilité d'entreprise ou interentreprises (PMIE) ;
- Apporter une réponse en cas de pic de pollution pour limiter l'usage de la voiture et offrir des solutions de déplacements alternatives.

Cette plateforme devra notamment :

- Proposer une garantie retour ;
- S'adapter au mieux au profil des utilisateurs et à leur parcours habituel ;
- Etre paramétrable et pouvoir intégrer un éventuel système d'incitation financière et non financière proposé par la Métropole ;
- S'interfacer in fine à la plateforme métropolitaine de mobilité servicielle (« mobility as a service ») en cours de construction. Dans ce cadre la Métropole devra pouvoir disposer des données collectées par l'opérateur de covoiturage notamment pour adapter sa communication et ses incitations aux différentes cibles ;
- Garantir un service respectant toutes les mesures sanitaires requises pour limiter la propagation du Covid19 ;

Dans ce but, la Métropole va conclure un marché de prestations de services pour proposer aux habitants de la Métropole une plateforme de mise en relation pour effectuer des trajets de covoiturage. Le marché sera conclu pour une année. Une évaluation en fin de contrat permettra de déterminer s'il y a lieu ou pas de poursuivre cette expérience.

Les infrastructures nécessaires pour développer le covoiturage :

- En complément de la mise en relation, le territoire doit se doter d'infrastructures dédiées au covoiturage. Elles permettront de rendre le covoiturage attractif en facilitant les trajets, en les rendant plus rapides, et plus directs.

La Métropole va élaborer un schéma de développement des aires de covoiturage. Il s'agira ainsi de proposer un maillage du territoire de petites surfaces de stationnement qui compteront entre 20 et 40 places et se situeront à proximité des grands axes routiers et au niveau des échangeurs autoroutiers. Ces aménagements seront réalisés en concertation avec les communes et les gestionnaires de réseaux viaires.

En parallèle, une signalétique propre aux aires de covoiturage sera mise en place. Ainsi, bien identifiables par les usagers, ces parkings permettront une connaissance et un usage renforcé.

Des réflexions sont en cours avec l'Etat et le Département sur l'ouverture de certaines voies dédiées aux transports collectifs sur autoroute et voie rapide aux véhicules dont le taux d'occupation est supérieur ou égal à 2, afin de favoriser le covoiturage.

L'accompagnement des habitants au changement : Afin d'encourager les habitants de la Métropole à privilégier les modes de déplacement les moins polluants, dont le covoiturage. Des actions de communication et d'accompagnement seront menées :

- Auprès du grand public ;
- Spécifiquement auprès des entreprises et des administrations en vue de mettre en place des actions de sensibilisation et d'incitation en direction de leurs salariés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (article L.220-1 et suivants du code de l'environnement) ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.
- La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- Le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air (modifiant notamment l'article R.221-1 du code de l'environnement) ;
- Le décret n° 2020-541 du 9 mai 2020 relatif au forfait mobilités durables.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le développement du covoiturage est à favoriser dans un objectif de diminution de la pollution atmosphérique sur le territoire métropolitain et de développement durable.
- L'engorgement des centres urbains mais également des principaux axes routiers et autoroutiers interurbains et le faible taux d'occupation des véhicules réalisant des trajets pendulaires « domicile-travail ».
- Que le développement du covoiturage passe par la mise en place d'actions qui forment un système.
- Que l'offre privée actuelle ne répond pas suffisamment aux besoins de covoiturage de la Métropole, notamment en terme de massification de l'offre.
- Que le covoiturage permet de proposer une offre de mobilité à une majorité d'habitants du territoire notamment ceux qui se déplacent à des horaires décalés, ceux qui vivent dans des lieux peu denses ou ceux qui trouveront grâce à ce service des trajets plus directs.
- Que la Métropole dispose au travers de ses outils de communication et de sa démarche marketing de la possibilité d'intégrer des offres de covoiturage à sa politique globale de mobilité et à ses différents outils en cours de construction.

Délibère

Article unique :

Le cadre d'action en faveur du covoiturage énoncé ci-dessus est approuvé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 002-8329/20/CM

■ Approbation du remboursement au prorata temporis des abonnements du réseau IRVE Emouv suite à l'arrêt du service Emouv MET 20/15271/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-

Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite «loi MAPTAM», la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce depuis le 1er janvier 2018 de plein droit la compétence «Création et entretien des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables» (IRVE) sur l'ensemble de son territoire.

La Ville d'Istres avait préalablement décidé le déploiement d'un réseau de bornes IRVE sur 18 sites appelé Emouv. Pour ce faire, la Ville d'Istres avait attribué un marché de déploiement, maintenance et supervision à la société SPIE CITY NETWORKS le 4 avril 2016 pour une durée de 4 ans (marché n°160-2016 « Fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables sur la commune d'Istres ») et approuvé une convention de mandat de gestion de perception des recettes du service pour la durée du marché.

Suite au transfert de la compétence IRVE par la commune de Istres en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le réseau de bornes Emouv a été transféré à la Métropole, tout comme le marché de maintenance et supervision assuré par SPIE CITY NETWORKS et le mandat de gestion de perception des recettes associé.

Le Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017 a alors délibéré (TRA 009-3247.17.CM) le maintien de la grille tarifaire appliquée. Cette grille comprend notamment une tarification assurée avec un forfait annuel à 180 € avec recharges illimitées incluses.

Une opération de migration de l'ensemble des bornes de recharge Emouv dans le réseau «larecharge» était programmée pour le 1er j avril 2020 avec un arrêt du service Emouv. Cette opération comprend l'arrêt nécessaire de l'ensemble des abonnements en cours au réseau Emouv.

Suite à la crise sanitaire, cette migration a été repoussée au 1er juillet 2020. Par application des dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas, pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le marché et la convention de mandat de gestion associée ont été prolongés par avenants au 03/07/2020.

Il est proposé au Conseil de la métropole d'approuver le remboursement au prorata temporis de l'ensemble des abonnements annuels à 180€ suite à l'arrêt du service Emouv sur le territoire de la ville d'Istres et sa reprise par le service «larecharge».

Le remboursement concerne 17 abonnés pour un montant total de 1 324,30 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération de la Ville d'Istres n°336/16 du 21 décembre 2016 portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau Emouv ;
- La délibération n°TRA009-3247/17/CM du Conseil de Métropole, en date du 14 décembre 2017, portant création de nouveaux tarifs et approbation du règlement intérieur – Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques Emouv est définitivement arrêté au 1er juillet 2020 pour être repris en gestion dans le cadre du réseau « larecharge ».
- Que le montant prorata temporis des abonnements perçus sur la période au-delà de l'arrêt du réseau Emouv peuvent être considérés comme des recettes encaissées à tort.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision de rembourser au prorata temporis l'ensemble des abonnements Emouv qui seront arrêtés le 1er juillet 2020 du fait de l'arrêt du réseau Emouv.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section de fonctionnement Chap 011 nature 6287.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 003-8330/20/CM

■ Approbation des nouveaux règlements intérieurs des parkings relais (P+R) métropolitains (hors Marseille réseau RTM) et des gares routières métropolitaines MET 20/15316/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 2016_CT292 du 8 décembre 2016, les règlements des gares routières, parkings relais et parcs relais vélo ont été modifiés pour être en conformité avec les dispositions légales et réglementaires visant à renforcer la lutte contre la fraude dans les transports collectifs de voyageurs.

Depuis 2016, de nouveaux sites ont été mis en service sur le territoire de la Métropole, et d'autres équipements seront livrés dans les mois et années à venir-

Afin d'harmoniser le mode de fonctionnement des nombreux parkings relais (P+R) métropolitains (hors Marseille réseau RTM), et gares routières métropolitaines, il convient d'actualiser et d'approuver un règlement cadre pour les P+R et un règlement cadre pour les gares routières métropolitaines.

Ils seront applicables au sein des sites actuels et à venir. Toutefois, pour plus de souplesse, toute spécificité inhérente au fonctionnement d'un équipement sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage sur place, et sur internet via le site www.lepilote.com .

Il est précisé les notions suivantes :

Les parkings relais dont la gestion est confiée par la Métropole à un opérateur, sont des espaces de stationnement permettant aux automobilistes de stationner leur véhicule pour gagner leur lieu de destination.

Les gares routières sont des bâtiments et un ouvrage public de voirie dédiés à l'accueil des lignes de bus et de cars. Toutes les entreprises de transport routier public de voyageurs autorisées à exploiter les lignes régulières de voyageurs desservant ou partant de la gare routière, peuvent utiliser les installations et services sous réserve d'y avoir été préalablement autorisées par le gestionnaire ou la Métropole.

Les véhicules de ligne type Services Librement Organisés (SLO), ainsi que les cars de substitution des transports ferroviaires, seront également autorisés en fonction de la planification des mises à quais. Cela requiert une autorisation préalable de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération 2016-CT2-292 du 8 décembre 2016 modifiant les règlements intérieurs des gares routières, parkings relais et parcs relais vélo.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'actualiser les règlements des parcs relais métropolitains (hors Marseille réseau RTM) et des gares routières métropolitaines.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement intérieur cadre applicable au sein des parcs relais métropolitains (hors Marseille réseau RTM). Toute spécificité concernant un équipement sera portée à la connaissance du public par affichage sur place.

Article 2 :

Est approuvé le règlement cadre applicable au sein des gares routières métropolitaines. Toute spécificité concernant un équipement sera portée à la connaissance du public par affichage sur place.

Article 3 :

Ces règlements intérieurs applicables au sein des parcs relais métropolitains (hors Marseille réseau RTM) et gares routières métropolitaines, se substituent aux règlements antérieurs. Ils entreront en vigueur au 1^{er} septembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8331/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille MET 20/15134/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La présente opération vise à réaliser la 2e phase de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, avec notamment un doublement des voies sur 4 km au niveau de Luynes, l'informatisation du plan des voies de la gare d'Aix-en-Provence et la suppression du passage à niveau du chemin de la Guiramande.

La révision de l'opération prend en compte la volonté des partenaires financiers du CPER (Etat, Région, Département, Métropole) de :

- Démontrer la faisabilité d'une électrification partielle de la ligne, et sa compatibilité avec le mode d'exploitation envisagé ;
- Proposer un chiffrage de l'opération ainsi qu'un rétro-planning de travaux permettant d'exploiter les opportunités de financement partiel du projet à travers les fonds européens FEDER.

Le montant total des études est de 1.5 M€, dont 286 818,00 € pour la Métropole soit 19,12 %.

L'étude doit commencer fin 2020 jusqu'en 2022. Les travaux de modernisation de la voie doivent s'achever en octobre 2021 comme convenu initialement. Les travaux se déroulent sous fermeture de la voie durant les mois d'été.

Cette nouvelle étude nécessite une augmentation du montant global de l'opération de 222 000 €. Cette révision porte ainsi le montant de l'opération TER Modernisation Aix Marseille autorisation de programme DI662AP2 à 29 636 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 041-2297/17CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant Ouverture, affectations, modifications et clôture d'AP/CP, Budget Principal Métropolitain, Fractionné Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 222 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI662AP2 TER modernisation Aix Marseille.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 222 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI662AP2 TER modernisation Aix Marseille.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI662AP2 TER modernisation Aix Marseille d'un montant de 222 000 euros T.T.C. portant ainsi le montant total de l'opération à 29 636 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement qui s'établit comme suit :

Déjà financé : 17 394 819,67 euros T.T.C
CP 2020 (BS compris) : 6 876 940 euros T.T.C.
CP 2021 : 4 863 696,30 euros T.T.C
CP 2022 : 499 563 euros T.T.C
CP non ventilé : 981.03 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8332/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aires et Parcs de Stationnement MET 20/15128/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière d'aires et parcs de stationnement.

Une opération d'investissement 2019302800 a été créée en 2019 pour un montant de 24 226 euros TTC enregistrée dans l'autorisation de programme 173060BP du programme 06 Urbanisme et Foncier de la Métropole.

Cette opération a pour but de mener des études préalables et la réalisation des travaux associés à l'exercice de cette compétence.

Compte tenu de l'avancée des réalisations, il est proposé de réviser et d'affecter cette opération pour un montant complémentaire de 24 226 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant total de 24 226 euros TTC de l'opération d'investissement 2019302800 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019302800 « Aires et Parcs de Stationnement » pour un montant de 24 226 euros TTC rattachée au programme 06 Urbanisme et foncier Code AP 173060BP. Le montant total de l'opération après révision est porté à 48 452 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'EST du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Mandaté sur exercices antérieurs : 15 439 euros TTC.

CP 2020 : 24 226 euros TTC.

CP 2021 : 8 787 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 006-8333/20/CM

■ Nouvelles modalités d'occupation et loi tarifaire des Pôles d'échanges et Parkings Relais (P+R) de la Métropole hors Marseille RTM MET 20/15314/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 001-5725/19 du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la gamme tarifaire pour l'ensemble des réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de simplifier et de fluidifier l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine, la Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun. Une harmonisation des conditions d'éligibilité aux produits tarifaires, et des types de produits, a été menée tout au long de l'année 2019. Cette harmonisation se poursuit en 2020 avec la mise en compatibilité des matériels et supports billettiques (cartes et billets sans contact).

Cette nouvelle gamme tarifaire permet de développer l'intermodalité en proposant une tarification combinée pour les usagers utilisant les P+R et les réseaux de transports publics.

Pour rappel, un parking relais est un parc public de stationnement qui permet à l'automobiliste de stationner son véhicule pour gagner son lieu de destination par les transports publics.

Aujourd'hui, l'attractivité des pôles d'échanges et P+R est bien réelle. Certains sites sont quotidiennement complets et certains ont un taux d'occupation proche des 100 %. Afin d'en optimiser l'usage dans l'intérêt général, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite revoir les modalités de stationnement et de tarification des P+R en vue d'en optimiser l'usage au profit de l'intermodalité tout en décourageant les utilisations abusives.

Nouvelles conditions de stationnement en P+R, tarification et droit d'accès.

Désormais, aucun stationnement supérieur à 7 jours consécutif ne sera admis (par défaut, une journée s'étend de 6H30 à 08H30 le lendemain). La Métropole se réservera le droit d'accepter des stationnements d'une durée supérieure selon les spécificités du parking.

Tout stationnement supérieur à 7 jours consécutifs, non autorisé par la Métropole ou le Gestionnaire du site, sera dorénavant sanctionné. Dans ce cas, le Gestionnaire appliquera une majoration tarifaire portant le montant de 10 €/jour pour tout dépassement, et de faire évacuer le véhicule en cas de stationnement abusif (c'est-à-dire supérieur à 30 jours sans autorisation).

Il est rappelé que l'abonnement ne donne pas droit à un emplacement défini mais à un droit d'entrée dans la limite des places disponibles et que l'abonnement mensuel ne garantit pas son renouvellement pour les mois suivants.

Dans l'annexe ci-jointe la nouvelle tarification applicable au 1^{er} septembre pour les réseaux :

1 – Tarification des P+R hors RTM avec le réseau Ciotabus.

Pas de tarifs antérieurs, la présente loi tarifaire entrera en vigueur à la fin des travaux pour les P+R (Ceyrestre – la Ciotat) et pour les P+R à venir.

Ticket journée parc relais

- 2,50 €
- 1.30 € pour les étudiants

Abonnement mensuel parc relais

- 30 €
- 15,00 € pour les étudiants

Abonnement annuel parc relais

- 300 €
- 150 € pour les étudiants

2 - Nouvelle tarifications des P+R actuel et à venir avec le réseau Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité au 1^{er} septembre 2020.

-Tarification ci-dessous applicable aux P+R suivants : Colonel Jean Pierre - Krypton - Les Hauts de Brunet – Malacrida - Plan d'Aillane - Route des Alpes

-Tarification non applicable aux P+R « gratuits » en libre accès : Arena/Trois Pigeons

- Concernant le P+R de Plan d'Aillane la tarification du P+R à la ligne 40 (TGV/Aéroport) est inchangée.

-Passage du « ticket journée P+R » de 2.20 € à 2.50 €

-Passage du « ticket étudiant journée P+R » de 1.10 € à 1.30 €

-Passage de « l'abonnement mensuel P+R » de 27 € à 30 €

-Passage de « l'abonnement étudiant mensuel P+R » de 13.50 € à 15 €

-Passage de « l'abonnement annuel P+R » de 270 € à 300 €

-Passage de « l'abonnement étudiant annuel P+R » de 130 € à 150 €

-Création d'un tarif « titre perdu » à 30€

-Création d'un tarif pour « dépassement de la durée de stationnement » (sans sortie du véhicule) à 10€/jour de dépassement

-Création d'un tarif pour « stationnement abusif » à 200 € forfaitaire au-delà de 30 jours consécutifs

3 - Nouvelle tarifications des P+R actuel et à venir avec le réseau Pays d'Aix Mobilité au 1^{er} septembre 2020.

-Tarification décrite ci-dessous est applicable aux P+R suivants : Gardanne SNCF (Nouveau)

-Tarification non applicable aux P+R en libre accès : Pertuis – Simiane – Trets

- Concernant le P+R de Plan d'Aillane la tarification du P+R à la ligne 40 (TGV/Aéroport) est inchangée.

-Passage du « ticket journée P+R » de 2.20 € à 2.50 €

-Passage du « ticket étudiant journée P+R » de 1.10 € à 1.30 €

-Passage de « l'abonnement mensuel P+R » de 27 € à 30 €

-Passage de « l'abonnement étudiant mensuel P+R » de 13.50 € à 15 €

-Passage de « l'abonnement annuel P+R » de 270 € à 300 €

-Passage de « l'abonnement étudiant annuel P+R » de 130 € à 150 €

-Création d'un tarif « titre perdu » à 30€

-Création d'un tarif pour « dépassement de la durée de stationnement » (sans sortie du véhicule) à 10€/jour de dépassement

-Création d'un tarif pour « stationnement abusif » à 200 € forfaitaire au-delà de 30 jours consécutifs

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les nouvelles modalités d'occupation et la loi tarifaire des pôles d'échanges et parkings relais métropolitain hors Marseille RTM à compter du 1^{er} septembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 007-8334/20/CM

■ Création d'un service public métropolitain de location longue durée de vélos et désignation de la Régie des Transports - RDT comme exploitant MET 20/15318/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé en juin 2019 un Plan Vélo Métropolitain. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce plan liste les actions de la Métropole pour la période 2019 – 2024 en matière de politique vélo. Il se décline en 3 axes et fixe le déploiement de 15 actions complémentaires à court, moyen et long terme sur l'ensemble du territoire métropolitain. L'une de ces actions porte sur l'offre de vélos en location longue durée.

Au titre de sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, le code des transports, à son article L. 1231-1-1, donne compétence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour « organiser des services relatifs aux mobilités actives définies à l'article L.1271-1 du Code

des Transports ou contribuer au développement de ces mobilités » et plus particulièrement, elle peut, en application de l'article L. 1231-16 du même Code, « En cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, [...] organiser un service public de location de bicyclettes »

Or sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les offres privées de location de vélos à assistance électriques longue durée sont inadaptées aux besoins de l'ensemble de la population. En effet si les tarifs et les produits proposés sont proches, les opérateurs privés ne proposent pas des solutions de tarifs solidaires. Or la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour rôle de promouvoir la mobilité active auprès de l'ensemble de la population et notamment les personnes qui ne pourraient pas accéder à cette offre via une offre privée. Comme pour les transports en commun, la tarification va être adaptée avec une offre réservée aux jeunes étudiants, une offre sénior et une offre pour les bénéficiaires des minimas sociaux.

Dès lors d'intervention de la puissance publique est légitime sur son territoire pour répondre à l'inadaptation de l'offre privée qui d'une part n'est que très peu représentée et d'autre part ne propose pas de tarification solidaire et combinée avec les offres de transports en commun. De plus, le contexte sanitaire et l'enjeu de proposer une offre de transports garantissant la distanciation sociale rend l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autant plus pertinente.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en développant ce service, a pour objectif d'offrir aux habitants du territoire métropolitain une offre de mobilité supplémentaire dans une logique de développement durable et de protection de la santé publique.

L'avantage de ce dispositif est de permettre à l'utilisateur d'essayer la mobilité à vélo, en particulier en vélo électrique, à travers une offre « tout compris » attractive et sans engagement. L'utilisateur peut ainsi explorer sans risque cette nouvelle offre de mobilité et passer par la suite à une acquisition de vélo personnel. Les expériences d'autres villes ayant mis en place un tel service montrent que c'est bien souvent le cas et donc que ce service est une incitation puissante à un report durable vers le vélo. Il contribue ainsi à limiter les émissions de polluants atmosphériques sur le territoire métropolitain conformément à nos objectifs nationaux et européens.

Ce service sera constitué d'une flotte de vélos à assistance électrique proposée à la location pour 12 mois avec possibilité de renouvellement une fois afin de faciliter le passage à l'acte. Le matériel mis à disposition aura une identité métropolitaine forte et sera suffisamment sécurisé pour se prémunir contre le vol. La tarification sera attractive et adaptée aux situations personnelles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence va ainsi constituer sa flotte de vélos à assistance électrique dès 2020. Le déploiement de l'offre sera progressif avec 1000 vélos en 2020 puis 2000 vélos mis en location dès début 2021. Les vélos à assistance électrique urbains constitueront l'offre principale mais ils seront complétés par des vélos électriques pliants facilitant l'intermodalité avec les transports en commun et par des vélos électriques « rallongés » spécifiquement destinés aux familles.

Afin d'organiser la mise en place de ce service dès le mois de septembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier son exploitation à la Régie Des Transports (RDT). La RDT aura ainsi notamment en charge : la commercialisation du service, comprenant la mise en place d'un interface web d'inscription, prise de rendez-vous et paiement par le client ; la distribution des vélos comprenant la prise de rendez-vous, l'état des lieux et la formation des usagers ; la maintenance de l'ensemble de la flotte durant la période de location ainsi qu'en fin de location ; la relation clientèle avec la mise en place d'une interface de gestion des réclamations et des renseignements des clients, en lien avec les services métropolitains ; l'encaissement des recettes liés à l'exploitation du service.

Le coût d'exploitation annuel est estimé à 740 000€ HT par an pour l'exploitation d'une flotte de 2000 vélos sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les recettes estimées s'élèvent à 650 000€ HT par an.

Le prix du service pour l'utilisateur sera de 39€ par mois pour un contrat de 12 mois avec paiement mensuel, 20€ par mois pour le tarif solidaire et 24€ par mois pour le tarif combiné Pass Annuel Intégral, Etudiants et Séniors.

La RDT devra remettre chaque année à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des rapports et documents comptables attestant du coût actualisé du service. Le coût de ce service sera pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers une actualisation du contrat d'obligation de service public la liant avec la RDT. Cet avenant interviendra à la fin de chaque année et ce pour la première fois en fin d'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le plan vélo métropolitain a été adopté au conseil métropolitain de juin 2019.
- Qu'il convient de faciliter aux métropolitains l'accès à une offre de mobilité diversifiée dans une logique de développement durable et de protection de la santé publique.
- Que le service de location longue durée de vélos a pour principal objectif d'encourager un report modal de la voiture vers les mobilités actives sur les trajets du quotidien.
- Que ce service permet de limiter les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre sur le territoire métropolitain et de poursuivre les objectifs nationaux et européens.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RDT sont liées par un contrat d'obligation de service public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'un service public de vélos en location longue durée sur son territoire.

Article 2:

La Régie des Transports RDT se voit confier l'ensemble de l'exploitation du service de vélos en location longue durée de la Métropole Aix-Marseille-Provence (commercialisation, distribution, maintenance, relation client, encaissement des recettes etc...).

Article 3 :

Un avenant à la convention d'obligation de service public précise les modalités techniques et financières de ce service du coût d'exploitation du service de location longue durée de vélos.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section de fonctionnement Chap 011 nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 008-8335/20/CM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Cadolive relative à l'organisation des transports scolaires MET 20/14861/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1231-1 du Code des Transports, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est l'autorité compétente pour organiser la mobilité sur son ressort territorial. A ce titre, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité elle détient la compétence d'organisation des transports scolaires.

Dans le cadre de cette organisation, elle peut déléguer à des autorités organisatrices de second rang (ou organisateurs locaux) tout ou partie de cette compétence, sur le fondement de l'article L.3111-9 du Code des Transports.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il a été adopté par délibération du Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, une convention d'autorité organisatrice de second rang type conclue entre la Métropole et chaque commune. Cette convention permet aux communes d'être les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport.

Sur ce fondement, la Métropole souhaite, sous sa responsabilité, confier à la commune de Cadolive la mise en œuvre du service de transport scolaire des élèves de maternelle et du primaire.

Avant même son intégration à l'ex-communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la commune de Cadolive offrait à ses administrés un service de proximité de transport scolaire.

Afin de pérenniser ce service, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cadolive conviennent que le transport des élèves sera effectué par la commune, avec ses propres moyens, ce qui permet de limiter la charge financière pesant in fine sur la Métropole, autorité compétente en matière de mobilité.

Les charges de ce service seront imputées au budget de la Commune mais la Métropole financera pour partie le service mis en place par la commune de Cadolive pour les élèves de classes maternelles et primaires à hauteur de 9842,52 € TTC pour l'année 2019, montant actualisé chaque année, correspondant à la subvention anciennement versée par le Conseil Général des Bouches du Rhône.

Pour cette raison, il est convenu de définir le cadre juridique et financier dans lequel la réalisation du service de transport scolaire est poursuivie par la commune sous la responsabilité de la métropole.

L'objet de la présente convention est de préciser le rôle respectif de la Métropole et de la commune concernant

- La définition du service de transport scolaire
- L'exécution du service de transport scolaire
- Les mesures de sécurité relative à la gestion du transport scolaire
- La relation avec les usagers
- Le financement du service de transport scolaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération du Conseil de Métropole N° TRA 001-3625 du 22 mars 2018, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'organisation du transport scolaire ci-annexée, entre la Métropole et la commune de Cadolive.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65 nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 009-8336/20/CM

**■ Approbation de la convention avec la commune de La Bouilladisse relative à l'organisation des transports scolaires
MET 20/15264/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1231-1 du Code des Transports, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est l'autorité compétente pour organiser la mobilité sur son ressort territorial. A ce titre, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité elle détient la compétence d'organisation des transports scolaires.

Dans le cadre de cette organisation, elle peut déléguer à des autorités organisatrices de second rang (ou organisateurs locaux) tout ou partie de cette compétence, sur le fondement de l'article L.3111-9 du Code des Transports.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il a été adopté par délibération n° TRA 001-3625/18/CM du Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, une convention d'autorité organisatrice de second rang type conclue entre la Métropole et chaque commune pour l'organisation des transports scolaires.

Cette convention permet aux communes d'être les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport.

Ce service de proximité, proposé à des élèves habitant à moins de 3 km de l'école, n'entre pas dans

le cadre des critères de prise en charge financière de la Métropole.

Afin de pérenniser ce service souhaité par la commune, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse conviennent que le transport des élèves sera effectué par la commune, avec ses propres moyens, sous la responsabilité de la Métropole,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération du Conseil de Métropole TRA 001-3625 du 22 mars 2018, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'organisation du transport scolaire ci-annexée, entre la Métropole et la commune de La Bouilladisse

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 010-8337/20/CM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Saint Savournin relative à l'organisation des transports scolaires
MET 20/15265/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1231-1 du Code des Transports, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est l'autorité compétente pour organiser la mobilité sur son ressort territorial. A ce titre, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité elle détient la compétence d'organisation des transports scolaires.

Dans le cadre de cette organisation, elle peut déléguer à des autorités organisatrices de second rang (ou organisateurs locaux) tout ou partie de cette compétence, sur le fondement de l'article L.3111-9 du code des transports.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il a été adopté par délibération n° TRA 001-3625/18/CM du Conseil Métropolitain en date du 22 mars 2018, une convention d'autorité organisatrice de second rang type conclue entre la Métropole et chaque commune pour l'organisation des transports scolaires.

Cette convention permet aux communes d'être les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport.

Afin de pérenniser ce service souhaité par la commune, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Savournin conviennent que le transport des élèves sera effectué par la commune, avec ses propres moyens, sous la responsabilité de la Métropole.

Ce service de proximité, proposé à des élèves habitant à moins de 3 km de l'école, n'entre pas dans le cadre des critères de prise en charge financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole N° TRA 001-3625 du 22 mars 2018, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, pour l'organisation du transport scolaire, entre la Métropole et la commune de Saint Savournin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 011-8338/20/CM

**■ Approbation d'un abattement exceptionnel sur la tarification des abonnements scolaires pour l'année scolaire 2020-2021
MET 20/15140/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Le 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a choisi d'harmoniser et de simplifier la tarification des transports scolaires afin de la rendre plus juste avec la création d'un véritable Pass Scolaire, fondée sur deux tarifs cibles annuels:

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau historique exploité par la RTM (Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes-les-Vallons), valable aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain,

- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence hors réseau RTM historique.

Plus que de simples abonnements aux transports scolaires, ces Pass constituent de véritables titres de libre circulation sur les réseaux Métropolitains, valables toute l'année (vacances scolaires comprises) et sur toutes les lignes.

Dans une logique d'évolution progressive à partir de la tarification héritée des anciens réseaux de transport, il a été retenu une convergence sur 4 années à compter de 2018.

L'année scolaire 2020-2021 est donc la dernière année de tarifs différenciés avant d'atteindre la tarification cible.

Pendant la période de confinement de deux mois environ liée à la crise sanitaire, marquée notamment par la fermeture des établissements scolaires, la Métropole Aix-Marseille Provence a interrompu la plupart des services de transports scolaires. C'est pourquoi, afin de ne pas pénaliser les familles, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite établir :

- un remboursement partiel (soit 2 douzièmes) du montant du pass scolaire Métropolitain combiné CAR13 +RTM applicable au tarif 2019/2020 payé par les familles après déduction des réductions appliquées le cas échéant. Il sera procédé au remboursement sur demande des familles.

- une réduction partielle (soit 20%) sur la tarification en vigueur pour la rentrée scolaire 2020-2021 dans le périmètre hors RTM ; en effet, le coût de traitement du remboursement serait supérieur au montant de ce remboursement lui-même

Il sera tenu compte de cette réduction dans le calcul de la contribution des communes et Conseils de Territoire qui souhaitent prendre en charge tout ou partie des abonnements scolaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération TRA 011-5990/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2019-2020 ;
- La délibération TRA 001-28/6/18 CM approuvant les tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est souhaitable de compenser aux usagers l'absence de service public de transport scolaire pendant la période de confinement lié à l'épidémie de COVID19.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé un remboursement partiel à hauteur de 2/12^{ème} du montant du pass scolaire Métropolitain combiné CAR13 + RTM applicable au tarif 2019-2020 payé par les familles, après déduction des réductions appliquées le cas échéant, pour les familles en faisant la demande.

Article 2 :

Est approuvée une réduction à titre exceptionnel de 20 % sur le tarif des abonnements scolaires applicables pour l'année scolaire 2020-2021 dans le périmètre hors RTM.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole : Section de Fonctionnement en recettes

: Chapitre 70 Nature 7061 – en Dépenses: Chapitre 011 Nature 6287.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 012-8339/20/CM

■ Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2020-2021

MET 20/15326/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de la compétence de transport interurbain et scolaire du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole est donc devenue sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier non urbain de personnes ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

75 000 élèves sont ainsi pris en charge par la Métropole.

Afin d'aller plus loin dans l'unification du réseau de transport métropolitain, il convient d'approuver un règlement unique des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2020/2021.

Le règlement a pour objet de définir :

- les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- les conditions de création et d'organisation des services spécialisés assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport des élèves ;
- les modalités d'inscription aux transports scolaires ;
- le rôle des différents acteurs (Métropole Aix-Marseille-Provence, Transporteurs, Organismes locaux) ;
- les règles pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves, à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés aux services de transport scolaire ;
- les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public ;
- le protocole sanitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2020-2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2020-2021 ci-annexé. Tout règlement scolaire précédent devient caduc.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole : Section de fonctionnement Chapitre 011 Nature 6287.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 013-8340/20/CM

■ Approbation du nouveau tarif unitaire pour la vente dématérialisée du "Leticket" sur le réseau RTM et du remboursement des abonnements annuels et mensuels sur la période avril et mai 2020

MET 20/15242/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

Dans le cadre de la pandémie de la Covid 19, et de la mise en place du confinement du 16 mars au 11 mai 2020 les transports en commun ont été très perturbés et les usagers invités à limiter leurs déplacements.

Dès lors, la Métropole a souhaité faire un geste commercial à destination des clients abonnés :

- en remboursant les mois d'avril et de mai pour les abonnements mensuels annuels, achetés sur les réseaux de la Métropole, à l'exception des abonnements scolaires n'incluant pas le réseau de la RTM

- en ne prélevant pas les mois d'avril et de mai des abonnements Pass Permanents (abonnements par prélèvement mensuels à tacite reconduction)

Par ailleurs, toujours dans le cadre de cette pandémie, la vente à bord dans les bus et cars de la Métropole a été suspendue le 23 mars 2020 et a été rétablie globalement début juin 2020. Cependant, la manipulation de la monnaie est un frein au redémarrage des ventes de titres pour des raisons sanitaires.

Pour la Métropole, le montant des recettes de ces ventes est non négligeable et représentait 18 M€ en 2019, et dont 5 M€ uniquement sur le réseau RTM.

Pour faire face à cette difficulté, la Métropole a mis en service une vente dématérialisée de titre unitaire sur téléphone mobile grâce à l'application mobile «lametropolemobilité».

Cependant, pour le réseau RTM ces produits «Leticket» ne permettent pas l'accès au métro car actuellement cette application mobile n'est pas encore compatible avec les portes de péage.

Il est donc proposé de créer un nouveau titre unitaire permettant d'utiliser uniquement le bus et le Tramway durant 60mns au tarif de 1,70€ TTC

Ce tarif s'appliquera au 1er août 2020.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 001-5725/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la pandémie et le confinement ont limité les déplacements des usagers ;
- Que cette situation n'a pas permis aux usagers abonnés d'utiliser leur titre de transport ;
- Que la pandémie a réduit la capacité de vente à bord des titres de transport ;

- Que la manipulation de la monnaie présente des inquiétudes pour les usagers et le personnel ;
- Que l'application de vente dématérialisée est mise en place depuis le 15 juin 2020 ;
- Que l'application de vente dématérialisée n'est pas compatible avec le contrôle d'accès des stations de métro.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le remboursement des abonnements annuels et mensuels, achetés sur les réseaux de la Métropole, à l'exception des abonnements scolaires n'incluant pas le réseau de la RTM, au prorata du nombre de jours de validité compris entre le 1er avril et le 31 mai.

De même, les prélèvements des mois d'avril et mai des abonnements Pass Permanents (abonnements par prélèvement mensuels à tacite reconduction) ne seront pas réalisés.

Article 2 :

Est approuvé le tarif de 1,70 euros TTC sur le réseau RTM pour un voyage sur les réseaux Bus et Tramway durant 60mns de correspondance applicables aux billets dématérialisés sur l'application «Leticket». La gamme tarifaire du Territoire Marseille-Provence annexée est mise à jour en conséquence.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole : Section de fonctionnement Chapitre 70 Nature 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 014-8341/20/CM

■ Budget annexe Transport - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique en vue du déploiement d'un service de location longue durée de vélos"

MET 20/15230/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Plan Vélo Métropolitain. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce dernier prévoit la mise en place d'un service de location longue durée de vélos.

Suite à la crise sanitaire du covid19 et aux enjeux de distanciation sociale qui en découlent, cette offre de service annoncée en 2021/2022 a été avancée pour une mise en place en septembre-octobre 2020. Le vélo est en effet dans ce contexte un outil de mobilité particulièrement positif susceptible de soulager les transports en commun tout en réduisant la congestion et la pollution routières.

L'objectif d'un tel service est de permettre aux métropolitains de tester facilement le vélo à assistance électrique utilisé seul ou en complémentarité avec les transports en commun pour leurs déplacements du quotidien.

Le service métropolitain de location longue durée sera lancé en septembre 2020. Le déploiement de l'offre sera progressif avec 1000 vélos en 2020 puis 2000 vélos mis en location dès 2021. L'offre sera principalement constituée de vélos à assistance électrique urbains, complétés par des vélos électriques pliants facilitant l'intermodalité avec les transports communs et par des vélos électriques rallongés spécifiquement destinés aux familles. Ce service sera exploité par le Régie des Transports RDT dans le cadre de la convention d'obligation de service public qui la lie à la Métropole.

La Métropole souhaite à cet effet acquérir une flotte de vélos à assistance électrique via une plateforme d'achat public.

Il convient donc de créer l'opération d'investissement n°2020001400 « Acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique en vue du déploiement d'un service de location longue durée de vélos », de 2 600 000 € HT soit 3 120 000€ TTC inscrite au budget annexe des Transports et enregistrée dans l'autorisation de programme n°200073TP du programme 07 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020001400 « Acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique en vue du déploiement d'un service de location longue durée de vélos » pour un montant total de 2 600 000€ HT ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020001400 « Acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique en vue du déploiement d'un service de location longue durée de vélos », inscrite au budget annexe Transport et rattachée au programme 07 Transports urbains exploitation code AP 200073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des Transports – section d'investissement – opération 2020001400 – nature 2158 – sous politique C360 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établissant comme suit :
CP 2020 : 1 300 000 euros HT
CP 2021 : 1 300 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 015-8342/20/CM

**■ Approbation des conditions générales d'utilisation du service de stationnement vélo sécurisé collectif métropolitain "l'abrivélo"
MET 20/15298/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Adopté le 20 juin 2019, la Plan vélo métropolitain pose l'objectif de doubler la part modale du vélo dans les déplacements du quotidien d'ici à 2024. Composé de 3 axes et de 15 actions, ce plan a notamment identifié comme action prioritaire la mise en place d'un service harmonisé à l'échelle métropolitain d'accès à un stationnement vélo sécurisé au niveau des pôles d'échanges métropolitains.

Ainsi la Métropole s'est dotée en 2020 d'un nouveau marché permettant de mettre à niveau l'ensemble des abris et espaces vélos sécurisés existants mais aussi

d'assurer le déploiement de l'offre avec une programmation de plus d'une soixantaine de nouveaux sites prévus entre 2020 et 2024.

Cette nouvelle offre de service dédiée à l'intermodalité va permettre à l'ensemble des métropolitains de trouver une offre de stationnement sécurisé au niveau des pôles d'échanges afin de pouvoir assurer la première ou la dernière partie de leur déplacement grâce à ce mode de transport actif.

Ces abris et espaces vélos sécurisés seront accessibles gratuitement à tous les détenteurs d'une carte de transport valable sur le territoire métropolitain sous réserve de souscription à l'offre «l'abrivélo».

Cette offre de service est prévue pour une mise en place officielle en septembre 2020. Elle nécessite pour cela l'approbation de nouvelles conditions générales d'utilisation venant abroger les règlements précédents qui étaient encore en vigueur sur les différents territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- L'ordonnance n° 2016-79 du 29 janvier 2016 relative aux gares routières et à la recodification des dispositions du code des transports relatifs à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières ;
- Le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le vote par le Conseil Métropolitain du plan vélo métropolitain le 20 juin 2019.
- La décision de mettre en place des actions du Plan Vélo Métropolitain.
- La nécessité de mettre en place rapidement des places de stationnement vélo sécurisés afin de soutenir ce mode de déplacement.

Délibère

Article 1 :

Les conditions générales d'utilisation du service de stationnement vélo sécurisé «l'abrivélo» de la Métropole Aix-Marseille Provence sont adoptées et remplacent les précédents règlements en vigueur sur le territoire pour cette même offre de service.

Article 2 :

Est approuvée la gratuité pour l'utilisation du service de stationnement vélo sécurisé «l'abrivélo» de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 016-8343/20/CM

■ Approbation des conditions générales d'utilisation du service de vélos en location longue durée et des tarifs

MET 20/15310/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Plan Vélo Métropolitain. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce dernier prévoit la mise en place d'un service de vélo en location longue durée.

Suite à la crise sanitaire du Covid19 et aux enjeux de distanciation sociale qui en découlent, cette offre de service annoncée en 2021/2022 a été avancée pour une mise en place en septembre 2020. Le vélo est en effet dans ce contexte un outil de mobilité particulièrement adapté.

L'objectif d'un tel service est de permettre aux métropolitains de tester facilement le vélo à assistance électrique utilisé seul ou en complémentarité avec les transports en commun pour les déplacements du quotidien.

Le service métropolitain de location longue durée sera lancé en septembre 2020. Le déploiement de l'offre sera progressif avec 1000 vélos en 2020 puis 2000 vélos mis en location dès 2021. Les vélos à

assistance électrique urbains constitueront l'offre principale mais ils seront complétés par des vélos électriques pliants destinés à l'intermodalité avec les transports communs et par des vélos rallongés électriques spécifiquement destinés aux familles.

Le prix du service pour l'utilisateur est détaillé en annexe 1. Il sera de 39€ par mois pour un contrat de 12 mois avec paiement mensuel, 20€ par mois pour le tarif solidaire et 24€ par mois pour le tarif combiné Pass Annuel Intégral, Etudiants et Séniors.

Ce service sera exploité par le Régie des Transports RDT dès le mois de septembre 2020.

Afin de permettre la mise en place d'un tel service il est nécessaire d'approuver ses conditions générales d'utilisation et sa grille tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le vote par le Conseil Métropolitain du plan vélo métropolitain le 20 juin 2019.
- La décision de mettre en place des actions du Plan Vélo Métropolitain.
- La compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont adoptés les tarifs du service de vélos en location longue durée de la Métropole Aix-Marseille Provence précisés en annexe 1.

Article 2 :

Sont adoptées les conditions générales d'utilisation du service de vélos en location longue durée de la Métropole Aix-Marseille Provence précisées en annexe 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 017-8344/20/CM

■ **Etat de Spécial Territoire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Transfert Temporaire de Mairie d'Ouvrage Carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol"**

MET 20/15162/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n° 2019400800, TTMO Carrefour des Lagets pour la participation à l'aménagement de cette nouvelle desserte de la Zac du Pujol, d'un montant de 250 000 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 194082BP du programme 08 2 Espace Public infrastructure de la Métropole doit être révisée pour un montant de 30 000 € TTC.

Le montant révisé de cette autorisation est justifié par la création d'un réseau d'éclairage public pour mettre en conformité l'éclairage des nouvelles infrastructures constituées du giratoire et de la nouvelle voie d'accès à la Zac ainsi que de l'extension de réseau d'assainissement qui n'était pas inclus dans les études préalables du Département des Bouches-du-Rhône dans son projet initial.

Cette révision porte le montant de l'opération N° 2019400800 de 250 000,00 € TTC avant révision à 280 000,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération VOI 006-6513/19/CM du 20 juin 2019 de création affectation de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019400800, TTMO Carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol, d'un montant de 30 000 euros TTC portant le montant total de l'opération à 280 000 euros. Programme 08 2 Espace Public infrastructure – Code AP 194082BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement et suivant :

CP 2020 : 250 000 euros TTC.

CP 2021 : 30 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 018-8345/20/CM

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'élargissement de la traverse Gibraltar à Marseille**
MET 20/15197/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence procèdent à l'élargissement de la traverse Gibraltar dans le 14^{ème} arrondissement.

Dans le cadre du développement d'un programme de construction d'habitats (98 logements) sur la propriété Bel-Air, il est nécessaire d'élargir et d'aménager la traverse Gibraltar afin d'améliorer la sécurité pour les circulations automobiles et piétonnes, notamment pour les élèves du collège Alexandre Dumas.

Le projet comprend la réalisation d'un mur de soutènement et le raccordement de la voie ainsi élargie à la rue du Docteur Léon Perrin.

L'opération n°2015117100 intitulée : « MARSEILLE – Elargissement de la traverse Gibraltar » a été créée par délibération n° VOI 002-1669/15/CC en date du 21 décembre 2015, pour un montant de 250 000 euros TTC. Elle a été réévaluée à 400 000 euros TTC par délibération n°VOI 032-741/16/CM en date du 30 juin 2016.

Par la suite, le périmètre de l'aménagement a évolué pour intégrer la totalité de la voie, doublant ainsi le coût de l'opération. Lors de l'exécution des travaux, il a été nécessaire d'effectuer des diagnostics et travaux complémentaires (cavités sous ouvrage à réaliser, amiante). Par ailleurs, il est apparu que le mur de soutènement situé à l'extrémité ouest de la voie, et non intégré dans l'opération initiale, menaçait ruine. Il convient donc de le reconstruire dans les meilleurs délais.

Le coût de ces prestations nécessite une réévaluation du montant de l'enveloppe financière.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 850 000 euros TTC (+ 450 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015 fixant le volume de l'autorisation de programme intitulée « Marseille – Elargissement de la traverse Gibraltar » ;
- La délibération VOI 032-741/16/CM du 30 juin 2016 modifiant le volume de l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'élargissement de la traverse Gibraltar à Marseille ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2015117100 intitulée «Marseille – Elargissement de la traverse Gibraltar » pour un montant de 450 000 euros portant le montant de l'opération de 400 000 euros TTC à 850 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 151141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants : Opération 2015117100 - Autorisation de Programme 141141BP.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de territoire CT1 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur : 5 996,80 euros TTC
CP 2019 : 72 988,55 euros TTC
CP 2020 : 510 000 euros TTC
Exercices suivants : 261 014,57 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 019-8346/20/CM

**■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 pour les kiosques et les terrasses installés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence
MET 20/15194/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service

public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 et portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19, les commerçants, tels que les kiosques n'ont pas pu accueillir de public depuis le 15 mars 2020 et, ce jusqu'à la date de déconfinement le 11 mai 2020. En outre, concernant les restaurateurs, ils n'ont pas pu accueillir de public depuis le 15 mars 2020 et, ce jusqu'au 2 juin 2020.

Ces commerces n'ayant pu exercer leur activité pendant des périodes différentes selon les thématiques, n'ont plus perçu de revenus.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer partiellement, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, les terrasses des établissements situés sur le pourtour du Vieux-Port de Marseille, et les commerçants restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de La Ciotat du 15 mars 2020 au 31 décembre 2020, ainsi que les kiosques, toutes activités confondues, situés sur la commune de Marseille pour une période équivalente à deux mois.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour ces professionnels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour l'année 2020 aux kiosquiers impactés par la situation sanitaire COVID 19, correspondante à la durée du confinement de deux mois,
- Qu'il est nécessaire d'apporter un soutien économique aux restaurateurs occupants les terrasses du front de mer de La Ciotat ainsi que les établissements du pourtour du Vieux Port de Marseille par une exonération allant jusqu'au 31 décembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, pour les terrasses des établissements situés sur le pourtour du Vieux-Port de Marseille, et les commerçants restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de La Ciotat, pour une période allant du 15 mars 2020 au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, pour les kiosques, toutes activités confondues, situés sur la commune de Marseille, et pour une période équivalente à deux mois.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets suivants :

- Budget Principal Métropole Fonction 844 – sous politique –C310-Nature 70323
- Budget Principal Métropole Fonction 844 – sous politique –B350-Nature 70323
- Budget annexe des Ports – Sous politique B220-Nature 70851.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 020-8347/20/CM

■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public pour les terrasses du Vieux Port sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence

MET 20/15196/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les mouvements sociaux survenus du mois de novembre 2018 au mois de mars 2019 ont perturbé chaque samedi l'activité commerciale du centre-ville de Marseille.

Les gérants de cafés, restaurants, bars, brasseries disposant d'une terrasse située sur le parcours des manifestations, et dans une moindre mesure ceux situés dans un périmètre proche, ont vu leur activité diminuer soit, en raison de l'inaccessibilité de leurs commerces, soit en raison du retrait des terrasses à titre préventif.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit de terrasse sur l'année 2019 et pour une période équivalente à un mois, les commerçants des terrasses du Vieux Port dont l'emprise est située sur le périmètre ci-dessous défini :

- Quai du Port, tronçon rue de la République - Hôtel de Ville ;
- Quai de Rive Neuve du Cours Jean Ballard à la rue Fort Notre Dame.
- La totalité du Quai des Belges.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'exonération du paiement de la redevance d'occupation commerciale du domaine public, perçue au titre du droit de terrasse sur l'année 2019 pour une période équivalente à un mois, pour les commerçants des terrasses du pourtour du Vieux Port dont l'emprise est située sur le parcours des manifestations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération du paiement de la redevance d'occupation commerciale du domaine public, perçue au titre du droit de terrasse sur l'année 2019 pour une période équivalente à un mois, les commerçants des terrasses du pourtour du Vieux Port dont l'emprise est située sur le parcours des manifestations.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe des Ports 2020 - Sous politique B220 -Nature 673.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 021-8348/20/CM

**■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la cessation d'activité des principaux diffuseurs de presse pour les kiosques presse sur la commune de Marseille
MET 20/15268/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la mise en redressement judiciaire de la société Prestaliss et de la liquidation judiciaire de la Société d'Agences de Diffusion, principaux diffuseurs de presse nationale, la diffusion de journaux et magazines est interrompue depuis 15 mai 2020.

L'absence de distribution de journaux et de magazines dans les points de vente entraîne une perte d'activité et donc de revenus pour les kiosquiers presse en activité.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public et de relance en matière d'économie, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation 2020 et pour une période équivalente à deux mois, les kiosquiers revendeurs de presse.

Il convient donc d'approuver une exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour

une période deux mois suite l'absence de distribution de journaux et de magazines auprès des kiosques presse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour une période deux mois suite à l'absence de distribution de journaux et de magazines auprès des kiosques presse.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour une période deux mois suite à l'absence de distribution de journaux et de magazines auprès des kiosques presse.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets suivants : Budget Principal Métropole Fonction 844 – Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 023-8349/20/CM

**■ Approbation de la modification des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2020
MET 20/14753/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1er janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de « construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation ».

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L.2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, qu'il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Par délibération n°VOI 008-8049/19/CM, le Conseil de Métropole a adopté une tarification de ces droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain pour l'année 2020.

Des précisions ont été apportées afin de permettre une taxation proportionnelle au service rendu en matière d'occupation du domaine public réalisée par les kiosques à jus de fruits (définition d'une tarification par mètre carré excédentaire et par zone d'occupation).

De plus, la tarification spécifique des mises en sécurité pour le compte de tiers se trouve désormais élargie à toutes les émergences. Aussi, un tarif particulier est désormais prévu pour l'enlèvement des gravats par big-bags stockés sur la voie publique.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes à la date de publication de la présente délibération y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°VOI 008-8049/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation des tarifs taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2020 conformément au barème ci-annexé.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sous-politique C 310 Fonction 020 Nature 7033, 70323, 70328, 7083.

Sous-politique C 310 Fonction 822 Nature 70323, 70388, 704,70688.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole a la possibilité d'accorder la gratuité tarifaire de la mise à disposition de barrières ou de séparateurs béton, aux organismes organisant des manifestations rattachables aux compétences de la Métropole, ou bien, aux organismes avec lesquels la Métropole est partenaire dans le cadre de manifestations sportives ou culturelles.

Ces manifestations devront se dérouler sur le domaine public et concourir à un but d'intérêt général.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 024-8350/20/CM

**■ Approbation d'une convention relative au reversement du produit du FPS de la commune de Salon de Provence gestionnaire du stationnement payant sur voirie, à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2020 à 2022 - Abrogation de la délibération TRA 23-7861/19/CM du 19 décembre 2019
MET 20/15250/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Salon de Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Salon de Provence, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de

post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme. De plus, conformément à l'article susmentionné, cette commune est compétente en matière de voirie. A cet effet, celle-ci peut conserver une partie du forfait de post-stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence.

Toutefois la compétence voirie devait être transférée à la Métropole au 1er janvier 2020. C'est ainsi que les parties s'étaient entendues pour passer une première convention pour les exercices 2018 et 2019 qui devait s'achever le 31 décembre 2019.

Cependant, le transfert de la voirie devant être repoussée à une date ultérieure, il était nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation de la convention en cours pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

L'avenant n° 1 n'a pu être approuvé par la commune de Salon-de-Provence avant la fin de l'année 2019. De fait, il s'avère nécessaire d'annuler ce dernier tout en prévoyant une nouvelle convention traitant du même objet pour les années courant de 2020 à 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement n°19/0004 approuvé par délibération TRA 006-4601/18/CM du 18 octobre 2018 ;
- L'avenant n° 1 à la convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement n° 19/0004 approuvé par délibération TRA 023-7861/19/CM du 19 décembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Ville de Salon de Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement.
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.
- Que la Ville de Salon de Provence est compétente en matière de voirie.
- Que le transfert de cette compétence à la Métropole qui aurait dû intervenir au 1er janvier 2020 a été repoussée à une date ultérieure.
- Qu'à cet effet, un avenant a été adopté par la Conseil Métropolitain lors du Conseil du 19 décembre 2019 pour prolonger de 3 ans cette convention.
- Que cet avenant n'a pu être adopté par la Commune de Salon de Provence avant la fin de l'année 2019.
- Qu'il convient de ce fait, d'adopter une nouvelle convention portant sur le même objet pour les années 2020, 2021 et 2022.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération TRA 23/7861/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement n°19/0004.

Article 2 :

Est approuvée la convention de reversement de reversement du produit des forfaits de post-stationnement pour les années courant de 2020 à 2022.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cohérence
territoriale, planification,
politique foncière, urbanisme et
aménagement"**

URBA 001-8351/20/CM

**■ Exonération de deux mois de loyers et de
redevances des entreprises et associations
MET 20/15573/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner à compter du 17 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues. Si ces mesures étaient indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total des activités économiques, impactant fortement l'ensemble des entreprises et associations sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Ainsi, plusieurs petites et moyennes entreprises et associations n'ont pu exercer leurs activités dans leurs locaux loués à la Métropole. Ces locataires ont alors sollicité la Métropole, en invoquant la force majeure, afin de bénéficier d'une exonération de loyers couvrant la période du confinement.

Au regard de l'intensité et des conséquences des mesures administratives prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, ces dernières constituent un cas de force majeure ayant permis de suspendre l'exécution des obligations des locataires, les loyers. En outre, le ministre de l'Économie a appelé dès le 15 avril 2020 les propriétaires à annuler, et non simplement suspendre, les loyers pour les très petites et petites entreprises qui ont été obligées de fermer pendant le confinement.

L'analyse des différents cas rencontrés a conduit à soumettre au Conseil de la Métropole, sur proposition des territoires, une liste de très petites et petites entreprises, et associations pouvant bénéficier d'une exonération de loyers, hors charges, taxes et impôts, situées sur les territoires de Marseille-Provence, du pays d'Aubagne et d'Istres Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total des activités économiques et sociales, impactant fortement l'ensemble des entreprises et associations du territoire de la Métropole,
- Que les conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19 ont été très importantes pour de très petites et petites entreprises, et associations occupant le patrimoine métropolitain,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée afin de renoncer au paiement de loyers par des petites et très petites entreprises ou des associations rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire décrétées, leur fermeture pendant le confinement.
- Que ces mesures constituent un cas de force majeure ;
- Que le ministre de l'Économie a appelé dès le 15 avril 2020 les propriétaires non seulement à suspendre mais à annuler les loyers des petites entreprises ayant fermé pendant le confinement ;
- Que compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique, de son impact particulier sur ces entreprises et de l'urgence

à intervenir, il est proposé d'exonérer de deux mois de loyer/redevance, hors charges, impôts et taxes, pour la période couvrant les mois d'avril et mai 2020, les petites entreprises et associations locataires de la Métropole rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire, leurs fermetures.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une exonération de deux mois loyer/redevance, hors charges, taxes et impôts, couvrant les mois d'avril et mai 2020, pour les très petites et petites entreprises et associations hébergées au sein du patrimoine Métropolitain et dont la liste figure en annexe I, en annexe 2 et en annexe 3 au présent rapport.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Au budget principal centralisé de la Métropole, nature 752, fonction 75, sous-politique A 130, s'agissant de LA FABRIQUE PAPER-BACK, entreprise listée en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole, recettes R1, nature 752, fonction 20, sous-politique A 130, gestion 5DPGI s'agissant de Cash Auto/Cash Immo et Idri AMAR, entreprises listées en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole recettes R1, nature 752, fonction 60, sous-politique A 130, gestion 900 000 s'agissant de MAJELIS Provence, entreprise listée en annexe 1.
- Au budget principal de la Métropole, sous-politique B330, nature 752, fonction 68, chapitre 75 s'agissant du village d'entreprises de St-Henri et SCOPTI, entreprises listées en annexe 1.
- Au budget principal de la Métropole, R1, sous-politique A130, nature 752, fonction 62, service URBA4, s'agissant de SDVD/Marestel, entreprise listée en annexe 2.
- Au budget principal de la Métropole (nature 752), s'agissant des entreprises listées en annexe 3a.
- Au budget annexe entreprises CT5 n° 75054 s'agissant des entreprises listées en annexe 3b.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8352/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Retrait des délibérations afférentes aux procédures de Révisions Allégées n°3 et 4 du PLU MET 20/14744/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de révisions allégées des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibérations n°48x18 et n°50x18 du 10 avril 2018, le Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité des instances métropolitaines l'engagement de deux procédures dites de révisions allégées du PLU des Pennes-Mirabeau, en vue, respectivement :

- D'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur ; et,
- De transformer la zone NT où est située une ferme pédagogique en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

Préalablement à la prescription de ces procédures par le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, la conférence intercommunale des Maires du Territoire du Pays d'Aix a été convoquée le 21 juin 2018, conformément aux délibérations n°2018_CT2_128 et n°2018_CT2_129 du 15 mai 2018 par lesquelles le Conseil de Territoire a donné pouvoir au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, de convoquer cette séance.

Conformément aux dispositions de l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, a, par délibérations n°2018_CT2_219 et n°2018_CT2_221, fixé les modalités de collaboration entre la Métropole, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau dans le cadre de ces procédures.

Le 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibérations n° URB 008-4167/18/CM et n° URB 008-4168/18/CM, prescrit l'engagement d'une part, de la Révision Allégée n°3 du PLU des Pennes-Mirabeau, dite de « la ferme pédagogique », et, d'autre part, de la Révision Allégée n°4 afférente au secteur du Rouit.

Par courrier en date du 6 mars 2019, Madame Monique SLISSA, Maire des Pennes-Mirabeau a sollicité le retrait de ces deux procédures, et, parallèlement, la poursuite de leurs objectifs dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en cours sur le Territoire du Pays d'Aix.

Il est ainsi acté de procéder aux retraits des délibérations afférentes aux procédures de révision allégée n°3 et procédure de révision allégée n°4 du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 définissant la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de révisions allégées des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Les délibérations n°48x18 et n°50x18 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, sollicitant des instances métropolitaines l'engagement de deux procédures dites de révisions allégées du PLU des Pennes-Mirabeau, en vue, respectivement d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur, et, de transformer la zone NT où est située une ferme pédagogique en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur ;
- Les délibérations n°2018_CT2_128 et n°2018_CT2_129 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 par lesquelles le Conseil de Territoire a donné pouvoir à Madame Maryse Joissins Masini, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, de convoquer la conférence intercommunale des Maires du Territoire du Pays d'Aix le 21 juin 2018 dans le cadre des procédures de

Révisions Allégées n° 3 et 4 du PLU des Pennes-Mirabeau ;

- Les délibérations n°2018_CT2_219 et n°2018_CT2_221 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 fixant les modalités de collaboration entre la Métropole, le Conseil de Territoire et la commune concernée dans le cadre des procédures de Révisions Allégées n° 3 et 4 du PLU des Pennes-Mirabeau, ainsi que les avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix émis le 21 juin 2018 s'y rattachant ;
- Les délibérations n° URB 008-4167/18/CM et n° URB 008-4168/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 prescrivant l'engagement, respectivement, de la Révision Allégée n°3 et de la Révision Allégée n°4 du PLU des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix »
- Les procès-verbaux relatifs aux procédures de Révisions Allégées n° 3 et 4 du PLU des Pennes-Mirabeau dressés à l'issue de la conférence intercommunale des Maires du Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- Le courrier du Maire des Pennes-Mirabeau du 6 mars 2019, sollicitant l'abandon des procédures de Révisions Allégées n°3 et 4 du PLU des Pennes-Mirabeau ;
- Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Maire de la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'abandon des procédures de révisions allégées n°3 et 4 de son PLU et par conséquent des délibérations afférentes à ces procédures.
- Que les objectifs poursuivis par lesdites procédures sont pris en compte dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix en cours.

Délibère

Article 1 :

Est prononcé l'abandon des procédures de Révision Allégée n°3 et de Révision Allégée n°4 du PLU des Pennes-Mirabeau conformément à la demande formelle du Maire de la commune concernée.

Article 2 :

Sont abrogées les délibérations n°2018_CT2_128 et n°2018_CT2_129 du 15 mai 2018 par lesquelles le Conseil de Territoire a donné pouvoir au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, de convoquer cette séance, ainsi que les délibérations n°2018_CT2_219 et n°2018_CT2_221, définissant les modalités de collaboration entre la Métropole, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune des Pennes-Mirabeau dans le cadre des procédures de révision allégée n°3 et 4 du PLU des Pennes-Mirabeau.

Sont abrogées les délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 008-4167/18/CM et n° URB 008-4168/18/CM du 28 juin 2018 prescrivant l'engagement, respectivement, de la Révision Allégée n°3, et, de la Révision Allégée n°4 du PLU des Pennes-Mirabeau. Il en va de même de l'ensemble des actes afférents auxdites procédures.

Article 3 :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie des Pennes-Mirabeau. De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que sur le portail national de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8353/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Abrogation de la délibération du Conseil de la Métropole sollicitant de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU

MET 20/14748/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren a été approuvé lors du Conseil Municipal du 11 décembre 2017.

Par délibération n°URB 011-6433/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Ventabren.

Toutefois, par courrier du Maire en date du 5 février 2020, la commune de Ventabren a sollicité l'abrogation de la procédure modification n°2 de son PLU.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger la délibération précitée n°011-6433/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 en ce qu'elle sollicitait l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Ventabren.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Ventabren du 11 décembre 2017 approuvant le PLU de la commune ;
- La délibération n°URB 011-6433/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Ventabren ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de

la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;

- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren du 5 février 2020 sollicitant de la Métropole l'abrogation de la procédure la modification n°2 de son PLU ;
- Le PLU de la commune de Ventabren et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren du 5 février 2020 sollicitant l'abrogation de la procédure la modification n°2 de son PLU.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URB 011-6433/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

Article 2 :

Il est pris acte de l'arrêt de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Ventabren engagée par délibération n°URB 011-6433/19/CM du 20 juin 2019 et conformément à la demande formelle du Maire de la commune du 5 février 2020.

Article 3 :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Ventabren. De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que sur le portail national de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8354/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Approbation du reclassement du secteur Udf1p1 suite à l'arrêt de

**la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020
MET 20/14757/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de la Métropole a approuvé sa modification n°1 le 18 octobre 2018 par délibération n°URB010-4628/18/CM.

Le jugement du Tribunal Administratif de Toulon n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 a annulé partiellement la délibération du Conseil Municipal portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.

Pour rappel, au regard du jugement du Tribunal Administratif de Toulon, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait remis à l'étude les deux secteurs concernés pour envisager un nouveau classement dans le cadre d'une procédure d'élaboration partielle au regard de l'application combinée des dispositions des articles L.600-12, L.174-6 et L.153-7 du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence en vigueur.

En effet, sur la base de l'article L.600-12 du Code de l'Urbanisme, ce jugement a eu pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, à savoir le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le périmètre des deux secteurs ayant fait l'objet d'une annulation.

Or, l'engagement d'une procédure de modification ou de révision allégée pour faire évoluer les dispositions du Plan d'Occupation des Sols est désormais rendu impossible sur la base de l'article L.174-6 du Code de l'Urbanisme depuis la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN.

De ce fait, au titre de l'article L.153-7 du Code de l'Urbanisme, la procédure d'élaboration partielle a été mise en œuvre pour tirer les conséquences de l'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la

commune par délibération n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

En parallèle de la prescription de la procédure d'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde, l'association Bien vivre en Provence (BIVIP), a demandé l'exécution du jugement n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon par requête du 19 avril 2019. Par ordonnance n°43596 du 3 octobre 2019, le président de la section contentieuse du Conseil d'État a attribué à la Cour Administrative d'Appel de Lyon le traitement de cette requête.

La Cour Administrative d'Appel de Lyon, par arrêt n°19LY03987 du 25 février 2020, s'est prononcée sur les modalités d'exécution du jugement du Tribunal Administratif de Toulon en enjoignant la Métropole Aix-Marseille-Provence de « procéder à un nouveau classement en zone autre qu'urbanisée des parcelles qui avaient été classées en zone UD1fp1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017, dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt [...] ».

Il a été jugé par la Cour Administrative d'Appel de Lyon que « la Métropole Aix-Marseille-Provence, contrairement à ce qu'elle prétend, n'était pas tenue de recommencer entièrement la procédure d'élaboration du PLU pour ces deux secteurs. Il lui appartenait seulement de reprendre la procédure au stade de l'irrégularité commise, sous réserve en l'espèce que les modifications apportées au projet de PLU ne nécessitent pas une nouvelle enquête publique. »

Le reclassement du secteur Udf1p1 est ainsi rendu possible par le juge par simple délibération, puisque l'autorité compétente peut modifier le projet de Plan Local d'Urbanisme après l'enquête publique et qu'en l'espèce, la Cour Administrative de Lyon a estimé que « le Préfet des Bouches-du-Rhône, consulté pour le projet de Plan Local d'Urbanisme, avait recommandé, par avis du 4 novembre 2016, de ne pas classer en zone urbanisée le secteur situé à l'est du domaine de Collongue, classé UDf1p1 dans le PLU finalement adopté ». Dans ces conditions, le Conseil de la Métropole pouvait sans délai adopter un reclassement de ce secteur conforme au jugement d'annulation du 29 janvier 2019, cette modification procédant de l'enquête publique.

La Cour Administrative d'Appel de Lyon a également prononcé le paiement d'une astreinte de 100 € par jour de retard à l'encontre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, en application de l'arrêt n°19LY03987, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est amené à approuver par simple délibération, les nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde valant reclassement du secteur UDf1p1

dans une zone autre qu'une zone urbanisée dans le délai prorogé par l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;
- Le jugement n°1704022-170423 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon annulant partiellement la délibération du 21 mars 2017 approuvant le PLU en tant qu'il crée les secteurs UDf1p1 et UDf1p2 ;
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 du 25 février 2020 qui enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence de « procéder à un nouveau classement en zone autre qu'urbanisée des parcelles qui avaient été classées en zone UDf1p1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017, dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt » ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le jugement n°1704022-170423 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de

Toulon annulant partiellement la délibération du 21 mars 2017 approuvant le PLU en tant qu'il crée les secteurs UDF1p1 et UDF1p2.

- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 du 25 février 2020 qui enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence de « procéder à un nouveau classement en zone autre qu'urbanisée des parcelles qui avaient été classées en zone UD1fp1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017, dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le reclassement du secteur UDF1p1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde en exécution du jugement du Tribunal Administratif de Toulon n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 et de l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020 tel que présenté dans le dossier relatif à l'approbation du reclassement en zone Nf1 du secteur UDF1p1 annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Saint-Marc-Jaumegarde,
 - De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
 - Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Elle sera également publiée sur le portail national de l'urbanisme conformément à l'article R 153-22 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Le dossier relatif à l'approbation du reclassement du secteur UDF1p1 sera tenu à la disposition du public au Service de l'Urbanisme de la Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde, sis Place de la mairie, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 005-8355/20/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Engagement de la modification n°2
MET 20/14759/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de la Métropole a approuvé sa modification n°1 le 18 octobre 2018 par délibération n°URB010-4628/18/CM.

Le jugement du Tribunal Administratif de Toulon n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 a annulé partiellement la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en tant qu'elle approuvait la création des secteurs UDF1p1 et UDF1p2.

Pour rappel, au regard du jugement du Tribunal Administratif de Toulon, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait remis à l'étude les deux secteurs concernés pour envisager un nouveau classement dans le cadre d'une procédure d'élaboration partielle au regard de l'application combinée des dispositions des articles L.600-12, L.174-6 et L.153-7 du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence en vigueur.

En effet, sur la base de l'article L.600-12 du Code de l'Urbanisme, ce jugement a eu pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, à savoir le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le périmètre des deux secteurs ayant fait l'objet d'une annulation.

Or, l'engagement d'une procédure de modification ou de révision allégée pour faire évoluer les dispositions du Plan d'Occupation des Sols est désormais rendu impossible sur la base de l'article L.174-6 du Code de l'Urbanisme depuis la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN.

De ce fait, au titre de l'article L.153-7 du Code de l'Urbanisme, la procédure d'élaboration partielle a été mise en œuvre pour tirer les conséquences de l'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune par délibération n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

En parallèle de la prescription de la procédure d'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde, l'association Bien vivre en Provence (BIVIP), a demandé l'exécution du jugement n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon par requête du 19 avril 2019. Par ordonnance n°43596 du 3 octobre 2019, le président de la section contentieuse du Conseil d'État a attribué à la Cour Administrative d'Appel de Lyon le traitement de cette requête.

La Cour Administrative d'Appel de Lyon, par arrêt n°19LY03987 du 25 février 2020, s'est prononcée les modalités d'exécution du jugement du Tribunal Administratif de Toulon en enjoignant la Métropole Aix-Marseille-Provence à « [...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone UDF1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt ».

Il a été jugé par la Cour Administrative d'Appel de Lyon qu'« il incombe [...] à l'autorité compétente de définir le classement et les règles d'urbanisme applicables à ces parcelles en procédant à une modification du PLU, un nouveau classement du secteur UDF1p2 n'entrant pas dans les cas justifiant une révision de ce document. »

La Cour Administrative d'Appel de Lyon a également prononcé le paiement d'une astreinte de 100 € par jour de retard à l'encontre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, en application de l'arrêt n°19LY03987, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est amené à engager une procédure de modification n°2 du PLU pour les parcelles qui avaient été classées dans le secteur UDF1p2 dans un délai de 2 mois.

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Afin de respecter le délai imposé par l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon prorogé par l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a dans un premier temps prescrit l'engagement de la procédure de modification n°2 par l'arrêté n°20/043/CM de la Présidente de la Métropole en date du 12 juin 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;
- Le jugement n°1704022-170423 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon annulant partiellement la délibération du 21 mars 2017 approuvant le PLU en tant qu'il crée les secteurs UDF1p1 et UDF1p2 ;
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 du 25 février 2020 qui enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence d'« [...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone UDF1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt » ;
- L'arrêté n°20/043/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 12 juin 2020 prescrivant l'engagement de la procédure de modification n°2 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le jugement n°1704022-170423 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon annulant partiellement la délibération du 21 mars 2017 approuvant le PLU en tant qu'il crée les secteurs UDF1p1 et UDF1p2.

- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 en date du 25 février 2020 qui enjoint la Métropole Aix-Marseille-Provence d'« [...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone Udf1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt ».

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8356/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Approbation de la modification n°1 - Délibération complémentaire MET 20/14762/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren a été approuvée lors du Conseil Municipal du 11 décembre 2017. Le PLU a également suivi plusieurs évolutions successives :

- Mise à jour n°1 des annexes par arrêté n°19/025/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° URB 010-6432/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 20 juin 2019 ;
- Modification n°1 approuvée par délibération n° URB 015-7118/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019 ;
- Révision allégée n°2 approuvée par délibération n° URB 007-7899/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 ;

Il a été relevé qu'une des pièces annexées à la délibération d'approbation était incohérente avec les objets de la procédure de la modification n°1 de Ventabren.

En effet, la rédaction de la page 55 du règlement écrit du PLU qui a été annexé à la délibération d'approbation de la modification n°1 est celle qui a été mise à disposition durant l'enquête publique entre le 3 juin 2019 et le 2 juillet 2019. Cette page n'intègre donc pas la rédaction de l'article 10 concernant les hauteurs (AU1H10) des secteurs de la ZAC de l'Héritière (secteur AU1H) approuvée le 20 juin 2019 par la modification simplifiée n°1 de Ventabren. En effet, le dossier mis à disposition lors de l'enquête publique entre le 3 juin et le 2 juillet 2019 ne pouvait pas intégrer les hauteurs de l'article AU1H10 approuvées le 20 juin 2019.

La page 55 du règlement écrit annexé à la délibération d'approbation de la modification n°1 du PLU de Ventabren contenait les informations suivantes :

« *La hauteur maximale des constructions mesurée à partir du terrain naturel jusqu'à l'égout de toiture à :*
 - *En sous-secteur AU1Ha1 et AU1Ha3 : 10 m ;*
 - *En sous-secteur AU1Ha2, AU1Hb2, AU1Hb3 : 10m »*

Alors qu'elle aurait dû être rédigée conformément à la modification simplifiée n°1 approuvée pendant l'enquête publique de la modification n°1 :

« *La hauteur maximale des constructions mesurée à partir du terrain naturel jusqu'à l'égout de toiture à :*
 - *En sous-secteur AU1Ha1 et AU1Ha3 : 14,5 m ;*
 - *En sous-secteur AU1Ha2, AU1Hb2, AU1Hb3 : 11,5 m »*

Toutefois le recoupement du règlement écrit de chacune de ces deux procédures a été réalisé après leur approbation. Ainsi, le PLU mis en ligne sur le Géoportail de l'urbanisme et consultable sur la commune de Ventabren est en cohérence avec les différentes procédures d'évolution approuvées dont il a fait l'objet.

Ainsi, l'article AU1H10 du règlement du PLU est rédigé comme suit :

« (...) La hauteur des constructions mesurée à partir du terrain naturel jusqu'à l'égout de toiture ne doit pas être supérieure à :

- En sous-secteur AU1Ha1 et AU1Ha3 : 14,5 m ;
- En sous-secteur AU1Ha2, AU1Hb2, AU1Hb3 : 11,5 m
- En sous-secteur AU1Hb4 : 10m
- En sous-secteur AU1Hb1, AU1Hc1, AU1Hc2, AU1Hc3 et AU1Hc4 : 7m »

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'approuver une délibération complémentaire qui permettra d'intégrer la rédaction des hauteurs de la ZAC de l'Héritière de l'article AU1H10 détaillée ci-dessus en cohérence avec les approbations de la modification simplifiée n°1 du 20 juin 2019 et de la modification n°1 du 24 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;
- La délibération du Conseil Municipal de Ventabren du 11 décembre 2017 approuvant le PLU de la commune ;
- La délibération n°URB 010-6432/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la modification simplifiée n°1 ;
- La délibération n°URB 015-7118/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la modification n°1 ;
- Le PLU de la commune de Ventabren et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La rédaction de l'article AU1H10 concernant les hauteurs dans le règlement écrit qui a été annexé à la délibération d'approbation n°URB 015-7118/19/CM de la modification n°1 approuvée le 24 octobre 2019.
- La rédaction de l'article AU1H10 du règlement écrit dans le dossier annexé à la délibération n°URB 010-6432/19/CM de la modification simplifiée n°1 approuvée le 20 juin 2019.

Délibère

Article 1 :

Est annexé en complément de la délibération d'approbation de la modification n°1 le règlement écrit intégrant la rédaction de l'article AU1H10 concernant les hauteurs des constructions suivantes :

« (...) La hauteur des constructions mesurée à partir du terrain naturel jusqu'à l'égout de toiture ne doit pas être supérieure à :

- En sous-secteur AU1Ha1 et AU1Ha3 : 14,5 m ;
- En sous-secteur AU1Ha2, AU1Hb2, AU1Hb3 : 11,5 m
- En sous-secteur AU1Hb4 : 10 m
- En sous-secteur AU1Hb1, AU1Hc1, AU1Hc2, AU1Hc3 et AU1Hc4 : 7 m »

Article 2 :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Ventabren. De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que sur le portail national de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8357/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 MET 20/14771/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et

de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence a été approuvé le 24 mars 2015 et révisé le 31 mars 2016. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée par le Conseil Municipal du 12 juillet 2017, d'une modification simplifiée n°2 approuvée par le Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 et d'une modification simplifiée n°3 approuvée par le Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019.

En outre, une procédure de révision allégée a été lancée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2017 et du 12 décembre 2017. Elle concerne le développement d'activités économiques génératrices d'emplois aux abords de la RDn113 Sud, sur le quartier des Broquetiers et l'implantation du nouveau centre hospitalier à l'Ouest de la commune en bordure de la route de Miramas.

Une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU a été également engagée par le Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019. Elle a pour objectifs de permettre la démolition-reconstruction des locaux de l'association « Les Papillons Blancs » à vocation d'accueil et d'hébergement de personnes en situation de handicap, situés quartier les Moulédas, en zone agricole.

Par courrier de la commune de Salon-de-Provence du 10 février 2020, le Conseil de Territoire a été saisi afin de solliciter le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 du PLU afin de corriger uniquement des erreurs matérielles relevées sur les planches graphiques.

Les changements envisagés ne remettent pas en cause les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Ils ne portent pas atteinte aux espaces protégés, aux zones agricoles et naturelles, à la qualité des sites, du paysage ou des milieux naturels, n'entraînent pas de graves risques de nuisance et ne modifient pas substantiellement les droits à construire.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y

procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais » ;
- Le courrier de Madame l'Adjointe au Maire de la commune de Salon-de-Provence du 10 février 2020 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour solliciter l'engagement de la procédure de la modification simplifiée n°5 du PLU de Salon-de-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune de Salon-de-Provence a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 10 février 2020 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU dont l'objectif est de corriger uniquement des erreurs matérielles relevées sur les planches graphiques ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais au Chapitre 4581183017 – fonction 510 – gestionnaire 500 – destinataire 5100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8358/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières - Retrait de la délibération d'approbation de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme MET 20/14774/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération n° URB 016-7908/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières.

Cette procédure doit permettre de procéder à une réflexion globale concernant l'aménagement de la zone au droit du Chemin des Pins, rectifier des erreurs matérielles et préciser certains éléments du règlement.

Toutefois, il est nécessaire de compléter cette procédure de modification par une étude environnementale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais » ;
- La délibération n° URB 016-7908/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières ;
- La lettre d'observations valant recours gracieux du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 10 février 2020 ;

- Le courrier du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 30 mars 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de compléter cette procédure de modification par une étude environnementale.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URB 016-7908/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières.

Article 2 :

Est précisé que la délibération de retrait de la délibération d'approbation de la modification n°1 du PLU de la commune d'Eyguières :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune d'Eyguières,
- fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8359/20/CM

■ **Plan Local d'Urbanisme de Cadolive - Délibération rectificative de la délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019 relative au bilan de la mise à disposition et de l'approbation de la procédure de modification simplifiée MET 20/14739/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil n° URB 020-7912/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive.

Plusieurs erreurs matérielles sont intervenues dans le corps du rapport susvisé ; n'ayant toutefois aucune conséquence sur le sens de la décision, ces erreurs matérielles peuvent être corrigées dans le cadre d'une délibération rectificative.

Il convient que le Conseil de la Métropole adopte une délibération rectificative relative aux points suivants :

• **Erreurs de dates :**

Il faut lire :

« La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive s'est déroulée du mercredi 16 octobre 2019 à 8h30 au lundi 18 novembre 2019 à 18h soit 34 jours consécutifs », « s'est déroulée du lundi 4 novembre 2019 à 8h30 au jeudi 5 décembre 2019 à 18h soit 32 jours consécutifs. »

En lieu et place de :

« le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi Personnes Publiques Consultées (PPC) concernées, en date du ***** 2019 », « en date du 10 octobre 2019 »

Il faut lire :

« Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'Edition de « La Provence » le 28 octobre 2019 et de « La Marseillaise » du 26 octobre 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'hôtel de ville de Cadolive et au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 8 jours avant le début de la mise à disposition du public. »

En lieu et place de :

« Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'Edition de « La Provence » et de « La Marseillaise » du 8 octobre 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'hôtel de ville de Cadolive et au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 8 jours avant le début de la mise à disposition »,

• **Nouvelle formulation de paragraphe :**

Il faut lire :

« Dans le cadre de la mise à disposition du dossier les services ont constaté plusieurs consultations du dossier, notamment via l'outil du registre numérique.

Toutefois la contribution de la population est restée relativement faible dans la mesure où les observations formulées n'ont porté que sur des éléments ne relevant ni du fond ni de la procédure de modification simplifiée, et ne nécessitant de ce fait aucune modification du dossier. »

En lieu et place de :

« Dans le cadre de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Cadolive » jusqu'à « Rapport de présentation : XXX » ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération cadre n°002-3560/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (PLU et POS) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération N°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019, relative au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Cadolive ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par une délibération n° URB 020-7912/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a acté le bilan de la mise à disposition et a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive.
- Que des erreurs matérielles ont été constatées dans le rapport susvisé.
- Qu'il convient de corriger ces erreurs par une délibération rectificative dans la mesure où elles n'ont pas eu d'effet sur le sens de la décision.

Délibère

Article unique :

Est rectifiée la délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019, relative au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Cadolive.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8360/20/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas - Bilan de la mise à disposition du dossier au public et approbation de la modification simplifiée n°1
MET 20/15083/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier de la commune de Miramas, puis par délibération n° 98/19 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU ayant pour objet :

- la suppression d'emplacements réservés dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Péronne, l'aménageur de la ZAC ayant acquis les terrains nécessaires à leur aménagement,
- une meilleure figuration du lac de Saint-Suspi et une mise en évidence de la délimitation des ZAC qui manquent de lisibilité sur les planches du zonage du Plan Local d'Urbanisme,
- le rajout de la planche graphique du zonage d'assainissement des eaux pluviales qui a été omise lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 5 juillet 2017.

La modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Miramas a été prescrite par l'arrêté n° 19/ 180/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 6 août 2019.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations

Par la délibération n° 98/19 du 19 juin 2019, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a approuvé les modalités de mise à disposition.

La mise à disposition s'est déroulée du lundi 16 décembre 2019 au mardi 21 janvier 2020, soit pendant 37 jours consécutifs.
Durant cette mise à disposition du public, aucune observation n'a été inscrite au registre.

Le projet de modification simplifiée n° 1 n'a fait l'objet d'aucune remarque dans le cadre de sa notification aux personnes publiques associées le 21 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions réglementaires d'adaptation à la législation au droit de l' Union Européenne ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n° HN 008-8080/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation des compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire de Istres – Ouest Provence » ;
- L'arrêté n° 19/180/CM de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 6 août 2019 prescrivant la modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Miramas ;
- La délibération n°161/19, du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019 approuvant les modalités de mise à disposition ;
- La délibération du Conseil Municipal de Miramas donnant un avis favorable à l'approbation du projet de modification simplifiée n° 1 de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la notification du projet n'a suscité aucune observation de la part des personnes publiques associées ;

- Que la mise à disposition du public de ladite modification simplifiée n'a suscité aucune observation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Miramas portant sur :

- la suppression d'emplacements réservés dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Péronne, l'aménageur de la ZAC ayant acquis les terrains nécessaires à leur aménagement ;
- une meilleure figuration du lac de Saint-Suspi et une mise en évidence de la délimitation des ZAC qui manquent de lisibilité sur les planches du zonage du Plan Local d'Urbanisme ;
- le rajout de la planche graphique du zonage d'assainissement des eaux pluviales qui a été omise lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 5 juillet 2017.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, allée de la passe pierre - 13800 Istres et à la Mairie de Miramas ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 :

Le dossier de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Miramas est tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence allée de la passe pierre - 13800 Istres et à la Mairie de Miramas.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8361/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Approbation de la modification n° 2 MET 20/15062/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté n° 19/153/CM du 9 juillet 2019, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit une procédure de modification n° 2 du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, concernant la nécessité de modifier le règlement, pour permettre

le changement de destination de certains bâtiments agricoles strictement identifiés au sein de leur parcelle, ainsi que le règlement du secteur Uer pour permettre l'implantation d'établissements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné, par décision n° E19000155/13 du 05/11/2019, Madame Cécile Pages, docteur en géographie, en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté n° 3/19 du 28 novembre 2019, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification n° 2 du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres. L'arrêté n° 3/19 a fait l'objet des publications réglementaires prévues par le Code de l'Environnement :

- 1ère publication : La Provence et la Marseillaise du 7 janvier 2020.

- 2ème publication : La Provence et La Marseillaise du 28 janvier 2020.

- Affichage du 6 janvier 2020 jusqu'au lundi 24 février 2020 inclus en Mairie d'Istres, à divers endroits de la Commune d'Istres.

- Affichage du 6 janvier 2020 jusqu'au lundi 24 février 2020 inclus à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4, allée de la Passe-Pierre à Istres.

- Publication sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à compter du 6 janvier 2020.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 23 janvier 2020 au lundi 24 février 2020 inclus à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance IV, allée de la Passe Pierre, 13800 Istres, à la Mairie d'Istres, Hôtel de ville, 1 esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres, et de façon dématérialisée sur le site Internet <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-istres>.

Durant l'enquête publique, trois personnes se sont présentées, uniquement lors de la permanence à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, pour formuler leurs remarques écrites sur le registre papier. Quinze remarques ont été formulées sur le registre dématérialisé.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur en a dressé un procès-verbal, remis à la collectivité le 27 février 2020.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont parvenus à la collectivité le 19 mars 2020.

Les conclusions font état d'un avis favorable. Néanmoins, le commissaire enquêteur invite la commune à prendre en considération les recommandations suivantes :

- à Rassuen, le stationnement adéquat et la stricte observation du plan de gestion des sites et sols pollués proposé par le BET Ekos, de l'arrêté préfectoral du 17/04/2014.

- à Entressen, le permis de construire du projet d'aménagement devra être en cohérence avec le zonage environnant. Les responsables des travaux, étape difficile pour un endroit de qualité paysagère, devront être attentionnés aux arbres centenaires qui sont fragiles face aux engins des bâtiments et travaux publics.

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ont été mis à la disposition du public, conformément à l'article 9 de l'arrêté prescrivant l'enquête publique, ainsi qu'à celle des membres de l'assemblée délibérante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 008-8080/20CM du 17 juillet 2020 « Délégation des compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire de Istres – Ouest Provence » ;
- La délibération du Conseil municipal de la ville d' Istres du 18 juin 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 2 du plan local d'urbanisme de la commune d' Istres.

Article 2 :

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en Mairie d' Istres et sur le site Internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et aux jours et heures habituelles d'ouverture de ces établissements.

Article 3 :

La présente délibération fera l'objet, en application des dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Le Pharo - 58, Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 - Allée de la Passe Pierre - 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville d' Istres - Esplanade Bernardin Laugier - 13800 Istres durant un mois,
- d'une mention de cet affichage publiée dans un journal diffusé dans le Département.

Article 4 :

Le dossier de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Istres est tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence Allée de la passe pierre, 13800 Istres et à la Mairie d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 012-8362/20/CM

**■ Abrogation de la délibération n° URB 022-6804/19/CM du 26 septembre 2019 sollicitant l'engagement de la procédure de modification M3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres
MET 20/15574/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire Istres-Ouest Provence la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le PLU de la ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013. Il a fait l'objet :

- d'une annulation partielle ;

- de trois mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, et par arrêté du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence n° 5/18 du 15 octobre 2018 ;
- de quatre modifications simplifiées approuvées par délibération du Conseil Municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 013-6003/19/CM du 16 mai 2019 et n° URB 018-1910/19/CM du 19 décembre 2019 ;
- d'une modification approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 39/16 du 2 mars 2016 ;

La modification n° 2 est en phase d'approbation.

La commune d'Istres a sollicité le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence par courrier afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Mas Neuf actuellement classé en zone 2AU5 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) opposable, ainsi que la modification du règlement du secteur Nc dédié aux carrières au sein de la zone naturelle N.

La délibération n° 125/19 du 25 septembre 2019 du Conseil de Territoire a demandé au Conseil de la Métropole d'engager la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Istres.

La modification n° 3 a été engagée par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 022-6804/19/CM du 26 septembre 2019.

Par arrêté n° 19/261/CM du 16 décembre 2019, la Présidente du Conseil de la Métropole a engagé une procédure de modification pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Mas Neuf actuellement classé en zone 2AU5 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) opposable, ainsi que la modification du règlement du secteur Nc dédié aux carrières au sein de la zone naturelle N.

La loi ALUR du 24 mars 2014 impose que : *« lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones »* (art L. 153-38 du Code de l'Urbanisme).

La délibération n° 267/19 du 26 décembre 2019, du Conseil du Territoire Istres-Ouest Provence est venue motiver l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU5 permettant de recevoir une urbanisation mixte sous la forme d'une opération d'ensemble à vocation principalement résidentielle, qui viendra en continuité d'une urbanisation existante ou projetée au Sud de Miramas.

Depuis lors, au regard de l'ensemble des procédures en cours en parallèle à la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune, il a été jugé préférable d'intégrer ces deux projets (ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU5 et modification du règlement des carrières) dans le cadre plus général de la révision du Plan Local d'Urbanisme en cours.

La délibération n° URB 022-6804/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 sollicitant l'engagement de la procédure est ainsi dépourvue d'objet. Il convient donc de l'abroger, en application de l'article L. 243-2 du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, R. 153-15 et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1, définissant le champ d'application de la procédure de déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- Les arrêtés de délégation de la Présidente du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCoT Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- Les courriers de la commune d'Istres du 24 juin et du 4 juillet 2019 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° 125/19 du 25 septembre 2019 du Conseil de Territoire demandant au Conseil de la Métropole d'engager la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Istres ;
- La délibération n° URB 022-6804/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, Aix-Marseille-Provence sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n° URB 022-6804/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 sollicite l'engagement de la procédure de modification n° 3 visant à permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur Mas Neuf actuellement classé en zone 2AU5 au Plan Local d'Urbanisme (PLU) opposable, ainsi que modifier le règlement du secteur Nc dédié aux carrières au sein de la zone naturelle N ;
- Qu'il est préférable que le projet de Mas Neuf et de modification du règlement relatif aux carrières soient intégrés dans le cadre général du PLU de la commune actuellement en révision.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URB 022-6804/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet, en application des dispositions de l'article L. 5211-47 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage au siège de la Métropole, au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et en mairie d'Istres durant un mois ;
- d'une mise en ligne sur le site Internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence <http://www.ouestprovence.fr> ;
- mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 013-8363/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme d'Istres - Abrogation de la délibération n° URB 014-5750/19/CM du 28 mars 2019 et engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Projet STRATOBUS MET 20/15580/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le territoire d'Istres-Ouest Provence la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le PLU de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013. Il a fait l'objet :

- d'une annulation partielle ;
- de trois mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, et par arrêté du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence n° 5/18 du 15 octobre 2018 ;
- de quatre modifications simplifiées approuvées par délibération du Conseil Municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016, par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 013-6003/19/CM du 16 mai 2019 et n° URB 018-1910/19/CM du 19 décembre 2019 ;
- d'une modification approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 39/16 du 2 mars 2016. La modification n° 2 est en phase d'approbation.

Deux procédures de déclaration de projet ont été engagées par délibérations du Conseil de la Métropole n° URB 010-3849/18/CM du 18 mai 2018 et n° URB 011-3850/18/CM du 18 mai 2018.

Par délibération n° URB 014-5750/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a engagé une troisième procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation d'un projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air.

La mise en œuvre de ce projet nécessitait la mise à disposition d'espaces vastes et dégagés de bonne planimétrie et de bonne portance, situés à proximité de la Base Aérienne 125 (BA 125) et du Pôle « Istres - Jean Sarrail ». Les terrains identifiés pour la réalisation du pôle dirigeable s'inscrivaient en zones NM (zone naturelle située dans l'enceinte de la BA 125) et UM (zone dédiée aux activités militaires de la BA 125). Les règles fixées par le PLU en vigueur devaient ainsi être adaptées pour permettre la réalisation du projet.

Le projet s'appuyait sur le lancement de deux grands programmes de développement d'aéronefs plus légers que l'air, le STRATOBUS (dirigeable stratosphérique destiné à la surveillance, l'observation et aux télécommunications, développé par Thales Alenia Space et son consortium) et le LCA60T (dirigeable destiné au transport de charges lourdes, développé par FLYING WHALES et son consortium).

Au cours de l'année 2019, deux événements ont conduit à reconsidérer le projet et son emplacement. La société FLYING WHALES, ayant choisi un autre site de développement hors de la région Sud, a annoncé son retrait du programme. Il s'est ensuite avéré que les terrains identifiés ne correspondaient plus aux besoins du projet, notamment parce qu'ils présentaient des incompatibilités avec les activités de la base aérienne 125.

Aussi, l'emplacement prévu pour le projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air doit être redéfini, et il n'est plus nécessaire d'adapter les règles du PLU en vigueur sur les secteurs identifiés selon les critères prévus par la délibération n° URB 014-5750/19/CM.

La délibération n° URB 014-5750/19/CM est ainsi dépourvue d'objet. Il convient donc de l'abroger, en application de l'article L. 243-2 du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

Toutefois, afin de poursuivre les objectifs de développement du secteur de l'aéronautique inscrits notamment dans le SCoT Ouest Étang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015, un nouvel emplacement a été identifié pour accueillir le développement du projet STRATOBUS développé par Thales Alenia Space et son consortium. Cet emplacement se situe, à l'instar du site qui a finalement été écarté, à proximité du Pôle Aéronautique d'Istres, au niveau du

site de Prignan. Le Pôle est caractérisé par son lien avec un écosystème technologique reconnu pour son excellence en matière d'essais, de simulations et de mesures de tout type d'aéronefs.

Le site du Pôle Aéronautique a été labellisé en 2014 pour être le site d'accueil des essais et des opérations d'assemblage de la nouvelle filière industrielle « Dirigeables ».

La mise en œuvre de ce projet situé majoritairement en zone A (espaces agricoles de la commune) sur une emprise d'environ 95 hectares, composé de hangars de production et de maintenance et d'infrastructures dédiées au décollage et à la logistique, nécessite que les règles fixées par le PLU en vigueur soient adaptées.

La Commune d'Istres a donc saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation du projet STRATOBUS.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

La nécessité de suivre la procédure prévue à l'article L. 300-6 du Code de l'Urbanisme, et la compétence de la Métropole pour initier et enfin se prononcer par la déclaration de projet sur l'intérêt général du projet est expressément rappelé.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Il convient donc d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU d'Istres afin de permettre la réalisation du projet STRATOBUS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, l'article L. 300-6 définissant le champ d'application de la procédure de déclaration de projet au titre du Code de l'Urbanisme ; les articles R. 153-15

- et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- Le SCoT Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 014-5750/19/CM, relative à l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour la réalisation du projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° URB 014-5750/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la réalisation d'un projet de pôle dirigeable des plus légers que l'air ;
- Que la commune d'Istres avait saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation du projet pôle dirigeable des plus légers que l'air ;
- Que le terrain d'accueil du projet de pôle dirigeable des plus légers de l'air doit être déplacé, et le programme du projet redéfini ;
- Que la délibération n° URB 014-5750/19/CM est en conséquence dépourvue d'objet ;
- Qu'un nouveau terrain d'accueil et un nouveau programme ont effectivement été identifiés, pour la réalisation du projet de pôle dirigeable pour STRATOBUS sur le site de Prignan à Istres ;

- Que le projet STRATOBUS revêt un caractère d'intérêt général en répondant aux enjeux de développement, notamment en termes d'économie, d'emploi et d'environnement, portés par le Territoire Istres-Ouest Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCoT Ouest Étang de Berre en vigueur ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU en vigueur de la commune d'Istres par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 014-5750/19/CM du 28 mars 2019 est abrogée.

Article 2 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, pour la réalisation du projet de pôle dirigeable pour STRATOBUS.

Article 3 :

La déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU porte sur la création d'un pôle dirigeable pour STRATOBUS et l'adaptation des règles du PLU relatives à la zone A sur l'emprise considérée et, si besoin, sur des portions minimales, des zonages mitoyens au projet, naturels ou agricoles.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 153-54 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'État, la Métropole, le Conseil de Territoire, la Commune d'Istres et les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à l'enquête publique. À l'issue de cet examen conjoint, un procès-verbal sera rédigé et fera partie des pièces du dossier d'enquête publique.

Article 5 :

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU, d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L. 153-55 du Code de l'Urbanisme.

Article 6 :

À l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 5, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera approuvé, après avoir été éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par une délibération du Conseil de la Métropole.

Article 7 :

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à la mairie d'Istres pendant le délai d'un mois, et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 014-8364/20/CM

■ Retrait partiel de la délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer - Ré-approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune Fos-sur-Mer

MET 20/15579/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2014/189 du 13 octobre 2014, le conseil municipal de la ville de Fos-sur-Mer a décidé d'engager la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS) en forme de Plan Local d'Urbanisme (PLU), laquelle a également fixé les modalités de la concertation publique.

Suite à cette mise en révision, un ensemble d'études, de concertation avec la population, d'association, de consultation, d'échanges et de débats sur les options d'urbanisme de la commune ont permis d'aboutir à la définition progressive du diagnostic territorial et du PADD, ainsi qu'à la mise en forme des pièces composant le PLU.

Le PADD a été présenté aux Personnes Publiques Associées lors de la réunion du 18 avril 2016 et mis au débat par délibération n° 2016/073 du conseil municipal du 4 mai 2016.

Le PADD, qui définit les orientations générales de la ville en matière d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, d'habitat, de transport, de développement économique et de protection de l'environnement, a été présenté à la population dans

le cadre d'une réunion publique qui s'est déroulée le 17 mai 2016.

Le zonage et le règlement ont été présentés aux Personnes Publiques Associées lors de la réunion en date du 7 juin 2016 et à la population lors de la seconde réunion publique qui s'est déroulée le 22 juin 2016.

Les Personnes Publiques Associées ont été réunies plusieurs fois tout au long de la procédure.

L'accomplissement de ces travaux a permis d'arrêter le projet du Plan Local d'Urbanisme par délibération du conseil municipal n° 2017/82 du 6 juin 2017 qui a tiré le bilan détaillé des étapes réglementaires de la procédure et tiré le bilan de la concertation.

Le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté a été notifié par courrier de la ville en date du 19 juin 2017 aux Personnes Publiques Associées et aux organismes qui ont demandé à être consultés au titre de l'article L. 153-16 du code de l'urbanisme et qui ont fait part de leurs observations dans le délai de trois mois à compter de la réception du dossier.

Par ailleurs et depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application de l'article L. 153-8 du Code de l'Urbanisme et des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Aussi, et en application de l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, le conseil municipal de la commune de Fos-sur-Mer a, par délibération n° 2017/169 du 19 décembre 2017, donné son accord à la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision générale du plan d'occupation des sols en forme de plan local d'urbanisme à compter du 1er janvier 2018. Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi acté la poursuite de la procédure engagée par la commune par délibération n° URB 026-3584/18/CM du 15 février 2018.

À ce titre, l'enquête publique a été organisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Service Planification Urbaine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence. Le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné, par décision n° E17000185/13 du 15 décembre 2017, Monsieur Bernard Dumartin, directeur aménagement retraité, en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté n° 1/19 du 4 février 2019, le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur la révision générale du POS en forme de PLU de la commune de Fos-sur-Mer. L'arrêté n° 1/19 a fait l'objet des publications réglementaires prévues par le Code de l'Environnement.

L'enquête publique s'est déroulée du 13 mars 2019 au 19 avril 2019 inclus, dans les locaux de la mairie de Fos-sur-Mer, avenue René Cassin et dans les locaux de la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance IV, Allée de la Passe Pierre à Istres.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont parvenus à la collectivité le 21 mai 2019. Ils faisaient état d'un avis favorable assorti de recommandations sans restriction à l'avis favorable, au regard des avis du public formulés au cours de l'enquête publique.

Ces documents ont été mis à la disposition du public à compter du 22 mai 2019, conformément à l'article 10 de l'arrêté prescrivant l'enquête publique, ainsi qu'à celle des membres de l'assemblée délibérante.

Les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été présentés par le Conseil de Territoire au Maire de la commune de Fos-sur-Mer le 24 juin 2019, conformément à l'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme.

Par suite, par délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fos-sur-Mer. Cette délibération et le PLU ainsi approuvé ont été transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône le 23 décembre 2019 dans le cadre du contrôle de légalité.

Par courrier du 19 février 2020, reçu le 24 février 2020, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence une lettre d'observations valant recours gracieux. Aux termes de son recours, Monsieur le Préfet a invité la Métropole à retirer partiellement la délibération approuvant le PLU sur les points suivants, relatifs à la prise en compte du risque submersion marine dans le PLU :

Dans sa rédaction actuelle, l'article 3.2 « Risques liés aux inondations » des dispositions générales du règlement du PLU prévoit des dispositions particulières applicables dans les secteurs concernés par un risque de submersion marine. Il est ainsi indiqué :

« Les dispositions ci-après s'appliquent si le terrain naturel est situé :

- *sous la cote 0,70 mètres NGF pour les zones urbaines,*
- *sous la cote 1,70 mètres NGF pour les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles*

Seuls peuvent être autorisés, en respectant les dispositions communes précisées ci-avant, les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement :

- *des services publics,*
- *des activités portuaires,*
- *des plages*

Ainsi que :

- *les aires de stationnement*
- *les parcs et jardins »*

Aux termes de son recours gracieux, le Préfet énonce qu'il conviendrait de modifier cette disposition du règlement en supprimant les services publics qui ne peuvent être autorisés dans ces zones à risques.

En ce qui concerne les plages, Monsieur le Préfet rappelle que seuls peuvent être autorisés des aménagements légers temporaires, démontables ou mobiles relatifs aux activités des plages et à leur sécurité ou nécessaires à l'organisation de manifestations événementielles temporaires, à l'exclusion des équipements destinés à l'hébergement ou au camping. Il indique également que le site doit faire l'objet d'un affichage et d'un plan de gestion de crise approprié permettant d'assurer en outre le démontage et le transport anticipé des installations hors zone à risque dans un délai de 24 heures au vu des prévisions de montée des eaux.

Les observations de Monsieur le Préfet apparaissant fondées, il est aujourd'hui proposé au Conseil de la Métropole, d'une part, de retirer partiellement la délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer en tant qu'elle approuve l'article 3.2 « Risques liés aux inondations » des dispositions générales du règlement du PLU, et d'autre part, de ré-approuver le PLU de la commune en intégrant ses observations.

La nouvelle rédaction proposée de l'article 3.2 des dispositions générales du règlement du PLU est la suivante :

« 3.2 RISQUES LIES AUX INONDATIONS

La commune ne dispose pas de Plan de Prévention des Risques Inondation.

L'Atlas des Zones Inondables PACA n'identifie pas de zones inondables sur la commune.

Néanmoins, la commune de Fos-sur-Mer étant une commune littorale, elle est concernée par le risque de submersion marine.

Les contours des zones concernées par le risque, situées sous la cote 2,40 m NGF, ont été reportés sur les planches graphiques « ter » du PLU à titre indicatif, la carte n'excluant pas que des terrains limitrophes soient également concernés. En attendant la réalisation d'études plus poussées sur ces secteurs, il convient de prendre des dispositions spécifiques édictées ci-après.

Ainsi, les constructions et installations potentiellement autorisées par le Règlement du PLU pourront être

refusées ou n'être acceptées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si elles sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de leur situation, de leurs caractéristiques, de leur importance ou de leur implantation à proximité d'autres installations (art. R. 111-2 du Code de l'Urbanisme).

Des relevés topographiques seront notamment exigés afin de vérifier la faisabilité du projet et le respect des prescriptions précisées ci-après.

Dispositions communes :

- Sous la cote + 0,70 mètres NGF pour les zones urbaines, sous la cote + 1,70 mètres NGF pour les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles, les constructions, installations, ouvrages, etc., sont interdits à l'exception de ceux qui sont autorisés au titre des dispositions particulières et dérogatoires ci-après.
- La création de sous-sols est interdite.
- Le niveau des premiers planchers des nouvelles constructions et extensions doit être calé à la cote minimale de + 2,40 mètres NGF. Par exception, les annexes dissociées de la partie habitation peuvent être édifiées au niveau du terrain naturel, à condition que l'emprise au sol ne dépasse pas 20 m² (ex : pour les garages, abris, appentis, etc.).
- Les parties de bâtiments situées en dessous de la cote 2,10 mètres NGF doivent être construites avec des matériaux et des équipements insensibles à l'eau saline.
- Le stockage de matériaux sensibles, dangereux au contact de l'eau ou encore polluants doit être situé à la cote minimale de + 2,40 mètres NGF.
- Le stockage de matériaux non sensibles et non dangereux mais pouvant se mettre en flottaison doit être réalisé dans des espaces munis de dispositifs anti-emportement hydrauliquement transparents afin d'éviter la création d'embâcles.
- Les citernes et cuves doivent être scellées et lestées, et toute ouverture (évent, remplissage) doit être située au-dessus de la cote + 2,40 mètres NGF.
- Les équipements sensibles à l'eau (tels que les transformateurs, les

postes de distribution, les relais et antennes ...) doivent être situés au minimum à la cote + 2,40 m NGF.

- Les aires de stationnement collectives réalisées au niveau du terrain naturel devront prévoir un dispositif évitant l'emportement des véhicules en cas d'inondation. Cette règle ne s'applique pas aux places de stationnement situées le long des infrastructures de transport.
- Les clôtures assureront la transparence hydraulique.
- Les remblais sont interdits, sauf s'ils sont directement liés à des opérations autorisées ou nécessaires à des travaux de réduction de vulnérabilité.

Dispositions particulières :

Les dispositions ci-après s'appliquent si le terrain naturel est situé :

- sous la cote 0,70 mètres NGF pour les zones urbaines,
- sous la cote 1,70 mètres NGF pour les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles.

Seuls peuvent être autorisés, en respectant les dispositions communes précisées ci-avant :

- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics existants,
- les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des activités portuaires,
- les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des plages.

ainsi que :

- les aires de stationnement,
- les parcs et jardins.

Dispositions dérogatoires :

Les projets (aménagement, ouvrage, installation, exploitation, construction, extension) ci-après ne sont pas soumis aux dispositions communes. Ils doivent cependant respecter les dispositions suivantes :

- La création de sous-sols est interdite.
- Les citernes et cuves doivent être scellées et lestées, et toute ouverture (évent, remplissage) doit être située au-dessus de la cote + 2,40 mètres NGF.
- Les aires de stationnement collectives réalisées au niveau du

terrain naturel devront prévoir un dispositif évitant l'emportement des véhicules en cas d'inondation. Cette règle ne s'applique pas aux places de stationnement situées le long des infrastructures de transport.

- Les clôtures assureront la transparence hydraulique.
- Les remblais sont interdits, sauf s'ils sont directement liés à des opérations autorisées ou nécessaires à des travaux de réduction de vulnérabilité.

Seuls peuvent être autorisés, y compris sous la cote + 2,10 m NGF :

- La réalisation de travaux d'infrastructures portuaires sous réserve de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et de ne pas aggraver les risques et leurs effets pendant l'inondation.
- Les constructions ou les extensions d'équipements d'activités portuaires, y compris bâtiments d'activités strictement liées à la mer, sous réserve :
 - qu'elles assurent la sécurité des personnes et n'augmentent pas la vulnérabilité ou les nuisances ;
 - que les parties de bâtiments situées en dessous de la cote + 2,10 m NGF soient construites avec des matériaux et des équipements insensibles à l'eau saline ;
 - que le stockage de matériaux sensibles, dangereux au contact de l'eau ou encore polluants soit situé à la cote minimale de + 2,40 m NGF ;
 - que le stockage de matériaux non sensibles et non dangereux mais pouvant se mettre en flottaison soit réalisé dans des espaces munis de dispositifs anti-emportement hydrauliquement transparents afin d'éviter la création d'embâcles ;
 - que le pétitionnaire atteste de l'existence d'un dispositif interne de gestion de crise permettant d'évacuer rapidement les personnes et les matériaux

stockés temporairement au niveau du terrain naturel (zones de déchargement).

- Les constructions, installations techniques liées à la gestion et à l'exploitation des cours d'eau, des captages d'eau potable et des réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (eau, assainissement...), sous réserve :
 - de prendre toutes les dispositions constructives visant à diminuer la vulnérabilité et à permettre un fonctionnement normal ou, a minima, à supporter sans dommages structurels une immersion pendant plusieurs jours (étanchéité, résistance à la pression hydraulique, stabilité des ouvrages, etc.) ; en particulier en installant autant que faire se peut les équipements techniques sensibles (tels que les transformateurs, les postes de distribution, les postes de relevage ou de refoulement, les relais et antennes, etc.) au minimum à la cote + 2,40 m NGF ;
 - de ne pas aggraver les risques et leurs effets pendant l'inondation.
- Les aménagements légers temporaires, démontables ou mobiles relatifs aux activités le long des berges ou des plages et à leur sécurité ou nécessaires à l'organisation de manifestations événementielles temporaires, à l'exclusion des équipements destinés à l'hébergement ou au camping. Le pétitionnaire doit attester que le site fait l'objet d'un affichage et d'un plan interne de gestion de crise appropriés permettant d'assurer en outre le démontage et le transport anticipés des installations hors zone à risque dans un délai de 24 heures au vu des prévisions de montée des eaux.
- Dans le cadre d'activités existantes uniquement, les abris ouverts, sous réserve d'être ancrés ou d'être implantés au-dessus de la cote + 2,10 m NGF et de ne pas induire une augmentation de fréquentation.

- *Les aménagements publics légers tels que le mobilier urbain, sous réserve d'être ancrés au sol.*
- *L'extension limitée de l'emprise au sol des constructions existantes, sous réserve d'être inférieure à 20 m² et de ne pas créer de logement supplémentaire, uniquement lorsqu'elle est nécessaire à la création d'une zone refuge au-dessus de + 2,40 m NGF. »*

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalisera des études complémentaires afin d'affiner la connaissance du risque submersion marine sur le territoire communal. À l'issue de ces études, des précisions pourront être intégrées au règlement graphique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants, R. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « loi Grenelle II » ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite « loi ALUR » ;
- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, dite « loi LAAF » ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite « loi ELAN » ;
- L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- La délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du SCoT Ouest Étang de Berre du 22 octobre 2015 ;

- La délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019 ayant approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- La lettre d'observations du 19 février 2020, adressée par le Préfet des Bouches-du-Rhône à la Présidente de la Métropole, valant recours gracieux contre la délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019, demandant le retrait partiel de la délibération sur les points relatifs à la submersion marine ;
- Le courrier de réponse au recours gracieux du Préfet des Bouches-du-Rhône du 6 juillet 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'aux termes de sa lettre d'observations Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône relève la nécessité de modifier le règlement du PLU de la commune de Fos-sur-Mer concernant la prise en compte du risque submersion marine.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener des études complémentaires, permettant la définition de prescriptions précises qui seront ajoutées au PLU par voie de modification.
- Que pour prendre en compte les observations du Préfet, il convient de retirer partiellement la délibération n° URB 019-7911/19/CM du 19 décembre 2019 uniquement en ce qui concerne la prise en compte du risque submersion marine.
- Que par suite, il convient de ré-approuver le PLU de la commune de Fos-sur-Mer modifié suite aux observations du Préfet.

Délibère

Article 1 :

Est retirée partiellement la délibération n° URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer, en tant qu'elle approuve l'article 3.2 « Risques liés aux inondations » des dispositions générales du règlement du PLU.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle rédaction de l'article 3.2 « Risques liés aux inondations » des Dispositions Générales du Règlement du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle figure ci-dessus.

Article 3 :

Sont approuvés les ajustements apportés au dossier du PLU résultant de cette modification de l'article 3.2 « Risques liés aux inondations » des Dispositions Générales du Règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Est ré-approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ainsi modifié, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Article 5 :

La présente délibération fera l'objet, en application des dispositions de l'article L. 5211-47 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage au siège de la Métropole, au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et en mairie de Fos-sur-Mer durant un mois ;
- d'une mise en ligne sur le site Internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence <http://www.ouestprovence.fr> ;
- mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le Département ;
- la présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 015-8365/20/CM

**■ Retrait de la délibération n°URB 006-7109/19/CM du 24 octobre 2019 portant arrêt du projet de révision générale du Règlement Local de Publicité et arrêt du bilan de la concertation de la commune d'Aubagne
MET 20/14769/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à

l'élaboration et à la révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dans son article 22, titre III dispose : «*Les dispositions du titre V du livre 1er du code de l'urbanisme relatives au périmètre du plan local d'urbanisme et à l'autorité compétente en la matière, les dispositions du même titre V relatives aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de grande taille ainsi que les dispositions de l'article L. 134-12 du même code relatives aux plans locaux d'urbanisme intercommunaux de la métropole d'Aix-Marseille-Provence sont applicables aux procédures d'élaboration et de révision du règlement local de publicité initiées avant la publication de la présente loi dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés par une création, une fusion ou une modification de périmètre prononcées en application de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dans ceux devenus compétents en matière de plan local d'urbanisme en application de l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dans les établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris ainsi que dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.* » ;

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais compétente pour la poursuite de toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Règlement Local de Publicité initiée avant la publication de cette dite loi.

Par délibération n°004-260917 du 26 septembre 2017, le Conseil Municipal de la ville d'Aubagne a prescrit la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 5 juillet 1985.

Dans le cadre de la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence et en application du Code de l'Urbanisme et notamment des articles L.153-14 et R. 153-3 suivants, et au regard du bilan de la concertation le Conseil de la Métropole a arrêté le projet de RLP après avis favorable du conseil municipal de la ville d'Aubagne en date du 24 octobre 2019.

Au travers de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet des Bouches-du-Rhône a formulé une lettre d'observation, adressée à Mme la Présidente de la Métropole du 17 janvier 2020. Il rappelle qu'en l'absence d'une prescription d'un Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, conformément aux dispositions de l'article L. 581-14 du Code de l'Environnement, la Métropole ne pouvait légalement

poursuivre la procédure de révision du RLP d'Aubagne en cours et par conséquent demande le retrait de la délibération relative à l'arrêt du projet dudit document.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La prescription de la procédure de révision générale du RLP d'Aubagne du 26 septembre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de RLP et de son bilan de la concertation ;
- La délibération N°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La lettre d'observation du Préfet des Bouches-du-Rhône du 17 janvier 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La lettre d'observation du Préfet des Bouches du Rhône du 17 janvier 2020 ;
- Qu'il convient de retirer la délibération du 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de RLP d'Aubagne et de son bilan de la concertation.

Délibère

Article unique :

Est retirée la délibération du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de Règlement Local de Publicité d'Aubagne et de son bilan de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 016-8366/20/CM

**■ Approbation du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau - Abrogation de la délibération URB 002-7894/19/CM du 19 décembre 2019
MET 20/14764/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

L'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP) de Fuveau a été prescrite par délibération n° 28 du Conseil municipal du 26 mars 2012.

Par délibération n°121 du 24 octobre 2017, la commune de Fuveau a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018 a décidé de poursuivre la révision du RLP engagée par la commune de Fuveau.

La réglementation nationale applicable à la publicité, aux enseignes et pré enseignes a été très profondément modifiée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Cette loi prévoit de nouvelles conditions et procédures pour l'élaboration et la révision de RLP.

Les évolutions de la Ville de Fuveau, tant sur le plan urbanistique, que commercial ou démographique imposent la révision globale de la politique environnementale en matière d'implantation des publicités extérieures. Ainsi, la commune de Fuveau a décidé de mettre en place un RLP, qui doit permettre de mettre en cohérence la gestion de la publicité sur la commune.

Cette élaboration du RLP s'inscrit aussi dans une démarche plus globale de valorisation du territoire communal en adaptant la réglementation aux particularités paysagères et aux évolutions économiques du territoire communal.

Objectifs et orientations :

Les objectifs de l'élaboration du RLP fixés par délibération du 26 mars 2012 sont :

- Procéder à un recensement des supports existants sur l'ensemble du territoire communal ;
- Procéder à une dé-densification des supports publicitaires aux abords de certaines voies et secteurs surchargés en information publicitaire ;
- Éviter l'implantation de panneaux publicitaires dans les quartiers et zones encore protégées ;
- Formuler des règles spécifiques en ayant recours aux nouvelles « zones de tranquillité » pour les entrées de ville, les carrefours giratoires, ainsi que les abords des établissements scolaires
- Élaborer des prescriptions en matière d'implantation, d'insertion et de qualité des dispositifs publicitaires ;
- Améliorer l'intégration des enseignes et pré-enseignes dans le paysage urbain.

Afin de remplir ces objectifs et compte tenu du diagnostic établi, la commune de Fuveau s'est fixée des orientations en matière de publicité, de pré-enseignes et d'enseignes. Dans tous les cas, il s'agit de concilier la dynamique des activités économiques avec le respect du cadre de vie et les spécificités de chaque secteur.

Secteur 1 : Centre-village

RAPPEL de l'enjeu : *Préserver le patrimoine, l'architecture et l'ambiance villageoise fuvelaine dans le centre ancien.*

Orientations :

- Préserver la continuité des formes urbaines et le patrimoine bâti ancien en adoptant une réglementation appropriée (nombre d'enseignes, couleurs, matériaux...) ;
- Dynamiser le commerce de centre-village, à travers un embellissement général des enseignes ;
- Préserver et mettre en valeur les perspectives paysagères sur le village depuis les principaux lieux de perception ;
- Conserver l'effet de promontoire naturel sur lequel repose la Chapelle.

Secteur 2 : Hameau de La Barque

RAPPEL de l'enjeu : *Retrouver une ambiance villageoise fuvelaine dans le hameau de La Barque et préserver les perspectives paysagères.*

Orientations :

- Qualifier le hameau de la Barque et tendre vers un quartier plus résidentiel, plutôt qu'un simple lieu de passage routier, en travaillant sur une meilleure intégration des enseignes, préenseignes et publicité ;
- Mettre en valeur les perspectives paysagères depuis les axes, en limitant le nombre et la dimension des panneaux publicitaires et préenseignes.

Secteur 3 : Zones d'activités

RAPPEL de l'enjeu : *Dé-densifier et améliorer la qualité de la vitrine commerciale des zones d'activités sans porter atteinte à la dynamique des activités présentes.*

Orientations :

- Requalifier les abords de la RD6 et RD96 le long des zones d'activités, en travaillant sur la gestion des enseignes et des publicités ;
- Mettre en valeur les perspectives paysagères remarquables sur la Montagne Sainte-Victoire ;
- Réduire l'impact visuel en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes : nombre, proportion, couleurs, positionnement, etc ;
- Faire appliquer l'interdiction d'apposer de la publicité et des pré-enseignes hors agglomération, dans le respect des dérogations édictées par la loi ;
- Encadrer les secteurs d'activités existants et en développement, par une réglementation adaptée aux besoins des établissements commerciaux.

Secteur 4 : Axes structurants : RD6 et RD96

RAPPEL de l'enjeu : *Poursuivre la dé-densification des dispositifs scellés au sol et sur clôtures pour réduire la pollution visuelle sur le grand paysage, tout en permettant aux activités commerciales de se signaler.*

Orientations :

- Requalifier les abords des principaux axes en réglementant les enseignes, préenseignes et la publicité ;
- Faire appliquer le RLP concernant l'interdiction d'apposer des pré-enseignes, publicités et la densité des enseignes scellées au sol.

Secteur 5 : Axes pénétrants : RD46 et RD46B

RAPPEL de l'enjeu : Veiller à un aménagement qualitatif des zones d'entrées de village pour préserver les échappées visuelles remarquables sur la silhouette villageoise et la Sainte-Victoire.

Orientations :

- Réglementer les enseignes, publicités et pré-enseignes pour préserver les entrées de village ;
- Conserver les vues ouvertes sur la silhouette villageoise et la Sainte-Victoire, en maîtrisant les dispositifs autorisés ;
- Faire appliquer le RLP concernant l'interdiction d'apposer des publicités et préenseignes hors agglomération, ainsi que le régime des pré-enseignes dérogatoires applicable depuis le 13 juillet 2015 en supprimant les préenseignes devenues illégales.

La concertation :

Conformément à la délibération du 26 mars 2012 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité, cette concertation a pris la forme :

- d'une information qui a été assurée par voie de presse (journaux) de radio et publications,
- de l'organisation de réunions publiques. Deux réunions publiques ont été organisées en mairie : l'une le 24 avril 2017 concernant le diagnostic et les orientations du projet et l'autre le 4 octobre 2017 concernant la présentation du projet. Au cours de ces deux réunions, le projet de RLP a été présenté par vidéo projection à l'ensemble des acteurs économiques de la commune de Fuveau, entrepreneurs et commerçants et aux représentants du secteur de la publicité extérieure.
- et d'une mise à disposition d'un registre pour recueillir les observations jusqu'à l'arrêt du projet en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.

Deux réunions de concertation avec les personnes publiques associées se sont tenues le 9 mai 2016 et le 6 septembre 2017 avec la DDTM 13, la DREAL et la CCI.

Ensuite, par délibération n°120 du 23 octobre 2017, la commune a arrêté le projet d'élaboration du RLP et tiré le bilan de la concertation lié à cette procédure d'élaboration du RLP. Le projet tenu à la disposition du public n'a fait l'objet d'aucune observation sur le registre dédié à leur recueil et que les réunions au cours desquelles les propositions ou remarques ponctuelles ont été effectuées ont montré une approbation générale du projet.

Notification du projet et avis émis :

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de projet de RLP arrêté a été notifié au plus tard le 29 novembre 2017 aux Personnes Publiques Associées,

aux communes limitrophes et par courrier du 15 janvier 2018 à la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites.

A l'issue du délai de 3 mois, les services suivants ont répondu à la consultation :

- Le Préfet dans le cadre de la saisine de la Commission de la Nature, des Paysages et des Sites a émis un avis favorable du 27 mars 2018,
- Le Préfet des Bouches-du-Rhône a émis un avis favorable avec des observations nous invitant à les prendre en compte ;
- Les autres organismes, consultés n'ont pas exprimé d'avis dans le délai de 3 mois après la transmission du projet de RLP. Leur avis est réputé favorable.

L'enquête publique :

Par décision n°E18000150/13 du 07 janvier 2019, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Pierre LEMERY en qualité de commissaire enquêteur.

Conformément à l'arrêté de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix n°19_CT2_030 du 25 juillet 2019, le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau a été soumis à enquête publique du 04 septembre au 04 octobre 2019 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que le registre d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- En un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la commune de Fuveau, localisé à l'Hôtel de Ville, 26 Boulevard Emile Loubet, à Fuveau (13710), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- Sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/fuveaurlp-ep>, auquel les sites internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et de la commune de Fuveau (<https://www.mairiedefuveau.fr>) ont renvoyés, à toute heure.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, en Mairie de Fuveau, sise Hôtel de Ville, 26 Boulevard Emile Loubet à Fuveau (13710), aux dates et heures suivantes :

- Mercredi 04 septembre 2019 de 08h30 à 12h00 ;
- Mercredi 11 septembre 2019 de 13h30 à 17h00 ;
- Lundi 16 septembre 2019 de 08h30 à 12h00 ;

- Mardi 1^{er} octobre 2019 de 08h30 à 12h00 ;
- Vendredi 04 octobre 2019 de 13h30 à 17h00.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de Règlement Local de Publicité de Fuveau :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur,
- par courriel à l'adresse suivante : fuveau-rlp@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/fuveau-rlp-ep>

Pour la consultation du dossier d'enquête, le public a eu accès à un poste informatique au siège de l'enquête publique.

Un avis au public a été affiché à compter du 9 août au 4 octobre à l'Hôtel Boadès et à compter du 16 août 2019 en Mairie de Fuveau.

Mention de cet avis a été publié :

- dans un premier temps, dans la Provence et la Marseillaise le 16 août 2019,
- dans un second temps dans la Provence et la Marseillaise le 9 septembre 2019,

Cette seconde parution a été inclus dans le dossier d'enquête publique en cours d'enquête conformément à l'article 9 de l'arrêté n°19_CT2_030 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 25 juillet 2019.

- enfin sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à compter du 12 août 2019.

Les résultats de l'enquête publique :

Dans son procès-verbal de synthèse reçu le 4 octobre 2019, le commissaire enquêteur fait état qu'aucune observation n'a été déposée de façon dématérialisée et de 4 observations portées ou annexées au registre d'enquête. Deux observations ont eu une appréciation positive du projet de RLP. En cours d'enquête publique, l'avis du département a été reçu le 27 septembre et annexé au registre d'enquête. Dans ce courrier, il demandait la modification de l'article 7 du titre I du règlement. Concernant l'observation de Monsieur Defaye au nom de la société JC DECAUX et de l'Union de la Publicité Extérieure, il est demandé des précisions sur la façon dont le format de 2 m² est calculé (avec ou sans la moulure périphérique) et souhaitait que le format de 4m² soit privilégié.

Le mémoire en réponse a été transmis le 17 octobre 2019 au commissaire enquêteur.

Un avis favorable avec des réserves a été émis par le commissaire enquêteur, sur le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau, dans son rapport et ses conclusions motivées datés du 17 octobre 2019.

La conférence des Maires :

En application de l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été présentés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix au Maire de la commune de Fuveau dans le cadre de la conférence intercommunale des maires qui s'est tenue le 12 décembre 2019.

Par délibération n°2019_CT2_088 du 27 mars 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix a été autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des maires dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau.

Les propositions de modification du dossier de RLP entre son arrêt et son approbation :

A la suite de l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci ainsi que des avis des personnes publiques associées et des réserves du commissaire enquêteur, il est proposé de modifier le projet de RLP sur les points suivants.

Il est proposé de répondre de la façon suivante aux quatre réserves du commissaire enquêteur :

Réserve n°1 : « Apporter les modifications demandées par le commissaire enquêteur pour améliorer la lisibilité du RLP reprises en page 4 du mémoire en réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Pour améliorer la lisibilité du RLP, il est proposé d'introduire un sommaire au début du règlement et de renuméroter les annexes du dossier de RLP et celles du règlement du RLP. Les pages du règlement renvoyant aux annexes seront modifiées pour comporter le nouveau numéro d'annexe.

Réserve n°2 : « Rectifier les deux erreurs matérielles faisant apparaître la mention de la commune de Bouc-Bel Air en lieu et place de Fuveau ».

Il est proposé de rectifier ces erreurs matérielles.

Réserve n°3 : « Intégrer dans le RLP les précisions de la Métropole Aix-Marseille-Provence faisant suite aux observations de l'Etat et décrites en pages 2 et 3 du mémoire en réponse ».

Les suites aux observations de l'Etat décrites dans le mémoire en réponse sont les suivantes :

Observation sur la qualification de la zone d'activité Saint-Charles considérée dans le projet de RLP comme un centre commercial. Il est proposé pour ce secteur d'employer la terminologie suivante : « zone d'activités ayant des activités commerciales » et de ne pas modifier le périmètre d'agglomération. Les services du préfet ayant

considéré la zone d'activités Saint Charles comme non commerciale du fait du caractère minoritaire de ce type d'activités, par voie de conséquence il est proposé d'interdire la publicité sur ce secteur et de modifier le règlement en ce sens.

Demande de rectifier l'erreur matérielle à la page 13 du rapport de présentation concernant les dimensions maximales des enseignes scellées au sol. Il est proposé de rectifier cette erreur matérielle comme suit « les enseignes scellées au sol sont limitées à 6 m² et 6,5 m de hauteur si la largeur est supérieure à 1 m et 8 m de hauteur si inférieures à 1 m de large ».

Actualiser le chapitre concernant les pré-enseignes dérogatoires à la page 16 du rapport de présentation. Il est proposé d'actualiser ce chapitre comme suit « en dehors de l'agglomération, supposée être au paysage naturel, toute forme de publicité est interdite. Les pré-enseignes dites dérogatoires positionnées hors agglomération doivent être en conformité avec les dispositions réglementaires et retirées depuis le 13 juillet 2015.

Observation sur l'interdiction des bâches dans les communes de moins de 10 000 habitants qu'elles appartiennent ou non à une unité urbaine de plus de 100 00 habitants. Le recensement de la population fuvelaine délivré par l'INSEE fait état au 1^{er} janvier 2019 d'une population totale de 10 149 habitants. Cette interdiction ne s'applique plus à ce territoire du fait du dépassement du seuil de 10 000 habitants. Aucune modification n'est donc proposée.

Précision concernant le champ d'application territorial d'application du RLP. Il est proposé de prendre en compte la phrase formulée par le commissaire enquêteur, objet de la réserve 4 du commissaire enquêteur : « le RLP s'applique à l'ensemble du territoire de la commune, y compris le domaine public routier départemental. Toutefois, l'utilisation de celui-ci reste soumise par ailleurs à l'autorisation du Département ».

Contradiction sur l'autorisation des enseignes murales parallèles à la page 10 et 11 du règlement. Il est proposé de modifier, à la page 11 du règlement le paragraphe relatif aux enseignes murales sur clôture pour lever l'incohérence, comme suit « « sont admises les enseignes murales parallèles au mur sur clôture lorsque la façade commerciale de l'établissement n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique, à condition que la clôture soit aveugle ».

Observation sur les annexes du projet de RLP : proposer un plan zoom de la zone 1 (Centre Village) et ajouter la définition du mode de calcul du format maximal des publicités dans le lexique. Le zoom étant existant sur le plan B, il est proposé de ne pas compléter les annexes graphiques existantes. De plus, il est suffisant pour l'instruction des futurs dossiers de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes. Concernant l'ajout de la définition du mode

de calcul, il est proposé d'y répondre favorablement en indiquant que « la surface considérée sur les publicités est hors cadre ».

A la page 3 du mémoire en réponse figure les éléments de réponse à l'observation de Monsieur Defaye.

Observation sur le format autorisé pour la publicité : questionnement au sujet de l'encadrement ? Il est proposé de rajouter une phrase suivante à la page 6 du règlement du RLP : « La surface considérée sur les publicités est hors cadre ».

Privilégier le format de 4 m² pour les publicités. Le format de 2 m² a été privilégié dans un souci de préservation du patrimoine et de la qualité architecturale. Pour cette raison, il n'est pas proposé de faire évoluer le document soumis à enquête publique.

Cette personne indique que l'interdiction de la publicité scellée au sol entrainera une impossibilité de signaler les activités des commerces et des annonceurs (zone 2). Cette disposition réglementaire permet de répondre à la problématique de la multiplication des dispositifs de publicités et pré-enseignes qui nuisaient à la qualité du paysage sur la silhouette villageoise.

Concernant l'inquiétude pour la signalisation des commerces, il est prévu que la micro signalétique (SIL) soit encouragée par la municipalité en optant pour un affichage sur un mobilier urbain s'intégrant dans ce secteur. Cette disposition est réglementée par le Code de la route. Elle est de ce fait instruite dans le cadre des occupations du domaine public conformément aux dispositions du Code de la voirie routière et du Code Général de la propriété des personnes publiques. Les règles de droit commun en matière d'environnement et les dispositions du R.L.P ne sont pas concernées. Par contre, les enseignes scellées au sol sont autorisées sous certaines conditions de nombre, de positionnement et de dimensionnement tel que le précise le règlement.

Réserve n°4 : « Modifier la rédaction de l'article 7 pour la partie relative au domaine public routier départemental, telle que proposée par le commissaire enquêteur »

Il est proposé de prendre en compte la phrase formulée par le commissaire enquêteur, objet de la réserve 4 du commissaire enquêteur : « le RLP s'applique à l'ensemble du territoire de la commune, y compris le domaine public routier départemental. Toutefois, l'utilisation de celui-ci reste soumise par ailleurs à l'autorisation du Département ».

La délibération N°URB 002-7894/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 avait approuvé le Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau. Suite à l'évolution des dispositions législatives et l'adoption de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de

l'action publique du 27 décembre 2019, le Code de l'Environnement prévoit la possibilité pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de poursuivre les procédures d'élaboration des Règlements Locaux de Publicité initiées antérieurement à la publication de la loi. Il est donc proposé de retirer la délibération citée ci-dessus et d'approuver le Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération n°2 du Conseil Municipal du 16 janvier 2012 relative à la désignation des représentants de la commune au sein de la Commission pour la mise en place d'un Règlement Local de Publicité ;
- La délibération n°28 du Conseil Municipal du 26 mars 2012 prescrivant l'élaboration d'un règlement Local de Publicité ;
- La délibération n°120 du Conseil Municipal du 23 octobre 2017 dressant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Règlement local de Publicité ;
- La délibération n°121 du Conseil Municipal du 23 octobre 2017 donnant l'accord de la commune pour la poursuite de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité par la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de l'élaboration du RLP engagée par la commune le 26 mars 2012 ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;
- La délibération n°2019_CT2_088 du Territoire du Pays d'Aix du 27 mars 2019 donnant pouvoir à Madame le Président du

Territoire pour convoquer la conférence intercommunale des maires dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité ;

- L'arrêté n°19_CT2_030 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, du 25 juillet 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau ;
- La décision n°E18000150/13 du 7 janvier 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Pierre LEMERY, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Les avis favorables émis par la Commission Départementale en matière de Nature, de Paysage et de Sites et le Préfet, sur le projet de révision du RLP ;
- Le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur ;
- La délibération n°URB 002-7894/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'approbation du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les avis des Personnes Publiques Associées, les observations du public et les réserves du commissaire enquêteur justifient les modifications proposées dans ce rapport.
- Que les propositions de modifications entre l'arrêt du RLP et son approbation ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.
- Que le dossier définitif se compose d'un rapport de présentation, d'un règlement et d'annexes cartographiques avec le périmètre d'agglomération et le zonage du Règlement Local de Publicité ainsi que l'arrêté fixant les limites de l'agglomération.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération N°URB 002-7894/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau.

Article 2 :

Est approuvé le Règlement Local de Publicité de la commune de Fuveau, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Il est précisé que le Règlement Local de Publicité, une fois approuvé, devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

Article 4 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Fuveau,
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département,
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Elle sera publiée également sur le portail national de l'urbanisme conformément à l'article R 153-22 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Le dossier relatif au Règlement Local de Publicité sera tenu à la disposition du public en Mairie de Fuveau, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 017-8367/20/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays d'Aix - Prescription et définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

MET 20/14766/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L.581-7 du Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L.581-9 du Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de

l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien, et pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L.581-9 du Code de l'Environnement). Elles constituent le Règlement Local de Publicité (RLP).

Défini aux articles L.581-14 et suivants du Code de l'Environnement, le RLP est un outil de planification de l'affichage publicitaire.

En effet, les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un RLP (article L.581-2 du Code de l'Environnement).

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II », l'EPCI compétent en matière de PLU est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire. Le RLP doit ainsi être élaboré à l'échelle intercommunale (article L.581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de tous ses territoires.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II, hors agglomération, le Règlement Local de Publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;

- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le RLP ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'applique (article L.581-14 du Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (article L.581-7 du Code de l'Environnement).

Pour plus de simplicité, la loi « Grenelle II » a également prévu que le RLP serait élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures définies par le Code de l'Urbanisme pour l'élaboration, la révision ou la modification des PLU (article L.581-14-1 du Code de l'Environnement), tout en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires.

La loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a permis de :

- Autoriser l'élaboration de RLPi à l'échelle des Territoires et non à l'échelle de l'ensemble de la Métropole (article 22 de la loi),
- Poursuivre la révision des RLP communaux, comme cela est permis pour les PLU,
- Repousser le délai de caducité des RLP communaux non « grenellisés » au 13 juillet 2022 pour les communes faisant partie d'un Territoire ayant engagé l'élaboration d'un RLPi avant le 13 juillet 2020.

La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne décale ce dernier délai de 6 mois permettant ainsi de repousser le délai de caducité des RLP communaux non « grenellisés » au 13 juillet 2022 pour les communes faisant partie d'un Territoire ayant engagé l'élaboration d'un RLPi avant le 13 janvier 2021.

La plupart des RLP en vigueur sur le Territoire du Pays d'Aix a été adoptée avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II et n'est pas conforme à ses dispositions.

Il convient donc désormais de prescrire l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation avec le public.

Le RLPi du Territoire du Pays d'Aix

Le RLPi du Territoire du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes du Territoire du Pays d'Aix, et se substituera aux RLP existants au niveau des communes.

Le Territoire du Pays d'Aix comprend trente-six communes et accueille plus de 400 000 habitants sur un vaste territoire de 1300 km².

La situation géographique et les caractéristiques socio-économiques du Pays d'Aix lui confèrent naturellement une position stratégique dans la structuration du territoire métropolitain d'Aix-Marseille-Provence et au-delà dans le développement de l'arc méditerranéen et le sud des Alpes.

Le Pays d'Aix se démarque par la diversité et la richesse de ses paysages identitaires, à l'instar des paysages de la Montagne Sainte-Victoire et de la « campagne aixoise » qui concourent à la qualité du cadre de vie et participent à l'attractivité résidentielle et touristique du territoire.

L'armature territoriale du Pays d'Aix s'articule autour d'Aix-en-Provence, grande ville-centre structurante de plus de 140 000 habitants et de plusieurs pôles urbains secondaires : Vitrolles, Pertuis, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Lambesc, et Trets. Ces centres anciens accueillent des éléments et ensembles patrimoniaux de grande qualité, tels que les églises,

les places, les cours, les fontaines, les bastides et autres etc. Ils sont pour la plupart protégés par différents outils réglementaires (PSMV, AVAP, Monuments Historiques, etc.). Le patrimoine bâti est particulièrement dense en Pays d'Aix.

La plupart des autres communes du Pays d'Aix se caractérisent par des noyaux villageois en hauteur (villages perchés), en piémont, ou en plaine. La qualité paysagère des villages du Pays d'Aix s'appuie aussi en grande partie sur le maintien d'un écrin paysager naturel et agricole à leurs abords.

Ces dernières décennies, le développement urbain en Pays d'Aix, a souvent conduit à une imbrication de plus en plus forte des espaces urbanisés et naturels engendrant une perte de lisibilité des espaces urbains, agricoles, naturels et forestiers.

En matière d'économie, le Pays d'Aix est un territoire attractif et moteur dans le développement économique métropolitain : pôle d'emploi majeur (30% des emplois salariés privés de la métropole), attractif (1/3 des emplois sont occupés par des actifs ne résidant pas dans le Pays d'Aix) et par conséquent générateur de nombreux flux pendulaires. Territorialement, cette réussite économique s'est traduite à travers la création de nombreuses zones d'activités, de toutes tailles, et de plusieurs pôles commerciaux qui maillent le territoire, présentant une densité commerciale élevée.

Ainsi, la préservation de la qualité du cadre de vie est un enjeu majeur pour le maintien de l'attractivité du Pays d'Aix et pour ses habitants. La réglementation relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes s'inscrit dans cet objectif de mise en valeur du paysage, de lutte contre les nuisances visuelles notamment, tout en prenant en compte le respect de la liberté d'expression et celles des acteurs économiques du territoire.

Actuellement, 14 communes du Pays d'Aix sur 36 sont dotées ou ont engagé une démarche d'élaboration – révision de RLP communal avant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la Métropole (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Fuveau, Gréasque, Les Pennes Mirabeau, La Roque d'Anthéron, Le Tholonet, Meyreuil, Pertuis, Rousset, Trets, Venelles, Vitrolles).

Conformément aux articles L.153-11 et L.103-4 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole doit prescrire l'élaboration du RLPi et préciser les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public :

Les objectifs poursuivis :

C'est dans un souci de mieux valoriser et de protéger le cadre de vie des habitants et d'assurer un traitement qualitatif des espaces publics, que s'inscrivent les objectifs à poursuivre dans le cadre de la démarche d'élaboration du RLPi du Pays d'Aix.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Encadrer les dispositifs publicitaires pour protéger et améliorer la qualité du cadre de vie du Pays d'Aix ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix en prenant compte des spécificités des communes du territoire ;
- Préserver et mettre en valeur les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, de composition urbaine ou de qualité du cadre de vie en respectant les périmètres environnementaux et urbains spécifiques (sites protégés, sites patrimoniaux remarquables, PSMV, Grand Site...) ;
- Concilier la dynamique des activités économiques ou l'attractivité économique avec le respect du cadre de vie ;
- Améliorer l'intégration des dispositifs dans le paysage tant urbain que naturel ou agricole ;
- Améliorer l'image des zones d'activités et des entrées de ville ;
- Réduire l'impact environnemental de certains dispositifs.

Les modalités de la concertation :

Les réflexions relatives au RLPi seront menées sur le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées.

La concertation se déroulera depuis la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que dans chacune des 36 communes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le contenu de ce dossier sera également mis en ligne sur le site dédié www.registre-numerique.fr/rmpi-ct2-concertation.

- Des réunions publiques de présentation du projet seront organisées préalablement à l'arrêt du projet de RLPi.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que dans chacune des communes du Territoire du Pays d'Aix, sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix et sur le site dédié www.registre-numerique.fr/rmpi-ct2-concertation. L'annonce précisera les dates, lieux et objet des réunions.

- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

- Sur le registre papier destiné à recevoir les observations du public et mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- Sur le registre numérique à l'adresse suite suivante : <https://www.registre-numerique.fr/rmpi-ct2-concertation>,
- Par courrier à :
- A l'attention du Président du Territoire du Pays d'Aix
- **CONCERTATION SUR LE RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DU PAYS D'AIX**
- Hôtel de Boadès – CS 40 868 - 13 626 Aix-en-Provence Cedex 1
- Par voie électronique
- A l'attention du Président du Territoire du Pays d'Aix via l'adresse suivante : rmpi-ct2-concertation@mail.registre-numerique.fr

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aix » ;
- La conférence intercommunale des Maires qui s'est tenue le 15 mai 2020 et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 23 juillet 2020 qui définit les modalités de

collaboration entre les communes concernées ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité, notamment sur le Territoire du Pays d'Aix.
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays d'Aix.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPi ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Délibère

Article 1 :

Il convient de prescrire le RLPi du Territoire du Pays d'Aix, de définir les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public.

Article 2 :

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Encadrer les dispositifs publicitaires pour protéger et améliorer la qualité du cadre de vie du Pays d'Aix,
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix en prenant compte des spécificités des communes du territoire,
- Préserver et mettre en valeur les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, de composition urbaine ou de qualité du cadre de vie en respectant les périmètres environnementaux et urbains spécifiques (sites protégés, sites patrimoniaux remarquables, PSMV, Grand Site...),
- Concilier la dynamique des activités économiques ou l'attractivité économique avec le respect du cadre de vie,
- Améliorer l'intégration des dispositifs dans le paysage tant urbain que naturel ou agricole,
- Améliorer l'image des zones d'activités et des entrées de ville,
- Réduire l'impact environnemental de certains dispositifs.

Article 3 :

Les modalités de concertation avec le public sont les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que dans chacune des 36 communes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le contenu de ce dossier sera également mis en ligne sur le site dédié www.registre-numerique.fr/rloi-ct2-concertation.

- Des réunions publiques de présentation du projet seront organisées préalablement à l'arrêt du projet de RLPi.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que dans chacune des communes du Territoire du Pays d'Aix, sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix et sur le site dédié www.registre-numerique.fr/rloi-ct2-concertation. L'annonce précisera les dates, lieux et objet des réunions.

- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

- Sur le registre papier destiné à recevoir les observations du public et mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures habituels d'ouverture au public,

- Sur le registre numérique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/rloi-ct2-concertation>,

- Par courrier à :
A l'attention du Président du Territoire du Pays d'Aix

CONCERTATION SUR LE RÈGLEMENT
LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DU
D'AIX

Hôtel de Boadès – CS 40 868 - 13 626 Aix-en-Provence Cedex 1

- Par voie électronique :
A l'attention du Président du Territoire du Pays d'Aix via l'adresse suivante : rloi-ct2-concertation@mail.registre-numerique.fr

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération budgétaire 458116 271 9, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI719AP.

Article 5 :

Conformément au Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse. La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que sur le portail national de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 018-8368/20/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur le Territoire du Pays Salonais - Prescription et définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation MET 20/14776/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L.581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (article L.581-7 du Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (article L.581-9 du Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (article L.581-9 du Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (article L.581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L.581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Ainsi, le RLP doit donc être élaboré à l'échelle intercommunale (article L.581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et

documents en tenant lieu et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité.

La loi Grenelle II a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;
- Depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national de publicité s'applique (article L.581-14 du Code de l'Environnement). Hors agglomération, le règlement local de publicité peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (article L.581-7 du Code de l'Environnement).

En outre, la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant les étapes procédurales supplémentaires.

Enfin, la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 avait initialement fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L.581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirait au 13 juillet 2020.

Par la suite, la loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a permis de :

- Poursuivre la révision des RLP communaux, comme cela est permis pour les PLU,
- Autoriser l'élaboration de RLPi à l'échelle des Territoires (article 22 de la loi),
- Repousser le délai de caducité des RLP communaux non « grenellisés » au 13 juillet 2022 pour les communes faisant partie d'un Territoire ayant engagé l'élaboration d'un RLPi avant le 13 juillet 2020.

Suite à la crise sanitaire liée au COVID 19, la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne décale ce dernier délai de 6 mois permettant ainsi de repousser le délai de

caducité des RLP communaux non « grenellisés » au 13 juillet 2022 pour les communes faisant partie d'un Territoire ayant engagé l'élaboration d'un RLPi avant le 13 janvier 2021.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire du Pays Salonais ont été adoptés avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'envisager l'élaboration d'un nouveau Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire du Pays Salonais. Plus précisément, le RLP de la commune de Salon-de-Provence est applicable depuis 1984 et le RLP de la commune de Rognac depuis 2003.

Conformément aux articles L.153-11 et L.103-4 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole doit prescrire l'élaboration du RLPi et préciser les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public :

• **Les objectifs poursuivis :**

Au vu du contexte rappelé ci-avant, les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal sont les suivants :

- Organiser par un traitement cohérent la publicité extérieure à l'échelle du Pays Salonais de façon à assurer au territoire une image attractive tant du point de vue paysager que touristique.

- Réinterroger les zones de publicité autorisées, établies par les 2 RLP communaux (Salon, Rognac) au regard de l'évolution des communes concernées, des nouvelles orientations et de la réglementation nationale, notamment en assurant la compatibilité avec la charte du PNR des Alpilles.

- Assurer la mise en valeur des entrées de ville et des traversées urbaines par un traitement paysager et architectural de qualité, notamment :

- sur certaines séquences de la RD113 : Lançon Provence, Les Broquetiers à Salon de Provence, La Fare-les-Oliviers ;
- entrée Est par la RD572 / Route de Pélissanne/ Les Barettes à Salon de Provence ;
- entrée de ville Est par la RD7n à Sénas ;
- traversée du hameau de Pont Royal et de la zone d'activités à Mallemort.....

- Conserver la lisibilité du patrimoine architectural notamment dans les centres anciens à forte valeur historique (Aurons, Saint-Chamas) et veiller à la qualité paysagère et urbaine des centres villes de façon à garantir leur attractivité. (Salon de Provence).

Préserver la qualité des secteurs sensibles d'un point de vue paysager en maintenant les grandes

perspectives visuelles et en assurant la préservation des paysages agricoles remarquables et identitaires du territoire : cônes de vue sur les Alpilles à Eyguières, en aval et en amont des RD572, RD68, RD15 et RD17 à Pélissanne, sur les massifs du Luberon à Sénas, valorisation des éléments paysagers et vues sur les zones naturelles et agricoles depuis les entrées de ville Est et Sud à la Fare-les-Oliviers...

• **Les modalités de concertation :**

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi » :

Les modalités de la concertation avec le public sont les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le site internet du Conseil de Territoire du Pays Salonais www.aggloprovence.fr et sera mis à disposition du public au Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - En les consignnant dans les registres mis à disposition au Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire du Pays Salonais

CONCERTATION SUR LE
REGLEMENT LOCAL DE
PUBLICITE INTERCOMMUNAL

281 boulevard Maréchal Foch, BP
274, 13666 Salon de Provence
Cedex

- Et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :

planification.urbaine@ampmetropol
e.fr

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
 - o Une générale à l'échelle du Territoire du Pays Salonais
 - o Une à l'échelle de chaque bassin de vie (Val de Durance-Alpilles, Provence Salonnaise, Rives de l'Etang de Berre).

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L.153-1 et suivants et R.153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 qui a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L.581-14-3 du Code de l'Environnement) ;
- La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 simplifiant la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant les étapes procédurales supplémentaires ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 Engagement de la vie locale et proximité de l'action publique permettant aux territoires d'élaborer leur RLPi ;

- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais » ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 17 juin 2020, au cours de laquelle les modalités de collaboration des communes et les modalités de concertation avec le public ont été examinées et débattues ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 27 juillet 2020 qui définit les modalités de collaboration entre les communes concernées ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole est compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le Territoire du Pays Salonais ;
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays Salonais ;
- Qu'il appartient également au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPi ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Organiser par un traitement cohérent la publicité extérieure à l'échelle du Pays Salonais de façon à assurer au territoire une image attractive tant du point de vue paysager que touristique.

- Réinterroger les zones de publicité autorisées, établies par les 2 RLP communaux (Salon, Rognac) au regard de l'évolution des communes concernées, des nouvelles orientations et de la réglementation nationale, notamment en assurant la compatibilité avec la charte du PNR des Alpilles.

- Assurer la mise en valeur des entrées de ville et des traversées urbaines par un traitement paysager et architectural de qualité, notamment :

- o sur certaines séquences de la RD113 : Lançon Provence, Les Broquetiers à Salon de Provence, La Fare-les-Oliviers ;
- o entrée Est par la RD572 / Route de Pélissanne/ Les Barettes à Salon de Provence ;
- o entrée de ville Est par la RD7n à Sénas ;
- o traversée du hameau de Pont Royal et de la zone d'activités à Mallemort...

- Conserver la lisibilité du patrimoine architectural notamment dans les centres anciens à forte valeur historique (Aurons, Saint Chamas) et veiller à la qualité paysagère et urbaine des centre-ville de façon à garantir leur attractivité. (Salon de Provence).

- Préserver la qualité des secteurs sensibles d'un point de vue paysager en maintenant les grandes perspectives visuelles et en assurant la préservation des paysages agricoles remarquables et identitaires du territoire : cônes de vue sur les Alpilles à Eyguières, en aval et en amont des RD572, RD68, RD15 et RD17 à Pélissanne, sur les massifs du Luberon à Sénas, valorisation des éléments paysagers et vues sur les zones naturelles et agricoles depuis les entrées de ville Est et Sud à la Fare-les-Oliviers...

Article 3 :

Les modalités de concertation avec le public sont les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPI, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le site internet du Conseil de Territoire du Pays Salonais www.agglomeration-provence.fr et sera mis à disposition du public au Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - o En les consignant dans les registres mis à disposition au Conseil de Territoire du Pays Salonais,

Direction Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- o Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire du Pays Salonais

CONCERTATION SUR LE
REGLEMENT LOCAL DE
PUBLICITE INTERCOMMUNAL

281 boulevard Maréchal Foch, BP 274, 13666 Salon de Provence Cedex

- o Et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :
planification.urbaine@agglomeration-provence.fr

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPI y soit présenté :

- o Une générale à l'échelle du Territoire du Pays Salonais
- o Une à l'échelle de chaque bassin de vie (Val de Durance-Alpilles, Provence Salonnaise, Rives de l'Etang de Berre).

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Article 4 :

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et 153-21 du code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans les Bouches-du-Rhône. La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 019-8369/20/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du territoire de Istres-Ouest Provence - Prescription de l'élaboration - définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public MET 20/15537/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu. Elle est par conséquent compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales

étaient plus souples que le règlement national de publicité ;

- depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'applique (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires. Elle a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions. Ce délai a été prolongé de 6 mois par la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirera le 12 janvier 2021.

L'unique règlement local de publicité en vigueur sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence a été adopté en 1992, bien avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II. Il n'est donc pas conforme à ses dispositions et deviendrait de fait caduc au 12 janvier 2021. Cette caducité entraînerait un retour au Règlement National de Publicité (RNP) dont les règles de protection en matière d'implantation de publicité sont moins restrictives.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permet dorénavant d'élaborer des RLPi à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs, la caducité d'un RLP non conforme aux dispositions de la loi Grenelle II peut être repoussée de deux ans en cas de prescription, avant le 12 janvier 2021, d'un RLPi sur le Territoire dont fait partie la commune couverte par le RLP non grenellisé.

C'est dans ce contexte juridique adapté à la Métropole Aix-Marseille-Provence que s'engage l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire d'Istres-Ouest Provence.

Les objectifs poursuivis :

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Territoire d'Istres-Ouest Provence sont les suivants :

- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales ... et les protéger ;
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;

- réinterroger les zones de publicité restreintes instituées par l'unique RLP du Territoire au regard de l'évolution de la commune concernée et des nouvelles orientations ;
- affirmer l'équilibre entre développement économique et protection du cadre de vie ;
- fixer les modalités et obligations d'extinction de la publicité lumineuse ;
- instituer des règles de positionnement et de dimensionnement des enseignes traditionnelles dans les centres-villes et en lieux protégés, qui garantissent leur bonne intégration paysagère et une perception visuelle cohérente et apaisée.

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site du Territoire d'Istres-Ouest Provence. Il sera également mis à disposition du public à la Direction de l'Aménagement Trigance IV – Allée de la Passe-Pierre à Istres et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation au choix selon les modalités suivantes :

- o en les consignait dans les registres mis à disposition à la Direction de l'Aménagement Trigance IV – Allée de la Passe-Pierre à Istres et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- o en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du territoire d'Istres-Ouest Provence chemin du Rouquier 13800 Istres
- o en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :
rlpict5concertation@ampmetropole.fr

- des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :

- o à l'échelle du Territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- o dans chaque commune concernée.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération n° HN 008-8080/20CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Istres - Ouest Provence » ;
- La conférence intercommunale des maires réunie le 24 juin 2020 portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et ses communes membres et sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- Les avis des communes sur la définition des modalités de collaboration du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence avec les communes membres ;
- Les avis des communes sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- La délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence définissant les modalités de collaboration avec ses communes membres ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité ;
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPi, ainsi que les modalités de la concertation avec le public, présentés et discutés lors de la première conférence intercommunale des maires réunie le 24 juin 2020.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire d'Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du RLPi du Territoire d'Istres-Ouest Provence.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L. 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de Région,
- au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre des Métiers des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes

membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône. La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 020-8370/20/CM

■ Approbation de la modification du Programme des Équipements Publics -ZAC d'Entressen à Istres MET 20/15075/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création de la ZAC d'Entressen sur la commune d'Istres est intervenue par arrêté préfectoral du 1er août 1972. Le dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 29 mai 1973. Il a fait l'objet d'une modification n° 1 approuvée par arrêté préfectoral du 25 février 1980 après délibération du Comité du Syndicat Communautaire d'Aménagement n° 1103/79 du 19 juillet 1979. Enfin il a fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1 par délibération n° 375 du Comité Syndical du San Ouest Provence du 8 octobre 2012.

Le Programme des Équipements Publics (PEP) donne la liste des équipements publics de voirie, d'espace public et de réseaux à créer ou à aménager, permettant la viabilisation des lots. Aujourd'hui, l'ensemble des équipements publics prévus, des infrastructures primaires et secondaires de la ZAC d'Entressen sont réalisées et ont fait l'objet d'une remise aux maîtres d'ouvrages. Le programme de logements, de commerces et de services a largement été respecté.

La ZAC d'Entressen ayant une vocation essentiellement résidentielle, les seuls équipements programmés dans le PEP initial de cette opération répondaient aux besoins de la population locale. En matière d'équipement public d'infrastructure, la totalité des voies prévues au PEP ont été réalisées à l'exception d'une. Il s'agit du projet de raccordement du rond-point nord d'Entressen jusqu'à une voie secondaire à l'intérieure de la ZAC, au niveau d'une école primaire, en bordure immédiate de logements d'habitations, et qui se situe aujourd'hui en zone Agricole, Natura 2000 ZICO et ZPS. L'accès à la ZAC et la circulation en interne étant largement desservi, par la création d'un contournement d'Entressen par l'Est, ayant permis le désengorgement de l'axe central du hameau du chemin départemental 5, ainsi que par la bretelle d'accès n° 1 à la ZAC, il en résulte l'abandon de ce projet de voie qui était prévu au PEP de 1972.

Le PEP de la ZAC doit donc en conséquence être revu à travers une modification, en supprimant cette bretelle d'accès identifiée audit doc, inscrite en emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Istres.

Il est précisé que, lorsque la modification du programme des équipements publics est limitée, sans incidence sur le programme des ouvrages et équipements d'infrastructure et de superstructure à réaliser, le financement et la répartition de la maîtrise d'ouvrage de ces équipements ainsi que sur les modalités de leur incorporation dans le patrimoine des personnes publiques concernées, seule une délibération de l'autorité compétente est nécessaire pour modifier le dossier de réalisation de la ZAC, en particulier le programme des équipements publics, dans les conditions prévues à l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme.

Dans ce cas, cette décision de modification du Programme des Équipements Publics est également soumise aux conditions de publicité requises à l'article R. 311-9 et précisées à l'article R. 311-5 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 101-1, L. 101-2, L. 311-7, R. 311-5, R. 311-7 et R. 311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 1er août 1972 approuvant la création de la ZAC d'Entressen ;
- L'arrêté préfectoral du 29 mai 1973 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ;
- L'arrêté préfectoral du 25 février 1980 approuvant la modification de la ZAC ;

- La délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence n° 375 du 8 octobre 2012 approuvant la modification simplifiée de la ZAC ;
- L'avis favorable (ou tacitement favorable) de la commune d'Istres sollicitée par courrier sur le projet de modification du Programme des Équipements Public de la ZAC d'Entressen, en application de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la ville d'Istres n°85/20 du 18 juin 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du Programme des Équipements Public de la ZAC d'Entressen, en annexe de la délibération.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet, en application des dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme : d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Le Pharo - 58, Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest -Provence, Trigance 4 - Allée de la Passe Pierre - 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville d'Istres - Esplanade Bernardin Laugier - 13800 Istres durant un mois. Mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le Département.

La présente délibération sera rendue exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 021-8371/20/CM

■ Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté d'Entressen à Istres MET 20/15089/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'Entressen a été créée par arrêté préfectoral du 1^{er} août 1972, son dossier de réalisation approuvé par arrêté préfectoral du 29 mai 1973.

Le dossier de réalisation modificatif n° 1 a été approuvé par arrêté préfectoral du 25 février 1980, après délibération du Comité du Syndicat Communautaire d'Aménagement n° 1103/79 du 19 juillet 1979.

Une modification simplifiée n° 1 de la ZAC d'Entressen a été approuvée par la délibération n° 375/12 du Comité Syndical du San Ouest Provence du 8 octobre 2012.

Considérant que la ZAC d'Entressen est entièrement réalisée à ce jour, il convient en vertu des dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme de procéder à la suppression de la ZAC : « La suppression d'une zone d'aménagement concerté est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ».

Conformément à l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme, un rapport de présentation exposant les motifs de la suppression est annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 101-1, L. 101-2, L. 311-7, R. 311-5, R. 311-7 et R. 311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1972 approuvant la création de la ZAC d'Entressen ;
- L'arrêté préfectoral du 29 mai 1973 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ;
- L'arrêté préfectoral du 25 février 1980 approuvant la modification de la ZAC ;

- La délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence n° 375/12 du 8 octobre 2012 approuvant la modification simplifiée de la ZAC ;
- L'avis favorable (ou tacitement favorable) de la commune d'Istres, sollicitée par courrier sur le projet de suppression de la ZAC d'Entressen, en application de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la ville d'Istres n°84/20 du 18 juin 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté d'Entressen, sur la base du rapport de présentation en annexe, les objectifs de cette ZAC étant atteints.

Article 2 :

Le régime des participations des constructeurs aux équipements publics est supprimé, la Taxe d'Aménagement (TA) est rétablie sur ce périmètre.

Article 3 :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville d'Istres approuvé en juin 2013, avait intégré dans son zonage le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC d'Entressen et le nouveau régime juridique de la zone.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet, en application des dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Le Pharo - 58, Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 - Allée de la Passe Pierre - 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville d'Istres - Esplanade Bernardin Laugier - 13800 Istres durant un mois ;
- d'une mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le Département.

La présente délibération sera rendue exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 022-8372/20/CM

■ Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet I à Fos-sur-Mer MET 20/15095/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mazet I a été créée par arrêté préfectoral le 27 octobre 1975, le dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 19 avril 1978.

La modification du dossier de réalisation de la ZAC du Mazet a été approuvée par arrêté préfectoral du 19 avril 1982.

Le dossier de réduction du périmètre a été approuvé par arrêté préfectoral du 25 juillet 1988.

La modification n° 1 portant sur la scission de la ZAC en deux opérations distinctes (ZAC du Mazet I et ZAC du Mazet II) a été approuvée par arrêté préfectoral du 20 mars 1989.

La modification n° 2 portant sur le PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) et le PEP (Programme des Equipements Publics) de la ZAC du Mazet I a été approuvée par arrêté préfectoral du 12 septembre 1994.

La modification n° 3 a été approuvée par arrêté préfectoral du 10 juillet 2000.

La modification n° 4 portant sur le règlement de la ZAC a été approuvée par délibération n° 363/06 du Comité Syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence du 23 juin 2006.

La modification simplifiée n° 5 portant sur le PAZ de la ZAC a été approuvée par délibération n° 228/11 du Comité Syndical du SAN le 18 juillet 2011.

La modification n° 6 a été approuvée par délibération n° 30/13 du Comité Syndical du SAN le 13 février 2013.

La déclaration de projet et mise en compatibilité a été approuvée par délibération n° 459/14 du Comité Syndical du SAN le 24 novembre 2014.

Considérant que la ZAC du Mazet I est entièrement réalisée à ce jour, il convient en vertu des dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme de procéder à la suppression de la ZAC : « La suppression d'une Zone d'Aménagement Concerté est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui pris l'initiative de sa création,

par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ».

Conformément à l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme un rapport de présentation exposant les motifs de la suppression est annexé à la présente délibération.

La décision qui supprime la zone fait l'objet des mesures de publicité et d'information édictées par l'article R. 311-5 dudit code :

- La délibération, une fois adoptée, sera affichée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer durant un mois. Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale ;
- Le rapport de présentation exposant les motifs de la suppression sera tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence Trigance 4, Allée de la Passe Pierre 13800 Istres, sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, www.ouestprovence.fr et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer ;
- La délibération, une fois adoptée, sera rendue exécutoire après sa publication et sa transmission au représentant de l'État.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 311-1 ; R. 311-5 ; R. 311-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La ZAC du Mazet I de la commune de Fos-sur-Mer créée le 27 octobre 1975, modifiée le 20 mars 1989, le 12 septembre 1994, le 10 juillet 2000, le 23 juin 2006, le 18 juillet 2011 et le 13 février 2013 ;

- L'avis favorable de la Commune de Fos-sur-Mer sollicité par courrier recommandé en date du 24 février 2020, et émis par délibération du Conseil Municipal n° 2020-102 du 30 juin 2020, sur le projet de suppression de la ZAC, en application de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme ;
- Le rapport de présentation de la suppression de la ZAC qui sera annexé à la présente délibération.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC du Mazet I a été entièrement urbanisée.

Délibère

Article 1 :

Est supprimée la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet I située sur la commune de Fos-sur-Mer, conformément aux conclusions du rapport de présentation, annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La Taxe d'Aménagement (TA) est rétablie sur ce périmètre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 023-8373/20/CM

■ Approbation de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II de Fos-sur-Mer

MET 20/15102/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mazet II située sur la commune de Fos-sur-Mer a été créée par arrêté préfectoral du 25 juillet 1988, son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 20 mars 1989.

Le dossier de réalisation modificatif n° 1 a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 octobre 1994, après délibération du Comité Syndical du Syndicat

d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Étang de Berre du 10 octobre 1993.

La modification n° 2 du dossier de réalisation a été approuvée par délibération du Comité Syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence du 16 décembre 2010.

La modification simplifiée n° 3 du dossier de réalisation a été approuvée par délibération n° URB 034-2792/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017.

Considérant que la ZAC du Mazet II est entièrement réalisée à ce jour, il convient en vertu des dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme de procéder à la suppression de la ZAC : « La suppression d'une zone d'aménagement concerté est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ».

Conformément à l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme un rapport de présentation exposant les motifs de la suppression est annexé à la présente délibération.

La décision qui supprime la zone fait l'objet des mesures de publicité et d'information édictées par l'article R. 311-5 dudit code :

- La délibération, une fois adoptée, sera affichée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer durant un mois. Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale ;
- Le rapport de présentation exposant les motifs de la suppression sera tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence Trigance 4, Allée de la Passe Pierre 13800 Istres, sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, www.ouestprovence.fr et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 311-1 ; R. 311-5 ; R. 311-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La ZAC du Mazet II de la Commune de Fos-sur-Mer approuvée le 25 juillet 1988, modifiée le 18 octobre 1994, le 16 décembre 2010 et le 19 octobre 2017 ;
- L'avis favorable de la Commune de Fos-sur-Mer sollicité par courrier recommandé en date du 10 mars 2020, et émis par délibération du Conseil Municipal n° 2020-103 du 30 juin 2020, sur le projet de suppression de la ZAC, en application de l'article R. 311-12 du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020 ;
- Le rapport de présentation de la suppression de la ZAC annexé à la présente délibération.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC du Mazet II a été entièrement urbanisée.

Délibère

Article 1 :

Est supprimée la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II située sur la commune de Fos-sur-Mer, conformément aux conclusions du rapport de présentation annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La Taxe d'Aménagement (TA) est rétablie sur ce périmètre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 024-8374/20/CM

■ Attribution de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation du contrat de concession

MET 20/15167/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport a pour objet le choix de l'attributaire de la concession d'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis et l'approbation du contrat qui sera conclu avec celui-ci. L'opérateur retenu aura en charge la réalisation de l'opération et notamment la finalisation des études techniques, la mise en œuvre du programme des équipements publics et la commercialisation des terrains sur lesquels sera construit le programme de construction de la ZAC.

La procédure de passation de la concession est régie par les dispositions de la troisième partie du Code de la Commande Publique et celles des articles R 300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. Il s'agit d'une concession d'aménagement pour laquelle le concessionnaire assume un risque économique lié à l'opération.

Le site du Jas de Beaumont, zone de 42 hectares situé sur le territoire de la Commune de Pertuis, a été classé en 2007 en Zone d'Aménagement Différée (ZAD) par les services de l'État au titre de l'accueil du projet Iter afin que soit développée une offre de logements. Le portage foncier a été réalisé par l'EPF PACA dans le cadre d'une convention d'intervention foncière conclue entre la ville de Pertuis, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) et l'EPF PACA, renouvelée en 2017. Aujourd'hui, l'EPF maîtrise la quasi-totalité du foncier.

Ce site a été identifié comme secteur stratégique de développement de l'habitat dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville ainsi que dans le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par la CPA en 2015.

A la demande de la ville de Pertuis, la CPA a engagé la réalisation d'une étude de faisabilité et de programmation, qui a permis de déclarer d'intérêt communautaire le site du Jas de Beaumont dans sa totalité lors du Conseil communautaire du 14 octobre 2014 et de valider le principe de lancement d'une première opération sur un périmètre d'environ 15 hectares.

Ensuite, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été lancée et la ZAC du Jas de Beaumont a ainsi été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Le programme de construction de la ZAC, qui couvre un périmètre précis de 13.63 hectares sur la Commune de Pertuis, comprend la réalisation de 400

logements dont 70 % de logements aidés et la réalisation d'équipements publics :

- les voiries et réseaux,
- une trame de liaisons douces,
- un parc urbain,
- une place ouverte accompagnée de commerces, services et bureaux, ainsi que des places de stationnement pour les besoins des futurs usagers.

L'enjeu de greffe urbaine est important, il s'agit de créer un nouveau quartier qui devra s'insérer dans une urbanisation existante composée de lotissements. Les objectifs de la Métropole et de la ville de Pertuis reposent sur la volonté de créer un véritable lieu de vie en finalisant à terme l'urbanisation de cette vaste « dent creuse ». Ce projet est donc la première étape d'un processus d'urbanisation de l'ensemble du site.

Les collectivités ont souhaité que ce projet soit exemplaire sur le plan environnemental, c'est pourquoi la ZAC est aujourd'hui inscrite dans la démarche Eco quartier portée par les Ministères de la Cohésion des Territoires et de la Transition énergétique.

Par délibération n° URB 058-5189/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la réalisation de l'opération en cause au moyen d'une concession d'aménagement avec transfert de risque ainsi que le type de procédure auquel il serait recouru. Le montant total des produits estimés de l'opération étant supérieur au seuil européen de 5 548 000 € HT, la procédure mise en œuvre est une procédure formalisée et restreinte, c'est à dire que le dossier de consultation est mis à la disposition des seuls candidats admis à présenter une offre.

Cette même délibération a approuvé le principe de création d'une commission aménagement dédiée au projet et chargée en application des dispositions de l'article R 300-9 du Code de l'Urbanisme, d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues, et elle a aussi fixé ses modalités de constitution et celles de dépôts des listes des candidats en vue de la désignation de ses membres.

Par délibération n° URB 007-5505/19/CM du Conseil de Métropole du 28 février 2019, les membres de la commission aménagement dédiée ont été désignés. Par cette même délibération, le Conseil de la Métropole a désigné M. Pascal MONTECOT comme élu habilité à engager les discussions à recueillir l'avis de la Commission à tout moment de la procédure et à proposer le choix du concessionnaire au Conseil de la Métropole.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 18 mars 2019 et publié au sein des supports suivants : BOAMP, JOUE, Le Moniteur.

A la date limite de réception des candidatures fixée au 23 avril 2019 à 16 h, cinq plis ont été reçus dans les

délais, dont deux pour le candidat Groupement EIFFAGE

Le 24 avril 2019, les plis contenant les candidatures des sociétés suivantes ont été ouverts :

- SAS ANGELOTTI
- SEMEPA
- Groupement EIFFAGE, étant précisé que seul le dernier envoi en date – annulant et remplaçant le premier - a été ouvert et pris en considération
- SAGEM

La commission aménagement dédiée s'est réunie le 13 juin 2019 en vue de donner son avis sur la sélection des candidatures. Après examen de leurs garanties techniques, professionnelles ainsi que de leurs capacités économiques et financières, et de la complétude de l'ensemble des renseignements demandés aux candidats dans l'avis de concession, la commission aménagement a donné un avis favorable à l'admission à présenter une offre des quatre candidatures reçues.

Sur la base de cet avis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a admis les quatre candidats à présenter une offre, leur a transmis le dossier de consultation des entreprises de la phase Offres et les a invités à remettre une offre avant le 2 août 2019 à 16h00.

Chacun des candidats admis a remis une offre dans le délai précité.

Le 5 août 2019, il a été procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des plis des entreprises sélectionnées ayant remis une offre, qui se sont avérés complets. Le 12 septembre 2019, la commission de concession d'aménagement dédiée s'est réunie pour émettre un avis sur les offres initiales reçues. Celle-ci a émis un avis favorable à l'engagement des négociations avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre.

Par quatre courriers du 4 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par M. Pascal MONTECOT, a admis à la négociation les quatre candidats ayant remis une offre et les a invités à participer à une séance de négociation orales fixée, selon le candidat, au 15 ou 16 octobre 2019, portant notamment sur des points de discussions énumérés au sein d'une annexe à ce courrier.

Le candidat SEMEPA ne s'est pas présenté à la convocation qui lui a été adressée et a, par la suite, indiqué que des problèmes informatiques ne relevant pas de l'autorité concédante l'avaient empêché de prendre connaissance du courrier de convocation dûment mis à sa disposition par le biais de la plateforme acheteur dématérialisée.

Les séances de négociation se sont tenues aux jours annoncés avec les trois candidats ANGELOTTI, Groupement EIFFAGE et SAGEM.

Suite à ces séances, les trois candidats précités ont été invités, par un courrier en date du 23 octobre 2019, à transcrire et confirmer les évolutions de leurs offres annoncées en séance de négociation par la remise d'un nouveau dossier d'offres avant le 4 novembre 2019 avant 16 heures.

Suite à la prise de connaissance de ces offres, il est apparu nécessaire de réaliser un nouveau tour de négociation.

Aussi, les quatre candidats ont été convoqués par courrier du 20 décembre 2019 à une nouvelle séance de négociation orale fixée, selon le candidat, au 30 ou 31 janvier 2020 et portant sur des points de discussions énumérés au sein d'une annexe à ce courrier. A la suite de ces séances de négociation, un courrier en date du 6 février 2020 invitait les quatre candidats à remettre une offre finale pour le 14 février 2020 transcrivant les éléments de réponse apportés dans le cadre de la séance de négociation orale.

Les quatre candidats admis à présenter une offre finale ont déposé dans les délais requis un dossier d'offres complet.

Le rapport d'analyse des offres finales rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente, au regard des cinq critères de jugement des offres définis dans le règlement de la consultation, les motifs du choix du soumissionnaire auquel il est proposé d'attribuer le contrat de concession en cause. Les cinq critères classés par ordre décroissant d'importance sont les suivants :

- Coût global de l'Opération sur la base de son bilan financier prévisionnel, notamment au regard des dépenses dont les travaux de viabilisation, des recettes, des engagements de pré-commercialisation de l'ensemble des lots, du niveau de rémunération du concessionnaire, du volume de participation attendu de la Collectivité concédante ;
- Ambition du programme, moyens mise en œuvre pour respecter les exigences de développement durable exprimés par la Collectivité, objectifs et moyens consacrés pour garantir la qualité urbaine et architecturale et la labellisation éco-quartier, la mixité sociale et la diversité des fonctions urbaines ;
- Pertinence et cohérence du planning au regard de la programmation ;
- Moyens humains, techniques mis en œuvre pour réaliser l'Opération et plus précisément appréciation des compétences de programmation économique et capacité de commercialisation ;

- Méthodologie de travail avec la Collectivité et la population ;

Il ressort de l'analyse de ces offres pour chaque candidat, les éléments de synthèse suivants :

- Le candidat ANGELOTTI présente une offre techniquement solide, elle traduit un projet ambitieux s'appuyant sur une réflexion urbaine et des intentions paysagères illustrées. La programmation respecte les exigences de la collectivité, tant en terme de qualité urbaine, de mixité sociale et de prise en compte de la démarche Eco quartier. Les moyens humains mis en œuvre sont correctement dimensionnés, tout comme le pilotage opérationnel et la concertation bien appréhendés par le candidat. Le planning de l'opération est cohérent avec la programmation. L'offre est financièrement la plus intéressante pour la collectivité, compte tenu de l'absence de participation, avec un projet cohérent et un bilan optimisé.
- Le candidat SEMEPA a fait une proposition de qualité, elle porte la volonté de réaliser une opération innovante, respectueuse des objectifs de développement durable. La programmation des logements, les exigences de mixité sociale et de diversité des formes urbaines sont respectées, les moyens humains et les compétences déployées sont satisfaisantes bien que légèrement surdimensionnés. Le planning est cohérent. Néanmoins, du fait d'une faible optimisation des cessions de charges foncières, la participation financière de 8,1 millions d'€ demandée pour l'équilibre de l'opération est la plus élevée.
- Le candidat EIFFAGE a présenté une offre très travaillée, techniquement bonne avec un schéma d'aménagement qui respecte les exigences de la collectivité, en terme de qualité urbaine, de mixité sociale et d'intégration de la démarche Eco quartier. Les moyens humains sont satisfaisants et le montage opérationnel proposé par le candidat très structuré et de qualité. Le planning est ambitieux sur le rythme de sortie et de commercialisation des logements. L'optimisation du projet permet de limiter la participation du concédant à 2,7 Millions d'€, celle-ci est lissée dans le temps.
- Le candidat SAGEM propose une offre qualitative sur le plan des intentions mais qui reste imprécise sur la méthodologie et la présentation du projet, ainsi que sur l'analyse du site. La programmation correspond aux attentes de la collectivité au niveau des typologies de formes urbaines et de mixité sociale mais l'absence d'illustrations et de réflexion sur le site ne permet pas une réelle appréciation. La démarche Eco quartier est

correctement intégrée. Les moyens humains et l'organisation du pilotage de la concession sont correctement présentés, mais les modalités de suivi de la concertation sont peu détaillées, ainsi que le planning. La participation d'équilibre du concédant s'élève à 5,09 M€, du fait d'une faible optimisation des cessions de charges foncières.

Après étude et analyse approfondie de ces offres, au regard des critères de jugement hiérarchisés prévus par le règlement de la consultation, l' élu habilité propose au Conseil de la Métropole de retenir comme attributaire le candidat SAS ANGELOTTI, sur la base des propositions contenues dans son offre finale.

Le rapport d'analyse des offres finales est tenu à la disposition des élus pour être consulté. Il présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

Le contrat de concession d'aménagement qu'il est proposé de conclure avec la SAS ANGELOTTI, attributaire pressenti, aura une durée de 8 ans.

Le titulaire du contrat aura à sa charge :

- la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession,
- la réalisation des études, dont celles nécessaires à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC, et de toutes missions nécessaires à leur exécution,
- la mission foncière permettant la maîtrise des terrains nécessaires à l'opération, majoritairement par le rachat des terrains sous portage de l'EPF PACA et, à titre résiduel, par l'acquisition de certains terrains non encore maîtrisés
- la vente, la location ou la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur de la concession.

L'attributaire pressenti prévoit, au titre des charges foncières cédées, la réalisation d'une surface de plancher dédiée au logement de 31 355 m² pour 400 logements et 3000 m² de surface de plancher dédiée aux commerces, bureaux et services.

Le bilan financier de l'opération est estimé à 18,5 Millions d'€ HT par l'attributaire pressenti. Les recettes et la rémunération de celui-ci seront exclusivement assises sur les produits de la cession des charges foncières, outre une participation de 200 000 euros versés par la Commune de Pertuis et affectée aux coûts de réalisation du parc urbain, équipement public de compétence communale.

Celui-ci assumera le risque économique lié à l'exécution du contrat. Sur la base de l'offre qu'il est proposé de retenir, la Métropole, autorité concédante, ne versera aucune participation au concessionnaire.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport d'analyse des offres tenu à disposition des élus, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver, sur la base de son offre finale, le choix de la SAS ANGELOTTI comme titulaire du contrat de concession d'aménagement du Jas de Beaumont à Pertuis,
- d'approuver le contrat de concession et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 300-4, L 300-5 et R 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015_B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 décidant le lancement de la zone d'aménagement concerté, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n° URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté et créant la zone d'aménagement concerté dite Jas de Beaumont ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n° URB 058-5189/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre

2018 sur le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement à un aménageur et la création de la Commission aménagement dédiée au projet ;

- La délibération n°URB 007-5505/19/CM du Conseil de Métropole du 28 février 2019 relative à la désignation des membres de la Commission aménagement dédiée au projet ;
- Le procès-verbal de la séance de la commission aménagement du 24 avril 2019 portant avis sur les candidatures reçues ;
- Le procès-verbal de la commission aménagement du 12 septembre 2019 invitant à engager toute discussion utile avec la SAS Angelotti Aménagement, le Groupement Eiffage Aménagement/Eiffage Immobilier, la SEMEPA et la SAGEM ;
- Le rapport d'analyse des candidatures ;
- Le rapport d'analyse des offres finales exposant les motifs du choix du candidat retenu ;
- Le courrier de M. Pascal MONTECOT, élu habilité, proposant d'attribuer le contrat de concession d'aménagement en cause à la SAS ANGELOTTI ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation, au vu de la proposition de l'élu habilité et du rapport d'analyse des offres finales annexé, de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, sur la base de son offre finale, le choix de la société SAS ANGELOTTI comme titulaire du contrat de concession d'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de concession d'aménagement, pour la réalisation de la ZAC Jas de

Beaumont, établi pour une durée de 8 ans, ainsi que ses annexes.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de concession d'aménagement et ses annexes et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 025-8375/20/CM

**■ Approbation de la concession d'aménagement relative à l'opération maille 1 - Mercure sur la commune de Miramas
MET 20/15195/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Cours de la Rousse sur la Commune de Miramas a été créée par arrêté préfectoral du 10 mars 1972 couvrant un périmètre de 53ha, le long de la RD 569.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Cours de la Rousse ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par arrêté préfectoral le 9 septembre 1975 et modifiés par Arrêtés Préfectoraux des 10 mars 1984 et 14 novembre 2001 et par délibération du Comité Syndical du SAN du 16 décembre 2010.

La réalisation de l'opération d'aménagement s'inscrit dans le programme du NPNRU de la Maille 1 – Mercure d'une superficie de 20 hectares environ, à usage mixte d'habitat, d'activités et de services.

La partie Nord du périmètre se situe dans la ZAC du Cours de la Rousse et la bande de terrain du Mercure est situé en dehors de la ZAC.

L'opération de renouvellement urbain sur la Maille 1 – Mercure a pour vocation à 15 ans d'affirmer sa fonction résidentielle tout en développant l'attractivité de ses activités à l'échelle des quartiers environnants, il s'agira en conséquence :

- D'améliorer le cadre de vie du quartier, en diversifiant et en améliorant l'offre résidentielle en faveur de la mixité sociale et de parcours résidentiels positifs,
- De conforter les équipements, par leur requalification, dans le but de répondre aux besoins des habitants du quartier et du territoire,
- De conforter l'attractivité des services et commerces en valorisant l'activité commerciale et économique et développer une économie adaptée au quartier,

- De renforcer les liaisons vers le centre-ville et les quartiers adjacents et les zones d'emplois, en désenclavant le quartier et en reliant à la ville par des espaces publics qualitatifs et écologiques.

Afin de réaliser l'opération, l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (l'Epad) a été désigné comme aménageur.

Les missions confiées à l'aménageur sont :

- Assurer la gestion et l'entretien des biens,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération et notamment en cours d'opération, proposer toute modification de programme qui s'avérerait opportune assortie des documents financiers prévisionnels correspondants,
- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des aménagements transitoires permettant de maintenir un niveau de confort satisfaisant dans les espaces publics, de favoriser l'appropriation des lieux et de tester l'adéquation de certains aménagements avec les besoins avant de les rendre définitifs,
- Assurer le contrôle et la coordination de la réalisation des équipements mis à la charge des autres bénéficiaires de cessions, locations ou de concessions d'usage des terrains,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération notamment la réalisation des équipements d'infrastructure de la zone destinés à être remis aux collectivités publiques,
- Assurer la gestion des demandes de subventions à l'ANRU via l'outil Agora (ou Ioda),
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération,
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession,
- Mettre en œuvre les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération,
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions

- avec des tiers publics et privés nécessaire à la réalisation de l'opération,
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes les missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération,
- Participer aux comités techniques et de pilotages liés à la convention du nouveau programme de renouvellement du quartier de la Maille 1 Mercure,
- Assurer la mission de liquidation de la concession d'aménagement.

La durée de la présente convention est fixée à 10 années à compter de sa date de notification au concessionnaire. Elle pourra être prorogée en cas d'inachèvement de la mission par accord express des parties. A cette fin, les parties devront conclure un avenant de prorogation exécutoire dans les conditions réglementaires.

La concession précise les modalités du contrôle technique, financier et comptable exercé par le concédant.

Elle comporte en annexe le plan du périmètre de l'opération, le bilan prévisionnel d'Aménagement, le plan d'aménagement de concession, la charte de GUP chantier, le cahier des prescriptions architecturales, de la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 103-2 et suivants, L. 300-4 et R. 300-4 à R. 300-11 ;
- Le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1410-1 et suivants et R. 1410-1 et suivants ;
- L'arrêté préfectoral du 10 mars 1972 ayant créé la ZAC du Cours de La Rousse ;
- L'arrêté préfectoral du 9 septembre 1975 ayant approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Cours de La Rousse ;
- L'arrêté préfectoral du 2 mars 1984 ayant approuvé la modification n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC du Cours de La Rousse ;
- L'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 ayant approuvé la modification n° 2 du dossier de réalisation de la ZAC du Cours de La Rousse ;
- La délibération du Comité Syndical du SAN du 16 décembre 2010 ayant approuvé le

dossier de réalisation de la ZAC du Cours de La Rousse ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession ;
- Le projet de traité de concession ci-après annexé et notamment le périmètre, le plan d'aménagement et de concession, le bilan financier prévisionnel, la charte de GUP Chantier, le cahier des prescriptions architecturales, la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain qui figurent en annexe de ce projet de traité ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux et l'objectif du projet de renouvellement urbain Maille 1 Mercure à Miramas rappelés dans l'exposé qui précède ;
- L'attribution de la concession d'aménagement à l'EPAD comme concessionnaire du Cours de La Rousse.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la concession d'aménagement Maille 1 - Mercure à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (l'EPAD) Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvée la concession d'aménagement à conclure avec l'EPAD, ci-après annexée.

Article 3 :

Est approuvé spécifiquement le périmètre d'intervention.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la concession d'aménagement Maille 1 - Mercure avec le concessionnaire retenu, ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 026-8376/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Plan Local d'Urbanisme sur le Territoire du Pays Salonais" MET 20/15129/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière d'urbanisme.

La Métropole, compétente pour la gestion des PLU communaux existants et l'élaboration des PLUi sur l'ensemble des Conseils de Territoire, a précisé, par délibérations cadres, la répartition de ces compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Ainsi, les Conseils de Territoires assurent la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. L'exercice de cette compétence par le Conseil de Territoire du Pays Salonais nécessite de disposer des moyens nécessaires.

Pour ces raisons, l'opération d'investissement n°2018301700, « Plan Local d'Urbanisme » a été créée et affectée en 2018 pour un montant de 420 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 183060BP du programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole.

Compte tenu de l'avancée des réalisations il est proposé de réviser et d'affecter cette opération pour un montant complémentaire de 250 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement 2018301700 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018301700 « Plan Local d'Urbanisme » pour un montant de 250 000 euros TTC rattachée au programme 06 Urbanisme et foncier Code AP 183060BP. Le montant total de l'opération après révision est porté à 670 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'EST du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Mandaté sur exercices antérieurs : 215 868,98 euros TTC

CP 2020 : 454 000 euros TTC

CP 2021 : 131,02 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 027-8377/20/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réserve foncière métropolitaine"

MET 20/15532/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole est dotée de documents de planification (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Programme Local de l'Habitat, Plan de Déplacements Urbains...) qui traduisent des objectifs de développement et le

souhait d'accueillir de nouveaux habitants et activités tout en protégeant ses espaces naturels et agricoles.

Dans un contexte de pression foncière et de mutation des espaces proches des centralités, la Métropole souhaite développer une stratégie foncière volontariste, anticipatrice et transversale en adéquation avec les principes et enjeux définis dans ses documents de planification.

Ces principes et enjeux se déclinent également dans un Plan d'actions foncières (PAF) dont l'objectif est d'apporter à la Métropole une connaissance prévisionnelle des conditions de mobilisation en termes d'outils, de calendrier et de coût, du foncier stratégique priorisé.

La Métropole a ainsi axé sa stratégie foncière sur la prospective, la connaissance et la surveillance du foncier stratégique et doit se doter des moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Afin de permettre la mise en œuvre d'une politique volontariste d'acquisition foncière et de portage foncier, l'opération d'investissement n°2017100800 « Réserve foncière métropolitaine », d'un montant de 10 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 171064BP du programme 06, doit être affectée partiellement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation partielle pour un montant de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin d'en permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation partielle pour un montant de 10 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement n°2017100800 « Réserve foncière métropolitaine », rattachée au programme 06 « Urbanisme et foncier », code AP 171064BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2020 :	8 400 000 euros TTC
Années suivantes :	1 600 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 028-8378/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aix-en-Provence Calade MET 20/15358/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la compétence "création, aménagement et gestion de zone d'activité", le secteur de la Calade situé à Aix-en-Provence a été transféré au 1er janvier 2018 à la Métropole Territoire du Pays d'Aix.

La création d'une zone d'activité économique sur ce site présente de réels enjeux en terme d'aménagement du territoire métropolitain et il a été décidé d'initier une opération d'aménagement à vocation économique suite à une étude de faisabilité.

Suite au transfert de l'opération, il a été décidé de lancer une opération d'aménagement de zone d'activités sous forme de ZAC.

Dans ce cadre, il s'agit de saisir une opportunité suite à la réception de la déclaration d'intention d'aliéner un bien non bâti à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Il convient aujourd'hui d'augmenter l'autorisation de programme votée pour cette opération afin de saisir les opportunités foncières permettant à terme la réalisation de la future opération d'aménagement.

L'opération d'investissement Aix-en-Provence Calade d'un montant initial de 1 000 000 € T.T.C. doit être augmenté de + 2 000 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 3 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 124-4941/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aix-en-Provence Calade du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI303AP Aix-en-Provence Calade ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI303AP Aix-en-Provence Calade pour un montant + 2 000 000 euros

T.T.C. portant le montant total de l'opération à 3 000 000 euros TTC

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement qui s'établit comme suit :

Déjà financé : 72 000 euros T.T.C.
CP 2020 (BS compris) : 2 065 000 euros T.T.C.
CP 2021 : 150 000 euros T.T.C.
CP 2022 : 150 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 150 000 euros
CP non ventilé : 413 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 029-8379/20/CM

■ Délégation permanente du droit de préemption urbain à la SPLA Pays d'Aix Territoires sur le périmètre de ZAC Barida - Commune d'Aix-en-Provence
MET 20/14548/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1er janvier 2018.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Il a été pris acte que les délibérations prises par la commune d'Aix-en-Provence avant le 31 décembre 2017, fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur son territoire sont applicables de plein droit.

La commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution dont la révision allégée n°1 le 18 octobre 2018 et la révision allégée n°2 le 24 octobre 2019.

Suite à l'approbation de son plan local d'urbanisme, la commune a actualisé ses droits de préemption urbain simple et renforcé par délibération n° 2015-350 du 23

juillet 2015, modifiée par la délibération 2016-428 du 23 septembre 2016.

La délibération n°URB 014-7385/19/BM du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019 a actualisé les périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence.

A ce jour, le droit de préemption urbain de la commune d'Aix-en-Provence est délégué de manière permanente sur plusieurs périmètres.

Il s'agit principalement de délégations aux concessionnaires de zones d'Aménagement Concertée (ZAC).

La ZAC Barida située en bordure de la RD9 entre le Pont de l'Arc et les Milles, à l'est de la zone d'activité de la Pioline a notamment pour objectif :

- la restructuration de l'ensemble des services publics techniques situés sur le secteur
- la réalisation d'équipements publics
- la création d'un secteur d'activité complémentaire à celui de la Pioline
- la réalisation de logements en cohésion avec le quartier de la Parade
- la retraitement de la RD9 en boulevard urbain.

La concession d'aménagement confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires a été approuvée par délibération n°DL. 2018-234 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 11 juin 2018.

Cette délibération autorise le concessionnaire à solliciter directement auprès des services de la Métropole la délégation du droit de préemption pour les cessions intervenant dans le périmètre opérationnel objet de la convention d'aménagement dans les conditions définies au contrat de concession.

L'article L213-3 du Code de l'Urbanisme permet effectivement au titulaire du droit de préemption de déléguer son droit au concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Par courrier du 3 mars 2020, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite ainsi la Métropole pour une délégation permanente du droit de préemption urbain sur le périmètre de la ZAC Barida.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 014-7385/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° DL 2018-233 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 11 juin 2018 approuvant le dossier de création de la ZAC de Barida ;
- La délibération n° DL 2018-234 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 11 juin 2018 approuvant la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC de Barida ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le courrier de la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicitant la Métropole afin d'obtenir la délégation permanente du droit de préemption urbain sur le périmètre de la concession d'aménagement en sa qualité de délégataire ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour faire évoluer les délégations permanentes des droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence.
- L'intérêt de déléguer de manière permanente le droit de préemption urbain sur le périmètre de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC de Barida.

Délibère

Article 1 :

Est supprimée la délégation du Conseil au Président pour exercer ou déléguer au nom de la Métropole le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé sur le périmètre de la concession d'aménagement de la ZAC Barida tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est délégué le droit de préemption urbain de manière permanente à la SPLA Pays d'Aix Territoires sur le périmètre de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC Barida à Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 030-8380/20/CM

■ Instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Martigues MET 20/14702/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1er janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu.

L'article L.211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Par délibération du 15 décembre 2017, la commune de Martigues a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de Martigues afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur. Les ventes de lots issus de lotissements autorisés ainsi que les cessions de terrains par la personne chargée de l'aménagement d'une Zone d'Aménagement Concertée sont exclues du champ d'application du Droit de Préemption Urbain pour une durée de cinq ans à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°17-370 du Conseil Municipal approuvant la révision du Plan Local de l'Urbanisme de la Ville de Martigues en date du 15 décembre 2017 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues a été approuvée le 15 décembre 2017 ;
- Que cette révision nécessite l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain sur la commune de Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur la commune de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Martigues.

Article 2 :

Les ventes de lots issus de lotissements autorisés ainsi que les cessions de terrains par la personne chargée de l'aménagement d'une Zone d'Aménagement Concertée sont exclues du champ d'application du Droit de Préemption Urbain pour une durée de cinq ans à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Article 3 :

Est précisé que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage et d'une insertion suivant les modalités définies ci-après :

- affichage de la présente délibération pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Mairie de la commune de Martigues,
- insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 4 :

Est indiqué que la présente délibération sera transmise sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,

- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cohésion sociale,
habitat, logement"**

CHL 001-8381/20/CM

■ **Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégadé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019**

MET 20/15067/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant respectivement les avenants n°22 et 21, ces concessions métropolitaines avaient été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 d'entre eux par voie d'expropriation.

Par délibération DEVT 008-6814/19/CM du 26 septembre 2019 l'avenant 24 et par délibération DEVT 002-7953/19/CM du 19 décembre 2019 l'avenant 25, ont permis également d'actualiser la liste des immeubles entrant dans le champ de la concession

EH1 lot 1.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne, il convient d'actualiser à nouveau la liste des immeubles rentrant dans le champ de cette concession d'aménagement.

Par ailleurs, par délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019, le conseil de Métropole approuvait l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire de Marseille (sur les lots 1 et 2 des concessions EH1). Une erreur matérielle s'est glissée dans l'annexe de cette délibération portant sur l'omission d'une parcelle cadastrale d'un de ces 41 immeubles. En effet, un des immeubles de cette liste, l'immeuble sis 88 cours Gouffé dans le 6ème arrondissement regroupe deux parcelles cadastrales les numéros 206824 C0041 et 206824 C 0040, et non uniquement celle du numéro 206824 C0041 comme inscrit dans la liste annexée à la délibération. Il convient donc de rectifier cette erreur matérielle et d'ajouter la parcelle cadastrale manquante.

Aussi, il est proposé par le présent rapport d'approuver l'avenant n°26 à la convention de concession n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat et de rectifier l'annexe de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire de Marseille (sur les lots 1 et 2 des concessions EH1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé ;
- La délibération DEVT 008-6814/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°24 et la délibération DEVT 002-7953/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant

n°25 à la concession EHI n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat, actualisant la liste des immeubles entrant dans le champ de la concession ;

- La délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais et d'habiller la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le dispositif « concession Eradication de l'habitat Indigne » est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne immédiatement mobilisable qui permet d'intervenir sans délais sur le parc privé dégradé de Marseille ;

- Qu'il convient d'actualiser à nouveau les listes d'immeubles pouvant entrer dans le champ d'intervention de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne.
- Qu'il convient de compléter par la parcelle numéro 206824 0040 l'adresse du 88 cours Gouffé inscrite dans la liste des 41 immeubles faisant l'objet d'une procédure d'expropriation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°26 à la concession d'aménagement n°T1600918CO à signer avec Marseille Habitat ci-annexé qui actualise la liste d'immeubles entrant dans le champ de l'opération.

Article 2 :

L'annexe à la délibération DEVT 003-6461/19/CM Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne est rectifiée et complétée comme suit :

N°	voie	adresse	Code postal	N° parcelle	Type DUP	Concessionnaire/ Bénéficiaire de la DUP
88	cours	Gouffé	13006	206824 C0041 206824 C0040	LS	Marseille Habitat

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 002-8382/20/CM

**■ Approbation de la prolongation de la validité du règlement intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement (FSL)
MET 20/15068/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité Logement permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le Règlement Intérieur est toujours approuvé pour une durée de cinq ans, aux termes desquels, une révision peut être effectuée. Lors du transfert du FSL à la Métropole, il a été décidé de conserver la durée initiale de celui du département des Bouches-du-Rhône. C'est la raison pour laquelle le Règlement Intérieur métropolitain du FSL couvrait uniquement les années 2018 à 2020. Aussi, le Conseil métropolitain du 14 décembre 2017 est venu, par délibération DEVT 001-3294/17/CM approuver le Règlement Intérieur métropolitain du FSL.

En ce début d'année 2020, la concertation avec les différents partenaires pour évoquer les possibilités d'évolution du nouveau Règlement Intérieur métropolitain aurait dû démarrer. En raison de la crise sanitaire, ces réunions n'ont pu se tenir. Aussi, il a été décidé de prolonger ce Règlement Intérieur pour une année, portant sa validité jusqu'au 31 décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération DEVT 001-3297/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement (FSL) ;
- La délibération DEVT 006-7137/19/CM du 24 octobre 2019 relative modifications apportées au Règlement Intérieur du Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de prolonger la durée de validité du Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la prolongation de la validité du Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement, portant ainsi sa durée jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 003-8383/20/CM

**■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n°4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n°4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022
MET 20/15073/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence Nationale de l'Habitat et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Bilan 2019 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 étaient les suivants :

5 000 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 210 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 304 logements PLUS,

- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les financements et agréments 2019 représentent 2 968 logements sociaux financés, dont 1 034 logements PLUS, 1 084 logements PLAI (dont 35 PLAI adaptés) et 850 logements PLS.

Dans le détail, les 2 968 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 034 PLUS familiaux,
- 1 084 PLAI, dont 684 PLAI familiaux et 400 PLAI en logements-foyers (298 en résidences sociales, 102 en pensions de familles),
- 850 PLS, dont 766 PLS familiaux et 84 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées.

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 811 460 euros. 11 536 423 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 3 275 037 euros.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 étaient les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 380 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 355 logements au titre de l'autonomie,
- 177 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 503 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
 - 47 logements en copropriétés fragiles,
 - 456 logements en copropriétés en difficulté,

soit 1583 logements à réhabiliter.

Pour 2019, ont été subventionnés :

- 1 173 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 37 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 895 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 290 logements au titre de l'autonomie,
- 70 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 515 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires,

dont :

- 48 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés fragiles,
- 1467 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés en difficulté,

soit 2 758 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 12 960 140 euros (travaux et ingénierie). Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros. Afin de répondre aux besoins formulés par le délégataire en fin d'année, les droits et les engagements ANAH destinés au parc privé ont été portés à 16 473 950 euros.

Objectifs 2020 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2020 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 2 600 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 335 logements PLUS,
- 1 665 logements PLAI, dont 75 PLAI adaptés,
- 1 000 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 355 051 euros (16 317 000 euros pour les PLAI, 973 550 euros pour les PLAI adaptés et 64 501 euros pour le financement de MOUS relogement).

Deux enveloppes régionales complémentaires de 1 502 600 euros pour l'acquisition-amélioration et de 200 000 euros pour l'utilisation de matériaux biosourcés peuvent également être mobilisées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2020 sont les suivants :

- 627 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 40 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 356 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 231 logements au titre de l'autonomie,
- 92 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 779 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de propriétaires pour

les copropriétés en difficulté,
soit un total de 2 498 logements.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le règlement des aides de l'Anah).

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 14 459 191 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à

l'habitat 2017-2022 ;

- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 et son avenant
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 3 mars 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022).
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2020 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022, ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets

2020 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – chapitre 20 – fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 004-8384/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Renouvellement et acquisition de matériel pour le CFA du Pays d'Aix MET 20/15139/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le nouvel établissement du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix nécessite l'acquisition d'équipements informatiques, d'équipements relatifs à la sécurité et à l'interconnexion des réseaux mais également le remplacement du matériel vieillissant et obsolète des divers ateliers pédagogiques.

Pour l'équipement informatique :

- Equipements réseaux : fourniture de switches et accessoires ;
- Equipements de sécurité : fourniture de pare-feu et acquisition de licences ;
- Interconnexion au réseau via la fibre noire ;
- Frais de raccordement et IRU.

Pour l'acquisition et le remplacement de matériels pour les ateliers pédagogiques du CFA :

- Atelier mécanique, carrosserie et peinture : achat de moteur pédagogique, de servante atelier avec outillage, de kits de pistolets de peinture, de ponceuses, et de postes à souder.
- Ateliers coiffure et esthétique : remplacement de petit mobilier tel que sièges, fauteuils de soins esthétiques, tables de manucure.
- Atelier boulangerie, pâtisserie, restaurant et hôtellerie : achat de batteurs, de frigos, de chariots avec plateaux ...

Pour ces raisons il convient d'augmenter le montant de l'opération d'investissement Renouvellement et acquisition de matériels pour le CFA du Pays d'Aix de + 696 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération de 356 000 € TTC à 1 052 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation de l'ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement D416A Renouvellement et acquisition de matériel CFA du Pays d'Aix.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement D416A Renouvellement et acquisition de matériel pour le CFA du Pays d'Aix d'un montant 696 000 euros TTC, portant le montant total de l'opération à 1 052 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

D416A Renouvellement et acquisition de matériels
CFA du Pays d'Aix

Déjà financé : 212 906,27 euros T.T.C

CP 2020 (BS compris) : 439 000 euros T.T.C.

CP 2021 : 43 294,79 euros T.T.C

CP 2022 : 89 000 euros T.T.C.

CP 2023 : 89 000 euros T.T.C.
CP 2024 : 89 000 euros T.T.C.
CP 2025 : 89 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 005-8385/20/CM

■ **Approbation du versement des participations financières dues par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants**
MET 20/15274/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31/12/2019.

Selon l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution d'un GIP a pris effet au 31/12/2019 et une période de liquidation a été ouverte pour une durée d'un an renouvelable.

En application de l'article 10 de la convention constitutive du groupement, chaque membre est tenu à une contribution aux activités et aux charges du groupement déterminée par protocole entre les membres signataires.

En vertu du protocole d'application de la convention constitutive ainsi conclu entre les membres du groupement, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence prennent en charge les dépenses du GIP non financées par les autres membres du groupement au titre de leurs participations respectives.

Ainsi, initialement, la ville de Marseille prenait en charge 77,1% du solde des dépenses du GIP, et la Communauté Urbaine de Marseille, 22,9%.

Depuis la signature de l'avenant n°4 à ce protocole, approuvé par délibération n°DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la Ville de Marseille prend en charge 16% de ce solde, et la Métropole Aix-Marseille-Provence (venant aux droits de l'ex-Communauté Urbaine de Marseille) 84% de ce solde.

Dans le cadre des opérations de liquidation du groupement, il a été évalué pour chaque financeur la part des contributions restant dues et devant faire l'objet d'un versement pour solde des participations financières au GIP MRU.

Sur l'ensemble de la durée d'existence du groupement, après analyse des écarts entre les versements effectués par la Métropole (2 179 944,20 €) et les sommes effectivement dues au GIP ou ayant fait l'objet d'un remboursement par le GIP à la Métropole (2 936 776,52 €), la Métropole est redevable de la somme de 756 832,32 € au titre de sa participation aux charges du groupement.

Cette somme due doit être régularisée et versée par la Métropole dans le cadre des opérations de liquidation du groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole

d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;

- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération n°DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant 4 à son protocole d'application ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La dissolution du GIP MRU au 31 décembre 2019 par arrivée à terme de sa convention constitutive en l'absence de son renouvellement ;
- La constatation de sommes restant à verser par la Métropole au GIP MRU au titre de sa contribution aux activités et charges du groupement ;
- La nécessité de régulariser et de verser, dans le cadre des opérations de liquidation du GIP MRU, les participations financières dont la Métropole est redevable en application des protocoles d'application à la convention constitutive du groupement et de ses avenants.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de 756 832,32 euros au GIP MRU, représentant la part des contributions financières aux activités et charges du groupement restant à verser par la Métropole en application des protocoles d'application à la convention constitutive du

groupement et de ses avenants telles que présentées en annexe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section fonctionnement au budget 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence - Sous-Politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 006-8386/20/CM

■ Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les Familles des Gens du voyage

MET 20/15091/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, la Métropole a souhaité contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles des Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

A ce titre, les responsables des structures d'accueil exploitées en régie métropolitaine et les deux gestionnaires des aires d'accueil exploitées en Délégation de service public et en marché public de service ont transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence un état détaillé des consommations des fluides pour chaque Structure d'Accueil.

Le montant du coût global de ces consommations de fluides est estimé approximativement à 34 000 euros.

La répartition par Territoire est détaillée ci-dessous.

Marseille Provence	3 260 €
Pays d'Aix (DSP)	20 700 €
Pays Salonais (DSP)	3 100 €
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	820 €
Istres Ouest Provence	1 950 €
Pays de Martigues	4 030 €
TOTAL	33 860 €

Sont concernées 9 structures d'accueil de la Métropole suivant le tableau ci-après, gérées selon 3

modes différents : régie métropolitaine, marché public et délégation de service public.

Territoires	Secteurs	Modes de gestion	Structures d'Accueil concernées	Capacité d'accueil
Marseille Provence	Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Régie métropolitaine	Saint Menet	24 places familles
	Marseille	Régie métropolitaine	Mazargues	40 places familles
Pays d'Aix	Aix en Provence	Délégation de Service Public	Le Réaltor	80 places familles
	Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	Délégation de Service Public	La Malle	30 places familles
	Fuveau/ Meyreuil	Délégation de Service Public	Rives Hautes	23 places familles
Pays Salonais	Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	Délégation de Service Public	La Garenne	25 places familles
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Marché Public	Vallon des Vaux	12 places familles
Istres Ouest Provence	Miramas / Saint-Chamas	Régie métropolitaine	Les Molières	47places familles
Pays de Martigues	Martigues	Régie métropolitaine + Marché	Le Bargemont	7 places familles

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter deux dispositifs distincts afin de mettre en œuvre la prise en charge des coûts de consommation des fluides, payés directement par les gestionnaires des structures d'accueil et refacturés à prix coûtant aux familles stationnaires, selon le mode de gestion spécifique à chaque :

1^{er} dispositif : La remise gracieuse des montants dûs, ayant pour conséquence l'annulation des créances après accord du Trésor Public, pour les Régies

Métropolitaines, qui devra faire l'objet d'une prochaine délibération (5 Structures d'Accueil : Mazargues, Saint Menet, Vallon des Vaux, Les Molières et Le Bargemont)

- 2^{ème} dispositif : un protocole adapté, le cas échéant, pour le contrat de Délégation de Service Public (4 structures d'accueil : Le Réaltor, La Malle, Rives Hautes et La Garenne) pour indemniser le préjudice subi par le délégataire.

Pour les structures d'accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction

des coûts des fluides, il sera pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ce principe de solidarité afin de pouvoir décliner territorialement sa mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- Les avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil.
- La nécessaire mise en œuvre de deux dispositifs distincts de prise en charge des coûts des consommations des fluides, adaptés aux modes de gestion des équipements publics.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les familles des Gens du Voyage selon les dispositifs exposés ci-dessus, ce qui a pour conséquence la gratuité de la consommation des fluides, pour les Familles de Voyageurs pendant la période du confinement, du 17 mars au 10 mai inclus, soit 55 jours.

Article 2 :

Ce principe de gratuité fera l'objet d'une déclinaison pour chaque Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral"

TCM 003-8389/20/CM

■ Approbation de la résiliation du contrat de concession du système de traitement des eaux usées de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône

MET 20/14981/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre à une injonction de la Commission Européenne sur l'absence de système de traitement des eaux usées, par délibération en date du 13 octobre 2006, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a approuvé le principe de la Délégation de Service Public (DSP) en concession de l'assainissement (transfert, traitement et rejet des eaux usées) de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Les missions confiées au délégataire dans le cadre de ce contrat sont la réalisation, le financement et la gestion le système de transfert et de traitement des eaux usées de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le 22 décembre 2008 est entrée en vigueur la concession de la station d'épuration de Port-Saint-Louis du Rhône, pour une durée de 20 ans avec la Société d'Exploitation et d'Entretien des Réseaux Communaux

Le 1er janvier 2016, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a intégré la Métropole Aix-Marseille-Provence, regroupant six EPCI.

Les contrats de délégation de service public d'assainissement de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis du Rhône ayant une échéance proche, il a été décidé dans une démarche d'unification, de lancer un contrat unique en assainissement collectif sur ces quatre communes avec comme date de début d'exploitation le 3 septembre 2020.

Cette démarche a été entérinée au conseil de Métropole par délibération n° DEA 008-5769/19/CM du 28 mars 2019, portant approbation du principe

d'une délégation de service public de l'assainissement sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Dans cette façon, les missions du service public d'assainissement sur Port-Saint-Louis-du-Rhône ne seront plus scindées en deux contrats distincts, à savoir d'un côté l'acheminement des eaux usées, et de l'autre leur traitement en station d'épuration.

Ainsi, le périmètre du présent contrat du système de traitement des eaux usées de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône sera intégré dans ce nouveau contrat de délégation de service public d'assainissement.

La concession de service public de la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône doit donc faire l'objet d'une rupture anticipée pour motif d'intérêt général à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle délégation, soit le 2 septembre 2020 à 24H00.

Les modalités de l'indemnisation du concessionnaire dû au titre de la résiliation du présent contrat seront traitées lors d'un prochain conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.
- Qu'il est nécessaire de regrouper les missions du service public d'assainissement de Port-Saint-Louis-du-Rhône au sein d'un

même contrat.

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la résiliation anticipée du contrat pour motif d'intérêt général.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de rupture anticipée du contrat de concession de la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône au motif d'intérêt général.

Article 2 :

Le contrat de concession de la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône sera résilié le 3 septembre 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document permettant d'assurer la bonne exécution de la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8390/20/CM

**■ Approbation des nouvelles modalités de facturation de la surtaxe sur la base de tranches de consommation et des nouveaux montants de surtaxe pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône
MET 20/14980/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le financement du renouvellement des ouvrages, la mise en conformité due à l'évolution réglementaire et toutes les obligations sur les réseaux du territoire Istres-Ouest Provence, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n° DEA 045-3353/17/CM du 14 décembre 2017, les nouveaux montants de surtaxe à appliquer à compter du 1^{er} janvier 2018, sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement des six communes de son territoire, à savoir :

		Budget de l'eau potable		Budget de l'assainissement collectif	
Communes	Tranches	Anciennes tranches de consommation annuelle (m ³)	Anciennes surtaxes (€/m ³)	Anciennes tranches de consommation annuelle (m ³)	Anciennes surtaxes (€/m ³)
Fos-sur-Mer	T1	0 à 120	0,4700	0 à 120	0,7620
	T2	121 à 3000	0,5264	> 120	1,4097
	T3	> 3000	0,6317		
Istres/Miramas	T1	0 à 120	0,5500	0 à 120	1,0080
	T2	121 à 6000	0,7150	> 120	1,4879
	T3	> 6000	0,7436		
Port-Saint-Louis-du-Rhône					
	T1*	0 à 60*	0,4100*	0 à 120	0,1000
	T2*	> 60*	0,6724*	> 120	0,9200

*Les tranches de consommation T1 et T2 du budget de l'eau potable pour Port-Saint-Louis-du-Rhône sont des tranches de consommation semestrielle et correspondent dans le tableau ci-dessus aux cases avec un *.*

Sur les communes d'Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, un contrat unique en eau potable et en assainissement collectif démarrera le 3 septembre

2020. La commune de Fos-sur-Mer intégrera ces contrats à partir du 1^{er} janvier 2021. Ainsi, afin d'uniformiser les tarifs sur ces quatre communes, les surtaxes doivent être modifiées.

Aussi, il est proposé de faire évoluer les montants de surtaxe sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif comme suit :

		Budget de l'eau potable		Budget de l'assainissement collectif	
Communes	Tranches	Nouvelles tranches de consommation annuelle (m ³)	Nouvelles surtaxes (€/m ³)	Nouvelles tranches de consommation annuelle (m ³)	Nouvelles surtaxes (€/m ³)
Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône	T1	0 à 60	0,5500	0 à 60	1,4879
	T2	61 à 160	0,6325	61 à 160	1,4879
	T3	161 à 3000	0,7150	161 à 3000	1,4879
	T4	>3000	0,7293	>3000	1,4879

Les nouveaux contrats ne présentent plus de facturation par unité de logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 045-3353/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 approuvant les modalités de facturation de la surtaxe sur la base de tranches progressives de consommation pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône et des nouveaux montants de surtaxe pour chaque commune du Territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de facturation de la surtaxe à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Sont approuvés les nouveaux montants de surtaxe à appliquer sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 3 :

Les montants de surtaxe des communes de Grans et Cornillon-Confoux ne sont pas modifiés par cette délibération.

Article 4 :

Ces nouveaux montants seront appliqués à compter du 3 septembre 2020 pour les communes d'Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône et à compter du 1^{er} janvier 2021 pour la commune de Fos-sur-Mer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8391/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public de l'eau potable de la commune de Beaurecueil MET 20/14420/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} avril 2016.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Un nouvel ouvrage, une cuve d'un volume de 50m³, a été créé sur le réservoir de Beaurecueil et doit être intégré au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'eau potable.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer des charges de personnel, sous-traitance et de renouvellement de matériel pour ce nouvel ouvrage. L'avenant prévoit également un ajustement des dispositions de reversement de la part perçue pour le compte de la collectivité (surtaxe), ainsi qu'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 30 mars 2024, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :

Tranche de consommation 1, de 0 m³ à 500 m³ inclus : 0,6500 € HT/m³ à 0,6790 € HT/m³ ;

Tranche de consommation 2, de 501 m³ à 1 000 m³ inclus : 1,0000 € HT/m³ à 1,0446 € HT/m³ ;

Tranche de consommation 3, au-delà de 1 001 m³ : 1,1500 € HT/m³ à 1,2013 € HT/m³ ;

Soit + 4,46 % sur toutes les tranches de consommation.

Impact sur une facture d'eau potable type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2020 :

Avant avenant : 313,12 € TTC ;

Après avenant : 316,96 € TTC, soit une augmentation de 3,84 €, ce qui représente + 1,23 %.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 1,34 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable – Commune de Beaurecueil.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires et les recettes correspondantes jusqu'à la fin du contrat pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'eau potable sur la commune de Beaurecueil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Eau Potable - commune de Beaurecueil, et ses annexes Inventaire et Compte d'Exploitation Prévisionnel.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8392/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public de l'eau potable de la commune de Bouc-Bel-Air
MET 20/14996/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

En 2019, l'ancienne station de filtration des Terres Blanches a été remplacée par un ouvrage neuf qui doit être intégré au patrimoine affermé afin de garantir la continuité du service public de l'eau potable.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer des charges de personnel, de produits de traitement, de sous-traitance, matériels et fournitures et de renouvellement de matériel pour ce nouvel ouvrage. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 décembre 2029, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :

0,5856 € HT/m³ à 0,6082 € HT/m³, soit + 3,86 %

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2020 :

Avant avenant : 392,28 € TTC ;

Après avenant : 395,25 € TTC, soit une augmentation de 2,98 €, ce qui représente + 0,76 %.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 1,63 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable – commune de Bouc-Bel-Air.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'eau potable sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Eau Potable - commune de Bouc-Bel-Air, et ses annexes : Compte d'Exploitation Prévisionnel, Inventaire actualisé et Programme prévisionnel de renouvellement patrimonial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 007-8393/20/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public de l'eau potable de la commune de Puyloubier MET 20/15001/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2011.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

L'ancienne station de filtration de Puyloubier a été remplacée par un ouvrage neuf et le réservoir d'eau potable d'une capacité de 1 200 m³ a été réhabilité et

séparé en deux cuves de 600 m³. Ces nouveaux ouvrages doivent être intégrés au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'eau potable.

Par ailleurs, la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes, dénommée « loi Brottes », et son décret d'application n° 2014-274 du 27 février 2014, interdit de couper l'eau d'une résidence principale. Le contrat initial, antérieure à cette loi, prévoyait les coupures d'eau après mise en demeure en cas d'impayés. Le montant des abandons de créances ayant fortement augmenté après l'entrée en vigueur de la loi Brottes, celle-ci a une incidence sur l'équilibre économique du contrat.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer des charges de personnel, d'énergie électrique de renouvellement de matériel et des frais généraux pour ce nouvel ouvrage. L'avenant prévoit également une compensation de l'augmentation des abandons de créances liée à l'application de la loi Brottes, ainsi qu'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 décembre 2022, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :

0,910 € HT/m³ à 0,975 € HT/m³, soit + 7,14 %

Impact sur une facture d'eau potable type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2020 :

Avant avenant : 231,38 € TTC ;

Après avenant : 240,49 € TTC, soit une augmentation de 9,11 €, ce qui représente + 3,94 % (+ 2,91 % liés à l'intégration du nouvel ouvrage et + 1,03 % liés à la loi Brottes).

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 1,20 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'eau potable – Commune de Puyloubier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat pour assurer l'exploitation, la maintenance, le renouvellement du matériel défaillant et compenser l'augmentation des abandons de créances constatée après l'entrée en application de la loi Brottes.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'eau potable sur la commune de Puyloubier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'Eau Potable - Commune de Puyloubier, et ses annexes Compte d'Exploitation Prévisionnel et Programme prévisionnel de renouvellement patrimonial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 008-8394/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de Trets
MET 20/14995/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 6 juin 2017, la commune de Trets a délégué par affermage son service public d'assainissement collectif des eaux usées.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 7 ans, avec prise d'effet au 9 juin 2017.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Un nouvel ouvrage, un bassin d'orage de 600 m³ au sein de la station de d'épuration des eaux usées, a été créé et doit être intégré au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public d'assainissement collectif.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'ajout de cet ouvrage. Les charges sont constituées de charges de personnel, d'énergie électrique, de produits de traitement, de sous-traitance, de matériels et fournitures, de transport et traitement des sous-produits et de renouvellement électromécanique. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 8 juin 2024, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de :

0,6137 € HT/m³ à 0,6342 € HT/m³, soit + 3,34 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2020 :

Avant avenant : 410,79 € TTC ;

Après avenant : 413,51 € TTC, soit une augmentation de 2,72 €, ce qui représente + 0,66 %.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 1,19 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 6 juin 2017 approuvant le choix du délégataire du service public d'assainissement collectif sur la commune de Trets, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif – commune de Trets.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service d'assainissement collectif sur la commune de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif - commune de Trets, et ses annexes Compte

Prévisionnel d'Exploitation et Programme de renouvellement patrimonial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 009-8395/20/CM

**■ Approbation des dégrèvements sur factures d'eau sur la période 2014 à 2018, suite à une fuite d'eau sur les installations privées à Gémenos Village
MET 20/15016/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur MANUGUERRA a sollicité le service de l'eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour analyser ses consommations d'eau qu'il juge excessives depuis 2011.

Les investigations menées par le service n'ont pas permis de trouver une cause à ces surconsommations.

Au cours de l'année 2018, un changement de compteur a été réalisé et une surveillance des consommations ont permis d'ajuster le montant de ses factures pour l'année considérée.

Monsieur MANUGUERRA a saisi le Médiateur de l'eau pour trouver une entente avec la Métropole sur les factures des années antérieures à l'année 2018.

Après analyse de la demande de Monsieur MANUGUERRA, le Médiateur de l'eau propose qu'un partage des conséquences financières des consommations inexpliquées soit appliqué sur la période de consommation de 2014 à 2018, en considérant que la probabilité que la surconsommation provienne d'un dysfonctionnement du dispositif de comptage est de 1/5.

Ainsi, sur les quatre années considérées, le volume surconsommé est de 5110 m3 auquel on retranche la consommation moyenne annuelle du foyer soit 4 * 200 m3.

Le Médiateur propose à la Métropole de prendre à sa charge le cinquième du volume restant, soit = 862 m3 (4310 m3 / 5).

Par délibération AGER 005/2127/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des

volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande exceptionnelle de dégrèvement est présentée au Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos Village ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village ;
- L'avis de la médiation de l'eau du 28 Août 2019 sur le dossier 2018-3325.
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m³ doivent être approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il s'agit d'une facture antérieure à l'intégration de la régie de Gémenos à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Bassin Minier et Garlaban (REABMG, ex-SIBAM).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, le dégrèvement de plus de 500m³ suivant sur la facturation d'eau et d'assainissement du premier semestre 2018 à Gémenos Village :

1. Monsieur MANUGUERRA Jean-Marc pour lequel le dégrèvement total est de 2696.13 euros HT soit 2844.41 euros TTC (sur le budget annexe eau) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3764.29 euros HT soit 4182.54 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau 2020 du Territoire Marseille-Provence –Nature, 678 - Sous Politique F 170 – Code 3 DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 010-8396/20/CM

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan-de-Cuques MET 20/15017/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un dégrèvement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes

d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

L'abonné, Monsieur CHATELAS, n'a pas respecté le délai d'un mois pour adresser au service de l'eau l'attestation de réparation de la fuite malgré l'envoi d'un courrier d'alerte, c'est la raison pour laquelle sa demande de dégrèvement a été refusée par la Métropole.

Fort de cette situation, l'abonné a saisi le Médiateur de l'eau en vue de trouver une entente avec la Métropole. En effet, la fuite a fait l'objet d'une réparation plus de deux mois avant la notification d'une consommation anormale, la réparation et son effet ont été constatés par le service de l'eau.

Ainsi, le Médiateur estime, pour résoudre le litige nait entre l'abonné et le service de l'eau, que la Métropole pourrait accorder un dégrèvement de 50% de ce que prévoit la réglementation précitée.

Il propose à la Métropole d'accorder exceptionnellement à Monsieur CHATELAS un dégrèvement de 1191 m3 sur les redevances d'eau potable et de 2496 m3 sur les redevances assainissement collectif sur la facture du 27 juin 2018.

Par délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande exceptionnelle de dégrèvement est présentée au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite

sur les canalisations d'eau potable après compteur ;

- La délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'avis de la médiation de l'eau du 3 septembre 2019 sur le dossier 2018-2886 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500m3 doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- Qu'il s'agit d'une facture antérieure à l'intégration de la régie de Plan de Cuques à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Bassin Minier et Garlaban (REABMG, ex-SIBAM).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dégrèvement suivant sur facture d'eau à Plan-de-Cuques :

2. Monsieur CHATELAS Noël pour lequel le dégrèvement est de 4367.72 euros HT soit 4732.96 euros TTC (1589.41 euros HT soit 1676.83 euros TTC sur le budget annexe eau et 2778.30 euros HT soit 3056.13 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 6467.73 euros HT soit 6936.47 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau 2020 du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Nature 678 – Sous Politique F170 Code 3 DEAP et au budget annexe de l'Assainissement 2020 du Conseil de Territoire Marseille-Provence : Nature 678 –Sous Politique F110 Code 3DEAP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 011-8397/20/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Eaux Pluviales sur le Territoire du Pays Salonais
MET 20/15130/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente en matière de création de gestion des eaux pluviales.

Une opération d'investissement 2018301500 a été créée et affectée en 2018 pour un montant de 2 600 000 euros TTC enregistrée dans l'autorisation de programme 183190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole.

Cette opération a pour but de mener des études préalables et la réalisation des travaux associés à l'exercice de cette compétence.

Compte tenu de l'avancée des réalisations il est proposé de réviser et d'affecter cette opération pour un montant complémentaire de 3 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juillet 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant total de 3 900 000 euros TTC de l'opération

d'investissement 2018301500 afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018301500 « Eaux Pluviales » pour un montant de 3 900 000 euros TTC rattachée au programme 19 Pluvial Code AP 183190BP. Le montant total de l'opération après révision est porté à 6 500 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'EST du Pays Salonais selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Mandaté exercices antérieurs : 1 925 868,83 euros TTC.

CP 2020 : 1 335 000 euros TTC.

CP 2021 : 1 300 000 euros TTC.

CP 2022 : 1 300 000 euros TTC.

CP 2023 : 639 131,17 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 012-8398/20/CM

■ Budget Annexe Assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023"

MET 20/15252/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de poursuivre la réalisation du programme pluriannuel des investissements du Territoire du Pays de Martigues il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer les dépenses d'achat de matériel et outillage divers amortissables et nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

L'opération d'investissement 2020600200, acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023, pour un montant de 200 000 euros H.T., inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 206110AS du programme 11 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020600200 et « acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023 » pour un montant de 200 000 H.T. rattachée au programme 11 Assainissement Code AP 206110AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2020 : 40 000 euros H.T.

CP 2021 : 60 000 euros H.T.

CP 2022 : 60 000 euros H.T.

CP 2023 : 40 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 013-8399/20/CM

■ Budget Annexe Assainissement du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques 2020-2023"

MET 20/15253/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de poursuivre la réalisation du programme pluriannuel des investissements du Territoire du Pays de Martigues il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer les dépenses d'achat de mobilier amortissable ainsi que l'acquisition d'études, de matériel et de licences informatiques nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

L'opération d'investissement 2020600100, acquisition de mobilier de bureau de matériel et de licences informatiques 2020-2023, pour un montant de 200 000 euros H.T., inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 206010AS du programme 01 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020600100 et « acquisition de mobilier de bureau de matériel et de licences informatiques 2020-2023 » pour un montant de 200 000 H.T. rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 206010AS.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2020 : 30 000 euros H.T.

CP 2021 : 60 000 euros H.T.

CP 2022 : 60 000 euros H.T.

CP 2023 : 50 000 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 014-8400/20/CM

■ Délégation de Service Public pour l'exploitation des services d'avitaillement de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes MET 20/14530/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-Le-Rouet.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, trois plis ont été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des candidats suivants :

- Société DG SERVICES
- Société SODEPORTS
- Société NAUTIC 2000

Par courrier du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée aux trois candidats, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Les candidats ont remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis :

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir les candidatures suivantes :

- Société DG SERVICES
- Société SODEPORTS
- Société NAUTIC 2000

Suite à la sélection des candidatures, la Métropole a transmis aux candidats retenus le dossier de consultation des entreprises et les a invités à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des plis des entreprises sélectionnées ayant remis une offre. Ces soumissionnaires sont les suivants :

- Société DG SERVICES
- Société NAUTIC 2000

Au vu de l'avis sur les offres initiales émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec les 2 soumissionnaires, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de l'analyse des offres finales issues des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NAUTIC 2000. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexes 12 et 13 du contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion des services d'avitaillement et de carénage du Port de Carry-le-Rouet ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société NAUTIC 2000 en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet, à laquelle se substituera une société dédiée exclusivement à l'exécution de la délégation de service public.

Article 2

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de cinq ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Ports – Sous politique B220 – Nature 757.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 015-8401/20/CM

■ Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe Rouge
- Approbation du choix du délégataire -

**Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes
MET 20/14531/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe-Rouge.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, un pli a été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du pli du candidat : société Nouvelle Aire.

Par courrier en date du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée au candidat, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Le candidat a remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis :

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir la candidature de la société Nouvelle Aire.

Suite à la sélection de cette candidature, la Métropole a transmis au candidat retenu le dossier de consultation des entreprises et l'a invité à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement du pli de l'entreprise sélectionnée ayant remis une offre. Ce soumissionnaire est la société Nouvelle Aire.

Au vu de l'avis sur l'offre initiale émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec le soumissionnaire, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement

de la procédure et en particulier de l'analyse des offres finales issues des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NOUVELLE AIRE.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés dans le contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une

délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société NOUVELLE AIRE en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation du d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge.

Article 2

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de cinq ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Ports – Sous politique B220 – Nature 757.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 016-8402/20/CM

**■ Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes
MET 20/14532/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 001-5517/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, deux plis ont été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des candidats suivants :

- Société Nouvelle Aire,
- Société Petrosud.

Par courrier en date du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée aux deux candidats, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Les candidats ont remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis.

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir les candidatures suivantes :

- Société Nouvelle Aire,
- Société Petrosud.

Suite à la sélection de cette candidature, la Métropole a transmis aux candidats retenus le dossier de consultation des entreprises et les a invités à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement du pli de l'entreprise sélectionnée ayant remis une offre. Ce soumissionnaire est la société Nouvelle Aire. La société Petrosud n'a pas remis d'offre.

Au vu de l'avis sur l'offre initiale émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec l'unique soumissionnaire, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de l'analyse de l'offre finale issue des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NOUVELLE AIRE.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés dans le contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 001-5517/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société NOUVELLE AIRE en qualité de délégataire de service public pour la gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille.

Article 2

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de cinq ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Ports – Sous politique B220 – Nature 757.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 017-8403/20/CM

■ Approbation des aménagements tarifaires sur le domaine public maritime portuaire suite à la crise sanitaire COVID 19

MET 20/14976/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires gère 28 ports de plaisance représentant plus de 9000 postes à flot avec plusieurs modes de gestion ; régies, délégation de service public et contrats d'autorisation d'occupation du domaine public à des professionnels de la plaisance et à des sociétés nautiques pour la gestion de plan d'eau.

Compte tenu de la crise sanitaire COVID 19, les professionnels des activités nautiques et de plaisance ont, conformément à l'ensemble des directives nationales, stoppé leurs activités durant toute la

période du confinement. L'absence de recettes durant cette période est préjudiciable pour les entreprises de ce secteur qui ont cependant supporté leurs charges structurelles.

Afin de maintenir et soutenir l'activité économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite dans une démarche de relance économique en établissant un plan offrant des dispositifs adaptés aux entreprises.

Dans le domaine de la plaisance et du nautisme, les actions se traduiront notamment par :

- La suspension, à compter du début de la période de confinement, de l'émission des factures des redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein des professionnels titulaires d'un contrat d'AOT avec la Métropole jusqu'au 4ème trimestre 2020 pour ceux n'ayant pas encore effectué leur règlement.

Une possible exonération de redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein sur la base d'un dossier circonstancié équivalente à un montant maximum de deux mois de loyers pourrait être envisagée pour les professionnels du nautisme qui en feront la demande titulaires d'un contrat d'AOT avec la Métropole à valoir sur l'exercice 2021. Ce même dispositif sera applicable aux professionnels titulaires d'un contrat auprès d'un délégataire de service public de la Métropole. Après étude par la Métropole du dossier déposé par le professionnel, le remboursement s'effectuera au délégataire concerné sur présentation d'un justificatif énumérant la liste des professionnels retenus à l'exonération, le montant annuel des redevances et celui de l'exonération accordée.

- L'aménagement d'une des deux darses du J4 (bungalow, gardiennage, WC) par la Métropole pour accueillir prioritairement au tarif « passager » les bateaux des loueurs professionnels qui ont formulé leur demande. L'objectif étant d'accueillir le plus grand nombre de professionnels en fonction de la capacité de la darse.

- La reconduction à l'identique des redevances d'occupation du Domaine public maritime portuaire de 2020 en 2021. Une délibération sera prochainement proposée afin d'approuver ce dispositif avec avis préalable des différents conseils portuaires.

- La prolongation à titre exceptionnel de la période d'hivernage du 31 mars jusqu'à la publication de la date officielle par les autorités maritimes de reprise de l'activité de plaisance pour l'occupation de postes à flot à l'unité de courtes et longues durées pour les navires en escale. La redevance appliquée jusqu'à cette date prolongée sera celle prévue dans le III-3-d) de l'annexe à la délibération MER 004-8038/19/CM du 19 décembre 2019. Ce même dispositif tarifaire sera également appliqué à titre exceptionnel et cumulable pour les passagers longue durée (PLD) de 11 mois et plus sur la période de début du confinement jusqu'au

1^{er} juillet 2020 date d'effet des attributions de postes à flot et à sec au sein des sociétés nautiques validées par la commission d'attribution du 18 juin 2020.

- Exonération de la date de début du confinement jusqu'au 31 août 2020 des redevances des terrasses du domaine public maritime pour les bars et restaurants du Vieux-Port.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'avis des conseils portuaires concernés par la présente délibération tarifaire ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Que compte tenu de la crise sanitaire COVID 19, la Métropole a défini un plan de relance économique comprenant des mesures en faveur des professionnels du secteur nautique et plaisance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la suspension à compter du début de la période de confinement, de l'émission des factures des redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein des professionnels titulaires d'un contrat

d'AOT avec la Métropole jusqu'au 4^{ème} trimestre 2020 pour ceux n'ayant pas encore effectué leur règlement.

Article 2 :

Est approuvée une possible exonération de redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein sur la base d'un dossier circonstancié équivalente à un montant maximum de deux mois de loyers pourrait être envisagée pour les professionnels du nautisme qui en feront la demande titulaires d'un contrat d'AOT avec la Métropole à valoir sur l'exercice 2021. Ce même dispositif serait également applicable aux mêmes conditions aux professionnels titulaires d'un contrat auprès d'un délégataire de service public de la Métropole. Après étude par la Métropole du dossier déposé par le professionnel, Le remboursement s'effectuera au délégataire concerné sur présentation d'un justificatif énumérant la liste des professionnels retenus à l'exonération, le montant annuel des redevances et celui de l'exonération accordée.

Article 3 :

Est actée l'ouverture d'une des deux darses du J4 (bungalow, gardiennage, WC) par la Métropole pour accueillir prioritairement au tarif « passager » les bateaux des loueurs professionnels qui ont formulé leur demande. L'objectif étant d'accueillir le plus grand nombre de professionnels en fonction de la capacité de la darse.

Article 4 :

Est approuvée la prolongation à titre exceptionnelle de la période d'hivernage du 31 mars jusqu'à la publication de la date officielle par les autorités maritimes de reprise de l'activité plaisance pour l'occupation de postes à flot à l'unité de courtes et longues durées pour les navires en escale. La redevance appliquée jusqu'à cette date prolongée sera celle prévue dans le III-3-d) de l'annexe à la délibération MER 004-8038/19/CM du 19 décembre 2019. Ce même dispositif tarifaire sera également appliqué à titre exceptionnel et cumulable pour les passagers longue durée (PLD) de 11 mois et plus sur la période de début du confinement jusqu'au 1^{er} juillet 2020 date d'effet des attributions de postes à flot et à sec au sein des sociétés nautiques validées par la commission d'attribution du 18 juin 2020

Article 5 :

Les crédits nécessaires inhérents à ce dispositif seront inscrits au budget annexe des ports Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 018-8404/20/CM

**■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence
MET 20/15165/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 et portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19, les opérateurs en charge de la récupération des textiles-linge de maison-chaussures en points d'apport volontaire en vue de leur réemploi/réutilisation ne peuvent plus assurer leur activité et ne perçoivent donc plus de revenus.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer partiellement, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, les opérateurs en charge des points d'apport volontaire de récupération des textiles-linge de maison-chaussures situés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, et pour une période équivalente à deux mois.

Pour information, la diminution de la Redevance d'occupation du Domaine Public pour le Budget Principal s'élèverait à 600 € TTC.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour ces professionnels, correspondante à la durée du confinement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour l'année 2020 aux professionnels impactés par la situation sanitaire COVID 19, correspondante à la durée du confinement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, pour les opérateurs en charge des points d'apport volontaire de récupération des textiles-linge de maison-chaussures situés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence, et pour une période équivalente à deux mois.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole Fonction 844 – Sous politique C310 - Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 019-8405/20/CM

**■ Budget Annexe Traitement des Déchets du Territoire Istres-Ouest Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation, aménagement et réhabilitation de bâtiments"
MET 20/15236/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Régie Intercommunale des déchets du Territoire Istres-Ouest Provence a été créée en juin 2010. Le code général des collectivités territoriales n'apportant aucune précision sur le contenu des dépenses d'investissement, il avait été décidé de continuer à imputer les travaux au Budget Principal.

Dans un souci d'uniformisation, à compter de l'exercice budgétaire 2020 l'ensemble des dépenses d'investissement doivent être exécutées sur le Budget Annexe Traitement des Déchets.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2020500300, « Réalisation, aménagement et réhabilitation de bâtiments », pour un montant de 800 000 € TTC inscrite au Budget Annexe Traitement des Déchets du Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 20501D CO du programme 01 – Gestion de l'Administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 022-7678/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 adoptant le budget primitif de l'exercice 2020 pour les budgets annexes du Territoire Istres-Ouest-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réalisation, aménagement et réhabilitation de bâtiments » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2020500300 « Réalisation, aménagement et réhabilitation de bâtiments », rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'Administration » code AP 20501D CO portant le montant total de l'opération à 800 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Traitement des Déchets du Territoire Istres-Ouest Provence 2020 et suivants chapitre 2020500300 nature 21351 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :
CP 2020 : 400 000 euros TTC.
CP 2021 : 400 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 020-8406/20/CM

**■ Modalités de mise à disposition de composteurs de proximité, individuels et lombricomposteurs sur le Territoire du Pays de Martigues
MET 20/15249/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets, en particulier par l'offre de solutions de compostage individuel est un des axes principaux en termes de valorisation matière et organique du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, approuvé par délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Cette action contribue à la réduction des déchets à la source et à l'atteinte des objectifs fixés notamment par l'article L.541-1, I, 4° du Code de l'environnement.

En complément du schéma métropolitain, conformément au Code de l'Environnement, la Métropole a défini son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés (PMPDMA), lors du Conseil de la Métropole de décembre 2019. Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain.

C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays de Martigues souhaite renforcer le déploiement du compostage sur son territoire.

La démarche de compostage de proximité est ouverte aux riverains sur des sites en « pieds d'immeuble », des jardins partagés, des sites d'animation ou culturel appartenant aux communes du Territoire, des centres sociaux ou maisons de quartier, des sites gérés par des associations, par la Métropole ou sur des dispositifs de voie publique.

Il est alors proposé que le Territoire du Pays de Martigues mette à disposition des habitants de ce territoire des composteurs individuels ou des lombricomposteurs. Une formation sur la bonne utilisation du composteur sera obligatoirement dispensée lors de la remise du composteur. Un guide du compostage individuel sera remis à chaque bénéficiaire et un accompagnement sera mis en place afin de garantir la bonne utilisation du matériel remis. Une adresse mail spécifique sera dédiée aux questions relatives au compostage.

En contrepartie de ces services, une redevance pour service rendu de 10 euros est réclamée. Les usagers devront s'être acquittés de la redevance pour service rendu avant la remise du matériel. La distribution du matériel sera organisée sur rendez-vous.

Pour l'année 2020, le Territoire du Pays de Martigues prévoit de distribuer 70 composteurs et 30 lombricomposteurs. Le prix d'achat unitaire moyen est de 45 euros, la contribution métropolitaine est donc estimée à 35 euros par dotation. Soit un total de dépense nette de 3 500 euros.

Le Territoire du Pays de Martigues envisage pour l'année 2021 d'augmenter ces dotations en distribuant 150 dispositifs de compostage aux usagers. Dans les mêmes conditions financières, le coût net estimé est de 5200 euros à charge de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article L.541-1, I, 4° du Code de l'environnement ;

- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de favoriser l'équipement et l'accompagnement des foyers volontaires dans la réduction des déchets à la source, en leur mettant à disposition un composteur individuel ou un lombricomposteur, moyennant une redevance pour service rendu de 10 euros comprenant l'équipement, un guide d'utilisation, une formation initiale obligatoire et un accompagnement mis en place pour garantir la bonne utilisation du matériel remis.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition, par le Territoire du Pays de Martigues aux administrés volontaires, d'un composteur individuel ou d'un lombricomposteur.

Article 2 :

Est approuvée la redevance pour service rendu de 10 euros pour la mise à disposition aux habitants du Territoire du Pays de Martigues d'un composteur individuel ou d'un lombricomposteur, la formation initiale obligatoire, la remise d'un guide spécifique et l'accompagnement une fois le matériel remis.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au budget annexe déchets du CT6 – sous politique G110 - Nature 7078 – fonction 7213. Les crédits seront affectés en dépenses de fonctionnement - Nature 60628 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 021-8407/20/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Equipements pour la gestion de crise"

MET 20/14380/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui compte 92 communes et dont la superficie s'étend sur 3149 km², est exposé, selon le dernier dossier départemental sur les risques majeurs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (23 octobre 2015), à tous les risques majeurs, à l'exception des risques avalanche et volcanique.

Le risque majeur se caractérise par sa faible fréquence et par son extrême gravité, qu'il impacte également un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse souvent les capacités de réaction de la société.

Il peut être d'origine naturelle (inondation, feux de forêt, climatique, mouvement de terrain, sismique et submersion marine), technologique (industriel, nucléaire, transport de marchandises dangereuses et rupture de barrage), sanitaire à l'image de la pandémie Covid19 qui s'est répandue ces derniers temps à l'échelle mondiale et terrorisme.

Le territoire métropolitain n'étant pas à l'abri d'un événement exceptionnel susceptible d'impacter sa population, de générer des destructions, une désorganisation, voire l'arrêt complet de l'activité économique et sociale, la Métropole Aix-Marseille-Provence joue un rôle essentiel en matière de prévention et de gestion des risques et organise, en amont, sa réponse opérationnelle auprès des Maires,

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté, le 18 mai 2017, par la délibération ENV 001-2085/17/CM, une politique en matière de prévention et de gestion des risques majeurs dont le deuxième axe vise à répondre aux sollicitations des communes et des services de l'Etat en cas de crise majeure par la mise à disposition de moyens de sauvegarde, dont

des modules d'hébergement contenant chacun 50 lits picots, des couvertures et des kits hygiène.

Ce matériel est toutefois déployé en priorité au profit des 92 communes de la Métropole qui en font la demande.

A titre exceptionnel, il peut être aussi projeté à la demande de l'Etat et après autorisation de Madame la Présidente ou de son représentant, en dehors du territoire métropolitain s'il y a nécessité.

C'est pourquoi, il est proposé de procéder à la dotation de modules d'hébergement afin de couvrir l'ensemble du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ENV 001-2085/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 adoptant une politique en matière de prévention et de gestion des risques majeurs.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder au déploiement sur le territoire métropolitain d'équipement de module d'hébergement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'une montant de 80 000

euros relative à l'opération d'investissement «*Équipements pour la gestion de crise*».

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget principal métropolitain, en section d'investissement en dépenses, au Chapitre 21 - Nature 2188 - Fonction 020 selon l'échéancier prévisionnel de 20 000 euros par an sur 4 ans.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité"

AGRI 001-8408/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles"
MET 20/14860/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement AP 190231 BP, « Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles », pour un montant de 1 150 000 euros inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 190231BP du programme 23 « Agriculture, forêt et paysages » de la Métropole doit être révisée pour un montant de 986 025 T.T.C selon le budget 2020.

Cette révision porte le montant de l'opération d'investissement n°2019004000 de 1 150 000 euros T.T.C à 1 950 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019004000 et « Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles » d'un montant de 986 025 euros selon le budget rattaché au programme 190231BP du programme 23 « Agriculture, forêt et paysages » Code AP 19023BP, portant le montant total de l'opération à 1 950 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 2020 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur :

CP 2019 : 287 997 euros T.T.C.

CP 2020 : 986 025 euros T.T.C.

CP 2021 : 675 978 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 002-8409/20/CM

■ Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Travaux divers forêt
MET 20/15163/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :

- Eviter les départs de feux,
- Faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré),
- Limiter la propagation des incendies,
- Gérer les risques subis.

Aujourd'hui le solde de l'OP correspondant à l'opération travaux divers forêt ne permet pas d'engager la globalité des travaux prévus en 2020.

L'opération d'investissement 2017404600, travaux divers forêt, d'un montant de 368 000 euros TTC inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174232BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 132 000 euros TTC selon le budget EST.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404600 de 368 000 euros TTC à un montant révisé de 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 035-2693/17/CM de création affectation de l'opération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de cette opération d'investissement ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404600 Travaux Divers Forêts d'un montant 132 000 euros portant le montant total de l'opération à 500 000 euros TTC selon le budget EST rattaché au programme 23 Agriculture Forêts Paysage Code AP 174232BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la décision modificative n°1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 295 355,30 euros TTC.

CP 2020 : 110 000 euros TTC.

CP sur exercices suivants : 94 644,70 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 003-8410/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Travaux conservatoires de la forêt méditerranéenne MET 20/15164/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est chargé d'entreprendre des opérations de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) sur les massifs forestiers situés en son périmètre. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des Plans de Massifs de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI). La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :

- Eviter les départs de feux,
- Faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré),
- Limiter la propagation des incendies,
- Gérer les risques subis.

Les opérations prévues au programme comprennent les travaux forestiers de prévention incendie, les études préalables à leur mise en œuvre ainsi que les missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique permettant la réalisation des programmes

pluriannuels de travaux définis dans les plans de massifs.

Il s'agit d'une part de réaliser des opérations de Restaurations de Terrains Incendiés (RTI), le cas échéant, suite aux incendies qui se dérouleraient dans les massifs de la Métropole : études préalables, maîtrise d'œuvre et travaux ; et d'autre part de favoriser la valorisation des espaces forestiers par la connaissance de son potentiel en terme de gisement et de dessertes forestières afin de poursuivre le développement de la filière bois et de répondre ainsi à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction, dans le respect des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole.

L'opération d'investissement 2017404500, conservatoire de la forêt méditerranéenne d'un montant de 982 000 euros TTC, inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme 174232BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 218 000 euros TTC selon le budget EST.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404400 de 982 000 euros TTC à 1 200 000 euros TTC.

Ces travaux peuvent bénéficier toutefois de subventions publiques à hauteur de 80% de leur montant HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404500 travaux Conservatoire forêt méditerranéenne d'un montant de 218 000 euros TTC selon le budget EST rattachée au programme 23 Agriculture forêt paysage Code AP 174232BP portant le montant total de l'opération à 1.200.000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans la décision modificative n°1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 657 714 euros TTC.

CP 2020 : 310 000 euros TTC.

CP sur exercices suivants : 232 286 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 004-8411/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Travaux d'amélioration de la forêt communale MET 20/15166/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Chaque année le service forêt du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile met en œuvre des chantiers forestiers sur des parcelles communales. Ces travaux de génie forestier visent à améliorer et à valoriser les peuplements situés sur ces parcelles. Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus en 2020.

L'opération d'investissement 2017404400, travaux amélioration forêt communale, d'un montant de 142 000 euros TTC, inscrite au budget EST, enregistrée dans l'autorisation de programme 174 232 BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 78 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404400 d'un montant avant révision de 142 000 euros TTC à un montant révisé de 220 000 euros TTC.

Ce type de dépenses est subventionnable à hauteur de 60% par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre de l'aide aux communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404400 d'un montant de 78 000 euros TTC selon le budget EST attachée au programme 23 Agriculture Forêt et Paysage Code AP 174232 BP, portant le montant total de l'opération à 220 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses

d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée comme suit :

Mandaté antérieur : 97 567,88 euros TTC.

CP 2020 : 84 000 euros TTC.

CP sur exercices suivants : 38 434,12 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 005-8412/20/CM

**■ Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) sur le Plan des Massifs Sud Regagnas et Ouest Sainte Baume
MET 20/15168/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette création et affectation de l'opération d'investissement concerne une assistance technique dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de prévention incendie sur les massifs forestiers Sud Regagnas et Ouest Sainte Baume.

Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux plusieurs types de missions techniques pourront être confiées au titulaire, il peut s'agir de missions liées à des opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI), Restauration des Terrains Incendiés (RTI), ou sylviculture.

L'opération d'investissement 2020400100, AMO PLAN DE MASSIFS SUD REGAGNAS ET OUEST SAINTE BAUME, 160 000 euros TTC inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme 204232BP du programme 23-Agriculture Forêts et Paysage de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 160 000 euros T.T.C. selon le budget EST de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020400100 AMO Plan de Massifs Sud Regagnas et Ouest Sainte Baume pour un montant de 160 000 euros T.T.C selon le budget EST rattaché au programme 23 Agriculture Forêts Paysage Code AP 204232BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget Primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon l'échéancier prévisionnel établi comme suit :

CP 2020 : 40 000 T.T.C.
CP 2021 : 40 000 T.T.C.
CP 2022 : 40 000 T.T.C.
CP 2023 : 40 000 T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 006-8413/20/CM

**■ Grand Site Concors Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes
MET 20/14599/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Lors du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la délibération n° ENV009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n° ENV003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n° ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 adoptées par le Conseil de la Métropole ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Les délibérations n° ENV003-5758/19/CM du 28 mars 2019 et n° ENV003-6471/19/CM du 20 juin 2019 ont traité les mises à jour de l'année 2019.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille pour la saison estivale 2020 en précisant les tarifs suivants (tous les prix s'entendent TTC cf annexe) :

- *Modèle 58 – Carte IGN Sainte-Victoire TOP 25, prix public à 13.20 € (en 2019, 12.00 €)*

- *Modèle 129 – Carte IGN Sainte-Victoire 1/17 500ème, prix public à 9.95 € (en 2019, 9.70 €)*

- *Modèle 110 – Le Petit futé – Sainte-Victoire Grand Site de France,*

prix public maintenu à 6.90 €

Prix revendeur TTC 4.85 € (Revendeur : Office de Tourisme, Librairie, ...)

Prix pour le Réseau des Grands Sites de France et ses membres TTC 4.22 €

Et en proposant l'ajout de l'ouvrage suivant :

- *Modèle 130 – Et si la montagne Sainte-Victoire était née en 1657 ? - Ed. Les Amis de Sainte-Victoire Prix public 25.00 € : Marc LEINEKUGEL de l'association des Amis de Sainte-Victoire a fait des recherches sur l'origine de l'appellation « Montagne Sainte-Victoire » et cet ouvrage bien documenté retrace ce parcours.*

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La décision n°16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n° ENV003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018 ;
- Les délibérations n° ENV003-5758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 et n°ENV003-6471/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 prenant en compte les ajustements de l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réajuster certains prix et de compléter l'offre des produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire à compter de l'année 2020.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 70688, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 007-8414/20/CM

■ Mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire

MET 20/15685/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la séance du 17 octobre 2016, le Conseil de Métropole a adopté une délibération définissant les principes d'intégration au sein de la Métropole des activités du Grand Site Sainte-Victoire à la suite de la décision de dissoudre le syndicat mixte support.

Le 15 décembre 2016, la Métropole s'engageait à poursuivre le projet de territoire autour du label Grand Site de France, définissait les modalités d'intégration du personnel du Grand Site Sainte-Victoire au sein des services de la Métropole mis à disposition du Conseil de Territoire Pays d'Aix, et posait les principes d'une nouvelle gouvernance.

La présente délibération précise ce cadre en tenant notamment compte du renouvellement du Label Grand Site de France pour la mise en œuvre du projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du Grand Site Concors Sainte-Victoire, sur le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaucueil, Chateaufort Le Rouge, Jouques, Le Tholonet, Meyrargues, Meyreuil Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Vauvenargues et Venelles, dans les Bouches-du-Rhône, et des communes de Pourrières et Rians dans le Var.

Il est proposé que la gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire soit organisée ainsi :

• Un Comité de Gestion :

Sur le principe de la structuration du précédent comité syndical, il est consulté sur le cadrage budgétaire, la priorisation le périmètre et le suivi des actions du Grand Site.

Il se réunit deux à trois fois par an et peut également être convoqué pour des sessions exceptionnelles lorsque la nature du sujet le justifie.

Il est composé comme suit :

Pour le Bureau Métropolitain par : 3 membres désignés du Bureau Métropolitain

Pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix par : le Président et le Vice-Président délégué,
Pour le syndicat mixte Pays Provence Verte : le Président ou son représentant
Pour la communauté de communes Provence Verdon : le Président ou son représentant
Pour la communauté d'agglomération Provence Verte : le Président ou son représentant

Pour les communes :

- le Maire de chacune des 17 communes de son périmètre, ou son représentant.

Pour le Conseil Départemental des Bouches du Rhône :

- 7 représentants désignés par le Conseil Départemental.

Pour le Conseil Départemental du Var :

- 1 représentant désigné par le Conseil Départemental.

Pour le Conseil Régional Sud PACA :

- 2 représentants désignés par le Conseil Régional.

L'exercice de la compétence ayant été délégué au conseil de territoire, la Présidence de ce comité sera assurée par le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant.

- **Un Comité de Pilotage et un Comité technique et scientifique « Grand Site de France »**

Un Comité de pilotage et un Comité technique et scientifique ont été créés par arrêté inter préfectoral du 2 mai 2018 pour accompagner la mise en œuvre du projet de territoire « Sainte-Victoire, Grand Site de France », porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence autour des sites classés du massif de la Montagne Sainte-Victoire et du Concors.

- le Comité de pilotage réunit les partenaires institutionnels et financiers (Etat et collectivités locales), et est chargé d'assurer le suivi et l'évaluation des actions menées sur le territoire du Grand Site ; il valide les politiques et les programmes d'actions proposés.

- le Comité scientifique et technique rassemble les établissements publics, professionnels, associations et personnes qualifiées travaillant sur le territoire ; il constitue une instance de proposition et de concertation qui permet de fédérer l'ensemble des acteurs autour du projet commun qu'ils ont contribué à élaborer et qu'ils mettent en œuvre, chacun pour ce qui le concerne.

- **Des Comités Spécifiques** reflète des groupes de travail et de concertation déjà en place :

- Comité de pilotage Natura 2000 : instance réglementaire ; examine les bilans d'activité et donne son avis sur les programmes Natura 2000 ;

- Comité Consultatif Massif Forestier : examine les bilans d'activités en matière de DFCI et donne son avis sur les programmes de travaux de prévention des incendies sur les massifs Concors – Sainte-Victoire ;

- Comité de suivi de la Charte des manifestations : chargé du suivi de la Charte. Est informé des programmes annuels de manifestation, évalue les modalités de mise en œuvre de la Charte des manifestations, fait des propositions d'évolution et d'adaptation ;

- Comité de suivi de la Charte tourisme durable : chargé du suivi de la Charte. Est informé des actions réalisées, évalue les modalités de mise en œuvre de la Charte Tourisme, fait des propositions d'actions notamment pour la mise en œuvre d'une stratégie touristique commune en cohérence avec les valeurs du Grand Site ;

- Comité Randonnée : co-animé avec la Direction de l'environnement du Département 13, est informé des bilans d'actions annuels et prépare les programmes annuels d'actions sur les sentiers de randonnée, et examine toutes questions relatives à la randonnée.

D'autres Comités pourraient être mis en concertation avec les partenaires institutionnels sur des thématiques rendues nécessaires par l'actualité (comme par exemple les énergies renouvelables ou l'escalade).

- **Une Convention de partenariat et de gouvernance**

Dans l'objectif de coordonner les actions contribuant à la mise en œuvre du projet de territoire sur la base duquel a été attribué le Label, une convention sera proposée aux communes et établissements publics varois pour préciser le cadre de la gouvernance et du partenariat technique, administratif et financier de la gestion du Grand Site de France Concors Sainte-Victoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1611-4, L. 5215-21 L. 5217-7 et L.5211-41 2^e alinéa ;

- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La circulaire du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La décision ministérielle du 23 décembre 2019 relative au label Grand Site de France Concors Sainte-Victoire NOR : TREL1928266S accordant le renouvellement du label Grand Site de France à la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté interpréfectoral du 2 mai 2018 portant création d'un Comité technique et scientifique dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire « Sainte-Victoire, Grand Site de France » porté par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°2016_CT2_215 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 ;
- La délibération ENV 004-17/10/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 ;
- La délibération ENV 004-1135-16-CM du 17 octobre 2016 relative à la Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 001-1443-16-CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs concours et Saint-Victoire, et des modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la constitution et la mise en place des modalités d'organisation du Grand Site Concors Sainte-Victoire telles que présentées ci-dessus.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements"

ATCS 001-8415/20/CM

■ Déclaration d'activité d'entrepreneur de spectacles vivants pour l'Espace de la Confluence à Auriol - Désignation du titulaire de la licence MET 20/15273/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Espace de la Confluence a été inauguré en décembre 2019. Il a vocation à organiser plus de six spectacles par an, c'est la raison pour laquelle il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de se doter de la licence d'entrepreneur du spectacle. Parmi les trois catégories de licence, la Métropole devra se doter de la licence de catégorie 1 qui correspond à la destination souhaitée en tant « qu'exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques ».

Lorsque l'activité d'entrepreneur du spectacle est exercée par une personne morale et lorsque la salle de spectacles est exploitée par la collectivité publique, la licence est accordée à la personne physique désignée par l'autorité compétente.

Madame Marie Germain, agent métropolitain nommé chef d'établissement de l'Espace de la Confluence, remplit l'ensemble les conditions de compétence et d'expérience professionnelle nécessaires à l'attribution de la licence d'entrepreneur du spectacle de catégorie 1 pour l'Espace de la Confluence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail et notamment son article L.7122-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2019-700 du 3 juillet 2019 relative aux entrepreneurs de spectacles vivants ;
- Le décret n° 2019-1004 du 27 septembre 2019 relatif aux entrepreneurs de spectacles vivants ;
- La circulaire du 13 juillet 2000 relative à la licence d'entrepreneur de spectacles ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du 14 décembre 2017 déclarant d'intérêt communautaire la salle de spectacles et des festivités située sur la commune d'Auriol.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin d'organiser des manifestations au sein de cet équipement, il est nécessaire et obligatoire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que propriétaire de l'Espace de la Confluence, de se doter de la licence d'entrepreneur du spectacle appropriée au-delà de six spectacles par an
- Que parmi les trois catégories de licence, la première « exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques » correspond à la destination souhaitée ;
- Que lorsque l'activité d'entrepreneur du spectacle est exercée par une personne morale et lorsque la salle de spectacles est exploitée par la collectivité publique, la licence est accordée à la personne physique désignée par l'autorité compétente ;
- Que Madame Marie Germain, agent métropolitain nommé chef d'établissement de l'Espace de la Confluence, remplit l'ensemble les conditions de compétence et d'expérience professionnelle nécessaires à l'attribution de la licence d'entrepreneur du spectacle de catégorie 1 pour l'Espace de la Confluence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la déclaration d'activité d'entrepreneur du spectacle en vue de l'attribution d'une licence d'entrepreneur du spectacle de catégorie 1 au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'Espace de la Confluence en tant « qu'exploitant de lieu de spectacle aménagé pour les représentations publiques » à établir auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Article 2 :

Madame Marie Germain est désignée, personne physique responsable en sa qualité de chef d'établissement de l'Espace de la Confluence, en tant que titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacle de catégorie 1, au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à réaliser tous les actes nécessaires et relatifs à cette demande de licence d'entrepreneur du spectacle.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 002-8416/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Mise en place de circuits touristiques sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile"
MET 20/15182/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses actions de développement touristique, le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile met en place des circuits touristiques visant à diversifier l'offre des activités de pleine nature et à valoriser le patrimoine historique et naturel du territoire. L'aménagement de ces circuits nécessite l'implantation d'un balisage et d'une signalétique touristique qui sont des outils indispensables pour matérialiser les itinéraires, valoriser les points d'intérêt touristique, renseigner et orienter les touristes.

L'opération d'investissement n°2018401000, « mise en place de circuits touristiques » d'un montant de 30 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 184035BP du programme 03 Développement économique de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 30 000 euros T.T.C. à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018401000, « mise en place de circuits touristiques » pour un montant de 30 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire, enregistrée dans l'autorisation de programme 184035BP du programme 03 Développement Economique et du sous-programme 35 Tourisme.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section investissement en dépenses au chapitre 45, nature 4581184010 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement établi comme suit :

CP 2020 : 30 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 003-8417/20/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projets Touristiques Divers"
MET 20/15183/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n° 2017403600, "Projets Touristiques Divers", d'un montant de 1.676.400 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174035BP du programme 03. Développement Economique – tourisme doit être révisé pour un montant de 150 000 € TTC.

Le montant révisé de cette autorisation est justifié par les opérations de travaux suivantes :

- Valorisation touristique des abords des différents sites patrimoniaux du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en particulier le Petit monde de Marcel Pagnol, et notamment accessibilité, scénographie, signalétique

- Etude faisabilité d'une liaison piétonne et d'un ascenseur entre le centre ancien d'Aubagne et le Petit monde de Marcel Pagnol:

Cette liaison verticale, entre le bas du Cours Voltaire et l'esplanade haute du parking des Terres Rouges sera de type ascenseur et passerelles. Des actions de réaménagement des cheminements seront également menées afin de proposer au piéton un parcours sécurisé, facilité et identifiable. Les abords de l'îlot des Terres rouges seront requalifiés afin de redonner de l'attractivité au site. Les différents volumes de l'ouvrage seront analysés afin de déterminer leur réaffectation possible en lien avec les équipements publics alentours. Les niveaux de stationnement du parking du centre ancien, ses accès et les différentes liaisons seront étudiés en vue d'optimiser l'utilisation et le fonctionnement de cet équipement, d'augmenter la fréquentation et l'attractivité et de sécuriser les déplacements ;

- Mise en place d'un totem au niveau des Lignières à Aubagne :

Dans le cadre de la valorisation du patrimoine et du développement du tourisme local sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, il est proposé d'installer à proximité du rond-point des Lignières, qui est une des entrées principales de la commune d'Aubagne, un totem touristique afin de mettre en valeur l'attrait touristique de la ville et son offre culturelle ;

Cette révision porte le montant de l'opération N° 4581174036 de 1 676 400 € TTC avant révision à 1 826 400 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-6513/19/CM du Conseil de Métropole du 20 juin 2019 de création de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017403600, Projets Touristiques, pour un montant de 150 000 euros TTC rattachée au programme 03. Développement Economique – tourisme – Code AP 174035BP, portant le montant total de l'opération à 1 826 400 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :
CP 2020 : 385 000 euros TTC
CP 2021 : 370 465 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 004-8418/20/CM

**■ Université du Temps Libre (UTL) du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Tarifs inscriptions et activités pour la rentrée 2020/2021
MET 20/15668/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL), créée en 1995 par la ville d'Aubagne, a été transférée au Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'étoffer son offre très éclectique avec une programmation de septembre à juin de plus de 70 conférences, 20 ateliers, 11 séminaires, 31 stages proposés et 80 sorties à la journée. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage. « *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 1000 adhérents à la rentrée 2019/2020, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors territoire et villes partenaires).

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2020/2021, il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'indexer les tarifs sur l'augmentation du coût de la vie, une augmentation des tarifs est appliquée à hauteur de 2,5% tous les trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

- Qu'afin d'indexer les tarifs de l'inscription aux activités de l'UTL à l'augmentation du coût de la vie, les tarifs sont modifiés.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que depuis 2012, l'UTL a opté pour une tarification restant inchangée pendant 2 années, la 3^{ème} année une augmentation est appliquée à hauteur de 2,5% par an ;

Délibère

Article 1 :

Sont fixés les barèmes afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2020/2021 qui interviendront en septembre pour les adhérents comme suit :

1 - ADHESION ANNUELLE

Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	204 euros
Tarif « Hors territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	244 euros
Tarif « Préférentiel » pour les personnes habitant une commune partenaire hors territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (la commune ayant signée une convention de partenariat)	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	204 euros
Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire et les villes Partenaires de l'UTL	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	204 euros
Tarif préférentiel UTL pour les communes partenaires hors territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	204 euros
Tarif « Hors Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	244 euros
Possibilité de s'inscrire à des activités supplémentaires « atelier, séminaire, sortie et stage » dans la limite des places disponibles	
Par atelier, séminaire supplémentaire	45 euros
Par thématique de sortie supplémentaire (archéologie/patrimoine, culture et découvertes, sciences naturelles & randonnées)	45 Euros
Par stage supplémentaire	35 Euros

2 CONFERENCES Pour les personnes non adhérentes et désirant assister aux conférences

Chéquier conférences	20 euros les 5 tickets
Ticket à l'unité	4,50 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 005-8419/20/CM

■ Université du Temps Libre (UTL) du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Tarifs des sorties à la journée période 2020/2021 MET 20/15669/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL), créée en 1995 par la ville d'Aubagne, a été transférée au Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'étoffer son offre très éclectique avec une programmation de septembre à juin de plus de 70 conférences, 20 ateliers, 11 séminaires, 31 stages proposés et 80 sorties à la journée. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage. « *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Plus de 600 adhérents sont inscrits dans les 4 thématiques de sorties proposées à l'UTL : Archéologie-Patrimoine, Culture & découvertes,

Sciences naturelles et Randonnées. Ce sont 9 cars de 25 à 50 personnes qui partent chaque mois en sorties.

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, pour définir les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et fixer les barèmes pour la période 2020/2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 29 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2019/2020.

Délibère

Article 1 :

De fixer les barèmes relatifs aux sorties à la journée, pour la période 2020/2021, comme suit :

Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 31 à 50 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	12 euros
De 50 à 150 kms	15 euros
De 150 à 250 kms	17 euros
De 250 à 400 kms	20 euros
Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 25 à 30 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	18 euros
De 50 à 150 kms	21 euros
De 150 à 250 kms	24 euros
De 250 à 400 kms	27 euros
<i>Dans le cadre de sorties avec découverte de musées, sites, parcs nationaux, fondations etc..., les tarifs suivants viendront s'ajouter aux tarifs transports.</i>	
1 ^{er} tarif	3 euros
2 ^{ème} tarif	5 euros
3 ^{ème} tarif	7 euros
4 ^{ème} tarif	10 euros
5 ^{ème} tarif	12 euros
6 ^{ème} tarif	15 euros
7 ^{ème} tarif	18 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 006-8420/20/CM

■ Approbation des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu MET 20/15025/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2017 pour la gestion du Centre sportif de Fontainieu, situé dans le 14e arrondissement de Marseille.

Cet équipement est situé sur un terrain de 5 hectares et dispose des installations suivantes :

- Des terrains de sports collectifs (terrain de football, terrain de sable, mini terrain, terrain multisports)
- Un mur d'escalade de 18 voies
- Un espace de glisse (Skate Park, piste VTT)
- Des salles d'activités multi-sports
- Des salles de formation et de réunion

Le Centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrente ou ponctuelle. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, une tarification concernant l'occupation liée à l'utilisation des équipements mis à disposition par le centre sportif de Fontainieu a été approuvée par la délibération n°MET 19/10705/CM du Conseil de Métropole du 20 juin 2019.

L'application de cette tarification a permis de mettre à jour certaines pistes d'amélioration tendant à mieux répondre au fonctionnement différencié des structures utilisatrices (nouveaux tarifs correspondant à la diversification des créneaux et des fréquences d'utilisation) tout en faisant évoluer certains tarifs pouvant pénaliser trop fortement la pratique associative, et ce de manière équitable.

D'autre part, afin d'optimiser la fréquentation du centre et de fidéliser les structures et les associations, certains tarifs ont été modulés en fonction de l'utilisation annuelle des équipements afin de les rendre plus attractifs pour les utilisateurs réguliers.

Enfin, de nouveaux tarifs ont été créés afin de poursuivre la politique de développement du centre sportif en étoffant le panel de services offerts par Fontainieu, notamment en termes d'offres de stages ou de formations.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération seront applicables à compter du 1er septembre 2020, date de démarrage de la nouvelle saison sportive.

Il est précisé que les tarifs ont été fixés en se basant sur ceux pratiqués pour des équipements comparables, et en tenant compte de la localisation particulière de l'équipement en zone prioritaire, et de ses difficultés d'accès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition et modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales ;
- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°MET 19/10705/CM du 20 juin 2019 portant sur l'approbation des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est le gestionnaire des équipements sportifs du centre sportif de Fontainieu depuis 1er janvier 2017.
- Qu'il convient de réviser les conditions financières et de fixer une grille tarifaire applicable au titre de l'autorisation d'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu à compter du 1er septembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs applicables au titre de l'occupation du domaine public métropolitain à compter du 1^{er} septembre 2020 conformément au barème ci-annexé.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence, section de fonctionnement, code gestionnaire 3SEC Sous-politique : B420 Sous-politique : 70631.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 007-8421/20/CM

■ Approbation du remboursement aux usagers des activités encadrées dispensées par les piscines de la Métropole en cas de fermeture durable ne permettant pas un rattrapage sur la saison en cours MET 20/15577/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Les piscines du Territoire du Pays d'Aix et du Pays Salonais (Berre) proposent des activités encadrées, telles que l'apprentissage de la natation enfant, l'apprentissage de la natation adulte, l'aquagym... Celles-ci s'organisent pour une période de dix mois ou par trimestre. Elles sont payables d'avance.

Les quelques cas de remboursement prévus par les délibérations tarifaires en vigueur pour ces établissements, ne prévoient pas de cas de remboursement du fait d'une fermeture inopinée suffisamment longue pour empêcher tout rattrapage

au cours de la période concernée. Généralement, les fermetures longues des piscines concernent les rénovations et sont toujours programmées et anticipées évitant ainsi tout remboursement des usagers.

Le confinement lié à la crise sanitaire de la COVID 19 a révélé une situation inédite au cours de laquelle les piscines du Pays d'Aix et celle de Berre ont toutes été fermées au grand public du 17 mars au 30 juin 2020.

Pendant cette période, aucune activité encadrée n'a donc pu être dispensée dans les établissements aquatiques alors que les adhésions à l'année ou au trimestre ont toutes été encaissées.

L'ampleur de la fermeture et l'achèvement de la saison concernée, ne permettent pas un rattrapage des séances non réalisées.

Dans un tel cas de figure, la puissance publique a donc encaissé des recettes pour des prestations qu'elle n'a jamais prodiguées et qu'elle ne peut pas compenser, la saison 2020/2021 étant déjà organisée avec d'autres adhérents.

En conséquence, il est proposé de compléter le dispositif de remboursement existant qui ne concerne pas ce cas de figure, en y ajoutant la possibilité de rembourser des usagers lorsque les équipements aquatiques restent fermés pendant une période suffisamment longue et imprévisible pour que toute compensation sur la saison en cours ou à venir s'avère impossible.

Le confinement de mars à mai 2020 lié à la crise sanitaire est un exemple récent de fermeture longue et inopinée des piscines.

Pour ce qui concerne le Pays d'Aix cela concerne environ 1 400 personnes pour un montant estimé à 65.000 €.

Pour ce qui concerne la piscine de Berre, cela concerne 253 personnes pour un montant de 7 093 € environ.

Au cas par cas, les remboursements pourraient être réalisés selon les modalités suivantes :

- Possibilité de rembourser la cotisation totale (cas des abonnements trimestriels par exemple) :

Si aucun cours n'a pu être dispensé alors que les adhésions ont été encaissées et qu'il n'y a plus la possibilité de compenser pendant la saison en cours.

- Possibilité de rembourser les cotisations au prorata des séances effectuées (cas des abonnements annuels par exemple) :

Remboursement au prorata des séances effectuées pour celles qui n'auront pu être compensées pendant la saison en cours.

Le service Régie de la Direction des Équipements Aquatiques du Pays d'Aix et la Régie de la piscine de Berre se chargeront de collecter l'ensemble des

documents nécessaires aux remboursements des usagers concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003_A082 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative aux équipements sportifs d'intérêt communautaire et au transfert des piscines ;
- La délibération n°2003_A083 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative à la modification des statuts de la communauté et à la politique d'apprentissage de la natation ;
- La délibération n°2006_A311 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 relative à la réforme tarifaire des piscines communautaires ;
- La délibération n°2014_A277 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à une modification substantielle de la grille tarifaire des piscines du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 176/12 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance du 2 juillet 2012 relative à la tarification des cartes supports droits d'entrées de la piscine intercommunale Claude Jouve ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La fermeture des piscines du Pays d'Aix et de Berre au grand public du 17 mars au 30 juin 2020 en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un remboursement du montant total d'une cotisation aux usagers si les prestations aquatiques dans les piscines du Pays d'Aix et du Pays Salonais n'ont pas été dispensées et qu'elles ne sont pas rattrapables pendant la saison en cours.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'un remboursement d'une cotisation aux usagers au prorata des séances effectuées dans les piscines du Pays d'Aix ou du Pays Salonais, si les prestations aquatiques restantes à devoir n'ont pas été dispensées et qu'elles ne sont pas rattrapables pendant la saison en cours.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2020, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65888, fonction 323 pour ce qui concerne les piscines du Pays d'Aix, et sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65888, fonction 323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.